

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

III



Glymnatographie sur acier, Andron

Le Comte MANDERSTRØM

MINISTRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SUÈDE ET NORVÈGE

16 Mars 1858

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1864

RECUEIL DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME TROISIÈME

4^e ANNÉE

JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE

1864

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1864

III

PREMIÈRE PARTIE.

PROTOCOLES DES CONFÉRENCES

TENUES A LONDRES,
RELATIVEMENT AUX AFFAIRES DU DANEMARK,
Communiqués au Parlement, le 27 juin 1864.

**Protocole d'une Conférence tenue à Londres dans Downing
Street, le 20 avril 1864.**

Présents :
MM. les Plénipotentiaires du Danemark ;
M. le Plénipotentiaire de France ;
MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ;
M. le Plénipotentiaire de Russie ;
M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères a pris la parole pour constater que la Conférence, annoncée pour le 20 avril, était ouverte.

Il a fait part ensuite à MM. les Plénipotentiaires des motifs qui avaient empêché M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique de se rendre à Londres pour l'ouverture de la Conférence.

A la suite de cette communication, il a donné lecture des lettres, annexées sub litt. A et B, par lesquelles MM. les Ambassadeurs de l'Autriche et de la Prusse motivent leur absence par celle du représentant de la Confédération Germanique.

Les Plénipotentiaires du Danemark, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, et de Suède et Norvège, prenant ces circonstances en considération, décident qu'après avoir constaté l'ouverture de la Conférence il convient de différer l'examen des questions devant former l'objet de leurs délibérations, jusqu'au moment où MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Prusse et de la Confédération Germanique se trouveront en mesure de prendre part à leurs travaux. Ils fixent en conséquence leur prochaine réunion au 25 de ce mois.

Signé : G. QUAADÉ.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

RUSSELL.

CLARENDON.

BRUNNOW.

Le comte WACHTMEISTER.

ANNEXE A AU PROTOCOLE DU 20 AVRIL.

Chandos House, le 19 avril 1864, minuit.

L'ambassadeur d'Autriche présente ses compliments à M. le comte Russell, et a le regret d'informer Son Excellence que conformément aux ordres qu'il vient de recevoir de Vienne à l'instant même, il ne pourra pas avoir l'honneur de se rendre demain à l'invitation d'assister à la première séance de la Conférence sur les affaires danoises.

L'ambassadeur de Prusse ayant reçu l'ordre positif de s'abstenir à cause de l'absence du Représentant de la Diète Germanique, le Gouvernement Impérial n'a pas cru pouvoir se séparer du cabinet prussien dans cette question.

ANNEXE B AU PROTOCOLE DU 20 AVRIL.

Prussia House, le 20 avril 1864.

Le comte de Bernstorff a eu l'honneur de recevoir la note verbale, en date d'hier, par laquelle M. le comte Russell a bien voulu lui faire connaître que la première réunion de la Conférence sur les affaires danoises aurait lieu aujourd'hui à une heure. En se référant à la correspondance particulière qu'il a eue à ce sujet avec M. le principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères, et dans laquelle il a eu l'honneur d'informer Son Excellence qu'il ne serait point autorisé à prendre part à une Conférence pour le rétablissement de la paix avec le Danemark, avant que le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique eût eu le temps d'arriver, le comte de Bernstorff regrette vivement de se trouver placé par la note de M. le comte Russell dans la nécessité de décliner de se rendre à la Conférence qui doit avoir lieu aujourd'hui.

Protocole N^o 1. — Séance du 25 avril 1864.

Présents :

Pour l'Autriche,

M. le comte Apponyi, etc., et

M. de Biegeleben, etc.;

Pour le Danemark,

M. de Quaad, etc.,

M. de Bille, etc., et

M. de Krieger, etc.;

Pour la France,

M. le prince de la Tour d'Auvergne, etc.;

Pour la Confédération Germanique,

M. le baron de Beust, etc.;

Pour la Grande-Bretagne,

M. le comte Russell, K. G., etc., et

M. le comte de Clarendon, K. G., etc.;

Pour la Prusse,

M. le comte de Bernstorff, etc., et

M. de Balan, etc.;

Pour la Russie,

M. le baron de Brunnow, etc.;

Pour la Suède et Norvège,

M. le comte Wachtmeister, etc.

Avant l'ouverture de la séance, M. le comte Apponyi propose de confier à M. le comte Russell la présidence et la direction des travaux de la Conférence. « J'ai l'honneur, dit-il, de vous faire une proposition qui, j'en suis sûr, réunira l'unanimité de tous les membres de la Conférence. C'est de confier la présidence et la direction de nos travaux à M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique. L'usage établi par les précédents désigne lord Russell à notre choix, et l'initiative prise par le Gouvernement Britannique pour arriver à la réunion de la Conférence, donne à Son Excellence un nouveau titre à nos suffrages. J'ai donc l'honneur de proposer Son Excellence M. le comte Russell comme président de la Conférence. »

Cette proposition ayant été adoptée à l'unanimité, M. le comte Russell prend la présidence et remercie la Conférence en ces termes :

« Je vous remercie, messieurs, de l'honneur que vous avez bien voulu me faire en me proposant de présider aux travaux de cette Conférence. J'accepte volontiers cette proposition, d'autant plus que je la regarde comme une preuve de la confiance que vous placez dans les intentions de Sa Majesté la Reine et dans sa sollicitude pour le rétablissement de la paix. Puissent nos délibérations être conduites par un esprit de conciliation et de justice ! Puissent-elles réaliser ce but !

« Permettez-moi, messieurs, de recommander qu'à l'exception des communications que chaque Représentant croira devoir faire à son propre Gouvernement, le secret le plus inviolable soit observé. Je m'efforcerai, messieurs, de mériter l'honneur que vous me faites. »

Sur la proposition de M. le comte Russell, la Conférence décide de confier la rédaction des protocoles à l'honorable William Stuart, qui est introduit.

MM. les Plénipotentiaires procèdent ensuite à la vérification de leurs pouvoirs respectifs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

M. le comte Russell faisant observer que tous les Plénipotentiaires doivent également désirer le rétablissement de la paix, et qu'il serait bien difficile d'y parvenir sans une suspension d'hostilités préalable, propose qu'une telle suspension soit décidée.

Cette proposition est appuyée par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Russie dans l'intérêt de l'humanité, aussi bien que dans celui des négociations.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse déclarent qu'ils n'ont pas de pouvoirs suffisants pour accepter la proposition sans en référer à leurs Cours respectives.

M. le baron de Brunnow et M. le prince de la Tour d'Auvergne expriment l'avis qu'il s'agit surtout de mettre un terme à l'effusion du sang, et lord Clarendon explique que cet objet serait atteint si

l'ordre pouvait être donné de suspendre immédiatement les hostilités.

M. de Biegeleben fait observer qu'il s'agirait également de sauvegarder les intérêts du commerce, qui seraient mis en souffrance par la continuation du blocus.

M. le comte de Bernstorff voudrait savoir si le Gouvernement de Danemark donnerait son adhésion à la proposition, et s'il serait prêt à suspendre les hostilités de toute espèce sur mer, nommément aussi les blocus.

A cette question M. de Quaade répond que, si l'armée austro-prussienne s'abstenait de lever des contributions de guerre dans les territoires danois qu'elle occupe, le Gouvernement de Danemark consentirait peut-être à faire cesser les hostilités sur mer aussi bien que par terre, à l'exception toutefois du blocus déjà établi.

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège appuie l'idée d'une suspension d'hostilités provisoire, pour donner le temps nécessaire pour la conclusion d'un armistice.

M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique s'associe au vœu généralement exprimé qu'un terme soit mis à l'effusion du sang, en faisant observer que dans le cas où les hostilités sur mer se prolongeraient, il y aurait impossibilité pour la Confédération de rester en dehors des opérations militaires. Il demande donc que l'armistice soit étendu aux hostilités sur mer.

M. le comte Apponyi insiste également sur ce dernier point et sur la nécessité d'y comprendre la suspension des blocus.

M. le comte de Clarendon rappelle que lors de l'armistice conclu par le Congrès de Paris, le blocus n'a pas été levé, et pense que le blocus dont il est actuellement question pourrait être maintenu tel qu'il existe.

MM. les Plénipotentiaires du Danemark, avant d'entrer en discussion sur l'armistice, désireraient connaître les bases préliminaires de la paix, mais ils seraient disposés à s'entendre sur une suspension des hostilités.

Après un échange d'idées auquel prennent part tous les Plénipotentiaires, ceux des puissances neutres, guidés par un sentiment unanime d'humanité, invitent les Représentants des puissances belligérantes à transmettre à leurs Cours la proposition de suspendre les hostilités par terre et sur mer pendant la durée d'un mois, en différant l'examen de la question du blocus jusqu'au moment où l'on s'entendra définitivement sur la conclusion d'un armistice formel.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse, tout en insistant de nouveau, de concert avec M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique, sur la nécessité de suspendre les blocus

en même temps que les hostilités par terre et sur mer, se chargent, ainsi que MM. les Plénipotentiaires du Danemark, de faire connaître sans retard à leurs Cours les vœux des puissances neutres.

M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique prie MM. les Plénipotentiaires des puissances belligérantes de hâter, autant que possible, l'envoi des instructions qu'ils sollicitent de leurs Cours.

Il est convenu que la prochaine réunion aura lieu après la réception des réponses attendues de Vienne, de Berlin et de Copenhague.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUADE.

BILLE.

FR. KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

Le comte WACHTMEISTER.

Protocole N^o 2. — Séance du 4 mai 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;

MM. les Plénipotentiaires du Danemark ;

M. le Plénipotentiaire de France ;

M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ;

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;

M. le Plénipotentiaire de Russie ; et,

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte Russell demande à MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse s'ils ont reçu les instructions qu'ils s'étaient engagés à demander à leurs Cours, au sujet de la proposition de suspendre les hostilités par mer et par terre.

M. le comte de Bernstorff répond que ces instructions sont en effet

arrivées, et que les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse sont autorisés à donner la déclaration suivante :

1. Si le Danemark refuse la levée du blocus, toute discussion sur la suspension des hostilités sur terre et sur mer devient impossible et infructueuse ; car les cabinets allemands sont fermement décidés à ne point consentir à cette suspension sans la levée simultanée du blocus.

2. Si le Danemark accepte la levée simultanée du blocus, les cabinets allemands s'engagent, comme équivalent, à ne point entraver, dans les parties du Jutland occupées par leurs armées, le commerce ni les communications, ni la marche régulière de l'administration ; à ne point lever de contributions de guerre, mais à payer au contraire tout ce qui serait fourni aux troupes Allemandes, qui continueraient seulement à occuper leurs positions stratégiques actuelles.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche adhèrent expressément à cette déclaration.

M. de Quaade fait observer que son gouvernement ne pourrait pas regarder la renonciation aux contributions de guerre comme une compensation suffisante pour la levée du blocus ; et une discussion s'engage entre lui et MM. les Plénipotentiaires de la Prusse et de l'Autriche, qui soutiennent que la levée du blocus serait une compensation équitable pour la suspension des hostilités par terre et la cessation des contributions de guerre.

M. le comte Wachtmeister comprend que puisqu'il s'agit d'une simple suspension d'hostilités, les puissances Allemandes ne consentiraient pas à perdre les avantages qu'elles ont gagnés par terre. Il soutient que comme compensation il serait juste et équitable de laisser les vaisseaux Danois devant les ports Allemands, le blocus constituant dans son opinion un équivalent de l'occupation du Jutland.

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse et de l'Autriche signalent les torts faits au commerce en général par le blocus, en faisant valoir la différence entre le blocus et une occupation de territoire.

M. de Quaade, répondant à une question qui lui est adressée par M. le comte Russell, déclare que son Gouvernement ne saurait consentir à la levée du blocus, dont il regarde le maintien comme l'équivalent de l'occupation du Jutland.

M. le comte de Bernstorff dit que, puisque M. le Plénipotentiaire de Danemark insiste sur le maintien du blocus, il se voit obligé d'appeler l'attention de la Conférence sur le fait que le blocus n'est nullement effectif, et qu'il est par conséquent illégal et non conforme à la déclaration du Congrès de Paris de 1856.

M. le baron de Brunnow exprime l'avis que la Conférence devrait

chercher les moyens d'arriver à la conclusion d'un armistice ; et M. le comte de Clarendon demande sur quelles conditions le Gouvernement de Danemark y donnerait son consentement.

M. de Quaade explique que depuis la dernière séance de la Conférence, il n'a reçu de Copenhague que des dépêches télégraphiques, mais il répète que son Gouvernement consentira à une suspension d'hostilités par terre et à s'interdire également tout acte d'hostilité contre les navires Allemands, pourvu que le blocus soit maintenu.

Après une discussion entre MM. les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie, au sujet de la proposition de conclure un armistice fondé sur un système de compensations, M. de Quaade dit qu'il serait possible de lever le blocus si le Jutland était évacué, et M. de Krieger ajoute qu'il voudrait envoyer des renseignements plus précis à son Gouvernement, qui n'a pas eu le temps de délibérer sur l'idée d'un système de compensation.

M. le comte de Wachtmeister exprime l'avis qu'en présence d'opinions aussi divergentes il serait mieux de procéder à formuler de part et d'autre des conditions d'armistice.

Cette idée est appuyée par M. le baron de Brunnow, qui la considère comme le meilleur moyen d'arriver à un but pratique. Le devoir des Puissances neutres est de concilier les opinions extrêmes, et de conseiller un système de compensation équitable.

M. le comte de Bernstorff déclare alors que, si le Danemark ou les Puissances neutres demandaient l'abandon partiel des positions occupées par les armées alliées dans le Jutland, les Puissances Allemandes seraient encore prêtes à s'entendre sur un système de compensation à cet égard, sous la condition : (a) que toutes les parties du Schleswig occupées encore par les Danois, y compris nommément toutes les îles qui y appartiennent, et qui sont situées à l'est et à l'ouest de ce Duché, seront évacuées par les Danois et occupées par les armées alliées ; et (b) que tous les navires Prussiens et Allemands capturés par les Danois seront restitués avec leurs cargaisons.

M. le comte Apponyi fait l'observation qu'une évacuation partielle du Jutland par l'armée alliée, proportionnée au territoire dans l'île d'Alsen occupé par l'armée Danoise, pourrait peut-être être convenue.

M. le prince de la Tour d'Auvergne signale la difficulté qu'il y a de définir exactement la valeur relative des compensations, et exprime l'opinion qu'une évacuation complète du Jutland serait un juste équivalent de la levée du blocus, et de l'abandon d'Alsen par les Danois.

M. le baron de Brunnow pense également qu'il faudrait tenir compte

ou sacrifice que ferait le Danemark en se désistant du blocus, et que les compensations devraient être plus larges.

M. le baron de Beust rappelle que l'Autriche et la Prusse ont déjà fait preuve de leur désir d'arrêter l'effusion du sang en faisant cesser de fait les hostilités, et qu'il faut prendre en considération qu'en poursuivant les opérations militaires elles pourraient contraindre le Danemark à lever le blocus qui pèse sur le commerce Allemand. L'équivalent lui paraît constaté par la proposition faite par M. le comte de Bernstorff. La Confédération n'est pas désintéressée dans la question, les ports du Holstein étant bloqués.

M. le comte Russell propose alors à la Conférence, comme conditions d'armistice équitables :

1. La levée du blocus.
2. L'évacuation de toutes les parties du Duché de Schleswig par les Danois.
3. L'évacuation du Jutland par l'Autriche et la Prusse.

MM. les Plénipotentiaires de la France, de Suède et Norvège, et de la Russie, donnent leur adhésion à cette proposition.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse croient que l'évacuation entière du Jutland serait plus qu'une compensation et qu'il pourrait y avoir des points stratégiques que l'armée alliée ne saurait abandonner.

M. de Krieger fait observer que les puissances Allemandes demandent l'occupation de toutes les îles qui dépendent du duché de Schleswig, ainsi non-seulement de celle d'Alsen, mais aussi de celle d'Aerøe et de toutes les îles sur la côte occidentale du Duché, et une discussion s'engage, à laquelle prennent part tous les Plénipotentiaires, au sujet de l'importance de ces îles, et sur le système d'équivalents proposé.

M. le comte de Clarendon résume alors en peu de mots ce qui s'est passé pendant la séance. Il est d'avis que les conditions proposées par M. le comte Russell sont justes et équitables, mais puisque les instructions de MM. les Plénipotentiaires du Danemark d'un côté, et de l'Autriche et de la Prusse de l'autre, ne peuvent pas se concilier, il prie ces Plénipotentiaires, au nom des Plénipotentiaires des Puissances neutres, d'en référer au plus tôt à leurs Cours respectives.

Les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes consentent à faire cette démarche. Les Plénipotentiaires du Danemark se réservent de prendre également les ordres de leur Cour au sujet des conditions d'une simple suspension d'hostilités indiquées au commencement de la séance par M. le comte de Bernstorff.

Il est convenu que la Conférence se réunira de nouveau le lundi

9 mai à 1 heure, quand les réponses attendues de Vienne, de Berlin et de Copenhague, auront eu le temps d'arriver.

Signé : APPONYI.
BIEGELEBEN.
G. QUADE.
BILLE.
KRIEGER.
LA TOUR D'AUVERGNE.
BEUST.
RUSSELL.
CLARENDON.
BERNSTORFF.
BALAN.
BRUNNOW.
Le comte WACHTMEISTER.

Protocole N^o 3. — Séance du 9 mai 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;
MM. les Plénipotentiaires du Danemarck ;
M. le Plénipotentiaire de France ;
M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;
MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ;
MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;
M. le Plénipotentiaire de Russie ; et
M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte Russell rappelle l'engagement pris par MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes de prendre les ordres de leurs Cours respectives au sujet de la proposition d'armistice dont les conditions sont indiquées dans le Protocole n^o 2, et il prie MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse d'informer la Conférence du résultat de leur démarche.

M. le comte Apponyi répond que les Gouvernements de l'Autriche et de la Prusse sont prêts à accepter l'armistice sous les conditions proposées par M. le comte Russell, et à en discuter les détails.

Lord Russell demande alors à MM. les Plénipotentiaires du Danemark s'ils ont reçu des instructions à cet égard.

M. de Quade répond qu'à la dernière séance M. le premier Pléni-

potentiaire de la Prusse avait fait la déclaration suivante : « Si le Danemark accepte la levée simultanée du blocus, les Cabinets Allemands s'engagent, comme équivalent, à ne point entraver dans les parties du Jutland occupées par leurs armées, le commerce, ni les communications, ni la marche régulière de l'administration ; à ne point lever les contributions de guerre, mais à payer au contraire tout ce qui serait fourni aux troupes Allemandes, qui continueraient seulement à occuper leurs positions stratégiques actuelles ; » et que « MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ont adhéré expressément à cette déclaration. »

M. de Quaade annonce que le Danemark accepte la levée du blocus aux termes précités, à condition, (a) que tous les navires de guerre Prussiens se trouvant actuellement dans les ports Prussiens de la Baltique restent dans ces ports pendant toute la durée de la suspension des hostilités ; (b) que tous les otages et tous les prisonniers civils détenus, à quelque titre que ce soit, dans ce moment par les autorités des Gouvernements de l'Autriche et de la Prusse soient remis en liberté. A ces conditions le Gouvernement Danois donne son assentiment à une suspension d'armes pour la durée d'un mois.

M. le comte de Bernstorff fait observer que le Danemark fait dépendre l'acceptation de la suspension d'hostilités proposées par les Plénipotentiaires des Puissances Allemandes de conditions nouvelles qu'il ne saurait accepter sans en référer à son Gouvernement. Il combat nommément la première condition (a), comme manquant absolument de réciprocité.

Une discussion générale s'engage sur la nature et le but de ces conditions, MM. les Plénipotentiaires des Puissances neutres s'efforçant, de concert avec MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes, de trouver une formule de rédaction qui pourrait réunir une adhésion unanime.

La Conférence finit par tomber d'accord sur une suspension d'hostilités, dont les termes sont rédigés de la manière suivante :

« Il y aura suspension d'hostilités sur mer et par terre, à dater du 12 mai, pour l'espace d'un mois ;

« Le même jour le Danemark lèvera les blocus ;

« La Prusse et l'Autriche s'obligent, pendant la suspension des hostilités, à ne pas entraver, dans les parties du Jutland occupées par leurs armées, le commerce, ni les communications, ni la marche régulière de l'administration ; à ne point lever de contributions de guerre, mais à payer au contraire tout ce qui serait fourni aux troupes Allemandes, qui continueraient seulement à occuper leurs positions stratégiques actuelles ;

« Les parties belligérantes conviennent qu'elles conserveront leurs

positions militaires respectives sur terre et par mer; et s'interdisent de les renforcer, pendant la durée de la suspension des hostilités;

« Notification officielle en sera faite aux Commandants des forces belligérantes de terre et de mer par leurs Gouvernements respectifs. »

MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes s'engagent à transmettre par le télégraphe l'avis de cette décision de la Conférence à leurs Cours.

M. de Quaade exprime la pensée qu'il sera laissé aux Commandants respectifs des forces Danoises et Allemandes dans le Jutland de fixer les limites jusqu'auxquelles s'étend l'occupation du territoire Jutlandais.

Il est convenu en effet que tous les autres détails se rattachent à la suspension d'hostilités seront réglés par les Commandants respectifs.

A l'invitation de MM. les Plénipotentiaires des Puissances neutres, MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse s'engagent à recommander à leurs Gouvernements la mise en liberté des prisonniers civils qui avaient été arrêtés par les autorités des Puissances alliées.

M. de Balan demande si la suspension d'hostilités ne pourrait pas être prolongée pour plus d'un mois. Il rappelle que les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse avaient été autorisés à conclure non-seulement une simple suspension d'hostilités, mais même un armistice selon la proposition de M. le comte Russell.

M. de Quaade répond que les Plénipotentiaires du Danemark n'ont été autorisés à accéder à une suspension d'hostilités que pour le terme d'un mois. Il leur est donc impossible dans ce moment de consentir à une prolongation de ce terme.

Tous les Plénipotentiaires expriment l'espoir qu'il sera bientôt possible d'en étendre la durée.

En se référant à une observation faite par M. le comte de Bernstorff à la séance précédente suivant laquelle le blocus devant les ports Prussiens ne serait pas conforme à la déclaration du congrès de Paris de 1856, M. de Quaade rappelle qu'il a déclaré à la même séance que cette observation n'était pas conforme aux informations qu'il possédait lui-même à ce sujet.

M. le comte de Bernstorff déclare qu'il doit soutenir son opinion antérieurement énoncée.

Plusieurs Plénipotentiaires leur représentent que puisque les blocus doivent être levés, la question a perdu toute importance.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, après avoir rappelé que l'objet de la Conférence est de rétablir la paix, proposent, puisqu'une suspension d'hostilités provisoires est maintenant décidée,

de procéder dans la prochaine séance à la discussion de Préliminaires de Paix.

La Conférence décide en conséquence quelle se réunira le jeudi, 12 mai, pour la discussion de cette question.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

Le Comte WACHTMEISTER.

Protocole N° 4. — Séance du 12 mai 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;

MM. les Plénipotentiaires du Danemark,

M. le Plénipotentiaire de France ;

M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;

MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne ;

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;

M. le Plénipotentiaire de Russie ; et

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte de Bernstorff annonce qu'il a été informé par le télégraphe que Sa Majesté le Roi de Prusse a accepté la suspension des hostilités sur terre et sur mer, à dater du 12 mai, et a donné des ordres télégraphiques en conséquence aux Commandants de ses forces respectives. Il ajoute qu'il ne se trouve point d'otages entre les mains des autorités Prussiennes, mais que son Gouvernement a consenti à mettre en liberté, suivant la recommandation de la Conférence, les prisonniers civils dont il a été question dans la dernière séance, à l'exception toutefois des espions.

M. le comte Russell émet l'avis que la Conférence, étant parvenue

à établir une suspension d'hostilités, devrait maintenant se mettre à l'œuvre afin d'arriver à l'objet principal de sa convocation. Il donne lecture de la note en date du 25 février, 1864, par laquelle M. le Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a accepté l'invitation faite au Gouvernement d'Autriche par celui de la Grande-Bretagne d'assister à la Conférence.

Cette note est conçue dans les termes suivants ;

« Le Sous-igné, etc., a eu l'honneur de recevoir la note par laquelle son Excellence Lord Bloomfield, etc., l'informe que son Gouvernement propose aux Gouvernements d'Autriche, de Prusse, et de Danemark, de se réunir en Conférence à Londres, sans suspension d'hostilités, pour aviser aux moyens de rétablir la paix, et que la France, la Russie, et la Suède, ainsi que la Confédération Germanique, seront invitées à prendre part à ces Conférences.

« Le Gouvernement Impérial partage entièrement le désir du Gouvernement Britannique de mettre fin le plus tôt possible aux calamités de la guerre.

« Le Soussigné s'empresse en conséquence de porter à la connaissance de Lord Bloomfield que le Gouvernement Impérial accepte la proposition de la Cour de Londres, et se déclare prêt à entrer dès à présent dans des Conférences auxquelles participeraient les Puissances signataires du Traité de Londres du 8 mai, 1852, et la Confédération Germanique.

« Le Soussigné, etc.

« (Signé) : RECHBERG. »

M. le comte Russell rappelle que la base sur laquelle la Conférence s'est réunie est celle d'aviser aux moyens de rétablir la paix. Il croit qu'il appartient à MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse d'exposer les motifs qui ont engagé leurs Gouvernements à occuper une grande partie du territoire Danois, et de faire connaître les intentions de leurs Cours. Il espère qu'une paix solide sera le résultat de leurs délibérations.

M. le comte Apponyi dit que dans son opinion il serait inutile et trop long d'exposer à la Conférence les motifs qui ont amené l'occupation du Schleswig et du Jutland par les Puissances alliées. Ces motifs du reste sont constatés dans des dépêches qui ont été publiées.

M. le premier Plénipotentiaire de la Prusse donne lecture alors de la déclaration suivante : « Avant de pouvoir entrer en discussion sur les conditions du rétablissement de la paix avec le Danemark, les Plénipotentiaires des Puissances Allemandes croient devoir faire observer qu'ils regardent le terrain de la discussion comme entièrement libre de toute restriction résultant d'engagements qui peuvent avoir existé avant la guerre entre leurs Gouvernements et le Dane-

mark, et que la base sur laquelle de nouvelles combinaisons pourront être trouvées, formera à leur point de vue, un des principaux objets de la négociation à ouvrir. En revendiquant ainsi pour elles-mêmes une entière liberté de discussion et la faculté de faire telles propositions qu'elles jugeront de nature à assurer une pacification solide et durable, les Puissances Allemandes n'entendent exclure aucune combinaison qui pourra servir à faire atteindre ce but, sans porter préjudice à des droits acquis. »

M. le comte de Clarendon demande à M. le comte de Bernstorff si par les engagements dont il a parlé, il a voulu comprendre tout Traité ou autre engagement, faisant observer que quoique la guerre puisse à la rigueur dissoudre un Traité entre deux Puissances devenues belligérantes, elle ne saurait dégager ces Puissances de leurs obligations envers les autres Puissances cosignataires du même Traité.

M. le comte de Bernstorff répond que c'est là une question à laquelle son Gouvernement lui semble avoir répondu d'avance en se déclarant prêt à traiter avec les autres Puissances.

M. le comte de Clarendon cite la dépêche suivante qui avait été adressée à M. le comte de Bernstorff par M. le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi de Prusse en date du 31 janvier, 1864 :

« Monsieur le Comte,

« Le Gouvernement du Roi, en basant sur les stipulations de 1851-52 les droits que, de concert avec l'Autriche, il se dispose à faire valoir contre le Danemark, a reconnu par ce fait même le principe de l'intégrité de la Monarchie Danoise, établie par les transactions de 1851-52. Le Gouvernement du Roi, en procédant à l'occupation de Slesvig, n'a pas l'intention de se départir de ce principe. Si néanmoins, à la suite de complications que pourrait amener la persistance du Gouvernement Danois dans le refus d'accomplir ses promesses de 1852, ou de l'intervention armée d'autres Puissances dans le conflit Dano-Allemand, le Gouvernement du Roi se voyait forcé à renoncer à des combinaisons qui n'offriraient plus un résultat proportionné aux sacrifices que les événements imposeraient aux Puissances Allemandes, les arrangements définitifs ne sauraient être arrêtés sans le concours des Puissances signataires du Traité de Londres. Le Gouvernement Britannique trouverait alors le Gouvernement du Roi prêt à se mettre d'accord avec lui sur l'arrangement définitif de la question Dano-Allemande. »

M. le comte de Bernstorff, en disant que le moment indiqué dans la dépêche est arrivé, lit l'extrait d'une autre dépêche, datée de la

veille de celle citée par Lord Clarendon , dans laquelle M. de Bismark l'informe que « dans le cas où le Danemark s'opposerait à main armée à cette occupation , il doit en résulter des événements belliqueux dont les conséquences influeraient d'autant plus profondément sur le développement ultérieur des relations réciproques entre l'Allemagne et le Danemark que par là les Traités existants entre les deux pays cesseraient d'être en vigueur. Ce ne serait qu'à ce moment là que la question de l'intégrité de la Monarchie Danoise demanderait une solution. Nous ne doutons pas qu'alors cette question ne soit examinée par toutes les grandes Puissances avec la sagesse sérieuse et prévoyante qui est due à une question aussi importante , etc. »

En réponse à une question qui lui est adressée par M. le comte de Clarendon , qui voudrait savoir si la Prusse considère le Traité de 1852 comme ayant cessé d'exister en ce qui concerne le Danemark , tout en conservant sa valeur vis-à-vis des autres Puissances cosignataires , M. le comte de Bernstorff exprime l'avis que ce Traité , qui d'ailleurs n'a jamais été parfait , lui semble avoir perdu sa valeur , et qu'il vaudrait mieux recourir à de nouvelles combinaisons que de renfermer la discussion dans d'aussi étroites limites.

M. le baron de Brunnow maintient qu'avant d'abandonner un Traité qui a été ratifié par les Puissances signataires dans l'intérêt général de l'Europe , il faudrait donner des raisons jugées satisfaisantes d'un commun accord. Ces raisons devraient être bien graves. Le Traité de 1852 a eu pour objet de consolider la paix du Nord et de sauvegarder l'équilibre Européen. Il a été conclu non-seulement entre les Puissances actuellement en guerre , mais entre toutes les Puissances qui y ont participé. Leurs Représentants , réunis aujourd'hui en Conférence , sont libres assurément d'échanger leurs idées sur de nouvelles combinaisons à adopter , pourvu qu'elles soient de nature à offrir à la paix de l'Europe des garanties équivalentes à celles sur lesquelles repose aujourd'hui le système de l'équilibre général.

M. le comte de Bernstorff voudrait commencer par établir les bases sur lesquelles la discussion doit s'engager , pensant qu'avant que cette question préliminaire ne soit vidée , il serait inutile d'entrer en matière sur les préliminaires de paix.

M. le baron de Brunnow fait observer qu'il n'a pas parlé de bases , mais que selon lui le principe du Traité de 1852 subsiste toujours , car l'intérêt général , dans lequel cet Acte a été conclu , reste le même.

M. le comte de Bernstorff trouve qu'il est difficile d'admettre que l'équilibre Européen dépende du maintien du Traité de Londres , et pense que les événements ont suffisamment prouvé que c'est précisé-

ment l'existence de ce Traité impossible à exécuter qui a mis l'équilibre en danger.

M. le prince de la Tour d'Auvergne pense que la Conférence aurait intérêt à savoir si, dans la pensée de MM. les Plénipotentiaires Allemands, les arrangements de 1851 et de 1852, qui paraissent avoir été la cause de la guerre, ne pourraient pas être complétés et entourés de garanties qui les rendraient acceptables pour les deux grandes Puissances Allemandes et pour la Confédération Germanique.

M. comte de Bernstorff déclare qu'il serait impossible aux Puissances Allemandes de prendre pour base de la pacification les arrangements de 1851-52, que le Danemark a non-seulement continuellement refusé de remplir, mais qu'il n'a même jamais voulu reconnaître comme des engagements qui le liaient.

Cette observation est contestée par M. de Quaade, qui soutient que le Danemark a tout fait pour remplir ses engagements.

M. de Krieger, en relevant le caractère absolu et solidaire des engagements pris par le Traité de Londres de 1852, explique pourquoi le Gouvernement Danois ne saurait reconnaître que l'Autriche et la Prusse soient déliées de ces engagements par le seul fait de la guerre éclatée entre ces Puissances et le Danemark, et ajoute plusieurs observations sur le véritable sens des transactions de 1851 et 1852, et sur la marche des négociations subséquentes.

M. le comte de Bernstorff répond que le Traité de Londres n'a pas été conclu, à proprement parler, entre toutes les Puissances qui l'ont signé, mais entre le Danemark et chacune des autres Puissances, qui, par cette raison, n'ont échangé de ratifications qu'avec le Danemark. Il demande quel est donc l'engagement que les Puissances ont pris envers le Danemark? C'est de reconnaître à l'avenir un nouvel ordre de Succession que Sa Majesté le Roi de Danemark avait l'intention d'introduire. Mais cet ordre de Succession n'a point été introduit d'une manière légale pour les Duchés, puisque ni les États des Duchés, ni les Agnats, ni la Confédération Germanique n'y ont consenti. L'objet de l'engagement n'existe donc point en réalité, puisqu'on ne peut supposer que les Puissances se soient engagées à reconnaître à l'avenir quelque chose d'illégal.

Une discussion a lieu entre les Plénipotentiaires de la Prusse, d'un côté, et ceux du Danemark, de l'autre, tant au sujet du Traité de 1852, que par rapport aux transactions de 1851 et 1852, et aux négociations qui s'y rattachent.

M. le baron de Brunnow intervient, en disant que la discussion s'écarte de son but. Il demande à connaître les conditions que l'on se propose de mettre en avant.

M. le baron de Beust ne peut passer sous silence une expression

par laquelle M. Krieger a contesté la compétence de la Confédération Germanique. La Confédération, dit-il, protesterait contre tout arrangement fait sans son consentement. Il rappelle que le Traité de 1852 n'a pas été soumis à la Confédération, et qu'il ne peut pas en être question pour la Diète, celle-ci l'ayant de plus rejeté indirectement dans sa séance du 25 février dernier. La Confédération ne peut pas cependant rester étrangère à la manière dont ce Traité, qui est devenu un germe de guerre et de perturbation, au lieu d'un gage de paix, sera envisagé par la Conférence. Plusieurs conditions indispensables pour assurer la validité de ce Traité n'ont pas été remplies. Il est d'avis que les autres Puissances ne peuvent pas exiger que les Puissances Allemandes présentent de nouvelles combinaisons à la place d'un Traité, avant que la question de sa validité ne soit vidée.

M. le baron de Brunow admet que quoique la Russie soit liée par le Traité, la Confédération ne l'est pas. Ayant pris part au Traité, il peut dire qu'il a regretté dans le temps qu'il n'ait pas été communiqué à la Confédération, mais il constate qu'un Article du Traité a expressément réservé les droits et les obligations établis par l'Acte Fédéral.

M. le comte de Clarendon rappelle qu'en ce qui concerne la Grande Bretagne, et M. le Baron de Brunow confirme pour ce qui concerne les autres Puissances cosignataires du Traité, que tous les membres de la Conférence d'alors sans exception ont observé les égards dus à la Confédération Germanique. M. le Plénipotentiaire de Russie rend hommage à la mémoire de feu Sa Majesté le roi de Prusse. Bien que son Ministre ait éprouvé de l'hésitation à signer le Traité du 8 Mai, ce Monarque a daigné y accorder sa sanction, afin de donner un nouveau gage au maintien de l'équilibre Européen.

M. le baron de Beust ne nie pas les bons procédés des Puissances envers la Confédération, et dit que le but de l'invitation adressée à la Confédération ayant été d'empêcher qu'une décision ne fût prise qu'elle pourrait mettre en question, il a jugé de son devoir de ne pas laisser subsister de doutes sur ses dispositions.

M. le comte Russell rappelle que les Puissances Allemandes ont adhéré au Traité de Londres.

M. de Biegeleben fait remarquer que l'Autriche ayant, de concert avec la Prusse, déclaré que les Puissances Allemandes sont déliées par le fait de la guerre de toute obligation contractée antérieurement envers le Danemark, il n'a pas cru pouvoir discuter avec MM. les Plénipotentiaires Danois la valeur primitive et l'exécution des arrangements de 1852; qu'une expérience de douze années a d'ailleurs prouvé que ces arrangements n'ont pas rempli leur but, qu'ils n'ont satisfait aucune des parties intéressées, et qu'on n'a jamais pu s'entendre sur

leur véritable sens. Il croit que l'on devrait s'écarter du terrain de l'interprétation des anciennes stipulations pour arriver au but.

M. le comte Russell fait l'observation qu'il ne suffit pas de détruire, mais qu'il faut construire.

M. le comte Wachtmeister, en adhérant au point de vue développé par M. le Baron de Brunnow, qui ayant été lui-même un des signataires du Traité de Londres, est à même d'en apprécier plus que personne toute la portée, observe que comme Plénipotentiaire d'une des Puissances signataires de ce traité il doit maintenir cette base des négociations jusqu'à ce qu'il soit prouvé qu'elle est insuffisante pour atteindre le but de la Conférence actuelle, et qu'avant de l'abandonner il faut tout au moins connaître la nature exacte des arrangements que l'on propose d'y substituer.

M. le baron de Brunow se prononce de nouveau dans le même sens.

M. le prince de la Tour d'Auvergne renouvelle l'interpellation qu'il a déjà adressée à MM. les Plénipotentiaires Allemands, et leur demande si, dans le cas où les arrangements de 1851 et de 1852 ne seraient pas susceptibles d'être maintenus, ils ne croiraient pas possible d'y substituer de nouvelles combinaisons sans s'écarter du cercle tracé par les stipulations du Traité.

M. le comte de Bernstorff répond qu'avant d'énoncer des propositions positives, il désire que la question préalable soit décidée.

M. le comte de Clarendon fait observer que la Prusse a déclaré que la guerre a été faite par suite de la non-exécution de quelques-uns de ses engagements par le Danemark, et que si ces engagements sont devenus impossibles il voudrait savoir ce qu'il y aurait à y substituer, et quel arrangement pourrait paraître suffisant. Il ajoute que la proposition d'abandonner le Traité a été faite, mais que des raisons suffisantes n'en ont pas été fournies.

M. le comte de Bernstorff répète qu'avant de décider la question préalable, il serait difficile de faire des propositions positives; et répondant à M. le prince de la Tour d'Auvergne, qui lui demande si les Puissances Allemandes ont de combinaisons arrêtées, il dit que oui, mais qu'il faut que la question préjudicielle soit décidée et que le terrain soit libre.

M. le baron de Brunnow insiste de nouveau sur l'intérêt de l'équilibre Européen, qu'il n'est pas autorisé par son Gouvernement à abandonner. Il se croit obligé de rappeler que l'Autriche et la Prusse, aussi bien que les Puissances neutres, sont signataires du Traité de Londres, et que les engagements des Puissances Allemandes ne se bornent pas à leurs intérêts Allemands, mais qu'ils s'étendent à leurs intérêts Européens.

M. le comte de Bernstorff déclare que la Prusse a des engagements envers la Confédération, aussi bien qu'envers les Puissances cosignataires, et qu'elle ne pourrait pas plus se dégager des uns que des autres.

MM. les Plénipotentiaires Allemands ayant fait observer que le Gouvernement Danois s'était refusé à soumettre le Traité de 1852 à la Confédération, MM. les Plénipotentiaires Danois contestent ce fait, en ajoutant que si l'accession de la Confédération à ce Traité n'a pas été demandée, cela n'a pas tenu au Gouvernement Danois, qui d'ailleurs soutient l'opinion généralement reçue alors qu'il n'y avait aucune nécessité légale pour cette démarche.

M. le comte Russell relit la note de M. le comte de Rechberg, en date du 31 Janvier, en faisant remarquer qu'à cette époque les Gouvernements de l'Autriche et de la Prusse n'avaient pas renoncé au principe de l'intégrité de la Monarchie Danoise.

M. le comte Apponyi, en se référant à la déclaration commune, lue au commencement de la séance, répond que la question de l'intégrité n'est pas exclue des délibérations, mais que, la situation étant changée depuis, les Puissances Allemandes doivent se réserver toute liberté quant aux bases de la discussion.

M. le baron de Brunnow dit que Sa Majesté l'Empereur de Russie, en l'autorisant à prendre part à la présente délibération, a placé une entière confiance dans les intentions qui lui ont été manifestées par les Cours de l'Autriche et de la Prusse. Il constate que les instructions dont il est muni sont conçues dans un esprit de conservation. Il rappelle enfin que c'est dans ce but et en vue du rétablissement de la paix que la Conférence s'est réunie.

M. le comte de Bernstorff soutient que le but de la Conférence doit être de faire une paix solide et durable, et il répète la première partie de la déclaration qu'il a faite vers le commencement de la séance.

M. le comte de Clarendon, en s'abstenant d'aborder la question de déterminer si la guerre a mis fin aux engagements entre les Puissances Allemandes et le Danemark, tient à constater que la guerre n'absout point les Puissances Allemandes de leur responsabilité envers les autres Puissances co-signataires, et que toute discussion deviendrait impossible à moins que la validité de ces obligations réciproques ne soit reconnue.

M. le comte de Bernstorff dit que les Gouvernements de l'Autriche et de la Prusse reconnaissent les engagements qu'ils ont pris envers les autres Puissances signataires du Traité, en ce sens qu'ils sont prêts à s'entendre avec elles sur les bases de la pacification. Les Plénipotentiaires seront prêts, en conséquence, à aborder ce sujet dans la

prochaine séance de la Conférence, qui est fixée pour le Mardi 17 Mai, à 1 heure.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

LE comte WACHTMEISTER.

Protocole N^o 5. — Séance du 17 mai 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;

MM. les Plénipotentiaires du Danemark ;

M. le Plénipotentiaire de France ;

M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;

MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne ;

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;

M. le Plénipotentiaire de Russie ; et

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte Russell rappelle l'engagement pris par M. le comte de Bernstorff d'annoncer dans la séance d'aujourd'hui les bases de pacification que les Cours de l'Autriche et de la Prusse se proposent de soumettre à la Conférence.

M. le premier Plénipotentiaire de la Prusse répond à l'invitation de M. le comte Russell en donnant lecture de la déclaration suivante :

« Dans la dernière séance les Plénipotentiaires Allemands ont signalé comme le principal objet des délibérations de la Conférence de trouver la base de nouvelles combinaisons qui soient de nature à assurer une pacification solide et durable. Ils croient devoir expliquer aujourd'hui ce qu'ils entendent sous une pacification solide et durable. C'est une pacification qui assure aux Duchés des garanties absolues contre le retour de toute oppression étrangère, et qui, en excluant ainsi pour

l'avenir tout sujet de querelle, de révolution, et de guerre, garantisse à l'Allemagne la sécurité dans le Nord, dont elle a besoin pour ne pas retomber périodiquement dans l'état de choses qui a amené la guerre actuelle. Ces garanties ne sauraient être trouvées que dans l'indépendance politique complète des Duchés étroitement unis par des institutions communes. »

M. de Quaade, en prenant toutes les réserves nécessaires contre les motifs sur lesquels sont fondées les propositions Allemandes, demande en quoi consisterait l'union entre les deux Duchés, et par quel lien ils seraient rattachés à la Couronne Danoise.

M. le comte de Bernstorff répond qu'il s'agirait d'une union constitutionnelle complète, avec des institutions et une représentation communes, et il rappelle cette partie de sa déclaration insérée dans le dernier Protocole, par laquelle les Puissances Allemandes n'entendaient exclure aucune combinaison de nature à assurer une pacification solide et durable, « sans porter préjudice à des droits acquis. » Il s'agirait d'établir d'abord quel serait le souverain légitime de ces Duchés.

M. le comte de Clarendon fait observer que les droits de Sa Majesté le Roi de Danemarck dans les Duchés ont été reconnus par le Traité de 1852 dans un intérêt Européen, et que quoique les Puissances Allemandes ne considèrent plus ce Traité comme valide entre elles et le Danemark, les autres Puissances signataires le regardent toujours comme réciproquement obligatoire. Il serait important de savoir quel serait l'état futur des Duchés, selon les idées de MM. les Plénipotentiaires Allemands, et quelle en serait la position vis-à-vis du roi de Danemark. Il suppose que les puissances Allemandes n'ont point perdu de vue ni l'avenir stable qu'elles désirent pour les Duchés, ni leurs obligations envers les Puissances cosignataires du Traité.

M. le comte de Bernstorff croit avoir expliqué dans la dernière séance que les stipulations du Traité n'ont pas été exécutées, et que la Succession n'a pas été régulièrement établie dans les Duchés.

M. le comte de Clarendon exprime l'avis qu'avant de déchirer un Traité, il faudrait en donner des raisons très-complètes et satisfaisantes, et même alors ne s'en écarter que le moins possible.

M. le comte de Bernstorff ne saurait admettre que le Traité de 1852 puisse se comparer avec des Traités dont l'exécution a été complète et généralement reconnue depuis longtemps. Les Gouvernements Allemands n'ont pas pu prévoir que l'ordre de Succession serait introduit dans les Duchés par l'omnipotence du Roi de Danemark.

Une discussion s'engage entre MM. les Plénipotentiaires du Danemark et ceux de la Prusse et de la Confédération Germanique sur le droit de Succession dans les Duchés, et sur la compétence de la Confédération.

En ce qui concerne la question du Traité de 1852, M. de Quaade soutient que son Gouvernement le regarde comme étant toujours en vigueur, et M. le baron de Beust rappelle que sa validité n'a jamais été reconnue par la Confédération.

M. le comte Russell cite la dépêche de M. Bismarck, dont M. le comte de Clarendon a donné lecture dans la dernière séance, comme preuve que jusqu'au 31 Janvier dernier les Puissances Allemandes reconnaissaient la validité du Traité, aussi bien que le principe de l'intégrité de la Monarchie Danoise.

M. le comte Apponyi rappelle les réserves faites dans cette dépêche en vue d'éventualités qui pourraient exiger des combinaisons nouvelles.

M. le prince de la Tour d'Auvergne demande s'il ne serait pas possible de donner une forme plus précise à la proposition faite par MM. les Plénipotentiaires Allemands.

M. le comte Apponyi répond que la proposition comprend l'autonomie complète des Duchés, avec des institutions communes et une entière indépendance sous le rapport politique et administratif, afin d'éviter les complications qui ont eu lieu jusqu'à présent. Quant à la question de la Succession, elle est restée ouverte, la Diète n'ayant fait qu'en suspendre la solution sans se prononcer sur les droits du Roi de Danemark.

M. le comte de Clarendon regarde la proposition comme tendant à effectuer une séparation complète entre les Duchés et la Couronne de Danemark, malgré les réserves faites sur la question de la Succession. Ce serait l'abrogation complète du Traité. Il est d'autant plus nécessaire de comprendre la portée de la proposition, puisque M. le comte Apponyi a fait entrevoir la possibilité que la question de Succession ne soit pas décidée en faveur du Roi Chrétien.

M. de Krieger ne comprend pas non plus que la question dynastique puisse rester ouverte ; il lui semble que l'idée de MM. les Plénipotentiaires Allemands est d'effectuer une séparation complète et absolue du Holstein et du Slesvig de la Couronne Danoise.

M. le comte Wachtmester comprendrait qu'en délibérant sur l'état d'un pays comme la Grèce une question comme celle de la Succession pourrait être laissée ouverte, mais quand il s'agit de deux pays qui ont été réunis depuis des siècles la question dynastique et d'une trop haute importance pour être mise en doute.

M. de Biegeleben est d'avis que la question devrait être décidée d'après les lois Fédérales, et il expose que la Diète Germanique ne pourrait pas disposer du vote, actuellement suspendu, du Holstein, sans que le point de droit fût éclairci dans les voies légales.

M. le comte Russell rappelle que lors de la Succession du Roi ac-

tuel, la Diète a ordonné une exécution dans le Holstein, et que la Prusse et l'Autriche ont occupé le Slesvig, sans faire des réserves sur la question dynastique.

M. le comte de Bernstorff fait remarquer qu'au contraire des réserves ont été faites.

M. le comte Russell soutient que ces réserves n'ont jamais été communiquées officiellement à la Grande-Bretagne.

M. le comte Apponyi émet l'avis que la Confédération est plutôt appelée à considérer cette partie de la question que la Conférence, qui n'est pas un tribunal compétent.

M. le baron de Beust insiste sur le droit de la Confédération de régler la Succession dans le Holstein. La Confédération ne saurait permettre que la question soit préjugée.

M. le comte de Clarendon ne conçoit pas que la Confédération puisse avoir une prétention pareille quant à la Succession dans le Slesvig ; elle lui semble n'avoir jamais réclamé le droit d'ordonner une exécution dans ce Duché.

M. de Balan dit que les droits de la Confédération dans le Slesvig ne s'étendent pas en effet jusque là, mais qu'elle a des droits plutôt internationaux dans ce Duché.

M. le baron de Brunnow constate qu'il n'a été question que du Holstein dans les Actes Fédéraux, qu'il s'est fait un devoir de consulter, et que ces actes ne s'étendent nullement au Slesvig.

M. de Balan explique qu'il a voulu parler des stipulations faites plus tard en 1851 et 1852.

M. le baron de Beust soutient que la Confédération est intéressée dans la question de la Succession dans le Slesvig, d'abord par rapport à l'union constitutionnelle avec le Holstein, et ensuite en vue des prétentions que le duc de Holstein aurait à élever à titre d'hérédité.

Pendant une discussion qui a lieu entre MM. les Plénipotentiaires de la Prusse et ceux du Danemark, M. de Quaade, pour répondre à une observation dans laquelle M. le comte de Bernstorff avait parlé d'une déclaration faite par le Ministre du Roi de Danemark à la Diète en 1846, au sujet de l'union des Duchés, donne lecture d'un extrait de l'annexe à la dépêche du Ministre Président d'Autriche à l'Envoyé d'Autriche à Copenhague, datée du 26 décembre 1851, dans laquelle le Cabinet de Vienne a déclaré que « quant aux autres déclarations que dans la séance du 7 septembre 1846, le Roi Christian VIII a données, *motu proprio*, à la Diète, que celle-ci a reconnues pour satisfaisantes, et suivant lesquelles il n'était pas dans la pensée du Roi d'apporter aucun changement aux rapports qui reliaient alors le Holstein au Duché de Slesvig, le Gouvernement actuel estime qu'elles ne conviennent plus sous tous les rapports à l'état de choses actuel ; il est con-

vaincu que la communauté des deux Duchés relativement à l'administration et au tribunal suprême, qui avait existé depuis 1834, et que les événements récents ont abolie par le fait, doit rester abolie à l'avenir. A l'égard de ces points la Cour Impériale reconnaît que les déclarations citées du 7 septembre 1846, avaient pour base la situation qui existait à cette époque, et n'avaient point pour effet légal de faire dépendre de l'assentiment de la Confédération les résolutions que des circonstances modifiées pouvaient amener le Roi à prendre en vertu de ses droits souverains à l'égard de la connexité en question, attendu que ces résolutions n'intéressaient pas la compétence légale de la Confédération Germanique. Le Gouvernement Impérial, pour sa part, n'élèvera donc pas d'objections à l'abolition de ladite communauté, et il emploiera même son influence pour que ladite mesure ne rencontre pas de difficultés de la part de la Diète Fédérale. »

M. de Balan ayant fait observer que cette dépêche n'est qu'une preuve des ménagements que les Cours de l'Autriche et de la Prusse ont témoigné alors envers le Roi de Danemark, M. de Krieger donne lecture de l'extrait d'une dépêche adressée en date du 18 mars dernier au Ministre de Danemark à Londres, pour faire voir combien il est impossible aux Plénipotentiaires Danois d'admettre la compétence de la Diète dans les affaires du Slesvig. Cette dépêche, qui annonce au Gouvernement Anglais l'adhésion de celui du Danemark au projet d'une Conférence, dit expressément : « Pour le succès des négociations éventuelles, il est absolument indispensable enfin que tout projet de solution soit écarté d'avance qui semblerait impliquer, directement ou indirectement, une influence quelconque de la part de la Diète Germanique sur des territoires n'appartenant pas à la Confédération. »

A l'invitation de M. le comte Russell, M. le comte de Bernstorff relit la déclaration contenant la proposition qu'il avait faite au commencement de la séance.

M. le prince de la Tour d'Auvergne constate que quelles que soient les précautions de forme qui ont été observées, la proposition tend à établir l'indépendance complète des Duchés.

M. de Quaade soutient que la discussion devient inutile, si elle n'a pas pour base que les Duchés sont attachés à la Couronne Danoise. Si ces pays n'appartiennent pas au Roi, comment expliquer la présence des Plénipotentiaires Danois à la Conférence ? D'ailleurs, quand est-ce que la Diète arriverait à une décision ? Il a tant de confiance dans les sentiments de justice qui animent la Confédération, ainsi que dans la justice de la cause du Danemark, qu'il ne craindrait nullement un examen de la Succession Holsteinoise par la Confédération ; mais il ne saurait admettre la compétence de ce corps politique sur ce point, et

en tout cas, pour que la Conférence aboutisse, il est indispensable qu'aucun élément essentiel ne soit soustrait à son appréciation.

M. de Bille relève une expression dans la déclaration de M. le comte de Bernstorff qui fait mention de l'oppression étrangère dans les Duchés. Il la trouve blessante pour le Danemark.

M. le comte de Bernstorff donne l'assurance qu'il n'y a aucune intention blessante dans l'expression, et que c'est au contraire par égard pour MM. les Plénipotentiaires Danois que MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse ont cru devoir choisir cette expression générale au lieu de la préciser.

M. de Krieger rappelle que M. de Quaade a déjà pris les réserves nécessaires contre les motifs des propositions Allemandes.

M. le baron de Brunnow ne comprend pas le sens de la proposition. Il s'attendait à un programme qui pourrait amener à une paix solide et durable.

M. de Biegeleben ayant demandé pourquoi la question de la Succession ne pourrait pas être laissée à la Diète, M. le comte de Clarendon répond qu'il faudrait au moins deux ans pour en référer à la Diète, et que l'occupation de Slesvig durerait pendant tout ce temps; et M. le comte Russell ajoute qu'il y aurait beaucoup de danger dans cette occupation presque permanente. MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ne doutent pas que la Diète ne donnât un verdict juste et équitable; mais ce serait dépouiller le Danemark de ses droits d'une manière indirecte, et la Conférence s'est réunie pour mettre fin au *statu quo*, et non pas pour le prolonger.

M. le prince de la Tour d'Auvergne répète qu'il faudrait préciser la proposition, et demande si les Gouvernements alliés ont en vue la séparation complète.

M. le comte de Bernstorff répond que ce serait ainsi dans le cas où la question serait décidée contre le Roi de Danemark.

M. le comte de Clarendon fait observer que la proposition est tellement vague qu'aucun Membre de la Conférence ne peut en saisir la portée.

M. le baron de Brunnow s'exprime dans le même sens, et dit que l'on ne peut pas consentir à apporter un changement au Traité sans savoir en quoi ce changement consisterait.

M. le comte de Bernstorff assure qu'il n'a eu aucune intention de rester dans le vague, et explique que l'Autriche et la Prusse demandent pour les Duchés une complète indépendance de toute influence Danoise.

A une question par laquelle M. le comte Russell demande si MM. les Plénipotentiaires du Danemark ont des conditions de paix à proposer, M. de Quaade répond en rappelant qu'en acceptant la proposition d'une

Conférence pour aviser aux moyens de rétablir la paix, le Gouvernement Danois n'a pas cessé de supposer que les transactions intervenues pendant l'hiver de 1851-52 entre le Danemark et les deux Grandes Puissances Allemandes formeraient la base des délibérations de la Conférence.

M. le premier Plénipotentiaire du Danemark ajoute qu'il est vrai qu'en faisant dépendre de cette condition son adhésion au projet d'une Conférence, le Gouvernement Danois n'a point insisté pour que la base indiquée par lui fût acceptée par les Puissances Allemandes avant la réunion de la Conférence, et il n'a donc pas absolument exclu des délibérations un arrangement reposant sur une autre base. Mais la base de l'arrangement proposé par MM. les Plénipotentiaires des Puissances Allemandes s'écarte tellement de la base indiquée par le Cabinet de Copenhague que les Plénipotentiaires Danois doivent la considérer comme entièrement inadmissible.

La question de M. le comte Russell ayant été répétée par M. le baron de Brunnow, M. de Quaade déclare de nouveau que le Danemark maintient toujours la base des arrangements de 1851 et 1852; et que de là découle pour les Duchés une organisation politique qui leur assure, à chacun d'eux, l'indépendance et l'autonomie qui leur reviennent de droit.

M. Biegeleben demande pourquoi les Duchés ne jouiraient pas de la même indépendance vis-à-vis du Danemark dont jouit la Norvège vis-à-vis de la Suède.

M. de Quaade soutient que, même abstraction faite du Traité de 1852, les Duchés, au moins celui de Slesvig, font partie intégrante de la Couronne Danoise; et M. de Krieger signale, parmi les raisons nombreuses qui s'opposent à l'établissement de ce parallèle, la différence évidente dans les positions géographiques respectives du Slesvig et de la Norvège.

M. de Krieger continue en disant qu'ainsi que M. de Quaade l'a rappelé, le Gouvernement Danois a toujours supposé que les transactions de 1851 et 1852 formeraient la base des délibérations de la Conférence. Mais MM. les Plénipotentiaires Autrichiens et Prussiens n'ayant voulu donner aucune explication sur la portée qui, à leur point de vue, revient de droit à ces transactions, les Plénipotentiaires Danois ne sauraient faire aucune proposition utile, puisqu'ils ignorent à présent, comme par le passé, s'il serait possible d'écarter les obstacles que les Puissances Allemandes opposent à la liberté d'action du Gouvernement Danois.

M. le comte de Bernstorff déclare que ses instructions ne lui permettent pas de discuter les transactions de 1851 et 1852.

M. de Biegeleben ne voit pas pourquoi MM. les Plénipotentiaires

Danois ne prendraient pas la proposition des Puissances Allemandes *ad referendum*.

Ces Plénipotentiaires affirment que la proposition serait entièrement inadmissible, même dans la supposition qu'une décision de la Diète admît les droits de Sa Majesté le Roi de Danemark.

M. le baron de Beust croit devoir constater que les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse sont de l'avis qu'en faisant leur proposition, ils ne songent nullement à remettre les duchés entre les mains du Danemark, avant que la question de droit ne soit jugée par la Confédération Germanique.

M. le prince de la Tour d'Auvergne fait observer que ce ne serait pas alors une solution, et quant à la combinaison de l'union personnelle en elle-même, il la considère également comme n'étant pas une solution. Elle laisse subsister entièrement l'antagonisme qui existe entre les deux populations, et n'écarte nullement pour l'avenir les complications auxquelles l'état de choses actuel a donné lieu.

M. le Plénipotentiaire de Russie s'est exprimé en ces termes :

« L'Empereur, en m'appelant à l'honneur de le représenter dans cette réunion, a daigné me confier le soin d'amener entre le Danemark et l'Allemagne une réconciliation sincère et durable, dans l'intérêt général du rétablissement de la paix.

« Ce but ne saurait être atteint que par une transaction honorable, librement consentie par les deux parties.

« Le devoir qui m'est imposé, d'ordre de l'Empereur, consiste à contribuer à accomplir ce résultat dans un véritable esprit de conciliation et de concorde. Les instructions dont je suis muni me prescrivent d'écarter les résolutions extrêmes et de tâcher d'ouvrir la voie à une entente à l'amiable. Dans cette intention je désire d'une part que l'arrangement qui interviendra soit placé sous la protection de garanties efficaces, satisfaisantes pour l'Allemagne, et destinées à prévenir le retour de nouvelles complications; de l'autre je dois veiller à ce que la Monarchie Danoise conserve parmi les Puissances de l'Europe le rang, la dignité, et l'indépendance nationale que la Cour de Russie regarde comme un élément nécessaire de l'équilibre général et du maintien de la paix du Nord.

« La question qui nous occupe se résume à savoir quelles garanties seront jugées de nature à satisfaire à la fois aux réclamations de l'Allemagne, aux droits du Danemark, aux intérêts de l'Europe.

« Nous venons d'entendre les propositions de MM. les Plénipotentiaires des Cours d'Allemagne. Elles seront consignées dans le Protocole de la présente séance.

« Je m'abstiendrai d'entrer en examen de leur portée et de leur mérite, avant de connaître la pensée de la Cour de Danemark. La

confiance que j'ai dans les sentiments élevés de Sa Majesté le Roi me dit que ce Souverain inaccessible à toute considération personnelle, prendra uniquement conseil des vrais intérêts de son pays. Il ne m'appartient point de préjuger les déterminations du Gouvernement Danois. Je respecte la liberté des décisions qu'il arrêtera dans sa sagesse.

« Lorsqu'elles auront été portées à la connaissance de l'Empereur, Sa Majesté daignera me transmettre les ordres qui serviront de règle à ma conduite.

« Jusque-là je m'abstiens d'une discussion, à mon avis, prématurée, et je me borne à réserver l'opinion de ma Cour. »

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège annonce que ses instructions lui prescrivent de déclarer que son Gouvernement considère la solution qui consisterait dans l'autonomie absolue des duchés, même sous une union personnelle sous le Roi de Danemark, comme inadmissible et destructive de l'intégrité de la Monarchie Danoise.

M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique croit devoir rappeler qu'il ne s'est pas associé à la proposition faite par les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse; et que, sans en être chargé par ses instructions, il ne peut s'empêcher d'affirmer officiellement que la majorité de la Diète ne consentira point à un arrangement qui, même sous une forme éventuelle ou conditionnelle, rétablirait une union entre les duchés et le Danemark.

MM. les Plénipotentiaires conviennent de remettre la prochaine réunion de la Conférence au samedi 28 mai, à 1 heure.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUAADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

LE COMTE WACHTMEISTER.

Protocole N° 6. — Séance du 28 mai 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;
MM. les Plénipotentiaires du Danemark ;
M. le Plénipotentiaire de France ;
M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;
MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ;
MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;
M. le Plénipotentiaire de Russie ; et
M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte Russell demande à MM. les Plénipotentiaires Allemands s'ils ont des propositions à faire à la Conférence.

M. le comte Apponyi répond en donnant lecture d'une proposition conçue en ces termes :

« Après que les demandes de l'Autriche et de la Prusse, présentées dans la dernière séance de la Conférence, ont été déclarées entièrement inadmissibles par MM. les Plénipotentiaires Danois, même dans la supposition qu'une décision de la Diète admit les droits de Succession de Sa Majesté le Roi de Danemark dans les Duchés, les Plénipotentiaires des Puissances Allemandes ont reçu l'ordre de demander, de concert avec le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique, la séparation complète des Duchés de Schleswig et de Holstein du Royaume de Danemark, et leur réunion dans un seul État sous la souveraineté du Prince Héréditaire de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Augustenburg, qui peut non-seulement faire valoir, aux yeux de l'Allemagne, le plus de droits à la Succession dans lesdits Duchés, et dont la reconnaissance par la Diète Germanique est assurée en conséquence, mais qui réunit aussi les suffrages indubitables de l'immense majorité des populations de ces pays. »

M. le comte Russell donne lecture ensuite de la déclaration suivante :

« Les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont vu avec un vif regret que la dernière séance de la Conférence n'a pas eu pour résultat d'établir les bases d'un second accord entre l'Allemagne et le Danemark.

« Selon nous on ne saurait pas trouver les éléments d'une paix solide et durable, ni dans les engagements de 1851, lesquels pendant douze ans n'ont porté d'autre fruit que dissentiments et troubles, ni dans l'analyse d'un droit obscur et compliqué.

« Mais à moins de pouvoir poser les bases d'une paix solide et du-

nable, il n'est pas de la compétence des Puissances neutres de renoncer au Traité solennel par lequel elles ont reconnu l'intégrité de la Monarchie Danoise, et elles ne pourraient non plus concourir à un nouvel arrangement qui serait insuffisant pour l'Allemagne, ou humiliant pour le Danemark.

« Il faut donc chercher ailleurs les éléments d'une paix solide et durable.

« Depuis de longues années une vive sympathie envers leurs frères sujets du Roi de Danemark anime les Allemands de la Confédération Germanique. Les Danois, de leur côté, sont inspirés par l'amour de l'indépendance et le désir de maintenir leur ancienne Monarchie. Ces sentiments, de part et d'autre, méritent le respect de l'Europe.

« Pour prévenir une lutte future, et pour satisfaire à l'Allemagne, il faudrait, selon nous, séparer entièrement de la Monarchie Danoise, le Holstein, le Lauenbourg, et la partie méridionale du Slesvig.

« Pour justifier un sacrifice aussi vaste de la part du Danemark, et pour maintenir l'indépendance de la Monarchie Danoise, il est à désirer, selon nous, que la ligne de la frontière ne soit pas tracée plus au nord que l'embouchure de la Sleis et la ligne du Dannewerk.

« Il faut aussi pour la sécurité du Danemark que la Confédération Germanique n'érige et ne maintienne pas des forteresses, ni n'établisse pas des ports fortifiés, dans le territoire cédé par le Danemark.

« Un arrangement équitable de la dette publique, et la renonciation par l'Autriche, la Prusse, et la Confédération Germanique, à tout droit d'ingérence dans les affaires intérieures du Danemark, serviraient à compléter les relations amicales entre l'Allemagne et le Danemark.

« Il reste une question qui ne serait pas l'objet du Traité de Paix, mais qui intéresse l'Allemagne et ne peut pas être passée sous silence. Dans l'opinion des Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, il doit être entendu que la destinée future du Duché de Holstein, du Duché de Lauenbourg, et de la partie méridionale du Duché de Slesvig qui sera annexée au Duché de Holstein, ne sera pas réglée sans leur consentement.

« Si le Roi de Danemark consent aux sacrifices de territoire qu'au nom de la paix on lui demande, il sera juste que l'indépendance de son Royaume soit garantie par les Grandes Puissances Européennes. »

M. le baron de Brunnow, répondant d'abord à la proposition de MM. les Plénipotentiaires Allemands, exprime le sentiment de regret que lui fait éprouver cette proposition, à laquelle il ne s'attendait nullement. Ce plan aurait pour objet de détacher de la Monarchie Danoise le Holstein et le Slesvig en entier, et de placer cet État sous

une Dynastie nouvelle. D'abord en ce qui regarde l'arrangement territorial projeté, de quel droit disposerait-on de ces contrées? Elles sont occupées de fait par les alliés, mais de droit elles ne leur appartiennent point.

M. le Plénipotentiaire de Russie ne saurait donc se persuader qu'il soit de l'intention des Cours d'Autriche et de Prusse de disposer de ces territoires, et cela sans une entente préalable avec les autres Puissances. Il rappelle l'engagement que les deux Cours ont pris envers les Puissances signataires du Traité de Londres, de s'entendre avec elles sur les bases de la pacification. Il constate que cet engagement a été reconnu de nouveau dans l'une des séances précédentes. La confiance qu'il place dans les intentions des deux Cours lui donne la ferme assurance que cet engagement sera rempli.

Quant à la combinaison dynastique dont la proposition des Cours d'Allemagne fait mention, M. le Plénipotentiaire de Russie fait observer qu'elle préjugerait une question qui ne saurait être résolue isolément. Elle n'est pas encore ouverte pour celles des Puissances qui tiennent le Traité de Londres pour obligatoire. A l'appui de cette vérité, il cite les paroles de M. le comte de Clarendon, que le Protocole de la dernière séance rapporte en ces termes :

« M. le comte de Clarendon fait observer que les droits de Sa Majesté le Roi de Danemark dans les Duchés ont été reconnus par le Traité de 1852 dans un intérêt Européen, et que quoique les Puissances Allemandes ne considèrent plus ce Traité comme valide entre elles et le Danemark, les autres Puissances signataires le regardent toujours comme réciproquement obligatoire. »

De plus, pour démontrer que la question dynastique reste encore ouverte et qu'elle ne saurait être préjugée, M. le baron de Brunnow rappelle un autre passage du Protocole de la séance précédente, qui rapporte l'opinion de M. le second Plénipotentiaire de l'Autriche. Ce passage est conçu en ces termes :

« M. de Biegeleben est d'avis que la question devrait être décidée d'après les Lois Fédérales, et il expose que la Diète Germanique ne pourrait pas disposer du vote actuellement suspendu du Holstein, sans que le point de droit fût éclairci dans les voies légales »

M. le Plénipotentiaire de Russie constate que cette opinion a été confirmée d'ailleurs par M. le baron de Beust, qui a insisté « sur le droit de la Confédération de régler la Succession dans le Holstein, » et qui a ajouté : « que la Confédération ne saurait permettre que la question soit préjugée. »

A l'avis du Plénipotentiaire de Russie, Monseigneur le prince d'Augustenbourg n'est pas le seul qui ait des prétentions à élever. Lorsque la question de Succession dans le Holstein viendrait à s'ouvrir, d'autres

droits réclameraient un examen sérieux. Notamment Monseigneur le Grand-Duc d'Oldenbourg aurait à faire valoir de justes titres. Le plénipotentiaire de Russie s'est fait un devoir de les conserver.

Après avoir exposé ces considérations, il déclare qu'à son vif regret il se trouve dans l'obligation de manifester son dissentiment à l'égard de la proposition que MM. les Plénipotentiaires des Cours d'Allemagne viennent d'émettre.

Passant ensuite à l'appréciation de la proposition de M. le comte Russell, M. le baron de Brunnow dit que c'est pour lui un devoir agréable de rendre une entière justice aux intentions qui inspirent à MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne le désir d'ouvrir la voie à une transaction destinée d'une part à assurer à l'Allemagne une paix durable, de l'autre à sauvegarder l'indépendance et la sécurité de la Monarchie Danoise.

Dans l'opinion du Cabinet de Russie, il appartient à Sa Majesté le Roi Chrétien IX de se prononcer le premier sur ce qui convient aux intérêts de son pays. Si cet auguste Souverain approuvait les bases de la pacification à conclure, le Cabinet Impérial ne refuserait point son assentiment à une transaction que la Cour de Copenhague aurait librement acceptée.

Mais aussi longtemps que les stipulations du Traité de Londres conservent pour le Danemark, comme pour les Puissances neutres, leur force obligatoire, le Plénipotentiaire de Russie doit décliner une délibération, selon lui, prématurée, sur le sort futur de territoires dont Sa Majesté le Roi de Danemark n'a pas fait abandon.

Si, par la suite, Sa Majesté le Roi Chrétien IX renonçait au Duché de Holstein, la question de la Succession serait ouverte. A l'avis du Plénipotentiaire de Russie, elle ne pourroit recevoir une solution légale qu'en portant respect à la justice de la cause des parties intéressées, qui auraient à faire valoir leurs titres, conformément aux principes du droit public.

Le Plénipotentiaire de Russie, dans l'attente des instructions qui lui sont annoncées, réserve expressément l'opinion de sa Cour.

M. le Plénipotentiaire de France s'exprime en ces termes :

« Les idées que M. le principal Secrétaire d'État vient d'exposer, relativement aux principes d'après lesquels devrait être réglée l'affaire dano-allemande, s'accordent pleinement avec les vues que j'étais chargé moi-même de soutenir dans la Conférence. Après avoir étudié les causes du conflit actuel, mon Gouvernement est demeuré convaincu qu'elles résidaient dans la mauvaise distribution des différents groupes de population dont la Monarchie danoise est composée, ainsi que dans leurs rivalités incessantes, et qu'il était, dès lors, nécessaire de rechercher les bases d'une entente dans des dispositions nouvelles

plus en harmonie avec le sentiment national des deux peuples. L'arrangement dont M. le principal Secrétaire d'État nous indique les bases, consistant à départager, autant que possible, les deux nationalités dans le Slesvig, en incorporant les Danois au Danemark, et en reliant plus étroitement les Allemands au Holstein et au Lauenbourg, ne pouvait donc manquer de rencontrer l'adhésion du Gouvernement de l'Empereur. L'application de ce principe ne semble pas, au surplus, devoir donner lieu à aucune difficulté pour les deux parties extrêmes du Slesvig, où la nationalité se trouve nettement déterminée. Quant aux districts mixtes du centre, de quelque manière que l'on décide de leur sort, il y aura toujours là des Danois soumis à un pays allemand ou des Allemands soumis au Danemark. Devant l'impossibilité absolue de prendre, sur ce point, la nationalité pour règle, nous pensons qu'il serait juste de trancher le différend en faveur de la plus faible des parties, surtout quand elle subit déjà les sacrifices que cette règle lui impose sur tous les points où elle est manifestement contre elle. Mon Gouvernement considère également comme essentiel que la frontière soit tracée conformément aux nécessités de la défense du Danemark, car ces nécessités doivent être prises en considération par la Conférence, dont la mission est, en donnant satisfaction aux légitimes réclamations de l'Allemagne, de veiller à ce que les arrangements nouveaux garantissent suffisamment l'indépendance du Danemark et les intérêts de l'équilibre européen dans le Nord.

« Quant à la désignation du Souverain sous l'autorité duquel le nouvel État devrait être placé, le Gouvernement de l'Empereur n'a aucun parti pris. Il donnerait volontiers son appui à toute combinaison qui serait conforme au vœu des populations loyalement consultées. »

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège annonce que ses instructions lui défendent d'entrer en discussion sur la proposition émise par MM. les Plénipotentiaires allemands, comme tendant à séparer les duchés de Slesvig et de Holstein du Danemark.

En ce qui concerne la proposition dont M. le comte Russell a donné lecture, il doit déclarer que, comme la Grande Bretagne, son Gouvernement reconnaît que si les Traités de 1852 doivent être abandonnés, on ne saurait trouver une solution en dehors du principe de la séparation des deux nationalités danoise et allemande. Partant de ce point de vue, son Gouvernement aurait trouvé plus naturel que la frontière nouvelle du Danemark fût établie sur l'Eider, parce que ce fleuve a de tout temps séparé le Danemark et l'Allemagne.

Il est toutefois autorisé à adhérer à la proposition émise par M. le comte Russell, à condition que la frontière du Danemark ne soit pas placée plus au nord que la Slei et le Dannewerke, que la partie du

Slesvig située au nord de cette ligne soit complètement incorporée au Danemark, que l'Allemagne n'ait à l'avenir aucun droit d'immixtion dans les affaires intérieures de cette Monarchie, et que la nouvelle frontière à établir soit placée sous une garantie européenne.

Quant aux provinces qui dans l'éventualité susdite seraient cédées par le roi de Danemark, son Gouvernement entend que leur sort futur ne soit point réglé sans leur consentement, et que la liberté du choix des populations soit entourée de garanties suffisantes.

M. le comte de Bernstorff prenant alors la parole, déclare que les Plénipotentiaires allemands n'ont comme de raison pas d'instructions pour se prononcer d'une manière définitive sur les détails de la proposition qu'ils viennent d'entendre de la part de MM. les Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique. Mais connaissant l'esprit de conciliation qui anime leurs Gouvernements respectifs, et qui répond à celui qui a guidé le Gouvernement anglais dans son désir de trouver une base qui puisse servir de compromis entre les points de vue opposés des puissances belligérantes, ils croient pouvoir déclarer dès à présent que ni l'Autriche et la Prusse, ni la Confédération Germanique, ne se refuseront à prendre en sérieuse considération un projet de transaction qui puisse servir à faire atteindre le but que leurs Plénipotentiaires ont désigné dès le commencement comme celui qu'ils ont en vue, c'est-à-dire, d'assurer une pacification solide et durable. Sous ce rapport, la ligne de démarcation proposée ne saurait cependant remplir le but, puisque le principal sujet de plainte et d'agitation pour la plus grande partie des populations du Schleswig continuerait non-seulement de subsister, mais serait même infiniment aggravé par leur séparation d'avec le reste des duchés, et leur incorporation dans le royaume de Danemark.

Les Plénipotentiaires allemands doivent donc réserver à leurs Gouvernements de faire des contre-propositions à cet égard.

Pour ce qui concerne le duché de Lauenbourg, ils se permettent de faire observer que la question de la succession y est également regardée comme douteuse. Mais, comme en effet les droits que la Couronne de Danemark peut y faire valoir sont moins contestés que dans les deux autres duchés, les puissances allemandes seraient probablement disposées à le considérer comme un objet de compensation pour une partie du territoire septentrional du duché de Schleswig.

Les Plénipotentiaires allemands ne peuvent se croire autorisés à discuter la question de fortifications à ériger éventuellement sur tel ou tel point du territoire fédéral, question qui touche à la compétence intérieure de la Diète et au système défensif de la Confédération Germanique.

Interpellé par M. le comte Russell, M. le baron de Beust se réfère à

la déclaration dont M. le comte Apponyi a donné lecture, et où il est dit que la proposition des puissances allemandes est faite de concert avec le Plénipotentiaire de la Confédération.

M. le premier Plénipotentiaire du Danemark ne se trouve pas à même de s'engager dès à présent dans la discussion de la proposition de M. le comte Russell, qui non-seulement abandonne la base des transactions de 1851, mais s'écarte aussi du principe du Traité de Londres, dont la validité ne saurait être mise en question. Il s'engage toutefois à la porter à la connaissance de son Gouvernement. Quant à la proposition de MM. les Plénipotentiaires allemands, si le Gouvernement danois a trouvé que celle de la séance précédente était inadmissible, à plus forte raison lui est-il impossible de discuter celle-ci.

M. le comte de Clarendon croit que MM. les Plénipotentiaires danois, ayant eu connaissance préalable de la proposition anglaise, doivent être plus ou moins munis d'instructions à cet égard.

M. de Quaade répond que M. le comte Russell lui a fait part de cette proposition dans ses termes généraux en temps utile pour que son Gouvernement en ait connu le sens; mais il fait observer qu'elle n'a pas encore pu être soumise au Cabinet de Copenhague avec tous les éclaircissements nécessaires, et dans une forme qui permet d'en apprécier toute la portée, et de juger si l'adhésion du Danemark offrirait des chances sérieuses pour une solution.

M. de Krieger soutient également que les Plénipotentiaires danois entendent aujourd'hui pour la première fois les termes précis de la proposition dont il s'agit, et explique combien il importe au Gouvernement danois de connaître, avant de se prononcer, non-seulement la manière de voir des autres Puissances neutres, mais aussi, s'il est possible, celle des Puissances allemandes. Il fait observer qu'il a déjà entendu les objections de ces Plénipotentiaires sur deux points très-importants de la proposition, dont l'une se rapporte à la frontière, et l'autre à l'établissement de forteresses et de forts fortifiés sur le territoire qui serait cédé à la Confédération.

M. de Balan relève qu'il ne lui paraît point équitable de réserver à MM. les Plénipotentiaires danois toute déclaration, jusqu'à ce que ceux de l'Allemagne aient encore davantage précisé l'adhésion de leurs Gouvernements au principe de la proposition anglaise.

M. le prince de la Tour d'Auvergne rappelle que MM. les Plénipotentiaires allemands ont déclaré que la proposition sera prise en sérieuse considération par leurs Gouvernements, et demande si MM. les Plénipotentiaires danois ne se croiraient pas autorisés à faire une déclaration semblable.

M. de Quaade exprime la conviction que son Gouvernement vouera à cette proposition, comme à toute proposition faite par les Puissances

neutres, l'attention la plus sérieuse; il s'empressera de faire connaître à Copenhague ce qui s'est passé dans la Conférence, et il est sûr de recevoir des instructions définitives dans le plus bref délai.

M. le comte de Bernstorff fait observer que les Plénipotentiaires allemands ont accepté le principe de la proposition de M. le comte Russell, et qu'il faut, par conséquent, que MM. les Plénipotentiaires danois déclarent, de leur côté, s'ils acceptent le principe de cette proposition.

M. de Krieger signale la difficulté de parler du principe d'une proposition, quand cette proposition embrasse plusieurs éléments également importants. Des réserves ayant été faites sur des points de la plus haute importance, il ne saurait admettre que le principe ait été accepté.

Après une discussion sur la nécessité d'en référer à Copenhague, M. le comte de Clarendon répète que MM. les Plénipotentiaires du Danemark auraient déjà pu recevoir les instructions de leur Gouvernement au sujet de la proposition anglaise, dont ils ont eu connaissance préalable. Il s'explique la position de ces Plénipotentiaires, en supposant qu'ils ne se trouvent pas à même de consentir à un sacrifice aussi considérable que celui qui leur a été proposé, sans être assurés d'avance qu'il serait accepté par les puissances allemandes et qu'il aurait pour résultat le rétablissement de la paix.

MM. les Plénipotentiaires du Danemark se réfèrent à leurs déclarations précédentes, en ajoutant que pour leur part ils ne demandent aucun délai pour la prochaine réunion au delà du jour qui conviendrait à Messieurs les autres membres de la Conférence.

M. le comte Apponyi tient à constater que les Plénipotentiaires allemands ont fait un grand pas dans la voie de la conciliation en modifiant leur proposition par l'acceptation du principe de la proposition anglaise.

M. de Quaade fait observer que la question de frontière est un point capital.

M. le comte Russell espère que MM. les Plénipotentiaires se trouveront en mesure de discuter la question de la frontière dans la séance prochaine.

M. le comte Apponyi rappelle que la question des forteresses dans le territoire qui serait cédé est une affaire intérieure de l'Allemagne, et que comme telle elle est de la compétence de la Diète germanique.

M. le comte de Clarendon fait alors remarquer que quand il s'agit de s'écarter du Traité de Vienne, ainsi que du Traité de 1852, et de créer un état de choses nouveau dans les Duchés, il lui semble que les puissances signataires de ces deux Traités ont bien le droit de donner

leur avis sur ce point, et d'y poser les conditions qu'elles puissent juger nécessaires.

M. le comte Wachtmeister dit que le changement de frontière est le point principal à prendre en considération; que les positions respectives du Danemark et de la Confédération germanique s'en trouveront profondément changées; que le Danemark, en perdant une partie si considérable de son territoire, a besoin de garanties plus fortes contre toute agression possible dans l'avenir, et que la Confédération germanique en recevant un accroissement de territoire pourrait bien consentir à certaines conditions.

M. le Plénipotentiaire de la Confédération fait observer que les conditions qui défendent à une puissance d'avoir des places fortes sur tel ou tel point de son territoire ont été en effet souvent imposées après une campagne désastreuse, mais jamais dans le cas inverse.

M. le baron de Beust, répondant ensuite à une observation de M. de Krieger sur la validité du Traité de 1852, dit qu'il lui est impossible de le suivre sur ce terrain; qu'une politique agressive n'est pas dans les tendances de la Confédération, mais qu'elle ne saurait consentir à accepter des conditions qui limiteraient d'avance son action politique et militaire. Passant à la critique à laquelle M. le Plénipotentiaire de Russie a soumis la proposition des Puissances allemandes, il fait remarquer d'abord que lors même qu'une puissance belligérante ne considère pas un territoire occupé par elle comme lui appartenant, elle a incontestablement le droit de se prononcer sur la question de savoir à qui ce territoire doit être remis, et en le faisant dans la Conférence on n'a pas manqué aux égards dus aux autres puissances.

En ce qui regarde l'objection faite au sujet des questions encore pendantes à la Diète et qu'aujourd'hui elle semble préjuger, la question de la voix pour le Holstein est résolue en ce sens, que les pouvoirs du baron Dirkink-Holmfeld, ministre de Danemark, ont été reconnus inacceptables. La question de la succession est en effet pendante, mais elle est résolue matériellement depuis longtemps par la plupart des Gouvernements; les retards apportés jusqu'ici à une décision formelle cessent du moment où les deux grandes puissances se déclarent en faveur du duc d'Augustenbourg. M. de Krieger ayant dit ne pas considérer la proposition comme sérieuse, M. le baron de Beust le prie de la regarder comme très-sérieuse.

M. de Krieger fait observer que ne pouvant pas aujourd'hui entrer dans la discussion de la proposition anglaise, qui va jusqu'à demander au Danemark la résolution pénible et grave de sacrifier le Traité de 1852, il ne saurait suivre M. le baron de Beust sur le terrain qu'il vient de choisir. Mais il doit pourtant, par rapport à l'observation faite en premier lieu par M. le Plénipotentiaire de la Confédération

germanique, relever expressément qu'il ne pense pas que la Conférence ait précisément pour tâche de mesurer les forces matérielles des deux parties respectives, mais qu'elle est plutôt appelée à soutenir des principes d'une portée plus élevée, à sauvegarder des intérêts d'un ordre européen.

En réponse à une question qui lui est adressée par M. le baron de Brunnow, M. le comte Apponyi explique comment les Plénipotentiaires allemands croient avoir fait une importante concession en modifiant leur première proposition, qui insistait sur l'intégrité du Schleswig, et en acceptant le principe de la division de ce duché.

M. le baron de Brunnow fait observer qu'il doit être entendu, selon l'avis de son Gouvernement, que la question de la succession n'est pas préjugée. Certains droits doivent être pris en considération, et la Famille d'Oldenbourg peut faire valoir les siens. Il maintient toujours la validité du Traité de Londres, et ne peut pas reconnaître d'autre Souverain dans les duchés que le roi de Danemark. Il croit qu'un arrangement qui créerait un nouvel État exige une entente entre les puissances. Il doit prendre à cet égard ses réserves.

M. de Biegeleben se rapportant à une observation par laquelle M. le baron de Brunnow avait reproché à la proposition allemande un manque de respect pour les droits acquis, rappelle que l'Autriche et la Prusse avaient proposé de laisser la question dynastique ouverte jusqu'à ce qu'elle ait été résolue dans les voies légales, mais que la Conférence n'avait pas paru considérer cette proposition comme un moyen pratique de solution. La réserve de l'examen de la question de droit n'ayant pas été jugée admissible, et le Danemark ayant rejeté l'union personnelle, les puissances allemandes devaient se prévaloir des droits qui dérivent pour elles des événements de la guerre pour former d'autres conditions de la pacification.

M. le Plénipotentiaire de Russie résume la discussion, et appelle l'attention de la Conférence sur l'importance qu'il y aurait à convenir dans la prochaine séance d'une prolongation de la suspension d'hostilités.

M. de Balan déclare que les Plénipotentiaires allemands ont déjà été mis en état d'accéder à une telle prolongation aussi étendue que possible.

M. de Quaade dit qu'il serait difficile pour son Gouvernement d'y consentir, à moins qu'il ne fût probable que la paix résulterait de la négociation. Il ne paraît pas du reste que les clauses de la suspension d'hostilités actuelle aient été exécutées par les puissances alliées.

M. le comte de Bernstorff répond que d'après ses informations les clauses en ont été au contraire parfaitement exécutées.

M. le comte Russell exprime l'espoir que M. le Plénipotentiaire de

Russie s'adjoindra aux Plénipotentiaires des autres puissances neutres en appuyant la proposition des Plénipotentiaires anglais.

M. le baron de Brunnow se dit prêt à y adhérer si le Danemark consent à l'accepter ; et répondant à M. le comte Apponyi, qui lui demande comment il peut adhérer également au Traité de Londres et à la proposition anglaise, il cite le texte de la déclaration de M. le comte Russell, dans laquelle il est expressément affirmé « qu'à moins de pouvoir poser les bases d'une paix solide et durable, il n'est pas de la compétence des puissances neutres de renoncer au Traité, etc. »

La discussion ultérieure de la proposition est renvoyée au jeudi, 2 juin, à une heure.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

Le Comte WACHTMEISTER.

Protocole N° 7. — Séance du 2 juin 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;

MM. les Plénipotentiaires du Danemark ;

M. le Plénipotentiaire de France ;

M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ;

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;

M. le Plénipotentiaire de Russie ; et

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Sur l'invitation de M. le comte Russell, M. de Quaade donne lecture de la déclaration suivante :

« Lorsque, à l'époque de la conclusion du traité de Londres, le roi

actuel du Danemark accepta le choix qu'on avait fait de sa personne pour succéder éventuellement au roi régnant alors, la résolution de Sa Majesté avait pour motif principal et décisif le ferme espoir que l'Europe saurait maintenir ce qu'elle avait reconnu et arrêté par ce traité solennel. Sa Majesté ne voulut point par son refus mettre obstacle à ce que l'intégrité de la monarchie Danoise reçût un gage ultérieur de stabilité, et elle savait, grâce aux renonciations et aux sacrifices faits par les ayants droit, qu'elle ne lésait les droits de personne, en acceptant l'offre qu'on lui avait faite.

« Depuis lors les choses ont changé, et Sa Majesté a dû subir un désappointement des plus cruels; malgré ses propres efforts et ceux de son peuple dévoué, son seul soutien pour faire aboutir une œuvre à laquelle presque toute l'Europe avait concouru. Sa Majesté a dû prendre en considération la possibilité que ses espérances ne seront pas réalisées.

« S'il en devait être ainsi, si réellement les puissances de l'Europe veulent abandonner le traité de Londres, Sa Majesté, pour éviter la reprise des hostilités, ne s'opposera pas à une cession territoriale, pourvu toutefois qu'elle obtienne par là non-seulement la paix, mais aussi une existante indépendante et parfaitement autonome pour ce qui lui restera de ses États, et à la condition que la destinée future des territoires cédés ne soit pas réglée sans leur consentement.

« Le Gouvernement Danois accepte donc en principe la proposition faite à la dernière séance par M. le comte Russell pour le rétablissement de la paix entre le Danemark et les deux grandes puissances Allemandes.

« Mais pour que la paix que nous appelons de tous nos vœux apporte une véritable pacification, il faut qu'elle soit sous tous les rapports propre à assurer au Danemark l'indépendance qui lui revient de droit, l'indépendance politique que le traité de Londres devait lui garantir, et pour la conservation de laquelle le peuple Danois n'a pas hésité à s'engager seul dans une lutte sanglante avec des forces bien supérieures aux siennes.

« Les Plénipotentiaires Danois doivent donc faire observer dès à présent qu'il y a dans les sacrifices que l'on veut imposer au Danemark des limites que le Gouvernement Danois ne saurait dépasser.

« Ainsi la nouvelle frontière du Danemark est une question capitale pour ce pays. Il lui faut une frontière qui tienne compte et de ses intérêts militaires et de ses intérêts commerciaux, et cette frontière doit être entourée de garanties suffisantes.

« Il est un autre point sur lequel le Gouvernement Danois se réserve toute sa liberté.

« Ce n'est qu'à des conditions toutes spéciales que S. M. le roi de

Danemark consentira à la cession du duché de Lauenbourg. Ce pays fut acquis en son temps par le roi de Danemark, en échange d'une partie de la Poméranie, pour servir d'équivalent du royaume de Norvège sacrifié pour le rétablissement de la paix d'Europe, et il est essentiellement étranger au différend qui a causé la guerre actuelle.

« Finalement les Plénipotentiaires danois doivent revendiquer pour leur Gouvernement la pleine liberté de reprendre la position qu'il a invariablement maintenue jusqu'à présent sur le terrain du traité de Londres, aussitôt qu'il verra que l'abandon provisoire et conditionnel de cette position ne conduira pas à un arrangement juste et équitable, propre à remplacer les dispositions de ce traité. »

M. le comte Russell rappelle que M. le baron de Brunnow avait réservé l'opinion de sa cour sur la proposition Anglaise. Il prie ce plénipotentiaire de vouloir bien faire connaître son opinion.

M. le baron de Brunnow donne l'assurance que si la proposition est acceptée par le Danemark, il se trouve parfaitement autorisé à adhérer à une transaction convenue dans ce sens.

M. le comte Russell se référant alors à l'objection faite par M. le comte de Bernstorff dans la séance précédente sur la ligne de frontière proposée, demande à MM. les Plénipotentiaires allemands s'ils sont préparés à présenter à la Conférence les contre-propositions qu'ils se sont réservé de faire à cet égard.

M. le comte de Bernstorff répond que les plénipotentiaires allemands n'ont eu connaissance qu'à présent de l'acceptation du principe de la proposition par le Danemark. Ils n'ont donc pas encore des contre-propositions détaillées à présenter. Ils sont d'avis qu'il est avant tout nécessaire de convenir d'une prolongation de la suspension d'hostilités.

M. le comte Clarendon croit que cette prolongation doit être désirée par tout le monde. A la dernière séance MM. les Plénipotentiaires danois ne pouvaient y consentir sans savoir d'avance s'il y aurait chance sérieuse de parvenir au rétablissement de la paix ; mais cette chance n'existerait pas, si on ne tombait pas d'accord sur un point aussi capital que celui de la frontière.

M. le comte Apponyi dit que puisque les puissances belligérantes ont de part et d'autre accepté le principe de la proposition anglaise, ce serait maintenant le moment de s'entendre pour prolonger la suspension d'armes. Si les vues des puissances diffèrent sur la question de la frontière, il leur faut plus de temps pour en délibérer. Il ne leur reste maintenant que dix jours jusqu'à l'expiration de la suspension d'hostilités.

Sur une observation de M. le comte Russell, M. le comte de Bernstorff rappelle que MM. les Plénipotentiaires allemands se sont déjà

prononcés à la séance précédente sur la frontière proposée, et il cite une partie de la déclaration qu'il avait alors faite au nom de ces plénipotentiaires sur ce point. Il croit pouvoir annoncer cependant que leurs instructions les autorisent à proposer une ligne de démarcation qui serait à tracer entre Apenrade et Tondern.

M. de Quaade ne saurait accepter la discussion d'une ligne pareille, et faire valoir l'impossibilité dans laquelle il se trouve de la prendre en considération.

M. le comte Apponyi explique que le point de départ des puissances allemandes avait été la séparation du duché de Schleswig tout entier, et que la proposition de la ligne d'Apenrade est par conséquent déjà une concession.

M. Le comte Russell rappelle que MM. les Plénipotentiaires allemands n'avaient pas compris la cession de Lauenbourg dans leur première proposition, mais seulement la séparation complète des duchés de Slesvig et de Holstein d'avec le Danemark.

M. le comte Apponyi rappelle qu'en effet la cession de Lauenbourg n'était pas mentionnée dans la première proposition des plénipotentiaires allemands, et que ce n'est qu'à la suite de la proposition anglaise qu'ils ont consenti à accepter le duché de Lauenbourg comme une compensation pour une partie du Schleswig septentrional.

M. le prince de la Tour d'Auvergne exprime l'opinion que la cession de Lauenbourg devrait être regardée comme un objet d'échange pour la partie mixte du Slesvig.

M. de Krieger soutient que le principe de nationalité est un élément très-essentiel de la question, mais non pas le seul à être pris en considération.

M. le comte de Bernstorff répond qu'il en a été précisément tenu compte dans la proposition allemande; et M. de Biegeleben fait observer que d'après la déclaration de MM. les Plénipotentiaires Danois eux-mêmes, ce sont les intérêts militaires et commerciaux du Danemark qui devraient déterminer le tracé de la frontière, sans que dans cette déclaration il ait été fait mention du principe de nationalité.

M. le baron de Brunnow dit que ses instructions lui prescrivent d'appuyer les opinions émises par MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne au sujet de la ligne de démarcation, c'est-à-dire, qu'elle ne devrait pas être tracée plus au nord que la ligne de la Sleib et du Dannewirke.

M. le comte Wachtmeister demande à faire observer que le point qui, dans le projet d'arrangement dont il s'agit, préoccupe le plus son Gouvernement, est la nécessité d'obtenir une bonne frontière pour le Danemark. Cette frontière, destinée à séparer pour des siècles le Danemark de l'Allemagne, devrait dans sa pensée offrir des garanties

sérieuses pour la sécurité future du Danemark ; et comme il l'a déjà fait observer dans la séance précédente, il ne saurait trouver ces conditions dans aucune ligne de frontière tracée plus au nord que celle du Dannewirke et de la Sleï, qu'il est par conséquent chargé de soutenir comme la seule compatible avec l'indépendance et la sécurité futures du Danemark.

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège demande à ajouter quelques mots en ce qui concerne le Lauenbourg. Cette province ayant été acquise par le Danemark en échange d'une partie de la Poméranie qui lui avait été cédée par la Suède, son Gouvernement est particulièrement intéressé à ce que l'union de ce duché avec le Danemark soit laissée intacte. De plus, il n'est jamais revenu au Gouvernement Suédois que les habitants de Lauenbourg avaient formulé contre le Gouvernement Danois des griefs analogues à ceux du Holstein et d'une partie de Sleswig. Il espère donc que si, par des considérations d'une haute gravité. Le roi de Danemark se trouve amené à céder le Lauenbourg, ce sera contre une compensation équitable ; et il pense que cette compensation pourrait être trouvée dans la partie mixte et Allemande du Sleswig, qui selon le projet proposé par lord Russell resterait au Danemark, dont la frontière serait ainsi établie le long de la Sleï et du Dannewirke.

M. le comte de Clarendon demande en quel sens M. le comte de Bernstorff a voulu parler de la succession dans le Lauenbourg comme douteuse. Ce ne serait qu'en déchirant les Traités en vertu desquels le Lauenbourg fait partie du Royaume de Danemark, que des doutes pourraient s'élever à cet égard.

M. le comte de Bernstorff répond que beaucoup de jurisconsultes Allemands la regardent comme douteuse. Ce Duché a été cédé en 1816 par le Hanovre à la Prusse, et par celle-ci au Danemark, et ses anciens privilèges et sa Constitution, dont on peut regarder comme partie intégrante l'ordre de Succession de mâle en mâle, ont été expressément garantis par les trois Puissances.

M. le baron de Brunnow dit qu'il faut envisager la situation dans son actualité. Le Danemark a bien le droit de demander des compensations reconnues comme étant acceptables par les Puissances neutres. Toute la Conférence doit être d'accord sur ce point.

M. le comte de Clarendon croit que M. le comte de Bernstorff a voulu mettre trop peu de prix à la cession de Lauenbourg, qui selon M. de Quaade a une population de 50 000 habitants, et des revenus s'élevant à une moyenne de 30 000 livres (sterling) par an.

M. le comte de Bernstorff, se référant à une observation de M. le comte de Wachtmeister, tient à constater que le Lauenbourg a réclamé, comme les autres Duchés, auprès de la Diète contre le Gou-

vernement Danois, et que les États de ce Duché ont également protesté en 1846, par suite des lettres-patentes du roi Christian VIII, contre l'introduction de la succession féminine comme étant contraire à leur constitution.

M. de Quaade fait remarquer que le grief dont il s'agissait n'était que d'une importance très-minime, et que dans sa déclaration il ne s'est servi que du mot « essentiellement » étranger.

M. le baron de Brunow demande la permission de placer une observation. Il dit que MM. les Plénipotentiaires du Danemark viennent de manifester par leur déclaration faite au nom de Sa Majesté le Roi des intentions si nobles et si élevées qu'il doit rendre hommage à l'expression de ces sentiments. Il est convaincu que tous les Plénipotentiaires partagent son avis sur ce point. Les plaintes formées de la part du Holstein, du Lauenbourg, etc., de quelle époque datent-elles ! Certes ce n'est pas du règne actuel, mais d'une époque antérieure. A peine le Roi Chrétien IX est-il monté sur le trône qu'il s'est vu environné de difficultés, devenues plus graves de jour en jour. On ne lui a pas laissé le temps de réparer les fautes du passé, ni de calmer des ressentiments qui datent de fort loin. Il serait donc injuste de faire retomber sur son règne la responsabilité de griefs qui ne sont nullement son ouvrage. L'Ambassadeur de Russie ne fait qu'interpréter l'opinion des autres Plénipotentiaires des Puissances neutres, en rendant justice aux sentiments et aux intentions de Sa Majesté le Roi.

M. le comte Apponyi fait observer qu'il ne s'agit nullement de la personne du Roi, mais seulement du système poursuivi par le Gouvernement Danois dans les Duchés; et M. le comte de Bernstorff ajoute que l'incorporation du Schleswig a été sanctionnée sous le règne actuel.

M. de Krieger ne pense pas qu'il y ait lieu à présent de démontrer d'une manière plus détaillée combien sont mal fondés les griefs allégués, mais il doit relever que le Duché de Slesvig, incorporé depuis longtemps à la Couronne Danoise, n'a point été incorporé au Royaume de Danemark, ni sous le règne du Roi défunt, ni sous celui du Roi actuel; et il soutient que le seul point qui ait causé des préoccupations sérieuses dans le Lauenbourg, a été la question du droit d'aliénation des domaines dans ce Duché.

M. le comte de Bernstorff répond qu'au contraire la plainte portée devant la Diète Germanique concerne la question constitutionnelle.

M. le Prince de la Tour d'Auvergne signale la différence qui existe entre la situation de Lauenbourg et celle des autres Duchés vis-à-vis de la Monarchie Danoise. Dans la déclaration de MM. les Plénipotentiaires Allemands, il n'a pas été question de Lauenbourg, mais seulement des autres Duchés. Dans le premier les droits du Roi de Dane-

mark sont incontestables. La cession de ce duché peut donc être considérée comme un objet sérieux de compensation.

M. de Biegeleben regarde la compensation comme ayant été offerte par MM. les Plénipotentiaires Allemands.

M. le comte de Clarendon insiste sur la nécessité de trouver une bonne frontière tant militaire que commerciale pour le Danemark. Selon lui, il ne doit pas y avoir grande difficulté de tomber d'accord là-dessus. Le tiers du duché de Slesvig ne serait pas une compensation suffisante pour le Lauenbourg.

M. le baron de Beust dit qu'il n'a pas voulu intervenir dans la discussion des anciens griefs du Schleswig et du Holstein; elle lui a paru oiseuse, puisque la Confédération regarde leur union avec le Danemark comme ayant cessé depuis la mort du feu Roi de Danemark. En ce qui concerne la question de Succession dans le Lauenbourg, elle est regardée comme douteuse et en suspens. La proposition Allemande a été faite de manière à dire que le Lauenbourg serait un objet de compensation, la question de droit y étant moins contestée que dans les autres Duchés.

A l'invitation de M. le comte Russell, M. de Quaade propose alors pour frontière une ligne qui serait tracée au sud de la ville d'Eckendorfe et au sud de la ville de Slesvig, suivant la ligne du Dannewirke jusqu'à Friedrichstadt.

Une carte indiquant les principaux points par lesquels cette ligne devrait passer est annexée au présent Protocole sous la lettre A.

L'examen en ayant été fait par MM. les Plénipotentiaires, M. le comte Russell croit qu'il devient utile de constater les points sur lesquels la Conférence pourrait peut-être tomber d'accord :

1. Le Roi de Danemark ne s'opposera pas à une cession territoriale, pourvu qu'elle assure au Danemark non-seulement la paix, mais aussi une existence indépendante et parfaitement autonome.

2. Et à condition que la destinée future des territoires cédés ne soit pas réglée sans leur consentement.

3. Il faut au Danemark une frontière qui tienne compte à la fois de ses intérêts militaires et de ses intérêts commerciaux.

4. Cette frontière devrait être entourée de garanties suffisantes.

Dans cet état de choses, il semble à M. le comte Russell qu'il viendrait peu à l'honneur des Puissances Européennes de ne pas réussir à trouver la solution des difficultés qui restent à régler, sans le recommencement de la guerre, qui serait la plus déplorable de toutes les solutions. Les Plénipotentiaires des Puissances neutres regardent les conditions dont il est question comme parfaitement justes et raisonnables. Il serait donc bien à regretter dans l'intérêt de l'Eu-

rope que la guerre vînt à recommencer, et dans ce cas il serait vraiment difficile de prévoir où et quand elle s'arrêterait.

M. le comte Apponyi croit devoir faire ses réserves quant au point 2, en tant qu'il implique un appel direct au suffrage des populations. Il ne saurait accepter cette modalité, ni en principe, ni comme un moyen de solution pratique à cause de la difficulté d'obtenir dans les districts mixtes une frontière acceptable et répondant en même temps, dans chaque localité, aux vœux de deux nationalités aussi mélangées.

A cette occasion M. de Biegeleben rappelle que M. le Plénipotentiaire de France a reconnu dans la dernière séance l'impossibilité absolue de prendre sur ce point la nationalité pour règle.

M. le baron de Beust est d'avis qu'une consultation des populations serait susceptible d'amener un résultat pratique. Il n'entend pas qu'on demande à chaque bourg et à chaque village s'il veut être Allemand ou Danois, et qu'on en dispose en conséquence, mais que dans tel ou tel district, qui serait destiné à être détaché du Schleswig on constate si la majorité de la population est vraiment Danoise.

M. le prince de la Tour d'Auvergne fait remarquer que la Conférence ayant posé le principe de la séparation du Slesvig, et ce principe ayant été admis aussi bien par MM. les Plénipotentiaires Allemands que par MM. les Plénipotentiaires Danois, le mode de procéder indiqué par M. le baron de Beust pourrait amener un résultat tout différent de celui que la Conférence a en vue. Dans la pensée du Gouvernement de l'Empereur, c'est principalement dans les territoires qui seraient détachés de la Monarchie Danoise, et où il s'agit d'établir un état de choses nouveau, qu'il est indispensable de consulter les populations.

M. le baron de Beust persiste à soutenir que le même principe est applicable aux districts qui doivent être séparés du Schleswig.

M. le comte Russell demande si MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes ne pourraient pas conférer ensemble avec quelque chance de se mettre d'accord sur la nouvelle frontière, sans perdre de vue les vœux des populations.

M. le comte de Bernstorff se déclare prêt à conférer avec MM. les Plénipotentiaires Danois dans ce but, et à adopter tous les moyens qui puissent conduire à une entente, notamment celui de consulter les vœux des populations.

Les Plénipotentiaires danois se déclarent également prêts à conférer avec les Plénipotentiaires allemands dans le cas où il y aurait probabilité de pouvoir s'entendre sur la frontière à tracer.

Vu la différence entre les deux lignes proposées, ainsi que la difficulté d'en tracer une qui combinerait l'avantage d'obtenir les suffrages des populations et celui de sauvegarder les intérêts tant

militaires que commerciaux du Danemark, il semble douteux qu'une pareille consultation offrit pour le moment une chance sérieuse de solution.

Pendant une discussion à laquelle prennent part tous les Plénipotentiaires, sur les difficultés qui se rattachent à cette question et sur les moyens d'y obvier, M. le comte de Bernstorff dit qu'il n'est pas autorisé à proposer d'autre ligne que celle d'Apenrade dont il a déjà fait mention, mais que lui et son collègue, désirant faire leur possible pour arriver à une solution, seraient disposés à recommander à leur Gouvernement l'adoption d'une ligne qui partirait de la baie de Flensbourg au nord de la ville de ce nom, et aboutirait à Hoyer en passant au nord de Tondern, et qui comprendrait les îles Frisonnes dans la partie du duché à réunir à l'Allemagne.

MM. les Plénipotentiaires danois trouvent cette ligne également inadmissible.

M. le comte de Bernstorff rappelle qu'il est surtout important de savoir si MM. les Plénipotentiaires danois peuvent consentir à une prolongation de la suspension d'hostilités.

M. de Quaade répond qu'il a déjà exprimé l'opinion que son Gouvernement ne consentirait pas, à moins qu'il n'y eût probabilité d'une solution pacifique. Mais jusqu'à présent cette probabilité n'est pas à entrevoir. Il doit déclarer du reste que les stipulations de la suspension d'hostilités actuelle n'ont pas été mises à exécution par les autorités militaires alliées.

MM. les Plénipotentiaires allemands soutiennent le contraire, et M. de Balan donne lecture de la déclaration suivante :

« Les Plénipotentiaires de Prusse sont autorisés à adhérer à une prolongation de la suspension des hostilités. Ils ont reçu l'ordre de demander que cette prolongation soit aussi étendue que possible, et qu'à cet effet elle ne soit pas limitée par un terme fixé d'avance, mais par une dénonciation qui le précéderait de quatre semaines.

« Les Plénipotentiaires sont en outre chargés par leurs Gouvernements d'appeler l'attention de la Conférence sur la différence qui existe entre une suspension d'hostilités et un armistice. Les Plénipotentiaires de Prusse étaient autorisés en son temps à consentir à un armistice sur la base proposée par M. le comte Russell. MM. les Plénipotentiaires danois, bien qu'ils eussent pris cette proposition *ad referendum*, ne s'y sont point arrêtés plus tard, mais sont au contraire revenus sur les modalités d'une suspension d'hostilités qu'ils avaient rejetée dans la séance précédente. Or, il est évident qu'un des caractères distinctifs de la simple suspension d'hostilités, qui laisse les armées respectives dans les pays qu'elles continuent à occuper, est que le logement des troupes est obligatoire.

« Les armées alliées ont lieu de se plaindre à ce sujet du mauvais vouloir qu'elles ont rencontré de la part des autorités et des populations dans le Jutland, et les Plénipotentiaires de Prusse doivent en conséquence pour l'avenir demander des arrangements qui assurent aux armées alliées les voitures et les chevaux indispensables pour l'administration militaire, qui en règlent les fournitures d'une manière équitable, qui mettent les troupes alliées à l'abri d'un refus de logement, et qui écartent en général toute interprétation des termes de la suspension d'hostilités du 9 mai incompatibles avec les exigences d'une occupation militaire.

« Les Plénipotentiaires de Prusse s'abstiennent d'entrer à ce sujet dans les détails. Ils se réservent toutefois d'y revenir et de préciser, en cas de besoin, les différents objets de plainte. »

M. de Quaade, sans vouloir entrer dans des appréciations rétrospectives, se permet de faire observer que la différence entre une suspension d'hostilités et un armistice consiste essentiellement en ce que la première cesse par le fait qu'elle n'est pas renouvelée, tandis qu'un armistice ne cesse qu'après avoir été dénoncé. Il conteste les faits dont M. de Balan vient de parler, et soutient que les clauses de la suspension d'hostilités actuelle n'ont pas été exécutées par les armées alliées, que notamment les habitants n'ont pas été payés, comme il avait été convenu.

M. le comte de Bernstorff déclare qu'au contraire tout a été payé en argent tous les samedis, depuis le commencement.

M. de Krieger place sous les yeux de MM. les Plénipotentiaires de Prusse la lettre d'un général prussien en date du 13 mai, dans laquelle cet officier s'est refusé de faire aucun paiement.

M. le comte de Bernstorff explique ce fait en supposant que le général en question ne connaissait pas encore les clauses de la suspension d'armes. Tout a été payé depuis, ajoute M. le comte de Bernstorff, et son Gouvernement continuera à tout payer.

M. de Bille dit qu'il a adressé un Mémoire à M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, dont il est disposé à demander la présentation à la Conférence, au sujet de la violation des clauses de la suspension d'hostilités.

M. le comte de Bernstorff répond que les Plénipotentiaires prussiens ne pourront s'empêcher de présenter de leur côté un Mémoire pour prouver le contraire.

Les renseignements reçus par MM. les Plénipotentiaires du Danemark et ceux de la Prusse ne s'accordent pas sur ce point.

Sur la question de la prolongation, MM. les Plénipotentiaires danois répètent que tout dépendrait de la probabilité d'un rapprochement, et que dans ce cas la prolongation ne pourrait être que de

très-courte durée jusqu'à ce qu'il y eût certitude d'une pacification. Il y aurait toujours le temps avant le dernier jour de convenir d'une prolongation, s'il y a lieu, et de donner des ordres par le télégraphe à cet effet.

M. de Biegeleben signale les torts qu'en subira le commerce, si l'incertitude au sujet du blocus doit durer jusqu'au dernier moment.

M. de Krieger fait observer que le blocus n'a cessé que provisoirement.

M. le baron de Brunnow demande en quoi consisterait la persuasion de MM. les Plénipotentiaires danois qu'ils arriveraient à la paix.

M. de Quaade répond en rappelant que le Danemark a accepté en principe la proposition de M. le comte Russell, reposant sur la base du partage du duché de Slesvig moyennant une ligne qui ne fût pas tracée plus au nord que l'embouchure de la Sleï et la ligne du Dannewirke; tandis que MM. les Plénipotentiaires allemands disent que leurs Gouvernements consentiraient peut-être à une ligne prenant son point de départ au nord de Flensbourg. Dans cet état de choses on est si loin de s'entendre que le Gouvernement danois ne saurait consentir à la prolongation demandée.

M. le comte Russell, parlant au nom de MM. les Plénipotentiaires des Puissances neutres, rend justice à S. M. le roi de Danemark et à l'esprit de conciliation dont Sa Majesté s'est montrée animée en acceptant les conditions proposées. De concert avec M. le baron de Brunnow, il prie MM. les Plénipotentiaires du Danemark de demander à leur Gouvernement une prolongation, afin de donner le temps nécessaire pour continuer les négociations.

M. le baron de Brunnow, s'adressant ensuite à MM. les Plénipotentiaires allemands, rappelle que la ligne acceptée par le Danemark est celle qui a obtenu l'appui des Puissances neutres. Il prie les Plénipotentiaires de s'en rapprocher le plus possible, afin d'empêcher que les hostilités ne soient reprises.

M. le prince de la Tour d'Auvergne et M. le comte de Wachtmeister s'expriment dans le même sens.

M. de Quaade répète qu'il serait difficile pour son Gouvernement d'accéder à une prolongation dans l'état actuel des négociations, mais il s'engage à recommander au Cabinet de Copenhague de prendre la question en sérieuse considération, en lui faisant connaître par le télégraphe ce qui s'est passé à la Conférence.

M. le comte de Clarendon fait observer que, même si le blocus doit être rétabli, il serait bon dans l'intérêt du commerce de le faire savoir le plus tôt possible. Son rétablissement mettrait fin à la Conférence, ce qui serait un résultat bien regrettable.

M. de Bille rappelle qu'il y a dissentiment sur la question des for-

teresses aussi bien que sur celle de la frontière. Il tient à ne pas laisser croire qu'en recommandant la prolongation de la suspension des hostilités à la considération de leur Gouvernement, les Plénipotentiaires danois regardent la ligne proposée par MM. les Plénipotentiaires allemands comme acceptable.

M. de Balan dit que la dernière proposition des Plénipotentiaires prussiens constitue toujours un rapprochement entre les deux lignes proposées.

M. le baron de Brunnow, d'ordre de sa Cour, fait part à la Conférence de la communication suivante :

« L'ambassadeur de Russie a annoncé que l'Empereur, désirant faciliter, autant qu'il dépend de lui, les arrangements à conclure entre le Danemark et l'Allemagne, en vue du rétablissement de la paix, a cédé à Mgr le grand-duc d'Oldenbourg les droits éventuels que le § 3 du Protocole de Varsovie du 24 mai/5 juin 1851 a réservés à Sa Majesté comme chef de la branche aînée de Holstein-Gottorp. »

Après avoir fait cette déclaration, d'ordre de sa Cour, l'ambassadeur de Russie a déposé ledit Protocole aux actes de la Conférence.

Une copie en est annexée au présent Protocole sous la lettre B.

M. le comte de Bernstorff s'exprime alors en ces termes :

« Nous nous faisons un devoir, mon collègue et moi, de rendre hommage aux sentiments élevés qui ont dicté à S. M. l'Empereur de Russie la résolution dont M. le baron de Brunnow vient de nous donner connaissance, et qui est destinée à faciliter l'œuvre de la paix qui fait l'objet de nos délibérations. »

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche s'associent entièrement aux paroles prononcées par M. le comte de Bernstorff.

M. le baron de Beust s'est exprimé ainsi : « Tout en m'empressant de rendre hommage aux sentiments de générosité et de désintéressement dont S. M. l'Empereur de Russie a donné une nouvelle preuve par la déclaration que son Ambassadeur vient de porter à notre connaissance, je ne puis pas me dispenser de faire, au nom de la Confédération, les réserves que la Diète jugera nécessaires relativement à l'effet du Protocole de Varsovie et aux prétentions qui pourraient être fondées sur ce document. »

M. le Prince de la Tour d'Auvergne dit qu'il doit profiter de l'occasion qui lui est offerte par l'Ambassadeur de Russie, pour maintenir formellement le point de vue de son Gouvernement, d'après lequel aucun état de choses nouveau ne saurait être établi dans les territoires détachés de la Monarchie Danoise, sans le secours et le consentement des populations loyalement consultées. Il est heureux d'ailleurs de pouvoir rendre hommage à l'esprit de conciliation qui a dicté la déclaration de la Cour de Russie.

M. le comte Wachtmeister s'exprime de la manière suivante :

« Je dois rendre hommage à la haute preuve d'intérêt à la réussite des travaux de cette Conférence donnée de la part de S. M. l'Empereur de Russie par la déclaration dont M. le baron de Brunnow vient de donner lecture. Cette renonciation de l'Empereur aux droits qui pourraient revenir à Sa Majesté dans certaines éventualités sur une partie du Holstein ne peut que faciliter à un haut degré l'arrangement final qui disposera du sort du Holstein. En même temps je dois rappeler ma déclaration antérieure, que dans la pensée de mon Gouvernement la destinée future des pays qui pourront être cédés par le Danemark ne pourrait être définitivement arrêtée sans le consentement de leurs habitants. »

M. de Quaade tient aussi à rendre hommage à l'intérêt que S. M. l'Empereur de Russie voue au rétablissement de la paix, mais croit en même temps devoir faire observer que son Gouvernement regardant le Traité de Londres comme étant toujours en vigueur, la combinaison arrêtée par ce Traité n'est pas encore venue à manquer.

M. le comte Russell rend justice également aux sentiments désintéressés dont Sa Majesté Impériale a fait preuve dans cette circonstance, afin de faciliter les négociations dans le cas où la Conférence ait à s'écarter du Traité de Londres.

M. le baron de Brunnow a répondu :

« Je remplirai un agréable devoir en rendant compte à l'Empereur de l'accueil que MM. les Plénipotentiaires, réunis en Conférence, ont bien voulu faire à la communication dont j'ai eu l'honneur de m'acquitter, d'ordre de Sa Majesté. Je suis certain de la vive satisfaction avec laquelle l'Empereur appréciera les sentiments manifestés par les Représentants des Puissances amies qui ont rendu à ses intentions pacifiques un hommage unanime.

« De mon côté, je reconnais les motifs qui ont engagé M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique, ainsi que M. l'Ambassadeur de France, à ne pas émettre leur opinion sans y joindre les réflexions et les réserves qui leur sont prescrites par leurs instructions et par le sentiment de leur devoir. Chacun de nous doit maintenir les principes dont il est l'organe. Chacun doit signaler le point de vue sous lequel nos Gouvernements envisagent les questions qui forment l'objet de nos délibérations. Dans cette réunion nous sommes tous appelés à échanger nos idées avec franchise, avec cordialité, sans irritation. Pour ma part, j'ai exprimé avec une entière sincérité les principes du Cabinet de Russie. Le Protocole de la séance précédente les constate en ces termes :

« Si, par la suite, S. M. le Roi Chrétien IX renonçait au Duché de Holstein, la question de la Succession serait ouverte. A l'avis du Pléni-

potentiaire de Russie elle ne pourrait recevoir une solution qu'en portant respect à la justice de la cause des parties intéressées qui auraient à faire valoir leurs titres, conformément aux principes du droit public.»

Après avoir donné lecture de ce passage du Protocole N° 6, de la séance du 28 mai, M. le baron de Brunnow a résumé les considérations sous l'influence desquelles l'Empereur de Russie a résolu de transférer les droits éventuels de la branche aînée de Holstein-Gottorp, dont il est le chef, à la branche cadette, représentée par Monseigneur le Grand-Duc d'Oldenbourg. Sa Majesté a réservé à ce Souverain de faire valoir ces titres réunis, lorsqu'il jugerait que le moment en serait venu. Membre de la Confédération Germanique, ce Prince serait appelé à élever ses réclamations lui-même dans les voies légales, devant l'autorité Fédérale, dont il relève. L'Empereur de Russie restera étranger à ce litige. Il demeure dégagé désormais de toute intervention directe dans une question de Succession contestée dans le Holstein — question qu'il tient à ne point compliquer. Loin de vouloir aggraver des difficultés qui peuvent retarder le rétablissement de la paix, Sa Majesté cherche à les aplanir.

M. le Plénipotentiaire de Russie, après avoir exposé ces vues, d'ordre de l'Empereur, a ajouté :

« Je me félicite d'avoir été appelé à exprimer, comme je viens de le faire, les sentiments de Sa Majesté, en déposant aux Actes de la Conférence le Protocole de Varsovie, de l'année 1851. Ce document a donné lieu, plus d'une fois, à de fausses interprétations. Elles seront démenties par la publicité que ne tardera pas à acquérir la déclaration que je viens d'émettre, au nom de l'Empereur. La pensée de conciliation qui préside à la politique de Sa Majesté sera alors généralement connue, de même qu'elle a été appréciée unanimement aujourd'hui, par tous les membres de la Conférence. »

Il est convenu que la prochaine réunion de la Conférence aura lieu le lundi, 6 juin, à 1 heure.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'Auvergne.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

Le Comte WACHTMEISTER.

Voir le Protocole de Varsovie, du 5 juin 1851, *Archives* de 1864, t. I, p. 89.

Protocole N^o 8. — Séance du 6 juin 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;
MM. les Plénipotentiaires du Danemark ;
M. le Plénipotentiaire de France ;
M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;
MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne ;
MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;
M. le Plénipotentiaire de Russie ; et
M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte Russell, se référant aux paroles par lesquelles, d'après le Protocole n^o 7, MM. les Plénipotentiaires des Puissances Allemandes avaient proposé une prolongation de la suspension d'hostilités, et à l'appui que MM. les Plénipotentiaires des Puissances neutres avaient prêté à cette proposition, prie M. le premier Plénipotentiaire du Danemark de vouloir bien faire part à la Conférence de la réponse du Gouvernement Danois à ce sujet.

M. de Quaade cite sa déclaration de la séance précédente, dans laquelle il a exprimé l'opinion que son Gouvernement ne consentirait pas à une prolongation de la suspension d'hostilités à moins qu'il n'y eût chance sérieuse de tomber d'accord sur un point aussi capital que celui de la frontière. Le cabinet de Copenhague cependant, afin de donner une nouvelle preuve de son désir d'arriver au rétablissement de la paix, consentira à une prolongation de quinze jours, à condition que les clauses en soient exécutées d'une manière loyale. Pour cette condition le concours de MM. les Plénipotentiaires Allemands lui paraîtrait une garantie suffisante. Dans la pensée de son Gouvernement cette prolongation de quinze jours à partir du 12 juin devrait suffire pour fixer les parties sur les chances d'une solution pacifique.

M. le comte Russell demande à MM. les Plénipotentiaires Allemands s'ils sont disposés à accepter la prolongation accordée.

M. le comte Apponyi répond que son Gouvernement a toujours désiré une prolongation, et cela pour le plus longtemps possible ; mais il ne s'attendait pas à un terme aussi court que celui de quinze jours. Ce serait une espèce de pression morale qui pèserait sur les délibérations de la Conférence.

M. le comte de Bernstorff ne peut que se référer à la déclaration dont M. de Balan a donné lecture à la séance précédente, et dans laquelle il est dit que MM. les Plénipotentiaires Prussiens ont reçu l'ordre de demander une prolongation aussi étendue que possible, « et qu'à cet effet elle ne soit pas limitée par un terme fixé d'avance, mais par une dénonciation qui le précéderait de quatre semaines. »

D'après les instructions de leur Gouvernement, il est impossible à MM. les Plénipotentiaires de la Prusse d'accepter une prolongation qui ne serait limitée qu'à quinze jours.

M. le comte Russell fait observer que parmi les points qui ont été discutés par la Conférence, celui de la frontière lui paraît le seul qui offre des difficultés sérieuses, et que même sur ce point-là on pourrait bien parvenir à s'entendre en trois semaines. Il regretterait beaucoup si MM. les Plénipotentiaires Allemands ne consentaient pas à la prolongation concédée par le Danemark.

M. le comte de Clarendon exprime l'opinion que tout le monde apprendrait avec une pénible surprise le refus de MM. les Plénipotentiaires de la Prusse d'y accéder. La question en dispute entre l'Allemagne et le Danemark s'est réduite depuis l'ouverture de la Conférence à des proportions beaucoup plus étroites, et le seul point vraiment difficile qui reste à régler est celui de la frontière. On pourrait bien tomber d'accord en principe sur ce point dans les trois semaines qui resteraient. Sans cet accord, il serait naturel que le Danemark ne consentît pas à une prolongation ultérieure. Si MM. les Plénipotentiaires Prussiens n'acceptent pas la concession actuelle, la responsabilité de la rupture de la Conférence tombera sur eux.

M. le comte de Bernstorff en décline la responsabilité, et dit qu'il ne comprend pas la surprise dont M. le comte de Clarendon vient de parler. Il est toujours prêt à prolonger la suspension d'hostilités, mais pas pour un terme aussi limité que quinze jours. La question est toute militaire. Il lui paraît impossible que les Puissances alliées restent sous la menace continue de la reprise des hostilités.

M. le comte de Clarendon ayant observé qu'une prolongation de l'armistice ne pourrait en rien changer la question militaire, M. de Balan fait valoir que l'administration d'une grande armée exige des mesures dont l'exécution n'est possible que si la suspension des hostilités est assurée pour plusieurs mois.

M. le baron de Beust présume que le point de vue d'après lequel les Puissances Allemandes envisagent la question se rapporte en partie aux intérêts du commerce. Aucune espèce de mouvement commercial ne pourrait se faire à moins que le terme ne fût prolongé.

M. le comte de Bernstorff déclare que son Gouvernement n'a accepté la suspension pour un mois que par excès de conciliation.

M. le prince de la Tour d'Auvergne reconnaît qu'au point de vue des intérêts commerciaux, auxquels M. le baron de Beust vient de faire allusion, il eût été très-désirable qu'on pût s'entendre pour prolonger la suspension des hostilités au delà du terme proposé par MM. les Plénipotentiaires Danois; mais il lui semble qu'une suspension, même de quinze jours, est encore préférable à la reprise des hostilités, et que MM. les Plénipotentiaires Prussiens, en supposant que leurs instructions ne leur permettent pas d'accepter cette proposition, ne sauraient se refuser à la prendre *ad referendum*.

M. le baron de Brunnow s'associe aux sentiments exprimés par M. le prince de la Tour d'Auvergne. Considérant également la question dans l'intérêt des négociations actuellement ouvertes, il regrette qu'un espace de temps plus long n'ait pas été accordé par le Danemark, mais il invite MM. les Plénipotentiaires Allemands à ne pas refuser ce terme, quelque insuffisant qu'il soit.

M. de Krieger soutient que son Gouvernement fait déjà un sacrifice en accordant les quinze jours, et que Lord Clarendon a eu raison de dire que s'il y a possibilité de s'entendre sur la frontière, on devrait pouvoir le faire d'ici au 26 juin.

Il semble aussi à M. le comte Wachmeister que le terme de quinze jours ou de trois semaines devrait suffire pour établir un accord sur la question de la frontière.

M. le comte de Bernstorff dit qu'après les déclarations de MM. les Plénipotentiaires Danois, la Conférence ne lui paraît pas aussi prête à s'entendre qu'on le suppose.

M. de Biegeleben demande pourquoi un terme aussi court a été proposé. Quatre semaines ne lui paraîtraient pas trop.

M. de Quaade répond que son Gouvernement a ses raisons, ainsi que le droit d'en juger.

M. le comte Apponyi n'a pas d'instructions sur la limitation du terme, ni pour un maximum, ni pour un minimum. Il sait seulement que son Gouvernement attache un grand prix à ce que la suspension des hostilités soit prolongée, et qu'on regrette à Vienne que la question n'ait pas été déjà réglée. Cependant les instructions de ses collègues Prussiens sont tellement précises qu'il ne peut que prendre la proposition *ad referendum*.

M. le comte Russell fait observer que si on tombait d'accord sur le point capital, le Gouvernement de Danemark ne s'opposerait probablement pas à une prolongation ultérieure, et qu'il y aurait alors le temps de discuter les autres points qui resteraient à régler.

M. le comte de Bernstorff soutient qu'il serait mieux d'adopter une suspension qui ne serait limitée que par une dénonciation de part ou d'autre, et qui en tout cas ne durerait pas moins de deux mois. Dans

ce cas l'une des Parties pourrait la dénoncer aussitôt qu'elle aurait acquis la certitude qu'il n'y a plus de chance de tomber d'accord.

M. de Krieger répète que si, comme il l'espère, il y a possibilité de s'entendre, on doit toujours pouvoir tomber d'accord dans les quinze jours.

M. de Balan parle de la position des troupes Allemandes dans le Jutland comme étant très-onéreuse. Pour un espace de temps aussi court il ne serait pas possible à son Gouvernement de faire les arrangements militaires qu'exige la situation.

M. le comte de Clarendon ne comprend pas quelle difficulté il y aurait à laisser continuer l'état de choses actuel pour quinze jours de plus. Dans l'intérêt du commerce également, ce serait toujours un avantage.

M. le comte de Bernstorff fait remarquer que ses instructions sont toutefois plus pacifiques que celles de MM. les Plénipotentiaires Danois.

M. le comte de Clarendon répond que c'est chose facile pour la Puissance qui occupe une province étrangère, mais le Danemark peut bien désirer mettre fin à cet état de choses. Il rappelle que si la prolongation n'est pas acceptée, le blocus sera probablement rétabli le 12 juin, et que le commerce ne pourra qu'en souffrir.

M. le comte Apponyi exprime l'opinion que si la solution de la question était simple, les quinze jours suffiraient, mais qu'il faudra entrer en beaucoup de détails, et peut-être même prendre des renseignements sur les lieux, avant de s'entendre sur une question aussi compliquée que celle de la frontière.

M. le comte de Clarendon admet que s'il devenait nécessaire d'envoyer sur les lieux une Commission de délimitation, il faudrait plus de quinze jours. Mais on arriverait nécessairement à une entente préalable sur le principe avant de l'envoyer, et dans ce cas il ne resterait qu'à régler les détails.

M. le comte de Bernstorff regrette d'être dans l'impossibilité d'accepter la proposition, mais ses instructions sont très-précises sur ce point, et il n'est pas autorisé à accéder à un terme de plus courte durée que de deux mois, ou d'une durée illimitée avec un terme de dénonciation d'un mois après l'expiration du premier mois.

Après un échange d'idées entre tous les Plénipotentiaires, et après que MM. les Représentants des Puissances neutres ont exprimé leur vif désir que les Plénipotentiaires de la Prusse portent, en la recommandant, la proposition du Gouvernement Danois à la connaissance de leur Cour, M. le comte de Bernstorff déclare que par égard pour ces puissances, lui et son collègue ne se refuseront pas à faire connaître la proposition à leur Gouvernement, et que dès qu'ils auront reçu une réponse de Berlin, ils en avertiront M. le principal Secrétaire d'État, afin que la Conférence puisse être réunie au plus tôt. Mais en se prêtant ainsi

à porter la proposition Danoise à la connaissance de son Gouvernement, M. le comte de Bernstorff croit devoir déclarer positivement qu'il ne pourra sous aucune condition être question d'une prolongation future de la suspension d'armes de quinze jours, et qu'il comprend la proposition actuelle en ce sens, que les hostilités doivent encore être suspendues pour quinze jours, afin d'avoir le temps de s'entendre sur la ligne de frontière, et que si l'on n'y réussit pas, la guerre recommencera infailliblement après l'expiration de ce terme.

M. de Quaade tient à rappeler que la prolongation de quinze jours n'a été accordée par son Gouvernement qu'à condition qu'un accord s'établisse quant à l'exécution des termes de la suspension d'hostilités. Il compte sur le concours loyal de MM. les plénipotentiaires Allemands dans ce but.

M. de Balan fait observer que les plénipotentiaires de la Prusse continueront de prêter leurs bons offices pour éclairer les faits et faire cesser les malentendus, mais qu'ils sont en même temps chargés de se plaindre dans la Conférence de la manière dont les autorités Danoises éludent les stipulations du 9 mai, ce qui n'exclut pas qu'on puisse se communiquer de part et d'autre confidentiellement et directement les renseignements reçus sur les différents objets de plainte.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUAADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'Auvergne.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

Le comte WACHTMEISTER.

Protocole N° 9. — Séance du 9 juin 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;

MM. les Plénipotentiaires du Danemark ;

M. le Plénipotentiaire de France ;

M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne;
MM. les Plénipotentiaires de la Prusse;
M. le Plénipotentiaire de Russie; et
M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Baron de Brunnow, en se référant à la dernière observation faite par M. le comte de Bernstorff, et rapportée dans le protocole N° 8, dit qu'il diffère de l'interprétation que M. l'Ambassadeur de Prusse donne aux termes dans lesquels MM. les Plénipotentiaires du Danemark ont annoncé l'intention de leur Gouvernement de prolonger de quinze jours la suspension d'armes, établie jusqu'au 12 juin.

M. le Plénipotentiaire de Russie pense qu'on ne rendrait pas justice à la sagesse des déterminations du Cabinet de Copenhague si l'on voulait lui prêter l'intention de recommencer *infailliblement* la guerre après l'expiration de ce terme.

Dans son opinion, il ne faut jamais fermer la voie à des conseils de paix. Il ne faut pas dire que la guerre soit irrévocablement résolue, aussi longtemps que les Représentants des Grandes Puissances de l'Europe se trouvent réunis en Conférence, dans le but de vouer tous leurs efforts au rétablissement de la paix.

Pour sa part, M. le Plénipotentiaire de Russie a confiance dans les sentiments de conciliation dont tous les Cabinets se montrent animés. Il espère que cette confiance sera justifiée par le résultat pacifique des travaux de la Conférence de Londres.

M. le comte de Bernstorff répond qu'en consentant à porter à la connaissance de son Gouvernement la proposition du Gouvernement Danois, il l'a précisée dans les mêmes termes qui se trouvent insérés dans le Protocole, et que M. le premier Plénipotentiaire du Danemark a reconnu que c'était là le sens de la proposition.

M. de Quaade reconnaît qu'il retrouve dans la déclaration faite à la séance du 6 juin par M. le premier Plénipotentiaire de la Prusse le sens général de la proposition du Gouvernement Danois; mais il ajoute qu'il ne s'est pas servi du mot « infailliblement. »

Sur l'invitation de M. le comte Russell, M. le comte de Bernstorff donne lecture de la déclaration suivante :

« Nous sommes autorisés à déclarer, au nom de l'Autriche et de la Prusse, que nous acceptons la proposition Danoise d'une prolongation de la suspension d'armes pour quinze jours, à condition toutefois qu'il sera bien entendu que le renouvellement des hostilités au 26 juin ne pourra être évité que si jusque là une paix acceptable nous est assurée, ou bien si un armistice d'une durée étendue est conclu sous des modalités qui n'admettent point d'interprétation arbitraire. »

M. de Quaade n'a aucune observation à faire sur la déclaration dont M. le comte de Bernstorff vient de donner lecture. Il croit pouvoir assurer la Conférence que son Gouvernement désire aussi bien que les Cabinets Allemands le rétablissement de la paix, et que si cet objet paraissait assuré, le Cabinet de Copenhague serait prêt à consentir, soit à la prolongation de la suspension d'armes, soit à un armistice sous des conditions acceptables et précisées de manière à ne pas laisser des doutes sur l'interprétation à y donner. Les clauses de la suspension d'hostilités actuelle lui paraissent laisser beaucoup à désirer sur ce dernier point.

M. le baron de Brunnow exprime la satisfaction qu'il éprouve en apprenant que la suspension d'armes est maintenant prolongée jusqu'au 26 juin. Il faut espérer que dans cet intervalle de temps la Conférence parviendra à tomber d'accord sur une solution pacifique.

M. de Balan, en se référant à l'observation de M. Quaade que l'interprétation des stipulations du 9 mai a donné lieu à des doutes, ainsi qu'à sa propre observation faite à la fin de la dernière séance, que les Plénipotentiaires de la Prusse sont chargés de porter plainte à ce sujet dans la Conférence, donne, conformément aux ordres de son Gouvernement, lecture de la déclaration suivante :

« En se prononçant pour une prolongation de la suspension des hostilités, le Gouvernement de Prusse a voulu donner une preuve de ses intentions conciliantes et de son amour de la paix. L'intérêt du commerce aurait exigé que cette prolongation fût aussi étendue que possible, et durât au moins deux mois.

« En consentant néanmoins, conformément au pressant désir exprimé par tous les Plénipotentiaires des Puissances neutres, à la prolongation de quinze jours seulement, proposée par MM. les Plénipotentiaires Danois, le Gouvernement de Prusse ne se cache pas les nombreux inconvénients que l'état actuel des choses, basé sur les termes de l'arrangement du 9 mai, amène pour les armées alliées qui occupent le Jutland, inconvénients qui deviennent encore plus onéreux s'il s'agit d'une prolongation aussi limitée. Il ne croit toutefois pas devoir insister sur un changement de stipulations en question : mais plus il a, de son côté, scrupuleusement rempli ces stipulations dans toute l'étendue compatible avec une occupation militaire, plus il doit exiger que les difficultés inhérentes à la situation et diminuées de son côté autant que possible par des procédés auxquels un jugement impartial finira par rendre justice, ne soient point augmentées de la part des autorités Danoises par des mesures et des interprétations contraires aux principes généralement reconnus pour l'état de guerre, momentanément interrompu par une suspension des hostilités et aux stipulations spéciales du 9 mai.

« Ni le commerce, ni les communications, ni la marche régulière de l'administration ne sont entravés dans le Jutland, et bien que les termes du 9 mai admettent l'interprétation que ce n'est que la liberté des communications intérieures qui y a été assurée, cette liberté s'étend de fait à la communication entre le Jutland et les autres parties du Danemark, ainsi que le Schleswig, tandis que le Gouvernement Danois défend toute communication avec les Iles d'Alsen et d'Arroe, et les Iles Frisones.

« Aucune contribution n'a été levée depuis le 12 mai, et si immédiatement après ce terme, et lorsque les stipulations du 9 mai n'étaient point et ne pouvaient point être connues à tous les commandants des troupes, dans un pays où l'ennemi en se retirant avait détruit les télégraphes, des ordres contraires avaient été donnés, ils ont été immédiatement révoqués.

« Les saisies ont de même cessé, à dater du 12 mai, et on s'est scrupuleusement abstenu de vendre quoi que ce soit des dépôts séquestrés.

« Un Commissaire civil Danois, nommé pour régler les détails du nouveau *modus vivendi* à établir, a été annoncé par le Commandant en chef des troupes Danoises au quartier général des troupes alliées, alors établi à Horsens. Peu de jours après il y est arrivé dans la personne de M. Dahlström, qui n'a pas tardé à entrer en relations personnelles d'abord avec le Lieutenant Général Baron de Moltke, chef de l'État Major Général, plus tard avec le Colonel de Podbielski. Il est incompréhensible comment on a pu dire que le Commissaire Danois n'ait pu trouver avec qui négocier. Lorsque plus tard, par suite du changement dans la personne du Général en chef des armées alliées, le quartier-général a été transféré de Horsens à Louisenlund dans le Schleswig, on a proposé à M. Dahlström de l'y suivre; sur son refus de s'y rendre, et comme il a également décliné d'entrer en rapports directs avec le général commandant les troupes qui occupent le Jutland, les communications entre le quartier général et M. Dahlström se font, conformément au désir de ce dernier, journellement par écrit. On n'a pas tardé à s'entendre sur plusieurs points essentiels. On est convenu particulièrement que tout ce qui serait directement fourni, soit en chevaux et voitures, soit pour les hôpitaux et magasins, d'après des taxes qui excluent l'arbitraire, serait payé par des quittances réalisées chaque semaine en argent comptant par des bureaux de comptabilité établis *ad hoc* à Horsens. M. Dahlström n'a pas tardé à publier cet arrangement en langue danoise. Quant à la nourriture, les troupes la reçoivent en général par l'administration militaire, qui y pourvoit par l'intermédiaire de fournisseurs. Les localités nécessitées par ce mode sont louées et payées, quoiqu'on soit en droit de les demander gratis,

comme le logement des troupes et les foyers nécessaires pour faire la cuisine. A ce sujet il n'y a pas le moindre doute, et toute autre interprétation serait entièrement incompatible avec les exigences d'une occupation militaire. Ce n'est que dans quelques endroits fort éloignés que la nourriture des troupes est directement fournie par les habitants. Mais ils en reçoivent des prix plus élevés que les taxes légales d'après lesquelles les troupes Fédérales allemandes sont nourries sur le territoire de la Confédération.

« Une ligne de démarcation a été arrêtée de concert avec le commandant en chef des troupes Danoises. La mer et le Lymfjord servent en général à former cette ligne. Mais quelques exceptions demandées par le général Danois ont été volontairement accordées par les Commissaires des armées alliées, sans qu'ils aient cru devoir vérifier le prétendu *statu quo* du 12 sur lequel elles se fondent.

« Si de cette manière les autorités militaires Allemandes ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour remplir les stipulations du 9 mai, elles ont dû catégoriquement défendre et réprimer toute infraction à ces mêmes stipulations de la part des autorités Danoises. Elles n'ont pu souffrir, et elles ne souffriront pas qu'une presse provoquante recommence ses agitations dirigées contre les gouvernements allemands. Elles n'ont pu admettre, et elles n'admettront jamais que des vivres destinés pour les armées alliées soient soumis à des impôts au profit du fisc Danois. Elles n'ont pu accorder au public et aux autorités Danoises l'usage du télégraphe que l'ennemi, avant de se retirer, avait détruit, et qu'elles avaient dû rétablir à leurs frais et avec de nouveaux fils. Elles ont toutefois, pour faire preuve de bon vouloir, permis que les autorités Danoises établissent pour leur usage de nouveaux fils aux télégraphes communs. Elle ne peuvent pas tolérer, et elles ne toléreront certainement pas que des recrues soient levées sous leurs yeux et acheminées hors du pays. Un pareil état de choses serait au plus haut degré contraire à la dignité d'une armée d'occupation et aux garanties qu'elle réclame. Toute tentative d'y porter atteinte a donc dû et devra être réprimée; et il est dans la nature de l'état de guerre que les mesures prises à cet effet ne puissent pas, afin d'être promptement efficaces, se borner aux procédures de la législation civile.

« Mais ce n'est pas seulement en voulant lever des recrues dans le Jutland que le Gouvernement Danois a agi contre l'esprit de la stipulation d'après laquelle les Puissances belligérantes s'interdisent de renforcer leurs positions militaires. Tandis que ni à Duppel ni à Friedericia l'état des fortifications, tel qu'il était le 12 mai, n'a été altéré depuis, sur l'île Alsen et en Fionie les positions militaires ont été renforcées par de nouvelles fortifications et par l'agrandissement de celles qui y existaient déjà. Cette infraction aux stipulations du 9 mai a pu

être observée des positions des troupes alliées par des télescopes, bien qu'on ait défendu, pour les cacher, toute communication avec les îles susmentionnées.

« Un bateau à vapeur anglais a chargé à Nantes une forte cargaison de canons, de boulets et d'autres projectiles, soi-disant en destination pour la Suède, mais débarquée à Copenhague pour le compte du Gouvernement Danois, qui a profité de l'inaction imposée à l'escadre austro-prussienne par la suspension des hostilités pour augmenter ses forces militaires.

« Mais de son côté le Gouvernement Danois semble ne pas avoir prescrit à ses bâtiments de s'abstenir de tout procédé contraire aux stipulations du 9 mai. Car un croiseur douanier danois a arrêté le 20 mai un bateau schleswickois, chargé de houilles et venant de New-castle, en destination pour Husum, à peu de distance de cette ville qui, lorsque les hostilités furent suspendues, était incontestablement en possession des armées alliées. Il a mis les scellés sur le bateau et sur sa cargaison, mais les autorités douanières de Husum ont naturellement refusé de les respecter.

« Les exemples précités suffisent pour démontrer que le Gouvernement de Prusse est en droit de se plaindre de la violation des stipulations du 9 mai par les autorités Danoises. En consentant à ce que la suspension des hostilités soit prolongée, il entend donc que ces stipulations soient mises à exécution de la part des autorités et des sujets danois, en conformité avec les points de vue indiqués par la présente déclaration. »

M. de Quaade, en se réservant de répondre à la déclaration faite par M. le second Plénipotentiaire de la Prusse, soutient que les clauses de la suspension d'armes ne lui semblent pas avoir été exécutées par les Puissances alliées dans le Jutland en des points essentiels. Il se réfère aux dispositions stipulant que ces Puissances n'entraveraient ni le commerce, ni les communications, ni la marche régulière de l'administration, et cite quelques exemples pour prouver qu'il n'a pas été donné suite à ces dispositions. En faisant observer qu'il a été défendu aux navires Danois d'entrer dans les ports de Schleswig sous pavillon Danois, il relève plus spécialement que des sujets Danois ont été arrêtés pour crime de lèse-majesté contre Sa Majesté le Roi de Prusse, et traduits devant les Conseils de guerre Allemands, au lieu d'être amenés devant les tribunaux du pays.

M. le comte de Bernstorff fait observer qu'il serait impossible pour une armée d'occupation de ne pas prendre connaissance des crimes qui se rapportent à leur position militaire.

Pour ce qui regarde le télégraphe, M. de Quaade soutient que le fil a été coupé, tant avant qu'après la suspension des hostilités, par les

troupes Allemandes, lesquelles, si on peut ajouter foi à une information qui du reste ne repose pas sur des données authentiques, auraient même fait des fascines avec les fils télégraphiques. Il exprime son vif regret qu'il y ait tant de malentendus de part et d'autre sur la manière d'interpréter les clauses dont il s'agit, et rappelant que son Gouvernement n'a consenti à la prolongation de quinze jours qu'à condition qu'un accord s'établît sur ce point, il craint qu'il ne se trouve dans l'obligation de n'y plus consentir.

M. le comte de Bernstorff dit que la déclaration que son collègue vient de lire a été provoquée par les accusations tout à fait sans fondement que le Gouvernement Danois a lancées contre les armées alliées; que cependant, s'il s'agit de malentendus, les Plénipotentiaires prussiens seront toujours prêts à les éclaircir et à s'entendre à ce sujet avec MM. les Plénipotentiaires danois.

M. de Krieger ne saurait admettre comme fondés les principes établis dans la déclaration de M. de Balan, et d'après lesquels, par exemple, les autorités alliées dans le Jutland se croient en droit d'exercer une censure de la Presse, de ne pas respecter l'administration de la justice, et de se dispenser de payer les impôts sur les importations. Mais même abstraction faite des principes, il y a toujours la question des procédés. Quant à ce dernier point, un employé de la douane, dont le premier devoir était de veiller à l'exécution des lois, a pour cela même été emprisonné, et mis au pain et à l'eau. D'autres fonctionnaires ont été également emprisonnés. M. de Krieger regarde ces faits comme étant de la plus haute gravité.

M. le baron de Brunnov invite MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes à ne pas soulever des récriminations de part et d'autre, mais à faire au contraire leur possible pour les aplanir. Il regarde la prolongation de la suspension d'armes comme un fait acquis sur lequel on ne saurait plus revenir.

M. le prince de la Tour-d'Auvergne est d'avis que ni la déclaration de M. de Balan ni les observations de MM. les Plénipotentiaires du Danemark ne sont de nature à exclure une entente sur l'exécution de la suspension d'hostilités, et que ces Plénipotentiaires devraient en régler les détails entre eux.

M. le comte de Clarendon trouve cet avis parfaitement juste. Des difficultés du même genre existent toujours pendant l'occupation d'un pays étranger.

M. le comte Wachtmeister croit que s'il faut discuter la question de juridiction, il serait mieux de tracer une ligne de séparation entre la justice militaire et l'administration de la justice ordinaire dans le pays.

M. le prince de la Tour d'Auvergne constate qu'en général tout ce qui touche à l'honneur et à la sûreté d'une armée d'occupation est

considéré comme étant de la compétence des tribunaux militaires. Sans cela, la position d'une armée occupant un pays étranger ne serait pas tolérable.

M. de Quaade soutient qu'un habitant du Jutland ne devrait pas être traduit devant les tribunaux de guerre pour des crimes dont les lois Danoises pourraient prendre connaissance.

M. le comte de Bernstorff répond que l'armée alliée ne pourrait jamais confier sa sûreté à l'administration du pays qu'elle occupe.

M. le prince de la Tour d'Auvergne rappelle que quel que soit l'esprit de conciliation que l'on apporte dans le règlement de questions aussi complexes et aussi délicates, il est impossible de se mettre d'accord sur tous les points, et qu'il faut s'attendre à ce que dans la pratique il y ait souvent des conflits de juridiction. Cela tient à la nature même des choses et des situations.

M. le baron de Beust fait observer que la déclaration de M. de Balan a eu pour objet de répondre à des accusations formulées antérieurement par MM. les Plénipotentiaires Danois, et qu'elle ne change rien à la possibilité de vider la question entre les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes.

M. le comte de Clarendon s'associe à l'avis émis par M. le baron de Beust. Il est convaincu que MM. les Plénipotentiaires Danois ne désirent pas recommencer la guerre le 12 Juin, à cause des détails qui pourraient être mieux réglés entre eux et MM. les Plénipotentiaires Prussiens. Il propose qu'une Sous-Commission de la Conférence soit nommée pour s'entendre à ce sujet. Il serait difficile pour la Conférence de s'en occuper.

M. de Balan répète que les Plénipotentiaires de la Prusse continueront à prêter leurs bons offices pour l'aplanissement des difficultés de détail, mais que les vues sur les exigences et les conséquences de toute occupation militaire semblent être trop divergentes pour faire espérer une entente directe. Le concours d'un de MM. les Plénipotentiaires des Puissances neutres lui paraît désirable.

M. l'Ambassadeur de France s'étant déclaré prêt, sur l'invitation de la Conférence, à prêter le sien, il est convenu que M. le Prince de la Tour d'Auvergne, M. de Quaade, et M. de Balan tâcheront de régler, autant que possible hors de la Conférence, les difficultés de détail sur l'exécution de la suspension d'armes.

Sur la question de préciser la date à laquelle la reprise des hostilités aura lieu, à moins d'une prolongation ultérieure de leur suspension, il est entendu que la suspension expire le 26 Juin au matin.

MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes se déclarent dans l'intention de se servir du télégraphe pour annoncer la prolon-

gation, dont la Conférence vient de convenir, aux Commandants-en-chef respectifs des armées de terre et de mer.

Passant à la discussion générale, M. le comte Russell cite les paroles prononcées par M. le baron de Brunnow dans la séance du 12 mai, et rapportées dans le Protocole No. 4, où il est dit : « qu'avant d'abandonner un Traité qui a été ratifié par les Puissances signataires dans l'intérêt général de l'Europe, il faudrait donner des raisons jugées satisfaisantes d'un commun accord. Ces raisons devraient être bien graves. Le Traité de 1852 a eu pour objet de consolider la paix du Nord et de sauvegarder l'équilibre Européen. Il a été conclu non-seulement entre les Puissances actuellement en guerre, mais entre toutes les Puissances qui y ont participé. Leurs Représentants réunis aujourd'hui en Conférence sont libres assurément d'échanger leurs idées sur de nouvelles combinaisons à adopter, pourvu qu'elles soient de nature à offrir à la paix de l'Europe des garanties équivalentes à celles sur lesquelles repose aujourd'hui le système de l'équilibre général. »

M. le principal Secrétaire d'État trouve que dans les séances précédentes des renseignements suffisants sur les combinaisons proposées n'ont pas été fournis à la Conférence, et qu'il faudrait des raisons plus solides que celles qu'ont fait valoir MM. les Plénipotentiaires Allemands pour s'écarter du Traité de Londres. Il s'agit de savoir comment le Danemark existerait comme Puissance indépendante dans les conditions proposées.

M. le comte de Bernstorff fait observer qu'il faudrait recommencer une discussion qu'il a cru terminée, et il rappelle que dans une séance précédente M. le comte Russell a parlé de la frontière comme étant la seule question importante à régler, et non pas du maintien du Traité de Londres.

M. le comte de Clarendon explique que M. le comte Russell a voulu dire que pour abandonner ce Traité, il faut des raisons claires et suffisantes, et qu'il faut aussi pourvoir aux moyens de le remplacer efficacement. Le premier but des délibérations de la Conférence est l'indépendance du Danemark, et c'était seulement dans le cas de l'abandon du Traité de Londres que Lord Russell a dit que la question capitale devenait celle de la frontière. En cédant une partie du Schleswig et le Lauenbourg, le Danemark devrait avoir au moins l'avantage d'une frontière qui tienne compte de ses intérêts militaires et commerciaux.

Il semble à M. le comte de Clarendon qu'il serait important de savoir comment la ligne proposée par MM. les Plénipotentiaires Allemands réunirait les garanties suffisantes, et d'après quelle base elle a été proposée.

M. le comte Apponyi déclare que les Gouvernements de l'Autriche et de la Prusse sont parfaitement d'accord sur la ligne de frontière

à proposer ; et M. le comte de Bernstorff ajoute que MM. les Plénipotentiaires Allemands ont consenti à restituer une partie du Schleswig comme compensation contre la cession du Lauenbourg par le Danemark. Quant à la ligne plus méridionale que celle d'Apenrade à Tondern, M. le comte de Bernstorff rappelle que ce n'est pas celle de son Gouvernement, mais qu'il s'était seulement engagé à la recommander à Berlin.

M. le comte Apponyi fait observer que les deux principes mis en avant par le Danemark et les Puissances neutres ont été l'indépendance, et la frontière militaire et commerciale du Danemark. Mais il y a un principe qui a une importance tout aussi grande aux yeux de l'Allemagne, c'est celui de l'indépendance politique et administrative des Duchés. C'est là le motif pour lequel les Puissances Allemandes ont fait la guerre, et ce n'est que lorsque la combinaison proposée dans ce but par les Puissances alliées a été déclarée inadmissible par le Danemark qu'elles ont demandé la séparation des Duchés.

M. le comte de Clarendon soutient que la guerre n'a pas eu, au commencement, pour objet la séparation des Duchés de la Monarchie Danoise.

M. le comte Apponyi admet qu'en effet ce ne fut pas la séparation, mais l'indépendance des Duchés que les Puissances Allemandes ont eu pour but, et que leur intention première était de sauvegarder des droits qu'elles croyaient lésés, et de maintenir des engagements qui n'avaient pas été observés.

M. le comte de Clarendon dit que ce fut donc pour émanciper une nationalité opprimée que la guerre a été faite par les deux Puissances Allemandes.

M. le Baron de Brunnow fait observer que si l'on remonte à l'origine de la guerre, il ne peut s'empêcher de rappeler que lorsque les armées alliées allaient entrer dans le Schleswig, les Puissances neutres ont été informées que l'intention des deux Puissances Allemandes n'était pas de détacher le Schleswig du Danemark, mais de posséder un gage matériel afin de contraindre le Gouvernement Danois à remplir les engagements qu'il avait contractés en 1851 et 1852, et qui n'avaient pas été mis à exécution. L'objet de la guerre n'a donc été ni d'enlever le Schleswig au Danemark, ni de séparer ce Duché en deux. Maintenant il s'agit de détacher les deux Duchés de la Monarchie Danoise. Il voudrait savoir pourquoi,

M. de Biegeleben répond que si les puissances Allemandes demandent aujourd'hui que les deux Duchés soient détachés du Danemark, c'est parceque les seules conditions sous lesquelles elles auraient pu consentir au maintien du lien dynastique ont été trouvées inadmissibles.

Ce qui aurait pu faire éviter la guerre ne suffit pas pour y mettre fin. Mais l'Autriche et la Prusse, après avoir eu recours au programme d'une séparation complète, ont prouvé de nouveau leur amour pour la paix, en proposant d'échanger une partie du Schleswig septentrional contre le Duché de Lauenbourg.

M. le baron de Brunnow dit que pour sa part, loin de repousser la proposition de l'union personnelle, il aurait été prêt à l'appuyer. Les instructions de sa Cour l'y autorisaient. Mais cette union n'a pas été proposée d'une manière positive. Elle a été subordonnée au jugement que la Diète de Francfort porterait sur les titres que le Roi Chrétien IX aurait à faire valoir comme Duc de Holstein. Ce n'était pas là une combinaison certaine, mais purement conditionnelle. Elle dépendait de la décision future que rendrait la Diète. C'est là sans nul doute le motif qui n'a point permis aux Plénipotentiaires du Danemark d'accepter cette proposition. Le baron de Brunnow termine par constater qu'elle n'a pas été repoussée par la Conférence.

M. le comte de Clarendon soutient également que l'idée de l'union personnelle n'a pas été proposée directement à la Conférence, mais qu'elle se trouvait simplement impliquée dans le projet des deux grandes Puissances Allemandes. Il est vrai que le Danemark l'a trouvée inadmissible pour de bonnes et valides raisons, et il demande si MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse peuvent consciencieusement déclarer que l'union personnelle aurait établi un état de choses solide et durable. Il prend la liberté aussi de leur demander si, dans le cas où l'union personnelle eût été acceptée par le Danemark, ils n'avaient pas l'intention de proposer une marine, une armée, et un système de finances séparés pour les Duchés, ainsi qu'une indemnité pour les frais de la guerre; et il est convaincu que MM. les Plénipotentiaires Allemands seront les premiers à reconnaître que l'autorité du Roi de Danemark ne serait alors qu'un simulacre dans les Duchés, et que l'état des choses auquel on veut porter remède ne serait que prolongé et empiré.

M. de Biegeleben répond que la proposition d'une union personnelle a été faite avec une parfaite bonne foi, qu'il ne s'agit plus maintenant de la motiver, mais que par aucun moyen on ne pouvait espérer de mettre fin aux discordes dans la Monarchie Danoise d'un jour à l'autre, et qu'en inspirant de la confiance dans la droiture de ses intentions, le Gouvernement Danois aurait pu s'assurer un avenir convenable. Quant à la réserve d'une décision future sur la succession, elle était une conséquence inévitable du principe que les droits acquis doivent être respectés.

M. le comte de Bernstorff croyait cette discussion épuisée. Il craint

que si elle doit être prolongée, il ne devienne impossible de s'entendre dans les quinze jours qui restent à la Conférence.

M. le comte de Clarendon répète qu'avant d'abandonner le Traité de Londres, il faut trouver par quoi le remplacer.

M. de Krieger dit que même si une union personnelle et purement dynastique entre le Danemark, proprement dit, d'un côté, et les Duchés réunis de Schleswig et de Holstein de l'autre, avait été proposée, ce qui n'est pas le cas, les Plénipotentiaires Danois auraient dû la repousser comme pernicieuse et comme ne laissant au Danemark qu'une fausse apparence de l'intégrité voulue par le Traité de Londres. Mais il doit faire observer expressément, qu'il ne s'est agi que d'une union personnelle éventuelle entre le Royaume de Danemark proprement dit, et les deux Duchés de Schleswig et de Holstein. S'il avait été question de l'union personnelle combinée avec le partage du Schleswig dans les limites du Traité de Londres, la question se serait présentée d'une autre manière.

M. de Biegeleben fait observer que cette déclaration confirme ce qu'il a dit sur la nécessité pour les Puissances Allemandes de demander la séparation.

M. le baron de Brunnow répète que l'intention de son Gouvernement avait été d'appuyer la proposition d'une union personnelle d'après laquelle le Roi Chrétien IX aurait été maintenu dynastiquement dans les Duchés, avec le Schleswig attaché au Danemark, et le Holstein soumis à la Confédération Germanique et aux lois Fédérales. Le Traité aurait été ainsi maintenu, puisque les droits de la Confédération y sont expressément réservés. Ses instructions toutefois faisaient dépendre son appui du consentement préalable de Sa Majesté le Roi de Danemark.

M. le baron de Beust ne comptait pas rentrer dans une discussion qu'il avait cru terminée; mais il lui paraît impossible de garder le silence, surtout après la question posée par M. le comte de Clarendon quant à la base de la frontière proposée. Il s'exprime alors dans les termes suivants :

« Je me suis abstenu d'intervenir dans la discussion qui avait lieu dans l'avant-dernière séance sur la question des frontières, ne me trouvant pas autorisé à me prononcer pour telle ou telle ligne. Les instructions que j'ai reçues depuis la Diète, après lui avoir rendu compte de la séance du 28 mai, approuvent les déclarations faites alors par moi de concert avec MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, et conséquemment c'est sur elles que j'ai à me régler. Ces déclarations se trouvent consignées dans le Protocole. M. le comte de Bernstorff, parlant au nom des Plénipotentiaires Allemands, a fait entrevoir qu'on serait disposé à céder une partie du territoire

septentrional du Schleswig et de considérer l'abandon du Duché de Lauenbourg comme un équivalent, il a dit en même temps que la ligne de démarcation proposée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne saurait remplir le but d'une paix solide et durable, puisque le principal sujet de plainte et d'agitation pour la plus grande partie des populations du Schleswig continuerait non-seulement de subsister, mais serait même infiniment aggravé par leur séparation d'avec le reste des Duchés et leur incorporation dans le Royaume de Danemark.

« Dans ma pensée les termes de cette manifestation indiquent clairement qu'on n'entend pas consentir à l'abandon de telle partie du territoire Schleswichois dont la population dans sa majorité se refuserait à l'accepter.

« Je suis heureux de constater que la Confédération, en se plaçant à ce point de vue, est dans le cas de se prévaloir de la manière dont il a plu aux Puissances neutres d'envisager la question. MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne entendent que la destinée future du Duché de Holstein, du Duché de Lauenbourg, et de la partie méridionale du Schleswig, ne serait pas réglée sans leur consentement. M. le Plénipotentiaire de France a déclaré maintenir le point de vue de son Gouvernement, d'après lequel aucun état de choses nouveau ne saurait être établi dans les territoires détachés de la Monarchie Danoise sans le concours et le consentement des populations loyalement consultées. M. le Plénipotentiaire de Suède enfin a déclaré que son Gouvernement entend que le sort futur des provinces qui seraient cédées par le Roi de Danemark ne soit pas réglé sans leur consentement.

« Il me paraît impossible d'admettre que les Puissances neutres entendent établir un principe avec l'intention d'en exclure une application logique et impartiale. Il m'est impossible de leur supposer la pensée qu'il faut consulter des populations qui doivent appartenir à l'Allemagne pour savoir si cet avenir leur convient, mais que cette précaution est inutile avec celles qui doivent y rester étrangères. Il m'est impossible enfin de ne pas rappeler que je considère le Schleswig comme ayant cessé de faire partie de la Monarchie Danoise, et que dans cet ordre d'idées ce n'est pas d'elle mais à son profit qu'il s'agit de détacher une partie du Schleswig, du consentement de son Souverain, qui ne se refusera pas à tenir compte du vœu des populations. »

M. le baron de Brunnow tient à établir que quoique M. le baron de Beust considère le Schleswig comme ayant cessé de faire partie de la Monarchie Danoise, les Puissances neutres regardent la question d'un point de vue diamétralement opposé. Quant à la proposition de

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, énoncée dans la séance du 28 mai, ils voulaient parler seulement de la partie méridionale du Schleswig, et non du Duché en entier.

M. le baron de Beust réclame le droit d'émettre ses opinions, sans avoir la prétention de les imposer aux autres Plénipotentiaires. De son côté il n'a pas pu partager l'opinion de M. le Plénipotentiaire de Russie, qui regarde le Schleswig comme partie intégrante de la Monarchie Danoise. Quant au deuxième point, il veut seulement remarquer qu'il lui est impossible d'admettre une application inégale du principe établi; et que si les populations dans la partie méridionale du Schleswig doivent être consultées au sujet de leur destinée future, il devrait en être de même avec les populations dans la partie septentrionale de ce Duché.

M. le baron de Brunnow soutient qu'à aucune époque la Confédération Germanique n'a étendu son pouvoir au delà de ses frontières. Le Holstein seul, et non pas le Schleswig, est représenté dans la Diète. A l'appui de cette vérité il cite l'Acte Constitutif de la Confédération Germanique conclu à Vienne en 1815, et il rappelle que cet Acte a été signé pour le Roi de Danemark par deux comtes de Bernstorff. Cet Acte établit clairement que le Danemark est représenté à la Diète uniquement pour le Holstein, et nullement pour le Schleswig.

M. le comte de Bernstorff répond que jamais personne n'a prétendu que le Danemark fût représenté à la Diète pour le Schleswig.

M. le comte de Clarendon demande à M. le baron de Beust depuis quelle époque le Schleswig a cessé, selon lui, de faire partie de la Monarchie Danoise. Est-ce par suite de la mort du feu Roi, ou par le droit de conquête?

M. le baron de Beust ayant répondu que c'est par suite de la mort du feu Roi, M. le comte de Clarendon fait observer que dans ce cas M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique se trouve en contradiction avec les Puissances alliées, puisque celles-ci ont envahi le Schleswig et l'ont occupé comme une garantie provisoire.

M. le baron de Beust admet que l'observation de M. le baron de Brunnow est exacte pour ce qui concerne l'Acte Fédéral, mais il soutient que le Schleswig intéresse également la Confédération. Quant au Traité de Londres il n'existe pas pour la Confédération, qui ne l'a jamais reconnu. La question de la Succession en Danemark se présente sous une autre face que celle dans les Duchés, c'est-à-dire, que l'ordre de Succession est agnatique dans ces derniers et cognatique dans le royaume. La question pour la Confédération était d'abord de savoir quel est le Souverain légitime du Holstein; mais le Duc de Holstein se trouvant appelé à succéder également dans le Schleswig par suite du même ordre agnatique, il est du devoir du Plénipoten-

tiaire de la Confédération de veiller à la manière dont on disposera du Schleswig, et de faire connaître les opinions qui prévalent dans la Diète. Les deux grandes Puissances Allemandes peuvent avoir adopté une marche différente, mais on s'est de plus en plus rapproché, et aujourd'hui l'accord entre la Confédération et les Puissances Allemandes est des plus solides.

M. le baron de Brunnow se référant à une observation faite par M. le baron de Beust, demande comment la mort de feu le Roi de Danemark Frédéric VII, a pu donner à l'Allemagne des droits qu'elle n'avait pas avant son décès? La mort de ce Souverain ne pouvait devenir pour l'Allemagne ni un motif de conquête ni un droit de Succession.

M. le baron de Beust explique que l'Allemagne ne veut pas étendre arbitrairement ses limites, mais seulement protéger les droits d'un Membre de la Confédération sur un autre pays. Il s'est agi de protéger les droits du Duc de Holstein.

M. le baron de Brunnow s'oppose à cette théorie. La question des frontières de la Confédération est réglée par les Actes du Congrès de Vienne. Cette question n'appartient pas à l'Allemagne seule, elle appartient à l'Europe. La Confédération ne peut pas étendre son territoire sans l'adhésion des autres Puissances.

M. de Balan relève que cette question s'écarte de celle de la Succession, et rappelle que M. le baron de Beust a dit que la question de l'entrée du Schleswig dans la Confédération était réservée.

M. le comte de Clarendon rappelle que quoique M. le baron de Beust ne reconnaisse pas l'existence du Traité de Londres, ce Traité a reçu l'adhésion des principaux Membres de la Confédération.

M. le baron de Beust répète que pour la Confédération il lui est impossible d'admettre aucune obligation résultant du Traité. Il croit devoir rappeler qu'il a été invité à la Conférence pour en suivre les délibérations, et parce que, d'après ce qu'il suppose, l'on désire le concours de la Confédération, qui n'est pas une Puissance belligérante, et dont il ne dépend pas par conséquent de poser les conditions de la paix, mais dont le consentement n'en sera pas moins indispensable.

M. le comte Russell croit devoir faire observer de nouveau que jusqu'au 31 janvier dernier l'Autriche et la Prusse ont reconnu le principe de l'intégrité du Danemark.

M. le comte de Bernstorff fait itérativement observer que c'est rentrer dans une discussion qui a été vidée dans les séances précédentes, et que, si cette discussion doit recommencer, il n'y a pas d'espoir d'arriver à une entente pendant les quinze jours qui restent.

M. de Biegeleben croit ne pas devoir s'expliquer sur les questions

soulevées entre M. le baron de Beust et MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Russie. Il le juge d'autant moins nécessaire que le Plénipotentiaire de la Confédération, dans la déclaration qu'il vient de lire, ne s'est énoncé qu'en son nom personnel. Il ne peut se dispenser de faire cette dernière observation aussi par rapport au mode de constater le consentement des Duchés aux conditions de la paix. Jusqu'à présent la Diète Germanique n'a pris aucune résolution ni émis aucun avis à ce sujet.

M. le comte Wachtmeister dit que si, ainsi qu'il l'a compris, M. le baron de Beust considère la mort du feu Roi comme donnant au Duc de Holstein les mêmes droits de Succession agnatique dans le Schleswig que dans le Holstein, il doit constater que selon son point de vue, le Schleswig doit au contraire suivre le même ordre de Succession que le Danemark proprement dit, auquel le Duché de Schleswig a été incorporé, pour tout ce qui concerne le droit de Succession, par les Actes de 1720.

M. de Krieger croit pouvoir s'abstenir d'une discussion sur la position politique du Duché de Schleswig, cette position étant décidée par le droit public Européen. Il tient toutefois à relever par rapport à une expression dont M. le baron de Beust s'est servi à plusieurs reprises, « que le Schleswig intéressait l'Allemagne, » qu'il faut nécessairement distinguer entre intérêt et droit. En ce qui concerne l'observation faite par M. le baron de Beust, que le Traité de Londres n'existe pas pour la Confédération Germanique, il rappelle que cette Confédération est composée de Souverains indépendants. Ces Souverains devraient être liés à Francfort par ce qu'ils ont résolu ailleurs.

M. le baron de Beust répond que l'intérêt que l'Allemagne porte au Schleswig est inspiré par un sentiment de droit très-légitime. Quant à la question de la Succession, sur le point auquel M. le comte Wachtmeister a fait allusion, il est prêt à la discuter, mais il craint d'occuper trop longtemps la Conférence.

M. de Quaade tient encore à faire une observation sur un point relatif au consentement des populations. En se référant à sa déclaration du 2 juin, il rappelle que le Roi Chrétien IX n'a consenti à une cession territoriale éventuelle qu'à la condition expresse de rester Souverain indépendant des territoires qui ne seront pas cédés.

M. le baron de Beust maintient son point de vue.

Revenant sur la question de la frontière, et se référant aux différentes lignes qui avaient été proposées, M. le comte Russell dit qu'il doit y avoir possibilité de faire un arrangement, en sauvegardant les intérêts de l'Europe et l'indépendance politique du Danemark.

M. de Balan demande pourquoi la ligne d'Apenrade ne serait pas reconnue suffisante pour ce but.

M. le comte de Clarendon tient à savoir quelles peuvent être les raisons qui ont décidé à mettre en avant cette ligne. La ligne proposée par MM. les Plénipotentiaires Anglais a été choisie comme une bonne ligne commerciale et militaire. Il tient aussi à constater que cette ligne n'a été proposée que de concours avec MM. les Plénipotentiaires des Puissances neutres, qui l'ont appuyée dans la Conférence.

M. le comte de Bernstorff ne voit pas que la ligne Anglaise réunisse ces avantages. Cette ligne n'a, selon lui, aucune base, car elle n'est ni une bonne ligne militaire, puisque les événements de la guerre ont suffisamment prouvé qu'elle ne peut être maintenue contre une grande armée, ni une ligne nationale, puisqu'elle ne sépare nullement les nationalités et laisserait même la plus grande partie des districts purement Allemands sous la domination Danoise.

Répondant à la question de M. le comte de Clarendon, M. le comte de Bernstorff dit que le premier objet de la ligne proposée par les Puissances Allemandes avait été d'échanger le Duché de Lauenbourg contre une portion du Schleswig Septentrional; que plus tard lorsque de la part des Puissances neutres on avait fait valoir qu'il fallait une bonne ligne militaire au Danemark, et que celle d'Apenrade ne satisfaisait pas à ce besoin, les Plénipotentiaires Prussiens s'étaient déclarés prêts à recommander à leur Gouvernement une ligne plus méridionale, à savoir, celle qui laisserait au Danemark la position d'Alsen et de Düppel, et lui donnerait ainsi avec l'autre position de Fionie et de Friedérícia, une ligne de défense beaucoup plus forte, comme la dernière guerre l'avait prouvé, que celle de la Schley et du Dannewirke: qu'en outre cette ligne réunissait le grand avantage de partager les deux nationalités mieux que toute autre ligne, puisque c'était celle qui avait séparé depuis la réformation, et jusqu'en 1848, l'usage des langues Allemande et Danoise dans l'église et l'école. M. le comte de Bernstorff croit que ces raisons pour suggérer la ligne en question sont de fort bonnes raisons. Il fait cependant itérativement remarquer qu'il n'a pu que promettre de la recommander à son Gouvernement, et qu'il n'est point encore autorisé à la proposer, puisque de l'autre côté on n'a rien fait jusqu'ici pour venir à la rencontre des propositions Allemandes.

M. le comte Russell fait observer que cette ligne n'a pas été acceptée par l'Autriche.

M. le comte Apponyi répond que d'après ses instructions il est autorisé à l'accepter.

Dans l'avis de M. de Biegeleben la ligne de Flensbourg à Tondern est aussi une bonne ligne commerciale.

MM. les Plénipotentiaires du Danemark maintiennent que la nationalité de la partie mixte du Schleswig est essentiellement danoise.

M. le comte de Bernstorff insiste sur la nécessité de consulter les populations mêmes pour prouver le véritable état des choses.

Par suite d'une demande faite par M. le comte Russell, M. de Quaade rappelle que son Gouvernement s'est déclaré prêt à faire de grands sacrifices pour arriver au rétablissement de la paix, mais qu'il y a des limites qu'il ne saurait dépasser. Afin d'aller aussi loin que possible dans la voie des concessions, le Gouvernement Danois pourrait adopter la proposition anglaise du 28 mai dans sa totalité ; il pourrait donc plus spécialement adopter la frontière proposée par M. le comte Russell, c'est-à-dire, une ligne de démarcation partant de l'embouchure de la Sleï et allant le long du Dannewirke jusqu'à la ville de Friedrichstadt.

M. de Krieger présente des observations contre la ligne indiquée par MM. les Ambassadeurs de l'Autriche et de la Prusse, laquelle ligne ne laisserait au Danemark que la partie la plus septentrionale du Schleswig. Il relève que S. M. le Roi de Danemark ne consentira pas à ce que le Lauenbourg soit regardé comme compensation de la partie purement danoise du Schleswig.

M. le comte de Bernstorff dit qu'il avait bien raison de dire dans la dernière séance qu'on était plus loin de s'entendre qu'on ne le supposait.

M. le baron de Brunnow engage de nouveau MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes à tâcher de se rapprocher du but qu'ils ont à cœur d'atteindre et non pas de s'en éloigner.

M. le comte Russell ayant déclaré que la ligne tracée de l'embouchure de la Sleï, et suivant la ligne du Dannewirke jusqu'à Friedrichstadt, lui paraît remplir les conditions que la Conférence a en vue, M. le comte de Bernstorff soutient que la ligne de Flensbourg à Tondern les remplit encore davantage.

La discussion est renvoyée au samedi, 18 juin, à 1 heure, afin qu'en attendant MM. les Plénipotentiaires des Puissances neutres puissent employer leurs efforts à amener un rapprochement entre les parties belligérantes.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUAADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

BEUST.

Signé : RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTOFF.

BALAN.

BRUNNOW.

Le comte WACHTMEISTER.

Protocole N° 10. — Séance du 18 juin 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;
MM. les Plénipotentiaires du Danemark ;
M. le Plénipotentiaire de France ;
M. le Plénipotentiaire de la Confédération germanique ;
MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ;
MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;
M. le Plénipotentiaire de Russie ; et
M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte de Bernstorff prend la parole et dit :

« J'ai à faire la déclaration suivante au nom des Plénipotentiaires Prussiens :

« Nous avons déjà itérativement fait remarquer que la Conférence, pour avoir les informations dont elle a besoin, devait être éclairée sur les vœux des populations du pays dont l'avenir fait l'objet de ses délibérations. Guidés par cette conviction, et d'ordre de notre Gouvernement, nous demandons que les habitants du Schleswig soient consultés au sujet des dispositions à adopter à leur égard, et qu'il ne soit pas décidé du sort d'une partie ou de la totalité de ces populations, sans que préalablement leurs vœux aient été loyalement constatés. Nous sommes autorisés à discuter le mode de l'exécution et l'étendue de l'application à donner au principe dont nous proposons l'adoption. »

Sur la demande de M. le comte Russell si les Plénipotentiaires de l'Autriche adhèrent à cette déclaration, M. le comte Apponyi s'est exprimé en ces termes :

« Les Plénipotentiaires Autrichiens se joignent à la déclaration qui vient d'être lue par MM. les Plénipotentiaires Prussiens, en tant que selon l'opinion du Gouvernement impérial le but de l'œuvre de la paix ne pourra être complètement atteint que moyennant le consentement des Duchés, exprimé par l'organe de leur Souverain et de leurs représentants légalement constitués.

« Ils doivent cependant faire observer, qu'à leur avis, la question de la cession d'une partie du Schleswig intéresse presque autant le Holstein que le Schleswig, et qu'elle n'est pas de nature à être décidée par le vœu des populations consultées par districts ou par paroisses. Sous ce rapport ils ne peuvent que se référer aux réserves qu'ils ont faites précédemment à ce sujet. »

M. de Quaade se réfère à la déclaration qu'il a faite dans la séance du 2 juin au nom du Gouvernement Danois. Il rappelle que le Roi de Danemark n'a consenti à une cession territoriale éventuelle qu'à condition d'obtenir par là une existence indépendante et parfaitement autonome pour ce qui lui resterait de ses États, et qu'il n'a été nullement question de consulter les populations des territoires qui doivent rester attachées au Danemark. Ce n'est que dans la partie qui serait cédée que l'on devrait tenir compte des vœux des populations.

M. de Krieger trouve également cette proposition inacceptable. Il comprend que dans des circonstances tout à fait extraordinaires on ait recours aux procédés exceptionnels de la consultation d'une nation ; mais ces circonstances extraordinaires ne se présentent pas, et il n'existe pas proprement une nationalité schleswickoise. Une proposition comme celle qui vient d'être faite, renferme une *petitio principii* ; il faudrait d'abord qu'il eût été prouvé qu'une partie des populations soumises au roi de Danemark devait être détachée des autres populations. Pourquoi ne consulter que les sujets schleswickois du Roi de Danemark ? Pourquoi ne pas aussi consulter tous les autres sujets de Sa Majesté ? Cette proposition ne pose donc pas le principe des nationalités, mais plutôt le principe d'une autonomie provinciale toute extraordinaire ; elle applique singulièrement aux exigences qu'on veut fonder sur une guerre un procédé auquel, en général, on n'a recours que dans les révolutions.

M. le comte de Bernstorff dit que le but de la Conférence doit être de tomber d'accord sur une ligne de frontière, et que pour cela il serait nécessaire de connaître les vœux des populations intéressées dans la question.

M. le baron de Brunnow s'exprime ainsi :

« Je regrette de me trouver dans l'obligation de déclarer que je diffère entièrement de l'opinion énoncée par MM. les Plénipotentiaires de la Prusse. Le sentiment de regret que j'éprouve est d'autant plus vif qu'il m'est pénible d'être en désaccord avec les Représentants d'une Puissance unie à la Russie par les liens d'une amitié intime. Mais si je dois de justes égards aux propositions d'une Puissance amie, j'ai des devoirs à remplir envers la Cour que j'ai l'honneur de représenter. Je dois, avant tout, maintenir les principes qui servent de règle à la politique de l'Empereur. Je m'éloignerais de ces principes si j'admettais l'appel que MM. les Plénipotentiaires de la Prusse proposent de faire aux populations du Schleswig. Dans quel but veut-on les consulter ? Il s'agit de les interroger pour savoir s'ils veulent rester fidèles à leur Souverain ? Et sous quelles circonstances cette consultation aura-t-elle lieu ? Elle se fera tandis que le pays est placé sous le régime d'une occupation militaire ? »

M. le Plénipotentiaire de Russie a rappelé ici les événements qui ont amené cette occupation. Les Cours d'Autriche et de Prusse ont déclaré qu'en prenant possession du duché de Schleswig, elles considéraient ce pays comme un gage matériel, entre leurs mains, afin d'obliger le Danemark à remplir ses engagements envers l'Allemagne. Aujourd'hui, après avoir militairement occupé ce duché, la Prusse, loin de restituer ce gage à son Souverain, propose d'en appeler aux habitants afin qu'ils décident à qui ils veulent appartenir. C'est aux paysans de Schleswig qu'on s'adresse pour qu'ils tracent la frontière d'une contrée qui forme en ce moment l'objet des délibérations de la Conférence de Londres ! Est-ce là le but dans lequel les Représentants des grandes Puissances ont été appelés à se réunir à Londres ? Le Plénipotentiaire de Russie est loin de l'admettre. Dans son opinion, les Puissances alliées ont reconnu la nécessité de se concerter avec les autres Puissances signataires du Traité de 1852 sur les arrangements qu'il conviendrait de substituer à cette transaction, après une entente établie d'un commun accord. Aujourd'hui, au lieu d'arriver à cette entente par les efforts, par les conseils réunis des Représentants des grandes Puissances de l'Europe, voudrait-on consulter les populations du Schleswig, pour subordonner à leur avis les actes de la Conférence ! Le Plénipotentiaire de Russie, pour sa part, ne saurait donner son assentiment à cette proposition.

M. le comte de Bernstorff ne voit pas pourquoi M. le baron de Brunnow a parlé exclusivement des paysans ; il y a d'autres habitants dans le duché de Schleswig : et il n'est pas même dit que les habitants doivent décider, mais que la Conférence devrait être éclairée sur les vœux des populations du pays dont l'avenir fait l'objet de ses délibérations. Quant à la question de l'occupation militaire pendant la consultation, elle n'a pas encore été discutée.

M. le baron de Brunnow dit que la proposition de consulter les sujets du roi de Danemark en vue de le déposséder serait une combinaison nouvelle de fait et un principe inadmissible en droit. Il regrette de l'entendre émettre par M. le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse.

M. le comte de Bernstorff répond qu'il n'est pas question dans la proposition de déposséder le roi de Danemark, mais seulement d'éclairer la Conférence sur la meilleure ligne de démarcation à tracer.

M. de Quaade rappelle de nouveau qu'une cession territoriale n'a été admise que conditionnellement par son Gouvernement, qui s'est réservé le droit de revenir au Traité de Londres.

Sur cette observation, M. le comte de Bernstorff donne lecture de la déclaration qui suit :

« Comme dans la dernière séance de la Conférence, la question de

la position des deux Puissances Allemandes à l'égard du Traité de Londres de 1852, que nous avons cru vidée par les longues discussions réitérées qui ont rempli les premières séances, notamment celle du 12 mai, a de nouveau été discutée, nous nous voyons obligés, pour dissiper tous les doutes qui semblent encore subsister à cet égard, de faire la déclaration suivante, qui est exactement conforme aux instructions précises que nous avons reçues de la part de notre Gouvernement à ce sujet.

« Jusqu'à la mort du Roi Frédéric VII les Puissances allemandes pouvaient espérer que la couronne de Danemark remplirait les obligations contractées envers elles, et que par là, et par la présentation, omise jusque-là, d'un projet de loi sur la succession au trône aux États des Duchés, l'ordre de succession prévu par le Traité de Londres acquerrait complètement force de loi, avant que le cas prévu de la vacance du trône arrivât.

« La mort du Roi non-seulement fit évanouir ces espérances, mais son successeur au trône danois manifesta immédiatement, par l'acte du 18 novembre, son intention de ne pas remplir ces obligations.

« Immédiatement après, le Gouvernement prussien a insisté sur la connexité de ces obligations avec l'ordre de succession projeté, entre autres dans sa dépêche à l'ambassadeur du Roi à Londres, en date du 23 novembre, et a déclaré à plusieurs reprises que, d'après cela, il devait se croire en droit de ne plus considérer le Traité de 1852 comme obligatoire.

« Il ajoutait que s'il ne proclamait pas immédiatement sa renonciation au Traité, il ne le faisait que par égard pour les autres Puissances, et dans l'espoir que le Danemark, en revenant sur la rupture ouverte de ses obligations, pourrait rétablir les conditions préliminaires de cet arrangement, et offrir la possibilité du maintien de la paix.

« Même lorsque cet espoir fut déçu, lorsqu'au 1^{er} janvier la Constitution contraire aux stipulations internationales non-seulement n'eut pas été retirée pour le Schleswig, mais eut été mise en vigueur, les deux Puissances Allemandes n'ont pas encore voulu faire un usage immédiat de leur droit. Au moment encore où le Danemark les avait obligées à prendre des mesures guerrières, elles ont déclaré, par la dépêche du 31 janvier, qu'elles n'avaient pas l'intention de mettre en question le principe de l'intégrité de la Monarchie Danoise. Mais en même temps elles ont déclaré expressément qu'une persistance ultérieure du Danemark dans la voie où il était entré, les obligerait à faire des sacrifices qui pourraient leur imposer le devoir de renoncer aux combinaisons de 1852 et de chercher à s'entendre avec les Puis-

sances signataires du Traité de Londres sur un ordre de choses différent. Le cas est complètement arrivé.

« Le Gouvernement Danois a poussé jusqu'à la dernière extrémité la persistance d'un refus, et a continué la résistance armée jusqu'au dernier moment.

« Après tous ces événements, le Gouvernement du Roi ne peut plus d'aucune façon se croire lié par les obligations qu'il avait contractées le 8 mai, 1852, sous d'autres présuppositions. Le traité a été conclu par lui avec le Danemark et non avec d'autres Puissances, et ce n'est qu'entre Copenhague et Berlin que les ratifications ont été échangées, et non entre Berlin et Londres ou Saint-Pétersbourg, etc. Si même, ce que notre Gouvernement n'accorde pas, le Traité de Londres eût été destiné à créer des obligations entre la Prusse et les Puissances neutres, ces obligations seraient caduques avec le Traité même, du moment que celui-ci le deviendrait par le non accomplissement de ses conditions préliminaires.

« En conséquence, et conformément à sa déclaration du 31 janvier, le Gouvernement du Roi se considère comme entièrement libre de toutes obligations qui pourraient être déduites du Traité de Londres de 1852, et en droit de discuter toute autre combinaison d'une façon complètement indépendante de ce Traité.

« Il est dans la nature des rapports politiques que le Gouvernement du Roi essaye de trouver, en commun avec les autres Grandes Puissances, la solution d'une question dont il n'a jamais méconnu la portée Européenne, et il n'a fait que reconnaître ces rapports naturels par le dernier passage de la déclaration du 31 janvier. En acceptant l'invitation du Gouvernement Anglais à la Conférence, il a en outre prouvé par le fait qu'il est prêt à rechercher et à discuter en commun les moyens d'y parvenir. »

M. le comte de Clarendon fait observer que le Gouvernement Prussien cherche à introduire dans le droit des gens des changements très-importants et très-graves, en voulant établir comme principe que parce que les ratifications d'un Traité n'ont été échangées qu'avec une seule Puissance par chacune des autres Puissances signataires, celles-ci seraient déliées à leur gré de leurs obligations réciproques. Ce serait une doctrine également nouvelle et dangereuse, contre laquelle il est de son devoir de protester.

Il rappelle le Traité réglant la fermeture du Bosphore aux bâtiments de guerre étrangers, dont les ratifications n'ont été échangées qu'avec la Porte, mais qui a toujours été regardé comme obligatoire pour toutes les Puissances co-signataires. « Admettez une fois, » dit-il, « qu'il est de la compétence de chaque Puissance, sous un prétexte quelconque et à sa convenance de rompre les engagements solennels

d'un Traité, le droit international serait bouleversé : il n'aurait ni force ni autorité. » Il s'associe aux observations de M. le baron Brunnow en ce qui concerne la première déclaration de M. le comte de Bernstorff, dont le but est de faire détrôner le Roi de Danemark. C'est là le véritable résultat qu'on veut obtenir en demandant aux sujets du roi s'ils veulent rester, ou non, sous son autorité. C'est encore là un principe nouveau et dangereux, qu'il a entendu avec une pénible surprise.

M. le comte de Bernstorff dit qu'il n'a parlé spécialement ni de bourgeois ni de paysans. Il désire surtout que ce soient les États du pays qui aient à se prononcer, et il ne comprend pas la surprise de lord Clarendon. Il cite la cession des Iles Ioniennes, et la consultation des vœux de leurs habitants à cet égard, comme l'exemple le plus récent, donné par l'Angleterre elle-même, de l'application de ce principe, qui n'est nullement aussi dangereux que le principe proclamé dans des pièces officielles émanées du Cabinet Britannique, d'après lequel chaque peuple qui ne serait pas content de son Gouvernement aurait le droit de le renvoyer et de s'en donner un autre. Le principe qu'il propose n'est pas non plus nouveau, puisqu'il a été appliqué dans les derniers temps presque à tous les pays qui ont changé de Maître. Il cite entre autres Naples, la Toscane, la Savoie et Nice.

M. le comte de Clarendon répond que l'Angleterre n'était pas Souveraine des Iles Ioniennes, mais qu'elle en avait accepté le protectorat dans un intérêt européen. Elle s'était déclarée prête à abandonner ce protectorat avec l'assentiment des autres Puissances, si c'était le vœu général des populations.

M. le comte de Bernstorff répond à une observation de M. le comte de Clarendon, que le Traité de Londres n'est point un traité garantissant la Monarchie Danoise, qu'au contraire il a été expressément constaté lors de sa conclusion qu'il ne donnait aucune garantie, ce qui est admis par lord Clarendon.

M. le baron de Brunnow rappelle que les Iles Ioniennes formaient un État indépendant, et qu'il ne s'agissait nullement de les détacher de leur Souverain. La question qu'il fallait résoudre se réduisait à savoir si le Gouvernement des Iles Ioniennes désirait rester sous le Protectorat Anglais en conservant son indépendance, ou bien s'il préférerait y renoncer pour se réunir au Royaume Hellénique. C'est dans ce but que le Gouvernement de S. M. Britannique a consulté les vœux du Parlement Ionien. Cette détermination a été prise de concert avec les Représentants réunis en Conférence à Londres. M. l'Ambassadeur de Prusse ne saurait l'avoir oublié, parce qu'il a pris part lui-même aux délibérations de cette Conférence. Il devrait se persuader ainsi que l'exemple des Iles Ioniennes, auquel il se réfère ne s'applique en

rien à sa proposition actuelle de consulter les habitants du Schleswig, qu'ils soient paysans ou bourgeois.

Quant au Traité de Londres, M. le baron de Brunnow s'associe en entier aux observations faites par M. le comte de Clarendon.

M. le comte de Bernstorff demande à citer un autre exemple que M. l'Ambassadeur de Russie admettra peut-être, puisque le Gouvernement de Russie y a lui-même concouru, c'est celui de la Grèce, où une révolution a eu lieu, et où un nouveau Souverain a été établi en vertu d'un plébiscite. Il ne comprend pas l'application d'un principe dans un cas, et sa répudiation dans l'autre.

M. le baron de Brunnow répond que la Grèce n'a pas été occupée par la Russie comme le Schleswig est occupé par les troupes Prussiennes; que la Grèce n'a pas été considérée non plus comme un gage matériel; enfin que le Gouvernement Impérial a concouru à reconnaître un Souverain élevé au Trône par l'Assemblée Nationale de la Grèce, mais qu'il n'a pas consulté les habitants de la Grèce pour le déposséder.

M. le comte de Bernstorff répète qu'il n'est pas question de déposer un Souverain, mais d'éclairer la Conférence sur des faits. Il est aussi prématuré de parler de la consultation des habitants de Schleswig pendant qu'il est occupé par les troupes Prussiennes, puisque les modalités de la proposition n'ont pas encore été discutées.

M. le comte de Russell tient à rappeler qu'il s'agissait en Grèce d'une révolution populaire, et que les Grecs avaient déjà constitué eux-mêmes un Gouvernement Provisoire. Revenant à la question du Danemark, M. le comte de Russell ajoute que le Traité de 1852 a eu pour objet de reconnaître le Roi comme Duc dans les Duchés. Quand S. M. le Roi actuel a succédé après la mort du feu roi, il a été reconnu dans tous ses États, et sans l'intervention de l'Allemagne il n'y aurait eu nulle part une succession plus paisible, ni plus régulière. C'est la proclamation du duc d'Augustenbourg dans le Holstein et l'invasion du Schleswig qui ont provoqué le mouvement insurrectionnel. La Révolution n'a pas été faite par les habitants, mais par les armées alliées.

MM. les Plénipotentiaires Prussiens doivent protester contre cette manière de représenter les faits, et M. le comte de Bernstorff soutient que ce sont au contraire les armées alliées qui ont empêché la révolution qui aurait éclaté tôt ou tard.

M. le prince de la Tour d'Auvergne fait observer qu'une analogie complète ne paraît pas exister entre les situations auxquelles il a été fait allusion. Dans tous les cas, le principe du partage du Schleswig ayant été admis de part et d'autre, il ne s'agit plus que de trouver le tracé de la nouvelle frontière. Il y a là un but déterminé. La consul-

tation pourrait s'appliquer aux districts mixtes sans s'appliquer à tout le Duché de Schleswig.

M. le comte de Bernstorff rappelle qu'il a fini sa déclaration en disant que le mode de l'exécution, ainsi que l'étendue de l'exécution à y donner, étaient à discuter.

M. le prince de la Tour d'Auvergne avait cru comprendre qu'il s'agissait, dans la proposition émise par M. le comte de Bernstorff, d'une consultation générale du Schleswig, et non pas d'une consultation limitée aux populations qui en seraient détachées et aux districts mixtes.

M. le comte de Wachtmeister a cru jusqu'ici que les seules populations à consulter étaient celles habitant dans les districts qui seraient volontairement cédés par le Danemark. Il considère comme impraticable de fixer le tracé d'une frontière d'après le vote des populations.

M. le comte de Bernstorff ne trouve pas que les différents points de vue soient complètement divergents. La question est ouverte, selon lui, pour la discussion relativement à l'étendue de la consultation, pour décider si elle doit être appliquée à une partie ou à la totalité du Duché.

M. de Krieger, se référant à la déclaration de M. le comte de Bernstorff sur la consultation des Schleswickois, ainsi qu'à l'assertion que les populations se seraient soulevées, si l'armée alliée n'était pas entrée dans le pays, déclare devoir formellement protester contre cette assertion. On ne saurait parler maintenant comme si une révolution dans le pays avait été prochaine. Il y a eu guerre, mais non pas une révolution. Il tient à constater que les Schleswickois étaient sujets fidèles du Roi, et qu'ils n'auraient pas eux-mêmes pris les armes. Le Danemark n'a pas accepté d'une manière générale le principe du partage, mais il a adhéré à une certaine ligne de démarcation, en exigeant en retour certaines garanties politiques, commerciales et stratégiques. La question du Schleswig ne peut pas être réduite à une question de nationalité,

M. le baron de Beust fait observer que les Schleswickois étant Danois selon M. de Krieger, il serait facile de le prouver par une consultation dont le résultat devrait être satisfaisant pour le Danemark. En le proposant on repousse le reproche si souvent entendu d'avoir envahi le Schleswig par esprit de conquête. Il serait juste d'accepter cet ordre de procéder. M. le comte de Bernstorff a dit que le but de la proposition est d'aplanir les difficultés qui s'opposent au règlement de la question. Des points de vue très-opposés se trouvent en présence. MM. les Plénipotentiaires du Danemark et des Puissances neutres ont dit que le Schleswig fait toujours partie de la monarchie danoise, et qu'il ne s'agit que d'en détacher une partie. De son côté, il a soutenu à différentes reprises, que le Schleswig a cessé de faire partie de la

Monarchie Danoise. Si, dans cette circonstance, il a pris sur lui d'exprimer une opinion qui n'avait pas encore été émise par la Diète, il peut dire maintenant que cette opinion a été confirmée et approuvée depuis par la Diète, qui ne saurait adopter la manière de voir de ces Plénipotentiaires au sujet de la disposition à faire de la partie septentrionale du Schleswig. La proposition de M. le comte de Bernstorff n'aurait pas pour résultat inévitable que le Roi de Danemark fût déposé : elle est faite dans un esprit de paix et de conciliation, et nullement pour faire voter contre le Danemark. Libre aux populations de se prononcer, ce moyen d'arriver à une solution n'est pas aussi impraticable qu'on semble le croire. Une fois qu'on adopte le principe que c'est la population qui doit décider elle-même de son sort, les Puissances se trouveraient sur un terrain neutre. M. le Plénipotentiaire de France a rappelé que les Plénipotentiaires Allemands ont accepté le partage du Schleswig en principe. Mais pourquoi? Ils l'ont accepté, sachant qu'au Nord du Schleswig il existe une population qu'on prétend être danoise et voulant être danoise. Eh bien, qu'on le constate. MM. les Plénipotentiaires Danois ont soutenu que les Schlesvickois sont très-Danois dans leurs sentiments. Il est cependant notoire qu'il y a eu beaucoup de manifestations dans ce duché en faveur de l'Allemagne, et il serait impossible pour la Confédération d'abandonner des populations placées aujourd'hui sous la protection des armes allemandes. Il s'agit plutôt de trouver une issue pratique que d'introduire un nouveau principe, et il faut employer des moyens qui donneraient à chaque partie la possibilité de se prononcer. Il ne peut pas nier que la nationalité ne soit en cause. La ligne de démarcation devrait se régler principalement d'après les éléments qui se trouvent de l'un ou de l'autre côté. On a parlé de regrets. Il y a plus d'une Cour allemande qui a regretté de voir reconnu par des Gouvernements professant des principes conservateurs un état de choses détrônant des Princes légitimes au moyen d'une invasion et du suffrage universel. Ici il ne s'agit pas même de rien d'analogue.

M. le baron de Brunnow a résumé la discussion en ces termes : « Dans cette réunion, nous choisissons des voies quelquefois divergentes pour arriver à un but qui nous est commun : je veux dire, le rétablissement de la paix. La proposition que MM. les Plénipotentiaires de la Prusse viennent d'émettre dans ce but n'a pas rencontré, au sein de la Conférence, un assentiment unanime. MM. les Plénipotentiaires de la Cour d'Autriche ont constaté en combien leurs vues diffèrent de celles de la Prusse. MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont prononcé leur dissentiment d'une manière encore plus formelle. J'ai été dans l'obligation de m'exprimer dans le même esprit. M. l'Ambassadeur de France a restreint la question aux districts mix-

tes, sans l'étendre au delà. M. le ministre de Suède et Norvège n'a point voulu préjuger à cet égard les intentions des Plénipotentiaires du Danemark. Leur réponse est décisive. Elle décline la proposition prussienne appuyée par M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique seul. Le résultat de cette délibération atteste que le mode de la solution indiquée par la Cour de Prusse n'a pas réuni les suffrages de la Conférence. »

Après avoir constaté ce résultat, M. l'Ambassadeur de Russie a cru devoir inviter M. le président à vouloir bien prendre en considération la nécessité d'aviser à une autre combinaison de nature à faciliter une transaction désirable.

M. le comte de Bernstorff demande à répondre d'abord à une observation de lord Clarendon sur le principe qui avait été posé dans la déclaration prussienne ayant rapport au Traité de Londres, et fait remarquer qu'il n'y a, autant qu'il sait, que deux Traités dont les ratifications n'ont été échangées qu'avec une seule Puissance par les Puissances co-signataires, c'est-à-dire le Traité de Londres de 1852, et celui avec la Porte sur le détroit des Dardanelles, et que l'on ne peut rien en déduire pour les autres Traités, puisque ces deux Traités ont spécialement été conclus en faveur des deux Puissances avec lesquelles les ratifications ont été exclusivement échangées par les autres Puissances co-signataires.

M. le baron de Brunnow soutient que c'est plutôt une question à décider entre Cabinets qu'à examiner en Conférence. Il s'associe d'ailleurs à l'avis de M. le comte de Clarendon à ce sujet. Il a lui-même signé le Traité relatif à la Grèce, dont les ratifications n'ont été échangées qu'avec la Cour d'Athènes. Si l'une des Puissances co-signataires venait à manquer à ses engagements, elle donnerait par là lieu de plainte aux deux autres.

M. le comte de Bernstorff rappelle que le Traité avec la Grèce est un Traité qui contient la garantie de ce royaume par les trois Puissances.

M. le comte de Clarendon ne peut pas admettre que des obligations réciproques n'ont pas été contractées par le Traité de Londres.

M. le comte Russell répondant alors à l'invitation de M. le Plénipotentiaire de Russie, donne lecture d'une proposition ainsi conçue :

« Plusieurs semaines se sont passées depuis que nous nous sommes réunis en Conférence. La dernière suspension d'armes n'a été conclue que pour l'espace de quinze jours, et elle doit expirer le 26 de ce mois.

« Mais tout imminent que paraisse le renouvellement de la guerre, on ne saurait dire que nous n'avons fait aucun progrès vers le rétablissement de la paix. Les propositions que j'ai faites dans la séance du 28 mai, et qui avaient obtenu l'assentiment préalable des Puissances neutres, ont été acceptées par le Danemark dans des termes pres-

que identiques avec ceux dont je me suis servi en les proposant à la Conférence, ainsi que dans leur principe par les Puissances Allemandes belligérantes. MM. les Plénipotentiaires Danois, en donnant leur consentement à la cession des duchés de Holstein et de Lauenbourg et au partage de Schleswig, ont demandé que la ligne de démarcation soit tracée au sud d'Eckernförde, et au sud de la ville de Schleswig, suivant la ligne du Dannewirke, jusqu'à Friederickstadt. MM. les Plénipotentiaires allemands belligérants ont proposé l'adoption d'une ligne de démarcation qui partirait d'Apenrade et finirait à Tondern et Hoyer. Le point principal du désaccord se trouve donc réduit à des limites qui n'excluent pas l'espoir d'un rapprochement.

« Aussi longtemps que de graves intérêts, ainsi que l'honneur de l'Allemagne et du Danemark, paraissent dépendre de la lutte, la proposition qui a été faite par lord Clarendon au Congrès de Paris en 1856, qui y a obtenu l'adhésion de l'Autriche, de la France, de la Prusse, de la Russie, et de la Turquie, et qui plus tard a été adoptée par toutes les Puissances principales du monde, exprimant le vœu que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux eussent recours aux bons offices d'une Puissance amie avant d'en appeler aux armes, eût été inapplicable.

« Mais maintenant que la principale question en dispute s'est réduite à celle de tracer une frontière à quelques lieues plus ou moins au nord, quand les deux parties belligérantes ont soutenu avec éclat l'honneur de leurs armes, et quand la reprise des hostilités produirait une phase nouvelle de calamités douloureuses pour l'humanité et peu dignes de la civilisation de notre siècle, les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne croient remplir un devoir sacré en proposant aux Puissances belligérantes, c'est-à-dire, à l'Autriche, à la Prusse, et au Danemark, de faire appel à une Puissance amie, afin qu'une ligne de frontière soit tracée, qui ne passerait ni au sud de la ligne indiquée par le Danemark, ni au nord de celle désignée par MM. les Plénipotentiaires Allemands. »

M. le baron de Brunnow ayant eu l'honneur de représenter S. M. l'Empereur de Russie au Congrès de Paris en qualité de second Plénipotentiaire, constate l'assentiment que Sa Majesté Impériale a accordé à la déclaration proposée alors par lord Clarendon. Il croit par conséquent se conformer aux intentions de Sa Majesté en s'associant entièrement à la proposition émise dans la même pensée par M. le comte Russell. Il se fera un devoir de solliciter à cet effet l'approbation de sa Cour.

M. le Prince de la Tour d'Auvergne dit qu'il se trouve, comme M. l'Ambassadeur de Russie, sans instructions spéciales par rapport à la proposition qui est soumise à la Conférence; mais cette proposi-

tion s'accorde entièrement avec un principe d'humanité proclamé dans le Congrès de Paris, et admis depuis par la plupart des Puissances de l'Europe; elle est d'ailleurs tellement conforme à l'esprit de conciliation et de paix qui a dicté toutes les démarches de son Gouvernement qu'il n'hésite pas à y donner une entière adhésion.

M. le comte Wachtmeister dit qu'il se trouve aussi sans instructions sur ce point, mais qu'il pense que son Gouvernement subordonnera son adhésion à l'acceptation de la proposition par le Gouvernement Danois.

M. le comte Apponyi dit que les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes ont encore plus besoin d'instructions à ce sujet que les Plénipotentiaires des Puissances neutres. Il espère qu'il recevra ces instructions avant la séance prochaine. Jusqu'ici les Cabinets de Vienne et de Berlin n'ont pas eu le temps de s'entendre sur cette nouvelle proposition.

M. le comte de Bernstorff demande à savoir quelles sont les instructions de MM. les Plénipotentiaires danois à cet égard, puisqu'il croit avoir compris qu'ils ont connu la proposition anglaise plusieurs jours avant lui, et en ont référé à Copenhague.

M. de Quaade se dit également sans instructions spéciales, mais il ne manquera pas de porter la proposition à la connaissance de son Gouvernement.

M. le comte de Bernstorff prend la proposition *ad referendum*. Il demande par qui la Puissance médiatrice serait désignée.

M. le comte Russell répond que si le principe est admis, il y aurait lieu de proposer un souverain qui réunirait l'assentiment des parties belligérantes.

M. le comte Apponyi voudrait savoir si dans la pensée de MM. les Plénipotentiaires Anglais le champ est libre pour le choix de ce Souverain. Il fait observer que parmi les Puissances neutres représentées à la Conférence, il n'y en a pas une seule qui ne se soit déjà prononcée en faveur d'un certain tracé de la frontière.

M. le comte de Clarendon répond que la proposition est d'en appeler à une Puissance amie avant de recommencer des hostilités; et malgré les idées que tels ou tels Plénipotentiaires ont pu émettre dans la Conférence, on devrait toujours compter sur l'impartialité du Souverain qui accepterait le rôle de juge.

La discussion s'étant engagée sur le sens exact à donner à la déclaration de Paris, M. le comte de Clarendon cite le texte même du Protocole de Paris, où il est dit :

« M. le comte de Clarendon, ayant demandé la permission de présenter au Congrès une proposition qui lui semble devoir être favorablement accueillie, dit que les calamités de la guerre sont encore trop

présentes à tous les esprits pour qu'il n'y ait pas lieu de rechercher tous les moyens qui seraient de nature à en prévenir le retour; qu'il a été inséré à l'article 7 du Traité de paix une stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un État ami avant d'en appeler à la force, en cas de dissentiment entre la Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires.

« M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pense que cette heureuse innovation pourrait recevoir une application plus générale et devenir ainsi une barrière opposée à des conflits qui, souvent n'éclatent que parce qu'il n'est pas toujours possible de s'expliquer et de s'entendre.

« Il propose donc de se concerter sur une résolution propre à assurer, dans l'avenir, au maintien de la paix cette chance de durée, sans toutefois porter atteinte à l'indépendance des Gouvernements.

« M. le comte Walewski se déclare autorisé à appuyer l'idée émise par M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne; il assure que les Plénipotentiaires de la France sont tout disposés à s'associer à l'insertion au Protocole d'un vœu qui, en répondant pleinement aux tendances de notre époque, n'entraverait, d'aucune façon, la liberté d'action des Gouvernements.

« M. le comte de Buol n'hésiterait pas à se joindre à l'avis des Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, si la résolution du Congrès doit avoir la forme indiquée par le comte Walewski; mais il ne saurait prendre, au nom de sa Cour, un engagement absolu et de nature à limiter l'indépendance du Cabinet autrichien.

« M. le comte de Clarendon répond que chaque Puissance est et sera seule juge des exigences de son honneur et de ses intérêts; qu'il n'entend nullement circonscrire l'autorité des Gouvernements, mais seulement leur fournir l'occasion de ne pas recourir aux armes, toutes les fois que les dissentiments pourront être aplanis par d'autres voies.

« M. le baron de Manteuffel assure que le Roi, son auguste maître, partage complètement les idées exposées par M. le comte de Clarendon; qu'il se croit donc autorisé à y adhérer et à leur donner tout le développement qu'elles comportent.

« M. le comte Orloff, tout en reconnaissant la sagesse de la proposition faite au Congrès, croit devoir en référer à sa Cour avant d'exprimer l'opinion des Plénipotentiaires de la Russie. »

M. le comte de Clarendon trouve que la cessation des hostilités a établi un état de choses analogues à celui que le Congrès de Paris avait en vue, et que par conséquent les circonstances actuelles sont favorables à l'application du principe alors établi.

M. le comte de Bernstorff exprime l'opinion que l'analogie n'est pas

complète. Il s'agit dans la déclaration d'une nouvelle guerre et non pas de la continuation d'une guerre suspendue.

M. le comte Russell explique que la seule tâche que la Puissance médiatrice devrait s'imposer serait celle de tracer la ligne de frontière et que la décision de cette Puissance à cet égard devrait être acceptée par les Puissances belligérantes comme finale.

M. le comte de Clarendon ajoute que les Puissances devraient s'en remettre entièrement sur ce point au Souverain auquel elles accorderaient leur confiance.

M. le comte de Bernstorff dit que ce serait un arbitrage, et non pas la médiation qu'on a eue en vue dans la déclaration de Paris, et il exprime l'avis qu'un arbitre aurait encore plus besoin que la Conférence d'être éclairé sur les vœux des populations et sur les autres détails se rattachant à la question.

M. le baron de Beust, se bornant à émettre son opinion personnelle, exprime son regret de ce que la proposition de M. le comte de Bernstorff n'a pas été mieux accueillie par la Conférence. Son acceptation eût facilité l'adoption de la proposition de lord Russell. Il croit devoir prévenir la Conférence que si l'on propose de confier la décision à un jugement arbitral, il y aura opposition de la part de la Confédération. Il maintient ce qu'il a dit dans la séance précédente au sujet du consentement de la Confédération à un arrangement définitif, et particulièrement par rapport au vœu des populations.

M. de Krieger fait observer que son Gouvernement a déjà au mois de janvier dernier réclamé l'application du principe de la déclaration de Paris, à un moment où l'analogie des circonstances était complète. La question de frontière n'étant pas le seul point important qui reste à régler, il serait difficile de la détacher des autres questions. Il ne suffirait pas de traiter un seul point en laissant les autres de côté.

M. le baron de Brunnow fait observer que l'intention du Congrès de Paris a été de mettre un intervalle entre la guerre et la paix. Il ne reste que huit jours d'ici à la reprise des hostilités. Ce temps suffit à peine pour en référer aux Gouvernements.

En réponse à une observation de M. de Krieger, M. le prince de la Tour d'Auvergne rappelle que le Danemark a fait dépendre son consentement à une suspension d'armes plus prolongée du règlement de la question de la frontière.

M. le comte Apponyi fait observer que la conséquence de l'acceptation de la proposition de lord Russell serait la possibilité de faire un long armistice.

M. le comte de Clarendon rappelle de son côté que MM. les Plénipotentiaires Danois ont fait dépendre la reprise des hostilités uniquement du règlement de la ligne de frontière.

M. de Krieger conteste que les Plénipotentiaires Danois aient jamais admis que la frontière fût le seul point important. Aussitôt qu'on serait entré en discussion, il y aurait eu plusieurs autres questions à traiter.

M. de Biegeleben exprime l'avis que l'acceptation de la proposition de MM. les Plénipotentiaires Anglais impliquerait la prolongation de l'armistice.

M. de Krieger fait observer que dans ce cas son Gouvernement aurait des conditions à faire, nommément par rapport à l'occupation militaire.

M. de Balan donne lecture alors de la déclaration suivante :

« Les Plénipotentiaires de Prusse ont déjà relevé dans une déclaration antérieure que leur Gouvernement, en consentant à une prolongation de la suspension d'armes pour une quinzaine de jours seulement, s'est imposé, dans son désir de se montrer conciliant jusqu'à la dernière limite, des sacrifices difficilement compatibles avec ses intérêts militaires et commerciaux. Ils ont en conséquence déclaré que le renouvellement des hostilités au 26 juin ne pourra être évité que si jusque-là une paix acceptable est assurée, ou bien si un armistice d'une durée étendue est conclu sous des modalités qui n'admettent point d'interprétation arbitraire. Ils avaient espéré que l'espace de quinze jours, qu'ils n'ont cessé de qualifier de trop court dans la discussion de la séance du 6 juin, serait du moins employé d'emblée à un échange d'idées plus suivi dans la Conférence, pour rapprocher autant que possible les vues divergentes et éclaircir en tout cas la situation. A leur regret, après un intervalle de dix jours, la moitié du terme assigné à la durée ultérieure de la suspension d'armes est passée, sans que les délibérations de la Conférence aient été reprises. L'éventualité d'une paix acceptable ne paraît, malgré les nouvelles propositions anglaises que nous venons d'entendre, pas beaucoup moins éloignée qu'il y a quinze jours. Dans cette situation nous avons reçu l'ordre exprès de préciser dès aujourd'hui les modalités sous lesquelles notre Gouvernement consentira à un armistice. Il demande que cet armistice dure six mois, avec un terme de dénonciation d'un mois. Il est encore prêt à l'admettre sur la base proposée par MM. les Plénipotentiaires Anglais dans la séance du 4 mai, appuyée alors par tous les Plénipotentiaires des Puissances neutres, acceptée plus tard par les Plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche, mais rejetée par ceux du Danemark, qui sont revenus sur une simple suspension d'armes qu'ils avaient rejetée dans la séance précédente, et que les Gouvernements Allemands ont, malgré cela, admise par un excès de conciliation. Il va sans dire que les parties belligérantes s'engageraient à ne point augmenter pendant la durée de l'armistice leurs

forces, et à ne point renforcer leurs positions militaires dans les pays qu'elles occupent. »

M. de Krieger croit pouvoir se borner à faire observer qu'il ne faut pas oublier la différence entre les conditions d'une suspension d'armes et celles d'un armistice.

M. le comte de Bernstorff dit que les conditions en question sont uniquement formulées en vue d'un armistice, que MM. les Plénipotentiaires de la Prusse sont prêts à accepter comme auparavant.

M. de Biegeleben répète que si les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes prennent la proposition *ad referendum*, la prolongation de la suspension d'armes, ou un armistice, pour la durée d'au moins deux mois, ou avec dénonciation préalable de quatre semaines, devrait s'ensuivre.

M. de Krieger exprime l'opinion personnelle que s'il y a moyen de tomber d'accord sur les autres conditions, la durée de l'armistice devrait au moins être de neuf mois.

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse se disent prêts, dans le cas où ce terme serait proposé, à prendre la proposition *ad referendum*.

Il est entendu que MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes demanderont des instructions à leurs Cours respectives par le moyen du télégraphe sur la proposition de MM. les Plénipotentiaires Anglais, et que la séance prochaine de la Conférence aura lieu le mercredi 22 juin, à 3 heures.

M. de Quaade demande à donner lecture de la déclaration qui suit :

« Bien que le Gouvernement Danois ait eu de nombreux motifs pour se plaindre de l'état des choses existant dans le Jutland depuis la suspension d'armes, les Plénipotentiaires Danois se sont pourtant abstenus, autant que possible, de porter les différents objets de plainte devant la Conférence. Ils se sont bornés à faire observer en général que les troupes alliées ne donnaient pas suite aux dispositions convenues d'une manière conforme à l'esprit qui devait le plus naturellement être prêté à la teneur de ces dispositions, teneur proposée par MM. les Plénipotentiaires Autrichiens et Prussiens mêmes. Un seul point a dû être relevé plus spécialement, celui du paiement en argent comptant, MM. les Plénipotentiaires Prussiens ayant assuré que tout avait été payé en argent tous les samedis depuis le commencement, tandis que les renseignements parvenus aux Plénipotentiaires Danois portent que pendant toute la durée du mois de mai il ne s'est pas fait un seul paiement en argent comptant pour les réquisitions faites en Jutland à la suite de la suspension d'armes.

« Le Mémoire présenté par M. le second Plénipotentiaire de Prusse à la séance précédente oblige les Plénipotentiaires Danois à se prononcer d'une manière plus explicite, pour autant qu'ils n'ont pas

déjà dit ce qui était nécessaire, et pour autant que les données qui sont à leur disposition le leur permettent. A cet effet, qu'il leur soit permis de poser comme point de départ le principe général d'après lequel les questions spéciales doivent nécessairement être jugées.

« La teneur expresse des dispositions de la suspension d'armes du 9 mai dernier n'admet pas, au point de vue de droit, que l'état de choses dans les parties occupées du Jutland soit envisagé comme s'il n'était qu'une simple interruption momentanée de l'état de guerre. Il a été stipulé d'une manière formelle et en des termes choisis par MM. les Plénipotentiaires des Puissances Allemandes eux-mêmes, que, comme équivalent de la levée simultanée du blocus devant les ports Prussiens, on n'entraverait dans le Jutland ni le commerce, ni les communications, ni la marche régulière de l'administration; or cette disposition exclut de la manière la plus positive l'état exceptionnel d'une subordination au pouvoir militaire des autorités régulières du pays, et des raisons militaires seules ne suffisent donc pas pour justifier des exigences non conformes au principe général établi par la suspension d'armes. La Conférence voudra bien se rappeler que ce principe a eu une certaine influence sur la décision du Gouvernement Danois de lever le blocus.

« En présence de ce même principe les Plénipotentiaires Danois ont de la difficulté à comprendre que ce ne soit que la communication intérieure dans les districts occupés qui ne devra pas être entravée, et il n'ont pas moins de peine à comprendre comment on voudra justifier les obstacles mis à la libre navigation des ports Jutlandais, la défense de quitter ces ports pendant la nuit, l'ordre donné aux navires de s'arrêter pour être visités par des postes militaires *ad hoc*, etc.

« Les Plénipotentiaires Danois doivent considérer comme une infraction manifeste à l'engagement de ne pas entraver la marche régulière de l'administration, que, contrairement aux lois du pays, une censure des journaux publics a été introduite, et qu'on soumet arbitrairement les habitants et les employés publics du pays aux lois et à la justice militaires. Il n'est, à leur avis, non moins incompatible avec les principes de l'arrangement convenu qu'on défende aux conscrits Jutlandais de se rendre sous les drapeaux. Pour empêcher un de ces conscrits de quitter le pays volontairement et comme simple voyageur, on a menacé son père d'emprisonnement; on a fait des recherches domiciliaires chez un employé public afin de s'assurer par ses papiers si par hasard quelqu'un voudrait s'éloigner dans le même but.

« Pour éviter autant que possible des conflits, le Gouvernement Danois s'est abstenu de faire des levées dans le Jutland; mais malgré cela quiconque veut volontairement quitter le pays a le droit de le faire, quel que soit du reste le but de son voyage.

« Les Plénipotentiaires Danois doivent également considérer comme contraire à l'engagement pris, que les autorités Prussiennes défendent l'usage du Danebrog et même font baisser de force le pavillon d'un édifice public où il sert de pavillon de douane pour indiquer, conformément aux règles administratives du pays, s'il y a des empêchements à la navigation.

« Il était, sans doute, très-difficile d'éviter que l'état créé par la suspension d'armes ne donnât lieu à des collisions. De la part du Gouvernement Danois rien n'a été négligé pour écarter ces collisions doublement pénibles pour lui ; mais la ligne de conduite observée par les troupes alliées en des cas de divergence de vue ne lui semble point conforme aux procédés auxquels il croyait à juste titre pouvoir s'attendre de la part du plus fort. Selon lui la voie naturelle à suivre par les autorités militaires quand elles croyaient avoir lieu de se plaindre des sujets du Roi, eût été, de s'adresser aux autorités supérieures du pays, et notamment au Commissaire royal, qui était prêt à mettre immédiatement ordre à de véritables contraventions, et, dans les cas douteux, à amener un arrangement à l'amiable. Au lieu de prendre cette voie on s'est fait justice à soi-même de la manière la plus arbitraire. Un employé public après l'autre a été emprisonné sous les prétextes les plus futiles, et des menaces de tout genre sont proférées. Ainsi on menace de poursuivre devant la justice militaire les employés dans les districts où les fils télégraphiques auraient été endommagés, que ces employés aient pu ou non empêcher ce désordre, et malgré que le fil télégraphique ait tout aussi bien pu être coupé par des soldats appartenant à l'armée d'occupation.

« On ne saurait dire que ceci se réduise à une simple menace. Personne n'est sûr de ce qui peut arriver quand un employé de douane, âgé de près de soixante-dix ans, a pu être mis au pain et à l'eau pour n'avoir pas voulu rendre une garantie, déposée en sûreté de droits dont les lois du pays lui imposaient le devoir de surveiller la perception régulière. »

M. de Balan dit qu'il portera naturellement la déclaration dont M. de Quaade vient de donner lecture, à la connaissance de son Gouvernement. Mais il ajoute que, quand même on réussira à éclaircir quelques assertions contradictoires et à écarter quelques malentendus, l'expérience a pourtant démontré que la coordination des autorités civiles Danoises dans les pays qui restent militairement occupés, ne peut se prolonger, et que, par conséquent, son Gouvernement n'y consentira pas.

M. le comte de Bernstorff s'étonne que MM. les Plénipotentiaires Danois n'aient pas reçu d'autres renseignements constatant que des paiements ont eu lieu. Les réquisitions dont parle la déclaration Da-

noise ne peuvent, du reste, se rapporter qu'à des voitures, puisque tous les approvisionnements des troupes sont fournis par l'Intendance militaire, qui les reçoit de Hambourg.

M. le comte de Clarendon, se référant à la proposition de M. le comte Russell, croit qu'il devient utile, puisqu'elle a été prise *ad referendum*, d'en préciser le sens afin d'empêcher tout malentendu ultérieur. Il n'admet pas l'interprétation de M. de Krieger que l'on ne saurait pas appliquer à la Déclaration du Congrès de Paris, sans faire également appel à la Puissance médiatrice pour toutes les questions en litige. Il s'agit uniquement du territoire en dispute et de la frontière. L'intention des Plénipotentiaires Anglais est de proposer que cette question du territoire entre les deux lignes indiquées soit soumise à l'arbitrage d'une Puissance amie, les Puissances belligérantes s'engageant à accepter sa décision comme finale. C'est là la proposition, et les moments sont devenus précieux en vue de la reprise prochaine des hostilités, dans le cas où elle ne serait pas acceptée.

M. de Balan donne lecture de la déclaration suivante :

« D'après des nouvelles authentiques, le capitaine de navire Danois Hammer s'est emparé de la personne de sept notables de l'île de Sylt, et les a conduits à Copenhague. Le bourg de Keitum, sur l'île de Sylt, est déclaré en état de siège.

« Les Plénipotentiaires de Prusse sont chargés de porter cet acte de violence à la connaissance de la Conférence, et de déclarer que, tandis que d'un côté il prouve à quelles mesures le Danemark doit recourir pour maintenir sa domination sur les îles Frisonnes, de l'autre il doit inévitablement provoquer des représailles. »

M. de Quaade se borne à faire observer que Sa Majesté le Roi de Danemark a les mêmes droits dans les îles Frisonnes que par exemple dans l'île de Sélande; et M. de Krieger ajoute que d'ailleurs les faits dont il s'agit, ne sont pas encore connus.

M. le comte de Bernstorff fait alors une représentation à la Conférence, sur les blocus établis ou à établir par le Danemark, dans les termes suivants :

« Conformément aux communications que le Gouvernement Prussien a adressées à différentes reprises aux Cabinets des Puissances neutres sur l'illégalité des blocus Danois, nous sommes chargés de faire observer que si le Gouvernement Danois, en renouvelant le blocus des ports de la Poméranie, n'observe pas strictement la disposition de la Déclaration de Paris du 16 avril 1856, concernant l'efficacité des blocus, et qu'ainsi une des dispositions de ce grand Acte international soit de nouveau méconnue impunément, ou même avec l'assentiment tacite des autres Puissances signataires, par une Puissance belligérante, les autres Articles de la dite Déclaration perdent,

comme de raison, également leur valeur, et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse ne saurait se regarder encore comme tenu de les respecter à l'égard du Danemark. »

M. de Bille ne saurait admettre qu'il y ait eu violation par le Danemark des dispositions de la Déclaration du Congrès de Paris sur le droit maritime.

M. le baron de Brunnow regarde la déclaration de M. le comte de Bernstorff comme de nature à mériter une considération très-sérieuse. Ce serait une chose grave s'il entraînait vraiment dans les intentions de la Prusse de rétablir la course. La sécurité de la navigation dans le Nord en serait troublée. Les autres Puissances se verraient dès lors dans l'obligation d'aviser à la protection de leur commerce.

M. le comte de Bernstorff fait observer que dans sa déclaration la course n'est pas nommée, et qu'en général il y est seulement dit que, si le Danemark n'observait pas l'un des Articles d'un Acte international à l'égard de la Prusse, celle-ci ne se regarderait pas non plus comme liée par les autres Articles du même Acte vis-à-vis du Danemark. Il demande du reste si les blocus ne dérangent pas la navigation ?

M. le baron de Beust tient à placer un mot. Les stipulations du Congrès de Paris ont eu pour objet d'amoindrir les rigueurs et les calamités résultant d'une guerre maritime pour le commerce et la navigation. C'est pour cela qu'on a stipulé que les blocus pour être obligatoires doivent être effectifs. Si un blocus s'établit en dehors de cette condition, le Gouvernement Prussien serait dans son droit en ayant recours aux représailles.

M. le baron de Brunnow demande si la Prusse peut se constituer juge et partie dans sa propre cause ?

M. le prince de la Tour d'Auvergne dit qu'il est extrêmement difficile de constater la non-efficacité d'un blocus. La Prusse est fondée à fournir à cet égard des preuves, mais c'est là une question qui ne semble pas du ressort de la Conférence, et au sujet de laquelle le Gouvernement Prussien a sans doute déjà fait parvenir des communications aux Puissances représentées dans la Conférence.

M. le comte de Bernstorff répond qu'effectivement des communications ont été adressées sur ce sujet aux Cours d'Angleterre, de France et de Russie, mais qu'autant qu'il sait, la Russie seule y a répondu jusqu'ici.

M. le comte de Wachtmeister reconnaît la difficulté de vérifier si un blocus est effectif. Le meilleur moyen, selon lui, serait d'envoyer des bâtiments de guerre sur les lieux et de se fier aux rapports des commandants.

M. le comte de Clarendon fait observer qu'il n'appartient pas au

pays bloqué de décider sur l'efficacité du blocus. C'est là une question pour les autres pays. Et même en supposant que cette stipulation n'ait pas été exécutée, est-ce que les autres stipulations sur la loi maritime adoptées par le Congrès de Paris peuvent être regardées par ce fait comme annulées?

M. le comte de Bernstorff soutient que le Danemark a déclaré un blocus illégal, et que ce fait a été prouvé.

M. de Krieger affirme qu'au contraire le blocus a été effectif, et qu'en tout cas ce n'est pas dans la Conférence que la discussion doit s'engager sur ce point.

M. le comte de Clarendon croit que les contributions levées dans le Jutland prouvent que le blocus n'a pas été inefficace. Il regarde la déclaration de M. le comte de Bernstorff comme montrant une indifférence complète au droit international. Un pays ne peut guère se plaindre qu'il n'est pas assez bloqué, et avoir pour cela recours aux représailles.

M. le comte de Bernstorff trouve au contraire dans la déclaration de son Gouvernement une preuve qu'il veut que le droit international s'espécie par tout le monde.

M. le baron de Brunnow, après avoir donné lecture du Protocole de Paris du 16 avril 1856, signale à la Conférence les termes positifs dans lesquels les Cabinets ont statué : 1. Que « la course est et demeure abolie. » Il soutient, de concert avec M. le comte de Clarendon, que la course ne saurait être rétablie sans le consentement des autres Puissances. Une seule d'entre elles ne peut pas se croire déliée de ses engagements par le fait qu'elle ne trouve pas effectif un blocus établi à son préjudice. Ces questions maritimes sont basées sur certains principes qu'il serait très-grave de remettre en doute.

M. de Balan soutient que si les réclamations adressées aux autres Puissances sur l'inefficacité du blocus restent sans réponse, la Prusse a le droit de se croire déliée des autres stipulations de la Déclaration de Paris vis-à-vis du Danemark.

M. le baron de Brunnow annonce qu'il se trouvera dans l'obligation d'appeler sur cet incident l'attention sérieuse de son Gouvernement. A son avis, chaque lettre de marque multiplierait les risques auxquels la navigation marchande pourrait se trouver exposée dans la Baltique, et les Puissances riveraines seraient appelées à aviser dans l'intérêt de leur commerce.

M. le comte Wachtmeister parle dans le même sens, et ajoute que, dans son opinion, les Puissances neutres sont les meilleurs juges et de l'efficacité d'un blocus et des mesures qu'il leur conviendra de prendre en conséquence.

M. le comte de Clarendon regarde également la déclaration comme

très-sérieuse. Il ne comprend pas qu'une Puissance, sans autre autorité que sa propre volonté, puisse dire : « Le blocus n'est pas effectif, je donne des lettres de marque. »

M. de Balan fait observer que cela n'est pas contenu dans la déclaration de son Gouvernement.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

LE COMTE WACHTMEISTER.

Protocole N° 11. — Séance du 22 juin 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche;

MM. les Plénipotentiaires du Danemark;

M. le Plénipotentiaire de France;

M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique;

MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne;

MM. les plénipotentiaires de la Prusse;

M. le Plénipotentiaire de Russie, et

M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte de Clarendon, se référant à une observation par laquelle M. le comte de Bernstorff avait dit dans la dernière séance qu'il ne connaissait que deux Traités dont les ratifications n'ont été échangées qu'avec une seule Puissance par les Puissances co-signataires, présente à la Conférence une liste de vingt et un Traités qui ont été tous conclus par la Grande-Bretagne depuis 1837, et dont les ratifications n'ont été échangées par elle qu'avec une seule des autres Parties Contractantes. Sur sa demande, cette liste se trouve annexée au présent Protocole.

M. le comte de Bernstorff rappelle qu'il s'était borné à dire, dans l'observation dont il est question, qu'il n'y avait que deux Traités analogues, « autant qu'il le savait, » et qu'il n'a eu nullement l'intention d'affirmer qu'il n'en existait pas d'autres.

M. le comte Russell ayant demandé à M. le comte Apponyi s'il avait reçu la réponse qu'il attendait de son Gouvernement au sujet de la proposition faite aux Puissances belligérantes de s'en référer à une Puissance amie pour le tracé d'une ligne de frontière, M. le premier Plénipotentiaire de l'Autriche cède la parole à M. le comte de Bernstorff qui, après avoir exprimé le désir qu'avant d'entamer la discussion sa réponse fût suivie par celle de MM. les Plénipotentiaires du Danemark, fait la déclaration suivante au nom des deux Cours alliées :

« Les Plénipotentiaires des deux Puissances Allemandes ont rendu compte à leurs Gouvernements de la proposition que MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont faite dans la dernière séance aux Puissances belligérantes, à savoir : de faire, conformément au vœu exprimé par les Puissances représentées au Congrès de Paris, dans la séance du 14 avril 1856, appel à une Puissance amie, afin qu'une ligne de frontière soit tracée qui ne passerait ni au sud de la ligne indiquée par le Danemark, ni au nord de celle désignée par les Plénipotentiaires Allemands.

« Nous sommes maintenant autorisés à déclarer, au nom de l'Autriche et de la Prusse, qu'elles sont prêtes à accepter la médiation d'une Puissance neutre, qui n'est pas représentée dans la Conférence, et ne s'est, en conséquence, pas encore prononcée dans la question ; à la condition toutefois que leurs propositions pour l'armistice seront acceptées. Elles ne pourront cependant s'engager d'avance à se regarder comme définitivement liées par l'opinion à émettre par la Puissance Médiatrice, puisque les circonstances ne leur permettent pas d'accepter une décision arbitrale. Un arbitrage ne serait, du reste, ni conforme à la Déclaration de Paris, qui n'a en vue qu'un recours aux bons offices d'une Puissance amie, ni ne répondrait aux termes mêmes de la proposition Anglaise. »

M. de Quaade donne lecture alors de la déclaration suivante :

« A la séance du 18 juin, M. le comte Russell, en se référant plus spécialement au Protocole signé le 14 avril 1856, au Congrès de Paris, a proposé aux Puissances belligérantes représentées ici de faire appel à une puissance amie, afin qu'une ligne de frontière soit tracée dans le Duché de Slesvig, laquelle ligne ne passerait pas au sud de celle placée par le Danemark au sud des villes d'Eckernforde et de Slesvig, et suivant la ligne de Dannevirke jusqu'à Friederichstadt, ni au nord de celle placée par MM. les Plénipotentiaires Autrichiens et Prussiens au sud de la ville d'Apnrade et finissant à Tonder et Hoyer.

« Cette proposition est basée sur la pensée que le Danemark aurait consenti au principe général d'un partage du Slesvig, de manière qu'il ne s'agirait que de la ligne de démarcation à tracer, auquel cas il importerait peu que cette ligne fût placée quelques lieues plus au nord ou plus au midi.

« Le Gouvernement Danois regrette sincèrement que, bien contre son attente, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ait voulu à ce point abandonner sa propre proposition du 28 mai dernier, qui demandait déjà de si grands sacrifices au Danemark, et dont nous avons lieu de croire que le Gouvernement Anglais ne s'écarterait pas pour nous proposer des sacrifices encore plus considérables.

« Le Gouvernement Danois comprend la proposition du 28 mai comme consistant dans une série de dispositions intimement liées les unes aux autres et chacune d'une importance essentielle : et c'est précisément en considération de la connexité entre ces dispositions que le Danemark a pu adhérer à la proposition même.

« Le Gouvernement Danois ne saurait donc admettre que la question de la frontière se prête particulièrement à être traitée d'une autre manière que les autres points indispensables pour une solution définitive ; et il lui est également impossible de reconnaître qu'il n'y ait pas une indifférence réelle et principielle, mais seulement la différence d'un peu plus ou d'un peu moins de territoire entre la ligne voulue par la proposition du 28 mai, et celle qui résulterait éventuellement de la proposition faite le 18 juin. Il y a évidemment une différence de principe très-essentielle entre les deux propositions.

« La première, tout en abandonnant l'ancienne frontière entre le Danemark et l'Allemagne, tient pourtant compte des considérations stratégiques et commerciales qui ne semblent pas être perdues de vue lorsqu'il s'agit de fixer la frontière d'un État : elle fait droit notamment aux conditions morales essentiellement nécessaires pour l'administration des territoires dont la cession n'est pas demandée au Roi de Danemark.

« Mais quant à la proposition du 18 juin, le Gouvernement Danois y a en vain cherché un véritable principe. La partie la plus méridionale et la partie la plus septentrionale du Duché de Slesvig sont d'abord détachées de ce pays par deux lignes de démarcation, et ces lignes, où sont-elles placées ?

« Le fait que les Plénipotentiaires Danois ont adhéré à la proposition du 28 mai en des termes presque identiques avec ceux de cette proposition, tandis que MM. les Plénipotentiaires Allemands ont proposé une ligne de démarcation qui s'écarte autant que possible de la ligne Anglaise, ce fait est maintenant tourné contre le Danemark. La proposition du 18 juin prend les deux lignes Danoise et Austro-Prus-

sienne, en laissant à un arbitrage de disposer de tout le territoire situé entre les deux lignes choisies, c'est-à-dire, de la partie la plus considérable du Duché de Slesvig, cette dépendance séculaire de la Couronne Danoise, sans qu'aucun principe n'ait été indiqué par lequel l'arbitre se laisserait guider.

« A une époque où l'objet en litige était encore intact, lorsque les Puissances Allemandes soutenaient que le Roi de Danemark avait lésé les engagements pris : à cette époque le Gouvernement Danois, convaincu de n'avoir jamais voulu que ce qui était juste, et se rappelant son adhésion au principe établi par la Déclaration de Paris de l'année 1856, exprima le désir d'un examen et d'une solution de la question en litige d'une manière conforme à l'esprit de ce principe ; mais d'après tout ce qui s'est passé dans la suite, il ne voit pas que le principe du Protocole de Paris puisse être allégué en faveur de la proposition faite en dernier lieu par le Gouvernement Anglais ; et dans ces circonstances il se trouve à son vif regret dans l'impossibilité de donner son assentiment à cette proposition. »

M. le comte Russell exprime le vif regret qu'il éprouve en entendant les réponses de MM. les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes.

M. le comte de Bernstorff n'admet pas que les Puissances Allemandes aient rejeté la proposition Anglaise, mais tient à constater qu'elles l'ont acceptée dans le sens de la Déclaration de Paris.

M. le comte de Clarendon, comme auteur de la Déclaration du Congrès de Paris dont il a été question, tient à établir que l'expression « bons offices » qu'il a employée est une expression générale qui n'exclut ni la médiation ni l'arbitrage, et que par conséquent la proposition de M. le comte Russell ne pose aucun principe contraire à cette Déclaration.

M. de Balaŋ ne regarde pas la Déclaration de Paris comme ayant une portée aussi étendue. Ayant eu l'honneur de prendre les ordres de Sa Majesté le Roi de Prusse à ce sujet dans le temps, il croit se rappeler que l'on s'est servi des expressions « vœu » et « bons offices, » parce qu'il n'y avait pas moyen de convenir de termes plus précis.

M. le comte de Clarendon soutient que le terme « bons offices » a été employé dans le but de comprendre toute espèce de médiation, et n'en exclure aucune.

M. le baron de Beust s'exprime ainsi qu'il suit :

« Les restrictions que MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse ont apportées dans leur acceptation de la proposition Anglaise tiennent essentiellement à la nature de la question qui est discutée. Elles me dispensent de faire la réserve qu'autrement j'aurais été obligé

de faire. Mais je crois de mon devoir de dire quelques mots pour justifier ces mêmes restrictions.

« Pour ma part, je regrette sincèrement de ne pas me trouver à même d'appuyer sans réserve une proposition que je reconnais parfaitement avoir le but salulaire de faire aboutir les travaux de la Confédération et d'empêcher la reprise des hostilités. La Confédération en réclamant le Slesvig pour le Duc de Holstein n'obéit point, comme on semblerait le croire, à un sentiment de convoitise. Les Gouvernements Allemands réunis à la Diète se mettraient en opposition avec leurs principes et leurs antécédents, s'ils avaient la conscience de dépouiller un Souverain étranger d'un territoire qui lui appartient. Telle n'est pas leur pensée, et tel n'est pas le véritable état de la question. Il s'agit d'une question de droit; il s'agit de faire valoir des titres que la Confédération est appelée à protéger. J'ai pu m'abstenir de chercher, dès le début de la Conférence, à lui imposer ce point de vue, pensant que ce ne serait pas le moyen de faciliter une entente avec des Puissances qui se trouvent placées dans des conditions différentes; mais je crois n'avoir jamais laissé subsister à ce sujet le moindre doute. La seule transaction qui me semble possible, je l'ai indiquée. Si elle était franchement acceptée, l'intervention appelée de commun accord d'une Puissance amie pourrait certainement contribuer à en faciliter l'exécution et à en consolider le résultat. C'est aussi dans ces limites qu'une application du Traité de Paris serait mieux indiquée qu'elle ne saurait l'être à titre de jugement arbitral sans appel. Mais que dans une question de droit nullement douteuse pour elle, la Confédération puisse se soumettre à la décision d'un tiers, dont l'impartialité la plus parfaite ne saurait constituer un titre suffisant pour la résoudre, que l'Allemagne consente à faire dépendre de cette même décision le sort des populations placées aujourd'hui sous la protection de ses armes, c'est ce qu'on ne se refusera pas à reconnaître impossible. »

M. le comte de Bernstorff soutient que l'Autriche et la Prusse ont accepté la proposition Anglaise dans les termes mêmes dans lesquels elle a été faite.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne contestent cette assertion, et citent leurs paroles rapportées dans le Protocole précédent pour prouver qu'afin d'éviter tout malentendu ils ont expliqué qu'il s'agissait d'un arbitrage qui devait être final sur la question de la frontière.

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse disent qu'ils n'ont parlé que de la proposition même, et non pas des explications dont elle a été accompagnée. Ils maintiennent que MM. les Plénipotentiaires du Danemark ont rejeté positivement la proposition, tandis que l'Autriche et la Prusse l'ont acceptée dans le sens d'une médiation.

M. de Krieger ne saurait reconnaître l'acceptation, ainsi modifiée,

comme répondant à la proposition Anglaise. Il faut observer que la médiation existe déjà dans la Conférence.

M. le comte Russell constate, et il le fait avec regret, que sa proposition a été rejetée par le Danemark, et qu'elle n'a pas été acceptée par les Puissances alliées. Quant à la réponse des Puissances Allemandes belligérantes, il lui paraît évident qu'après deux ou trois mois de travaux inutiles, la décision du Souverain Médiateur serait mise de côté dans le cas où une proportion tant soit petite des habitants d'un district en fût mécontente.

M. le Prince de la Tour d'Auvergne annonce que toutes les combinaisons qui ont été mises en avant pour arriver à un accord sur le tracé de la frontière ayant été malheureusement écartées, il croit devoir soumettre à la Conférence une nouvelle suggestion. Il s'exprime ainsi :

« Lorsque le Gouvernement de l'Empereur a donné son adhésion au projet de transaction mis en avant par le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, dans la séance du 28 mai, il espérait que les efforts des Plénipotentiaires des Puissances neutres, secondés par les dispositions conciliantes des Plénipotentiaires des Puissances belligérantes, parviendraient à amener, entre les parties intéressées, une entente sur le tracé de la ligne de frontière.

« Ces espérances ne se sont malheureusement pas réalisées. Toutes les combinaisons proposées ont été repoussées, et aucun compromis ne semble jusqu'ici avoir chance d'être accepté. Dans cette situation, le Gouvernement de l'Empereur considère comme de son devoir de faire, dans l'intérêt de la paix, une dernière suggestion. C'est en vertu de leur nationalité que les districts septentrionaux du Slesvig doivent être attribués au Danemark et ceux du sud à l'Allemagne. On n'a pas jugé utile de faire un appel au vœu des populations là où ce vœu semblait manifeste; mais on pourrait le consulter là où il est douteux et où aucun autre moyen n'existerait plus pour établir un accord. Tout en admettant l'impossibilité de prendre la nationalité pour règle absolue, dans le partage des districts mixtes du Slesvig, le Gouvernement de l'Empereur est d'avis, cependant, que l'on devrait demander à un vote des communes les éléments d'appréciation auxquels on conviendrait de s'en rapporter. Ce vote par communes permettrait de tenir dans le tracé définitif de la frontière, le compte le plus exact possible de chaque nationalité.

« Pour qu'il présentât d'ailleurs les garanties désirables, il serait utile d'établir que toute force militaire serait préalablement éloignée, et que les suffrages seraient exprimés en dehors de toute pression. Chaque Puissance pourrait, en outre, envoyer des délégués sur les lieux afin de constater la parfaite sincérité du scrutin. »

M. le comte de Bernstorff dit qu'il ne voit pas d'objection à prendre *ad referendum* la proposition que M. le Prince de la Tour d'Auvergne vient de soumettre à la Conférence, puisqu'elle part à peu près du même point de vue que la dernière proposition de son Gouvernement. Il rappelle cependant qu'il y aurait toujours la question de l'armistice à régler.

En réponse à une observation de M. le comte de Bernstorff, M. le Prince de la Tour d'Auvergne dit que les districts à consulter devraient être, suivant lui, ceux qui se trouvent situés entre la ligne de frontière proposée au nord par MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse, et la ligne indiquée au sud par MM. les Plénipotentiaires Danois.

M. le comte Apponyi, en se référant aux réserves qu'il a faites dans les séances précédentes, dit que d'après ses instructions il ne se croit pas autorisé à adhérer à la proposition qui vient d'être faite,

M. le baron de Beust serait prêt à reconnaître dans la proposition de M. le Prince de la Tour d'Auvergne un moyen de rapprochement. Il croit que l'occupation militaire n'y serait pas un obstacle, et qu'il serait facile de donner aux populations toute liberté de se prononcer, sans aucune contrainte. Répondant à M. le Plénipotentiaire de France, qui lui demande s'il entend par là la retraite des troupes Allemandes pendant la consultation, il dit que dans sa pensée personnelle il la juge possible, aussi bien que des mesures qui, sans entraver la marche de l'administration, garantiraient l'exercice parfaitement indépendant du vote.

M. le comte Russell, en demandant l'opinion de MM. les Plénipotentiaires Danois sur la proposition, dit que quant aux Plénipotentiaires Anglais, ils seraient tout disposés à s'y rallier, si le Gouvernement Danois croyait pouvoir y donner son adhésion.

M. de Quaade répond qu'il se trouve naturellement sans instructions spéciales à ce sujet et qu'il ne saurait consentir à la prendre même *ad referendum*. Il rappelle sa déclaration du 2 juin, dans laquelle il a dit que son Gouvernement ferait de grands sacrifices pour arriver au rétablissement de la paix, mais qu'il y avait des limites qu'il ne pouvait dépasser; et les instructions dont il est muni lui défendent de consentir à aucune autre ligne qu'à celle proposée par MM. les Plénipotentiaires Anglais dans la séance du 28 mai, et acceptée par le Danemark.

M. de Krieger, tout en s'associant à la réponse de M. de Quaade, se réfère à la discussion qui a eu lieu à la dernière séance au sujet de la proposition de M. le comte de Bernstorff de consulter les populations du Slesvig, et surtout à ce qui a été dit à cet égard par M. le baron de Brunnow.

M. le comte de Clarendon croit qu'il sera utile de résumer ce qui s'est passé au sujet de la ligne de frontière dite Anglaise, puisque M. de Quaade a parlé des grands sacrifices que faisait le Danemark en l'adoptant, et a même reproché au Gouvernement Anglais de s'en être maintenant écarté. Il devient donc nécessaire de constater formellement comment et pourquoi cette ligne a été proposée. Lors de la réunion de la Conférence, il paraissait être dans l'intérêt général de s'en tenir au Traité de Londres qui avait été signé par les grandes Puissances ayant chacune des représentants dans la Conférence, et dont la rupture pouvait amener des conséquences très-sérieuses. Quand on a trouvé plus tard qu'il n'y avait pas moyen de s'entendre sur le Traité, on est convenu sur la nécessité de ne pas l'abandonner sans avoir préalablement trouvé les moyens de le remplacer par les bases d'une paix solide et durable, et conforme aux sentiments des populations intéressées. C'est alors que M. le comte Russell a dû se concerter avec MM. les Plénipotentiaires des autres Puissances neutres sur la question de tracer une ligne de frontière. Ces Plénipotentiaires sont tous tombés d'accord sur une ligne qui leur a semblé réunir mieux que tout autre les avantages désirés pour le Danemark. Elle a été proposée par lord Russell en sa qualité de Président de la Conférence, comme le résultat de l'entente préalable qui s'était établie entre les représentants des Puissances neutres. Ce n'est donc pas une proposition exclusivement anglaise, mais celle que MM. les Plénipotentiaires des puissances neutres ont choisie comme leur paraissant la plus apte à remplacer le Traité. Ce serait inutile, continue lord Clarendon, de récapituler tous les obstacles que la proposition a rencontrés de la part des Puissances belligérantes. Il suffit de dire que dans l'intérêt de la paix aussi bien que dans celui du Danemark, il a fallu chercher un autre moyen de concilier les intérêts, en ne perdant pas de vue le principe de nationalité. La ligne dont il est question avait été proposée dans un but commun, dans un intérêt Européen, et non pas dans l'intention de poser un principe dont on ne saurait se départir. Il s'étonne donc du reproche qui vient d'être adressé au Gouvernement Anglais, par MM. les Plénipotentiaires Danois, de ne pas s'être tenu à cette ligne.

C'est dans l'intérêt de toutes les Puissances neutres représentées dans la Conférence que lord Clarendon tient à constater comment les faits se sont passés.

M. le baron de Brunnow s'est exprimé alors en ces termes :

« Dans la séance précédente, MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ont proposé de consulter les vœux des habitants de Slesvig sur les dispositions à adopter à leur égard.

« Conformément aux instructions de ma Cour, j'ai eu l'honneur

d'exposer à la Conférence les raisons qui ne me permettaient point de m'associer à ce plan.

« Les mêmes considérations s'appliquent aussi au règlement du sort des districts mixtes. A mon avis, la possession de ces districts doit demeurer acquise à Sa Majesté le Roi de Danemark comme un équivalent de l'abandon que ce Souverain serait prêt à faire du Lauenbourg.

« A l'appui de cette vérité, je me permettrai de rappeler à la Conférence les paroles que M. le Plénipotentiaire de France a prononcées dans la séance du 28 mai.

« M. le Prince de la Tour d'Auvergne a dit : — « Quant aux districts mixtes du centre, de quelque manière que l'on décide de leur sort, il y aura toujours là des Danois soumis à un pays Allemand, ou des Allemands soumis au Danemark. Devant l'impossibilité absolue de prendre, sur ce point, la nationalité pour règle, nous pensons qu'il serait juste de trancher le différend en faveur de la plus faible des parties, surtout quand elle subit déjà les sacrifices que cette règle lui impose sur tous les points où elle est manifestement contre elle. Mon gouvernement considère également comme essentiel que la frontière soit tracée conformément aux nécessités de la défense du Danemark, car ces nécessités doivent être prises en considération par la Conférence, dont la mission est, en donnant satisfaction aux légitimes réclamations de l'Allemagne, de veiller à ce que les arrangements nouveaux garantissent suffisamment l'indépendance du Danemark et les intérêts de l'équilibre Européen dans le nord. »

Après avoir donné lecture de ce passage du Protocole N° 6 du 28 mai M. le Plénipotentiaire de Russie a repris :

« Je me suis fait un devoir de rappeler ces paroles à la Conférence, parce qu'elles servent à préciser avec une parfaite vérité le caractère de la mission de haute équité, de conciliation et de paix, que nous avons été appelés à remplir.

« Il me reste une dernière observation à faire. Elle se rapporte à une déclaration que MM. les Plénipotentiaires du Danemark ont été chargés d'émettre dans la séance du 2 juin. Ils ont annoncé alors que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi entend que le sort futur des provinces qui seraient éventuellement cédées, ne soit pas réglé sans leur consentement.

« Je dois indiquer le point de vue sous lequel cette éventualité se présente à mes yeux, conformément aux instructions dont je suis muni.

« Dans l'opinion du Cabinet Impérial, comme je l'ai dit, il appartient à Sa Majesté le Roi Chrétien IX de se prononcer le premier, sur ce qui convient aux intérêts de son pays. Si le Roi de Danemark, en

vue d'assurer l'indépendance et le repos de ses peuples, se décide à faire une cession de territoires, il en est incontestablement le maître, en vertu de ses droits de souveraineté. Il est également libre d'attacher une condition aux sacrifices qu'il a résolu de faire.

« D'après cela, si cet auguste Souverain veut que la destinée des territoires cédés ne soit pas réglée sans leur consentement, il est dans son droit.

« Tout en respectant à cet égard la plénitude de la prérogative royale de S. M. Danoise, je dois rappeler que le plan de la transaction proposée le 28 mai par MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne a expressément établi que la question du consentement des duchés ne ferait pas l'objet du Traité de paix.

« Ce plan a obtenu l'adhésion du Cabinet Impérial. En conséquence, je dois me maintenir strictement sur la ligne que les ordres de ma Cour me prescrivent quant à l'exécution de ce plan. »

M. le Plénipotentiaire de Russie a terminé cet exposé en demandant à faire insérer au Protocole la réserve qu'il vient d'établir au nom de sa Cour.

Se référant ensuite aux observations de M. le comte de Clarendon, M. le baron de Brunnow déclare qu'il s'y associe entièrement. La Cour de Russie, en accordant son assentiment cordial au plan proposé par M. le comte Russell le 28 mai, a sincèrement apprécié les motifs qui ont déterminé le Gouvernement de S. M. Britannique à indiquer une ligne de délimitation destinée à concilier les divers intérêts qu'il importait de ménager, en vue du rétablissement de la paix. Cette intention a été reconnue et unanimement approuvée par tous les Plénipotentiaires des puissances neutres.

En conclusion, M. le baron de Brunnow constate que Lord Russell n'a jamais eu la pensée de proposer cette ligne comme un ultimatum, ni de l'imposer comme tel aux Puissances belligérantes.

M. le comte de Bernstorff déclare que les Plénipotentiaires des puissances allemandes ont toujours compris la proposition de MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne dans le sens des explications qu'il viennent d'entendre, et non pas dans celui d'un ultimatum.

M. le prince de la Tour-d'Auvergne rappelle qu'il s'était associé également à la proposition de MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, parce qu'elle avait été jugée par son Gouvernement comme parfaitement équitable; mais qu'en donnant son adhésion à cette proposition, il n'a pas entendu aliéner le moins du monde le droit des Puissances neutres de mettre en avant toute autre combinaison, si celle-ci se trouvait écartée, dans le but d'arriver à une transaction.

M. le comte Wachtmeister dit qu'il croit pouvoir se référer aux déclarations qu'il a faites dans la séance du 28 mai, et dans plusieurs

séances suivantes, sur l'adhésion donnée par son Gouvernement à la proposition faite par M. le comte Russell. « Nous avons toujours cru, » dit-il, « que la ligne de la Sleï était la dernière limite au nord, à laquelle S. M. le roi de Danemark pourrait consentir, et que la partie du district mixte et allemand qui se trouve au nord de cette limite serait acquise au Danemark, en échange du duché de Lauenbourg auquel S. M. le roi de Danemark serait disposé à renoncer. »

M. de Biegeleben en se référant à une observation de M. de Krieger, qui avait dit que la médiation existe déjà dans la Conférence, fait ressortir la différence qui existe entre une pareille médiation et celle exercée par l'initiative d'un Souverain neutre qui n'est pas représenté dans la Conférence, et demande si MM. les Plénipotentiaires Danois, quoiqu'ils aient décliné la proposition d'arbitrage, ne pourraient pas en référer à leur Gouvernement sur la question de la médiation telle qu'elle a été acceptée par les deux Puissances allemandes.

M. de Quaade répond que puisque la ligne de frontière pourrait être tracée plus au nord que celle que son Gouvernement a acceptée comme la dernière limite, il croit inutile d'en référer à Copenhague. Il faudrait d'ailleurs dans ce cas prolonger la suspension d'armes, ce qui dans les circonstances actuelles ne saurait probablement avoir lieu qu'à des conditions auxquelles son Gouvernement ne consentirait pas.

M. le comte Russell ayant quitté la salle de la Conférence pendant la séance précédente, et avant que M. le comte de Bernstorff eût fait sa déclaration sur l'inefficacité des blocus précédemment établis par le Danemark, tient à informer ce Plénipotentiaire que la dite déclaration a été soumise à l'avocat de la Reine, qui a donné l'avis que l'efficacité d'un blocus regarde plus spécialement les puissances neutres, et qu'une Cour des Prises est le tribunal qui doit en décider.

M. le comte de Bernstorff donne lecture alors de la pièce suivante :

« Le blocus des ports de Cammin, Swinemünde, Wolgast, Greifswalde, Stralsund, et Barth, décrété par le Gouvernement Danois au mois de février dernier, et annoncé comme devant entrer en vigueur à partir du 15 mars, n'a point été mis à exécution jusqu'au 11 avril, des navires sous pavillon neutre ou Prussien n'ayant pas cessé d'entrer dans ces ports ou d'en sortir. Plus tard cet état de choses n'a guère changé, car de la plupart des dits ports aucun bâtiment ennemi ne pouvait être vu. Il est vrai qu'à Swinemünde on en a aperçu quelques-uns à la fin du mois de mars et dans les premiers jours d'avril; mais là aussi depuis le 15 avril jusqu'au 9 mai aucun vaisseau ennemi ne s'est montré à l'horizon. Les vaisseaux Danois se sont bornés à stationner au nord et à l'est de l'île de Rügen, ordinairement à la hauteur du promontoire d'Arcona, et à donner la chasse

aux navires de commerce qui, venant de l'ouest, se dirigeaient vers la côte de la Poméranie. Tant à Swinemunde qu'à Stralsund, les bâtiments de la marine royale de Prusse n'ont pas cessé de croiser devant les ports de manière à permettre aux navires de commerce d'y entrer sans danger, et il est authentiquement avéré que pendant l'espace de temps entre le 18 mars et le 2 avril quatorze vaisseaux, Prussiens et neutres, sont entrés dans le seul port de Swinemünde, sans avoir été arrêtés par des vaisseaux Danois. »

M. le comte de Clarendon appelle l'attention de la Conférence sur l'importance qu'il y a à savoir, en vue de la reprise prochaine des hostilités, si la Prusse va donner suite aux doctrines énoncées par ses Plénipotentiaires dans la séance précédente, réclamant le droit de rétablir la course, dans le cas où les blocus Danois ne seraient pas effectifs.

M. le comte de Bernstorff répond que les termes de la déclaration qu'il a faite dans la dernière séance n'expriment que le principe que, si le Danemark n'observe pas strictement les dispositions d'un article de la déclaration de Paris, la Prusse ne se regardera pas non plus comme liée par les autres articles de cet acte international à l'égard du *Danemark*. Il rappelle qu'il a déjà fait observer dans la dernière séance que dans sa déclaration la course n'était pas nommée, et il ajoute que cette déclaration est destinée à réserver des droits éventuels, mais non pas à annoncer des intentions. Il n'est certainement pas dans les intentions du gouvernement Prussien de ne pas remplir les obligations qu'il a contractées envers les autres puissances signataires de la déclaration de Paris, et c'est précisément pour provoquer un échange d'idées à ce sujet que la déclaration a été faite dans la Conférence, parce que quelques-uns des Cabinets, auxquels le gouvernement Prussien s'était adressé depuis longtemps à ce sujet, ne se sont encore prononcés d'aucune manière sur la question.

Sur la demande de M. le comte Russell, M. de Quaade déclare que le gouvernement de Danemark reconnaît les stipulations contenues dans la déclaration du Congrès de Paris sur la loi maritime comme étant obligatoires.

M. de Krieger fait observer que M. le comte de Bernstorff ayant de nouveau soutenu que le blocus n'avait pas été effectif, il doit répéter que le blocus a été parfaitement effectif, mais il exprime d'ailleurs la conviction que la Conférence ne désire pas discuter des questions de de fait de cette nature.

MM. les Plénipotentiaires des puissances neutres insistent sur la nécessité de maintenir les stipulations du Congrès de Paris.

M. le baron de Brunnow, en s'associant à cette opinion, ajoute qu'il croit connaître trop bien la pensée de S. M. le roi de Prusse pour

supposer au cabinet de Berlin l'intention de vouloir rétablir la course, contrairement aux engagements réciproques qui résultent de la déclaration de Paris.

M. de Balan s'exprime en ces termes :

« Par rapport à l'observation faite par M. le premier Plénipotentiaire du Danemark dans la dernière séance, que S. M. le roi de Danemark a le même droit dans les îles Frisonnes que par exemple dans l'île de Seeland, j'ai à rappeler que l'île de Sylt n'était pas occupée le 12 mai par les Danois, mais se trouvait au contraire dans le rayon de la juridiction des armées alliées. Il est évident qu'en infestant le 14 du mois l'île de Sylt par des soldats de la marine Danoise, et en y déclarant un bourg en état de siège, le gouvernement Danois a agi contre les stipulations du 9 mai, qui portent que :

« Les parties belligérantes conviennent qu'elles conserveront leurs positions militaires respectives sur terre et par mer, et s'interdisent de les renforcer pendant la durée de la suspension des hostilités. »

M. de Quaade demande s'il a bien compris que l'île de Sylt avait été occupée par les armées alliées, et sur la réponse qu'elle n'était pas occupée non plus par l'armée Danoise, il fait observer que ce n'est pas une position stratégique, et que S. M. le Roi peut y envoyer des troupes comme dans toute autre partie de la monarchie Danoise.

M. de Krieger ajoute qu'il ne comprend pas comment on puisse considérer l'île de Sylt, à la côte occidentale du Slesvig, comme se trouvant dans le rayon de la juridiction militaire des armées alliées. Le fait contraire doit être connu de tout le monde.

M. de Balan tient à constater de nouveau que son Gouvernement consentirait à une prolongation de la suspension d'armes ou à un armistice. Il rappelle que sans cela les hostilités seront reprises le 26 juin.

M. de Quaade répond que le gouvernement Danois serait très-disposé à consentir à une prolongation de la suspension d'armes, mais que les circonstances s'y opposent et que dans tous les cas il y aurait des conditions à demander qui ne seraient pas acceptées par les puissances alliées.

M. le comte Apponyi dit que les conditions d'armistice des puissances allemandes seraient les mêmes que celles proposées dans le temps par M. le comte Russell ; mais M. de Quaade explique que ces conditions ont été trouvées inacceptables.

M. le Prince de la Tour d'Auvergne demande si MM. les Plénipotentiaires Allemands n'auraient pas de nouvelles conditions à proposer.

M. de Balan donne à entendre que la durée de l'armistice pourrait faire l'objet d'une discussion ultérieure.

M. le comte de Clarendon adresse la même question à MM. les plénipotentiaires Danois, en rappelant combien serait sérieux le renouvellement de la guerre, et que l'on ne doit pas encore abandonner tout espoir de paix, malgré les difficultés que rencontre la Conférence.

M. de Quaade répond, qu'il le regrette vivement mais qu'il n'a aucune conditions à proposer que MM. les Plénipotentiaires Allemands soient disposés à accepter. Le gouvernement Danois a déjà déclaré qu'il ne consentirait ni à un armistice ni même à la prolongation de la suspension d'armes à moins qu'il n'y eût chance sérieuse d'une solution pacifique. Il n'a pas reçu d'autres instructions depuis là-dessus, et aujourd'hui son gouvernement ne se prononcerait pas autrement.

MM. les Plénipotentiaires conviennent de se réunir le samedi, 25 juin, à 1 heure.

(Signé) : APPONYI.

BIEGKELEBEN.

G. QUAADE.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'AUVERGNE.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

LE COMTE WACHTMEISTER.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 11.

Liste des Traités conclus entre la Grande-Bretagne et plusieurs autres Puissances en même temps et dont les ratifications n'ont pas été échangées entre toutes les parties, mais seulement avec les puissances désignées à la seconde colonne.

D'UNE PART.	D'AUTRE PART	DATE.	OBJET.
Grande-Bretagne ... France.....	Villes Hansé- atiques....	9 juin..... 1837.	Traite des noirs.
Grande-Bretagne.... France.....	Toscane.....	24 novembre 1837.	Idem.
Grande-Bretagne.... France.....	Deux-Siciles..	14 février.. 1848.	Idem.

D'UNE PART.	D'AUTRE PART	DATE.	OBJET.
Grande-Bretagne.... Autriche..... France..... Prusse..... Russie.....	Pays-Bas....	19 avril.... 1839.	Séparation de la Hollande et de la Belgique.
Grande-Bretagne.... Autriche..... France..... Prusse..... Russie.....	Belgique....	19 avril.... 1839.	Idem.
Grande-Bretagne.... Autriche..... Belgique..... France..... Pays-Bas..... Prusse..... Russie.....	Confédération germanique.	19 avril.... 1839.	Grand Duché de Luxembourg.
Grande-Bretagne.... Autriche..... Prusse..... Russie.....	Turquie....	15 juillet... 1840.	Pacification du Levant.
Grande-Bretagne.... Autriche..... France..... Prusse..... Russie.....	Turquie....	13 juillet... 1841.	Convention des Détroits des Dardanelles et du Bosphore.
Grande-Bretagne.... Autriche..... Prusse..... Russie.....	Belgique....	24 février.. 1848.	Traite des noirs.
Grande-Bretagne... Autriche..... France..... Prusse..... Russie..... Suède.....	Danemark...	8 mai..... 1852.	Succession à la couronne du Danemark.
Grande-Bretagne... France..... Russie.....	Bavière..... Grèce.....	20 novembre 1852.	Succession au trône de Grèce.
Grande-Bretagne.... France.....	Sardaigne...	26 janvier.. 1855.	Accession de la Sardaigne au traité du 10 avril 1854, concernant la Turquie.
Grande-Bretagne.... France.....	Sardaigne... Turquie.....	15 novembre 1855.	Accession à la Convention anglo-française concernant les prises communes.
Grande-Bretagne.... Autriche..... France..... Prusse..... Russie..... Sardaigne.....	Turquie....	30 mars.... 1856.	Dardanelles et Bosphore.
Grande-Bretagne.... France.....	Russie.....	30 mars.... 1856.	Iles d'Aland.

D'UNE PART.	D'AUTRE PART	DATE.	OBJET.
Grande-Bretagne.... France..... Sardaigne.....	Turquie.....	13 mai.... 1856.	Prolongeant le terme fixé pour l'exécution de l'empire ottoman.
Grande-Bretagne... Autriche..... Belgique..... France..... Hanovre..... Mecklenburg-Schwerin..... Oldenburg..... Pays-Bas..... Prusse..... Russie..... Suède..... Villes Hanséatiques..	Danemark...	14 mars.... 1857.	
Grande-Bretagne.... Autriche..... Belgique..... Brésil..... Danemark..... Espagne..... France..... Mecklenburg-Schwerin..... Pays-Bas..... Portugal..... Prusse..... Russie..... Suède..... Villes Hanséatiques..	Hanovre....	22 juin.... 1861.	
Grande-Bretagne.... France..... Russie.....	Danemark...	13 juillet... 1863.	Couronnement de Grèce.
Grande-Bretagne.... Autriche..... Brésil..... Chili..... Danemark..... Espagne..... France..... Hanovre..... Italie..... Oldenburg..... Pérou..... Portugal..... Prusse..... Russie..... Suède..... Turquie..... Villes Hanséatiques..	Belgique....	16 juillet... 1863.	Rachat des droits de l'Escaut.
Grande-Bretagne.... France..... Russie.....	Grèce.....	29 mars.... 1864.	Réunion des îles Ioniennes à la Grèce.

Protocole N° 12. — Séance du 25 juin 1864.

Présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche ;
MM. les Plénipotentiaires du Danemarck ;
M. le Plénipotentiaire de France ;
M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique ;
MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne ;
MM. les Plénipotentiaires de la Prusse ;
M. le Plénipotentiaire de Russie ;
M. le Plénipotentiaire de Suède et Norvège.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le comte Russell lit la déclaration suivante :

« Les Puissances belligérantes sont à la veille de reprendre les armes. Cette détermination met fin aux délibérations qui avaient pour objet le rétablissement de la paix.

« Bien que ce but n'ait pas été atteint, il est de mon devoir de rendre justice aux efforts que les Plénipotentiaires réunis en conférence ont employés à arriver à une conclusion pacifique, et de signaler en même temps les circonstances qui ont mis obstacle à l'accomplissement de cette œuvre de conciliation.

« Dans cette vue, les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne déposent aujourd'hui aux actes de la Conférence un résumé des travaux qui ont commencé le 25 avril, et qui se terminent le 25 juin.

« Cette relation constate l'importance que les Représentans des Puissances neutres ont attachée, dès l'ouverture de la Conférence à maintenir les engagements réciproques du Traité de Londres du 8 mai 1852. Elle manifeste aussi leur résolution unanime de ne point se départir de ces engagemens avant d'avoir avisé, d'un commun accord, à de nouvelles combinaisons destinées à offrir à la paix générale des garanties équivalentes à celles qui résultaient de l'Acte Européen conclu en 1852.

« Dans cette intention les Plénipotentiaires de France, de la Grande Bretagne, de Russie, et de Suède et Norvège, ont voué leurs soins à amener une transaction équitable, destinée à sauvegarder l'indépendance de la Monarchie Danoise, après qu'une lutte inégale eut porté à l'intégrité de cet état une atteinte inévitable.

« Les bases de cette transaction ayant été acceptées en principe par les Puissances belligérantes, il restait à convenir du règlement des questions de détail qu'embrassait ce plan cordialement appuyé par les Puissances neutres.

« Le différend, réduit ainsi à des proportions étroites, aurait admis une solution heureuse, si les décisions d'une Puissance impartiale, à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Britannique recommandait de faire appel, avaient été acceptées avec une mutuelle confiance.

« Cet espoir ne se réalisera point. La relation que je vais déposer aux actes de la Conférence indiquera les circonstances qui n'ont point permis d'accomplir un plan de conciliation appuyé par les Puissances neutres et inspiré au Gouvernement de Sa Majesté Britannique par un désir sincère de prévenir le retour des calamités de la guerre.

« L'opinion publique verra avec regret que les espérances de la paix se soient évanouies parce que les parties directement engagées dans ce litige ne sont pas parvenues à s'entendre sur le tracé d'une frontière, laissant une différence de quelques milles carrés de terrain, de plus ou de moins, soit au sud, soit au nord. L'opinion publique reconnaîtra aussi que peu de jours de plus donnés à la réflexion, au lieu de recourir aux armes, auraient pu contribuer à calmer les ressentiments, à éclairer les belligérants sur leurs véritables intérêts, et à ramener les Cabinets à des résolutions pacifiques.

« Demain les hostilités vont recommencer, sans que les conseils des Puissances amies de la paix aient réussi à prévenir le renouvellement d'une lutte si profondément regrettable.

« Quelle qu'en soit l'issue, les Cours de France, de la Grande Bretagne, de Russie et de Suède, n'en restent pas moins animées du sincère désir de voir la Monarchie Danoise maintenue dans son indépendance, la conservation de cet Etat constituant un élément de l'équilibre dans le Nord.

« Leur vœu en se séparant est que ce principe demeure la base des négociations futures. »

Lecture est alors donnée du résumé des travaux de la Conférence dont M. le comte Russell, vient de parler, et cette pièce est sur sa demande annexée au présent Protocole.

M. le comte de Bernstorff tient à dire quelques mots en réponse à la déclaration de M. le comte Russell. Il s'exprime ainsi :

« Nous ne pouvons, comme de raison, pas être autorisés à faire une réponse officielle à la déclaration que M. le Président de la Conférence vient de lire, et dont nous n'avons pas connu d'avance le contenu ; mais je crois pouvoir, sans lier d'aucune manière les mains à mon Gouvernement par rapport à des événements qui appartiennent à l'avenir et à des éventualités qui ne sauraient être calculées d'avance, rappeler ici qu'il n'a jamais été dans les intentions de mon Gouvernement de menacer l'indépendance du royaume de Danemarck, mais qu'il s'est toujours uniquement agi des duchés.

M. le baron de Beust demande quel est le but du résumé dont lecture a été donnée.

M. le comte de Clarendon répond que c'est un compte rendu des séances de la Conférence, qui a été rédigé d'un commun accord par MM. les Plénipotentiaires des puissances neutres, et qui n'engage nullement la responsabilité de MM. les Plénipotentiaires des autres puissances représentées dans la conférence.

MM. les Plénipotentiaires des puissances belligérantes, ainsi que M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique, se réservent expressément le droit et la faculté d'y répondre.

M. le comte Apponyi dit qu'il a de son côté une déclaration à faire, dont la lecture lui paraît devenir surtout nécessaire après le résumé qui vient d'être communiqué à la Conférence. Sa déclaration a pour but de sauvegarder les droits et la responsabilité des gouvernements de l'Autriche et de la Prusse. Il constate en outre que l'absence d'objections de la part des Puissances Allemandes à l'acceptation de ce résumé comme annexe au Protocole ne saurait impliquer leur adhésion au contenu de ce document.

Des réserves analogues sont faites par MM. les Plénipotentiaires du Danemarck; et M. de Krieger réclame pour la réponse éventuelle de son Gouvernement la même publicité que celle qui sera accordée à l'Annexe précitée.

M. le comte Apponyi donne alors lecture de la déclaration suivante, au nom de MM. les Plénipotentiaires des cours Alliées :

« Pendant toute la durée des délibérations de la Conférence dont le résultat n'a malheureusement pas répondu au but de pacification qu'elle avait en vue, les Puissances Allemandes n'ont pas cessé d'être animées de cet esprit de paix et de conciliation qui les avait engagées à accepter l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique de se réunir en conférence à Londres pour aviser aux moyens de rétablir la paix.

« L'insurmontable opiniâtreté avec laquelle le Gouvernement Danois s'est soustrait aux engagements contractés et s'est refusé à rendre justice aux sujets Allemands du Roi-Duc, blessa gravement l'honneur national de l'Allemagne. Après que tous les moyens de conciliation tentés avec une persévérante patience furent épuisés, l'Exécution Fédérale dans le Holstein, l'occupation du Slesvig, et finalement la guerre de l'Autriche et de la Prusse contre le Danemark, devinrent inévitables.

« A la suite de combats meurtriers le continent Danois était tombé au pouvoir des puissances alliées, et la voix publique de l'Allemagne demandait hautement la rupture complète du lien qui unissait le Slesvig et le Holstein au Danemark, et la formation des

deux Duchés en un État Allemand indépendant, sous sa propre dynastie.

« Malgré cela, l'Autriche et la Prusse n'hésitèrent pas à entrer dans la Conférence avec des déclarations qui n'étaient pas dirigées en principe contre l'intégrité de la Monarchie Danoise, mais demandaient seulement que le point de droit dans la question de Succession ne fût point préjugé, et que l'indépendance politique et administrative des Duchés fût assurée.

« C'est le Danemark qui rejeta prérémptoirement comme inadmissible l'idée d'une union personnelle. Persistant dans sa fatale tendance à incorporer le Slesvig, la Cour de Copenhague repoussa les seules conditions auxquelles les puissances alliées auraient pu consentir avec honneur à la continuation de l'union des Duchés avec le Danemark.

« Dès ce moment le principe de la séparation des duchés d'avec la Couronne Danoise devint nécessairement pour les Puissances allemandes la condition principale de la paix.

« Même dans cette nouvelle phase des négociations, leurs dispositions conciliantes ne se démentirent point. On connaît la haute importance que les habitants du Slesvig et du Holstein attachent à l'intégrité des deux Duchés, et à leur réunion en un État indivisible. Ces sentiments méritent d'être respectés, et c'est donc un sacrifice considérable que l'Autriche, la Prusse, et la Confédération Germanique auraient porté à leur désir du rétablissement de la paix, en consentant à céder une partie du territoire septentrional du Slesvig à la couronne de Danemark comme compensation de la renonciation de S. M. Danoise au duché de Lauenbourg.

« Les dispositions conciliantes des puissances allemandes ne se sont pas arrêtées là. La paix qui paraissait maintenant dépendre d'une entente au sujet du tracé de la frontière aurait pu être conclue, si le Danemark n'avait pas élevé des prétentions qui devaient lui restituer le chef-lieu même du pays que les armes allemandes avaient soustrait à sa domination, et dont l'Allemagne avait le droit de réclamer la réunion intégrale avec le Holstein.

« Ce furent encore l'Autriche et la Prusse qui pendant tout le cours des négociations, et à chaque occasion, appuyèrent sur la nécessité d'une prolongation de la suspension d'armes ou de la conclusion d'un armistice formel, afin que l'œuvre de la pacification ne fût pas incessamment compromise par le danger toujours imminent du renouvellement des hostilités. A ce sujet aussi, la conduite de nos adversaires a été toute différente. Le Danemark a refusé la proposition des puissances neutres tendant à la conclusion d'un armistice qui, en échange de l'évacuation complète de Slesvig, lui aurait rendu le

Jutland. Il n'a consenti à une suspension des hostilités que pour un mois, et s'est refusé à prolonger ce terme, déjà si court, au delà de quinze jours.

« Un dernier fait signale encore la modération dont les Puissances Allemandes ont fait preuve jusqu'à la fin. Après que les Plénipotentiaires réunis en conférence eurent échoué dans leurs efforts de s'entendre sur une ligne de frontière à tirer dans le Slesvig, l'Autriche et la Prusse, se pénétrant du texte et de l'esprit du Protocole de Paris de 1856, se déclarèrent prêtes à continuer ces négociations sous la forme d'une médiation confiée à un Souverain neutre, non représenté dans la Conférence. Ce dernier moyen d'arriver à une entente, et dont l'acceptation aurait eu pour conséquence naturelle la continuation de la suspension des hostilités, offerte de nouveau par les Puissances Allemandes, fut également rejeté par le Danemark.

« En conséquence il ne reste aux Plénipotentiaires Allemands qu'un devoir à remplir, c'est celui de déclarer solennellement qu'ils déclinent au nom de leurs Gouvernements la responsabilité du sang qui sera versé et des malheurs qui résulteront du renouvellement de la guerre. Cette responsabilité ne saurait retomber sur les Puissances qu'ils ont eu l'honneur de représenter à cette Conférence. »

M. le comte de Bernstorff fait suivre cette déclaration commune par une déclaration additionnelle de MM. les Plénipotentiaires prussiens, conçue en ces termes :

« Il ne nous reste qu'à ajouter à ce que M. le comte Apponyi vient de dire au nom des Plénipotentiaires des deux Puissances Allemandes, que nous avons encore fait, au nom de la Prusse, dans l'avant-dernière séance de la Conférence, une proposition qui était essentiellement calculée à donner une solution pacifique à la question qui nous a occupés, et qu'en outre nous nous sommes déclarés prêts, dans la dernière séance, à prendre la proposition de M. l'Ambassadeur de France *ad referendum*, mais que les deux propositions en question ont été absolument rejetées par MM. les Plénipotentiaires Danois. »

M. de Quaade doit, en son nom, et en celui de ses collègues, décliner, pour son Gouvernement, toute responsabilité de la non-réussite de la négociation et du sang qui sera versé. Il constate que « le Danemark ne s'est arrêté devant aucun sacrifice, compatible avec son existence pour contribuer à l'œuvre de pacification ; et que le Gouvernement Danois est par conséquent convaincu de n'avoir aucun reproche à s'adresser si l'on n'est pas parvenu à s'entendre. La situation faite au Gouvernement Danois par les événements est bien différente de celle des Puissances Allemandes, et pour peu qu'on veuille tenir compte de cette différence,

on portera sur la conduite du Gouvernement Danois un tout autre jugement que celui formé par les Puissances Allemandes. »

M. le premier Plénipotentiaire du Danemark donne alors lecture de la déclaration suivante :

« Lorsque le Gouvernement Danois reçut l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique à une conférence dont le but était le rétablissement de la paix, il se tenait pour convaincu que le Traité conclu il y a peu d'années, et destiné à donner à l'intégrité de la Monarchie Danoise, comme condition essentielle de l'équilibre politique en Europe, un gage ultérieur de stabilité, serait maintenu par le concours de tous ceux qui avaient participé à sa conclusion.

« Le Traité de Londres du 8 mai 1852, n'était pas conditionnel ni hypothétique ; il ne dépendait pas de l'adhésion d'un tiers.

« Ce traité n'altérerait rien dans les rapports entre le Slesvig et la Couronne Danoise, dans laquelle ce pays est incorporé depuis plus d'un siècle ; il n'altérerait rien non plus dans les rapports entre les Duchés de Lauenbourg et de Holstein et la Confédération Germanique, dont le Roi de Danemark fait partie pour le Holstein et le Lauenbourg, et il ne donnait à la Confédération Germanique aucune espèce de compétence autre que celle qui revenait en vertu de l'acte fédéral et des résolutions subséquentes prises légalement par suite de cet acte. Pour ce qui regarde particulièrement le Slesvig, la Diète Germanique a reconnu déjà en 1823 que ce Duché se trouve parfaitement en dehors de toute influence de la part de la Confédération Germanique.

« Non-seulement tous les Souverains non allemands, mais aussi (à une exception près) tous les Etats plus considérables et plusieurs Etats moins considérables de l'Allemagne, participèrent à la conclusion du traité de Londres, ou adhérèrent dans la suite à ce traité. Aucun arrêté fédéral ne peut affranchir les Etats Allemands des obligations qu'ainsi ils ont prises ; la Confédération Germanique ne peut délier aucun des Souverains représentés à l'Assemblée Fédérale des obligations contractées par eux de la manière la plus solennelle. Une pratique contraire bouleverserait entièrement le principe de droit Européen, sur lequel l'existence de la Confédération est basée.

« L'autorité de la Confédération Germanique est limitée par des Traités, par l'Acte Fédéral, et par des résolutions subséquentes prises légalement par suite de cet acte. Ses membres ne sont pas légalement soumis à un vote de majorité quelconque. Le Gouvernement Danois n'a point reconnu la légalité des raisons sur lesquelles la Confédération a basé la résolution d'exécution qui fut effectuée dans le Duché de Holstein au courant de l'hiver dernier ; mais il n'a pas cru dans le temps devoir s'y opposer de force, de même qu'il s'est soumis à la suspension tout à fait illégale de l'autorité du Roi dans le Lauenbourg.

« La Prusse et l'Autriche ont pénétré à main armée dans les pays non-Allemands du Roi de Danemark. Ces Puissances ont commencé cette guerre, en alléguant comme raison que le Roi de Danemark se serait soustrait arbitrairement au remplissement de certaines obligations contractées avec la Prusse et l'Autriche.

« Le Danemark, prêt à rendre compte de ses actions réclama lui-même une médiation en conformité de la déclaration de Paris. Il accepta plus tard l'invitation à une Conférence, supposant que les transactions, dont la prétendue violation avait offert le prétexte à l'invasion, offriraient aussi la base des négociations. Le Gouvernement Danois est persuadé que si une discussion avait eu lieu sur cette base, il aurait été prouvé que ce n'est pas le Danemark qui s'est soustrait arbitrairement au remplissement de ses obligations; il croit plutôt qu'il aurait été démontré que c'est l'Allemagne qui a rendu impossible au Roi d'exécuter les intentions auxquelles les Puissances Allemandes s'étaient engagées à ne pas mettre obstacle. Cette discussion a été repoussée par la Prusse et l'Autriche, et au lieu de profiter de l'occasion qui s'offrait encore d'arriver à un arrangement à l'amiable, on a voulu se soustraire aux obligations Européennes créées par le traité de Londres.

« Les Plénipotentiaires danois n'ont pas besoin de parler ici de l'état de choses qui a été la conséquence de l'attitude prise ainsi par les Puissances allemandes. Le Gouvernement danois s'était livré à l'espoir que les sacrifices auxquels il s'était déclaré prêt en acceptant la proposition du 28 mai dernier, suffiraient pour le rétablissement de la paix; mais cet espoir n'ayant pas été réalisé il ne reste aux Plénipotentiaires danois qu'à rappeler la réserve consignée à la fin de leur déclaration du 2 juin; et ils sont chargés de déclarer expressément qu'en vertu de cette réserve le Gouvernement danois reprend dès à présent, sur le terrain du Traité de Londres du 8 mai, 1852, la position qu'il n'avait quittée que provisoirement par amour pour la paix et à la condition que la paix à conclure fût propre à remplacer les dispositions dudit Traité. »

M. le baron de Beust s'est exprimé en ces termes :

« La tâche qui m'était imposée en entrant dans la Conférence consistait principalement à maintenir intacte une question de droit. La Conférence a apprécié, je l'espère, combien son accomplissement devait limiter mes tendances personnelles à me montrer conciliant et à entrer dans des voies de transaction. Mais je me flatte de n'avoir jamais oublié les ménagements qui me semblaient nécessaires pour ne pas blesser des susceptibilités. Je n'en regrette que davantage qu'à la fin de nos délibérations seulement M. le premier Plénipotentiaire du Danemark ait soulevé des questions que je n'ai pas voulu aborder, et que

j'aurais voulu au moins discuter plus tôt. Cependant, puisqu'on veut revenir sur le Traité de 1852, je me permettrai également quelques mots à ce sujet. Il ne m'appartient pas de décider la question de savoir si après tout ce qui s'est passé à la Conférence, le Traité de Londres peut être regardé comme intact, bien qu'il me semble qu'un traité est ou valide ou ne l'est pas, et que du moment qu'on a proposé et fait accepter le contraire, ou ne peut plus prétendre qu'il le soit. Il suffit, à mon point de vue, que la Confédération n'y a jamais adhéré. Aujourd'hui, on me cite les adhésions des Gouvernements allemands. Il y en a eu en effet : il y a eu aussi des réserves, par exemple, celle de la Saxe, relativement à la compétence de la Diète. Mais qu'il me soit permis d'aller plus loin. Je n'ai jamais nié que dans le principe le Traité de Londres n'ait eu un but salutaire; quelques Gouvernements allemands l'ont même reconnu : seulement il fallait faire ce qui était nécessaire pour le rendre exécutoire. Si le Gouvernement danois avait profité des premières années après la conclusion du Traité pour faire jouir les Duchés des bienfaits d'un Gouvernement paternel, s'il avait respecté leur Constitution, respecté surtout le libre usage de la langue allemande; nul doute qu'il n'eût réussi à obtenir le consentement des agnats, des États, et de la Confédération; et alors il n'est guère probable qu'il y aurait eu des convulsions à la mort de S. M. le roi Frédéric VII. Mais les choses s'étant passées différemment, la Diète a eu à se prononcer dans des circonstances qui rendaient toute adhésion impossible.

« Les Gouvernements allemands ont dû se rappeler leurs devoirs fédéraux, et je conteste que la politique de la Confédération doive se régler d'après les actes des divers Gouvernements. Quant à l'exposé dont M. le comte Apponyi a donné lecture, je le juge conforme à la vérité. S'il fallait une preuve de plus pour constater que les deux Puissances allemandes se sont montrées conciliantes, on la trouverait dans un rapprochement entre les déclarations de leurs Plénipotentiaires et les miennes.

« Pour ce qui est enfin du résumé dont il a été donné lecture, ne pouvant ni le trouver complet, ni en partager les appréciations, je prie de ne pas prendre mon silence pour une adhésion. Chaque Plénipotentiaire sera libre à son tour de soumettre à qui de droit un résumé de la marche de la Conférence. »

M. le comte Apponyi propose à la Conférence d'adresser, avant de se séparer, des remerciements à M. le comte Russell. Il s'est exprimé ainsi :

« Messieurs ! Au moment de clôturer nos délibérations, je crois être l'interprète des sentiments de tous les Plénipotentiaires, en offrant en leur nom à M. le comte Russell tous les remerciements de la Conférence pour l'esprit de conciliation et la courtoisie avec laquelle il en a dirigé les travaux.

« Quel que soit le résultat de nos réunions, nous n'en emporterons pas moins tous un souvenir précieux de la bienveillance personnelle de notre Président. »

Cette proposition ayant été adoptée à l'unanimité, M. le comte Russell en remercie la Conférence dans les termes suivants :

« Je remercie MM. les Plénipotentiaires de l'honneur qu'ils m'ont fait.

« C'est grâce à l'aide et à l'appui qu'ils ont bien voulu m'accorder, que nos discussions ont été conduites dans l'esprit de modération et de courtoisie qu'exigeait la liberté complète avec laquelle nos opinions ont été émises.

« Je remplis un devoir bien agréable en exprimant à mes collègues de la Conférence ma vive reconnaissance pour le concours qu'ils m'ont prêté. »

Sur la proposition de M. de Balan, la Conférence adresse ses remerciements à M. Stuart pour les soins qu'il a apportés à la rédaction des Protocoles.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

Signé : APPONYI.

BIEGELEBEN.

G. QUAADÉ.

BILLE.

KRIEGER.

LA TOUR D'Auvergne.

BEUST.

RUSSELL.

CLARENDON.

BERNSTORFF.

BALAN.

BRUNNOW.

LE comte WACHTMEISTER.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 12.

**Résumé des délibérations de la Conférence de Londres
du 25 avril jusqu'au 22 juin 1864.**

A l'invitation du Gouvernement de S. M. Britannique, les Plénipotentiaires des Cours d'Autriche, de Danemark et de France, de la Confédération Germanique, des Cours de Prusse, de Russie, et de Suède et Norvège, se sont réunis en Conférence, à Londres, dans le but de

s'entendre sur les arrangements à prendre d'un commun accord, afin de rétablir la paix entre le Danemark et l'Allemagne.

La première réunion a eu lieu le 25 avril.

Pour nous rendre un compte exact de la situation relative des belligérants à cette époque, il suffit de jeter un regard sur la carte et de rappeler en peu de mots les événements qui ont précédé l'ouverture de la Conférence.

Le duché de Holstein avait été militairement occupé par les troupes fédérales, en vertu d'une mesure décrétée par la Diète de Francfort. Cette occupation, il faut le constater, s'était effectuée sans coup férir, le roi Chrétien IX ayant résolu de ne point s'opposer par la force des armes à une mesure prise par la Confédération Germanique, dont il devait reconnaître l'autorité en qualité de duc de Holstein.

Au mois de février, une armée austro-prussienne franchit l'Eider pour prendre possession du duché de Slesvig, comme un gage matériel de l'exécution des engagements contractés par le Gouvernement danois en 1851 et 1852.

Après une lutte courageuse mais inégale, les troupes danoises s'étaient repliées jusqu'au nord du Jutland.

Un combat longtemps indécis se livrait encore devant la position fortifiée de Düppel. Elle venait d'être emportée par les troupes prussiennes, la veille du jour fixé pour l'ouverture des Conférences.

Au même moment, la garnison danoise, abandonnant librement la forteresse de Frédéricia, avait livré aux alliés la clef de la position du Jutland.

A l'exception de l'extrémité septentrionale de cette province, au nord du Lime Fiord, toute la partie continentale de la Monarchie danoise se trouvait ainsi au pouvoir des alliés, à l'époque où les Plénipotentiaires allaient entrer en délibération afin d'arriver au rétablissement de la paix.

Vaincu sur terre ferme, le Danemark maintenait sa supériorité en mer. Sa marine bloquait les ports et capturait les navires marchands des Puissances allemandes.

En représaille des pertes essuyées par leur commerce, les alliés faisaient retomber sur les habitants du Jutland une contribution de guerre évaluée à 650 000 écus, ou 90 000 livres sterling.

Tel était l'état des choses au 25 avril.

Le premier soin des Plénipotentiaires de la Grande Bretagne a eu pour objet d'inviter les belligérants à consentir à une suspension des hostilités; mesure préalable également réclamée dans l'intérêt de l'humanité et dans celui des négociations confiées aux soins de la Conférence.

Cette proposition, faite par le comte Russell dans la séance du

22 avril, a été appuyée unanimement par les Plénipotentiaires de France, de Russie, et de Suède.

Une discussion prolongée s'est engagée sur la suspension simultanée des hostilités par terre et sur mer. Le Gouvernement danois a insisté d'abord sur le maintien du blocus, qu'il considérait comme l'équivalent de l'occupation des Duchés par les troupes alliées.

L'insuffisance des pouvoirs dont les Plénipotentiaires des puissances belligérantes se sont trouvés munis, s'est fait sentir une première fois durant ce débat. La nécessité de recourir à de nouvelles instructions de Copenhague, de Berlin, et de Vienne, a occasionné des délais qui ont interrompu les travaux de la Conférence de la manière la plus regrettable pour le succès de ses délibérations.

La rapidité même des communications télégraphiques s'est trouvée insuffisante pour vaincre cette difficulté! On s'en persuadera lorsqu'on saura que les voies de correspondance directe étant interdites aux Plénipotentiaires du Danemark, par l'état de guerre, ils ont été obligés de correspondre avec leur Gouvernement par la route de Saint-Petersbourg, de la Laponie et de Stockholm.

Ces circonstances expliquent comment il se fait que la question de la suspension des hostilités, abordée le 25 avril, n'a été résolue que dans la troisième séance, le 9 mai, après une perte de temps de deux semaines.

Nous abrègerons le récit de ce long débat. Dans l'opinion des Représentants des puissances neutres il eût été préférable de conclure un armistice régulier, d'une certaine durée, afin de laisser aux négociations toute la latitude nécessaire. Les Cours de Prusse et d'Autriche se sont montrées prêtes à consentir à cette proposition. Le Cabinet danois n'a point voulu y adhérer, car les mesures de représailles par mer étant les seules qui fussent au pouvoir du Danemark, il est facile à comprendre que les Plénipotentiaires danois n'aient pas voulu priver leur Gouvernement de cette arme, pendant un espace de temps trop prolongé, surtout dans la Baltique, où la navigation est de courte durée.

Nous indiquons cette considération dans un esprit de stricte équité, quelque nuisible que fût pour la négociation elle-même la restriction apportée par le Danemark à la suspension des hostilités.

Le Gouvernement danois l'a limitée à quatre semaines, savoir, du 12 mai au 12 juin.

Le Protocole n° 3 détermine les conditions de cette trêve. Elles peuvent se résumer en ces termes :

« Il y aura suspension d'hostilités sur mer et par terre, à dater du 12 mai, pour l'espace d'un mois;

« Le même jour le Danemark lèvera les blocus;

« La Prusse et l'Autriche s'obligent, pendant la suspension des hostilités, à ne pas entraver, dans les parties du Jutland occupées par leurs armées le commerce, ni les communications, ni la marche régulière de l'administration ; à ne point lever de contributions de guerre, mais à payer au contraire tout ce qui serait fourni aux troupes allemandes qui continueront seulement à occuper leurs positions stratégiques actuelles ;

« Les parties belligérantes conviennent qu'elles conserveront leurs positions militaires respectives sur terre et par mer ; et s'interdisent de les renforcer pendant la suspension des hostilités ;

« Notification officielle en sera faite aux commandants des forces belligérantes de terre et de mer par leurs Gouvernements respectifs . »

Cette notification n'est pas arrivée à temps pour empêcher le combat naval qui a eu lieu à peu de distance de l'île d'Heligoland. Mais les coups de canon échangés entre les forces respectives ont été les derniers depuis cette époque jusqu'à ce jour.

La Conférence n'a pas à regretter d'avoir offert aux belligérants, et procuré au commerce, cet intervalle de sécurité et de repos.

Après avoir obtenu ce premier résultat, les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne ont proposé de procéder, dans la prochaine séance, à la discussion de préliminaires de paix.

Dans ce but, le 12 mai lord Russell, après avoir rappelé l'adhésion donnée par les Cours de Vienne et de Berlin à la proposition de se réunir en Conférence à Londres pour aviser aux moyens de rétablir la paix, a reconnu qu'il appartenait à MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse d'exposer les motifs qui ont engagé leurs Gouvernements à occuper une grande partie du territoire danois, et de faire connaître les intentions de leurs Cours en vue du rétablissement d'une paix solidé.

En réponse à cet appel, M. le premier Plénipotentiaire de Prusse a cru devoir déclarer que les Puissances allemandes, avant d'entrer en discussion sur les conditions du rétablissement de la paix avec le Danemark, doivent faire observer qu'elles regardent « le terrain de la discussion comme entièrement libre de toute restriction résultant d'engagements qui peuvent avoir existé avant la guerre entre leurs Gouvernements et le Danemark. » « En revendiquant ainsi pour elles-mêmes une entière liberté de discussion et la faculté de faire telles propositions qu'elle jugeront de nature à assurer une pacification solide et durable, les Puissances allemandes n'entendent exclure aucune combinaison qui pourra servir à faire atteindre ce but, sans porter préjudice à des droits acquis. »

Les développements dans lesquels MM. les Plénipotentiaires des Cours allemandes sont entrés à ce sujet durant les séances du 12 et

du 17 mai ont mis au grand jour une divergence complète d'opinion entre tous les membres de la Conférence quant à la validité des engagements résultant du Traité de Londres de 1852.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont maintenu le respect dû aux obligations réciproques contractées par toutes les puissances signataires de ce Traité. Ils ont fait observer que quoique la guerre puisse, à la rigueur, dissoudre un Traité entre deux puissances devenues belligérantes, elle ne saurait dégager ces puissances de leurs obligations envers les autres puissances co-signataires du même Traité. Ils ont démontré qu'avant de déchirer cet Acte il faudrait justifier cette décision par des raisons satisfaisantes. Enfin avant de se départir d'une transaction il faudrait dire par quoi on prétend la remplacer.

Le Plénipotentiaire de Russie s'est énoncé entièrement dans le même esprit. « Il a maintenu qu'avant d'abandonner un Traité qui a été ratifié par les puissances signataires, dans l'intérêt général de l'Europe, il faudrait donner des raisons jugées satisfaisantes d'un commun accord. Ces raisons devraient être bien graves. Le Traité de 1852 a eu pour objet de consolider la paix du Nord et de sauvegarder l'équilibre européen. Il a été conclu non-seulement entre les Puissances actuellement en guerre, mais entre toutes les Puissances qui y ont participé. Leurs Représentants, réunis aujourd'hui en Conférence, sont libres assurément d'échanger leurs idées sur de nouvelles combinaisons à adopter, pourvu qu'elles soient de nature à offrir à la paix de l'Europe des garanties équivalentes à celles sur lesquelles repose aujourd'hui le système de l'équilibre général. »

M. le Ministre de Suède, en adhérant au point de vue développé par le Plénipotentiaire de Russie, a fait observer que comme Plénipotentiaire d'une des Puissances signataires du Traité de 1852, il doit maintenir cette base de négociation jusqu'à ce qu'il soit prouvé qu'elle est insuffisante pour atteindre le but de la Conférence actuelle; qu'avant de l'abandonner il faut tout au moins connaître la nature exacte des arrangements que l'on propose d'y substituer.

M. l'Ambassadeur de France, animé des mêmes dispositions conciliantes, a demandé aux Plénipotentiaires allemands si, dans le cas où les arrangements de 1851 et de 1852 ne seraient pas susceptibles d'être maintenus, ils ne croiraient pas possible d'y substituer de nouvelles combinaisons, sans s'écarter du cercle tracé par les stipulations du Traité.

M. de Quaade a soutenu que son Gouvernement regarde le Traité de 1852 comme étant toujours en vigueur. M. le baron de Beust a constaté que sa validité n'a jamais été reconnue par la Confédération.

En présence de doctrines aussi divergentes, on ne pouvait guère

s'attendre à parvenir à un résultat conforme à la pensée de conciliation et de paix dans laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Britannique avait invité les Cabinets à se faire représenter en Conférence à Londres.

Cependant, quelque incertain que parût, dès l'origine, l'espoir d'arriver à une conclusion satisfaisante, les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, dans un complet accord avec les Plénipotentiaires des Puissances neutres, n'en persistèrent pas moins dans leurs efforts afin d'amener un rapprochement entre les deux parties belligérantes.

Animé par ce désir, le comte Russell a ouvert la séance du 17 mai par rappeler l'engagement pris par M. le comte de Bernstorff d'annoncer les bases de pacification que les Cours d'Autriche et de Prusse se proposaient de soumettre à la Conférence.

Le Protocole n° 5 expose les moyens que les Plénipotentiaires allemands ont considérés comme les plus propres à amener une pacification solide et durable. Selon l'expression de M. le comte de Bernstorff, « c'est une pacification qui assure aux Duchés des garanties absolues contre le retour de toute oppression étrangère, et qui en excluant ainsi pour l'avenir tout sujet de querelle, de révolution, et de guerre, garantisse à l'Allemagne la sécurité dans le Nord, dont elle a besoin pour ne pas retomber périodiquement dans l'état de choses qui a amené la guerre actuelle. Ces garanties ne sauraient être trouvées que dans l'indépendance politique complète des Duchés étroitement unis par des institutions communes. »

Les Plénipotentiaires des Puissances neutres n'ont pas considéré ce programme comme positif, clair et satisfaisant. Ils ont jugé nécessaire d'inviter MM. les Plénipotentiaires allemands à présenter leur plan sous une forme plus précise.

M. le comte Apponyi a répondu « que la proposition comprend l'autonomie complète des Duchés, avec des institutions communes et une entière indépendance sous le rapport politique et administratif, afin d'éviter les complications qui ont eu lieu jusqu'à présent. Quant à la question de la succession, elle est restée ouverte, la Diète n'ayant fait qu'en suspendre la solution, sans se prononcer sur les droits du roi de Danemark. »

M. le comte de Clarendon n'a pas pu s'empêcher de dire que la proposition des Plénipotentiaires Allemands est tellement vague qu'aucun membre de la Conférence ne peut en saisir la portée.

Le langage de M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique a été plus explicite :

« Il a cru devoir rappeler qu'il ne s'est pas associé à la proposition faite par les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse ; et que, sans en être chargé par ses instructions, il ne peut s'empêcher d'affirmer

officieusement que la majorité de la Diète ne consentira point à un arrangement qui, même sous une forme éventuelle ou conditionnelle, rétablirait une union entre les Duchés et le Danemark. »

Que fallait-il conclure de l'ensemble de ces explications? Il en résultait que dans la pensée des cours de Vienne et de Berlin il s'agissait de rendre les Duchés complètement indépendants sous le rapport politique et administratif, de laisser subsister un lien dynastique entre les Duchés et la Monarchie Danoise; mais de subordonner ce lien dynastique à la décision que la Diète de Francfort porterait sur la validité des titres du Roi Chrétien IX en sa qualité de Duc de Holstein.

Pour achever de caractériser le mérite de ce programme, mis en avant au nom de l'Autriche et de la Prusse, il importe de constater que le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique a cru devoir ne point s'y associer. Finalement, ce Ministre a affirmé que la majorité de la Diète refuserait son adhésion à un arrangement qui, même sous une forme conditionnelle, rétablirait une union entre les Duchés et le Danemark !

Ces explications n'ont point permis aux Plénipotentiaires Danois de donner leur assentiment à un semblable programme. Aussi n'ont-ils pas hésité à le déclarer entièrement inadmissible.

Ce refus a mis fin à la première combinaison, proposée par MM. les Plénipotentiaires Allemands en vue de rétablir une paix solide et durable.

La séance du 28 mai a été ouverte par une seconde proposition présentée par MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse. Ce plan, encore plus inattendu que le premier, a eu pour objet de demander la séparation complète des Duchés de Slesvig et de Holstein du royaume de Danemark et leur réunion dans un seul État sous la souveraineté du Prince héréditaire de Slesvig-Holstein-Sonderbourg-Augustenburg.

Le Protocole n° 6 expose les raisons qui ont déterminé l'Ambassadeur de Russie à manifester son dissentiment à l'égard de la proposition de MM. les Plénipotentiaires des Cours d'Allemagne de détacher de la Monarchie Danoise le Holstein et le Slesvig en entier, et de placer cet État sous une dynastie nouvelle.

D'abord, selon lui, de quel droit disposerait-on de ces contrées? Elles sont occupées de fait par les alliés. De droit, elles ne leur appartiennent point.

Quant à la combinaison dynastique dont la proposition des Cours d'Allemagne fait mention, l'Ambassadeur de Russie a fait observer qu'elle préjugerait une question qui ne saurait être résolue isolément. Elle n'est pas encore ouverte pour celles des Puissances qui tiennent le Traité de Londres pour obligatoire. De plus, à son avis, Monseigneur

le prince d'Augustenbourg n'est pas le seul qui ait des prétentions à élever. Lorsque la question de Succession dans le Holstein viendrait à s'ouvrir, d'autres droits réclameraient un examen sérieux. Notamment Monseigneur le Grand Duc d'Oldembourg aurait à faire valoir de justes titres. Le Plénipotentiaire de Russie s'est fait un devoir de les réserver.

Le refus que MM. les Plénipotentiaires du Danemark ont opposé au plan proposé par MM. les Plénipotentiaires Allemands est conçu en ces termes :

« Si le gouvernement Danois a trouvé que la proposition de la séance précédente était inadmissible, à plus forte raison lui est-il impossible de discuter celle-ci. »

Deux combinaisons mises en avant le 17 et le 28 mai venaient d'être écartées ainsi l'une après l'autre sans que la négociation eût fait un seul pas en avant, tandis que la suspension des hostilités s'avancait vers son terme. Dans cet état des choses les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont pensé que le moment était arrivé où il fallait ne plus tarder à ouvrir aux belligérants la voie qui pouvait les conduire à une transaction honorable. Ils ont reconnu qu'à moins de poser les bases d'une paix solide et durable, il n'appartenait point aux Puissances neutres de renoncer au Traité de Londres. Elles ne pouvaient pas non plus concourir à un nouvel arrangement, insuffisant pour l'Allemagne, ou humiliant pour le Danemark. Enfin, les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne se sont montrés profondément pénétrés de la conviction qu'il fallait d'une part porter respect au sentiment national avec lequel les Danois savent maintenir l'indépendance et l'honneur de leur ancienne Monarchie, de l'autre donner, dans la mesure du possible, une juste satisfaction aux sympathies qui unissent de tout temps les populations d'origine Allemande, qui habitent les deux rives de l'Eider.

C'est dans ces éléments de conciliation et de concorde que Lord Russell a recherché les moyens d'effectuer entre les belligérants un rapprochement désirable. Dans ce but il a donné lecture de la déclaration suivante :

« Les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont vu avec un vif regret que la dernière séance de la Conférence n'a pas eu pour résultat d'établir les bases d'un accord entre l'Allemagne et le Danemark.

« Selon nous on ne saurait trouver les éléments d'une paix solide et durable, ni dans les engagements de 1851, lesquels pendant douze ans n'ont porté d'autre fruit que dissentiments et troubles, ni dans l'analyse d'un droit obscur et compliqué.

« Mais à moins de pouvoir poser les bases d'une paix solide et durable, il n'est pas de la compétence des Puissances neutres de renoncer

au Traité solennel par lequel elles ont reconnu l'intégrité de la Monarchie Danoise, et elles ne pourraient non plus concourir à un nouvel arrangement qui serait insuffisant pour l'Allemagne, ou humiliant pour le Danemark.

« Il faut donc chercher ailleurs les éléments d'une paix solide et durable.

« Depuis de longues années une vive sympathie vers leurs frères sujets du Roi de Danemark anime les Allemands de la Confédération Germanique. Les Danois, de leur côté, sont inspirés par l'amour de l'indépendance et le désir de maintenir leur ancienne Monarchie. Ces sentiments, de part et d'autres, méritent le respect de l'Europe.

« Pour prévenir une lutte future, et pour satisfaire à l'Allemagne, il faudrait, selon nous, séparer entièrement de la Monarchie Danoise, le Holstein, le Lauenbourg, et la partie méridionale du Slesvig.

« Pour justifier un sacrifice aussi vaste de la part du Danemark, et pour maintenir l'indépendance de la Monarchie Danoise, il est à désirer, selon nous, que la ligne de la frontière ne soit pas tracée plus au nord que l'embouchure de la Sleï et la ligne du Dannewerke.

« Il faut aussi pour la sécurité du Danemark que la Confédération Germanique n'érige et ne maintienne pas des forteresses, ni n'établisse pas des ports fortifiés, dans le territoire cédé par le Danemark.

« Un arrangement équitable de la dette publique, et la renonciation par l'Autriche, la Prusse, et la Confédération Germanique, à tout droit d'ingérence dans les affaires intérieures du Danemark, serviraient à compléter les relations amicales entre l'Allemagne et le Danemark.

« Il reste une question qui ne serait pas l'objet du Traité de Paix, mais qui intéresse l'Allemagne et ne peut pas être passée sous silence. Dans l'opinion des Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, il doit être entendu que la destinée future du Duché de Holstein, du Duché de Lauenbourg, et de la partie méridionale du Duché de Slesvig qui sera annexée au Duché de Holstein, ne sera pas réglée sans leur consentement.

« Si le Roi de Danemark consent aux sacrifices de territoire qu'au nom de la paix on lui demande, il sera juste que l'indépendance de son Royaume soit garantie par les Grandes Puissances Européennes. »

Ce plan, préalablement communiqué aux Représentants des Puissances neutres, a obtenu depuis leur plus cordial appui dans la Conférence.

L'adhésion de M. le Plénipotentiaire de France a été exprimée en ces termes :

« Les idées que M. le Principal Secrétaire d'État vient d'exposer, relativement aux principes d'après lesquels devrait être réglée l'affaire Dano-Allemande, s'accordent pleinement avec les vues que j'étais

chargé moi-même de soutenir dans la Conférence. Après avoir étudié les causes du conflit actuel, mon Gouvernement est demeuré convaincu qu'elles résidaient dans la mauvaise distribution des différents groupes de population dont la Monarchie Danoise est composée, ainsi que dans leurs rivalités incessantes, et qu'il était, dès lors, nécessaire de rechercher les bases d'une entente dans des dispositions nouvelles plus en harmonie avec le sentiment national des deux peuples. L'arrangement dont M. le Principal Secrétaire d'État nous indique les bases, consistant à départager, autant que possible, les deux nationalités dans le Slesvig, en incorporant les Danois au Danemark, et en reliant plus étroitement les Allemands au Holstein et au Lauenbourg, ne pouvait donc manquer de rencontrer l'adhésion du Gouvernement de l'Empereur. L'application de ce principe ne semble pas, au surplus, devoir donner lieu à aucune difficulté pour les deux parties extrêmes du Slesvig, où la nationalité se trouve nettement déterminée. Quant aux districts mixtes du centre, de quelque manière que l'on décide de leur sort, il y aura toujours là des Danois soumis à un pays Allemand ou des Allemands soumis au Danemark. Devant l'impossibilité absolue de prendre, sur ce point, la nationalité pour règle, nous pensons qu'il serait juste de trancher le différend en faveur de la plus faible des parties, surtout quand elle subit déjà les sacrifices que cette règle lui impose sur tous les points où elle est manifestement contre elle. Mon Gouvernement considère également comme essentiel que la frontière soit tracée conformément aux nécessités de la défense du Danemark, car ces nécessités doivent être prises en considération par la Conférence, dont la mission est, en donnant satisfaction aux légitimes réclamations de l'Allemagne, de veiller à ce que les arrangements nouveaux garantissent suffisamment l'indépendance du Danemark et les intérêts de l'équilibre Européen dans le Nord.»

L'assentiment du Plénipotentiaire de Russie a été exprimé de la manière ci-après :

« Dans l'opinion du cabinet de Russie, il appartient à Sa Majesté le Roi Chrétien IX de se prononcer le premier sur ce qui convient aux intérêts de son pays. Si cet auguste Souverain approuvait les bases de la pacification à conclure, le Cabinet Impérial ne refuserait point son assentiment à une transaction que la Cour de Copenhague aurait librement acceptée.

« Mais, aussi longtemps que les stipulations du Traité de Londres conservent pour le Danemark, comme pour les Puissances neutres, leur force obligatoire, le Plénipotentiaire de Russie doit décliner une délibération, selon lui, prématurée, sur le sort futur de territoires dont Sa Majesté le Roi de Danemark n'a pas fait abandon.

« Si, par suite, Sa Majesté le Roi Chrétien IX renonçait au Duché de

Holstein, la question de la Succession serait ouverte. A l'avis du Plénipotentiaire de Russie, elle ne pourrait recevoir une solution légale qu'en portant respect à la justice de la cause des parties intéressées, qui auraient à faire valoir leurs titres, conformément aux principes du droit public. »

L'assentiment de M. le Plénipotentiaire de Suède est contenu dans la déclaration suivante :

« M. le comte Wachtmeister a déclaré que son Gouvernement reconnaît, comme la Grande-Bretagne, que si les Traités de 1852 doivent être abandonnés, on ne saurait trouver une solution en dehors du principe de la séparation des deux nationalités Danoise et Allemande. Partant de ce point de vue, son Gouvernement aurait trouvé plus naturel que la frontière nouvelle du Danemark fût établie sur l'Eider, parce que ce fleuve a de tout temps séparé le Danemark et l'Allemagne.

« Il est toutefois autorisé à adhérer à la proposition émise par M. le comte Russell, à condition que la frontière du Danemark ne soit pas placée plus au nord que la Sleï et le Dannewirke, que la partie du Slesvig située au nord de cette ligne soit complètement incorporée au Danemark, que l'Allemagne n'ait à l'avenir aucun droit d'immixtion dans les affaires intérieures de cette Monarchie, et que la nouvelle frontière à établir soit placée sous une garantie Européenne.

« Quant aux provinces qui dans l'éventualité susdite seraient cédées par le Roi de Danemark, son Gouvernement entend que leur sort futur ne soit point réglé sans leur consentement, et que la liberté du choix des populations soit entourée de garanties suffisantes. »

MM. les Plénipotentiaires Allemands ont accepté le principe du plan de Lord Russel, en réservant à leurs Cours le droit de faire des contre-propositions sur les différentes questions de détail dont se compose l'arrangement projeté.

MM. les Plénipotentiaires du Danemark se sont chargés de porter ce projet à la connaissance de leur Cour, ne doutant point de l'attention sérieuse avec laquelle il serait accueilli.

Cette attente a été justifiée.

Le Protocole du 2 juin, n° 7, contient la déclaration faite par M. de Quaade d'ordre de sa Cour. Cette pièce manifeste une intention si noble et si élevée que nous croyons devoir en conserver le texte en entier dans le présent compte-rendu des délibérations de la Conférence de Londres :

« Lorsque, à l'époque de la conclusion du Traité de Londres, le Roi actuel de Danemark accepta le choix qu'on avait fait de sa personne pour succéder éventuellement au Roi régnant alors, la résolution de Sa Majesté avait pour motif principal et décisif le ferme espoir que

l'Europe saurait maintenir ce qu'elle avait reconnu et arrêté par ce Traité solennel. Sa Majesté ne voulut point par son refus mettre obstacle à ce que l'intégrité de la Monarchie Danoise reçut un gage ultérieur de stabilité, et elle savait, grâce aux renonciations et aux sacrifices faits par les ayant-droit, qu'elle ne lésait les droits de personne, en acceptant l'offre qu'on lui avait faite.

« Depuis lors les choses ont changé, et Sa Majesté a dû subir un désappointement des plus cruels; malgré ses propres efforts et ceux de son peuple dévoué, son seul soutien pour faire aboutir une œuvre à laquelle presque toute l'Europe avait concouru, Sa Majesté a dû prendre en considération la possibilité que ses espérances ne seront pas réalisées.

« S'il en devait être ainsi, si réellement les puissances de l'Europe veulent abandonner le Traité de Londres, Sa Majesté, pour éviter la reprise des hostilités, ne s'opposera pas à une cession territoriale, pourvu toutefois qu'elle obtienne par là non-seulement la paix, mais aussi une existence indépendante et parfaitement autonome pour ce qui lui restera de ses États, et à la condition que la destinée future des territoires cédés ne soit pas réglée sans leur consentement.

« Le Gouvernement Danois accepte donc en principe la proposition faite à la dernière séance par M. le comte Russell pour le rétablissement de la paix entre le Danemark et les deux grandes Puissances Allemandes.

« Mais pour que la paix que nous appelons de tous nos vœux apporte une véritable pacification, il faut qu'elle soit sous tous les rapports propre à assurer au Danemark l'indépendance qui lui revient de droit, l'indépendance politique que le Traité de Londres devait lui garantir, et pour la conservation de laquelle le peuple Danois n'a pas hésité à s'engager seul dans une lutte sanglante avec des forces bien supérieures aux siennes.

« Les Plénipotentiaires Danois doivent donc faire observer dès à présent qu'il y a dans les sacrifices que l'on veut imposer au Danemark des limites que le Gouvernement Danois ne saurait pas dépasser.

« Ainsi la nouvelle frontière du Danemark est une question capitale pour ce pays. Il lui faut une frontière qui tienne compte et de ses intérêts militaires et de ses intérêts commerciaux, et cette frontière doit être entourée de garanties suffisantes.

« Il est un autre point sur lequel le Gouvernement Danois se réserve toute sa liberté.

« Ce n'est qu'à des conditions toutes spéciales que Sa Majesté le Roi de Danemark consentira à la cession du duché de Lauenbourg. Ce pays fut acquis en son temps par le Roi de Danemark, en échange d'une partie de la Poméranie, pour servir d'équivalent du royaume de Nor-

vége sacrifié pour le rétablissement de la paix de l'Europe, et il est essentiellement étranger au différend qui a causé la guerre actuelle.

« Finalement, les Plénipotentiaires Danois doivent revendiquer pour leur gouvernement la pleine liberté de reprendre la position qu'il a invariablement maintenue jusqu'à présent sur le terrain du Traité de Londres, aussitôt qu'il verra que l'abandon provisoire et conditionnel de cette position ne conduira pas à un arrangement juste et équitable, propre à remplacer les dispositions de ce Traité. »

L'Ambassadeur de Russie, au nom des autres Plénipotentiaires des Puissances neutres, s'est empressé de rendre en cette occasion un juste hommage aux intentions de Sa Majesté le Roi de Danemark. Pour replacer les faits dans leur exacte vérité, le baron de Brunnow a rappelé que les plaintes formées de la part du Holstein et du Lauenbourg, etc., ne datent pas du règne actuel, mais d'une époque antérieure. A peine le Roi Chrétien est-il monté sur le Trône qu'il s'est vu environné de difficultés, devenues plus graves de jour en jour. On ne lui a pas laissé le temps de réparer les fautes du passé ni de calmer les ressentiments qui datent de fort loin. Il serait donc injuste de faire retomber sur son règne la responsabilité de griefs qui ne sont nullement son ouvrage.

Le protocole du 2 juin renferme aussi la déclaration par laquelle l'Ambassadeur de Russie a annoncé à la Conférence que l'Empereur, désirant faciliter autant qu'il dépend de lui les arrangements à conclure entre le Danemark et l'Allemagne en vue du rétablissement de la paix, a cédé à Monseigneur le Grand Duc d'Oldenbourg les droits éventuels que le § 3 du Protocole de Varsovie du 24 mai/5 juin 1851, a réservés à Sa Majesté comme chef de la branche aînée de Holstein-Gottorp.

Ledit Protocole a été déposé aux actes de la Conférence.

Tous les Plénipotentiaires réunis en Conférence se sont empressés de rendre hommage à l'esprit de conciliation qui a dicté la déclaration de la Cour de Russie.

M. le baron de Beust, en s'associant à l'expression de ces sentiments, a cru devoir faire au nom de la Confédération les réserves que la Diète jugera nécessaires relativement à l'effet du Protocole de Varsovie, et aux prétentions qui pourraient être fondées sur ce document.

M. le Prince de la Tour-d'Auvergne, en rendant une entière justice aux intentions qui ont dicté la déclaration de la Cour de Russie, a saisi cette occasion pour maintenir formellement le point de vue de son Gouvernement, d'après lequel aucun état de choses nouveau ne saurait être établi dans un territoire détaché de la Monarchie Danoise, sans le concours et le consentement des populations, loyalement consultées.

M. de Quaade a fait observer que son Gouvernement regardant le

Traité de Londres comme étant toujours en vigueur, la combinaison arrêtée par ce Traité n'est pas encore venue à manquer.

L'Ambassadeur de Russie a résumé les considérations sous l'influence desquelles l'empereur de Russie a résolu de transférer les droits éventuels de la branche aînée de Holstein-Gottorp, dont il est le chef, à la branche cadette, représentée par Mgr le grand-duc d'Oldenbourg. Sa Majesté a réservé à ce souverain de faire valoir ces titres réunis, lorsqu'il jugerait que le moment en serait venu. Membre de la Confédération germanique, ce Prince serait appelé à élever ses réclamations lui-même dans les voies légales devant l'autorité fédérale dont il relève. L'empereur de Russie restera étranger à ce litige. Il demeure dégagé désormais de toute intervention directe dans une question de succession contestée dans le Holstein — question qu'il tient à ne point compliquer. Loin de vouloir aggraver des difficultés qui peuvent retarder le rétablissement de la paix, Sa Majesté cherche à les aplanir.

M. le Plénipotentiaire de Russie, après avoir exposé ces vues, d'ordre de l'Empereur, a ajouté :

« Je me félicite d'avoir été appelé à exprimer, comme je viens de le faire, les sentiments de Sa Majesté, en déposant aux Actes de la Conférence le Protocole de Varsovie de l'année 1851. Ce document a donné lieu, plus d'une fois, à de fausses interprétations. Elles seront démenties par la publicité que ne tardera pas à acquérir la déclaration que je viens d'émettre au nom de l'Empereur. La pensée de conciliation qui préside à la politique de Sa Majesté sera alors généralement connue, de même qu'elle a été appréciée unanimement aujourd'hui par tous les membres de la Conférence. »

Déjà la tâche confiée à ses soins courait le risque d'être brusquement interrompue par la reprise soudaine des hostilités. Nous étions arrivés au 9 juin. Il ne restait plus que six jours jusqu'au terme fixé pour la durée de la trêve. C'est avec hésitation que le Gouvernement Danois s'est décidé à la prolonger. A la demande réitérée des Plénipotentiaires des Puissances neutres, il a fini par y consentir. Mais il a limité cette prolongation à quinze jours.

L'Autriche et la Prusse, de leur côté, ont éprouvé une répugnance extrême à accepter une trêve de si courte durée, tandis qu'elle avaient proposé la conclusion d'un armistice de plusieurs mois.

Après des pourparlers dont nous abrégeons le récit, on est convenu de suspendre les hostilités jusqu'au 26 juin. Évidemment, ce délai était insuffisant pour laisser à la Conférence les moyens nécessaires d'accomplir sa tâche avec succès.

Les Protocoles du 6 et du 9 juin attestent la persévérance des efforts

employés pour obtenir le consentement du Gouvernement Danois à une cessation d'armes d'une plus longue durée.

Afin de motiver le refus itérativement exprimé d'ordre de sa Cour, M. de Quaade a déclaré plus d'une fois qu'il ne consentirait pas à une prolongation de la suspension d'hostilités, à moins qu'il n'y eût chance sérieuse de tomber d'accord sur un point aussi capital que celui de la frontière.

Cette question spéciale a formé dès lors l'objet principal de la discussion. Elle a été traitée non-seulement en Conférence, mais dans des réunions confidentielles qui ont eu lieu entre les Plénipotentiaires des Puissances neutres, tantôt avec les représentants du Danemark, tantôt avec ceux des Puissances Allemandes.

Ces délibérations fréquentes, prolongées et dirigées dans un esprit de sincère bienveillance, ont eu pour objet d'opérer entre les deux parties un rapprochement désirable.

Nous allons indiquer sommairement les résultats de cet essai de conciliation.

La première ligne de démarcation adoptée par le Gouvernement Danois avait été tracée d'Eckernförde à Friedrichstadt, un peu au sud de celle proposée le 28 mai par les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne. Ce n'est que plus tard que les Représentants du Danemark ont été autorisés à adhérer à la ligne de la Sleï et Dannewirke. Ils se sont arrêtés là, leurs instructions ne leur permettant pas de se prêter à un autre arrangement quelconque.

La première ligne mise en avant par les Plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche a été tracée d'Apenrade à Tonder. Toutefois, M. le comte de Bernstorff, voulant donner une preuve de ses dispositions conciliantes, s'est montré prêt à recommander à son Gouvernement une seconde ligne qui, en partant d'un point au nord de Flensbourg, aurait abouti au nord de Tonder à Hoyer. Cette seconde ligne aurait eu l'avantage de laisser le Gouvernement Danois en possession de l'île d'Alsen.

M. le comte Apponyi ne s'est pas cru autorisé d'abord à adopter cette seconde ligne. Pourtant, il en a obtenu plus tard la permission. Le Protocole 9 constate toutefois que cette seconde ligne, que le comte de Bernstorff avait recommandée à son Gouvernement, n'a pas été définitivement adoptée, « puisque de l'autre côté on n'a rien fait jusqu'ici pour venir à la rencontre des propositions Allemandes. »

Cette considération a décidé MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse à revenir finalement à leur première ligne tracée d'Apenrade à Tonder. Cette proposition forme l'extrême limite à laquelle ils ont fini par s'arrêter.

Dans cet état des choses, il restait entre les deux lignes, l'une da-

noise, l'autre allemande, un territoire intermédiaire en litige; sans qu'il fût au pouvoir des Plénipotentiaires des Puissances neutres de déterminer l'une ou l'autre des deux parties à faire un seul pas en avant pour arriver à une transaction équitable.

Telle était la situation le 18 juin. Le délai accordé par le Gouvernement danois pour la suspension d'armes était écoulé à moitié. Il ne restait plus qu'un espace de huit jours pour accomplir l'œuvre de paix confiée aux soins de la Conférence. Voulant persévérer dans cette tâche sans se laisser décourager par les obstacles qu'il rencontrerait à chaque instant sur son chemin, le Gouvernement de S. M. Britannique a résolu de faire un dernier essai de conciliation.

Lord Russell, en suggérant cette combinaison, s'est conformé à un vœu hautement exprimé au Congrès de Paris dans l'intérêt du maintien de la paix générale. Ce vœu, manifesté le 14 avril 1856, a eu pour objet de recommander aux Cabinets, dans le cas d'un dissentiment grave, de recourir aux bons offices d'un État ami avant d'en appeler à la force.

En se rendant l'organe de cette proposition, lord Russell s'est énoncé dans les termes que nous allons citer textuellement :

« Maintenant que la principale question en dispute s'est réduite à celle de tracer une frontière à quelques lieues plus ou moins au nord, quand les deux parties belligérantes ont soutenu avec éclat l'honneur de leurs armes, et quand la reprise des hostilités produirait une phase nouvelle de calamités douloureuses pour l'humanité et peu dignes de la civilisation de notre siècle, les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne croient remplir un devoir sacré en proposant aux Puissances belligérantes, c'est-à-dire à l'Autriche, à la Prusse et au Danemark de faire appel à une Puissance amie, afin qu'une ligne de frontière soit tracée, qui ne passerait ni au sud de la ligne indiquée par le Danemark, ni au nord de celle désignée par MM. les Plénipotentiaires Allemands. »

Les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes, se trouvant sans instructions spéciales, ont pris cette proposition *ad referendum*.

M. le comte de Clarendon a cru devoir en préciser le sens afin d'empêcher tout malentendu. Dans ce but il a dit « qu'il n'admet pas l'interprétation de M. de Krieger, que l'on ne saurait pas appliquer la Déclaration du Congrès de Paris sans faire également appel à la Puissance médiatrice pour toutes les questions en litige. Il s'agit uniquement du territoire en dispute et de la frontière. L'intention des Plénipotentiaires Anglais est de proposer que cette question du territoire entre les deux lignes indiquées soit soumise à l'arbitrage d'une Puissance amie, les Puissances belligérantes s'engageant à accepter sa décision comme finale. »

Dans la même séance, MM. les Plénipotentiaires Prussiens ont demandé que les habitants du Schleswig soient consultés au sujet des dispositions à adopter à leur égard, et qu'il ne soit pas décidé du sort d'une partie ou de la totalité de ces populations, sans que préalablement leurs vœux aient été loyalement constatés.

Ce projet a provoqué une discussion que le Plénipotentiaire de Russie a résumé en ces termes :

« Dans cette réunion, nous choisissons des voies quelquefois divergentes pour arriver à un but qui nous est commun : je veux dire le rétablissement de la paix. La proposition que MM. les Plénipotentiaires de la Prusse viennent d'émettre dans ce but n'a pas rencontré, au sein de la Conférence, un assentiment unanime. MM. les Plénipotentiaires de la cour d'Autriche ont constaté en combien leurs vues diffèrent de celle de la Prusse. MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont prononcé leur dissentiment d'une manière encore plus formelle. J'ai été dans l'obligation de m'exprimer dans le même esprit. M. l'Ambassadeur de France a restreint la question aux districts mixtes sans l'étendre au delà. M. le Ministre de Suède et Norvège n'a point voulu préjuger à cet égard les intentions des Plénipotentiaires du Danemark. Leur réponse est décisive. Elle décline la proposition prussienne appuyée par M. le Plénipotentiaire de la Confédération Germanique seul. Le résultat de cette délibération atteste que le mode de la solution indiquée par la Cour de Prusse n'a pas réuni les suffrages de la Conférence. »

La Conférence s'est réunie le 22 juin pour entendre les décisions que les Puissances belligérantes auraient prises à la suite de la proposition faite par le Gouvernement de S. M. Britannique en vue d'en appeler à une Puissance amie pour régler la question de la délimitation, formant actuellement la difficulté principale qui retardait une solution pacifique du litige.

La réponse des Puissances belligérantes n'a pas répondu aux vœux du Gouvernement de S. M. Britannique. L'Autriche et la Prusse, « tout en se montrant disposées à accepter la médiation d'une Puissance neutre qui n'est pas représentée dans la Conférence, n'ont pas voulu s'engager d'avance à se regarder comme définitivement liées par l'opinion à émettre par la Puissance médiatrice, puisque les circonstances ne leur permettent pas d'accepter une décision arbitrale. »

Le Gouvernement Danois a articulé un refus encore plus prononcé. Il a déclaré qu'à son vif regret il se trouve dans l'impossibilité de donner son assentiment à la proposition du Cabinet anglais. Le Plénipotentiaire du Danemark a motivé ce refus par la nécessité dans laquelle il se trouvait de regarder la délimitation proposée le 28 mai

comme définitive, de manière à ne pas lui permettre d'adhérer à une solution arbitrale qui pouvait modifier cette ligne.

Cette opinion a été combattue par lord Clarendon. En rétablissant les faits dans leur exacte vérité, il a démontré que la ligne indiquée le 28 mai a été proposée dans l'intérêt du Danemark et de la paix, et non pas dans l'intention de poser un principe dont on ne pouvait pas se départir.

Le plénipotentiaire de Russie s'est associé à l'opinion de lord Clarendon. Il a constaté que lord Russell n'a jamais eu la pensée de proposer cette ligne comme un ultimatum, ni de l'imposer comme tel aux Puissances belligérantes.

M. l'Ambassadeur de France et M. le Ministre de Suède se sont exprimés dans le même esprit.

Toutes les combinaisons mises en avant pour arriver à un accord sur le tracé de la frontière, ayant été malheureusement écartées, le Prince de la Tour d'Auvergne a cru devoir soumettre à la Conférence une nouvelle suggestion. Il s'est exprimé ainsi :

« Lorsque le Gouvernement de l'Empereur a donné son adhésion au projet de transaction mis en avant par le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, dans la séance du 28 mai, il espérait que les efforts réunis des Plénipotentiaires des Puissances neutres, secondés par les dispositions conciliantes des Puissances belligérantes, parviendraient à amener, entre les parties intéressées, une entente sur le tracé de la ligne de frontière.

« Ces espérances ne se sont malheureusement pas réalisées. Toutes les combinaisons proposées ont été repoussées, et aucun compromis ne semble jusqu'ici avoir chance d'être accepté. Dans cette situation, le Gouvernement de l'Empereur considère comme de son devoir de faire, dans l'intérêt de la paix, une dernière suggestion. C'est en vertu de leur nationalité que les districts septentrionaux du Slesvig doivent être attribués au Danemark et ceux du sud à l'Allemagne. On n'a pas jugé utile de faire un appel au vœu des populations là où ce vœu semblait manifeste; mais on pourrait le consulter là où il est douteux et où aucun autre moyen n'existerait plus pour établir un accord. Tout en admettant l'impossibilité de prendre la nationalité comme règle absolue, dans le partage des districts mixtes du Slesvig, le Gouvernement de l'Empereur est d'avis, cependant, que l'on devrait demander à un vote des communes les éléments d'appréciation auxquels on conviendrait de s'en rapporter. Ce vote par communes permettrait de tenir, dans le tracé définitif de la frontière, le compte le plus exact possible de chaque nationalité.

« Pour qu'il présentât d'ailleurs les garanties désirables, il serait utile d'établir que toute force militaire serait préalablement éloignée,

et que les suffrages seraient exprimés en dehors de toute pression. Chaque Puissance pourrait, en outre, envoyer des délégués sur les lieux afin de constater la parfaite sincérité du scrutin. »

Lord Russell, en demandant l'opinion de MM. les Plénipotentiaires Danois sur cette proposition, a dit que quant aux Plénipotentiaires Anglais, ils seraient tout disposés à s'y rallier, si le Gouvernement Danois croyait pouvoir y donner son adhésion.

M. de Quaade a répondu qu'il se trouvait naturellement sans instructions à ce sujet, et qu'il ne saurait consentir à la prendre même *ad referendum*. Il a rappelé sa déclaration du 2 juin, dans laquelle il a dit que son Gouvernement ferait de grands sacrifices pour arriver au rétablissement de la paix, mais qu'il y avait des limites qu'il ne pouvait dépasser ; et les instructions dont il est muni lui défendent de consentir à aucune autre ligne qu'à celle proposée par MM. les Plénipotentiaires Anglais dans la séance du 28 mai, et acceptée par le Danemark.

Cette déclaration a terminé le débat. Elle a indiqué en même temps l'obstacle que les efforts les plus persévérants des Puissances neutres n'ont pas été à même de surmonter.

C'est devant cette difficulté invincible que les travaux de la Conférence de Londres viennent de s'arrêter.

DEUXIÈME PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Traité entre la Sublime-Porte et le Schah de Perse pour l'établissement d'une ligne télégraphique.

Art. 1. Le Gouvernement Persan promet d'étendre une de ses lignes télégraphiques jusqu'à un endroit situé sur les frontières Ottomanes, et de son côté le gouvernement Ottoman s'engage d'établir un embranchement d'un endroit quelconque de sa ligne télégraphique entre Scutari et Bagdad jusqu'à l'endroit où la ligne télégraphique Persane serait portée.

Art. 2. Il est convenu entre les deux parties contractantes que l'endroit nommé Hankin sera fixé comme point de rencontre des deux lignes; cependant, si plus tard il y a nécessité de faciliter et d'élargir les communications télégraphiques, elles pourront être réunies également sur d'autres points des frontières.

Art. 3. Le Gouvernement Ottoman promet d'admettre et de faire passer sans difficulté les dépêches télégraphiques transmises du royaume Persan ou bien d'un État qui est en communication télégraphique avec la Perse, en destination pour les États de S. M. le Sultan, ou bien pour un État étranger qui est en communication télégraphique avec le gouvernement Ottoman; et il est de même convenu que le gouvernement Persan admettra et fera passer sans difficulté les dépêches télégraphiques transmises de la Turquie ou bien d'un État qui est en communication télégraphique avec le gouvernement Ottoman, en destination pour la Perse ou pour un État étranger qui est en communication télégraphique avec le gouvernement Persan.

Les dépêches télégraphiques de la Perse dans les États Ottomans, et les dépêches télégraphiques des États Ottomans en Perse, participeront aux mêmes avantages et obligations que les dépêches intérieures respectives ou bien celles d'un autre état étranger.

Art. 4. Les deux parties contractantes s'engagent d'employer l'appareil Morse, employé actuellement en Europe, pour la transmission des dépêches télégraphiques qu'ils auront à échanger; et de même en ajoutant la convention de Bruxelles à ce traité, elles établissent qu'elles se conformeront, en toutes choses, aux clauses de la susdite convention pour ce qui regarde la transmission des dépêches télégraphiques.

Art. 5. Les dépêches télégraphiques, qui seront échangées entre les deux parties contractantes, sont divisées en deux : 1° les dépêches Persanes ou Ottomanes qui partent d'un des bureaux télégraphiques de l'un des susdits Gouvernements pour les États de l'autre; et 2° les dépêches des Gouvernements étrangers qui passent par les États de l'une des parties contractantes en destination pour l'étranger.

Art. 6. La taxe à percevoir pour les dépêches de la première catégorie est fixée à 30 paras par *fersah*, ou bien à 20 paras par heure, en commençant de Hankin jusqu'à l'endroit de leur destination. La taxe ainsi calculée ne concerne que les dépêches qui contiennent vingt mots ou moins que cela, tant dans l'Empire Ottoman qu'en Perse; quant à celles qui contiennent plus de vingt mots, elles seront grevées de 10 piastres par chaque dix mots ou même d'une fraction de dix mots qu'elles contiennent.

Art. 7. Les dépêches télégraphiques de la seconde catégorie seront taxées d'après la convention de Bruxelles annexée au présent traité, seulement lorsque celles-ci passent par les domaines Asiatiques du Sultan et par les lignes Persanes, elles y seront taxées d'après le mode ci-dessus mentionné; de sorte que la taxe des dépêches qui appartiennent à cette catégorie sera perçue dans le bureau établi à la frontière Persane en *sahib kërans* et en piastres, tandis que la taxe de ces dépêches dans les parties d'Europe jusqu'à l'endroit de leur destination sera perçue en francs, et ce mode de perception de taxes sera observé dans la transmission des dépêches télégraphiques des États Ottomans aux Indes Orientales.

Art. 8. Les dépêches télégraphiques partant de l'Europe par les lignes télégraphiques Ottomanes, en destination pour les pays Asiatiques situés au-delà des domaines Persans, et celles transmises de ces pays au continent Européen, sont divisées en deux parties égales, dont l'une passera par les lignes de Hankin et de la Perse, et l'autre par Bagdad et Bassorah.

Art. 9. La correspondance télégraphique entre les États Ottomans et ceux de la Perse sera faite en langue Turque, Persane, Française, et Anglaise.

Art 10. Les employés du télégraphe, au service des deux parties contractantes, échangeront leurs comptes à la fin de chaque mois, et

chaque semestre ils régleront définitivement leurs comptes d'après l'évaluation monétaire suivante :

	Piastres.	Paras.
Sahib Keran.....	5	0
Toman.....	50	0
Franc.....	4	14
Abas.....	0	1

Art. 11. La présente convention sera mise à exécution à l'expiration de quatre mois et plus tôt si cela est possible, et elle sera en vigueur pendant dix ans depuis le jour de l'échange des ratifications.

Art. 12. Cette convention sera ratifiée par les deux gouvernements et les ratifications seront échangées à Constantinople dans l'espace de trois mois depuis ce jour.

Constantinople, 17 Djemaziul-akhir, 1280 (le 28 novembre 1863).

Convention entre la Grande-Bretagne et la Sublime-Porte au sujet de la prolongation de la ligne télégraphique de Bagdad jusqu'à Bassorah et Khanakèn, en date du 9 décembre 1863.

A la suite d'un échange de Notes qui a eu lieu entre le ministère des affaires étrangères de Sa Majesté le Sultan et l'ambassade de Sa Majesté Britannique, au sujet de la prolongation de la ligne aérienne de Bagdad jusqu'à Bassorah et Khanakèn, dans le but de relier par deux lignes différentes les télégraphes indiens, au réseau télégraphique de l'Europe.

Le Ministère des affaires étrangères du Sultan et l'ambassadeur de la Reine de la Grande-Bretagne près la Sublime-Porte en vue d'assurer la réalisation de ces entreprises, ont arrêté l'arrangement suivant :

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement ottoman fera prolonger à ses frais la ligne aérienne de Bagdad jusqu'à Bassorah et il construira une ligne aérienne de Bagdad jusqu'à Khanakèn sur la frontière persane.

Art. 2. — Le Gouvernement indien portera de son côté, à ses frais, le câble sous-marin indien aboutissant à Bomhir soit à Bassorah soit à un autre point quelconque de l'embouchure du Schatt-el-Arab qui sera désigné plus tard et qui sera relié à la ligne aérienne.

Art. 3. — Le Gouvernement indien fournira en outre au Gouvernement ottoman tous les matériaux nécessaires y compris les poteaux en fer pour la construction des deux lignes aériennes ci-dessus indiquées. Les deux ingénieurs télégraphiques qui se trouvent déjà à Bagdad, ainsi que l'inspecteur et les quatre sous-officiers du génie bri-

tanniques qui sont attendus prochainement dans cette ville, seront mis à la disposition des autorités ottomanes pour coopérer à la construction de ces lignes.

Art. 4. — Le Gouvernement ottoman payera les matériaux ainsi fournis par le gouvernement indien sur la recette des messages télégraphiques indiens qui traverseront la ligne de l'extrême frontière européenne de l'empire ottoman, soit jusqu'à Bassorah soit jusqu'à Khanakèn, d'après un arrangement spécial que les deux gouvernements se réservent d'établir pour déterminer le mode et l'époque des versements du prix de ces matériaux. La rétribution des ingénieurs reste à la charge du gouvernement indien.

Les matériaux qui seront fournis par le gouvernement indien seront consignés à leur arrivée entre les mains des autorités ottomanes contre leur reçu.

Art. 5. — Les autorités impériales recevront l'ordre de faire commencer immédiatement les travaux de la ligne de Bagdad à Bassorah.

Art. 6. — Le câble sous-marin qui doit se relier à la ligne aérienne de Bagdad à Bassorah devra être posé le plus tôt possible afin d'en assurer le fonctionnement simultané.

Art. 7. — Aussitôt que cette ligne aura été achevée le gouvernement ottoman mettra la main à celle de Bagdad à Khanakèn, pour laquelle le gouvernement indien s'engage à fournir également les matériaux et les ingénieurs aux mêmes conditions qui ont été stipulées pour la ligne de Bassorah.

Art. 8. — La Sublime-Porte aura soin, selon la nécessité, d'employer pour le service de ces lignes des personnes possédant la langue anglaise.

Art. 9. — Toutes les dépêches à destination ou provenant des Indes seront partagées à portion égale entre la ligne projetée de Bagdad à Bassorah d'une part, et celle de Khanakèn d'autre part. Pour éviter toute difficulté d'exécution, l'application du partage aura lieu de la manière suivante :

Toutes les dépêches provenant des Indes devront passer par la ligne de Khanakèn. Par contre toutes celles à destination des Indes traverseront la ligne de Bagdad à Bassorah.

Art. 10. — La stipulation de l'art. 9, sera en vigueur pendant dix ans, à l'expiration desquels elle pourra être révisée moyennant une nouvelle entente entre les deux gouvernements.

Art. 11. — Les deux gouvernements se réservent d'arrêter et de conclure une convention télégraphique sur les bases de l'acte de Bruxelles qui constitue la loi internationale des lignes électriques.

En foi de quoi le Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Im-

périale le Sultan et l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique ont signé le présent protocole en double expédition et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à la Sublime-Porte le 20 du mois d'octobre de l'an 1863.

Signé : (L. S.) AALI.

Signé : (L. S.) ERSKINE.

Article additionnel au Protocole du 20 octobre 1863.

Pour faciliter l'application des dispositions de l'art. 9 du protocole qui a été signé le 20 du mois d'octobre 1863 entre la Sublime-Porte et l'ambassade de Sa Majesté Britannique au sujet de la prolongation de la ligne aérienne de Bagdad jusqu'à Bassorah, le Ministre des affaires étrangères du Sultan et le chargé d'affaires de la Reine de Grande-Bretagne sont convenus de l'article additionnel suivant :

Toutes les dépêches en destination ou provenant des Indes pourront être expédiées indifféremment selon la convenance du service soit par la ligne de Bassorah, soit par celle de Khanakèn ; mais afin de simplifier autant que possible le règlement des comptes en ce qui concerne cette partie du parcours, il est convenu que le prix de ces dépêches sera calculé sur la moyenne des distances entre Bagdad et le point sur le Schatt-el-Arab où aura lieu la jonction avec le câble sous-marin et entre Bagdad et Khanakèn. Toutefois le paiement à effectuer à raison de la distance moyenne des deux lignes cessera en cas d'interruption sur une de ces deux lignes. Dans ce cas les taxes seront perçues selon la distance entière de celle des deux lignes qui se trouvera en parfait état de fonctionnement. Le présent article additionnel aura la même force que le protocole susmentionné dont il fait partie intégrante.

En foi de quoi le Ministère des affaires étrangères du Sultan et le chargé des affaires de la Reine de la Grande-Bretagne, agissant chacun au nom de son gouvernement respectif, ont signé le présent acte en double original et y ont apposé leurs sceaux.

Sublime-Porte, le 9 décembre 1863.

Signé : (L. S.) AALI.

Signé : (L. S.) ERSKINE.

Déclaration relative à l'échange des dépêches télégraphiques entre les bureaux frontières de France et du Grand-Duché de Luxembourg signée par le Ministre des affaires étrangères de France et par le Ministre plénipotentiaire du Roi des Pays-Bas, ratifiée le 1^{er} février 1863.

Déclaration.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

voulant assurer aux villes frontières de France et du grand-duché de Luxembourg de plus grandes facilités pour l'échange de leurs dépêches télégraphiques et accroître le nombre de celles-ci par une modération de taxes, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté dans ce but les dispositions suivantes :

Toutes les fois que deux bureaux télégraphiques frontières ne seront pas éloignés l'un de l'autre de plus de cinquante kilomètres (50 kil.) en ligne directe, la taxe à appliquer aux dépêches de vingt mots, pour le parcours sur les deux territoires voisins, ne sera que de un franc cinquante centimes. Chaque série de dix mots ou fractions de dix mots en sus sera taxée suivant les règles établies par la Convention signée à Bruxelles, le 30 juin 1858.

Le montant de la taxe sera partagé par moitié entre les offices des deux pays contigus, sans égard à la différence réelle de parcours sur le territoire de chacun d'eux.

Le présent arrangement aura la même durée que la Convention précitée du 30 juin 1858.

En foi de quoi, nous, ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français, avons signé le présent acte, pour être échangé contre une déclaration correspondante du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg.

Fait à Paris, le 1^{er} février 1863.

(L. S.) DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) LIGHTENVELT.

Arrangement conclu entre la France et les Pays-Bas, le 1^{er} février 1863, relatif aux droits d'entrée sur les alcools, ratifié le 27 mai 1863.

Entre les soussignés, le ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, a été convenu ce qui suit :

1^o Les alcools d'origine française seront soumis, à leur importation dans les Pays-Bas, à un droit d'entrée de 3,50 florins par hectolitre à cinquante degrés.

2^o Réciproquement, les alcools d'origine néerlandaise seront soumis à leur importation en France, à un droit d'entrée de quinze francs, décimes compris, par hectolitre à cent degrés.

3^o Les droits, d'accise et d'octroi, sur les alcools importés de France

aux Pays-Bas ou des Pays-Bas en France, ne pourront être supérieurs à ceux qui grèvent, dans chacun des deux pays, les produits similaires de fabrication indigène.

Le présent arrangement, qui a pour objet de remplacer, en ce qui concerne les alcools, le n° 1 du paragraphe 1^{er} de l'article 10 du Traité du 25 juillet 1840, aura la même durée que ledit Traité.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de cinq mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait en double original et signé à Paris, après la communication des pleins pouvoirs, le 1^{er} février 1863.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : LIGHTENVELT.

Convention conclue entre le gouvernement des Principautés-Unies roumaines et le gouvernement de la Principauté de Serbie pour l'extradition réciproque des criminels et des déserteurs.

Le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le prince régnant des Principautés-Unies roumaines et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince régnant de la Principauté de Serbie, également désireux de contribuer, chacun de son côté, à la tranquillité des deux États en évitant que les criminels et déserteurs qui se réfugiaient dans l'un ou l'autre territoire y trouvent protection et asile pour y demeurer impunément, ont déterminé d'établir d'un commun accord le renvoi réciproque de ceux qui tenteraient de se soustraire aux châtimens et de se délivrer du service militaire dans leur patrie :

A cette fin, les deux gouvernements sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Outre les déserteurs de l'armée active, tout homme appartenant à ce qui constitue la force armée des deux États, et notamment au corps de gendarmerie et à celui des gardes-frontières, lequel passerait sur le territoire de l'autre pays sans passeport ou feuille de route en règle, sera considéré comme déserteur et restitué comme tel, même sans réclamation préalable conjointement avec ses armes et effets d'équipement, aussitôt que sa qualité sera reconnue.

Art. 2. Tout homme désigné pour le service militaire sera restitué, si même il avait passé la frontière avec un passe-port en règle, du moment que de la part de son Gouvernement il sera réclamé.

Art. 3. Les sujets de l'un des deux Gouvernemens contractans ne seront pas reçus au service militaire de l'autre, à moins qu'ils ne fassent constater, ou d'être, dans leur patrie, libres de toute obligation du service militaire, ou d'avoir satisfait à ces obligations, on enfin

d'avoir obtenu de leurs Gouvernements l'autorisation d'entrer au service militaire étranger.

Art. 4 Les sujets de l'une des deux hautes parties contractantes qui, du jour de la présente convention, auraient déjà pris du service dans les armées de l'autre, ont le libre choix ou de retourner dans leur patrie, ou de demeurer ultérieurement au service dans lequel ils se trouvent. L'opinion devra se faire dans l'espace de six mois, à dater du jour de l'échange de la ratification de cette convention.

Art. 5. Les frais d'entretien, de transport jusqu'à la frontière, ou de maladie, pour les déserteurs dont la restitution devra s'effectuer, seront réciproquement supportés par le Gouvernement sur le territoire duquel ils auront été saisis.

Art. 6. Si un déserteur, après son évasion dans l'autre pays, venait à y commettre un crime ou à s'en rendre complice, il ne sera restitué qu'après son jugement et l'accomplissement de la peine qu'il y aura encourue.

Art. 7. Seront également extradés sur réclamation les individus accusés de crimes ou de délits graves qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre État.

Leur culpabilité devra toutefois être établie en force d'une sentence, d'un réquisitoire ou d'un acte d'accusation produit en original ou en copie légalisée par les autorités dont ils dépendent et certifié par les agences respectives. On restituera de la même manière de part et d'autre tous les accusés mis en jugement ou condamnés dans leur pays respectif. Le Gouvernement sur le territoire duquel ils seront venus chercher asile devra s'assurer d'eux jusqu'à ce qu'ils soient remis aux autorités qui les réclament.

Art. 8. Les deux Gouvernements conviennent aussi d'extrader réciproquement, sur demande, les individus qui, s'étant rendus coupables d'un crime dans leur patrie, se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre État et s'y seraient placés sous la protection de ses lois en renonçant à leur nationalité d'origine.

Il est toutefois bien entendu qu'il ne saurait être ici question des émigrés politiques, dont chacune des deux parties contractantes se réserve le droit de refuser l'extradition, conformément aux privilèges du droit européen, sans négliger pour cela de les surveiller.

Art. 9. Tout homme, non militaire, et sujet de l'un des deux États contractants, qui se présenterait à la frontière sans passe-port ou billet de route, ou autorisation en règle, sera repoussé de la frontière.

Les individus qui se seraient déclarés réfugiés politiques, seront admis, malgré l'absence de ces titres, à séjourner dans le pays, sous la surveillance des autorités locales.

Art. 10. La présente convention sera valable pour six ans, et les deux parties contractantes demeurent libres de la renouveler à l'expiration de ce terme, ou d'en modifier les clauses d'après les circonstances. Elle sera exécutoire aussitôt après sa ratification, dont l'échange s'effectuera dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux gouvernements ont signé le présent acte et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Buckarest, le 4 juin 1863.

Le plénipotentiaire du gouvernement de S. A. I. le prince régnant des Principautés-Unies roumaines,

E. VAN SAANEN.

Le plénipotentiaire du gouvernement de S. A. S. le prince de Serbie, agent de Serbie dans les Principautés-Unies roumaines,

C. MAGAZINOVICS.

Traité signé à Londres le 29 mars 1864, pour la mise à exécution des stipulations relatives à la réunion des îles ioniennes au royaume de Grèce.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité,

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande a fait connaître à l'Assemblée législative des États-Unis des îles Ioniennes, qu'en vue de réunir éventuellement ces îles au royaume de Grèce, elle était prête, si le Parlement ionien en exprimait le vœu, à faire abandon du protectorat de ces îles, confié à Sa Majesté par le Traité conclu à Paris, le 5 novembre 1815, entre les Cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie. Ce vœu ayant été manifesté par un vote de ladite Assemblée législative, rendu à l'unanimité des voix, le 7-19 octobre 1863, Sa Majesté Britannique a consenti, par l'article 1^{er} du Traité conclu le 14 novembre 1863 entre LL. MM. l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, à renoncer audit protectorat, sous de certaines conditions spécifiées dans le Traité précité et définies, depuis lors, par les Protocoles subséquents.

De leur côté, LL. MM. l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies ont consenti, par le même article et sous les mêmes conditions, à accepter cette renonciation et à reconnaître, conjointement avec Sa Majesté Britannique, l'union de ces îles au royaume de Grèce.

1. Voir le Traité du 14 novembre 1863, *Archives* de 1864, t. I, p. 154.

En vertu de l'article 5 du Traité signé à Londres le 13 juillet 1863, il a été convenu, en outre, d'un commun accord, entre S. M. l'Empereur des Français, S. M. Britannique et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, que les îles Ioniennes, lorsque leur réunion au royaume de Grèce aurait été effectuée, comme l'article 4 du même Traité l'a prévu, seraient comprises dans la garantie stipulée en faveur de la Grèce par les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en vertu de la Convention signée à Londres le 7 mai 1832.

En conséquence, d'accord avec les stipulations du Traité du 13 juillet 1863, et conformément aux termes de l'article 7 du Traité du 14 novembre 1863, par lequel les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en leur qualité de Puissances garantes du royaume de Grèce, se sont réservé de conclure un Traité avec le Gouvernement hellénique sur les arrangements que pourra nécessiter la réunion des îles Ioniennes à la Grèce, Leursdites Majestés ont résolu de procéder à négocier avec S. M. le Roi des Hellènes un Traité à l'effet de mettre à exécution les stipulations ci-dessus mentionnées.

S. M. le Roi des Hellènes ayant donné son assentiment à la conclusion de ce Traité, Leursdites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Godefroy-Bernard-Henri-Alphonse*, prince de *la Tour d'Auvergne-Lauragais*, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, grand-croix de l'ordre des Saints-Maurice et Lazare, etc. ;

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Jean comte Russell* vicomte *Amberley de Amberley et Ardsalla*, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, son principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères ;

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur *Philippe*, baron de *Brunnow*, son conseiller privé actuel, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et grand-croix de l'ordre du Sauveur de Grèce ;

Et S. M. le Roi des Hellènes, le sieur *Charilaus S. Tricoupi*, représentant à l'Assemblée nationale des Hellènes ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1^{er}. S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant réaliser le vœu que l'Assemblée législative des États-Unis des îles Ioniennes a exprimé de voir ces îles réunies à la

Grèce, a consenti, sous les conditions spécifiées ci-après, à renoncer au protectorat des îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Sainte-Maure, Ithaque, Cerigo et Paxo, avec leurs dépendances, lesquelles, en vertu du Traité signé à Paris, le 5 novembre 1815, par les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie, ont été constituées en un seul État libre et indépendant, sous la dénomination d'*États-Unis des îles Ioniennes*, placé sous la protection immédiate et exclusive de S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses héritiers et successeurs.

En conséquence, S. M. l'Empereur des Français, S. M. Britannique et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, en leur qualité de signataires de la Convention du 7 mai 1832, reconnaissent cette union, et déclarent que la Grèce, dans les limites déterminées par l'arrangement, conclu à Constantinople entre les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, avec la Porte-Ottomane, le 21 juillet 1832, y compris les îles Ioniennes, formera un État monarchique indépendant et constitutionnel, sous la souveraineté de S. M. le Roi George et sous la garantie des trois Cours.

Art. 2. Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en leur qualité de Puissances garantes de la Grèce, déclarent, avec l'assentiment des Cours d'Autriche et de Prusse, que les îles de Corfou et de Paxo ainsi que leurs dépendances, après leur réunion au royaume hellénique, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle.

S. M. le Roi des Hellènes s'engage, de son côté, à maintenir cette neutralité.

Art. 3. La réunion des îles Ioniennes au royaume hellénique n'apportera aucun changement aux avantages concédés au commerce et à la navigation étrangers, en vertu de Traités et de Conventions conclus par les Puissances étrangères avec S. M. Britannique, en sa qualité de Protectrice des îles Ioniennes.

Tous les engagements qui résultent desdites transactions ainsi que des règlements y relatifs, actuellement en vigueur, seront maintenus et strictement observés comme par le passé.

En conséquence, il est expressément entendu que les bâtiments et le commerce étrangers dans les ports ioniens, de même que la navigation entre les ports ioniens et ceux de la Grèce, continueront à être soumis au même traitement et placés dans les mêmes conditions qu'avant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce, et cela jusqu'à la conclusion de nouvelles conventions formelles ou d'arrangements destinés à régler entre les parties intéressées les questions de commerce, de navigation, ainsi que celles du service régulier des communications postales.

Ces nouvelles conventions seront conclues dans le délai de quinze ans, ou plus tôt si faire se peut.

Art. 4. La réunion des États-Unis des îles Ioniennes au royaume de Grèce n'invalidera en rien les principes établis par la législation existante de ces îles en matière de liberté du culte et de tolérance religieuse ; conséquemment les droits et les immunités consacrés en matière de religion par les chapitres I et V de la Charte constitutionnelle des États-Unis des îles Ioniennes, et spécialement la reconnaissance de l'Église grecque orthodoxe comme religion dominante dans ces îles, l'entière liberté du culte accordée à l'Église de l'État de la Puissance protectrice, et la parfaite tolérance promise aux autres communions chrétiennes, seront maintenus, après l'union, dans toute leur force et valeur.

La protection spéciale garantie à l'Église catholique romaine, ainsi que les avantages dont elle est présentement en possession, seront également maintenus, et les sujets appartenant à cette communion jouiront dans les îles Ioniennes de la même liberté de culte qui leur a été reconnue en Grèce par le protocole du 3 février 1830.

Le principe de l'entière égalité civile et politique entre les sujets appartenant aux divers rites, consacré en Grèce par le même protocole, sera pareillement en vigueur dans les îles Ioniennes.

Art. 5. L'Assemblée législative des États-Unis des îles Ioniennes a décrété par une résolution rendue le 7-19 octobre 1863, que la somme de dix mille livres sterling par an serait affectée, en paiements mensuels, à l'augmentation de la liste civile de S. M. le Roi des Hellènes, de manière à constituer la première charge à prélever sur la recette des îles Ioniennes, à moins qu'il ne soit pourvu à ce paiement, suivant les formes constitutionnelles, sur les revenus du royaume de Grèce.

En conséquence, S. M. le roi des Hellènes s'engage à mettre ce décret dûment à exécution.

Art. 6. S. M. l'Empereur des Français, S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. l'Empereur de toutes les Russies sont convenues de faire abandon, en faveur de S. M. le Roi George I^{er}, chacune de quatre mille livres sterling par an, sur les sommes que le Trésor grec s'est engagé à payer annuellement à chacune d'elles, en vertu de l'arrangement conclu à Athènes par le Gouvernement grec, avec le concours des Chambres grecques, au mois de juin 1860.

Il est expressément entendu que ces trois sommes, formant un total de douze mille livres sterling annuellement, seront destinées à constituer une dotation personnelle de S. M. le Roi George I^{er}, en sus de la liste civile fixée par la loi de l'État. L'avènement de Sa Majesté au trône hellénique n'apportera d'ailleurs aucun changement aux enga-

gements financiers que la Grèce a contractés par l'article 12 de la Convention du 7 mai 1832, envers les Puissances garantes de l'emprunt, ni à l'exécution de l'engagement pris par le Gouvernement hellénique, au mois de juin 1860, sur la représentation des trois Cours.

Art. 7. S. M. le Roi des Hellènes s'engage à prendre à sa charge tous les engagements et contrats légalement conclus par le Gouvernement des États-Unis des îles Ioniennes, ou en leur nom, par la Puissance protectrice de ces îles, conformément à la Constitution des îles Ioniennes, soit avec les Gouvernements étrangers, soit avec des compagnies et associations, soit avec des individus privés, et promet de remplir lesdits engagements et contrats dans toute leur étendue, comme s'ils avaient été conclus par Sa Majesté ou par le Gouvernement hellénique. Dans cette catégorie se trouvent spécialement compris : la dette publique des îles Ioniennes, les privilèges concédés à la Banque ionienne, à la compagnie maritime connue sous le nom de Lloyd autrichien, conformément à la Convention postale du 1^{er} décembre 1853, et à la Compagnie de gaz de Malte et de la Méditerranée.

Art. 8. S. M. le Roi des Hellènes promet de prendre à sa charge :

1^o Les pensions accordées à des sujets britanniques par le Gouvernement ionien, conformément aux règles établies aux îles Ioniennes en matière de pensions ;

2^o Les indemnités dues à certains individus actuellement au service du Gouvernement ionien, lesquels perdront leurs emplois par suite de l'union des îles à la Grèce ;

3^o Les pensions dont plusieurs sujets ioniens jouissent, en rémunération de services rendus au Gouvernement ionien.

Une Convention spéciale conclue entre S. M. Britannique et S. M. le Roi des Hellènes déterminera le chiffre de ces différentes allocations et règlera le mode de leur payement.

Art. 9. Les autorités civiles et les forces militaires de Sa Majesté Britannique seront retirées du territoire des États-Unis des îles Ioniennes dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, après la ratification du présent Traité.

Art. 10. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 29 mars, l'an de grâce 1864.

(L. S.) Signé : LA TOUR D'Auvergne. (L. S.) Signé : CH. TRICOUPI.

(L. S.) Signé : RUSSELL.

(L. S.) Signé : BRUNNOW.

Traité conclu entre la France, la Grande-Bretagne, la Russie d'une part et le Danemark de l'autre, relativement à l'accession du prince Guillaume de Danemark au trône de Grèce, signé à Londres le 13 juillet, ratifié le 3 août 1863¹.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

LL. MM. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur des Français et l'Empereur de toutes les Russies, désirant applanir les difficultés survenues dans le Royaume de Grèce, placé sous leur commune garantie, ont jugé nécessaire de s'entendre sur les arrangements à prendre, afin de réaliser les vœux de la nation grecque qui appellent le Prince Guillaume de Danemark au Trône Hellénique.

De son côté, S. M. le Roi de Danemark, se rendant à l'invitation de leurs dites Majestés, a consenti à leur prêter son concours en vue de ce résultat, conforme aux intérêts de la paix générale.

En conséquence, LL. MM. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur des Français, et l'Empereur de toutes les Russies d'une part, et S. M. le roi de Danemark de l'autre, ont résolu de conclure un Traité, et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Jean comte Russell*, vicomte *Amberley de Amberley et Ardsalla*, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, conseiller de S. M. Britannique en son conseil privé, son principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères;

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Jean-Baptiste-Louis baron Gros*, sénateur de l'Empire, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. Britannique, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion-d'Honneur, grand-croix de l'ordre du Sauveur de Grèce, de l'ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de l'ordre pontifical de Pie IX, commandeur de l'ordre de la Conception de Portugal, etc., etc.;

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur *Philippe baron de Brunnow*, son conseiller privé actuel, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. Britannique, chevalier des ordres de Saint-André, de Saint-Wladimir de première classe, de Saint-Alexandre Newski en diamants, de l'Aigle-Blanc, de Sainte-Anne de première classe, de Saint-Stanislas de première classe, grand-croix de

1. Le Traité du 13 juillet et les protocoles ont déjà été publiés par les *Archives*, mais séparément. Voir *Archives* de 1863, t. III, p. 426, et t. IV, p. 276.

l'ordre impérial de la Légion-d'Honneur, du Danebrog de Danemark en diamants, et de l'ordre du Sauveur de Grèce de première classe, etc., etc.;

Et S. M. le Roi de Danemark, le sieur Torben de Bille, son chambellan, commandeur de l'ordre de Danebrog, et décoré de la croix d'honneur du même ordre, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. Britannique;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants.

Art. 1^{er}. S. M. le Roi de Danemark, d'accord avec le Prince Cristian de Danemark, agissant en qualité de tuteur de son fils puiné le Prince Christian-Guillaume-Ferdinand-Adolphe-George, accepte pour ce Prince, encore mineur, la souveraineté héréditaire de la Grèce, qui lui est offerte par le Sénat et par l'Assemblée nationale de la Grèce au nom de la nation Hellénique.

Art. 2. Le Prince Guillaume de Danemark portera le titre de George I, Roi des Grecs.

Art. 3. La Grèce, sous la souveraineté du Prince de Danemark, et la garantie des trois Cours, forme un État monarchique, indépendant, constitutionnel.

Art. 4. Les limites du territoire Grec, déterminées par l'arrangement conclu à Constantinople entre les trois Cours et la Porte Ottomane le 21 juillet 1832, recevront une extension (par la réunion des îles Ioniennes au Royaume Hellénique, à l'époque où cette réunion, proposée par le Gouvernement de S. M. Britannique, aura été trouvée d'accord avec les vœux du Parlement ionien, et où elle aura obtenu l'assentiment des Cours d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie.

Art. 5. Les îles Ioniennes, lorsque leur réunion au Royaume de Grèce aura été effectuée, seront comprises dans la garantie stipulée par l'art. 3 du présent Traité.

Art. 6. Dans aucun cas la Couronne de Grèce et la Couronne de Danemark ne pourront se trouver réunies sur la même tête.

Art. 7. Conformément au principe de la Constitution hellénique, reconnu par le Traité signé à Londres le 20 novembre 1852, et proclamé par le décret de l'Assemblée nationale de la Grèce du 30 mars 1863, les successeurs légitimes du Roi George I^{er} devront professer les dogmes de l'Église orthodoxe d'Orient.

Art. 8. La majorité du Prince Guillaume de Danemark, fixée par la loi de la famille royale à dix-huit ans révolus, c'est-à-dire au 24 décembre 1863, sera considérée comme accomplie avant cette époque, si un décret de l'Assemblée nationale en reconnaissait la nécessité.

Art. 9. A l'époque où la réunion des îles Ioniennes au Royaume Hellénique aura lieu aux termes de l'art. 4 du présent Traité, S. M.

Britannique recommandera au Gouvernement des États-Unis des îles Ioniennes d'affecter annuellement une somme de dix mille livres sterling à augmenter la liste civile de S. M. Georges I^{er}, Roi des Grecs.

Art. 10. Chacune des trois Cours fera abandon, en faveur du Prince Guillaume de Danemark de quatre mille livres sterling par an sur les sommes que le Trésor Grec s'est engagé à payer annuellement à chacune d'elles, en vertu de l'arrangement conclu à Athènes par le Gouvernement Grec, avec le concours des Chambres, au mois de juin 1860.

Il est expressément entendu que ces trois sommes, formant un total de douze mille livres sterling annuellement, seront destinées à constituer une dotation personnelle de Sa Majesté le Roi, en sus de la liste civile fixée par la loi de l'État.

Art. 11. L'avènement du Prince Guillaume au Trône Hellénique n'apportera aucun changement aux engagements financiers que la Grèce a contractés par l'art. 12 de la Convention signée à Londres le 7 mai 1832, envers les Puissances garantes de l'emprunt.

Il est entendu également que les Puissances veilleront d'un commun accord à l'exécution de l'engagement pris par le Gouvernement Hellénique au mois de juin 1860, sur la représentation des trois Cours.

Art. 12. Les trois Cours s'emploieront dès à présent à faire reconnaître le Prince Guillaume de Danemark en qualité de Roi des Grecs par tous les Souverains et États avec lesquels elles se trouvent en relations.

Art. 13. S. M. le Roi de Danemark se réserve de prendre les mesures les plus propres à faciliter l'arrivée du Roi George I^{er} dans ses États, le plus tôt que faire se pourra.

Art. 14. Les trois Cours porteront le présent Traité à la connaissance du Gouvernement Grec, et lui prêteront tout l'appui qui pourra dépendre d'elles, dans l'attente de l'arrivée prochaine de S. M. le Roi.

Art. 15. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le treize juillet, l'an de grâce mil huit cent soixante-trois.

(L. S.)	RUSSELL.	(L. S.)	BILLE.
(L. S.)	Baron GROS.		
(L. S.)	BRUNNOW.		

**Protocole de la Conférence tenue au Foreign-Office
le 3 août 1863.**

Présents : les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Russie et de Danemark.

Le principal Secrétaire d'État de S. M. Britannique pour les affaires étrangères ayant ouvert la séance, M. le Ministre de S. M. le Roi de Danemark a donné lecture de la déclaration suivante :

S. M. le roi George I^{er}, voulant se conformer aux usages qui prévalent en Grèce, et s'identifier autant que possible à sa patrie d'adoption, croit devoir déclarer aux Puissances protectrices de la Grèce qu'il désire prendre désormais le titre de Roi des Hellènes.

Les plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne n'ayant présenté aucune observation à ce sujet, et désirant se rendre au vœu exprimé au nom de S. M. le roi George I^{er} par M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark, se sont engagés, au nom de leurs Cours respectives, à reconnaître à S. M. George I^{er}, Roi des Hellènes, le nouveau titre qu'il vient de prendre.

Le plénipotentiaire de Russie s'est réservé de porter la déclaration du plénipotentiaire de Danemark à la connaissance de sa Cour.

Signé: Baron Gros.

RUSSELL.

BRUNNOW.

BILLE.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



AALI PACHA
MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE TURQU.^e

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1864

II

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS ET CONVENTIONS

ENTRE LA SUISSE ET LA FRANCE

SIGNÉS A PARIS LE 30 JUIN 1864¹.

I

**Traité de commerce², conclu le 30 juin 1864, entre
la Confédération suisse et la France.**

Le Gouvernement de la Confédération suisse et le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, également animés du désir de resser-

1. *Le Moniteur* en date du 21 juin 1864 a annoncé la conclusion des Traités et Conventions entre la France et la Suisse dont les négociations se poursuivaient depuis dix-huit mois.

Le Gouvernement fédéral a aussitôt convoqué la Diète pour le 1^{er} septembre prochain à l'effet de donner à ces Traités la sanction législative qui doit précéder leur ratification. Il a en même temps fait distribuer aux membres de la Diète les Textes de ces arrangements, tels que nous les reproduisons ici.

Le Moniteur ajoute que M. Behic, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, depuis son entrée aux affaires, a constamment pris part aux Conférences qui ont précédé la conclusion de ces divers actes diplomatiques.

2. Comparer avec le Traité avec la Grande-Bretagne du 23 janvier 1860 (*Archives*, 1861, t. III, p. 5).

— Traité avec la Belgique du 1^{er} mai 1860 (*Archives*, 1861, t. III, p. 161).

— Traité avec la Prusse du 2 août 1862 (*Archives*, 1862, tome IV, p. 308).

rer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre la Suisse et la France, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

La Confédération suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près S. M. l'Empereur des Français ;

Et S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ; et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre d'État ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme .

Sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les objets d'origine ou de manufacture suisse, énumérés dans le tarif A, joint au présent traité, et importés directement du territoire suisse, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 2. Les objets d'origine ou de manufacture française, énumérés dans le tarif B, joint au présent traité, et importés directement du territoire français, seront admis en Suisse aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 3. Les droits à l'exportation de l'un des deux pays dans l'autre, et les droits perçus en Suisse pour le transit, sont fixés conformément aux tarifs C, D et E, joints au présent traité.

Art. 4. Le Gouvernement de la Confédération suisse s'engage en outre à accorder aux produits du pays de Gex le bénéfice des dispositions contenues dans le règlement annexé au présent traité sous la lettre G.

Art. 5. Seront considérées comme importées directement les marchandises d'origine ou de fabrication suisse expédiées en France par les chemins de fer confinant à la Suisse, pourvu que, dans ce dernier cas, les wagons ou les colis renfermant ces marchandises soient cadenassés ou plombés par la douane suisse ; que les cadenas ou les plombs soient reconnus intacts à l'arrivée en France et que l'expédition ait lieu dans les conditions réglées entre les Hautes Parties contractantes pour le service international des chemins de fer.

Les marchandises d'origine ou de fabrication française jouiront

sous les mêmes conditions, à l'entrée en Suisse, d'un traitement exactement semblable.

Art. 6. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les charges qui sont ou seront supportées par les producteurs français, soit pour les droits grevant à l'intérieur leurs produits ou les matières dont leurs produits sont fabriqués, soit pour une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif établi sur leur production, pourront être compensés par des surtaxes complémentaires équivalentes sur les produits similaires d'origine ou de manufacture suisse. En cas de suppression, de diminution ou d'augmentation des charges mentionnées dans cet article, les surtaxes seront supprimées, réduites ou augmentées proportionnellement.

Par application de ces principes, et comme compensation des charges que l'exercice de leurs établissements fait peser sur les fabricants français, les produits chimiques à base de sel de fabrication suisse acquitteront à leur entrée en France, outre les droits de douane inscrits dans le tarif A annexé au présent traité, les surtaxes suivantes :

	les 100 kilogr.
	fr. c.
Sel amoniac (hydrochlorate d'ammoniaque).....	3 00
Sulfate de soude anhydre)	
contenant en nature pur.....	6 00
plus de 25 pour 100 de impur.....	5 40
sel	
Soude artificielle brute, ne titrant pas au minimum	
30 degrés.....	4 35
Sel de soude (carbonate de soude), ne titrant pas au	
minimum 60 degrés	11 00
Soude artificielle brute,)	
titrant au moins 30 de-)	
grés.....	0 40
Cristaux de soude (carbo-)	
nate de soude cristallisé.)	
anhydre ne contenant pas	
en nature plus de 25 p. 100	
Sulfate de soude impur..)	
de sel.....	0 55
cristallisé ou hydraté.....	0 20
anhydre ne contenant pas en	
nature plus de 25 pour 100	
Sulfate de soude pur....)	
de sel.....	0 60
cristallisé ou hydraté.....	0 25
Sulfite de soude.....	0 60
Sel de soude (carbonate de soude) titrant au moins	
60 degrés	1 10
Acide hydrochlorique (acide muriatique).....	0 30
Chlorure de chaux.....	0 75
Chlorate de potasse.....	6 60
Chlorure de magnésium.....	0 40

	les 100 kilogr.
	fr. c.
Outremer factice.....	0 65
Soude de varech.....	0 15
Salin de betterave.....	0 10
Sel d'étain.....	0 30
Soude caustique.....	1 40
Bicarbonate de soude.....	0 70
Silicate de soude.....	{ anhydre..... 0 70
	{ cristallisé ou hydraté..... 0 35
Aluminate de soude.....	0 70
Hyposulfite de soude.....	0 30
Acétate de soude.....	{ anhydre..... 0 50
	{ cristallisé ou hydraté..... 0 30

D'autre part, pour compenser les droits intérieurs dont sont grevés les produits similaires français, seront assujettis aux surtaxes suivantes :

	l'hectolitre.
	fr. c.
L'alcool pur, liqueurs, eaux-de-vie en bouteille.....	90 00
La bière.....	2 40
Le vernis à l'esprit-de-vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans le vernis.....	90 00

Il est entendu que les sucres bruts et les sucres raffinés ne sont pas compris dans cette nomenclature, parce que les droits de douane fixés à l'importation de ces produits comprennent l'impôt de consommation dont ils sont grevés actuellement en France.

Il demeure, en outre, convenu que si des drawbacks étaient accordés à des produits de fabrication française, les droits qui grèvent les produits d'origine ou de fabrication suisse pourront être augmentés, s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Art. 7. La Suisse jouira des mêmes droits que ceux qui sont réservés à la France par l'article précédent.

Art. 8. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal.

Art. 9. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation perçus pour le compte de l'État,

des cantons ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou qui grèveraient les marchandises similaires de production nationale, sous réserve des dispositions de l'article suivant. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 10. Les droits applicables aux vins d'origine française en fût, double fût ou tout autre mode d'emballage, quel que soit le prix ou la qualité de ces vins, ne pourront excéder le minimum des droits cantonaux actuellement en vigueur pour les vins étrangers en simple fût et indiqués au tableau F annexé au présent traité.

Les vins en bouteilles supporteront les droits énumérés audit tableau pour les vins étrangers en bouteilles et conformément aux distinctions qui y sont énoncées.

Il est entendu que, dans les cantons où il n'existe pas de taxes de consommation ou d'octroi, celles qui viendraient à être établies n'atteindraient pas les vins d'origine française.

Il est également entendu que, dans le cas où l'un des cantons qui perçoivent des droits de consommation ou d'octroi sur les vins viendrait à réduire la taxe afférente aux produits suisses, les vins d'origine française seraient dégrevés dans la même proportion.

La Confédération suisse s'engage à ce que les droits de consommation perçus, dans les cantons, sur les eaux-de-vie et liqueurs de provenance française ne soient pas élevés au-dessus du taux actuel, pendant toute la durée du présent traité.

Art. 11. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux pays, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Des bureaux spéciaux seront établis à Bellegarde et à Pontarlier pour le contrôle et la marque des objets ci-dessus désignés. Il est entendu que les matières d'or et d'argent pourront être contrôlées sur le brut et que les boîtes de montres brutes ou finies pourront être expédiées aux bureaux de vérification en France, moyennant une soumission cautionnée garantissant leur réexportation.

Art. 12. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent traité à l'égard des produits non originaires de la Suisse, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes dont sont ou peuvent être frappés les produits importés en France, sous pavillon français d'ailleurs que des pays d'origine.

Art. 13. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur devra présenter à la douane de

l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes au bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition.

Il est entendu qu'il ne sera pas exigé de certificat pour la justification d'origine des produits ci-après énumérés :

Fer et fonte ;
Cuivre pur ou allié, laminé ou battu, en barres ou en planches ;
Zinc laminé ;
Plomb laminé ;
Plomb allié d'antimoine en masse ;
Étain allié d'antimoine en liagots ;
Étain pur ou allié, battu ou laminé ;
Mercure natif ;
Antimoine sulfuré fondu ;
Antimoine métallique ou régule ;
Nickel ;
Ouvrages en fonte, fer ou acier ;
Coutellerie de toute espèce ;
Instruments de chirurgie, d'optique et de chimie ;
Outils en fer rechargés d'acier ;
Objets en fonte et fer non polis et polis ;
Toiles métalliques en fer, acier, cuivre ou laiton ;
Cylindres pour impression ;
Chaudronnerie ;
Ouvrages en cuivre pur ou allié ;
Ouvrages en plomb ;
Caractères d'imprimerie neufs, clichés et planches gravées pour impression ;
Ouvrages en étain, nickel, plaqué ou métaux dorés et argentés ;
Montres ;
Machines et mécaniques, appareils complets ou pièces détachées ;
Carrosserie ;
Peaux préparées ;
Futailles vides ;
Pelles, fourches, etc., etc., en bois ;
Avirons ;
Plats, cuillers, etc., etc., en bois ;
Pièces de charpente ;
Pièces de charonnage ;
Autres ouvrages en bois ;
Meubles ;
Articles d'emballage ayant déjà servi ;
Fils de lin ou de chanvre ;
Dentelles de lin ;
Jute peigné ;
Fils de jute ;
Tissus de phormium tenax, etc., etc.
Coton en feuilles cardées ou gommées ;

Fils de coton ;
 Dentelles et blondes de coton ;
 Fils de laine, sauf les fils de laine retors pour tapisserie ;
 Feutres ;
 Fils d'alpaca et de vigogne, de poils de chèvre et d'autres poils ;
 Poils de chèvre peignés ;
 Soies gréges et moulinées ;
 Soies teintes ;
 Bourre de soie en masse, teinte ;
 Bourre de soie en masse, peignée ;
 Produits chimiques, sauf :

Acide sulfurique, acide citrique, jus de citron, sulfure d'arsenic, salin de betteraves, carbonate, nitrate et tartrate de potasse, nitrate de soude, dérivés de l'essence de houille, oxyde de plomb, acide oléique, savons de parfumerie et sulfure de mercure ;

Bouteilles ;
 Verres à vitres ;
 Verres de montre et d'optique ;
 Émaux ;
 Poterie grossière de terre et grès commun ;
 Faïence commune ;
 Fleurs artificielles ;
 Objets de mode ;
 Instruments de musique ;
 Caoutchouc et gutta-percha ouvrés ;
 Cire à cacheter ;
 Cirage ;
 Encre à écrire, à dessiner ou à imprimer ;
 Poisson d'eau douce préparé ;
 Épices préparées ;
 Ardoises ;
 Plantes alcalines ;
 Écaussines ;
 Parfumeries ;
 Chicorée brûlée ou moulue ;
 Chandelles ;
 Colle de poisson ;
 Papier ;
 Cartons ;
 Parasols et parapluies ;
 Amidon ;
 Fromage ;
 Beurre ;
 Sucre de lait ;
 Parqueterie ;
 Horlogerie et fournitures d'horlogerie.

Art. 14. Les droits *ad valorem*, stipulés par le présent traité, seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de

commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux pays jusqu'au lieu d'introduction.

L'importateur devra, indépendamment du certificat d'origine, joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel, et émanant du fabricant ou du vendeur.

Art. 15. Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de 5 p. cent.

Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront en même temps restitués.

Art. 16. L'importateur contre lequel la douane de l'un des deux pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent, pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la douane, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art. 17. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de 5 p. c. celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de 5 p. c. celle qui est déclarée, la douane pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de 50 p. c. à titre d'amende si l'évaluation des experts est de 10 p. c. supérieure à la valeur déclarée. Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de 5 p. c. la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane.

Art. 18. Dans les cas prévus par l'article 16, les deux arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes. En cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du ressort. Si le bureau de déclaration est à plus d'un myriamètre du siège du tribunal de commerce, le tiers arbitre pourra être nommé par le juge de paix du canton. En Suisse, il sera nommé par le président du tribunal du district.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la conclusion de l'arbitrage.

Art. 19. Les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature,

l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre, après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Art. 20. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après les *net réel*, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Art. 21. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits fixés par le présent traité ne subiront aucune réduction du chef d'avarie ou de détérioration quelconque des marchandises.

Art. 22. Les tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur, ne pourront être importés que par les bureaux actuellement ouverts.

Art. 23. Aucune fraction de fils ne sera comptée pour la perception des droits, dans la vérification des tissus, dont la taxe est fixée selon le nombre des fils contenus dans un espace de cinq millimètres.

Art. 24. L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent traité, est affranchi de l'obligation de produire à la douane de l'un ou de l'autre pays tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 25. Les marchandises de toute nature venant de Suisse ou y allant seront exemptes de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 26. Les fabricants et marchands français, ainsi que leurs commis voyageurs, dûment patentés en France dans l'une de ces qualités, pourront, dans la Suisse, sans y être soumis à aucun droit de patente, faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises.

Il y aura réciprocité en France pour les fabricants et marchands des cantons de la Suisse et leurs commis voyageurs.

Les formalités nécessaires pour obtenir cette immunité seront réglées d'un commun accord.

Art. 27. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons, et qui sont importés en Suisse par des commis voyageurs de maisons françaises ou en France par des commis voyageurs de maisons suisses, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront les mêmes en France et en Suisse, et elles seront réglées d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Art. 28. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tous privilèges ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations. Toutefois, les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur l'exportation de ce produit.

Art. 29. Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie. Toutefois, les marchandises originaires de Suisse ne pourront être importées dans cette possession qu'en transitant par la France.

Art. 30. Le présent traité restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce traité et les tarifs y annexés, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 31. Le présent traité et les tarifs y annexés recevront leur application dans les deux pays, le 1^{er} janvier 1866, ou plus tôt si les Hautes Parties contractantes reconnaissent, d'un commun accord, que cette date peut être anticipée. De tout cas, ce traité sera exécutoire en même temps que le traité de commerce conclu, le 2 août 1862, entre la France et la Prusse.

L'admission en France des gazes et mousselines au droit de dix p. 100 de la valeur sera, toutefois, ajournée au 1^{er} janvier 1868.

Art. 32. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se

peut, et simultanément avec celles des conventions relatives à la propriété littéraire, artistique et industrielle, et à l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 juin 1864.

(L. S.) *Signé* KERN.

(L. S.) *Signé* DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* ROUHER.

Tarif A, annexé au Traité de commerce conclu entre la Suisse et la France.

DROITS A L'ENTRÉE EN FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.	
MÉTAUX.		
Fer et fonte.		
Minerai de fer	Exempt.	
Mâchefer, limailles et scories de forge.....	Exempts.	
Fonte brute en masses et fonte moulée pour lest de navire.....	2 ^{fr} 00 ^c les 100 kil.	
Débris de vieux ouvrages en fonte.....		
Fonte épurée dite <i>mazée</i>	2 75	—
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer.....	4 50	—
Fer brut en massiaux ou prismes retenant encore des scories....		
Fers en barres, carrées, rondes ou plates, rails de toute forme et dimension, fers d'angle et à T et fils de fer, sauf les exceptions ci-après	6 00	—
Fers feuillards en bandes d'un millimètre d'épaisseur ou moins..	7 50	—
Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant 200 kilogramme ou moins, et dont la largeur n'excède pas 1 ^m ,20, ni la longueur 4 ^m ,50.....	7 50	—
Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant plus de 200 kilogrammes ou bien ayant plus de 1 ^m ,20 de largeur ou plus de 4 ^m ,50 de longueur..	7 50	—
Tôles minces et fers noirs en feuilles d'un millimètre d'épaisseur ou moins	10 00	—
(Les feuilles de tôle ou fers noirs, planes, découpées d'une façon quelconque, payeront un dixième en sus des feuilles rectangulaires.)		
Fer étamé (fer-blanc), cuivré, zingué ou plombé.....	13 00	—
Fil de fer de 5/10 ^e de millimètre de diamètre et au-dessous, qu'il soit ou non étamé, cuivré ou zingué	10 00	—
Acier.		
En barres de toute espèce et feuillard	13 00	—

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
MÉTAUX (suite.)	
En tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, d'une épaisseur supérieure à un demi-millimètre	18 ^f 00 ^c les 100 kil.
En tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, d'un demi-millimètre d'épaisseur ou moins	25 00 —
En tôle ou en bandes blanches, laminées à froid, quelle que soit l'épaisseur	25 00 —
Fil d'acier, même blanchi, pour cordes d'instruments	
<i>Cuivre.</i>	
Minerai	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre	Exempts.
Pur ou allié de zinc ou d'étain de première fusion, en masses, barres, saumons ou plaques	Exempt.
Pur ou allié de zinc ou d'étain laminé ou battu, en barres ou planches	10 ^f 00 ^c les 100 kil.
Pur ou allié en fils de toute dimension polis ou non	10 00 —
Doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, filé sur fil ou sur soie ..	100 00 —
<i>Zinc.</i>	
Minerai cru ou grillé, pulvérisé ou non	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages	Exempts.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques	Exempt.
Laminé	4 ^f 00 ^c les 100 kil.
<i>Plomb.</i>	
Minerai et scories de toute sorte	Exempts.
Limailles et débris de vieux ouvrages	Exempts.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques	Exempt.
Laminé	3 ^f 00 ^c les 100 kil.
Allié d'antimoine, en masses	3 00 —
Vieux caractères d'imprimerie	3 00 —
<i>Étain.</i>	
Minerai	Exempt.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques	Exempt.
Limailles et débris	Exempts.
Allié d'antimoine (métal britannique) en lingots	5 ^f 00 ^c les 100 kil.
Pur ou allié, battu ou laminé	6 00 —
Cadmium brut	
Mercure natif	
Bismuth ou étain de glace	
<i>Antimoine.</i>	
Minerai	Exempts.
Sulfuré fondu	
Métallique ou régule	6 ^f 00 ^c les 100 kil.
<i>Nickel.</i>	
Minerai de nickel et speiss	
Pur ou allié d'autres métaux, notamment de cuivre ou de zinc (argentan), en lingots ou masses brutes	Exempts.
Pur ou allié d'autres métaux, battu, laminé ou étiré	10 ^f 00 ^c les 100 kil.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.	
MÉTAUX (suite).			
<i>Manganèse.</i> — Minéral.....	}	Exempts	
<i>Arsenic.</i> — Minéral.....			
<i>Arsenic métallique</i>			
<i>Minerais non dénommés</i>			
OUVRAGES EN MÉTAUX.			
<i>Fonte.</i>			
Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :			
1 ^{re} classe. — Coussinets de chemins de fer, plaques ou autres pièces coulées à découvert.....		3 00	les 100 kil.
2 ^e classe. — Tuyaux cylindriques, droits, poutrelles et colonnes pleines ou creuses, cornues pour la fabrication du gaz, bar- reaux pleins et leurs assemblages, grilles et plaques de foyer, arbres de transmission, bâtis de machines et autres objets sans ornements ni ajustages.....		3 75	—
3 ^e classe. — Poteries et tous autres ouvrages non désignés dans les deux classes précédentes.....		4 50	—
Ouvrages en fonte polis ou tournés.....		6 00	—
Ouvrages en fonte étamés, émaillés ou vernissés.....		10 00	—
<i>Fers.</i>			
Ferronnerie comprenant :			
Pièces de charpentes.....	}	8 00	
Courbes et solives pour navires.....			
Ferrures de charrettes et wagons.....			
Gonds, pentures, gros verrous, équerrés et autres gros ferre- ments de portes ou croisées, non tournés ni polis.....			
Grilles en fer plein, lits, sièges et meubles de jardin ou autres, avec ou sans ornements accessoires en fonte, cuivre ou acier..		8 00	—
N. B. Les essieux, ressorts et bandages de roues ne sont pas compris dans cette nomenclature et figurent parmi les pièces déta- chées de machines.			
Serrurerie comprenant :			
Serrures et cadenas en fer de toute sorte, fiches et charnières en tôle, loquets, targettes et tous autres objets en fer ou tôle tournés, polis ou limés, pour ferrures de meubles, portes et croisées.....		12 00	—
Clous forgés à la mécanique.....		8 00	—
Clous forgés à la main.....		12 00	—
Vis à bois, boulons et écrous.....			
Ancres.....		8 00	—
Câbles et chaînes en fer.....			
Outils en fer pur, emmanchés ou non.....		10 00	—
Tubes en fer étirés, soudés par simples rapprochements :			
De 9 millimètres de diamètre intérieur ou plus.....		11 00	—
De moins de 9 millimètres, raccords de toute espèce.....		20 00	—
Tubes en fer étirés, soudés sur mandrin et à recouvrement.....		20 00	—
Articles de ménage et autres ouvrages non dénommés :			
En fer ou en tôle, polis ou peints.....		14 00	—
En fer ou en tôle, émaillés, étamés ou vernissés.....		16 00	—
<i>Acier.</i>			
Outils en acier pur (limes, scies circulaires ou droites, faux, faucilles et autres non dénommés).....		32 00	—

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
OUVRAGES EN MÉTAUX (suite).	
Aiguilles à coudre de moins de 5 centimètres.....	200 ^f 00 ^c les 100 kil.
Aiguilles à coudre de 5 centimètres ou plus.....	100 00 —
Plumes métalliques en métal autre que l'or et l'argent.....	100 00 —
Petits objets en acier, tels que perles, coulants, broches et dés à coudre.....	20 00 —
Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommés.	32 00 —
Hameçons de toute espèce.....	50 00 —
Coutellerie de toute espèce.....	15 p. 100 de la valeur
Instruments de chirurgie, de précision, de physique et de chimie (pour laboratoire).....	Exempts.
Armes de commerce.. { Armes blanches.....	40 ^f 00 ^c les 100 kil.
{ Armes à feu.....	240 00 —
Métaux divers.	
Outils en fer rechargés d'acier, emmanchés ou non.....	15 00 —
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant inférieur à la moitié du poids total.....	4 50 —
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant égal ou supérieur à la moitié du poids total.....	8 00 —
Objets en fonte et fer polis, émaillés ou vernissés, même avec ornements accessoires en fer, cuivre, laiton ou acier.....	12 00 —
Toiles métalliques en fer ou en acier.....	10 00 —
Cylindres en cuivre ou laiton, pour impression, gravés ou non...	15 00 —
Chaudronnerie.....	20 00 —
Toiles en fil de cuivre ou laiton.....	20 00 —
Objets d'art et d'ornement et tous autres ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain.....	20 00 —
Ouvrages en zinc de toute espèce.....	8 00 —
Tuyaux et autres ouvrages de plomb de toute sorte.....	3 00 —
Caractères d'imprimerie neufs, clichés et planches gravées pour impression sur papier.....	8 00 —
Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine....	30 00 —
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (argentan).....	100 00 —
Ouvrages en plaqué sans distinction de titre.....	100 00 —
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par les procédés électro-chimiques.....	100 00 —
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.	500 00 —
Horlogerie de toute sorte.....	5 p. 100 de la valeur.
Ou au choix de l'importateur, qui devra en faire préalablement la déclaration à la douane :	
Montres { à boîtes d'argent.....	1 ^r 00 ^c la pièce.
{ à boîtes d'or.....	5 00 —
Carillons et boîtes à musique.....	5 00 —
Horloges en bois.....	1 00 —
Fournitures d'horlogerie.....	50 00 les 100 kil.
MACHINES ET MÉCANIQUES.	
Appareils complets.	
Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudière, avec ou sans volant.....	6 00 —
Machines à vapeur fixes, pour la navigation, avec ou sans chaudières.....	12 00 —

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.	
MACHINES ET MÉCANIQUES (suite).		
Machines locomotives ou locomobiles.....	10 ^f 00 ^c	les 100 kil.
Tenders complets de machines locomotives.....	8 30	—
Machines pour la filature.....	10 00	—
Machines à nettoyer et ouvrir la laine, le coton, le lin, le chanvre et autres matières textiles.....	6 00	—
Machines pour le tissage.....	6 00	—
Machines à fabriquer le papier.....		
Machines à imprimer.....		
Machines pour l'agriculture.....	10 00	—
Machines à bouter les plaques et rubans de cardes.....		
Métiers à tulle.....		
Appareils en cuivre à distiller.....	8 00	—
Appareils à sucre.....		
Appareils de chauffage.....		
Cardes non garnies.....	12 00	—
Chaudières à vapeur en tôle de fer, cylindriques ou sphériques, avec ou sans bouilleurs ou réchauffeurs.....		
Chaudières à vapeur tubulaires en tôle de fer, à tubes en fer, cuivre ou laiton, étirés ou en tôle clouée, à foyers intérieurs, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphé- rique simple.....		
Chaudière à vapeur en tôle d'acier de toute forme.....	25 00	—
Gazomètres, chaudières découvertes, poêles et calorifères en tôle ou en fonte et tôle.....	8 00	—
Machines-outils et machines non dénommées contenant 75 p. 100 de fonte et plus.....	6 00	—
Machines-outils et machines non dénommées contenant 50 à 75 pour 100 exclusivement de leur poids en fonte.....	10 00	—
Machines-outils et machines non dénommées contenant moins de 50 pour 100 de leur poids en fonte.....	15 00	—
Pièces détachées de machines.		
Plaques et rubans de cardes sur cuir, caoutchouc, ou sur tissus purs ou mélangés.....	50 00	—
Dents de rots en fer ou cuivre.....	30 00	—
Rots, ferrures ou peignes à tisser, à dents de fer ou de cuivre...	30 00	—
Pièces en fonte, polies, limées et ajustées.....	6 00	—
Pièces en fer forgé, polies, limées et ajustées ou non, quel que soit leur poids.....	10 00	—
Ressorts en acier pour carrosserie, wagons et locomotives.....	15 00	—
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant plus d'un kilogramme.....	25 00	—
<i>Idem</i> , pesant un kilogramme ou moins.....	35 00	—
Pièces en cuivre pur ou allié de tous autres métaux.....	20 00	—
Plaques et rubans de cuir, de caoutchouc et de tissus spéciale- ment destinés pour cardes.....	20 00	—
Bâtiments de mer construits en Suisse, en bois.....	20 par tonneau de jauge française.	
Bâtiments de mer construits en Suisse, en fer.....	60 00	—
Coques de bâtiments de mer et bateaux de rivières, en bois.....	10 00	—
Coques de bâtiments de mer et bateaux de rivières, en fer.....	40 00	—
N. B. Les machines et moteurs installés à bord de ces bâtiments seront taxés séparément d'après le chiffre des droits spécifiés sous la rubrique : <i>Machines et mécaniques</i> .		

N. B. Les machines et moteurs installés à bord de ces bâtiments
seront taxés séparément d'après le chiffre des droits spécifiés sous
la rubrique : *Machines et mécaniques*.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
INDUSTRIES TEXTILES.	
Lin ou chanvre.	
Lin ou chanvre peigné.....	Exempts.
Fils de lin ou de chanvre mesurant au kilogramme :	
Simples :	
Écrus :	
6,000 mètres ou moins.....	15 ^f 00 ^c les 100 kil.
Plus de 6,000 mètres..... Pas plus de 12,000	20 00 —
12,000 mètres..... 24,000	30 00 —
24,000 mètres..... 36,000	36 00 —
36,000 mètres..... 72,000	60 00 —
72,000 mètres.....	100 00 —
Blanchis ou teints :	
6,000 mètres ou moins.....	20 00 —
Plus de 6,000 mètres..... Pas plus de 12,000	27 00 —
12,000 mètres..... 24,000	40 00 —
24,000 mètres..... 36,000	48 00 —
36,000 mètres..... 72,000	80 00 —
72,000 mètres.....	133 00 —
Retors :	
Écrus.....	Le droit afférent au fil simple écri employé au retordage augmenté de 30 p. 100.
Blanchis ou teints.....	Le droit afférent au fil simple teint ou blanchi employé au retordage aug- menté de 30 p. 100.
Les fils de lin ou de chanvre mélangés suivront le même régime que les fils de lin ou de chanvre purs, pourvu que le lin ou le chanvre domine en poids.	
Tissus de lin ou de chanvre unis ou ouvrés présentant en chaîne dans l'espace de 5 millimètres carrés :	
Écrus :	
8 fils ou moins.....	28 ^f 00 ^c les 100 kil.
9, 10 et 11 fils.....	55 00 —
12 fils.....	65 00 —
13 et 14 fils.....	90 00 —
15, 16 et 17 fils.....	115 00 —
18, 19 et 20 fils.....	170 00 —
21, 22 et 23 fils.....	260 00 —
24 fils et au-dessus.....	400 00 —
Blanchis, teints ou imprimés :	
8 fils ou moins.....	38 00 —
9, 10 et 11 fils.....	70 00 —
12 fils.....	95 00 —
13 et 14 fils.....	120 00 —
15, 16 et 17 fils.....	155 00 —
18, 19 et 20 fils.....	230 00 —
21, 22 et 23 fils.....	350 00 —
24 fils et au-dessus.....	535 00 —
Coutils unis ou façonnés, écrus, blanchis, teints ou imprimés...	16 p. 100 de la val.
Linge damassé.....	16 — —

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
INDUSTRIES TEXTILES (suite).	
Batiste Linons Mouchoirs encadrés Tulle de lin Dentelles de lin Bonneterie de lin Passementerie de lin Rubanerie de fil écriu, blanchie ou teinte Articles en lin ou en chanvre, confectionnés en tout ou en partie. Vêtements et articles non dénommés Tissus de lin ou de chanvre mélangés, quand le lin ou le chanvre domine en poids.....	Même régime que les toiles unies. 15 p. 100 de la val. 5 — — 15 — — 15 — — 15 — — 15 — — 15 — — 15 — — 15 — — 15 — —
<i>Jute.</i>	
En brins, teillé ou peigné.....	Exempt.
Fils de jute, mesurant au kilogramme : Écrus :	
Moins de 1,400 mètres.....	5 ⁰⁰ les 100 kil.
De 1,400 à 3,700 mètres exclusivement.....	6 00 —
De 3,700 à 4,200 mètres exclusivement.....	7 00 —
De 4,200 à 6,000 mètres exclusivement.....	10 00 —
Plus de 6,000 mètres exclusivement.....	Même régime que les fils de lin.
Blanchis ou teints :	
Moins de 1,400 mètres.....	7 ⁰⁰ les 100 kil.
De 1,400 à 3,700 mètres exclusivement.....	9 00 —
De 3,700 à 4,200 mètres exclusivement.....	10 00 —
De 4,200 à 6,000 mètres exclusivement.....	14 00 —
Plus de 6,000 mètres exclusivement.....	Même régime que les fils de lin.
Tissus de jute, présentant en chaîne dans l'espace de 5 milli-mètres :	
Écrus :	
1, 2 et 3 fils unis.....	10 ⁰⁰ les 100 kil.
1, 2 et 3 fils croisés.....	12 00 —
4 et 5 fils.....	16 00 —
6, 7 et 8 fils.....	24 00 —
Plus de 8 fils.....	Même régime que les tissus de lin suivant la classe.
Blanchis ou teints :	
1, 2 et 3 fils unis.....	15 ⁰⁰ les 100 kil.
1, 2 et 3 fils croisés.....	17 00 —
4 et 5 fils.....	23 00 —
6, 7 et 8 fils.....	35 00 —
Plus de 8 fils.....	Même régime que les tissus de lin suivant la classe.
Tapis de jute, ras ou à poil.....	24 ⁰⁰ les 100 kil.
Les fils de jute mélangés avec d'autres matières suivront le même régime que les fils de jute purs, pourvu que la jute domine en poids.	
Tissus de jute mélangés quand le jute domine en poids.....	15 p. 100 de la val.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.	
INDUSTRIES TEXTILES (suite).		
Végétaux filamenteux.		
Phormium tenax, abaca et autres végétaux filamenteux non dénommés :		
Filaments :		
Bruts, teillés.....	Exempts.	
Peignés ou tordus.....	5 p. 100 de la val.	
Fils.....	10	—
Tissus.....	10	—
Crin.		
Crin brut de toute nature, même préparé ou frisé.....	Exempt.	
Tissus et ouvrages de crin; tissus et ouvrages de poils de vache purs ou mélangés.....	10 p. 100 de la val.	
Tresses de crin.....	160 ^e 00 ^e les 100 kil.	
Coton.		
Coton de l'Inde en laine.....	Exempt.	
Coton en feuilles cardées ou gommées (ouates).....	0 ^e 10 ^e le kilogr.	
Fils de coton simple, mesurant au demi-kilogramme :		
Ecrus :		
20,000 mètres ou moins.....	0 15	—
De 21,000 à 30,000 mètres.....	0 20	—
De 31,000 à 40,000.....	0 30	—
De 41,000 à 50,000.....	0 40	—
De 51,000 à 60,000.....	0 50	—
De 61,000 à 70,000.....	0 60	—
De 71,000 à 80,000.....	0 70	—
De 81,000 à 90,000.....	0 90	—
De 91,000 à 100,000.....	1 00	—
De 101,000 à 110,000.....	1 20	—
De 111,000 à 120,000.....	1 40	—
De 121,000 à 130,000.....	1 60	—
De 131,000 à 140,000.....	2 00	—
De 141,000 à 170,000.....	2 50	—
De 171,000 et au-dessus.....	3 00	—
Blanchis.....	Le droit sur le fil simple écreu augmenté de 15 p. 100.	
Teints.....	Le droit sur le fil simple écreu augmenté de 25 cent. par kilogr.	
Fils de coton retors en deux bouts :		
Ecrus.....	Le droit afférent au numéro du fil simple employé au retordage augmenté de 30 pour 100.	
Blanchis.....	Le droit sur le fil écreu retors en deux bouts augmenté de 15 pour 100.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
INDUSTRIES TEXTILES (suite).	
Teints.....	Le droit sur le fil écreu retors en deux bouts augmenté de 25 cent. par kilogr.
Chânes ourdies :	
Ecrues	Le droit sur le fil simple augmenté de 30 pour 100.
Blanchies.....	Le droit sur les chaî- nes ourdies écreues augmenté de 15 pour 100.
Teintes.....	Le droit sur les chaî- nes ourdies écreues augmenté de 25 ^c par kilogr.
Fils écreus blanchis ou teints, en trois bouts ou plus :	
A simple torsion	0 ⁰ 06 ^c par 1000 mètr.
A plusieurs torsions ou câbles.....	0 12 —
Tissus de coton écreus, unis, croisés, coutils :	
1 ^{re} classe, pesant 11 kilogrammes et plus les 100 mètres carrés :	
De 35 fils et au-dessous aux 5 millimètres carrés.....	0 50 le kilogr.
De 36 fils et au-dessus.....	0 80 —
2 ^e classe, pesant de 7 à 11 kilogrammes exclusivement les 100 mètres carrés :	
De 35 fils et au-dessous.....	0 60 —
De 36 à 43 fils.....	1 00 —
De 44 fils et au-dessus.....	2 00 —
3 ^e classe, pesant de 3 à 7 kilogrammes exclusivement les 10 mètres carrés :	
De 27 fils et au-dessous.....	0 80 —
De 28 à 35 fils.....	1 20 —
De 36 à 43 fils.....	1 90 —
De 44 fils et au-dessus.....	3 00 —
Tissus de coton :	
Blanchis.....	15 pour 100 en sus du droit sur l'écreu.
Teints.....	25 ^c par kil. en sus du droit sur l'écreu.
Imprimés.....	15 p. 100 de la val.
Velours de coton :	
Façon soie (dite <i>velvets</i>) :	
Ecrus.....	0 ⁰ 85 ^c le kilogr.
Teints ou imprimés.....	1 10 —
Autres (cordes, moleskins, etc.)	
Ecrus.....	0 60 —
Teints ou imprimés.....	0 85 —
Tissus de coton écreus, unis ou croisés, pesant moins de 3 kilogrammes par 100 mètres carrés	
Piqués, basins, façonnés, damassés et brillantés.....	15 p. 100 de la val.
Couvertures de coton.....	
Tulles unis ou brodés.....	
Gazes et mousselines brodées ou brochées, pour ameublements, tentures ou habillements.....	
Vêtements et articles confectionnés en tout ou en partie.....	
Articles non dénommés.....	15 p. 100 de la val.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
INDUSTRIES TEXTILES (suite).	
Broderies à la main et à la mécanique.....	10 p. 100 de la val.
Dentelles et blondes de coton.....	5 — —
Les fils de coton mélangé payeront les mêmes droits que les fils de coton pur, pourvu que le coton domine en poids dans le mélange.	
Tissus de coton mélangé quand le coton domine en poids	15 — —
<i>Laines.</i>	
Laine en masse	Exempte.
Laine teinte en masse	25'00 ^c les 100 kil.
Laine peignée, teinte ou non.....	25 00 —
Fils de laine, blanchis ou non, simples, mesurant au kilogramme :	0 25 le kilogr.
De 30,000 mètres et au-dessous.....	0 35 —
De 31,000 à 40,000 mètres.....	0 45 —
De 41,000 à 50,000	0 55 —
De 51,000 à 60,000	0 65 —
De 61,000 à 70,000	0 75 —
De 71,000 à 80,000	0 85 —
De 81,000 à 90,000	0 95 —
De 91,000 à 100,000	1 00 —
De 101,000 mètres et au-dessus.....	Le droit afférent aux fils de laine sim- ples employés au retordage augmen- té de 30 pour 100.
Fils de laine, blanchis ou non, retors pour tissage.....	
Fils de laine, blanchis ou non, retors pour tapisserie.....	
Fils de laine teints, simples ou retors	Le droit sur le fil simple élevé au double. Droit sur le fil non teint augmenté de 25 cent. par kilogr.
Tissus de laine.....	
Feutres de toute sorte	10 p. 100 de la val.
Couvertures de laine	10 — —
Tapis de toute espèce.....	10 — —
Bonneterie de laine.....	15 — —
Passementerie de laine.....	10 — —
Rubanerie de laine	10 — —
Dentelles de laine	10 — —
Chaussons de lisière.....	10 — —
Châles et écharpes de cachemire des Indes.....	5 — —
Articles non dénommés.....	10 — —
Lisières de draps de toute espèce, entières ou coupées.....	Exemptes.
Vêtements et articles confectionnés :	
Neufs	10 p. 100 de la val.
Vieux.....	20'00 ^c les 100 kil.
Les fils et tissus d'alpaca, de lama, de vigogne et de cha- meau, purs ou mélangés de laine, suivront le même régime que les fils et tissus de laine, quelle que soit la proportion du mélange.	
Les fils et tissus de laine et autres matières ci-dessus dénom- mées, mélangés de coton ou d'autres filaments quelconques, payeront les mêmes droits que les fils et tissus de laine pure, pourvu que la laine domine dans le mélange.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.

TAUX DES DROITS

APPLICABLES

au 1^{er} janvier 1866.

INDUSTRIES TEXTILES (suite.)

Les fils de poil de chèvre conserveront le régime qui leur est actuellement applicable.

Les tissus de poil de chèvre suivront le régime des tissus de laine.

Soies.

En cocons	Exemptes.
Grèges ou moulignées.....	Exemptes.
Teintes :	
A coudre, à broder et à dentelles.....	Exemptes.
Autres.....	Exemptes.
Bourre de soie :	
En masse.....	Exemptes.
Peignée.....	0 ^f 10 ^c le kilogr.
Filée, simple et retorse, écrue, blanche, azurée, teinte :	
De 80,000 mètres simples au kilogramme et au-dessous.....	0 75 —
De 81,000 mètres simples au kilogramme et au-dessus.....	1 20 —
Tissus bonneterie, dentelles de pure soie.....	Exemptes.
Crêpes, façon d'Angleterre, écrus, noirs ou de couleur.....	
Tulles :	
Unis, écrus.....	Exemptes.
Apprêtés.....	
Façonnés, écrus ou apprêtés.....	
Tissus de bourre de soie pure, de soie et bourre de soie, écrus, blancs, teints, imprimés.....	2 ^f 00 ^c le kilogr.
Tissus, passementerie et dentelles (avec or ou argent fin, avec or de soie ou de bourre de soie.... ou argent 3,50 mi-fin ou faux.	12 00 —
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids.....	3 00 —
Rubans de soie ou de bourre de soie :	
De velours.....	5 00 —
Autres.....	4 00 —
Mélangés.....	10 p. 100 de la val.
Les vêtements et articles confectionnés en soie suivront le régime des tissus dominant en poids.	

PRODUITS CHIMIQUES.

Iode.....	
Brome.....	
Acides :	
Sulfurique.....	
Gallique.....	
Nitrique.....	
Tartrique.....	
Benzoïque.....	
Borique.....	Exemptes.
Citrique.....	
Arsénieux.....	
Jus de citron.....	
Oxydes :	
De fer.....	
De zinc, gris.....	
D'étain.....	
D'urane.....	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
PRODUITS CHIMIQUES (suite).	
Oxyde de cuivre.....	
Safre et autres composés du cobalt.....	
Sulfures d'arsenic.....	
Chlorure de potassium.....	
Iodure de potassium.....	
Salin de betteraves.....	
Carbonate de potasse.....	
Nitrate de potasse.....	
Sulfate de potasse.....	
Tartrates de potasse.....	
Cendres végétales vives et lessivées.....	
Lies de vin.....	
Borax brut.....	
Nitrate de soude.....	
Soude de varech.....	
Noir d'os.....	
Os calcinés blancs.....	Exempt.
Phosphates naturels.....	
Citrates de chaux.....	
Sulfate de magnésie.....	
Carbonate de magnésie.....	
Chlorure de magnésium.....	
Acétate de fer liquide.....	
Garancine.....	
Sucre de lait.....	
Albumine.....	
Curcuma en poudre.....	
Maurelle.....	
Bleu de Prusse.....	
Carmins de toute sorte.....	
Cendres bleues ou vertes.....	
Laque en teinture ou en trochisque.....	
Vert de montagne.....	
Stil de grain.....	
Kermès en grains et en poudre (animal).....	
Essence de houille et ses dérivés.....	5 p. 100 de la val.
Phosphore blanc.....	40 ⁰ 00 ^c les 100 kil.
Oxyde de zinc (blanc de zinc).....	
Oxydes et carbonates de plomb.....	2 00 —
Acide oléique.....	5 00 —
Acide oxalique et oxalates de potasse.....	10 00 —
Prussiate de potasse jaune.....	20 00 —
Prussiate de potasse rouge.....	30 00 —
Extraits de bois de teinture :	
Pour les noirs et violets.....	20 00 —
Pour les rouges et jaunes.....	30 00 —
Acide hydrochlorique (acide muriatique).....	0 60 —
Soude caustique.....	5 00 —
Carbonate de soude (sel de soude à tous degrés).....	3 00 —
Soude artificielle brute.....	1 50 —
Carbonate de soude cristallisé (cristaux de soude).....	1 50 —
Sulfate et sulfite de soude.....	1 20 —
Sulfate et sulfite de soude cristallisé (sel de Glauber).....	0 70 —
Bicarbonate de soude et autres sels de soude non dénommés.....	3 50 —
Chlorure de chaux.....	2 80 —
Chlorate de potasse.....	25 75 —

Exempts.

5 p. 100 de la val.
40' 00^c les 100 kil.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
PRODUITS CHIMIQUES (suite).	
Savons ordinaires et parfumeries	6'00 ^c les 100 kil.
Outremer.....	15 00 —
Phosphore rouge.....	
Aluminium.....	
Aluminate de soude.....	
Chlorure d'aluminium.....	10 p. 100 de la val.
Chromates de potasse.....	
Chromates de plomb.....	
Couleurs non dénommées, sèches, en pâte et liquides.....	
Acide stéarique.....	5 p. 100 de la val.
Colle forte et gélatine.....	
Vernis :	
A l'huile.....	
A l'essence.....	10 p. 100 de la val.
A l'esprit-de-vin.....	
Orseilles de toute sorte.....	
Produits chimiques non dénommés.....	5 p. 100 de la val.
VERRERIE ET CRISTALLERIE.	
Miroirs ayant moins de 1 mètre carré.....	10 p. 100 de la val.
Glaces :	
Brutes.....	1'50 ^c parmèt. carré de superficie.
Étamées ou polies.....	4 00 <i>idem.</i>
Bouteilles de toutes formes.....	1 30 les 100 kil.
Verres :	
A vitre.....	3 50 —
De couleur, polis ou gravés.....	
De montre et d'optique.....	
Gobeletterie et cristaux, blancs et colorés.....	10 p. 100 de la val.
Vitrification.....	
Émaux.....	
Objets en verre non dénommés.....	
Groisil et verre cassé.....	Exempt.
Cristal de roche brut ou ouvré.....	Id.
<i>N. B. Le cristal monté sera taxé comme la Bijouterie et l'orfèvrerie.</i>	
POTERIES.	
<i>Poterie grossière.</i>	
Carreaux, briques et tuiles.....	
Cornues à gaz, tuyaux de drainage et autres, creusets de toute sorte, y compris ceux en graphite et plombagine.....	Exempts.
Pipes en terre.....	
Vernissées ou non, de toutes formes.....	
Vernissées avec décorations à relief unicolores et multicolores, et creux.....	5'00 ^c les 100 kil.
<i>Poterie de grès.</i>	
Ustensiles et appareils pour la fabrication des produits chimiques.	Exempts.
Commune de toute sorte, platerie et creux, comprenant la forme bouteille, les carafes, objets de ménage, ustensiles de cuisine, etc.	4'00 ^c les 100 kil.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.		
POTERIES (suite).			
Faïence.			
Stanifère, pâte colorée, glaçure blanche.....	Exempte.		
Stanifère, glaçure colorée, majoliques, vernissée, multicolore. .	15 p. 100 de la val.		
Fine.....			
Grès fin.....	10 p. 100 de la val.		
Porcelaines de toute sorte, blanches ou décorées, parian et biscuit blanc.....			
ARTICLES DIVERS.			
Carrosserie.....	10 p. 100 de la val.		
Tabletterie et ouvrages en ivoire.....	5 p. 100 de la val.		
Gants de peau.....	10 p. 100 de la val.		
Ouvrages en peau et en cuir de toute espèce.....	Exemptes.		
Futailles vides, neuves ou vieilles, } cerclées en bois.....	10 p. 100 de la val.		
montées ou démontées..... } cerclées en fer.....			
Bois feuillards et merrains.....	Exemptes.		
Pelles, fourches, râteaux et manches d'outils en bois avec ou sans viroles.....	id.		
Avirons.....	id.		
Plats, cuillers, écuelles et autres articles de ménage en bois....	id.		
Pièces de charpente, brutes ou façonnées.....	Exemptes.		
Pièces de charonnage, brutes ou façonnées.....	id.		
Autres ouvrages en bois non dénommés.....	10 p. 100 de la val.		
Meubles.....			
Articles d'emballage ayant déjà servi.....	Exemptes.		
Or et argent battus en feuilles.			
Or.....	25 ^f 00 ^c le kilogr.		
Argent.....	20 00 —		
Sucre.. {	{ au-dessous du n° 13.....	44 00 les 100 kil.	
		{ du n° 13 au n° 20 inclusivement..	46 00 —
		{ candi.....	58 00 —
		{ en pain ou en poudre.....	55 00 —
Peaux.. {	{	Exemptes.	
		vernies et maroquinées.....	80 ^f 00 ^c les 100 kil.
		teintes autres que de mouton.....	
		teintes de mouton.....	
Fleurs artificielles.....	{	10 00 —	
		préparées de toute espèce.....	
Objets de mode.....	Exemptes.		
Tresses en paille de toute sorte.....	Exemptes.		
Chapeaux de paille.....	5 ^f 00 ^c les 100 kil.		
Mercerie de toute sorte.....	10 00 —		
Boutons fins ou communs, autres que de passementerie.....	10 p. 100 de la val.		
Broserie de toute espèce.....			
Instruments de musique et pièces détachées d'instruments.....	50 ^f 00 ^c les 100 kil.		
Epingles de toute sorte.....			
Caoutchouc ouvré :			
Pur ou mélangé.....	20 00 —		
Appliqué sur tissus en pièces ou sur d'autres matières.....	100 00 —		
Vêtements confectionnés.....	120 00 —		
En tissus élastiques, pièces de toute dimension.....	200 00 —		

DENOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
ARTICLES DIVERS (suite).	
Chaussures.....	60 ^f 00 ^c les 100 kil.
N. B. Les ouvrages en gutta-percha suivront le même régime.	
Toiles cirées :	
Pour emballage.....	5 00 —
Pour ameublement, tentures ou autres usages.....	15 00 —
Cire à cacheter.....	30 00 —
Cirage de toute sorte.....	4 00 —
Encre à écrire, à dessiner ou à imprimer.....	20 00 —
Filets de pêche.....	20 00 —
Poisson d'eau douce :	
Frais.....	Exempt.
Préparé.....	10 ^f 00 ^c les 100 kil.
Epices préparées (sauces).....	25 00 —
Fromage de pâte dure.....	4 00 —
Fromage de pâte molle.....	3 00 —
Bière.....	En sus du droit de consommation, 2 ^f par hectolitre.
Cidre.....	0 ^f 25 ^c l hectolitre.
Huiles d'olive.....	3 00 les 100 kil.
Huiles essentielles, volatiles de toute sorte, à l'exception de l'huile de roses.....	1 00 le kilogr.
Jus d'orange.....	Exempt.
Manne.....	8 ^f 00 ^c les 100 kil.
Mélasse contenant :	
Moins de 50 pour 100 de richesse saccharine.....	14 30 —
Plus de 50 pour 100 de richesse saccharine.....	Le droit sur le sucre brut.
Mélasses importées pour la distillation.....	Exemptes.
Alcool, par 100 degrés, en sus des droits de consommation.....	15 ^f 00 ^c par hectol.
Eaux-de-vie, en bouteilles, et liqueurs, sans distinction de degrés, en sus des droits de consommation.....	id.
Ardoises :	
Pour toitures.....	4 ^f le 1000 en nomb.
En carreaux et en tables polis.....	10 ^f le 1000 en nomb.
Mules et mulets.....	5 par têtes.
Pois non spécialement tarifés, bruts et filés.....	Exemptes.
Pois de chèvre peignés.....	10 ^f les 100 kilogr.
Plumes à écrire, brutes ou apprêtées.....	Exemptes.
Plumes à lit de toute sorte, duvet et autres.....	50 ^f les 100 kilogr.
Cire brute, jaune ou blanche.....	1 —
Cire ouvrée.....	4 —
Lait.....	Exemptes.
Beurre frais ou fondu.....	
Beurre salé.....	2 ^f 50 ^c les 100 kilog.
Miel.....	
Oreillons.....	Exemptes.
Graisses de toute sorte et dégras de peau.....	
Blanc de baleine et de cachalot.....	2 ^f 00 ^c les 100 kilog.
Fanons de baleine bruts.....	Exemptes.
Corail brut taillé et non monté.....	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
ARTICLES DIVERS (suite).	
<i>Drogueries</i> (Produits compris sous la désignation de droguerie) :	
Cantharides desséchées, civette, musc, castoréum, ambre gris, fruits à distiller, storax, styrax, sarcocolle, kino et autres sucres végétaux desséchés, racines médicinales de toute espèce, herbes, fleurs, feuilles et écorces médicinales, agaric (amadou), kermès minéral, extrait de quinquina, camphre brut et raffiné, prairiss, anis vert.....	2 ^e les 100 kilogr.
Eponges de toute sorte.....	50 —
Os, sabots de bétail et dents de loup.....	Exempt.
<i>Cornes de bétail :</i>	
Brutes.....	Exemptes.
Préparées et débitées en feuilles de toute dimension.....	3 ^e les 100 kilogr.
Résines de toute sorte, même distillées.....	Exemptes.
Jus de réglisse.....	4 ^e les 100 kilogr.
Safran.....	Exempt.
Sumac moulu.....	
<i>Liège :</i>	
Brut et râpé de toute sorte.....	Exempt.
Ouvré.....	10 p. 100 de la val.
Bois de teinture, même moulus.....	
Joncs et roseaux bruts.....	Exempt.
Écorces à tan de toute sorte, même moulues.....	
Riz en grains.....	0 ^e 50 ^e les 100 kil
Riz en paille.....	0 25 —
Pâtes d'Italie.....	3 00 —
Betteraves.....	Exemptes.
Pommes de terre.....	
Houblon.....	20 ^e 00 ^e les 100 kil.
Graines à ensementer.....	Exempt.
Fruits et graines oléagineuses.....	
Fruits de table frais, citrons, oranges et leurs variétés.....	2 ^e 00 ^e les 100 kil.
Fruits secs ou tapés, pistaches, fruits confits, cornichons ou concombres, olives, câpres, fruits conservés sans sucre ni miel.....	8 00 les 100 kil.
Légumes salés ou confits au vinaigre.....	3 00 —
<i>Racines de chicorée :</i>	
Vertes.....	0 25 —
Sèches.....	1 00 —
Plantes alcalines.....	Exemptes.
<i>Marbres et albatres de toute sorte :</i>	
Blancs statuaire.....	Exempt.
Bruts, équarris ou sciés à 16 centimètres et plus d'épaisseur.....	1 ^e 00 ^e les 100 kil.
Autrement sciés, sculptés, moulés ou polis.....	1 50 —
<i>Écaussines et autres pierres de construction, y compris les pierres d'ardoise :</i>	
Brutes, taillées ou sciées.....	Exemptes.
Sculptées ou polies.....	0 ^e 50 ^e les 100 kil.
Pierres gemmes de toute sorte.....	Exemptes.
Agates et autres pierres de même espèce ouvrées.....	10 p. 100 de la val.
Meules.....	
Pierres à aiguiser de toute sorte.....	
Chaux et plâtre.....	Exempt.
Graphite et plombagine.....	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS APPLICABLES au 1 ^{er} janvier 1866.
ARTICLES DIVERS (suite).	
<i>Crayons :</i>	
Simples en pierres.....	1 ^r les 100 kilogr.
Composés, à gaine de bois.....	10 p. 100 de la val.
<i>Parfumeries :</i>	
Alcooliques.....	Régime de l'alcool.
Autres.....	10 ^r les 100 kilogr.
Moutarde en graine.....	Exempte.
Moutarde liquide ou composée.....	5 ^r les 100 kilogr.
Chicorée brûlée ou moulue.....	5 —
Bougies de toute sorte.....	10 p. 100 de la val.
Chandelles.....	40 ^r les 100 kilogr.
Colle de poisson.....	Exempts.
Extraits de viande.....	35 ^r les 100 kilogr.
Chocolat et cacao simplement broyé.....	Exempts.
Eaux minérales, cruchons compris.....	8 ^r les 100 kilogr.
Papier de toute sorte.....	10 p. 100 de la val.
Cartons en feuilles de toute sorte.....	Exempts.
Cartons moulés, coupés et assemblés.....	10 p. 100 de la val.
Livres en langues française, mortes ou étrangères.....	Exempts.
Gravures, lithographies, photographies et dessins de toutes sur papier.....	Exempts.
Cartes géographiques.....	Exempts.
Musique gravée.....	Exempts.
Étiquettes imprimées, gravées et coloriées.....	Exempts.
Objets de collection hors de commerce.....	Exempts.
<i>Statues :</i>	
Modernes ou en pierre.....	Exempts.
En métal de grandeur naturelle au moins.....	Exempts.
Bimbeloterie.....	10 p. 100 de la val.
Vannerie.....	Exempts.
Parasols et parapluies.....	Exempts.
Cheveux ouvres.....	1 ^r 50 ^r les 100 kil.
Balais communs.....	Exempt.
Bois de chêne et de noyer.....	15 p. 100 de la val.
Bitumes de toute sorte.....	15 ^r les 100 kilogr.
Amidon.....	Exempts.
Soufre brut, épuré ou sublimé.....	Exempts.
Cartes à jouer.....	Exempts.
Cordes et câbles.....	Exempts.
Sangsues.....	Exempts.
Champignons et truffes.....	Exempts.
Gibier.....	Exempts.
Viande fraîche.....	Exempts.
Volailles.....	Exempts.
Racines de réglisse.....	Exempts.

(L. S.) *Signé* : KERN.(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.(L. S.) *Signé* : ROUHER.

**Tarif B, annexé au Traité de commerce conclu
entre la Suisse et la France.**

DROITS A L'ENTRÉE EN SUISSE.

Le quintal suisse est de 100 livres, égale 50 kilogrammes.

Le collier à 15 quintaux suisses, égale 750 kilogrammes.

(N. B. Les articles marqués * sont ceux pour lesquels la Suisse a fait des concessions.)

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
MÉTAUX.		fr. c.
Fer et fonte :		
Mineral de fer.....	Collier.	0 15
Mâchefer, limailles et scories de forge :		
Scories.....	id.	0 15
Limailles.....	Quintal.	0 30
Fonte brute en masses.....	id.	0 30
Débris de vieux ouvrages en fonte.....	id.	0 30
Fonte épurée dite <i>maxée</i>	id.	0 30
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer.....	id.	0 30
Fer brut en massiaux retenant encore des scories.....	id.	0 30
Fers en barres carrées, rondes ou plates, rails, fers d'angle et à T et fil de fer, savoir :		
D'angle et à T.....	id.	0 30
En barres.....	id.	1 00
Rails.....	id.	0 30
Fil de fer.....	id.	1 50
Fers feuillards en bandes d'au moins 1 millimètre d'épaisseur.....	id.	1 50
Tôles laminées ou martelées de plus de 1 millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant 200 kilogrammes ou moins et dont la largeur n'excède pas 1 m. 20 cent., ni la longueur 4 m. 50 c.....	id.	1 50
Tôles laminées ou martelées de plus de 1 millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant plus de 200 kilogrammes ou ayant de plus grandes dimensions que les susdites, c'est-à-dire d'au moins 3 millimètres d'épaisseur.....	id.	0 30
Tôles minces et fer noir en feuilles d'un millimètre d'épaisseur au moins.....	id.	1 50
Fer étamé (fer-blanc), cuivré, zingué ou plombé.....	id.	1 50
Fil de fer de 5/10 de millimètres de diamètre et au-dessous, qu'il soit ou non laminé, cuivré ou zingué.....	id.	1 50
<i>Acier.</i>		
Aciers en barre de toute espèce.....	id.	1 50
Aciers en tôle de 1/2 millim. d'épaisseur au moins.....	id.	2 00
Aciers en tôle de plus de 1/2 millimètre d'épaisseur.....	id.	2 00
Fil d'acier, même blanchi, pour cordes d'instruments....	id.	2 00
<i>Cuivre.</i>		
Mineral.....	Collier.	0 15
Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre.....	Quintal.	0 75
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, de première fusion, en masses, en barres, saumons, plaques.....	id.	0 75

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
MÉTALX (suite).		
		fr. c.
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, laminé ou battu en barres ou planches.....	Quintal.	1 50
Cuivre doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, fixé sur fil et sur soie.....	id.	8 00
Fil de cuivre pur.....	id.	1 50
Zinc.		
Minerai cru ou grillé, pulvérisé ou non.....	Collier.	0 15
Limailles et débris de vieux ouvrages.....	Quintal.	0 75
Zinc en masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	id.	0 75
Zinc laminé.....	id.	0 75
Plomb.		
Minerai et scories de toute sorte.....	Collier.	0 15
Limailles et débris de vieux ouvrages.....	Quintal.	0 30
Plomb en masses brutes, saumons, barres ou plaques....	id.	0 30
Plomb laminé.....	id.	0 75
Plomb allié d'antimoine en masses.....	id.	1 50
Vieux caractères d'imprimerie.....	id.	0 75
Étain.		
Minerai.....	Collier.	0 15
Étain en masses brutes, saumons, barres ou plaques....	Quintal.	0 75
Limailles et débris.....	id.	0 75
Étain allié d'antimoine (métal britannique) ou lingots....	id.	1 50
Étain pur ou allié, battu ou laminé.....	id.	1 50
Bismuth brut, cadmium brut, mercure natif.....	id.	1 50
Antimoine.		
Minerai.....	Collier.	0 15
*Antimoine sulfuré fondu.....	Quintal.	0 75
*Antimoine métallique ou régule.....	id.	0 75
Nickel :		
Minerai de nickel.....	Collier.	0 15
Minerai de nickel fondu.....	Quintal.	1 50
Nickel pur ou allié d'autres métaux, notamment de cuivre ou de zinc (argenté), en lingots ou masses brutes.....	id.	1 50
Nickel pur ou allié d'autres métaux, laminé ou étiré.....	id.	3 50
Manganèse, minerai.....	id.	0 30
Arsenic, minerai et arsenic métallique.....	id.	1 50
Minerais non dénommés.....	Collier.	0 15
*Ouvrages en métaux.		
Fonte, ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :		
1 ^{re} classe : coussinets de chomins de fer, plaques ou autres pièces coulées à découvert.....		
2 ^e classe : tuyaux cylindriques, droits, poutrelles et colonnes pleines, cornues.....	Quintal.	1 00
3 ^e classe : poteries et tous autres ouvrages non désignés dans les deux classes précédentes.....		
Ouvrages en fonte, polis ou tournés.....		
Ouvrages étamés, émaillés ou vernissés.....		
Fer.		
Ferronnerie comprenant : pièces de charpente ; courbes et solives pour navires, ferrures de charrettes et wagons, gonds, pentures, gros verrous, équerres et autres gros ferrements de portes ou croisées, non tournés ni polis..	Quintal.	3 50

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
MÉTAUX (suite).		fr. c.
Grilles en fer plein, lits, sièges et meubles de jardins ou autres, avec ou sans ornements, accessoires en fonte, cuivre ou acier, le tout brut ou simplement goudronné.	Quintal.	3 50
Les mêmes, émaillés, polis ou vernissés.....	id.	8 00
Serrurerie comprenant : serrures et cadenas en fer de toute sorte, fiches et charnières en tôle, loquets, targettes et tous autres objets en fer ou tôle, tournés, polis ou limés, pour ferrures de meubles, portes et croisées : Ordinaires, simplement goudronnés, mais sans être polis, peints ou vernissés.....	id.	3 50
Polis, peints, vernissés.....	id.	8 00
Clous forgés à la mécanique.....	id.	3 50
Clous forgés à la main.....	id.	3 50
Vis à bois, boulons et écrous.....	id.	3 50
Ancre.....	id.	2 00
Câbles et chaînes en fer.....	id.	3 50
Outils en fer pur, emmanchés ou non.....	id.	3 50
Tubes en fer étirés, soudés par simple rapprochement : De 9 millimètres de diamètre intérieur au plus.....	id.	3 50
De moins de 9 millimètres, raccords de toute espèce.	id.	3 50
Tubes en fer étirés, soudés sur mandrin et à recouvrement.....	id.	3 50
Hameçons de mer en fer, étamés ou non.....	id.	8 00
Articles de ménage et autres ouvrages non dénommés en fer et en tôle, polis ou peints.....	id.	8 00
Articles de ménage et autres ouvrages non dénommés, en fer ou en tôle, émaillés, étamés ou vernissés : Sans rivures, tels que poêles et jattes, mors, etc.....	id.	3 50
Avec rivures ou travaillés à la main.....	id.	8 00
<i>Acier.</i>		
Outils en acier pur (limes, scies, faux, faucilles et autres non dénommés).....	id.	3 50
Aiguilles à coudre.....	id.	8 00
Hameçons de rivière en acier bleui ou non.....	id.	8 00
Plumes métalliques en métal autres que l'or et l'argent..	id.	8 00
Petits objets en acier, tels que perles, coulants, broches et dés à coudre.....	id.	8 00
Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommés : Pour le ménage, non polis.....	id.	3 50
Autres.....	id.	8 00
Coutellerie de toute espèce.....	id.	8 00
*Instruments d'optique, de chimie, de physique et de mathématiques.....	id.	2 00
*Armes de commerce : Armes blanches.....	id.	2 00
Armes à feu.....	id.	2 00
<i>Métaux divers.</i>		
Outils en fer rechargés d'acier emmanchés ou non.....	id.	3 50
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant inférieur à la moitié du poids total.....	id.	1 00
Objets en fonte de fer non polis, le poids du fer étant égal ou supérieur à la moitié du poids total.....	id.	3 50
Objets en fonte et fer polis, émaillés ou vernissés, même avec ornements accessoires en fer, cuivre, laiton ou acier.....	id.	8 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
MÉTAUX (suite).		fr. c.
*Toiles métalliques en fer ou en acier.....	Quintal.	3 50
Cylindres en cuivre ou laiton pour impression, gravés ou non.....	id.	2 00
Chaudronnerie.....	id.	8 00
*Toiles en fil de cuivre ou laiton.....	id.	3 50
Objets d'art et d'ornement, et tous autres ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain.....	id.	8 00
Ouvrages en zinc:		
Non polis et non peints.....	id.	3 50
Polis, peints ou vernis.....	id.	8 00
Tuyaux et autres ouvrages de plomb de toute sorte:		
*Plomb en tuyaux, laminé, balles et grenaille de plomb.....	id.	0 75
Ouvrages de plomb non peints, non vernis.....	id.	3 50
Les mêmes, peints ou vernis.....	id.	8 00
Caractères d'imprimerie neufs.....	id.	3 50
Poterie et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine, non polis, non peints.....	id.	3 50
Les mêmes, polis, peints ou vernis.....	id.	8 00
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (argenté) ..	id.	8 00
Ouvrages en plaqué sans distinction de titre.....	id.	15 00
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par procédé électro-chimique.....	id.	15 00
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.....	id.	15 00
Horlogerie:		
Horloges communes, à l'exception des pendules à musique et de celles renfermées dans des cadres dorés ou dans des tableaux.....	id.	8 00
Autres montres et pendules de toute espèce.....	id.	15 00
Fournitures d'horlogerie.....	id.	8 00
<i>Machines et mécaniques.</i>		
Appareils complets:		
Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudières, avec ou sans volants.....		
Machines à vapeur fixes pour la navigation, avec ou sans chaudières, avec ou sans volants.....		
Machines locomotives ou locomobiles.....		
Tenders complets de machines locomotives.....	id.	2 00
Machines pour la filature.....		
Machines pour le tissage.....		
Machines pour fabriquer le papier à imprimer.....		
Machines pour l'agriculture.....		
Machines à bouter les plaques et rubans.....		
Machines de cardes.....		
Machines pour nettoyer et ouvrir la laine, le coton, le lin et autres matières textiles.....	id.	2 00
Métiers à tulle.....	id.	2 00
Appareils en cuivre à distiller, à sucre, de chauffage, pour l'industrie et la pharmacie.....	id.	2 00
Appareils en cuivre à distiller, à sucre, de chauffage, pour le ménage. (Chaudronnerie.).....	id.	8 00
Cardes non garnies.....	id.	2 00
Chaudières à vapeur en tôle de fer, cylindriques ou sphériques, avec ou sans bouilleurs.....	id.	2 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
MÉTAUX (suite).		fr. c.
Chaudières tubulaires en tôle de fer, à tubes en fer, cuivre ou laiton étirés, ou en tôle clouée, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphérique simple.....	Quintal.	2 00
Chaudières en tôle d'acier de toute forme.....	id.	2 00
Gazomètres, chaudières découvertes, poêles et calorifères en tôle ou en fonte et tôle :		
Gazomètres	id.	2 00
Chaudières, poêles et calorifères en tôle.....	id.	3 50
Poêles et calorifères en fonte et parties en fer.....	id.	1 00
Machines-outils et machines non dénommées, contenant 75 pour 100 de fonte et plus.....	id.	2 00
Machines-outils et machines non dénommées, contenant 50 à 75 pour 100 exclusivement de leur poids en fonte..	id.	2 00
Machines-outils et machines non dénommées, contenant moins de 50 pour 100 en fonte.....	id.	2 00
<i>Pièces détachées de machines.</i>		
Plaques et rubans de cardes sur cuir, caoutchouc ou sur tissus purs ou mélangés.....	id.	2 00
Dents de rots en fer ou en cuivre.....	id.	2 00
Rots, ferrures ou peignes à tisser, à dents de fer ou de cuivre.....	id.	2 00
*Pièces en fonte, polies, limées et ajustées.....	id.	1 00
Pièces en fer forgé, polies, limées et ajustées ou non, quel que soit leur poids :		
Non polies, non peintes, non vernissées.....	id.	3 50
Polies, peintes, vernies ou ajustées.....	id.	8 00
Ressorts en acier pour carrosserie, wagons et locomotives, ni lissés, ni polis, ni peints.....	id.	3 50
Les mêmes, lissés, polis et peints.....	id.	8 00
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant plus d'un kilogramme		
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant un kilogramme ou moins : même régime que pour les ressorts.....	id.	3 ^r 50 ^c à 8 ^r
Pièces en cuivre pur ou allié de tous autres métaux.....	id.	8 00
Plaques et rubans de cuir, de caoutchouc et tissus spécialement destinés pour cardes.....	id.	2 00
Or et argent battus en feuilles	id.	8 00
ARTICLES DIVERS.		
Sucres raffinés.....	Quintal.	3 50
Carrosserie.....	Valeur.	10 pour 100.
Tabletterie et ouvrages en ivoire :		
Tabletterie, incrustations et semblables	Quintal.	15 00
Ouvrages de tourneur et autres en ivoire.....	id.	8 00
Peaux brutes.....	id.	0 30
Peaux vernies, teintes ou maroquinées.....	id.	3 50
Peaux préparées de toute autre espèce :		
Peaux destinées à être empaillées.....	id.	2 00
Peaux tannées, mais ayant encore les poils à l'usage des selliers.....	id.	3 50
Peaux préparées pour pelleteries.....	id.	8 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
ARTICLES DIVERS (suite).		
fr. c.		
Ouvrages en peaux et en cuirs de toute espèce :		
Ouvrages en cuir commun de cordonnier, de sellier et de boursier; harnais communs, soufflets, havresacs et giberne.....	Quintal.	8 00
Ouvrages en cuir fin, de Corduan, maroquin, cuir de Bruxelles et de Danemark, de peau chamoisée ou passée en mégie, de cuir verni ou de parchemin; sellerie et harnais garnis, gants de peau, chaussure fine, souliers et boîtes garnis de fourrure ou de cuir de Russie.....	id.	15 00
Futaillies vides, neuves ou vieilles, } Cerclées en bois....	Collier.	0 60
montées ou démontées..... } Cerclées en fer.....	Quintal.	2 00
Pelles, fourches, râteaux et manches d'outils en bois, avec ou sans viroles.....	id.	2 00
Avirons.....	id.	2 00
Plats, cuillers, écuelles et autres articles de ménage, en bois blanc, sans ciselures.....	id.	2 00
Les mêmes, peints, polis, vernis ou ciselés.....	id.	8 00
Pièces de charpente, brutes.....	Collier.	0 60
Les mêmes, façonnées.....	Quintal.	2 00
Pièces de charonnage.....	Brutes, collier, Façonnées, quintal.	0 15 2 00
Autres ouvrages en bois non dénommés et meubles dits <i>de tourneur</i> , en bois commun, non vernis, non polis..	Quintal.	2 00
Autres ouvrages en bois non dénommés et meubles dits <i>menuiserie</i> , en bois de sapin et autres bois ordinaires, non peints, non polis, et sans ferrures.....	id.	2 00
Meubles vieux, ayant servi.....	id.	3 50
*Liteaux façonnés pour cadres, bruts ou gypsés.....	id.	3 50
*Meubles neufs. (Ébénisterie de toute espèce).....	id.	8 00
Ouvrages de tourneur et objets en bois, peints, polis, vernis ou ciselés.....	id.	8 00
*Objets moulés en gypse, en soufre ou en papier mâché, peints ou pas peints.....	id.	3 50
Bâtiments, barques et coques de bâtiments ou de barques : Ordinaires, pour le transport de personnes et de marchandises.....	Valeur.	5 p. 100.
Bateau de luxe, gondoles.....	id.	10 p. 100.
Articles d'emballage, ayant déjà servi :		
Tonneaux, barils, caisses.....	Collier.	0 60
Sacs à chiffons, à gypse, à sel, à blé, etc.....	Quintal.	0 75
INDUSTRIES TEXTILES.		
Lin ou chanvre bruts ou peignés.....	Quintal.	0 30
Fils de lin ou de chanvre :		
Grossiers pour toile d'emballage.....	id.	0 30
Fils de lin ou de chanvre, non blanchis, non teints, non retors, fil de cordonnier.....	id.	2 00
Les mêmes, blanchis, teints, retors.....	id.	3 50
Tissus de lin ou de chanvre unis ou ouvrés :		
Toile à emballer ordinaire et écrue, de 25 fils au plus par ponce, tant à la chaîne qu'à la trame.....	id.	0 75
Toile de lin et coutil écrus ou mi-blanchis, non teints et ayant moins de 40 fils de chaîne par ponce.....	id.	2 00
Toiles et rubans de lin, blanchis, teints, apprêtés,		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
INDUSTRIES TEXTILES (suite).		fr. c.
ainsi que la toile de lin écruė lorsqu'elle a plus de 40 fils de chaîne par pouce.....	Quintal.	8 00
Coutils unis ou façonnés : blanchis, teints ou imprimés. (Même régime que les tissus de lin, suivant la classe).		
Linge damassé. (Même régime que les tissus de lin, suivant la classe.)		
Batiste; linon; mouchoirs encadrés :		
Sans broderies.....	id.	8 00
Avec broderies.....	id.	15 00
Tulle de lin.....	id.	15 00
Dentelles de lin.....	id.	15 00
Bonneterie de lin.....	id.	8 00
Passementerie de lin.....	id.	8 00
Rubannerie de fils écrus, blanchie ou teinte.....	id.	8 00
Articles en lin ou en chanvre, confectionnés en tout ou en partie.....	id.	15 00
Articles non dénommés et vêtements : Sont taxés par analogie aux articles des différentes classes.....	id.	De 2 ^f à 15 ^f
Tissus de lin ou de chanvre mélangés quand le lin ou le chanvre domine en poids. Même régime comme pour les tissus de lin ou de chanvre purs.....	id.	De 2 ^f à 8 ^f
Jute, en brins ou teillé, importé de l'Inde.....	id.	0 30
Jute peigné.....	id.	0 30
Fils de jute écrus pour toile d'emballage.....	id.	0 30
Fils de jute écrus (les autres).....	id.	2 00
Fils blanchis ou teints.....	id.	3 50
Tissus de jute écrus. Même régime que les tissus de lin, suivant la classe.....	id.	De 0 ^f 75 ^c à 8 ^f
Tissus blanchis ou teints. Même régime que les tissus de lin, suivant la classe.....	id.	8 00
<i>Tissus de lin.</i>		
Tapis de jute ras ou à poil.....	id.	3 50
Phormium tenax.....	} bruts ou teillés....	id. 0 30
Abaca et autres végétaux filamenteux non dénommés.....		
} peignés ou tordus..	id.	3 50
Filaments :		
Fils.....	id.	2 00
Tissus : Grossier pour emballage.....	id.	0 75
Autres: suivant les classes des tissus de lin..	id.	De 2 ^f à 8 ^f
Crin brut de toute nature.....	id.	1 50
Crin brut préparé en tresses ou frisé.....	id.	3 50
Tissus et ouvrages de crin, purs ou mélangés.....	id.	8 00
Coton de l'Inde en laine.....	id.	0 30
Coton en feuilles cardées ou gommées (ouate).....	id.	2 00
Fils de coton simples, écrus.....	id.	2 00
Fils de coton blanchis.....	id.	3 50
Fils de coton teints.....	id.	3 50
Fils de coton retors en deux bouts : écrus, blanchis, teints, et tous autres.....	id.	3 50
Chaînes ourdies, écrues, blanchies, teintes.....	id.	3 50
Fils écrus blanchis ou teints en trois bouts ou plus, à simple torsion, à plusieurs torsions :		
Ecrus.....	id.	2 00
Les autres.....	id.	3 50
Tissus de coton écrus, unis, croisés, coutils.....	id.	2 00
Tissus de coton blanchis, teints, imprimés.....	id.	8 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
INDUSTRIES TEXTILES (suite).		fr. c.
Velours de coton façon (Écrus	Quintal.	2 00
soie (dits <i>velvets</i>)...) Teints ou imprimés.....	id.	8 00
Autres (cords, moles-) Écrus	id.	2 00
kins, etc.....) Teints ou imprimés.....	id.	8 00
Tissus de coton écrus, unis ou croisés pesant moins de		
3 kilog. par 100 mètres carrés.....	id.	2 00
Piqués, basins façonnés, damassés ou brillantés.....	id.	8 00
Couvertures de coton, communes, sans aucun travail à		
l'aiguille ou de passementerie.....	id.	2 00
Autres.....	id.	8 00
Tulles unis ou brodés. { Unis	id.	8 00
	{ Brodés.....	id.
		15 00
Gazes et mousselines brodées pour ameublements ou		
tentures.....	id.	15 00
Articles confectionnés en tout ou en partie.....	id.	15 00
Articles non dénommés : sont taxés par analogie aux ar-		
ticles du tarif.....	id.	De 2 ^e à 15 ^e
Broderies à la main.....	id.	15 00
Dentelles et blondes de coton.....	id.	15 00
Tissus de coton mélangés quand le coton domine en		
poils : même régime comme pour les tissus de coton		
pur.....	id.	De 2 ^e à 15 ^e
Laine en masse d'Australie.....	id.	0 30
Laine teinte en masse.....	id.	0 30
Laine peignée, teinte ou non.....	id.	0 30
<i>Laine.</i>		
Fils de laine pure blanchis ou non :		
Blanchis.....	id.	3 50
Non blanchis.....	id.	2 00
Fils de laine blanchis ou non, retors pour le tissage :		
Blanchis.....	id.	3 50
Non blanchis.....	id.	2 00
Fils de laine retors pour tapisseries.....	id.	3 50
Fils de laine simples ou retors teints.....	id.	2 00
Tissus de laine pure :		
Écrus.....	id.	3 50
Blanchis, soufrés, teints, imprimés.....	id.	8 00
Feutres de toute sorte :		
Ouvrages grossiers.....	id.	3 50
Étoffes en feutres de toute sorte.....	id.	8 00
Couvertures de laine :		
Écruës et grises communes.....	id.	3 50
Blanchies, soufrées, teintes.....	id.	8 00
Tapis de toute espèce :		
Grossiers, sans franges ni travail à l'aiguille.....	id.	3 50
En pièces ou simplement ourlés.....	id.	8 00
Tapis finis proprement dits.....	id.	15 00
Bonneterie de laine.....	id.	8 00
Passementerie de laine pure.....	id.	8 00
Rubannerie de laine.....	id.	8 00
Dentelles de laine.....	id.	8 00
Chaussons de lisière.....	id.	8 00
Châles et écharpes de cachemire des Indes.....	id.	15 00
Articles non dénommés : sont taxés selon qualité par ana-		
logie aux articles des classes du tarif.....	id.	De 2 ^e à 15 ^e

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
INDUSTRIES TEXTILES (suite).		fr. c.
Lisières de drap de toute espèce, entières ou coupées	Quintal.	3 50
Vêtements confectionnés :		
Neufs.....	id.	15 00
Vieux.....	id.	0 75
Soies :		
En cocons et déchet de soie.....	id.	0 30
Bourre de soie et soie brute.....	id.	2 00
Grèges et moulinées.....	id.	3 50
Teintes, à coudre, à broder et à dentelles.....	id.	3 50
Teintes, autres : sont taxées selon la qualité et par analogie aux classes du tarif.....	id.	De 0 ^r 30 ^c à 8 ⁱ
Bourre de soie :		
Déchets.....	id.	0 30
Peignée.....	id.	3 50
Soie filée, simple et retorse, écrue, blanche, azurée, teinte.....	id.	3 50
Tissus, bonneterie, dentelles de pure soie :		
Tissus de bonneterie.....	id.	8 00
Dentelles.....	id.	15 00
Crêpes, façon d'Angleterre, écrus, noirs et de couleur...	id.	8 00
Tulles unis écrus.....	id.	8 00
Tulles apprêtés.....		
Tulles façonnés, écrus ou apprêtés.....		
Soies.		
Tissus de bourre de soie pure, de soie et bourre de soie, écrus, blancs, teints, imprimés.....	id.	8 00
Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie :		
Avec or ou argent fin.....	id.	15 00
Avec or ou argent mi-fin ou faux.....		
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids.....	id.	8 00
Rubans de soie ou bourre de soie :		
De velours.....	id.	8 00
Autres.....	id.	8 00
Mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids.....	id.	8 00
PRODUITS CHIMIQUES.		
Iode.....	Quintal.	3 50
Brôme.....	id.	3 50
*Acide sulfurique.....	id.	0 30
*Acide nitrique.....	id.	0 30
*Acide tartrique.....	id.	2 00
Acide benzoïque.....	id.	0 75
Acide borique.....	id.	0 75
*Acide citrique.....	id.	2 00
*Acides arsénieux.....	id.	0 30
*Jus de citron.....	id.	1 50
Oxyde de fer.....	id.	3 50
Oxyde de zinc gris.....	id.	1 50
Oxyde d'étain.....	id.	0 75
Oxyde d'urane.....	id.	3 50
Oxyde de cuivre.....	id.	0 75
Saïre et autres composés de cobalt,.....	id.	0 75

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
PRODUITS CHIMIQUES (suite).		fr. c.
Sulfures d'arsenic.....	Quintal.	3 50
Chlorure de potassium.....	id.	0 30
Iodure de potassium.....	id.	3 50
Salin de betteraves.....	id.	0 75
Carbonate de potasse (potasse ordinaire).....	id.	0 30
Carbonate de potasse purifié, cristallisé.....	id.	3 50
Nitrate de potasse.....	id.	0 30
Sulfate de potasse.....	id.	3 50
Tartrates de potasse.....	id.	3 50
Cendres végétales vives et lessivées.....	Collier.	0 15
Lies de vin.....	id.	0 15
Borax brut.....	Quintal.	3 50
Nitrate de soude et nitre.....	id.	0 30
Soude de varech.....	id.	0 30
Noir d'os.....	id.	1 50
Os calcinés blancs.....	id.	1 50
Phosphates naturels.....	id.	3 50
Citrates de chaux.....	id.	3 50
Sulfate de magnésie.....	id.	3 50
Carbonate de magnésie.....	id.	3 50
Chlorure de magnésium.....	id.	3 50
Acétate de fer liquide.....	id.	0 75
Garancine.....	id.	1 50
Sucre de lait.....	id.	3 50
Albumine.....	id.	3 50
Phosphore blanc.....	id.	3 50
Oxyde de zinc (blanc de zinc).....	id.	1 50
Oxydes et carbonates de plomb.....	id.	1 50
Acide oléique.....	id.	3 50
Oxalates de potasse.....	id.	3 50
Prussiate jaune de potasse.....	id.	1 50
Prussiate rouge de potasse.....	id.	3 50
Extraits de bois de teinture pour les noirs et violets.....	id.	3 50
Extraits de bois de teinture pour les rouges et jaunes.....	id.	3 50
Curcuma en poudre.....	id.	0 75
*Acide hydrochlorique (acide muriatique).....	id.	0 30
*Soude caustique.....	id.	0 75
Carbonate de soude (sel de soude) à tous degrés.....	id.	0 30
Soude artificielle brute.....	id.	0 30
Carbonate de soude cristallisée (cristaux de soude).....	id.	0 30
*Sulfite de soude.....	id.	3 50
*Sulfate de soude brut, calciné ou cristallisé (sel de Glauber).....	id.	0 30
Bicarbonat de soude et autres sels de soude non dénommés.....	id.	3 50
Chlorure de chaux.....	id.	0 30
Chlorate de potasse.....	id.	3 50
*Savons ordinaires de toute espèce et de parfumerie.....	id.	0 75
Outremer.....	id.	3 50
Phosphore rouge.....	id.	3 50
Aluminium.....	id.	3 50
*Sulfate et acétate d'alumine.....	id.	0 75
Aluminate de soude.....	id.	3 50
Chlorure d'aluminium.....	id.	3 50
Chromates de potasse.....	id.	1 50
Chromates de plomb.....	id.	3 50
Couleurs non dénommées, sèches, en pâte et liquides :		
Chimiques, minérales en morceaux, végétales, bru-		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
PRODUITS CHIMIQUES (suite).		fr. c.
tes, moulues, lavées ou préparées	Quintal.	3 50
Végétales, préparées en boîtes, bouteilles, coquil- lages, petits pots, bâtons.....	id.	8 00
Acide stéarique.....	id.	0 75
Colle forte et gélatine commune.....	id.	0 30
Colle forte et gélatine purifiée.....	id.	3 50
Vernis à l'huile.....	id.	3 50
Vernis à l'essence.....		
Vernis à l'esprit-de-vin.....		
Orseilles de toute sorte :		
Mousse brute	id.	0 30
Mousse préparée	id.	0 75
Mousse d'Eisenach.....	id.	3 50
*Acide oxalique.....	id.	2 00
Acide acétique.....	id.	0 75
*Acide pyroligneux.....	id.	0 75
*Sulfure d'antimoine brut	id.	0 75
*Arsenic blanc.....	id.	0 30
Produits chimiques non dénommés.....	id.	3 50
VERRERIES, CRISTALLERIES ET POTERIES.		
Miroirs, au-dessous de 2 pieds carrés, mesurés avec le cadre.....	id.	8 00
Miroirs de 2 pieds carrés et au-dessus, mesurés avec le cadre.....	id.	15 00
*Verres à glaces non étamés de toute dimension.....	id.	8 00
Verres à glaces étamés (comme les miroirs).....	id.	8 et 15 00
*Bouteilles ordinaires, vertes et brunes pour vin.....	id.	0 75
Verres à vitres	id.	3 50
Verres de couleur, polis ou gravés.....	id.	8 00
Verres de montre et d'optique.....	id.	8 00
Gobeletterie et cristaux, blancs et colorés.....	id.	8 00
Vitrifications.....	id.	2 00
Émaux.....	id.	2 00
Objets en verre non dénommés (sont taxés selon leurs qualités comme) :		
Verres à vitres ou verrerie commune.....	id.	3 50
Verrerie fine, ouvrages en cristal, verrerie soufflée et polie.....	id.	8 00
Vitreaux peints.....	id.	15 00
Grosil et verre cassé.....	Collier.	0 60
Cristal de roche brut ou ouvré :		
Brut.....	Quintal.	2 00
Taillé artistiquement.....	id.	15 00
<i>Poteries.</i>		
Poterie grossière :		
Carreaux, briques et tuiles.....	Collier.	0 60
Cornues à gaz, tuyaux de drainage.....	id.	0 60
*Autres creusets y compris ceux en graphite et plom- bagine.....	Quintal.	0 75
*Pipes en terre vernissées ou non.....	id.	0 75
Pipes dites <i>vernissées</i> , avec décorations à reliefs uni- colores et multicolores, platerie et creux.....	id.	8 00
Poterie de grès :		
Ustensiles et appareils pour la fabrication des pro- duits chimiques.....	id.	2 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
VERRES, CRISTALLERIES ET POTERIES (suite).		fr. c.
Dite <i>commune</i> , de toute sorte, platerie et creux, comprenant la forme bouteille, les carafes, objets de ménage, ustensiles de cuisine, etc.....	Quintal.	0 75
Faïence :		
Stannifère, pâte colorée, glaçure blanche.....	id.	8 00
Stannifère, glaçure colorée, majolique, vernissée, multicolore.....	id.	8 00
Fine.....	id.	8 00
Grès fin.....	id.	8 00
Porcelaines de toute sorte, blanches ou décorées, parian et biscuit blancs.....	id.	8 00
ARTICLES DIVERS.		
Fleurs artificielles.....	Quintal.	15 00
Objets de mode.....	id.	15 00
Mercerie de toute sorte.....	id.	8 00
Boutons fins ou communs autres que de passementerie...	id.	8 00
Brosserie de toute espèce :		
Commune, sans bois verni, ni poli, ni peint, en soies, en brouilles et métallique.....	id.	3 50
Fine, avec bois verni, poli, peint ou avec os ou cuir.	id.	8 00
*Passementerie non spécialement nommée.....	id.	8 00
Instruments de musique et pièces détachées d'instruments.	id.	8 00
Épingles de toute sorte.....	id.	8 00
Caoutchouc ouvré, pur ou mélangé, taillé, filé, ou en balles, plaques ou feuilles, en courroies ou tuyaux....	id.	3 50
Ouvrages divers en caoutchouc pour bureau.....	id.	8 00
Appliqué sur tissus en pièces ou d'autres matières.....	id.	8 00
Vêtements confectionnés.....	id.	15 00
Vêtements en tissu élastique, pièces de toute dimension..	id.	8 00
Chaussures :		
Sans travail à l'aiguille.....	id.	8 00
Avec travail à l'aiguille.....	id.	15 00
(Les ouvrages de gutta-percha suivent le même régime.)		
*Tresses de paille.....	id.	2 00
*Toiles cirées :		
Pour emballage.....	id.	1 50
Pour ameublement, tentures ou autres usages.....	id.	8 00
Cire à cacheter.....	id.	8 00
Cirage de toute sorte.....	id.	3 50
Encre à écrire, à dessiner ou imprimer.....	id.	8 00
Cordes-câbles.....	id.	1 50
Cordes minces et fines et ouvrages de cordier.....	id.	8 00
Filets de pêche.....	id.	8 00
Poissons d'eau douce frais.....	Collier.	3 00
Poissons préparés, séchés, salés, marinés, ou fumés en vases de 10 et plus.....	Quintal.	2 00
Poissons d'eau douce préparés en boîtes ou en verres, au vinaigre, à l'huile.....	id.	8 00
*Poissons de mer, frais, secs, salés ou fumés: même régime que les poissons d'eau douce.		
Épices préparées (sauces).....	id.	8 00
*Fromages de pâte dure.....	id.	2 00
*Fromages de pâte molle.....	id.	2 00
*Bière en tonneau, en sus des droits de consommation...	id.	0 75
Bière en bouteilles.....	id.	3 50
*Vin en bouteilles.....	id.	3 50

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
ARTICLES DIVERS (suite).		fr. c.
Vin en tonneau.....	Quintal.	1 50
Mélasses de toute espèce.....	id.	3 50
Alcool (sans distinction de force), en sus des droits de consommation:		
En tonneau.....	id.	3 50
En bouteilles.....	id.	8 00
Ardoises:		
Pour toitures.....	Collier.	0 60
En carreaux ou en tables.....	Quintal.	1 50
Encadrées et crayons d'ardoises.....	id.	8 00
*Eaux-de-vie en bouteilles et liqueurs, sans distinction de degrés, en sus des droits de consommation.....	id.	8 00
Poils non spécialement tarifés bruts et filés:		
Bruts.....	id.	1 50
Filés.....	id.	3 50
Poils de chèvre peignés.....	id.	1 50
Plumes à écrire brutes ou apprêtées.....	id.	8 00
Plumes à lit de toute sorte, duvet et autres.....	id.	3 50
*Cire brute, jaune ou blanche.....	id.	0 75
Cire (ouvrages en) de toute espèce, bougies de cire et bougies filées.....	id.	8 00
Lait.....	Collier.	0 15
*Beurre frais ou fondu.....	Quintal.	0 50
Beurre salé et saindoux.....	id.	0 50
Miel.....	id.	1 50
Oreillons.....	Collier.	0 15
*Homards.....	Quintal.	3 50
Huîtres fraîches.....	id.	3 50
*Huîtres marinées.....	id.	3 50
Moules et autres coquillages pleins.....	id.	3 50
Graisses de poisson:		
Ordinaire en futaie, etc.....	id.	0 30
Purifiée, en vases de moins de 10 livres.....	id.	3 50
Dégras de peau.....	id.	0 30
*Suif et graisses analogues.....	id.	0 50
*Blanc de baleine et de cachalot, ainsi que stéarine, bruts et purifiés.....	id.	0 75
Bougies de blanc de baleine et de stéarine.....	id.	8 00
Fanons de baleine bruts.....	id.	2 00
Peaux de chien de mer et de phoque brutes, fraîches ou sèches.....	id.	0 30
Corail brut.....	id.	2 00
Corail taillé, monté ou non.....	id.	15 00
Drogueries (produits compris sous la désignation de drogueries):		
Cantharides desséchées.....	id.	3 50
Civette, musc, castoreum.....	id.	3 50
Ambre gris.....	id.	3 50
Fruits à distiller, c'est-à-dire fruits secs ordinaires, tels que pommes, poires, cerises, pruneaux, noix, et baies de genévrier.....	id.	0 75
Storax, styrax.....	id.	3 50
Sarcocolle, kino et autres suc végétaux desséchés.....	id.	3 50
Racines médicinales de toute espèce.....	id.	3 50
Herbes, fleurs, feuilles et écorces médicinales.....	id.	3 50
Agaric pour amadou.....	id.	0 30
Kermès minéral.....	id.	3 50
Extrait de quinquina.....	id.	3 50

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
ARTICLES DIVERS (suite).		fr. c.
Camphre brut et raffiné.....	Quintal.	3 50
Éponges de toute sorte.....	id.	3 50
Os, sabots de bétail et dents de loup.....	Collier.	0 15
Cornes de bétail brut.....	Quintal.	0 30
Cornes préparées et débitées en feuillets de toute dimension.....	id.	0 30
Résines de toute sorte:		
Commune non distillée.....	id.	0 30
Purifiée.....	id.	0 75
Balsamiques.....	id.	3 50
A fumigations.....	id.	8 00
Jus de réglisse.....	id.	3 50
Liège brut et en tablettes non raclées.....	id.	2 00
Liège ouvré, semelles, bouchons, etc.....	id.	3 50
Bois de teinture non moulu.....	id.	0 30
Bois de teinture râpé ou moulu.....	id.	0 75
Joncs et roseaux bruts.....	Collier.	0 15
Cannes d'Inde et joncs d'Espagne, bruts ou refendus.....	Quintal.	1 50
Écorces à tan de toute sorte, même moulues.....	Collier.	0 15
Betteraves.....	id.	0 60
Pommes de terre.....	id.	0 15
Houblon.....	Quintal.	2 00
Graines à ensementer.....	id.	0 15
Fruits et graines oléagineuses.....	id.	0 15
Légumes salés ou confits au vinaigre:		
Choucroute et autres légumes au sel.....	id.	2 00
Au vinaigre, en vases de plus de 10 livres.....	id.	3 50
Au vinaigre, en vases de moins de 10 livres.....	id.	8 00
Racines de chicorée vertes.....	id.	0 30
Racines de chicorée sèches.....	id.	0 30
Plantes alcalines.....	Collier.	0 60
* Arbres, arbrisseaux et autres plantes d'ornement, lesdits en pleine terre ou pour serres.....	id.	3 00
Marbres et albâtres de toute sorte:		
Albâtre et marbre bruts.....	Quintal.	0 15
Marbre scié en plaques brutes non polies.....	id.	0 75
Marbre en plaques polies.....	id.	1 50
Ouvrages de sculpture.....	id.	8 00
Écaussines et autres pierres de construction, y compris les pierres d'ardoises:		
Pierres à bâtir, communes, taillées.....	Collier.	0 15
Ardoises.....	id.	0 60
Pierres sculptées ou polies, en pièces pesant plus d'un quintal.....	Quintal.	1 50
Ouvrages de sculpture.....	id.	8 00
Pierres gemmes de toute sorte:		
Brutes, percées et non taillées.....	id.	2 00
Taillées, montées ou non.....	id.	15 00
Agates et autres pierres de même espèce ouvrées.....	id.	15 00
Meules.....	Valeur.	2 pour 100.
Pierres à aiguiser de toute sorte.....	Quintal.	0 15
Pierres dites <i>montées</i> (machines).....	id.	2 00
Chaux et plâtre.....	Collier.	0 60
Graphite et plombagine.....	Quintal.	0 30
Crayons simples en pierre.....	id.	8 00
Crayons composés à gaine de bois.....	id.	8 00
Parfumeries:		
Alcooliques.....	id.	15 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
ARTICLES DIVERS (suite).		fr. c.
Autres.....	Quintal.	15 00
*Moutarde pure, brute et pilée.....	id.	0 75
Moutarde moulue, en tonneau, vases ou verres.....	id.	8 00
Chicorée grillée ou moulue.....	id.	1 50
*Stéarine; bougies de stéarine.....	id.	8 00
*Bougies de toute sorte.....	id.	8 00
Chandelles de suif.....	id.	2 00
Colle de poisson.....	id.	3 50
Extraits de viande.....	id.	8 00
*Chocolat et cacao simplement broyés.....	id.	8 00
Cacao en poudre.....	id.	3 50
Cacao en fèves.....	id.	1 50
Eaux minérales, bouteilles ou cruchons compris.....	id.	1 50
*Papier.....	id.	1 50
Papier d'emballage et à étancher, non pour l'imprimerie, papier ciré et goudronné.....	id.	1 50
Papier à imprimer et à écrire, collé ou pas collé, blanc ou colorié, mais unicolore seulement.....	id.	3 50
*Papier colorié de toute espèce, multicolore, doré ou ar- genté, papier de verre, à dérouiller et à émériser; papier pour musique; papier rayé ou lithographié; papiers peints de toute espèce.....	id.	8 00
Cartons en feuilles de toute sorte :		
Carton gris ordinaire.....	id.	1 50
Carton blanc et carton à cartes.....	id.	2 00
Cartons moulés, coupés et assemblés :		
Objets moulés.....	id.	3 50
Ouvrages en cartonnages.....	id.	8 00
*Livres en toutes langues, estampes, gravures, lithogra- phies, photographies, cartes géographiques ou de ma- rine, musique, planches gravées sur cuivre, acier ou bois, pierres lithographiques couvertes de dessins, gra- vures et écritures destinées à l'impression sur papier, tableaux et dessins.....	id.	0 50
Objets de collection non dénommés, hors de commerce...	id.	2 00
Statues modernes en marbre ou en pierre :		
Destinées pour un but public.....	Collier.	3 00
Ouvrages de sculpture.....	Quintal.	8 00
Statues en métal de grandeur naturelle au moins :		
(Même régime que ci-dessus.)		
Statues en fonte de fer.....	id.	1 00
Bimbeloterie.....	id.	8 00
Vannerie grossière d'osier non refendu.....	id.	0 75
Vannerie fine.....	id.	8 00
Parasols ou parapluies en coton.....	id.	8 00
Parasols ou parapluies en soie.....	id.	15 00
Cheveux ouvrés.....	id.	15 00
Balais communs de brouilles.....	Collier.	0 60
Bois de chêne et de noyer pour douves et pour charron- nage, grossièrement ébauché.....	id.	0 60
Bois en feuilles pour placages de meubles.....	Quintal.	2 00
*Bois d'ébénisterie brut.....	Collier.	0 60
Bois d'ébénisterie scié.....	Quintal.	0 30
Bois en feuilles pour placages.....	id.	2 00
Bitumes de toute sorte.....	id.	0 15
Amidon.....	id.	0 30
Soufre brut.....	id.	0 30
*Soufre raffiné en canons et fleur de soufre.....	id.	0 75

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
ARTICLES DIVERS (suite).		fr. c.
*Huile grasse de toute espèce non médicinale.....	Quintal.	0 50
Cartes à jouer.....	id.	15 00
*Viande fraîche de boucherie.....	id.	0 50
Viande salée ou fumée, lard, saucisses, volaille morte et gibier	id.	2 00
*Sirop brut, brun ou noir, d'un goût empyreumatique....	id.	1 50
Sirop purifié en tonneau.....	id.	3 50
Sirop sous forme de remède ou médicament.....	id.	15 00
*Vinaigre en fût.....	id.	0 75
*Vinaigre en bouteilles.....	id.	3 50

Pour tous les articles de marchandises et bétail qui ne sont pas spécialement nommés dans le présent *Tarif des droits d'entrée*, restent en vigueur les taux du tarif officiel général des droits de péages fédéraux, tels qu'ils sont en vigueur actuellement.

(L. S.) Signé : KERN.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : ROUHER.

**Tarif C annexé au Traité de commerce conclu entre
la Suisse et la France.**

DROITS A LA SORTIE DE FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS
Peaux brutes.....	Exempts.
Oreillons.....	id.
Os de toute espèce et cornes de bétail.....	id.
Tourteaux de graines oléagineuses.....	id.
Engrais	id.
Soies en cocons.....	id.
Soies teintes de toute sorte.....	id.
Soies à coudre.....	id.
Bourre de soie filée.....	id.
Chardons, cardères.....	id.
Noir animal.....	id.
Meules.....	id.
Bois de noyer.....	id.
Chiffons de laine sans mélange.....	id.
Autres chiffons et drilles de toute espèce.....	Au 1 ^{er} janvier 1866... 9 ^f 00 ^c Au 1 ^{er} janvier 1868... 6 ^f 00 ^c Au 1 ^{er} janvier 1869... 4 ^f 00 ^c
Pâte à papier.....	12 ^f 00 ^c les 100 kilog.
Vieux cordages goudronnés ou non.....	4 ^f 00 ^c les 100 kilog.

(L. S.) Signé : KERN.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : ROUHER.

**Tarif D annexé au Traité de commerce conclu entre
la Suisse et la France.**

DROITS A LA SORTIE DE SUISSE.

Le quintal, à 100 livres, égale 50 kilogrammes.

Le collier, à 15 quintaux, égale 750 kilogrammes.

NOTA. Les articles marqués * sont ceux pour lesquels la Suisse a fait des concessions.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
A. PAR PIÈCE.		fr. c.
1. Chèvres et chevreaux.....	Pièce.	0 05
Moutons et agneaux.....	id.	0 05
Porcs au-dessous de 80 livres et cochons de lait.....	id.	0 05
Veaux pesant jusqu'à 80 livres.....	id.	0 05
2. Anes.....	id.	0 50
Bêtes à cornes et veaux pesant au delà de 80 livres.....	id.	0 50
Porcs pesant plus de 80 livres.....	id.	0 50
Poulains ayant encore les premières dents de lait.....	id.	0 50
3. Chevaux.....	id.	1 50
Mulets et mules.....	id.	1 50
B. A RAISON DE LA VALEUR.		
1*. Bois scié ou coupé, bois de charonnage grossièrement ébauché.....	Valeur.	2 pour 100
* Charbon de bois.....	id.	2 pour 100
* Bois à l'état brut ou grossièrement équarri, mais pas complètement sur toute la longueur; bois à radeau ordinaire.....	id.	3 pour 100
C. A RAISON DU POIDS.		
1. Par collier.		
Pour chaque bête de trait attelée, ou pour 15 quintaux par bateau ou par chemin de fer. Il est à observer que, lorsque la charge d'un char ou d'une personne, composée d'objets énumérés ci-après, ne dépasse pas le poids de 10 quintaux, elle ne payera que les deux tiers; si elle ne dépasse pas le poids de 5 quintaux, elle ne payera qu'un tiers, et si elle ne dépasse pas le poids d'un quintal, elle ne payera que les deux quinzièmes de la taxe respective :		
1. Ardoises, pierres taillées, meules et pierres de rémouleur.....	Collier.	0 15
Asphalte.....	id.	0 15
Chaux; gypse, brut, calciné ou moulu.....	id.	0 15
Fruits frais; légumes et jardinages frais.....	id.	0 15
Ouvrages en bois communs, tels que râdeaux, fourches, balais, etc.....	id.	0 15
Pommes de terre.....	id.	0 15
Poterie commune.....	id.	0 15
Terre, argile.....	id.	0 15
Tuiles et briques.....	id.	0 15
Vannerie commune.....	id.	0 15

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
		fr. c.
2. Foin et paille.....	Collier.	0 30
Houille et lignite.....	id.	0 30
Mastic d'asphalte.....	id.	0 30
Mineral de fer.....	id.	0 30
Sel de cuisine.....	id.	0 30
Ustensiles de ménage d'émigrants, vieux, emballés ou non.....	id.	0 30
Verre cassé.....	id.	0 30
Vin, cidre et bière, produit suisse, en tonneaux ou en cuves.....	id.	0 30
3. Cendres.....	id.	0 75
Engrais.....	id.	0 75
2. Par quintal suisse.		
1. Toutes les marchandises ou objets non mentionnés....	Quintal.	0 10
2. Ecorces moulues ou pilées.....	id.	0 50
*Tan.....	id.	0 50
*Peaux vertes et sèches.....	id.	0 50
*Ecorces à tan en cannelle.....	id.	0 50
3. Chiffons et maculatures, vieux cordages et câbles; masse à papier.....	id.	2 00

(L. S.) Signé: KERN.

(L. S.) Signé: DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé: ROUHER.

**Tarif E annexé au Traité de commerce conclu entre
la Suisse et la France.**

DROITS DE TRANSIT EN SUISSE.

Le quintal, à 100 livres, égale 50 kilogrammes.

Le collier, à 15 quintaux, égale 750 kilogrammes.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
		fr. c.
A. PAR PIÈCE.		
Bétail de toute espèce.....	Pièce.	0 02
B. A RAISON DU POIDS.		
1. Par collier.		
Pour chaque bête de trait attelée ou pour chaque charge de 15 quintaux par bateau ou par chemin de fer:		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX.
		fr. c.
Arbres jeunes et arbustes pour les vergers et les forêts ; arbres d'utilité en général ; vignes.....	Collier.	0 10
Ardoises en feuilles.....	id.	0 10
Balais de brouille.....	id.	0 10
Bois de toute sorte.....	id.	0 10
Charbon de bois.....	id.	0 10
Chaux et gypse : cuits, moulus.....	id.	0 10
Coke, tourbe, lignite, houille.....	id.	0 10
Déchets d'animaux et de végétaux, tels que sang, sabots, tendons, os, oreillons de peau, sciure, son, tourteaux et farine de tourteaux, marc de raisins sec, drèche sèche, lie sèche ou en pâte.....	id.	0 10
Ecorces à tan et mottes à brûler.....	id.	0 10
Effets et meubles de ménage ayant servi.....	id.	0 10
Foin et fourrage vert.....	id.	0 10
Fruits, légumes et jardinages frais.....	id.	0 10
Minerais de toute espèce bruts.....	id.	0 10
Objets d'exhibition, tels que : panoramas, ménageries, décors de théâtre, figures de cire, etc.....	id.	0 10
Pierres à bâtir, ordinaires, brutes et taillées.....	id.	0 10
Paille, paille hachée et balle.....	id.	0 10
Pommes de terre.....	id.	0 10
Statues et monuments.....	id.	0 10
Terre glaise, argile, terre réfractaire, terre à foulon et kaolin, le tout brut, suintre, scories.....	id.	0 10
Tuiles et briques.....	id.	0 10
Tonneaux à sel et à gypse, baquets ayant servi.....	id.	0 10
Volaille vivante, poissons frais.....	id.	0 10
2. Par quintal.		
Toutes les autres marchandises et objets de transit.....	Quintal.	0 05

(L. S.) *Signé* : KERN.(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.(L. S.) *Signé* : ROUHER.

**Tableau F annexé au traité de commerce conclu entre la Suisse
et la France.**

Droits cantonaux établis actuellement dans chaque canton sur les vins, alcools et eaux-de-vie, soit du canton même, soit d'origine d'un autre canton, soit d'origine étrangère à la Confédération.

ZURICH. — Ne perçoit aucune taxe de ce genre.

BERNE. — Prélève les droits suivants :

I. Pour les boissons d'origine suisse.

a. Vin, moût et cidre.....	7 ^c par pot.
b. Bière.....	3

- c. Vin et bière en bouteilles..... 7 par bouteille.
 d. Vin et double futaille..... 7 par pot.
 e. Esprit-de-vin et autres spiritueux :

1° S'ils peuvent être pesés à l'aréomètre de Cartier il sera payé :

Pour 15 degrés de Cartier et au-dessous.....	22 ^c par pot.
16 id.....	23
17 id.....	25
18 id.....	26
19 id.....	28
20 id.....	29
21 id.....	30
22 id.....	32
23 id.....	33
24 id.....	35
25 id.....	36
26 id.....	38
27 id.....	39
28 id.....	40
29 id.....	42
30 id.....	43
31 id.....	45
32 id.....	46
33 id.....	48
34 id.....	49
35 id.....	50
36 id.....	52
37 id.....	54
38 id.....	55
39 id.....	56
40 id. et au-dessus.....	58

2° S'ils ne peuvent pas être pesés de la manière indiquée, il sera perçu :

- f. Sur les liquides et autres boissons spiritueuses en bouteilles de grandeur ordinaire, contenant environ un demi-pot suisse. 15^c par bout.
 g. Sur les liquides doux ou mélangés renfermés dans des vases plus grands..... 29^c par pot.

II. Pour les boissons non d'origine suisse.

- a. Vin, moût et cidre..... 8^c par pot.
 b. Bière..... 4
 c. Vin et bière en bouteilles..... 30 par bout.
 d. Vin en double futaille ou tout autre emballage.. 30 par pot.
 e. Esprit-de-vin et autres spiritueux :

1° S'ils peuvent être pesés à l'aréomètre de Cartier :

10 pour 100 en sus du droit fixé pour l'esprit-de-vin suisse :

2° S'ils ne peuvent être pesés à l'aréomètre de Cartier, il sera perçu :

- f. Sur les liqueurs et autres spiritueux en bouteilles, 29 centimes par bouteille ordinaire contenant un demi-pot suisse.

g. Sur les liqueurs douces ou mélangées, renfermées dans des vases plus grands, 58 centimes par pot.

LUCERNE. — Perçoit les droits suivants :

I. Des boissons spiritueuses d'origine étrangère.

a. Vin ordinaire.....	16 ^c par pot.
b. Bière.....	10
c. Vin de luxe et eau-de-vie.....	30
d. Esprit-de-vin.....	50
e. Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	30 par bout.

II. Des boissons de provenance suisse.

a. Vin.....	14 ^c par pot.
b. Bière.....	7
c. Boissons spiritueuses et eau-de-vie.....	21
d. Esprit-de-vin.....	42
e. Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	21 par bout.
f. Vin de fruits.....	4 par pot.

III. Le vin du canton est frappé d'une taxe de consommation ; il paye le un pour mille de la valeur en capital attribuée à la vigne par l'estimation cadastrale. Pour la bière, le vin de fruits et l'eau-de-vie indigènes, le droit de consommation s'élève à 12 francs par an au minimum.

URI.

Esprit-de-vin d'origine suisse.....	25 ^c par pot.
Esprit-de-vin de provenance étrangère.....	30
Vins et eaux-de-vie suisses.....	7 1/2
Vins et eaux-de-vie étrangers.....	8 1/2

SCHWYZ. — Prélève :

Des vins de provenance suisse.....	4
Des eaux-de-vie de provenance suisse.....	21
Des eaux-de-vie de provenance étrangère.....	30
Des vins étrangers en tonneau.....	9

Des vins étrangers et liqueurs emballés :

a. Par quintal.....	15
b. Par bouteille.....	30

OBWALDEN. — Perçoit :

De chaque quantité de 5 pots de vin suisse.....	21
De chaque quantité de 5 pots de vin étranger.....	28
Les vins de luxe et eaux-de-vie qui d'ordinaire sont	

emballés dans des caisses et corbeilles payent pour chaque 5 livres, poids brut...	23 ^c par pot.
Chaque quantité de 5 pots d'eau-de-vie d'origine suisse.....	31
Chaque quantité de 5 pots d'eau-de-vie de provenance étrangère.....	42
Chaque quantité de 5 pots d'esprit-de-vin de provenance suisse.....	65
Chaque quantité de 5 pots d'esprit-de-vin de provenance non suisse.....	90
Chaque quantité de 5 pots de vin de fruits ou de bière.....	7

NIDVALDEN.

Esprit-de-vin.....	15
Eau-de-vie.....	8
Vin suisse.....	3
Vin étranger.....	5
Bière.....	3
Vin de fruits.....	2
Vin étranger en bouteilles (à raison de 3 bouteilles pour un pot).....	36

GLARIS.

Vin suisse en tonneau.....	2 ^f 20 ^c par muid.
Vin ordinaire de table de provenance étrangère...	4 40
Vins fins étrangers, soit vins de luxe, et en général, boissons spiritueuses, qu'elles soient importées en tonneaux ou en bouteilles, sont réduites en bouteilles et taxées à.....	0 20 la bout.
Vin de fruits.....	0 30 par muid.
Toute eau-de-vie ou esprit-de-vin, importés ou bien fabriqués dans le canton et destinés à y être consommés, paye.....	0 22 par pot.

ZUG.

Vin étranger en tonneau.....	0 05 par pot.
Vin étranger en bouteille.....	0 15 par bout.
Vin suisse.....	0 02 par pot.

Sur l'alcool et l'eau-de-vie, aucun impôt n'est prélevé.

FRIBOURG.

Bière de provenance suisse.....	3 ^c par pot.
Vin et vin de fruits d'origine suisse.....	7 1/4
Bière, vin et vin de fruits de provenance étrangère.....	12
Eau-de-vie, eau de cerise, eau de gentiane, et toutes les autres liqueurs distillées simples, de provenance suisse.....	14 1/2
Les mêmes d'origine étrangère.....	20
Extrait d'absinthe, esprit-de-vin et liqueurs com-	

posées, de provenance suisse.....	29 ^c par pot.
Les mêmes d'origine étrangère et les vins fins....	35

SOLEURE.

Vin et vin de fruits de toute espèce d'origine non suisse.....	10
Les mêmes de provenance suisse.....	8 1/2
Eau-de-vie, esprit-de-vin et autres boissons spiritueuses de provenance étrangère, pour chaque degré de force alcoolique, mesuré à l'éprouvette de Cartier.....	1
Lorsque les boissons sont de provenance suisse, il y a un rabais de 10 pour 100, c'est-à-dire que le droit est de.....	0 9/10
Boissons en bouteilles fermées qui ne peuvent pas être examinées avec l'éprouvette, telles que liqueurs, extraits d'absinthe, rhum, eaux de cerises et autres liqueurs distillées de provenance étrangère, payent pour chaque bouteille de grandeur ordinaire mesurant environ un demi-pot...	15
Les mêmes, de provenance suisse.....	10
Bière d'origine étrangère.....	4

Les boissons spiritueuses qui mesurent plus de 20 degrés à l'éprouvette de Beck doivent être imposées comme l'esprit-de-vin.

BÂLE-VILLE.

Vin, par muid.....	5 ^f 70 ^c
Bière, par muid.....	2 00
Les vins ordinaires étrangers qui, livrés à la frontière suisse, ne coûtent pas plus de 1 franc par pot, payent, par muid.....	1 00
Bière étrangère, par muid.....	1 00

Les vins de luxe étrangers dépassant le prix de 1 franc par pot, et les eaux-de-vie et liqueurs étrangères payent un droit de consommation de 10 pour 100 de la valeur portée sur la facture.

BÂLE-CAMPAGNE. — Les vins et vins de fruits d'origine suisse sont affranchis d'impôts.

Les vins d'origine étrangère payent :

En tonneau.....	1 ^f 50 ^c par muid.
En bouteilles.....	0 15 par bout.
Eau-de-vie de provenance suisse.....	0 10 par pot.
Eau-de-vie de provenance étrangère.....	0 15
Esprit-de-vin.....	0 30
Extrait d'absinthe et rhum, en tonneau.....	0 30
Rhum, extrait d'absinthe et liqueurs en bouteilles.....	0 30 par demi-pot.

Bière suisse	0 ^f 75 ^c par muid.
Bière étrangère.....	1 00

SCHAFFHOUSE. — Ne perçoit aucun impôt sur les boissons.

APPENZELL, RHODES-INTÉRIEURES. — Ne perçoit aucun impôt de consommation des boissons.

APPENZELL, RHODES-EXTÉRIEURES. — N'impose pas du tout les boissons spiritueuses.

SAINT-GALL. — Fait de même.

GRISONS. — Ne perçoit aucune taxe des boissons produites dans le canton et de celles de provenance suisse qui sont importées sans avoir été mélangées de substances étrangères.

Vin commun de provenance étrangère, par quintal brut.....	1 ^f 20 ^c
Vin fin, en tonneau, par quintal poids brut.....	4 80
Vin fin, en bouteilles, par quintal poids brut.....	7 40
Les alcools et tous les spiritueux distillés, mesurant plus de 20 degrés à l'éprouvette de Beaumé, payent :	
S'ils sont de provenance suisse, par quintal, poids brut.....	4 90
S'ils sont de provenance étrangère, par quintal, poids brut.....	6 75
L'eau-de-vie ne dépassant pas 20 degrés paye :	
Si elle est de provenance suisse, par quintal, poids brut.....	2 15
Si elle est de provenance étrangère, par quintal, poids brut.....	2 50

ARGOVIE. — Boissons suisses :

Vin, vin de fruits, bière.....	0 ^f 01 ^c 1/2 par pot.
Eaux-de-vie de toute espèce.....	0 07

Boissons étrangères, c'est-à-dire non suisses :

Vin de fruits et bière.....	0 ^f 03 ^c par pot.
Vin.....	0 06
Eaux-de-vie de toute espèce, y compris l'alcool. :	0 14

THURGOVIE. — N'impose pas les boissons.

TESSIN. — N'impose pas les boissons de provenance suisse.

Il perçoit :

Vin importé de l'étranger.....	1 ^f 30 ^c le quintal.
Eau-de-vie importée de l'étranger.....	2 25
Esprit-de-vin importé de l'étranger.....	2 85

VAUD:

Vins en simple futaile.....	1 ^r 50 ^c le quintal.
Vins en double futaile.....	3 00
Vermouth en futaile.....	3 00
Vin et vermouth en bouteilles.....	4 50
Vins et liqueurs en tonneau ou en bouteilles....	6 00
Esprit-de-vin.....	6 00
Eau-de-vie et eau de cerise.....	4 50
Liqueurs en futaile ou en bouteilles.....	6 00
Rhum.....	6 00
Bière.....	3 00

Ces droits ne sont exigibles que des liquides d'origine étrangère.

VALAIS. — Les vins, bière, liqueurs, esprit-de-vin, eau-de-vie et autres boissons spiritueuses d'origine étrangère sont imposées comme suit :

Vin en tonneau et bière.....	2 ^f 20 ^c le quintal, poids brut.
Eau-de-vie, liqueurs, vins en bouteilles et autres boissons spiritueuses.....	10 00
Esprit-de-vin.....	20 00

NEUCHÂTEL. — Ne perçoit aucune taxe des boissons.

GENÈVE. — Pareillement à l'exception des octrois des villes de Genève et de Carouge.

Extrait du tarif de l'octroi de Genève.

Vins du canton de Genève, des autres cantons de la Suisse et des	
propriétaires genevois dans la zone de la Savoie et dans le pays de	
Gex, par muid ou 100 pots, soit 150 litres.....	3 ^f 50 ^c
Vins étrangers, par muid ou 100 pots, soit 150 litres.....	4 90
Vins de liqueur, par muid ou 100 pots, soit 150 litres.....	12 20
Vins et vinaigre en bouteille..	{
Bouteille ordinaire.....	0 12
Demi-bouteille.....	0 06
Vinaigre et vins gâtés, par muid ou 100 pots, soit 150 litres.	3 50
Lie de vin (du 15 septembre au 31 mars), par muid ou 100	
pots, soit 150 litres.....	3 50
Lie de vin (du 1 ^{er} avril au 15 septembre), par muid ou 100	
pots, soit 150 litres.....	1 50
Bière.....	5 55
Bière en cruches ou en bouteilles, par bouteille ou cruche...	0 05
Cidre, par muid ou 100 pots, soit 150 litres.....	3 00
Eau-de-vie et esprit-de-vin en cercles, pour chaque muid	
d'alcool pur contenu dans ces liquides.....	30 00

L'appréciation de l'alcool se fera d'après l'alcoomètre de Gay-Lussac, à une température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

Liqueurs de toute espèce en cercles, par muid.....	22 ^f 25 ^c
Eau-de-vie et liqueurs de toute espèce, en bouteilles d'un pot ou au-dessous, par bouteille.....	0 20

Extrait du tarif de l'octroi de Carouge.

Vin étranger, par pot suisse.....	0 ^f 04 ^c
Eau-de-vie.....	0 08
Esprit-de-vin et liqueurs en tonneaux, par pot suisse.....	0 15
Liqueurs en bouteille, par bouteille.....	0 15

(L. S.) *Signé* : KERN. (L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.
(L. S.) *Signé* : ROUHER.

**Règlement relatif au pays de Gex, annexé au traité de commerce
conclu entre la Suisse et la France.**

Le Gouvernement de la Confédération suisse s'engage à accorder aux produits du pays de Gex, indépendamment des concessions douanières spécifiées au tarif B annexé au Traité de commerce, les facilités suivantes :

Art. 1^{er}. Les bureaux de péages fédéraux établis sur la frontière du pays de Gex admettront en franchise de tout droit d'entrée fédéral, outre les objets déjà affranchis par la loi, les produits mentionnés dans le présent article, savoir :

- Le bois à brûler brut et en fagots et le charbon de bois;
- Les herbes et les feuilles de hêtre et autres pour fourrage ou litière, les feuilles de mûrier et la litière de roseaux y compris le foin et la paille;
- Le lin et le chanvre bruts;
- Les légumes frais et le jardinage, les jeunes arbres et les arbrisseaux fruitiers ou de forêts ordinaires;
- Les fruits frais;
- Les céréales en gerbes;
- Les pommes de terre;
- Le colza en gerbes;
- Les pierres à bâtir ordinaires, soit grossièrement taillées, soit taillées à la boucharde;
- Les tuiles et briques;
- La terre glaise, argile, terre réfractaire, les scories;
- Les déchets d'animaux et de végétaux ordinaires, comme engrais, sciure de bois, son; mais non les déchets de feuilles de tabac et autres servant pour une branche spéciale d'industrie;
- L'écorce à tan et les mottes à brûler en provenant;
- Le lait;

Les œufs frais;
 Le beurre frais;
 Les planches, lattes et le bois scié ordinaire.

Art. 2. Seront admis au quart du droit fédéral d'entrée fixé par le tarif B annexé au présent traité :

	Quint. fédér.
Le vin, jusqu'à concurrence de.....	1200
La chaux et le gypse;	
Les marbres de Thoiry sciés en plaques brutes non polies, jusqu'à concurrence de.....	500
La poterie ordinaire.....	2400
Les ouvrages grossiers en fer, la serrurerie non comprise..	400
Les caisses de bois pour emballage.....	400
La vannerie et les cribles ordinaires pour l'agriculture;	
Les fromages de toute espèce, jusqu'à concurrence de.....	2000
Le miel.....	50
La bière et le cidre.....	600
Cuir gros, jusqu'à concurrence de.....	500
Peaux de veaux, moutons ou chèvres tannées.....	200
Ébénisterie.....	200

Il est expressément entendu que la diminution ci-dessus stipulée s'applique uniquement aux droits fédéraux, et non aux droits de consommation, dont le taux actuel ne pourra toutefois être élevé.

Art. 3. Les tanneries du pays de Gex sont autorisées à exporter annuellement, en franchise de droit de sortie fédéral, jusqu'à concurrence de *six cents peaux brutes (en poils), de bœufs ou de vaches*, et de *six mille peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres*.

Art. 4. Il ne sera perçu aucun droit de transit pour le bétail que les habitants du pays de Gex achètent en Savoie et amènent dans leur arrondissement à travers le territoire suisse.

La Suisse se réserve toutefois de prendre les mesures nécessaires de contrôle et de police pour ce passage, ainsi que la faculté d'interdire entièrement le transit ou l'entrée du bétail en cas d'épizooties.

Art. 5. Les marchandises affranchies des droits d'entrée ne pourront être importées que par des chemins permis; celles qui ne sont pas affranchies de tout droit d'entrée seront soumises à un contrôle aux bureaux de péages respectifs. Les importations des gros cuirs et des peaux tannées et corroyées au quart du taux ordinaire des droits, et les exportations des peaux brutes qui jouissent de la franchise, pourront s'opérer par les bureaux du *Grand Saconnex*, de *Meyren*, de *Crassier*, de *Chavannes*, de *Sauverny* et de *Chancy*.

Art. 6. L'administration des péages fédéraux délivrera des billets de crédit pour les marchandises jouissant d'une réduction du droit fédéral, mais seulement jusqu'à concurrence des quantités fixées ci-dessus.

La réduction ou la suppression des droits d'entrée fixée dans l'article 2 pour les quantités y désignées de gros cuirs, de peaux tannées ou corroyées, d'ébénisterie et de vin, n'est accordée que moyennant des certificats constatant leur origine du pays de Gex.

Art. 7. Les vêtements taillés en Suisse et destinés à être cousus dans le pays de Gex pourront être exportés de Suisse en franchise de droits, et réimportés en Suisse en exception du droit d'entrée afférent aux vêtements confectionnés. L'importation et l'exportation de ces objets ne pourra s'opérer que par les stations de *Meyren*, *Saconnèx* et *Vireloux*.

L'administration des péages fédéraux se réserve d'exercer un contrôle, au moyen de livrets dont seront pourvues les personnes qui profiteront de cette facilité, et qu'elles devront présenter aux bureaux des péages fédéraux.

Art. 8. Il est entendu que le bureau de frontière des *Fourgs*, département du Doubs, pourra, comme jusqu'à présent, expédier, soit pour le transit, soit pour l'entrée en France, les fromages, l'horlogerie, y compris les boîtes à musique, les outils et fournitures d'horlogerie et les dentelles.

Art. 9. Ces dispositions seront mises en vigueur en même temps et pour la même durée que le traité de commerce.

(L. S.) *Signé* : KERN. (L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : ROUHER.

II

Traité sur l'établissement des Suisses en France et des Français en Suisse.

Le Gouvernement de la Confédération suisse et le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, animés du désir de resserrer les liens d'amitié et multiplier les rapports de bon voisinage qui unissent ces deux peuples, ont décidé, d'un commun accord et par un traité spécial les conditions auxquelles sera soumis l'établissement des Suisses en France et des Français en Suisse, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

La Confédération suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près S. M. l'Empereur des Français;

Et S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères; et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre d'État;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme,

Sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Français, sans distinction de culte, seront reçus et traités dans chaque canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourront l'être à l'avenir les ressortissants chrétiens des autres cantons. Ils pourront, en conséquence, aller, venir et séjourner temporairement en Suisse, munis de passe-ports réguliers, en se conformant aux lois et règlements de police. Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissants des divers cantons le sera également aux Français, et sans qu'on puisse en exiger aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse.

Art. 2. Pour prendre domicile ou former un établissement en Suisse, les Français devront être munis d'un acte d'immatriculation constatant leur nationalité, qui leur sera délivré par l'ambassade de France, après qu'ils auront produit des certificats de bonne conduite et de bonnes mœurs, ainsi que les autres attestations requises.

Art. 3. Les Suisses jouiront, en France, des mêmes droits et avantages que l'article premier ci-dessus assure aux Français en Suisse.

Art. 4. Les sujets ou ressortissants de l'un des deux Etats établis dans l'autre ne seront pas atteints par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, mais resteront soumis à celles de leur patrie.

Ils seront également exempts de tout service, soit dans la garde nationale, soit dans les milices municipales.

Art. 5. Les sujets ressortissants de l'un des deux Etats établis dans l'autre, et qui seraient dans le cas d'être renvoyés par sentence légale ou d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs et la mendicité, seront reçus, en tout temps, eux et leurs familles, dans les pays dont ils sont originaires et où ils auront conservé leurs droits conformément aux lois.

Art. 6. Tout avantage que l'une des Parties contractantes aurait concédé ou pourrait encore concéder à l'avenir d'une manière quelconque à une autre puissance, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice des professions industrielles, sera applicable de la même

manière et à la même époque à l'autre partie, sans qu'il soit nécessaire de faire une convention spéciale à cet effet.

Art. 7. — Le présent traité recevra son application dans les deux pays, en même temps que le traité de commerce conclu sous la date de ce jour, et il aura la même durée.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut, et simultanément avec celles du traité de commerce précité.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 juin 1864.

(L. S.) *Signé* : KERN.

(L. S.) *Signé* : DOUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : ROUHER.

III

Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle, entre la Suisse et la France.

Le Gouvernement de la Confédération Suisse et le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, désirant assurer la garantie réciproque en Suisse et en France de la propriété des œuvres de littérature et d'art, ainsi que des marques et des dessins de fabrique, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

La Confédération suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près S. M. l'Empereur des Français ;

Et S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères ; et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre d'État ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme,

Sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits de

compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois en Suisse, jouiront en France des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois sur le territoire de l'Empire.

Toutefois ces avantages ne seront assurés aux auteurs desdits ouvrages que pendant l'existence de leurs droits dans leur pays, et la durée de leur jouissance en France ne pourra excéder celle fixée à leur profit en Suisse.

Art. 2. Il est permis de publier en France des extraits ou des morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois en Suisse, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées à l'enseignement ou à l'étude, et accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1^{er} est subordonnée à l'acquisition légale de la propriété des ouvrages littéraires et artistiques en Suisse.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois en Suisse, l'exercice du droit de propriété en France sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier pays, de la formalité de l'enregistrement, effectué à Paris au Ministère de l'intérieur. L'enregistrement se fera sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être adressée, soit au susdit Ministère, soit à la chancellerie de l'ambassade de France à Berne.

La déclaration devra être faite dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage en Suisse, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la Convention, et dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur de ladite Convention, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux prescriptions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement sur des registres spéciaux tenus à cet effet, ne donnera ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistre-

ment; ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat portera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue du territoire de l'empire, et constatera le droit exclusif de propriété et de production, aussi longtemps que quelqu'autre personne n'aura pas fait admettre son droit en justice.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois en Suisse après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux, les traductions faites d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée en France. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié en Suisse, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et sous les conditions suivantes :

1° L'ouvrage original sera enregistré en France sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication en Suisse, conformément aux dispositions de l'article 3.

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction;

3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration;

4° La traduction devra être publiée dans l'un des pays, et être, en outre, enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver le droit de reproduction soit exprimée dans la première livraison.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livrai-

son sera considérée comme un ouvrage séparé; chacune d'elles sera enregistrée en France, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication en Suisse.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter la traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Les droits conférés par le présent article sont subordonnés aux conditions imposées à l'auteur d'un ouvrage original par les articles 1^{er} et 3 de la présente Convention.

Art. 7. Lorsqu'un auteur français d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur suisse, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus en France, ces exemplaires ou éditions seront considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux, ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront, à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils publiés en Suisse pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de France, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés en Suisse, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente, la circulation et l'exposition en France d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les articles 1, 4, 5 et 6 sont prohibés, sauf ce qui est dit à l'article 11, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de Suisse, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. Le Gouvernement français prendra, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires français, de réimpressions d'ouvrages

constituant la propriété des citoyens suisses et non tombés dans le domaine public, publiés ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, ou actuellement en cours de publication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français, et constituant une reproduction non autorisée de modèles suisses.

Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 12. Les livres d'importation licite venant de Suisse seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, par les bureaux de *Bellegarde*, *Pontarlier*, *Pont-de-la-Caille*, *Chambéry*, *Saint-Michel* et *Saint-Louis*, sans préjudice, toutefois, des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Si les intéressés le désirent, les livres déclarés à l'entrée seront expédiés à la direction de l'imprimerie et de la librairie au Ministère de l'intérieur, pour y subir les vérifications prescrites, qui auront lieu au plus tard dans le délai de quinze jours.

Art. 13. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement français, de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures législatives ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente convention ne portera aucune atteinte au droit du Gouvernement français de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après les lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 14. Les Suisses jouiront en France de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins de fabrique.

Si la marque de fabrique et de commerce ou de dessin de fabrique appartient au domaine public, en Suisse, il ne pourra être l'objet d'une jouissance exclusive en France.

Les droits des ressortissants suisses ne sont pas subordonnés en France à l'obligation d'y exploiter les dessins de fabrique.

Art. 15. Les Suisses ne pourront revendiquer en France la propriété exclusive d'une marque ou d'un dessin, s'ils n'ont déposé, pour

la marque, deux exemplaires au greffe du tribunal de commerce de la Seine, et pour les dessins de fabrique, une esquisse ou un échantillon au secrétariat du conseil des prud'hommes des tissus à Paris, qui se chargera de transmettre aux conseils compétents ceux des dessins dont il ne serait pas autorisé à conserver le dépôt.

Art. 16. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par la loi, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production française.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux français, d'après la législation en vigueur sur le territoire de l'Empire.

Dispositions applicables en Suisse.

Art. 17. Les dispositions des articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 13, 14, 15, 16 précédents recevront également, à titre de réciprocité, leur application en Suisse, pour la protection de la propriété, dûment acquise en France, des ouvrages d'esprit ou d'art, ainsi que des marques et dessins de fabrique ou de commerce.

Art. 18. Les tribunaux compétents en Suisse, soit pour les réparations civiles, soit pour la répression des délits, appliqueront sur tout le territoire de la Confédération, au profit des propriétaires en France, d'ouvrages littéraires et artistiques, de marques et dessins de fabrique ou de commerce, les dispositions de l'article 17 qui précède et des articles 19 à 50 qui suivent.

Il est entendu, sous réserve toutefois des garanties stipulées à l'article 50, que ces dispositions pourront être remplacées par celles de la législation que les autorités compétentes de la Suisse viendraient à consacrer, en matière de propriété littéraire, artistique ou industrielle, sur la base de l'assimilation des étrangers aux nationaux.

Art. 19. L'enregistrement des œuvres d'esprit ou d'art prescrit par l'article 3 se fera, pour les ouvrages publiés pour la première fois en France, dans les délais fixés audit article, au département fédéral de l'intérieur, à Berne, ou à la chancellerie de la légation suisse, à Paris.

Le dépôt prescrit par l'article 15 pour l'acquisition de la propriété des marques et dessins de fabrique ou de commerce se fera au bureau du département fédéral de l'intérieur, à Berne.

Art. 20. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de

toute autre production analogue du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois en France, jouiront en Suisse, pour la protection de leurs droits de propriété, des garanties stipulées dans les articles suivants.

Art. 21. Les auteurs d'œuvres dramatiques ou musicales publiées ou exécutées pour la première fois en France jouiront en Suisse, par rapport à la représentation ou à l'exécution de leurs œuvres, de la même protection que les lois accordent ou accorderont par la suite dans ce même pays aux auteurs ou compositeurs suisses pour la représentation ou l'exécution de leurs œuvres.

Art. 22. Le droit de propriété acquis en Suisse, conformément aux dispositions des articles précédents, pour les œuvres littéraires ou artistiques mentionnées dans l'article 20, dure, pour l'auteur, toute sa vie, et s'il meurt avant l'expiration de la trentième année, à dater de la première publication, ce droit continue à subsister pour le reste de ce terme en faveur de ses successeurs. Si la publication n'a pas eu lieu du vivant de l'auteur, ses héritiers ou ayants-droit ont le privilège exclusif de publier l'ouvrage pendant six ans, à dater de la mort de l'auteur. S'ils en font usage, la protection dure trente ans, à partir de cette mort. Toutefois, la durée du droit de propriété par rapport aux traductions est réduite à cinq années, conformément à la stipulation de l'article 6.

Art. 23. Toute édition d'une œuvre littéraire et artistique mentionnée dans l'article 20, imprimée ou gravée au mépris des dispositions de la présente Convention, sera punie comme contrefaçon.

Art. 24. Quiconque aura sciemment vendu, mis en vente ou introduit sur le territoire suisse des objets contrefaits, sera puni des peines de la contrefaçon.

Art. 25. Tout contrefacteur sera puni d'une amende de cent francs au moins et de deux mille francs au plus; et le débitant, d'une amende de vingt-cinq francs au moins et de cinq cents francs au plus, et ils seront condamnés, en outre, à payer au propriétaire des dommages-intérêts pour réparation du préjudice à lui causé.

La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. Dans tous les cas, les tribunaux pourront, sur la demande de la partie civile, ordonner qu'il lui soit fait remise, en déduction des dommages-intérêts à elle alloués, des objets contrefaits.

Art. 26. Dans les cas prévus par les articles précédents, le produit des confiscations sera remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité sera réglé par les voies ordinaires.

Art. 27. Le propriétaire d'une œuvre littéraire ou artistique pourra

faire procéder, en vertu d'une ordonnance de l'autorité compétente, à la désignation ou description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétendra contrefaits à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente Convention.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la présentation du procès-verbal constatant le dépôt de l'œuvre littéraire ou artistique. Elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert.

Lorsque la saisie sera requise, le juge pourra exiger du requérant un cautionnement, qu'il sera tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts.

Art. 28. A défaut par le requérant de s'être pourvu dans le délai de la quinzaine, la description ou saisie sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés s'il y a lieu.

Art. 29. Sont considérés comme marques de fabrique et de commerce les noms sous une forme distinctive, les dénominations, emblèmes, empreintes, timbres, cachets, vignettes, reliefs, lettres, chiffres, enveloppes et tous autres signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce.

Art. 30. Le dépôt effectué conformément à la prescription de l'article 19 n'assurera la propriété des marques de fabrique en Suisse que pour quinze années. Mais la durée de ce droit pourra toujours être prorogée pour une nouvelle période de quinze ans, au moyen d'un nouveau dépôt.

Art. 31. Seront punis d'une amende de cinquante francs à trois mille francs et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui auront contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite;

2° Ceux qui auront frauduleusement apposé sur leurs produits ou les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui;

3° Ceux qui auront sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleusement apposée.

Art. 32. Seront punies d'une amende de cinquante francs à deux mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui, sans contrefaire une marque, en auront fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur, ou auront fait usage d'une marque frauduleusement imitée;

2° Ceux qui auront fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit;

3° Ceux qui auront sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

Art. 33. La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des articles 31 et 32 pourra, même en cas d'acquiescement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit.

Le tribunal pourra ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Il prescrira, dans tous les cas, la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions desdits articles.

Art. 34. Toutes les dispositions relatives aux marques de fabrique et de commerce sont applicables aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, graines, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture.

Art. 35. Les dispositions des articles 26, 27 et 28 sont aussi applicables aux marques de fabrique et de commerce.

Art. 36. Il est perçu un droit fixe de cinq francs pour le dépôt de chaque marque de fabrique et de commerce.

Art. 37. Le dépôt des dessins de fabrique, effectué conformément à l'article 19, assurera la propriété des déposants pour un, deux ou trois ans, suivant leur déclaration et à compter de sa date, mais la durée de ce droit pourra toujours être prorogée pour une nouvelle période de trois ans, au moyen d'un nouveau dépôt.

Art. 38. Le déposant pourra faire son dépôt, soit ouvertement, certifié de sa signature et de son cachet, soit sous enveloppe cachetée. Dans ce dernier cas, l'enveloppe contenant le dessin ou l'échantillon ne pourra être ouverte qu'un an après l'acte de son dépôt.

Après ce terme, il sera permis de prendre inspection des dessins ou échantillons déposés. L'enveloppe pourra, à toute époque, et sur la réquisition du déposant, être ouverte, ou, en cas de contestation, en vertu d'une ordonnance judiciaire.

Art. 39. Le dépôt sera considéré comme non avenu dans les cas suivants :

1° Si le dessin n'est pas nouveau ;

2° Si, antérieurement au dépôt, des produits fabriqués sur le dessin déposé ont été livrés au commerce.

Art. 40. Sera déchu du droit résultant du dépôt le déposant qui

n'aura pas exploité en France le dessin faisant l'objet du dépôt dans le cours des deux années qui auront suivi ledit dépôt.

Art. 41. La contrefaçon, ainsi que le débit ou l'importation de dessins de fabriques contrefaits, sciemment opérés, sont punis des amendes édictées par l'article 25 pour les œuvres littéraires et artistiques.

Art. 42. Les dispositions des articles 26, 27 et 28 sont aussi applicables aux dessins de fabrique.

Art. 43. Il sera perçu un droit fixé au maximum à un franc pour le dépôt de chaque dessin de fabrique.

Tout acte de cession d'un dessin de fabrique sera enregistré moyennant un droit de un franc.

Pour le dépôt, comme pour la cession, la taxe fixée est exclusive de tous autres frais.

Art. 44. — La poursuite devant les tribunaux suisses pour les délits définis dans cette Convention n'aura lieu que sur la demande de la partie lésée ou de ses ayants droit.

Art. 45. — Les actions relatives à la contrefaçon des œuvres littéraires ou artistiques, ainsi que des marques et dessins de fabrique seront portées, en Suisse, devant le tribunal du district dans lequel la contrefaçon ou la vente illicite aura eu lieu.

Les actions civiles seront jugées comme matières sommaires.

Art. 46. — Les peines établies par la présente Convention ne peuvent être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 47. — Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il déterminera, et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Art. 48. — Les peines portées aux articles ci-dessus pourront être élevées au double en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un délit de la même nature.

Art. 49. — Les tribunaux pourront, s'il existe des circonstances atténuantes, réduire les peines prononcées contre les coupables, au-dessous du minimum prescrit, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

Art. 50. — Les Hautes Parties contractantes sont convenues de soumettre la présente Convention à une révision, si une nouvelle législation sur les matières y traitées, dans l'un ou l'autre pays ou dans les deux pays, la rendait désirable ; mais il est entendu que les stipulations de la présente Convention continueront à être obligatoires pour les deux pays jusqu'à ce qu'elles soient modifiées d'un commun accord.

Si les garanties accordées actuellement en France à la protection de

la propriété littéraire, artistique et industrielle devaient être modifiées pendant la durée de la présente Convention, le Gouvernement suisse serait autorisé à remplacer les stipulations de ce traité par les nouvelles dispositions édictées par la législation française.

Art. 51. — La présente Convention entrera en vigueur à la même époque et elle aura la même durée que le Traité de commerce conclu à la date de ce jour entre la Suisse et la France.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans un délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut, en même temps que celles du Traité de commerce précité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 juin 1864.

(L. S.) *Signé* : KERN. (L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.
(L. S.) *Signé* : ROUHER.

IV

Convention entre la Suisse et la France, sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes.

Le Gouvernement de la Confédération Suisse et le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français désirant assurer et régler entre la Suisse et la France les rapports de bon voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, ont résolu de conclure dans ce but une Convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

La Confédération suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près S. M. l'Empereur des Français ;

Et S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères ; et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre d'État ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme,

Sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Pour faciliter l'exploitation des biens-fonds et forêts limitrophes des frontières, sont affranchis de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation, les céréales en gerbes ou en

épis, les foins, la paille et les fourrages verts, les produits bruts des forêts, bois, charbons ou potasse, ainsi que les engrais, les semences, plantes, perches, échelas, animaux et instruments de toute sorte servant à la culture des propriétés situées dans une zone de six kilomètres, à chaque côté de la frontière, sous réserve du contrôle réglementaire dans chaque pays pour la répression de la fraude.

Art. 2. — Dans le rayon et sous les garanties énoncées à l'article précédent, sont également affranchis de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation, les grains ou bois envoyés, par les habitants de l'un des deux pays, à un moulin ou une scierie situés sur le territoire de l'autre, ainsi que les farines ou planches en provenant.

La même faculté est accordée aux nationaux des deux pays pour l'extraction de l'huile des semences recueillies sur leurs biens-fonds, le blanchiment des fils et toiles écrus, fabriqués avec les produits de la terre qu'ils cultivent.

Art. 3. — Les produits agricoles ou forestiers seront transportés sur les chemins publics, sans autre indemnité que celles imposées par les lois du pays aux habitants de la localité.

Les chemins limitrophes qui suivent la frontière ou qui passent, suivant la configuration du terrain, d'un territoire à l'autre, ne pourront, dans aucun cas, être barrés ou fermés à la circulation desdits produits.

Art. 4. — Dans chacun des deux pays, lorsqu'une forêt, ou tout autre immeuble exploité par un étranger, se trouvera à l'état d'enclave, un passage sera ouvert sur les propriétés voisines, à charge d'une indemnité qui sera réglée par les tribunaux, si les parties ne se sont pas entendues à l'amiable.

Art. 5. — Les propriétaires ou cultivateurs français en Suisse, et réciproquement, les propriétaires ou cultivateurs suisses en France, jouiront généralement, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la même localité, à la condition qu'ils se soumettront à tous les règlements administratifs de police applicables aux ressortissants du pays.

Art. 6. — Les dispositions précédentes ne dérogent à aucune des conventions qui pourraient exister sur les divers points entre les municipalités frontalières.

Art. 7. — Lorsqu'une forêt appartenant, soit à l'État, soit à une commune, soit à un établissement public, soit à un particulier suisse, sera située sur le territoire français, ou réciproquement, des gardes pourront être désignés par les propriétaires pour la surveillance desdites forêts.

Ces gardes devront remplir les conditions de nationalité et de capacité exigées par les lois et règlements du pays où la forêt sera

située; ils seront commissionnés par l'autorité compétente de ce même pays et assermentés.

Leurs pouvoirs et leurs obligations seront les mêmes que ceux des gardes des forêts dont les propriétaires ne sont pas étrangers.

Les frais nécessités par leur nomination et l'exercice de leurs fonctions seront à la charge des propriétaires des forêts.

Art. 8. — Pour mieux assurer la répression des délits et contraventions qui se commettent dans les forêts, sur la frontière, les deux Hautes Parties s'engagent à poursuivre ceux de leurs ressortissants qui auraient commis ces infractions sur le territoire étranger, de la même manière et par application des mêmes lois que s'ils en étaient rendus coupables dans les forêts de leur pays même.

La poursuite aura lieu sous la condition qu'il n'y ait pas eu jugement rendu dans le pays où l'infraction a été commise, et sur transmission officielle du procès-verbal, par l'autorité compétente de ce pays, à celle du pays auquel appartient l'inculpé.

L'État où la condamnation sera prononcée percevra seul le montant des amendes et des frais, mais les indemnités seront versées dans les caisses de l'État où les infractions auront été commises.

Les procès-verbaux dressés régulièrement par les gardes assermentés dans chaque pays feront foi, jusqu'à preuve contraire, devant les tribunaux étrangers.

Art. 9. Pour donner plus d'efficacité à la surveillance des propriétés forestières, tous les gardes forestiers qui constateront un délit ou une contravention dans la circonscription confiée à leur surveillance pourront suivre les objets enlevés, même de l'autre côté de la frontière, sur le territoire de l'État voisin, jusque dans les lieux où ils auraient été transportés, et en opérer la saisie.

Ils ne pourront, toutefois, s'introduire dans les maisons, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence d'un fonctionnaire public, désigné à cet effet par les lois du pays dans lequel la perquisition aura lieu.

Les autorités compétentes, chargées de la police locale, sont tenues d'assister les gardes dans leurs recherches, sans qu'il soit nécessaire de réclamer la permission d'un fonctionnaire supérieur.

Les administrations compétentes de chacun des États se feront connaître réciproquement les noms des agents forestiers chargés de la surveillance des forêts limitrophes.

Art. 10. Dans le cas où des modifications dans la législation criminelle de l'un ou de l'autre État seraient jugées nécessaires pour assurer l'exécution des articles 8 et 9, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre, aussitôt que faire se pourra, les mesures nécessaires à l'effet d'opérer ces réformes.

Art. 11. La présente Convention restera en vigueur pendant douze ans, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette Convention, toutes les modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Les dispositions de l'article 7 du traité du 18 juillet 1828 sont et demeurent abrogées.

Art. 12. La présente Convention recevra son application dans les deux pays, en même temps que le Traité de commerce conclu sous la date de ce jour. Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut, et simultanément avec celles du Traité de commerce précité.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 juin 1864

(L. S.) Signé : KERN.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : ROUHER.

V

Protocole final.

M. *Kern*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse, à Paris.

Et les Plénipotentiaires de S. M. Napoléon III, empereur des Français.

M. *Drouyn de Lhuys*, Sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères; et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre d'État;

Sont convenus de fixer dans un protocole final le sens de certaines dispositions contenues dans la Convention signée cejourd'hui pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle entre la France et la Suisse :

1° Le Gouvernement français s'engage à présenter au Corps législatif, dans sa prochaine session, un projet de loi, qui déclare que la re-

production de compositions musicales, par le mécanisme des boîtes à musique ou d'instruments analogues, ne constitue pas la contrefaçon d'une pareille composition.

De son côté, le Gouvernement suisse déclare que c'est dans ce sens qu'il interprète la Convention intervenue à la date de ce jour entre les deux Hautes Parties contractantes.

2° Il est entendu que la protection accordée aux dessins de fabrique n'assure aucun droit exclusif de propriété à ce qui est en général désigné par l'expression : *genre, modes ou nouveautés*, mais seulement aux dessins originaux d'un caractère déterminé et déposé conformément aux prescriptions de l'article 15.

3° Il est reconnu aussi par les Hautes Parties contractantes qu'on ne peut acquérir une propriété exclusive par le dépôt d'un dessin de fabrique, ni pour l'invention de nouveaux produits industriels, ni pour l'invention de nouveaux moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel, lesquels ne peuvent être l'objet d'une possession exclusive en France que par la prise des brevets d'invention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole, après lecture faite, à Paris, au Ministère des affaires étrangères, le 30 juin 1864.

(L. S.) Signé : KERN.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : ROUHER.

VI

Déclaration relative aux passeports.

Les Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur des Français, prenant en considération l'assurance donnée par le Conseil fédéral relativement aux permis de séjour (assurance dont les termes sont insérés au procès-verbal de la vingt-et-unième conférence), déclarent que, si le Conseil fédéral réussit à obtenir des réductions sérieuses, spécialement au profit des ouvriers, sur les taxes élevées perçues dans certains cantons suisses pour permis de séjour, le Gouvernement de l'Empereur est disposé à appliquer aux habitants de la Suisse les mêmes règles que celles qui ont été adoptées à l'égard de l'Angleterre et de la Belgique en matière de passeport.

Le Plénipotentiaire suisse prend acte de cette déclaration.

Paris, le 30 juin 1864.

(L. S.) Signé : KERN.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : ROUHER.

DEUXIÈME PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Convention pour l'exécution et en extension de l'article 16 du traité du 27 juillet 1852, entre la Confédération suisse et le Grand-Duché de Bade sur la continuation du chemin de fer badois par le territoire suisse. Conclue le 21 septembre 1862. Ratifiée par le Grand-Duché de Bade le 6 décembre 1862 et par la Suisse le 26 décembre 1862.

Aux fins de concerter les mesures à prendre pour l'exécution et l'extension de l'article 16 du traité du 27 juillet 1852 touchant la continuation du chemin de fer badois par le canton de Schaffhouse, le conseil fédéral suisse, d'une part, a désigné en qualité de commissaires : MM. *J. Hallauer*, Président du Conseil d'État, *Stokar*, Conseiller d'État, et *Ziegler*, directeur des péages,

Et le Gouvernement Grand-Ducal badois, d'autre part : MM. *Poppen*, Conseiller ministériel, *Charles Schmidt*, Conseiller aulique des finances, *Gerwig*, Conseiller des travaux publics, et *Burg*, Conseiller des postes,

Lesquels se sont entendus sur les dispositions ci-après :

A. Concernant l'expédition des péages aux gares de Schaffhouse et de Thayngen.

Art 1^{er}. Les opérations de douane sur les marchandises, objets de poste et effets des voyageurs à destination du Zollverein ou en venant, s'effectueront à la gare de Schaffhouse et à la station de Thayngen d'après les prescriptions du Zollverein avec les allègements jugés admissibles par le Gouvernement Grand-Ducal badois et dans la mesure déterminée par l'instruction que projettera l'Administration Grand-Ducale badoise des péages.

Art. 2. La fermeture et l'usage des locaux au service de l'Adminis-

tration des péages ainsi que la surveillance de ces locaux par le personnel commis à la surveillance des péages sont exclusivement réglés conformément aux mesures établies par l'autorité Grand-Ducale badoise.

Art. 3. Dans les locaux qui, à la gare de Schaffhouse et à la station de Thayngen seront mis à la disposition gratuite — sauf les arrangements intérieurs — de l'Administration des péages suisse, il sera pourvu à ce que les marchandises passent immédiatement des mains de l'Administration des péages grand-ducale badoise en celles de l'Administration suisse, et réciproquement, pour procéder à l'expédition des péages nécessaire.

Sont en outre réservées à l'Administration suisse des péages, toutes les mesures qu'elle jugera à propos d'ordonner pour s'assurer la perception des péages sur le parcours de la ligne ferrée *Erzingen-Thayngen*, aller et retour : et entre autres le droit de plomber les wagons de marchandises allant d'une frontière à l'autre ou d'un point de la frontière jusqu'à Schaffhouse, de même le droit de faire accompagner les trains par le personnel suisse des péages pour lequel le passage gratuit, aller et retour, est réservé pour les voyages de service lors de ces accompagnements.

Art. 4. Les autorités respectives agiront de concert pour réprimer la contrebande dans la circulation des marchandises soumises au droit dans les gares désignées à l'art. 1^{er} et pour découvrir les contraventions aux lois de douane, et les fonctionnaires que cela concerne fourniront avec empressement tous les renseignements demandés.

En particulier les offices de douane des États contractants permettront en tout temps et sur demande aux fonctionnaires supérieurs des douanes à ce autorisés par l'autre État l'inspection des registres et pièces justificatives constatant la circulation des marchandises venant de ce dernier État et y allant par la gare.

Art. 5. Les bureaux d'expédition de péages du Grand-Duché de Bade à Schaffhouse et à Thayngen ont le droit de connaître des délits commis à la gare et sur la voie ferrée contre la législation des péages, d'y séquestrer les marchandises et les effets qui se rattachent à ces délits; de juger ces contraventions d'après la loi grand-ducale badoise en matière de péages et de déclarer confisqués les objets séquestrés, pareillement de statuer des peines disciplinaires qu'entraîne l'infraction des prescriptions en matière de péages.

Des marchandises et des effets peuvent être déclarés saisis pour le montant de ces peines disciplinaires.

Pour les crimes et délits commis dans les gares ou sur la voie ferrée contre les lois et ordonnances de la Confédération et du canton de Schaffhouse la compétence des autorités de police et des tribunaux

ordinaires suisses est expressément maintenue aux termes de l'art. 23 du traité en date du 27 juillet 1852.

Art. 6. A la réquisition des autorités grand-ducales badoises et pour cause de contraventions aux droits d'entrée et de sortie pour le Zollverein, commises dans les gares de Schaffhouse et de Thayngen, les autorités suisses,

1° Entendront des témoins et des experts ;

2° Procéderont à des inspections officielles et en attesteront le résultat ;

3° Feront parvenir aux accusés les citations et jugements des autorités grand-ducales badoises.

Art. 7. Pour accélérer et faciliter la circulation des personnes, le Gouvernement Grand-Ducal badois peut d'office faire examiner par un fonctionnaire de police badois, les papiers de légitimation des voyageurs à l'occasion de l'acquittement des droits aux gares de Schaffhouse et de Thayngen.

B. Concernant le bureau de péage suisse à la station d'Erzingen.

Art. 8. Les opérations de douane pour les marchandises, objets de poste et effets des voyageurs à destination de la Suisse ou en sortant auront lieu à la station d'Erzingen conformément aux prescriptions de la législation fédérale en matière de péages et avec les allègements reconnus admissibles par l'Administration suisse des péages.

Art. 9. La révision des marchandises importées, exportées ou en transit passant au bureau suisse de péage à la station d'Erzingen doit être évitée autant que possible en appliquant la fermeture des wagons et par la remise simultanée des déclarations de péage prescrites.

Pour les effets des voyageurs et les marchandises d'origine suisse consignées sur la section du chemin de fer grand-ducal badois *Bâle-Waldshut-Constance* et destinées à être réimportées en Suisse ou réciproquement, l'opération de douane la plus allégée demeure réservée.

Art. 10. Pour la fermeture et l'usage des locaux, au service de l'Administration des péages ainsi que pour la surveillance de ces localités par les employés commis à cet effet, il est procédé conformément aux prescriptions de l'autorité grand-ducale badoise.

Art. 11. Dans les locaux de la station d'Erzingen mis à la disposition gratuite de l'Administration suisse des péages — non compris l'arrangement intérieur — il sera pourvu à ce que les marchandises passent immédiatement des mains de l'Administration des péages grand-ducale badoise en celles de l'administration suisse, et réciproquement, pour procéder aux expéditions de péage nécessaires.

Art. 12. Les dispositions de l'art. 4 seront applicables dans toute leur teneur, pour prévenir la contrebande dans les transactions doua-

nières à la station d'Erzingen ainsi que pour découvrir les délits contre les législations en matière de péages.

Art. 13. Le bureau suisse de péages à la station d'Erzingen a le droit de connaître et de juger les contraventions aux lois de péages suisses commis dans cette gare conformément aux dispositions de l'article 5, 1^{er} alinéa.

Au reste la compétence des autorités de police et des tribunaux du Grand-Duché de Bade est maintenue pour tous les délits et crimes contre les lois et ordonnances grand-ducales commis dans la gare d'Erzingen ou de la voie ferrée sur territoire badois.

Art. 14. Pour les infractions aux droits suisses d'entrée, de sortie ou de transit commises à la station d'Erzingen, les autorités grand-ducales badoises, à la requête des autorités suisses :

- 1° Entendront des témoins et experts ;
- 2° Procéderont à des inspections officielles et en constateront le résultat ;
- 3° Feront parvenir aux accusés dans le Grand-Duché les citations et les jugements des autorités suisses.

Art. 15. Pour accélérer et faciliter la circulation des personnes, le Gouvernement suisse peut faire examiner d'office les papiers de légitimation des voyageurs à la station d'Erzingen lors des expéditions de douane et y établir à cet effet un commissaire de police suisse.

Art. 16. L'Administration suisse des péages a en outre le droit de faire soigner les expéditions de péages par son bureau de la station d'Erzingen pour la circulation sur la chaussée qui passe près de là, à quel effet elle jouit de la même protection que celle plus spécialement déterminée par les articles 12, 13 et 14 de la présente convention.

C. Dispositions générales.

Art. 17. La section du chemin de fer située sur le territoire du canton de Schaffhouse est considérée comme route douanière du Zollverein, laquelle les wagons de chemin de fer peuvent parcourir en tout temps sans obstacle pour les wagons ou marchandises munis de la fermeture destinée à assurer l'acquittement des droits de péage et pour les employés aux péages qui les accompagneraient.

Art. 18. L'Administration du chemin de fer grand-ducal badois s'oblige à donner connaissance le plus tôt possible à l'Administration suisse des péages, soit au Département du Commerce et des Péages et à la Direction des péages à Schaffhouse de tous les changements des plans de courses des chemins de fer ainsi que d'annoncer par télégraphe les trains extraordinaires au bureau suisse de péages le plus rapproché.

Art. 19. La présente convention est conclue préalablement jusqu'à la fin de l'année 1865. Elle reste aussi en vigueur après ce terme aussi longtemps que l'une des parties n'a pas déclaré son retrait, dans quel cas sa validité cesse douze mois dès le jour où le retrait a été déclaré.

Les mêmes dispositions sont applicables à la convention déjà existante du 12 novembre 1853, concernant le bureau de péages badois à la gare de Bâle, et à la convention du 12 juillet 1859, concernant le bureau principal de péages suisses à la gare de Waldshut.

Art. 20. L'approbation des dispositions qui précèdent, demeure réservée aux deux Gouvernements.

En foi de quoi les Commissaires des deux États ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Ainsi fait à Schaffhouse, le 24 septembre 1862.

(L. S.) *Signé* : JOH. HALLAUER.

(L. S.) *Signé* : F. STOKAR.

(L. S.) *Signé* : C. FR. ZIEGLER.

(L. S.) *Signé* : H. POPPEN.

(L. S.) *Signé* : K. SCHMIDT.

(L. S.) *Signé* : ANT. BURG.

(L. S.) *Signé* : R. GERWIG.

Protocole séparé.

Schaffhouse, le 24 septembre 1862.

Les Commissaires soussignés sont encore convenus des dispositions de détail ci-après au sujet de la convention en date de ce jour relative à l'expédition des personnes et des marchandises aux gares de Schaffhouse, de Thayngen et d'Erzingen.

I. Ad. art. 1, 8 et 9 de la convention.

Les deux parties contractantes auront soin de donner à leurs bureaux de péages respectifs aux gares de Schaffhouse, Thayngen et Erzingen les pouvoirs nécessités par l'étendue et le genre de la circulation.

En outre, toutes les faveurs et facilités que peut permettre la législation en vigueur dans chacun des deux territoires douaniers, seront accordées à la circulation des personnes et des marchandises pour les expéditions de péage.

Quant à l'expédition des marchandises et des effets de voyageurs

en dehors des heures ordinaires du service des péages, les prescriptions que peuvent adopter en tout temps chacune des deux Administrations font règle. L'Administration grand-ducale badoise du chemin de fer garantit au personnel suisse des péages l'indemnité légale pour les expéditions de trains extraordinaires en dehors des heures ordinaires du service des péages.

Il est à remarquer ici en particulier que l'expédition douanière pour la circulation des personnes se fait par l'administration des péages en général aux deux stations frontières de Erzingen et Thayngen. Toutefois les effets de voyage à destination de l'Union douanière, qui sont remis à l'administration du chemin de fer pour être inscrits et dirigés sur des stations badoises, doivent être revêtus de la marque d'expédition des pays de l'Union aussitôt à leur remise à Schaffhouse, soit à Thayngen.

II. Ad. art. 2 et 10.

Le personnel aux péages grand-ducal — tant pour le service intérieur que pour la surveillance — à Schaffhouse et à Thayngen, et le personnel suisse aux péages à Erzingen ne porte l'uniforme prescrit que dans les gares et en accompagnant les trains.

Des hommes armés de l'une ou de l'autre administration des péages ne peuvent être employés que pour la garde des marchandises et des caisses pendant la nuit et pour accompagner les trains.

L'autorité suisse accordera immédiatement la protection de police nécessaire, à la demande des fonctionnaires badois aux péages des gares de Schaffhouse et de Thayngen, et de même l'autorité badoise à la demande des fonctionnaires suisses à la gare d'Erzingen. Le personnel requis peut demander le passage gratuit en chemin de fer pour l'aller et le retour.

III. Ad. art. 3 et 11.

L'arrangement et l'adjudication des locaux qui doivent être mis à la disposition de l'administration suisse des péages dans les gares de Schaffhouse, de Thayngen et d'Erzingen aura lieu ensuite d'entente avec les autorités suisses des péages. Relativement aux halles pour les marchandises, il est convenu que les halles d'entrée badoises aux stations susmentionnées serviront de halles de sortie à l'administration suisse des péages, et les halles badoises de sortie serviront de halles d'entrée pour la même administration ; cependant si le besoin s'en fait sentir, les espaces assignés à chaque administration dans l'intérieur des halles devront être séparés.

En tant qu'un déchargement des marchandises passant des mains d'une administration des péages en celles de l'autre n'est pas nécessaire, et qu'il ne s'agit au contraire que de l'enlèvement et de l'appro-

sition de la fermeture aux wagons de chemin de fer, cet enlèvement et cette apposition par l'une et l'autre administration s'effectuera simultanément à l'effet de maintenir la garantie des droits de péages.

IV. Ad. art. 5, 2^e alinéa, et art. 13, 2^e alinéa.

En application analogue de l'article 27 du traité du 27 juillet 1852, les autorités suisses prendront en due considération les besoins du service des péages en cas d'arrestation pour délit ou crime d'un employé aux péages badois placé aux gares de Schaffhouse ou de Thayngen et elles en donneront aussitôt connaissance à l'autorité supérieure de péages la plus rapprochée de laquelle relève l'employé arrêté, et les autorités badoises en agiront de même en cas d'arrestation pour les mêmes motifs d'un employé suisse aux péages placé à la gare d'Erzingen.

V. Ad. art. 6 et 14.

Les réquisitions des autorités des deux États pour les opérations officielles déterminées aux art. 6 et 14 de la convention de ce jour, doivent être adressées aux mêmes autorités grand-ducales, soit suisses, qui, dans des cas pareils, sont compétentes à la réquisition de l'autorité respective propre.

VI. Ad. art. 16.

La circulation des objets entre les localités badoises de *Schlatt*, *Ebringen* et *Biethingen* d'une part, et la station de *Thayngen* d'autre part, est restreinte à la route douanière suisse, et elle sera soumise, autant que faire se pourra, pour les opérations de péages suisses au bureau de la station de *Thayngen* au lieu du bureau situé dans cette localité.

Elle est affranchie du droit suisse de transit.

VII. Le numéraire suisse ne pourra être refusé pour le paiement des frais de transport et des taxes de personnes dans les gares grand-ducales badoises situées sur le territoire suisse. A cette occasion le cours légal suisse fait règle, et le franc suisse ne pourra être tarifé au-dessous de 28 kreuzer valeur sud-allemande, et les pièces de 20 francs pas au-dessous de 9 florins 20 kreuzer, ces dernières pour aussi longtemps seulement que leur cours légal est ainsi fixé en Suisse.

On se rapporte à cet égard à la loi fédérale du 31 janvier 1860 concernant la modification partielle de la loi fédérale sur les monnaies, soit aussi à celle du 7 mai 1850 sur les monnaies fédérales.

Les Commissaires suisses expriment le désir que les taxes du chemin de fer soient indiquées aussi en valeur suisse au moins pour la circulation sur le territoire cantonal, et qu'il soit permis en outre

d'acquitter les droits de péages aux caisses badoises à Schaffhouse et à Thayngen en numéraire suisse au taux ci-dessus.

Le Gouvernement badois fait entrevoir son adhésion à ce désir pour les cas où les monnaies de billon et d'or acceptées au taux suisse, en tant qu'elles ne sont pas nécessaires pour les besoins administratifs dans l'intérieur du canton, puissent être changées sans difficultés et sans pertes pour la caisse badoise, ainsi que dans la supposition que l'acquittement des péages suisses à Erzingen puisse s'effectuer en numéraire sud-allemand sur le pied de 28 kreuzer = 100 centimes.

VIII. L'administration grand-ducale badoise du chemin de fer aura soin d'établir aux stations de Schaffhouse, de Thayngen et d'Erzingen des agents qui expédieront aux bureaux suisses de péages les déclarations pour les marchandises importées, exportées ou en transit, et qui acquitteront les droits y relatifs.

En foi de quoi ont signé :

(L. S.) *Signé* : JOH HALLAUER.

(L. S.) *Signé* : F. STOKAR.

(L. S.) *Signé* : C. Fr. ZIEGLER.

(L. S.) *Signé* : H. POPPEN.

(L. S.) *Signé* : K. SCHMIDT.

(L. S.) *Signé* : ANT. BURG.

(L. S.) *Signé* : R. GERWIG.

Convention entre la Confédération suisse et le royaume d'Italie, concernant la séparation des biens de la mense épiscopale de Como, conclue le 30 novembre 1862 ; ratifiée par la Suisse le 3 août 1863, et par l'Italie le 6 septembre 1863 ¹.

La Confédération suisse a, par arrêté du 15/22 juillet 1859, déclaré supprimée sur territoire suisse toute juridiction épiscopale étrangère, et a ouvert des négociations avec le Saint-Siège dans le but de régler la séparation du territoire suisse d'avec les diocèses de Como et de Milan ; mais les négociations ont fait ressortir la nécessité d'une en-

1. Voir les documents suivants publiés déjà dans les *Archives* :

1° Note du comte de Cavour sur la séparation des paroisses de l'évêché de Come, 20 novembre 1860 (tome I^{er}, année 1861, page 143) ;

2° Réponse du Conseil fédéral, 4 janvier 1861 (tome II, année 1862, page 349) ;

3° Note du Conseil fédéral sur les biens séquestrés de la mense de Côme, 30 mars 1861 (tome II, année 1861, page 355) ;

4° Réponse du comte de Cavour à la note du Conseil fédéral du 4 janvier 1862, 28 février 1862 (tome II, année 1861, page 381).

tente préalable entre la Suisse et le Gouvernement sarde au sujet des intérêts matériels.

Par arrêté du 17 août 1860, le Conseil d'État du canton du Tessin, de concert avec le Conseil fédéral, ordonna la suspension du paiement des intérêts des capitaux dus par ce canton à la mense et au chapitre de l'évêché de Como, et il prit à lui l'administration des autres biens qu'ils possédaient dans le canton.

Ces mesures provoquèrent des réclamations de la part du Gouvernement sarde, à la suite desquelles il fut convenu entre les deux Gouvernements que l'on chercherait par l'organe de commissaires *ad hoc*, à amener un arrangement pour maintenir les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux États.

Là-dessus ont été nommés commissaires :

Pour la Confédération suisse, M. l'avocat Giovanni *Jauch*, conseiller national et membre du Grand Conseil du canton du Tessin ;

M. l'avocat Luigi *Bolla*, conseiller d'État ;

M. l'avocat Louis *Vieli*, conseiller d'État et ancien membre du Conseil des États suisses ;

Et pour S. M. le roi d'Italie, M. le chevalier Giacomo *Ferretti*, alors conseiller de troisième instance à Milan, actuellement procureur-général du roi près la cour d'appel de cette ville, et M. l'avocat Dr Angelo *Decio*, ci-devant procureur des finances à Milan.

Les commissaires s'étant réunis à Turin, le 1^{er} août 1861, et ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ils ont commencé par l'examen de la difficulté et des différentes questions qui s'y rattachent ; mais ils ont dû ajourner les conférences après que, de part et d'autre, le besoin eût été reconnu d'avoir de plus amples renseignements et instructions.

Dans cet intervalle, les deux Gouvernements tombèrent d'accord par voie diplomatique, spécialement par notes des 3 et 16 juin 1862, que les négociations ultérieures auraient pour point de départ les bases posées en la même teneur dans les notes de part et d'autre.

Les commissaires d'Italie et de Suisse, s'étant de nouveau réunis à Turin le 10 septembre 1862 et ayant repris les conférences, convinrent après diverses discussions d'adopter pour principe qu'au lieu de procéder à un partage réel des biens, et aussi afin d'accomplir plus facilement le but de la Convention, on convertirait la quote à assigner à la mense épiscopale de Como sur les biens, situés dans le canton du Tessin, en une rente rachetable, au bien plaire de chacune des parties, en prenant pour bases les résultats des états de fortune et des comptes rendus établis à l'occasion des deux dernières vacances du siège épiscopal de Como, combinés avec ceux de l'administration actuelle des biens de la mense existants dans le canton du Tessin.

Les commissaires des deux Gouvernements étant entrés en discussion sur tous les autres points qui étaient mis en question, il en résulta que pour quelques-uns les délégués suisses se virent dans le cas de demander des instructions ultérieures à leur Gouvernement, motif pour lequel les conférences durent être de nouveau suspendues, étant convenu que l'on se réunirait dans le mois de novembre suivant. Les instructions demandées ayant été données, et le Gouvernement fédéral ayant accepté dans l'intervalle la démission présentée par le commissaire et conseiller d'État M. l'avocat Bolla, la représentation de la partie suisse fut en vertu d'un nouveau mandat donné par la Confédération, restreinte aux deux autres commissaires MM. Jauch et Vieli. Ceux-ci se sont réunis avec les susdits commissaires royaux à Turin le 27 novembre 1862, et après 29 séances tenues en 1861 et 1862, ils sont tombés d'accord par voie de transaction sur la Convention suivante dont forment partie intégrante les bases adoptées auparavant par les deux Gouvernements.

Convention.

I. La partie suisse s'engage et promet, à titre de compensation, pour la quote part des biens qui dans le partage réel aurait dû être définitivement assignée à la mense épiscopale de Como, de payer à celle-ci six mille lire d'Italie (L. d'It. 6000), représentant un capital de lire 133,333 à $4\frac{1}{2}\%$, faculté étant réservée aux parties de payer ou d'exiger le capital lui-même en tout temps, moyennant simple avertissement de trois mois.

II. Tous les biens, de quelque nature que ce soit, sans exception aucune, de la mense épiscopale de Como qui sont situés dans le canton du Tessin, seront considérés comme étant la propriété exclusive et absolue de la partie suisse et à sa pleine et entière disposition, sous réserve des dispositions des art. 1142, 1152, 1171 et 1185 du code civil tessinois en vigueur, jusqu'au paiement effectif du capital mentionné au précédent article I. D'autre part, tous les biens, de quelque nature qu'ils soient, sans exception, que la mense épiscopale de Como possède hors du canton du Tessin, resteront sa propriété exclusive et à sa pleine et entière disposition.

III. Au lieu de livrer les revenus de la partie des biens qui lors du partage réel aurait dû être réservée à la partie suisse, toutefois avec droit de jouissance en faveur de l'évêque actuel de Como, M. Marzorati, la partie suisse payera à celui-ci en versements semestriels, à l'échéance, aussi longtemps qu'il conservera son siège et ne renoncera pas à ce droit personnel, la somme annuelle de quatre mille deux cent cinquante lire d'Italie (L. d'It. 4250).

IV. Dans les trois mois, la partie suisse remettra à l'évêque de Como ou à son représentant le compte rendu sur la totalité des biens possédés par la mense dans le territoire suisse, retenue et administrée par le canton du Tessin ; ce compte rendu commencera à dater du jour où le paiement des revenus a été suspendu et où la fortune a été séquestrée, jusqu'au jour où la Convention entrera en vigueur. Le produit net de l'administration respective sera versé au comptant par la partie suisse à l'évêque de Como dans les quinze jours après que le compte rendu aura été reconnu.

V. En ce qui concerne *a)* le collège d'Ascone fondé par Bartolomeo Papi, par testament du 10 août 1580, passé par le notaire romain Curzio Sacconi De Sanctis ; *b)* la chapellenie de l'église paroissiale de Riva San Vitale, fondée par le prêtre Alexandre Pellegrini, par testament du 17 décembre 1836 ; *c)* la dotation de feu l'archiprêtre de Balerna, prêtre Giacomo Torriani, pour les exercices spirituels, suivant l'acte du 24 janvier 1732, notarié par Piazzoli ; enfin *d)* le bénéfice dit de San Antonio à Brusino Arsizio, érigé par Gabriel et Jérôme Depomis, par acte du 30 décembre 1836, dressé par le notaire Luini, — l'évêque de Como aussi bien que le Gouvernement italien cesseront d'avoir aucune part à l'administration des biens et revenus constituant la dotation de ces fondations, tous droits et obligations restant exclusivement à la partie suisse, à laquelle sera remise dans les trois mois toute somme déposée en mains de l'évêque de Como, provenant des dites dotations et titres de créance y relatifs, toutefois sans préjudice des droits appartenant à ceux qui s'en trouveraient légalement investis, et à tout tiers ayant droit.

Relativement au collège d'Ascona, la partie suisse a élevé au sujet de la fortune et de sa gestion antérieure des prétentions que le Gouvernement Italien n'a pas admises ; le dit gouvernement, sans reconnaître aucune obligation à cet égard, laisse toutefois à la partie suisse tout recours ouvert contre quiconque de droit pour tout ce qui peut concerner le compte rendu, les avances, l'emploi des bourses, la fortune où qu'elle se trouve, et tout ce qui d'ailleurs pourrait se rapporter au dit collège.

VI. L'évêque de Como, ayant pris à l'office des hypothèques à Lugano, sous date du 25 octobre 1844, vol X, n° 560, une inscription à charge des nonnes capucines du dit lieu, en garantie du droit de l'ordinariat de Como de disposer du capital de lire de Milan cinquante mille (L. 50,000) pour une œuvre pie dans les conditions stipulées à l'acte du 16 mai 1748, du notaire Zezi, auquel on renvoie, on déclare que toute prétention et tout droit de l'évêque de Como sur cet objet ont cessé et que la partie suisse est investie quant à cette hypothèque en lieu et place du dit ordinariat.

VII. Aux termes de l'acte du 17 septembre 1842, le canton du Tessin aura le droit de percevoir annuellement, près l'intendance de la maison du duc de Gênes à Turin, trois cents lire d'Italie (L. d'It. 300), formant la moitié de la donation annuelle de six cents lire faite par feu la reine de Sardaigne, Marie-Christine de Bourbon, en faveur de deux jeunes gens se vouant à la carrière ecclésiastique, sans préjudice toutefois des droits ultérieurs qui pourraient appartenir aux familles ou localités intéressées aux termes de la fondation.

Demeureront réservés en tout temps à la partie suisse les droits qu'elle serait dans le cas de faire valoir, en vertu de nouvelles informations ou documents, soit quant aux places gratuites des séminaires de Como et de Milan, soit quant à la participation aux canonicats ou prébendes des deux diocèses.

En ce qui concerne les places assignées dans le séminaire de Milan à la suppression du collège helvétique, les rapports de droit des deux parties ne subiront aucun changement par suite de la Convention.

VIII. La curie archiépiscopale de Milan et le séminaire majeur de Milan, ainsi que le Gouvernement italien renoncent à tous les droits qu'ils ont exercés jusqu'à présent à l'égard du séminaire de Pollegio, fondé par acte du cardinal Frédéric Borromée, le 6 juin 1622. Les legs provenant de Giovanni Martino Soldati, de Giovanni Toschini et de M. Francesco Maria Zoppi, par leurs testaments respectifs du 5 juillet 1814, 5 décembre 1834 et 18 janvier 1839, seront dans les laps de trois mois remis par le séminaire majeur à la partie suisse, par le versement du capital de dix mille lire milanaïses (L. m. 10,000) pour le premier, et vingt-cinq mille lire milanaïses (L. m. 25,000) pour le second. Quant au troisième legs qui n'a pas été versé dans la caisse du séminaire, mais grève toujours encore l'institution des Filles de Charité à Milan, tout droit y relatif sera exclusivement exercé par la partie suisse qui est pleinement investie en lieu et place de l'archevêque de Milan. Le montant des arriérés annuels des trois dits legs qui n'ont pas trouvé d'emploi précédemment ou actuellement à teneur de l'acte de fondation, sera remis par le séminaire à la partie suisse avec les capitaux Soldati et Toschini.

Le dit séminaire s'est porté en outre créancier d'une somme considérable envers celui de Pollegio pour des subventions et secours depuis le premier novembre 1814, dont ce dernier avait besoin pour subsister et entretenir et améliorer les biens de la dotation, ainsi que pour acquérir des fonds de terre et racheter des servitudes, ce dont la preuve est en partie fournie par un compte approuvé par le Conseil d'État du canton du Tessin en 1837; après renonciation aux sommes affectées à la conservation du collège, cette prétention rejetée en entier par la partie suisse fut fixée pour les autres prétentions à la somme

de douze mille lire d'Italie (L. d'It. 12,000) que la partie suisse payera au séminaire majeur de Milan, dès que celui-ci lui remettra les capitaux des legs Soldati et Toschini.

Il est d'ailleurs déclaré que la présente Convention ne s'étend pas à la prétention des P. P. missionnaires de Rhô pour l'usage de la maison des exercices annexée au séminaire de Pollegio, pour le cas où les exercices seraient rétablis.

IX. Tous les paiements à faire par l'une et l'autre partie en vertu de la présente Convention seront effectués au comptant, à l'exclusion de tout autre moyen de paiement, en pièces d'or de vingt francs ou en pièces d'argent de cinq francs.

La conversion en lire d'Italie des sommes perçues des administrations lombardes, en livres milanaises ou autrichiennes et à restituer actuellement à la Suisse, aura lieu d'après le tarif en vigueur en Lombardie à l'époque des encaissements respectifs.

X. Sont exclues de la présente Convention, pour faire l'objet d'une négociation séparée et d'un arrangement direct entre les deux Gouvernements.

1. La prétention de la dite partie suisse sur les biens du chapitre épiscopal de Como situés dans le canton du Tessin.

2. La prétention de la dite partie suisse à ce que moyennant une somme d'argent correspondante soit rachetée la jouissance des Suisses,

a. Aux places gratuites du collège fondé à Como par acte du cardinal Tolomeo Gallio de 1583 ;

b. Aux places aussi gratuites de l'Institut établi à Milan en faveur des sourds-muets de la campagne, au moyen de la dotation de feu la marquise Lunati-Besozzi, de 1854 ;

c. Aux pensions destinées aux ecclésiastiques infirmes, par testament de feu le major Birago, du 20 juillet 1821.

En attendant et jusqu'à ce que les dites négociations diplomatiques aient abouti, d'une part il ne sera rien changé en ce qui concerne les places du collège Gallio et de l'Institut Lunati-Besozzi, ainsi que les pensions provenant du legs Birago, dont il a déjà été ou sera disposé en faveur de ressortissants suisses en vertu des actes respectifs de fondation, et de ce qui a été pratiqué jusqu'ici. D'autre part la partie suisse ou quelqu'autre que ce soit cessera la suspension du paiement des revenus de toute nature, appartenant au chapitre épiscopal de Como, revenus qui continueront à lui être payés comme avant la suspension, outre que dans les trois mois les rentes arriérées seront remises au chapitre lui-même, étant bien entendu que ces paiements ne peuvent pas être allégués au préjudice des prétentions du canton du Tessin.

XI. Sauf les exceptions contenues à l'art. X et les réserves expresses mentionnées aux art. V et VII, toutes prétentions de part et d'autre, se rattachant à la séparation des diocèses de Milan et de Como, sont considérées comme réglées et liquidées à perpétuité par la présente Convention; en conséquence ni les ordinaires de ces diocèses, ni les séminaires ou autres instituts religieux ne pourront à l'avenir revendiquer à cet égard envers la partie suisse aucun droit quelconque, tout comme aussi cette dernière et les ordinaires respectifs, séminaires ou autres instituts ne pourront élever aucune prétention envers les premiers.

XII. Les curies de l'archevêché de Milan et de l'évêché de Como transmettront à la partie suisse tous les actes et documents qui se trouveraient entre leurs mains, se rapportant aux objets adjugés par la présente Convention à la partie suisse. Elles livreront pareillement tous les autres documents ayant exclusivement trait au territoire détaché des deux diocèses, et quant aux documents communs aux deux territoires, les dites curies en remettront à la partie suisse, des copies faites à frais communs, toutes les fois qu'elle en demandera.

XIII. Est réservée la garantie du Gouvernement fédéral suisse pour les déclarations faites par la partie suisse dans la présente Convention, et pour les obligations qui en découlent aux termes des bases préliminaires adoptées entre les deux Gouvernements.

XIV. Des difficultés venant à surgir entre les deux parties au sujet de l'exécution de la Convention, et celles-ci ne pouvant tomber d'accord, les deux Gouvernements chercheront à les concilier.

XV. La présente Convention devra être ratifiée par les deux Gouvernements. Elle commencera à déployer ses effets aussitôt après l'échange des ratifications lequel aura lieu dans le plus bref délai possible.

Cette Convention en deux originaux, a été après lecture et confirmation revêtue par les commissaires de leurs signatures et sceaux respectifs.

Fait à Turin le 30 novembre 1862.

(L. S.) *Signé*: G. JAUCH.
Signé: L. VIEL.

(L. S.) *Signé*: G. FERRETTI.
(L. S.) *Signé*: A. DECIO.

Acte contenant les bases posées par les deux Gouvernements suisse et italien dans leurs notes diplomatiques des 3 et 16 juin, année courante, comme points de départ des négociations concernant les diocèses de Como et de Milan et rappelées dans la Convention de ce jour, signée par les délégués des deux Gouvernements comme faisant partie de cette Convention.

Les dits délégués ayant examiné les notes diplomatiques prérappelées reconnaissent et déclarent d'un commun accord que les dites bases sont de mot à mot les suivantes :

Art. 1. La partie des biens en litige qu'on attribuerait définitivement à l'évêque de Como, lui serait immédiatement remise pour qu'il en disposât à son gré.

Art. 2. Lors même qu'un accord serait intervenu entre la Confédération et le Saint Siège, les revenus de la partie des biens réservés à la Suisse continueront d'être versés entre les mains de l'évêque actuel, tant qu'il conservera le siège épiscopal de Como ou du moins aussi longtemps qu'il n'aura pas renoncé à les percevoir.

Art. 3. Il devra résulter de la Convention à stipuler que le Gouvernement du roi a consenti à ce que les biens dont il s'agit soient administrés par le canton de Tessin exclusivement en vue de leur destination éventuelle à un évêque suisse.

Art. 4. Ces déclarations et les devoirs qui en résultent sont placés sous la garantie du Gouvernement fédéral.

Art. 5. Le Gouvernement Italien s'engagerait à employer ses bons offices pour amener la cour de Rome à prêter son consentement à la séparation des diocèses. Il s'engagerait de même à l'exécution de la Convention ratifiée par les deux Gouvernements, aussitôt que le siège de Como serait devenu vacant, même dans le cas où la cour de Rome refuserait son consentement à la séparation des diocèses.

En foi de quoi les délégués apposent leur signature au présent acte ait en deux originaux, dont un pour chaque partie.

Turin, le 30 novembre 1862.

(L. S.) *Signé*: G. JAUCH.

(L. S.) *Signé*: G. FERRETTI.

(L. S.) *Signé*: L. VIEL.

(L. S.) *Signé*: A. DECIO.

Déclare que ce Traité est ratifié et a force de loi dans toutes ces parties, promettant, au nom de la Confédération suisse, de l'observer consciencieusement pour autant qu'il dépend de celle-ci.

En foi de quoi la présente ratification a été signée par le président et le chancelier de la Confédération et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait à Berne, le 3 août 1863.

Au nom du Conseil fédéral suisse.

Le président de la Confédération,

(L. S.) C. FORNEROD.

Le chancelier de la Confédération,

SCHIESS.

NOTE. L'échange des ratifications de la présente Convention a eu lieu à Berne, le jeudi 17 septembre 1863, entre le président de la Confédération suisse, M. C. Fornerod, et M. le commandeur Alexandre Jocteau, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie près la Confédération suisse.

**Traité de commerce conclu entre la France et l'Italie
le 17 janvier 1863, ratifié le 19 janvier 1864.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi d'Italie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Et S. M. le roi d'Italie, M. le chevalier Constantin *Nigra*, grand-officier de son ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Et M. le professeur Antonio *Scialoja*, sénateur du Royaume, grand officier de son ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre du Mérite Civil de Savoie, etc., etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les objets d'origine ou de manufacture italienne énumérés

dans le Tarif A joint au présent Traité et importés directement par terre ou par mer, sous pavillon français ou italien, seront admis en France aux droits fixés par ledit Tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 2. Les objets d'origine ou de manufacture française énumérés dans le Tarif B joint au présent Traité et importés directement par terre ou par mer, sous pavillon français ou italien, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit Tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 3. Les droits à l'exportation de l'un des deux États dans l'autre sont modifiés conformément aux Tarifs C et D annexés au présent Traité.

Art. 4. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les charges supportées par les producteurs français, soit pour les droits grevant à l'intérieur leurs produits ou les matières dont leurs produits sont fabriqués, soit pour une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif établi sur leur production, pourront être compensées par des surtaxes complémentaires équivalentes sur les produits similaires d'origine ou de manufacture italienne.

En cas de suppression, de diminution ou d'augmentation des droits ou des charges mentionnés dans cet article, les surtaxes seront supprimées, réduites ou augmentées proportionnellement.

Par effet de l'application de ces principes, les produits italiens ci-dessous énumérés seront assujettis aux surtaxes suivantes à leur importation en France :

		fr.	c.
Sel ammoniac (Hydrochlorate d'ammoniaque).....	100 kilogr.	10	»
Sulfate de soude anhydre, contenant en na- } pur.....	id.	6	»
ture plus de 25 pour 100 de sel..... } impur...	id.	5	10
Soude artificielle brute, ne titrant pas au minimum			
30 degrés.....	id.	4	35
Carbonate de soude (Sel de soude), ne titrant pas au			
minimum 60 degrés.....	id.	11	»
Soude artificielle brute, titrant au moins 30 degrés. }	id.	»	40
Cristaux de soude (Carbonate de soude cristallisé).... }			
Sulfate de soude. { impur. } anhydre, ne contenant pas en na- }	id.	»	55
ture plus de 25 pour 100 de sel.. }	id.	»	20
cristallisé ou hydraté..... }			
{ pur } anhydre, ne contenant pas en na- }	id.	»	60
ture plus de 25 pour 100 de sel.. }	id.	»	25
cristallisé ou hydraté..... }	id.	»	60
Sulfite de soude.....			
Sel de soude (Carbonate de soude) titrant au moins			
60 degrés.....	id.	1	10
Acide hydrochlorique (Acide muriatique).....	id.	»	30
Chlorure de chaux.....	id.	»	75
Chlorate de potasse.....	id.	6	60
Chlorure de magnésium.....	id.	»	40
Outremer factice.....	id.	»	65
Soude de varech.....	id.	»	15
Salin de betterave.....	id.	»	10

Sel d'étain	100 kilogr.	fr. 30
Soude caustique.....	id.	1 40
Bicarbonate de soude.....	id.	» 70
Silicate de soude.....	{ anhydre.....	id. » 70
	{ cristallisé ou hydraté.....	id. » 35
Aluminate de soude.....	id.	» 70
Hyposulfite de soude.....	id.	» 30
Acétate de soude.....	{ anhydre.....	id. » 50
	{ cristallisé ou hydraté.....	id. » 30
Alcool pur, Liqueurs, Eaux-de-vie en bouteilles.....	l'hectolitre.	90 »
Bière	id.	2 40
Vernis à l'esprit-de-vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans le vernis.....	id.	90 »

Il est entendu que les sucres bruts et les sucres raffinés ne sont pas compris dans cette nomenclature, parce que les droits de douane fixés à l'importation de ces produits comprennent l'impôt de consommation dont ils sont grevés actuellement en France.

Il demeure, en outre, convenu que si des drawbacks étaient accordés à des produits de fabrication française, les droits qui grèvent les produits d'origine ou de fabrication italienne pourront être augmentés, s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Art. 5. L'Italie jouira des mêmes droits que ceux qui sont réservés à la France par l'article précédent.

Art. 6. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les Tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal.

Art. 7. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 8. Le Gouvernement italien garantit que, dans aucun cas, les produits français ne seront assujettis par les administrations communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays; et *vice versa*, le Gouvernement français garantit que, dans aucun cas, les produits

de l'Italie ne seront assujettis par les administrations communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront imposés les produits du pays.

Art. 9. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux pays dans l'autre, seront soumis au régime du contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. 10. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent Traité à l'égard des produits non originaires d'Italie, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes de navigation dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France, sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine.

Art. 11. Les marchandises de toute origine, importées de France par la frontière de terre, seront admises, à l'entrée en Italie, aux mêmes droits que si elles y étaient importées directement de France par mer, sous pavillon français.

Les marchandises non originaires d'Italie, spécifiées ou non dans l'article 22 de la loi du 28 avril 1816, importées de l'Italie en France par la frontière de terre, seront admises, pour la consommation intérieure de l'Empire, moyennant l'acquittement des droits établis pour les provenances autres que celles des pays de production sous pavillon français.

Art. 12. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux pays, les céréales en gerbes ou en épis, les foin, la paille et les fourrages verts seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. 13. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

De son côté, le Gouvernement français s'engage à ne pas élever, pendant la durée du présent Traité, les droits actuellement applicables à l'importation en France des houilles, cokes et briquettes de charbon d'origine italienne.

Le droit d'importation en Italie des charbons de terre, du coke et des briquettes de charbon d'origine française est réduit à un franc par mille kilogrammes.

Art. 14. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur devra présenter à la douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit

être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Les consuls ou agents consulaires respectifs légaliseront les signatures des autorités locales.

Art. 15. Les droits *ad valorem* stipulés par le présent Traité seront calculés sur la valeur, au lieu d'origine ou de fabrication, de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux États jusqu'au lieu d'introduction.

L'importateur devra indépendamment du certificat d'origine, joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur.

Cette facture sera visée par un consul ou agent consulaire de la puissance dans le territoire de laquelle l'importation doit être faite.

Art. 16. Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui augmenté de cinq pour cent.

Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront en même temps restitués.

Art. 17. L'importateur contre lequel la douane de l'un des deux pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent, pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la douane, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art. 18. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de cinq pour cent celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de cinq pour cent celle qui est déclarée, la douane pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de cinquante pour cent, à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de cinq pour cent la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane.

Art. 19. Dans le cas prévu par l'article 17, les deux arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes; en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choi-

siront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du ressort; si le bureau de déclaration est à plus d'un myriamètre du siège du tribunal de commerce, le tiers arbitre pourra être nommé par le juge de paix du canton ou le juge de mandement.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 20. Les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant les cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre; après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Art. 21. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le *net réel*, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Art. 22. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits fixés par le présent Traité ne subiront aucune réduction à raison d'avaries ou de détérioration quelconque de marchandises.

Art. 23. On n'exigera mutuellement, pour l'importation d'aucune marchandise et notamment pour les machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, aucun modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 24. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États ou y allant seront réciproquement exemptes, dans l'autre État, de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 25. Les dispositions du présent Traité de commerce sont applicables en Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette Possession que pour l'importation et le transit des marchandises.

Art. 26. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les Tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles, mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Art. 27. Le présent Traité sera soumis à l'approbation du Parlement italien.

Art. 28. Le présent Traité restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 29. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États immédiatement après l'échange des ratifications.

Art. 30. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 17 janvier 1863.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS. (L. S.) *Signé* : NIGRA.

(L. S.) *Signé* : E. ROUHER. (L. S.) *Signé* : SCIALOJA.

Disposition additionnelle et transitoire.

Les deux Hautes Parties contractantes, prenant en considération la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvent placées, par suite de l'annexion de la Savoie à l'Empire français, les fabriques de Pont (Italie) et d'Annecy (Haute-Savoie), sont convenues de la disposition suivante :

Les tissus de coton écrus fabriqués dans la manufacture de Pont pourront, jusqu'à concurrence de deux cent cinquante mille kilogrammes et pendant trois années consécutives, être importés en franchise de

droits en France, pour être imprimés dans la manufacture d'Annecy, et réimportés après l'impression, également en franchise, en Italie.

Les douanes des deux pays prendront les mesures nécessaires pour s'assurer de l'origine et de l'identité de ces tissus.

La présente disposition additionnelle et transitoire sera considérée comme faisant partie du Traité de commerce en date de ce jour et comprise, avec ce Traité, dans les ratifications respectives.

Fait à Paris, le 17 janvier 1863.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : NIGRA.

(L. S.) *Signé* : E. ROUHER.

(L. S.) *Signé* : SCIALOJA.

**Tarif A annexé au Traité de commerce conclu entre la France
et l'Italie (Art. 1^{er}).**

DROITS A L'ENTRÉE EN FRANCE.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
MÉTAUX.				
Fer et Fonte :		fr. c.		fr. c.
Minéral de fer.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Mâchefer, Limailles et Scories de forge....	»	Exempts.	»	Exempts.
Fonte brute en masse et Fontemoulée pour lest de navire.....	les 100 kilog.	2 50	les 100 kilog.	2 »
Débris de vieux ouvrages en fonte.....	id.	2 50	id.	2 »
Fonte épurée dite <i>Mazée</i>	id.	3 25	id.	2 75
Ferrailles et Débris de vieux ouvrages en fer.....	id.	3 25	id.	2 75
Fer :				
— brut en massiaux ou prismes retenant encore des scories.....	id.	5 »	id.	4 50
— en barres carrées, rondes ou plates. Rails de toute forme et dimension, Fers d'angle et à T et Fils de fer, sauf les exceptions ci-après.....	id.	7 »	id.	6 »
— Feuillards en bandes d'un millimètre d'épaisseur au moins.....	id.	8 50	id.	7 50
Tôles :				
— laminées ou martelées de plus d'un mil- limètre d'épaisseur, en feuilles pesant 200 kilogrammes ou moins et dont la largeur n'excède pas 1 ^m 20, ni la lon- gueur 4 ^m 50.....	id.	8 50	id.	7 50
— laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuilles pe- sant plus de 200 kilogrammes ou bien ayant plus de 1 ^m 20 de largeur ou plus de 4 ^m 50 de longueur.....	id.	9 50	id.	7 50
— minces et Fers noirs en feuilles d'un millimètre d'épaisseur ou moins.....	id.	13 »	id.	10 »
Les Feuilles de tôle ou Fers noirs, planes, découpées d'une façon quelconque, payeront un dixième en sus des feuilles rectangulaires.				
Fer étamé (Fer-blanc), cuivré, zingué, ou plombé.....	id.	16 »	id.	13 »
Fil de fer de 5/10 de millimètre de dia- mètre et au-dessous, qu'il soit ou non éta- mé, cuivré ou zingué.....	id.	14 »	id.	10 »
Fier :				
— en barres de toute espèce et feuillard.....	id.	15 »	id.	13 »
— en tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud :				
— d'une épaisseur supérieure à un demi- millimètre.....	id.	22 »	id.	18 »

DESIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Acier (suite) :		fr. c.		fr. c.
en tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud :				
— d'un demi-millimètre d'épaisseur ou moins.....	les 100 kilog.	30 »	les 100 kilog.	25 »
— en tôle ou en bandes blanches, laminées à froid, quelle que soit l'épaisseur.....	id.	30 »	id.	25 »
Fil d'acier, même blanchi, pour cordes d'instruments.....	id.	30 »	id.	25 »
Cuivre :				
Minerai.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Limailles et Débris de vieux ouvrages en cuivre.....	»	Exempts.	»	Exempts.
pur ou allié de zinc ou d'étain de première fusion, en masses, barres, saumons ou plaques.....	»	Exempt.	»	Exempt.
pur ou allié de zinc ou d'étain, laminé ou battu en barres ou planches.....	les 100 kilog.	15 »	les 100 kilog.	10 »
pur ou allié, en fils de toute dimension polis ou non.....	id.	15 »	id.	10 »
doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, filé sur fil ou sur soie.....	id.	100 »	id.	100 »
Zinc :				
Minerai cru ou grillé, pulvérisé ou non....	»	Exempt.	»	Exempt.
Limailles et Débris de vieux ouvrages.....	»	Exempts.	»	Exempts.
en masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	»	Exempt.	»	Exempt.
laminé.....	les 100 kilog.	6 »	les 100 kilog.	4 »
Plomb :				
Minerai et Scories de toute sorte.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Limailles et Débris de vieux ouvrages.....	»	Exempts.	»	Exempts.
en masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	les 100 kilog.	3 »	»	Exempts.
laminé.....	id.	5 »	les 100 kilog.	3 »
allié d'antimoine en masse.....	id.	5 »	id.	3 »
Vieux caractères d'imprimerie.....	id.	5 »	id.	3 »
Étain :				
Minerai.....	»	Exempt.	»	Exempt.
en masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	»	id.	»	id.
Limailles et Débris.....	»	Exempts.	»	Exempts.
allié d'antimoine (Métal britannique) en lingots.....	les 100 kilog.	5 »	les 100 kilog.	5 »
pur ou allié, battu ou laminé.....	id.	6 »	id.	6 »
Cadmium brut.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Mercure natif.....	»	id.	»	id.
Bismuth et Étain de glace.....	»	id.	»	id.
Antimoine :				
Minerai.....	»	id.	»	id.
sulfuré fondu.....	»	id.	»	id.
métallique ou Régule.....	les 100 kilog.	8 »	les 100 kilog.	6 »
Nickel :				
Minerai de nickel et Speiss.....	»	Exempt.	»	Exempt.
pur ou allié d'autres métaux, notamment				

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Nickel (suite) :		fr. c.		fr. c.
de cuivre ou de zinc (Argentan), en lingots ou masses brutes.....	»	Exempt.	»	Exempt.
pur ou allié d'autres métaux, battu, laminé ou étiré.....	les 100 kilog.	15 »	les 100 kilog.	10 »
<i>Manganèse.</i> — Minéral.....	»	Exempt.	»	Exempt.
<i>Arsenic.</i> — Minéral.....	»	id.	»	id.
<i>Arsenic métallique.</i>	»	id.	»	id.
<i>Minerais non dénommés.</i>	»	id.	»	id.
OUVRAGES EN MÉTAUX.				
Fonte :				
Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :				
— 1 ^{re} classe. — Coussinets de chemins de fer. Plaques ou autres Pièces coulées à découvert.....	les 100 kilog.	3 50	les 100 kilog.	3 »
— 2 ^e classe. — Tuyaux cylindriques, droits, Poutrelles et Colonnes pleines ou creuses, Cornues pour la fabrication du gaz, Barreaux pleins et leurs assemblages, Grilles et Plaques de foyers, Arbres de transmission, Bâti de machines et autres Objets sans ornements ni ajustages.....	id.	4 25	id.	3 75
— 3 ^e classe. — Poteries et tous autres Ouvrages non désignés dans les deux classes précédentes.....	id.	5 »	id.	4 50
Ouvrages en fonte :				
— polis ou tournés.....	id.	9 »	id.	6 »
— étamés, émaillés ou vernissés.....	id.	12 »	id.	10 »
Fer :				
Ferronnerie comprenant :				
— Pièces de charpente.....	id.	9 »	id.	8 »
— Courbes et Solives pour navires.....	id.	9 »	id.	8 »
— Ferrures de charrettes et wagons.....	id.	9 »	id.	8 »
— Gonds, Pentures, gros Verrous, Équerres et autres gros Ferrements de portes ou croisées, non tournés ni polis.....	id.	9 »	id.	8 »
— Grilles en fer plein, Lits, Sièges et Meubles de jardin ou autres, avec ou sans ornements accessoires en fonte, cuivre ou acier.....	id.	9 »	id.	8 »
Les Essieux, Ressorts et bandages de roues ne sont pas compris dans cette nomenclature et figurent parmi les Pièces détachées de machines.				
Serrurerie comprenant :				
— Serrures et Cadenas en fer de toute sorte, Fiches et Charnières en tôle, Loquets, Targettes et tous autres.				

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Fer (suite) :		fr. c.		fr. c.
Ferronnerie comprenant :				
Objets en fer ou tôle tournés, polis ou limés pour ferrures de meubles, portes et croisées.....	les 100 kilog.	15 »	les 100 kilog.	12 »
— Clous forgés :				
— à la mécanique.....	id.	10 »	id.	8 »
— à la main.....	id.	15 »	id.	12 »
— Vis à bois, Boulons et Écrous.....	id.	10 »	id.	8 »
— Ancres.....	id.	10 »	id.	8 »
— Câbles et Chaines en fer.....	id.	10 »	id.	8 »
— Outils en fer pur, emmanchés ou non..	id.	12 »	id.	10 »
Tubes en fer étiré :				
— soudés par simple rapprochement :				
— de 9 millimètres de diamètre intérieur ou plus.....	id.	13 »	id.	11 »
— de moins de 9 millimètres, raccords de toute espèce.....	id.	25 »	id.	20 »
— soudés sur mandrin et à recouvrement.....	id.	25 »	id.	20 »
Articles de ménage et autres Ouvrages non dénommés :				
— en fer ou en tôle :				
— polis ou peints.....	id.	17 »	id.	14 »
— étamés ou vernissés.....	id.	20 »	id.	16 »
Acier :				
Outils en acier pur (Limes, Scies circulaires ou droites, Faulx, Faucilles et autres non dénommés).....	id.	40 »	id.	32 »
Aiguilles à coudre :				
— de moins de 5 centimètres.....	id.	200 »	id.	200 »
— de 5 centimètres ou plus.....	id.	100 »	id.	100 »
Plumes métalliques en métal autre que l'or et l'argent.....	id.	100 »	id.	100 »
Petits objets en acier, tels que Perles, Cou-lants, Broches et Ds à coudre.....	id.	25 »	id.	20 »
Articles de ménage et autres Ouvrages en acier pur non dénommés.....	id.	40 »	id.	32 »
Hameçons de toute espèce.....	id.	50 »	id.	50 »
Coutellerie de toute espèce.....	la valeur,	20 pour 100.	la valeur,	20 pour 100.
Id. <i>à partir du 1^{er} janvier 1866.</i>	id.	15 pour 100	id.	15 pour 100.
Instruments de chirurgie, de précision, de physique et de chimie (pour laboratoire).	»	Exempts.	»	Exempts.
Armes de commerce :				
— Armes blanches.....	les 100 kilog.	40 »	les 100 kilog.	40 »
— Armes à feu.....	id.	240 »	id.	240 »
Métaux divers :				
Outils en fer, rechargés d'acier, emman-chés ou non.....	id.	18 »	id.	15 »
Objets en fonte et fer non polis :				
— le poids du fer étant inférieur à la moi-tié du poids total.....	id.	5 »	id.	4 50
— le poids du fer étant égal ou supérieur à la moitié du poids total.....	id.	10 »	id.	8 »

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Métaux divers (suite) :		fr. c.		fr. c.
Objets en fonte et fer polis, émaillés et vernissés, même avec ornements accessoires en fer, cuivre, laiton ou acier.....	les 100 kilog.	15 »	les 100 kilog.	12 »
Toiles métalliques en fer ou en acier.....	id. .	15 »	id.	10 »
Cylindres en cuivre ou laiton pour impression, gravés ou non.....	id.	15 »	id.	15 »
Chaudronnerie.....	id.	25 »	id.	20 »
Toiles en fil de cuivre ou laiton.....	id.	25 »	id.	20 »
Objets d'art et d'ornements et tous autres Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain.....	id.	25 »	id.	20 »
Ouvrages en zinc de toute espèce.....	id.	10 »	id.	8 »
Tuyaux et autres Ouvrages de plomb de toute sorte.....	id.	5 »	id.	3 »
Caractères d'imprimerie neufs, Clichés et Planches gravées pour impression sur papier.....	id.	10 »	id.	8 »
Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine.....	id.	30 »	id.	30 »
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (Argentan).....	id.	100 »	id.	100 »
Ouvrages en plaqué, sans distinction de titre.....	id.	100 »	id.	100 »
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par les procédés électro-chimiques.....	id.	100 »	id.	100 »
Orfèvrerie et Bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.....	id.	500 »	id.	500 »
Horlogerie.....	la valeur.	5 pour 100.	la valeur.	5 pour 100.
Fournitures d'horlogerie.....	les 100 kilog.	100 »	les 100 kilog.	100 »
MACHINES ET MÉCANIQUES.				
Appareils complets :				
Machines à vapeur fixes :				
— avec ou sans chaudières, avec ou sans volants.....	id.	10 »	id.	6 »
— pour la navigation, avec ou sans chaudières.....	id.	20 »	id.	12 »
Machines locomotives ou locomobiles.....	id.	15 »	id.	10 »
Tenders complets de machines locomotives.....	id.	10 »	id.	8 »
Machines :				
— pour la filature.....	id.	15 »	id.	10 »
— à nettoyer et ouvrir la laine, le coton, le lin, le chanvre et autres matières textiles.....	id.	9 »	id.	6 »
— pour le tissage.....	id.	9 »	id.	6 »
— à fabriquer le papier.....	id.	9 »	id.	6 »
— à imprimer.....	id.	9 »	id.	6 »
— pour l'agriculture.....	id.	9 »	id.	6 »
— à bouter les plaques et rubans de carde.....	id.	15 »	id.	6 »
Métiers à tulle.....	id.	15 »	id.	6 »

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Appareils complets (<i>suite</i>) :		fr. c.		fr. c.
Appareils :				
— en cuivre, à distiller.....	les 100 kilog.	15 »	les 100 kilog.	10 »
— à sucre.....	id.	15 »	id.	10 »
— de chauffage.....	id.	15 »	id.	10 »
Cardes non garnies.....	id.	15 »	id.	10 »
Chaudières à vapeur :				
— en tôle de fer :				
— cylindriques ou sphériques, avec ou sans bouilleurs et réchauffeurs.....	id.	10 «	id.	8 »
— tubulaires, à tubes en fer, cuivre ou laiton, étirés ou en tôle clouée, à foyers intérieurs, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphérique simple.....	id.	15 »	id.	12 »
— en tôle d'acier de toute forme.....	id.	30 »	id.	25 »
Gazomètres, Chaudières découvertes, Poêles et Calorifères en tôle ou en fonte et tôle.....	id.	10 »	id.	8 »
Machines-outils et Machines non-dénom-mées :				
— contenant 75 p. 0/0 de fonte en plus..	id.	9 »	id.	6 »
— contenant 50 à 75 p. 0/0 exclusivement de leur poids en fonte.....	id.	15 »	id.	10 «
— contenant moins de 50 pour 100 de leur poids en fonte.....	id.	50 »	id.	15 »
Pièces détachées de machines :				
Plaques et Rubans de cardes sur cuir, caoutchouc ou sur tissus purs ou mé-langés.....	id.	60 »	id.	50 »
Dents de rots en fer ou cuivre.....	id.	30 »	id.	30 »
Rots, Fourrures ou Peignes à tisser, à dents de fer ou de cuivre.....	id.	50 »	id.	30 »
Pièces en fonte, polies, limées et ajustées.	id.	9 »	id.	6 »
Pièces en fer forgé, polies, limées et ajus-tées ou non, quel que soit leur poids...	id.	15 »	id.	10 »
Ressorts en acier pour carrosserie, wagons et locomotives.....	id.	17 »	id.	15 »
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non :				
Pièces pesant plus d'un kilogramme.....	id.	30 »	id.	25 »
— pesant un kilogramme ou moins.....	id.	40 »	id.	35 »
Pièces en cuivre pur ou allié de tous autres métaux.....	id.	25 »	id.	20 »
Plaques et rubans de cuir, de caoutchouc et de tissus spécialement destinés pour cardes.....	id.	20 »	id.	20 »
Or et argent battus en feuilles :				
Or.....	le kilog.	25 »	le kilog.	25 »
Argent.....	id.	20 »	id.	20 »
Sucres :				
— bruts de betterave (droit de consom-mation compris).....	les 100 kilog.	44 »	les 100 kilog.	44 »

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Sucres (<i>suite</i>) :		fr. c.		fr. c.
— raffinés (droit de consommation compris).....	les 100 kilog.	55 »	les 100 kilog.	55 »
— candis (droit de consommation compris).....	id.	58 »	id.	58 »
Carrosserie.....	la valeur.	10 pour 100	la valeur.	10 pour 100.
Tabletterie et ouvrages en ivoire.....	id.	id.	id.	id.
Peaux :				
brutes.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
vernies.....	les 100 kilog.	80 »	les 100 kilog.	80 »
maroquinées.....	id.	80 »	id.	80 »
de mouton, teintes.....	id.	45 »	id.	45 »
préparées, de toute autre espèce.....	id.	15 »	id.	15 »
gants de peau.....	la valeur.	5 pour 100.	la valeur.	5 pour 100.
ouvrages en peau et en cuir de toute espèce.....	id.	10 »	id.	10 pour 100.
Futailles vides, neuves ou vieilles, montées ou démontées :				
cerclées en bois.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
cerclées en fer.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
Bois feuillards et merrains.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Pelles, fourches, râteaux et manches d'outils en bois avec ou sans viroles.....	»	id.	»	id.
Avirons.....	»	id.	»	id.
Plats, cuillers, écuelles et autres articles de ménage en bois.....	»	id.	»	id.
Pièces de charpentes et de charronnage, brutes ou façonnées.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Autres ouvrages en bois non dénommés.....	la valeur.	10 pour 100.	10 pour 100.	10 pour 100.
Meubles.....	id.	id.	id.	id.
Articles d'emballage ayant déjà servi.....	»	»	»	Exemptes.
Bâtiments de mer construits dans le royaume d'Italie, non encore immatriculés ou naviguant sous pavillon italien :				
— en bois.....	par tonneau de jauge française.	25 »	par tonneau de jauge française.	20 »
— en fer.....	id.	70 »	id.	60 »
Coques de bâtiments de mer et bateaux de rivière :				
— en bois.....	id.	15 »	id.	10 »
— en fer.....	id.	50 »	id.	40 »
Les Machines et Moteurs installés à bord de ces bâtiments seront taxés séparément d'après le chiffre des droits spécifiés sous la rubrique : <i>Machines et Mécaniques</i> .				
INDUSTRIES TEXTILES.				
Lin et chanvre :				
Lin ou chanvre peigné.....	»	Exempt.	»	Exempt.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Lin et Chanvre (<i>suite</i>):		fr. c.		fr. c.
Fils de lin ou de chanvre,				
— simples,				
— écrus, mesurant au kilogramme:				
6000 mètres ou moins.....	les 100 kilog.	15 »	les 100 kilog.	15 »
plus de 6000 mètres pas plus de 12 000 mètres.....	id.	20 »	id.	20 »
plus de 12 000 mètres pas plus de 24 000 mètres.....	id.	30 »	id.	30 »
plus de 24 000 mètres pas plus de 36 000 mètres.....	id.	36 »	id.	36 »
plus de 36 000 mètres pas plus de 72 000 mètres.....	id.	60 »	id.	60 »
plus de 72 000 mètres.....	id.	100 »	id.	100 »
— blanchis ou teints, mesurant au kilogramme:				
6000 mètres ou moins.....	id.	20 »	id.	20 »
plus de 6000 mètres, pas plus de 12 000 mètres.....	id.	27 »	id.	27 »
plus de 12 000 mètres, pas plus de 24 000 mètres.....	id.	40 »	id.	40 »
plus de 24 000 mètres, pas plus de 36 000 mètres.....	id.	48 »	id.	48 »
plus de 36 000 mètres pas plus de 72 000 mètres.....	id.	80 »	id.	80 »
plus de 72 000 mètres.....	id.	133 »	id.	133 »
— retors,				
— écrus.....				
— blanchis ou teints.....				
Les Fils de lin ou de chanvre mélangés suivront le même régime que les Fils de lin ou de chanvre purs, pourvu que le lin ou le chanvre domine en poids.				
Tissus de lin ou de chanvre unis ou ouvrés:				
— écrus présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres carrés:				
8 fils ou moins.....	les 100 kilog.	28 »	les 100 kilog.	28 »
9, 10 et 11 fils.....	id.	55 »	id.	55 »
12 fils.....	id.	65 »	id.	65 »
13 et 14 fils.....	id.	90 »	id.	90 »
15, 16 et 17 fils.....	id.	115 »	id.	115 »
18, 19 et 20 fils.....	id.	170 »	id.	170 »
21, 22 et 23 fils.....	id.	260 »	id.	260 »
24 fils et au-dessus.....	id.	400 »	id.	400 »
— blanchis, teints ou imprimés, présentant en chaîne, dans l'espace de cinq millimètres carrés:				
8 fils ou moins.....	id.	38 »	id.	38 »
9, 10 et 11 fils.....	id.	70 »	id.	70 »

Le droit afférent au Fil simple écreu employé au retordage, augmenté de 30 pour 100.

Le droit afférent au Fil simple teint ou blanchi employé au retordage, augmenté de 30 pour 100.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Lin et Chanvre (<i>suite</i>) :		fr. c.		[fr. c.
— blanchis, teints ou imprimés, présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres carrés :				
12 fils.....	les 100 kilog.	95 »	les 100 kilog.	95 »
13 et 14 fils.....	id.	120 »	id.	120 »
15, 16 et 17 fils.....	id.	155 »	id.	155 »
18, 19 et 20 fils.....	id.	230 »	id.	230 »
21, 22 et 23 fils.....	id.	350 »	id.	350 »
24 fils et au-dessus.....	id.	535 »	id.	535 »
Coutils unis ou façonnés, écrus, blanchis, teints ou imprimés.....	la valeur.	16 pour 100.	la valeur.	16 pour 100.
Linge damassé.....	id.	id.	id.	id.
Batiste.....				
Linons.....				
Mouchoirs encadrés.....				
Tulle de lin.....	la valeur.	15 pour 100.	la valeur.	15 pour 100.
Dentelles de lin.....	id.	5 pour 100.	id.	5 pour 100.
Bonneterie de lin.....	id.	15 pour 100.	id.	15 pour 100.
Passenterie de lin.....	id.	id.	id.	id.
Rubannerie de fil écri, blanchie ou teinte.....	id.	id.	id.	id.
Articles en lin ou en chanvre, confectionnés en tout ou en partie.....	id.	id.	id.	id.
Vêtements et articles non dénommés.....	id.	id.	id.	id.
Tissus de lin ou de chanvre mélangés, quand le lin ou le chanvre domine en poids.....	id.	id.	id.	id.
Jute :				
en brins, teillé ou peigné.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Fils de jute :				
— écrus, mesurant au kilogramme :				
moins de 1400 mètres.....	les 100 kilog.	7 »	les 100 kilog.	5 »
de 1400 à 3700 mètres exclusivement.....	id.	9 20	id.	6 »
de 3700 à 4200 mètres exclusivement.....	id.	10 20	id.	7 »
de 4200 à 6000 mètres exclusivement.....	id.	15 »	id.	10 »
plus de 6000 mètres.....				
— blanchis ou teints, mesurant au kilogramme :				
moins de 1400 mètres.....	les 100 kilog.	10 »	les 100 kilog.	7 »
de 1400 à 3700 mètres exclusivement.....	id.	13 »	id.	9 »
de 3700 à 4200 mètres exclusivement.....	id.	15 »	id.	10 »
de 4200 à 6000 mètres exclusivement.....	id.	22 »	id.	14 »
plus de 6000 mètres.....				
Tissus de jute :				
— écrus, présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres :				
1, 2 et 3 fils unis.....	les 100 kilog.	13 »	les 100 kilog.	10 »
1, 2 et 3 fils croisés.....	id.	15 »	id.	12 »
4 et 5 fils.....	id.	21 »	id.	16 »
6, 7 et 8 fils.....	id.	30 »	id.	24 »
plus de 8 fils.....				

Même régime que les Toiles unies.

Même régime que les Fils de lin.

Même régime que les Fils de lin.

Même régime que les Tissus de lin, suivant la classe.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Lin et Chanvre (<i>suite</i>) :		fr. c.		fr. c.
— blanchis outeints, présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres :				
1, 2 et 3 fils unis.....	les 100 kilog.	19 »	les 100 kilog.	15 »
1, 2 et 3 fils croisés.....	id.	22 »	id.	17 »
4 et 5 fils.....	id.	30 »	id.	23 »
6, 7 et 8 fils.....	id.	44 »	id.	35 »
plus de 8 fils.....	Même régime que les Tissus de lin, suivant la classe.			
Tapis de jute, ras ou à poil.....	les 100 kilog.	32 »	les 100 kilog.	24 »
Les fils de jute mélangés avec d'autres matières suivront le même régime que les Fils de jute purs, pourvu que le jute domine en poids.				
Tissus de jute mélangés, quand le jute domine en poids.....	la valeur.	20 pour 100.	la valeur.	15 pour 100.
Végétaux filamenteux: Phormium tenax; abaca et autres végétaux filamenteux non dénommés :				
Filaments :				
— bruts, teillés.....	»	Exempts.	»	Exempts.
— peignés ou tordus.....	»	id.	»	id.
Fils.....	la valeur.	5 pour 100.	la valeur.	5 pour 100.
Tissus.....	id.	10 pour 100.	id.	10 pour 100.
Crin :				
Crin brut de toute nature, même préparé ou frisé.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Tissus et ouvrages de crin ou de poil de vache purs ou mélangés.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
Coton :				
Coton de l'Inde en laine.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Coton en feuilles cardées ou gommées (ouate).....	le kilogr.	» 10	le kilogr.	» 10
Fils de coton simple :				
— écrus, mesurant au demi-kilogramme :				
20 000 mètres au moins.....	id.	» 15	id.	» 15
de 21 000 à 30 000 mètres.....	id.	» 20	id.	» 20
de 31 000 à 40 000 mètres.....	id.	» 30	id.	» 30
de 41 000 à 50 000 mètres.....	id.	» 40	id.	» 40
de 51 000 à 60 000 mètres.....	id.	» 50	id.	» 50
de 61 000 à 70 000 mètres.....	id.	» 60	id.	» 60
de 71 000 à 80 000 mètres.....	id.	» 70	id.	» 70
de 81 000 à 90 000 mètres.....	id.	» 90	id.	» 90
de 91 000 à 100 000 mètres.....	id.	1 »	id.	1 »
de 101 000 à 110 000 mètres.....	id.	1 20	id.	1 20
de 111 000 à 120 000 mètres.....	id.	1 40	id.	1 40
de 121 000 à 130 000 mètres.....	id.	1 60	id.	1 60
de 131 000 à 140 000 mètres.....	id.	2 »	id.	2 »
de 141 000 à 170 000 mètres.....	id.	2 50	id.	2 50
de 171 000 et au-dessus.....	id.	3 »	id.	3 »
— blanchis.....	Le droit sur le Fil simple éçu, augmenté de 15 p. 100.			

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Coton (<i>suite</i>) :		fr. c.		fr. c.
Fils de coton simple :				
— teints.....	Le droit sur le Fil simple écri, augmenté de 25 centimes par kilogramme.			
Fils de coton retors en deux bouts :				
— écrius.....	Le droit afférent au numéro du Fil simple employé au retordage augmenté de 30 pour 100.			
— blanchis.....	Le droit sur le Fil écri retors en deux bouts, augmenté de 15 pour 100.			
— teints.....	Le droit sur le Fil écri retors en deux bouts, augmenté de 25 centimes par kilogramme.			
Chânes ourdies :				
— écriues.....	Le droit sur le Fil simple, augmenté de 30 pour 100.			
— blanchies.....	Le droit sur les Chânes ourdies écriues, augmenté de 15 pour 100.			
— teintes.....	Le droit sur les Chânes ourdies écriues, augmenté de 25 centimes par kilogramme.			
Fils écrius, blanchis ou teints, en trois bouts ou plus :				
— à simple torsion.....	les 1000 mètres.	» 06	les 1000 mètres.	» 06
— à plusieurs torsions ou câblés.....	id.	» 12	id.	» 12
Tissus de coton écri, unis, croisés, coutils :				
— 1 ^{re} classe, pesant 11 kilogrammes et plus les 100 mètres carrés :				
de 35 fils et au-dessous aux 5 millimètres carrés.....	le kilogr.	» 50	le kilogr.	» 50
de 36 fils et au-dessus.....	id.	» 80	id.	» 80
— 2 ^e classe, pesant de 7 à 11 kilogrammes exclusivement les 100 mètres carrés :				
de 35 fils et au-dessous.....	id.	» 60	id.	» 60
de 36 à 43 fils.....	id.	1 »	id.	1 »
de 44 fils et au-dessus.....	id.	2 »	id.	2 »
— 3 ^e classe, pesant de 3 à 7 kilogrammes exclusivement les 100 mètres carrés :				
de 27 fils et au-dessus.....	id.	» 80	id.	» 80
de 28 à 35 fils.....	id.	1 20	id.	1 20
de 36 à 43 fils.....	id.	1 90	id.	1 90
de 44 fils et au-dessus.....	id.	3 »	id.	2 »
Velours de coton :				
blanchis.....	15 pour 100 en sus du droit sur l'écri.			
teints.....	25 centimes par kilogr. en sus du droit sur l'écri.			
imprimés.....	la valeur.	15 pour 100.	la valeur.	15 pour 100
Velours de coton :				
— façon de soie (dits <i>velvets</i>) :				
écrius.....	le kilogr.	» 85	le kilogr.	» 85
teints ou imprimés.....	id.	1 10	id.	1 10
— Autres (Cords, Moleskins, etc.) :				
écrius.....	id.	» 60	id.	» 60

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Coton (<i>suite</i>) :		fr. c.		fr. c.
— Autres (Cords, Moleskins, etc.) :				
teints ou imprimés.....	le kilogr.	» 85	le kilogr.	» 85
Tissus de coton écru, unis et croisés pesant moins de 3 kilog. par 100 mètres carrés.	la valeur.	15 pour 100.	la valeur.	15 pour 100.
Piqués, basins, façonnés, damassés et brillants.....	id.	id.	id.	id.
Couvertures de coton.....	id.	id.	id.	id.
Tulles unis et brodés.....	id.	id.	id.	id.
Gazes et mousselines brodées ou brochées, pour ameublement ou tentures.....	id.	id.	id.	id.
Vêtements et articles confectionnés en tout ou en partie.....	id.	id.	id.	id.
Articles non dénommés.....	id.	id.	id.	id.
Broderies à la main.....	id.	10 pour 100.	id.	id.
Dentelles et blondes de coton.....	id.	5 pour 100.	id.	id.
Les Fils de coton mélangé payeront les mêmes droits que les Fils de coton pur, pourvu que le coton domine en poids dans le mélange.				
Tissus de coton mélangés quand le coton domine en poids.....	id.	15 pour 100.	id.	id.
Laine :				
en masse.....	»	Exempte.	»	Exempte.
teinte, en masse.....	les 100 kilog.	25 »	les 100 kilog.	25 »
peignée, teinte ou non.....	id.	25 »	id.	25 »
— Fils de laine, blanchis ou non, simples, mesurant au kilogramme :				
de 30 000 mètres et au-dessous.....	le kilogr.	» 25	le kilogr.	» 25
de 31 000 à 40 000 mètres.....	id.	» 35	id.	» 35
de 41 000 à 50 000 mètres.....	id.	» 45	id.	» 45
de 51 000 à 60 000 mètres.....	id.	» 55	id.	» 55
de 61 000 à 70 000 mètres.....	id.	» 65	id.	» 65
de 71 000 à 80 000 mètres.....	id.	» 75	id.	» 75
de 81 000 à 90 000 mètres.....	id.	» 85	id.	» 85
de 91 000 à 100 000 mètres.....	id.	» 95	id.	» 95
de 101 000 et au-dessus.....	id.	1 »	id.	1 »
Fils de laine blanchis ou non :				
— retors pour tissage.....	Le droit afférent aux Fils de laine simples employés au retordage, augmenté de 30 pour 100.			
— retors pour tapisserie.....				
— teints, simples ou retors.....	Droit sur le Fil non teint, augmenté de 25 centimes par kilogramme.			
Tissus de laine.....	la valeur.	15 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
Fèutres de toute sorte.....	id.	id.	id.	id.
Couvertures de laine.....	id.	id.	id.	id.
Tapis de toute espèce.....	id.	id.	id.	15 pour 100.
Bonneterie de laine.....	id.	id.	id.	10 pour 100.
Rubannerie et passementerie de laine.....	id.	id.	id.	id.
Dentelles de laine.....	id.	id.	id.	id.
Chaussons de lixière.....	id.	10 pour 100.	id.	id.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Laine (suite) :		fr. c.		fr. c.
Châles et écharpes de cachemire des Indes.	la valeur.	5 pour 100.	la valeur.	5 pour 100.
Articles non dénommés.....	id.	15 pour 100.	id.	10 pour 100.
Lisieres de drap de toute espèce, entières ou coupées.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Vêtements et articles confectionnés :				
— neufs.....	la valeur.	15 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
— vieux.....	les 100 kilogr.	20 »	es 100 kilogr.	20 »
Les Fils et Tissus d'alpaca, de lama, de vigogne et de chameau, purs ou mélangés de laine, suivront le même régime que les Fils et Tissus de laine, quelle que soit la proportion du mélange.				
Les Fils et Tissus de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, mélangés de coton ou d'autres filaments quelconques, payeront les mêmes droits que les Fils et Tissus de laine pure, pourvu que la laine domine dans le mélange.				
Les Fils de poil de chèvre conserveront le régime qui leur est actuellement applicable.				
Les Tissus de poil de chèvre suivront le régime des Tissus de laine.				
Soies :				
— en cocons.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
— grèges ou moulinées.....	»	id.	»	id.
teintes :				
— à coudre, à broder et à dentelles.....	le kilogr.	3 »	»	id.
— autres.....	»	Exemptes.	»	id.
Bourre de soie :				
— en masse.....	»	id.	»	id.
— peignée.....	le kilogr.	» 10	le kilogr.	» 10
filée, simple et retorse, écrue, blanche, azurée, teinte :				
— de 80 000 mètres simples au kilogramme et au-dessous.....	id.	» 75	id.	» 75
— De 81 000 mètres simples au kilogramme et au-dessus.....	id.	1 20	id.	1 20
Tissus, bonneterie, dentelles de pure soie.	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Crêpes, façon d'Angleterre, écrus, noirs ou de couleur.....	le kilogr.	10 »	»	10 »
Crêpes façon d'Angleterre, écrus, noirs ou de couleur, à partir de 1866.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Tulles :				
— unis, écrus.....	le kilogr.	20 »	»	id.
— apprêtés.....	la valeur.	15 pour 100.	»	id.
— façonnés, écrus ou apprêtés.....	id.	10 pour 100	»	id.
Tissus de bourre de soie pure, de soie et bourre de soie, écrus, blancs, teints, imprimés.....	le kilogr.	2 »	le kilogr.	2 »

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Soie (suite) :		fr. c.		fr. c.
Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie :				
— avec or ou argent fin.....	le kilogr.	12 »	le kilogr.	12 »
— avec or ou argent mi-fin ou faux.....	id.	3 50	id.	3 50
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre de soie dominante en poids	id.	3 »	id.	3 »
Rubans de soie ou de bourre de soie :				
— de velours.....	id.	5 »	id.	5 »
— autres.....	id.	8 »	id.	8 »
— mélangés.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
Les Vêtements et Articles confectionnés en soie suivront le régime des Tissus dominant en poids.				
PRODUITS CHIMIQUES.				
Iode.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Brôme.....	»	id.	»	id.
Acides :				
— sulfurique.....	»	id.	»	id.
— gallique.....	»	id.	»	id.
— nitrique.....	»	id.	»	id.
— tartrique.....	»	id.	»	id.
— benzoïque.....	»	id.	»	id.
— borique.....	»	id.	»	id.
— citrique.....	»	id.	»	id.
— arsénieux.....	»	id.	»	id.
— jus de citron.....	»	id.	»	id.
Oxydes :				
— de fer.....	»	id.	»	id.
— de zinc gris.....	»	id.	»	id.
— d'étain.....	»	id.	»	id.
— d'urane.....	»	id.	»	id.
— de cuivre.....	»	id.	»	id.
Safre et autres composés du cobalt.....	»	id.	»	id.
Sulfures d'arsenic.....	»	id.	»	id.
Chlorure de potassium.....	»	id.	»	id.
Iodure de potassium.....	»	id.	»	id.
Salin de betterave.....	»	id.	»	id.
Carbonate de potasse.....	»	id.	»	id.
Nitrate de potasse.....	»	id.	»	id.
Sulfate de potasse.....	»	id.	»	id.
Tartrates de potasse.....	»	id.	»	id.
Cendres végétales vives ou lessivées.....	»	id.	»	id.
Lies de vin.....	»	id.	»	id.
Borax brut.....	»	id.	»	id.
Nitrate de soude.....	»	id.	»	id.
Soude de varech.....	»	id.	»	id.
Noir d'os.....	»	id.	»	id.
Os calcinés blancs.....	»	id.	»	id.
Phosphates naturels.....	»	id.	»	id.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Citrates de chaux.....	»	fr. c. Exempts.	»	fr. c. Exempts.
Sulfate de magnésie.....	»	id.	»	»
Carbonate de magnésie.....	»	id.	»	»
Chlorure de magnésium.....	»	id.	»	»
Acétate de fer liquide.....	»	id.	»	»
Garancine.....	»	id.	»	»
Sucre de lait.....	»	id.	»	»
Albumine.....	»	id.	»	»
Curcuma en poudre.....	»	id.	»	»
Maurelle.....	»	id.	»	»
Bleu de Prusse.....	»	id.	»	»
Carmins de toute sorte.....	»	id.	»	»
Cendres bleues ou vertes.....	»	id.	»	»
Laque en teinture ou en trochisque.....	»	id.	»	»
Vert de montagne.....	»	id.	»	»
Stil de grain.....	»	id.	»	»
Kermès en grains et en poudre (animal).....	»	id.	»	»
Essence de houille et ses dérivés.....	la valeur.	5 pour 100.	la valeur.	5 pour 100.
Phosphore blanc.....	les 100 kilog.	40 »	les 100 kilog.	40 »
Oxyde de zinc (blanc de zinc).....	id.	5 »	id.	2 »
Oxydes et carbonates de plomb.....	id.	5 »	id.	2 »
Acide oléique.....	id.	5 »	id.	5 »
Acide oxalique et oxalate de potasse.....	id.	15 »	id.	10 »
Prussiate de potasse jaune.....	id.	20 »	id.	20 »
Prussiate de potasse rouge.....	id.	30 »	id.	30 »
Extraits de bois de teinture :				
— pour les noirs et violets.....	id.	20 »	id.	20 »
— pour les rouges et jaunes.....	id.	30 »	id.	30 »
Acide hydrochlorique (Acide muriatique).....	id.	» 60	id.	» 60
Soude caustique.....	id.	8 »	id.	5 »
Carbonate de soude (Sel de soude à tous degrés).....	id.	4 50	id.	3 »
Soude artificielle brute.....	id.	2 30	id.	1 50
Carbonate de soude cristallisé (Cristaux de soude).....	id.	2 30	id.	1 50
Sulfate et Sulfité de soude.....	id.	1 20	id.	1 20
Sulfate de soude cristallisé (Sel de Glauber).....	id.	1 »	id.	» 70
Bicarbonate de soude et autres Sels de soude non dénommés.....	id.	5 25	id.	3 50
Chlorure de chaux.....	id.	4 25	id.	2 80
Chlorate de potasse.....	id.	38 60	id.	25 75
Savons ordinaires et de parfumerie.....	id.	6 »	id.	6 »
Outremer.....	id.	15 »	id.	15 »
Phosphore rouge.....	la valeur.	10 pour 100.	id.	10 pour 100.
Aluminium.....	id.	id.	id.	id.
Aluminate de soude.....	id.	id.	id.	id.
Chlorure d'aluminium.....	id.	id.	id.	id.
Chromates de potasse.....	id.	id.	id.	id.
Chromates de plomb.....	id.	id.	id.	id.
Couleurs non dénommées, sèches, en pâte et liquides.....	id.	5 pour 100.	id.	5 pour 100.
Acide stéarique.....	id.	id.	id.	id.
Colle forte et gélatine.....	id.	id.	id.	id.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Vernis :		fr. c.		fr. c.
— à l'huile.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
— à l'essence.....	id.	id.	id.	id.
— à l'esprit de vin.....	id.	id.	id.	id.
Orseilles de toute sorte.....	id.	5 pour 100.	id.	5 pour 100.
Produits chimiques non dénommés.....	id.	id.	id.	id.
VERRERIE ET CRISTALLERIE.				
Miroirs ayant moins de 1 mètre carré.....	id.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
Glaces :				
— brutes.....	mètre carré.	1 50	mètre carré.	1 50
— étamées ou polies.....	id.	4 »	id.	4 »
Bouteilles de toutes formes.....	les 100 kilog.	1 30	les 100 kilog.	1 30
Verres :				
— à vitre.....	id.	3 50	id.	3 50
— de couleur polis ou gravés.....	la valeur.	10 pour 100	la valeur.	10 pour 100.
— de montre et d'optique.....	id.	id.	id.	id.
Gobeletterie et Cristaux, blancs ou colorés....	id.	id.	id.	id.
Vitifications.....	id.	id.	id.	id.
Emaux.....	id.	id.	id.	id.
Objets en verre non dénommés.....	id.	id.	id.	id.
Grosil et Verre cassé.....	»	Exempts.	»	Exempts.
Cristal de roche brut ou ouvré.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Le cristal monté sera taxé comme la Bijouterie et l'Orfèvrerie.				
POTERIES.				
Poterie grossière :				
Carreaux, Briques et Tuiles.....	»	Exempts.	»	Exempts.
Cornues à gaz, Tuyaux de drainage et autres, Creusets de toute sorte, y compris ceux en graphite et plombagine.....	»	id.	»	id.
Pipes en terre.....	»	id.	»	id.
vernisée ou non, de toutes formes.....	»	id.	»	id.
vernisée avec décorations à reliefs unicolores et multicolores, platerie et creux.	les 100 kilog.	5 »	les 100 kilog.	5 »
Poterie de grès :				
Ustensiles et Appareils pour la fabrication des produits chimiques.....	»	Exempts.	»	Exempts.
commune de toute sorte, platerie et creux, comprenant la forme bouteille, les carafes, objets de ménage, ustensiles de cuisine, etc.....	les 100 kilog.	4 »	les 100 kilog.	4 »
Faïence :				
stanifère :				
— pâte colorée, glaçure blanche.....	»	Exempte.	»	Exempte.
— glaçure colorée, majolique, vernissée, multicolore.....	la valeur.	20 pour 100.	la valeur.	15 pour 100.
— fine.....	id.	id.	id.	id.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
		fr. c.		fr. c.
...és fins.....	la valeur.	20 pour 100.	la valeur.	15 pour 100.
...celaines de toute sorte, blanches ou dé-	id.	10 pour 100.	id.	10 pour 100.
...corées, Parian et Biscuit blanc.....				
ARTICLES DIVERS.				
...eurs artificielles.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
...jets de mode.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
...esses en paille de toute sorte.....	les 100 kilog.	5 »	les 100 kilog.	5 »
...apeaux de paille.....	id.	10 »	id.	10 »
...rcrierie de toute sorte.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
...utons fins ou communs, autres que de pas-				
...ementerie.....	id.	id.	id.	id.
...osserie de toute espèce.....	id.	id.	id.	id.
...truments de musique et pièces détachées				
...l'instruments.....	id.	id.	id.	id.
...ingles de toute sorte.....	les 100 kilog.	50 »	les 100 kilog.	10 pour 100.
...outchouc ouvré :				
...our ou mélangé.....	id.	20 »	id.	20 »
...ppliqué sur tissus en pièces ou sur d'au-				
...tres matières.....	id.	100 »	id.	100 »
...tements confectionnés.....	id.	120 »	id.	120 »
...n tissus élastiques, pièces de toute sorte..	id.	200 »	id.	200 »
...ussures.....	id.	60 »	id.	60 »
Les Ouvrages en gutta-percha suivront le				
même régime.				
Les cirées :				
...our emballage.....	id.	5 »	id.	5 »
...our ameublements, tentures ou autres				
...usages.....	id.	15 »	id.	15 »
...e à cacheter.....	id.	30 »	id.	30 »
...age de toute sorte.....	id.	4 »	id.	4 »
...re à écrire, à dessiner ou imprimer.....	id.	20 »	id.	20 »
...ets de pêche.....	id.	20 »	id.	20 »
Limon d'eau douce :				
...rais.....	»	Exempt.	»	Exempt.
...réparé.....	les 100 kilog.	10 »	les 100 kilog.	10 »
...ces préparées (Sauces).....	id.	25 »	id.	25 »
Mâges :				
...e pâte dure.....	id.	4 »	id.	4 »
...e pâte molle.....	id.	3 »	id.	3 »
2 francs par hectolitre en sus du droit				
...re.....				
...re.....	l'hectolitre.	» 25	l'hectolitre.	» 25
...les :				
...olive.....	les 100 kilog.	3 »	les 100 kilog.	3 »
...essentielles, volatiles de toute sorte, à				
...l'exception de l'huile de rose.....	le kilogr.	1 »	le kilogr.	1 »
...d'orange.....	»	Exempt.	»	Exempt.
...ne.....	les 100 kilog.	8 »	les 100 kilog.	8 »
Mâsses :				
...contenant moins de 50 pour 100 de ri-	14 francs 30 centimes les 100 kilogrammes, le droit de			
...chesse saccharine.....	consommation compris.			

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
		fr. c.		fr. c.
Mélasses (<i>suite</i>) :				
contenant plus de 50 pour 100 de richesse saccharine.....		Le droit sur le sucre brut.		
importées pour la distillation.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Alcool, par 100 degrés, en sus des droits de consommation.....	l'hectolitre.	20 »	l'hectolitre.	15 »
Eaux-de-vie en bouteilles et liqueurs, sans distinction de degrés, en sus des droits de consommation.....	id.	15 »	id.	15 »
Ardoises :				
pour toitures.....	le 1000 en nombre.	4 »	le 1000 en nombre.	4 »
en carreaux ou en tables, polies.....	le 100 en nombre.	10 »	le 100 en nombre.	10 »
Mules et Mulets.....	par tête.	5 »	par tête.	5 »
Poils :				
non spécialement tarifés, bruts et filés....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
de chèvre, peignés.....	les 100 kilog.	10 »	les 100 kilog.	10 »
Plumes :				
à écrire, brutes ou apprêtées.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
à lit de toute sorte, duvet et autres.....	les 100 kilog.	50 »	les 100 kilog.	50 »
Cire :				
brute, jaune ou blanche.....	id.	1 »	id.	1 »
ouvrée.....	id.	4 »	id.	4 »
Lait.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Beurre :				
frais ou fondu.....	»	id.	»	id.
salé.....	les 100 kilog.	2 50	les 100 kilog.	2 50
Miel.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Oreillons.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Poissons de mer, frais, secs, salés ou fumés, à l'exclusion de la Morue, marinés ou à l'huile.....	les 100 kilog.	10 »	les 100 kilog.	10 »
Homards.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Huîtres :				
fraîches.....	les 1000 en nombre.	1 50	les 1000 en nombre.	1 50
marinées.....	les 100 kilog.	6 »	les 100 kilog.	6 »
Moules et autres Coquillages pleins.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Graisses :				
de poisson.....	les 100 kilog.	6 »	les 100 kilog.	6 »
de toute sorte et Dégras de peau.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Blanc de baleine et de cachalot.....	les 100 kilog.	2 »	les 100 kilog.	2 »
Fanons de baleine bruts.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Peaux de chien de mer et de phoque, brutes, fraîches ou sèches.....	»	Exemptes.	»	Exemptes.
Corail brut taillé et non monté.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Drogueries (Produits compris sous la désignation de) : Cantharides desséchées, Civettes, Musc, Castoréum, Ambre gris, Fruits à distiller, Storax, Styrax, Sarcocolle, Kino et autres Sucs végétaux desséchés, Racines médicinales de toute espèce, Herbes, Fleurs, Feuilles et Ecorces médi-				

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
		fr. c.		fr. c.
cinales, Agaric (amadou), Kermès minéral,				
Extrait de quinquina, Camphre brut et				
raffiné, Praiss, Anis vert.....	les 100 kilog.	2 »	les 100 kilog.	2 »
ponges de toute sorte.....	id.	50 »	id.	50 »
s, Sabots de bétail et Dents de loup.....	»	Exempts.	»	Exempts.
ornes de bétail :				
brutes.....	»	Exempts.	»	Exempts.
préparées et débitées en feuilles de toute				
dimension.....	les 100 kilog.	3 »	les 100 kilog.	3 »
ésines de toute sorte, même distillées.....	»	Exempts.	»	Exempts.
s de réglisse.....	les 100 kilog.	4 »	les 100 kilog.	4 »
fran.....	»	Exempt.	»	Exempt.
mac moulu.....	»	id.	»	id.
ège :				
brut et râpé de toute sorte.....	»	id.	»	id.
ouvré.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
ois de teinture, même moulus.....	»	Exempts.	»	Exempts.
ncs et Roseaux bruts.....	»	id.	»	id.
corces à tan de toute sorte, même moulues.	»	id.	»	id.
z :				
en grains.....	les 100 kilog.	» 50	les 100 kilog.	» 50
en paille.....	id.	» 25	id.	» 25
tes d'Italie.....	id.	3 »	id.	3 »
teraves.....	»	Exempts.	»	Exempts.
mmes de terre.....	»	id.	»	id.
ublon.....	les 100 kilog.	20 »	les 100 kilog.	20 »
aines à ensementer.....	»	Exempts.	»	Exempts.
uits :				
et Graines oléagineuses.....	»	id.	»	id.
de table frais, Citrons, Oranges et leurs				
Variétés.....	les 100 kilog.	2 »	les 100 kilog.	2 »
secs ou tapés, Pistaches, Fruits confits, Cor-				
nichons ou Concombres, Olives, Câpres,	id.	8 »	id.	8 »
Fruits conservés, sans sucre ni miel...	id.	3 »	id.	3 »
gumes salés et confits au vinaigre.....	id.	» 25	id.	» 25
scines de chicorée :				
vertes.....	id.	1 »	id.	1 »
èches.....	id.	Exempts.	id.	Exempts.
ntes alcalines.....	»	Exempts.	»	Exempts.
rbres et Albâtres de toute sorte :				
blancs statuaires.....	»	Exempts.	»	Exempts.
bruts équarris ou sciés à 16 centimètres et				
plus d'épaisseur.....	les 100 kilog.	1 »	les 100 kilog.	1 »
utrement sciés, sculptés, moulés ou polis.	id.	1 50	id.	1 50
ussines et autres Pierres de construction,				
compris les Pierres d'ardoise :				
rites, taillées ou sciées.....	»	Exempts.	»	Exempts.
culptées ou polies.....	les 100 kilog.	» 50	les 100 kilog.	» 50
rres gemmes de toute sorte.....	»	Exempts.	»	Exempts.
tes et autres Pierres de même espèce ou-				
rées.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100.
iles.....	»	Exempts.	»	Exempts.
rres à aiguiser de toute sorte.....	»	id.	»	id.
ux et Plâtre.....	»	id.	»	id.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS.			
	en 1863.		au 1 ^{er} octobre 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Graphite et Plombagine.....	»	fr. c. Exempts.	»	fr. c. Exempts.
Crayons :				
simples, en pierre.....	les 100 kilog.	1 »	les 100 kilog.	1 »
composés à gaine de bois.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100
Parfumeries :				
alcooliques.....		Régime de l'Alcool.		
autres.....	les 100 kilog.	10 »	les 100 kilog.	10 »
Moutarde :				
en graine.....	»	Exempte.	»	Exempte.
liquide ou composée.....	les 100 kilog.	5 »	les 100 kilog.	5 »
Chicorée brûlée ou moulue.....	id.	5 »	id.	5 »
Bougie de toute sorte.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100
Chandelles.....	id.	id.	id.	id.
Colle de poisson.....	les 100 kilog.	40 »	les 100 kilog.	40 »
Extraits de viandes.....	»	Exempts.	»	Exempts.
Chocolat et Cacao simplement broyé.....	les 100 kilog.	35 »	les 100 kilog.	35 »
Eaux minérales, cruchons compris.....	»	Exempts.	»	Exempts.
Papier de toute sorte.....	les 100 kilog.	10 »	les 100 kilog.	10 »
Cartons :				
en feuilles de toute sorte.....	id.	10 »	id.	10 »
moulés, coupés et assemblés.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100
Livres en langue française, morte ou étrangères.....	»	Exempts.	»	Exempts.
Gravures, Lithographies, Photographies et Dessins de toute sorte sur papier.....	»	id.	»	id.
Cartes géographiques.....	»	id.	»	id.
Musique gravée.....	»	id.	»	id.
Étiquettes imprimées, gravées et coloriées.....	»	id.	»	id.
Objets de collection hors de commerce.....	»	id.	»	id.
Statues :				
modernes en marbre ou en pierre.....	»	Exempts.	»	Exempts.
modernes en métal de grandeur naturelle au moins.....	»	id.	»	id.
Bimbeloterie.....	la valeur.	10 pour 100.	la valeur.	10 pour 100
Vannerie.....	id.	id.	id.	id.
Parasols et Parapluies.....	id.	id.	id.	id.
Cheveux ouvrés.....	»	Exempts.	»	Exempts.
Balais communs.....	»	id.	»	id.
Bois de chêne et de noyer.....	»	id.	»	id.
Bitumes de toute sorte.....	»	id.	»	id.
Amidon.....	les 100 kilog.	1 50	les 100 kilog.	1 50
Soufre brut, épuré ou sublimé.....	»	Exempt.	»	Exempt.
Cartes à jouer.....	la valeur.	15 pour 100.	la valeur.	15 pour 100
Cordes et Câbles.....	les 100 kilog.	15 »	les 100 kilog.	15 »
Sanguines.....	»	Exempts.	»	»
Champignons et Truffes.....	»	id.	»	»
Gambier.....	»	id.	»	»
Vin de fraîche.....	»	id.	»	»
Volaillies.....	»	id.	»	»
Racines de réglisse.....	»	id.	»	»

Signé : DROUYN DE LHUYS, E. ROUHER.

Signé : NIGRA, SCIALOJA.

Tarif B annexé au Traité de commerce (Art. 2).

DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.
MÉTAUX.		
Fer et Fonte :		fr. c.
— Minerai de fer, Écailles, Pailles, Limailles et Scories.....		Exempts.
— Fonte en masse et Débris de vieux ouvrages.....	Id.	
— Ferrailles et Débris de vieux ouvrages en fer.....	100 kilogr.	1 15
— Fer de première fabrication, en barres, verges, etc., de toute forme ou diamètre.....	id.	5 75
— Fers en rails pour chemins de fer.....	id.	1 15
— Fer laminé, en plaques :		
— de 4 millimètres d'épaisseur et au-dessus.....	id.	5 75
— au-dessous de 4 millimètres et même en tuyaux.....	id.	9 25
— Fer-blanc (Tôle étamée), non ouvré.....	id.	9 25
— Fil de fer au-dessous de 7 millimètres.....	id.	8 10
Acier :		
— En barres ou verges et débris de vieux ouvrages.....	id.	13 85
— laminé, en feuilles ou plaques.....	id.	23 10
— Fil d'acier.....	id.	
Cuivre, Laiton et Bronze :		
— Minerai de cuivre.....		Exempt.
— Limailles de cuivre, laiton et bronze.....		Exempts.
— En pains, rosettes, masse et débris de vieux ouvrages.....	100 kilogr.	4 »
— Cuivre ou Laiton :		
— laminé.....	id.	9 25
— battu et en fils.....	id.	12 »
— doré ou argenté :		
— en lingots.....	id.	34 65
— filé sur fil ou soie.....	id.	98 15
— battu, étiré ou laminé, y compris les Canettes et les Paillettes.....	id.	57 55
Zinc :		
— Minerai.....		Exempt.
— de première fusion, en masses brutes, saumons, barres ou plaques et Débris de vieux ouvrages.....	id.	
— laminé.....	100 kilogr.	4 »
Plomb :		
— Minerai.....		Exempt.
— en pains et en débris.....	100 kilogr.	» 50
— battu laminé.....	id.	6 »
— Id. au 1 ^{er} octobre 1864.....	id.	3 »
— allié d'antimoine en masse.....	id.	3 »
— Vieux caractères d'imprimerie.....		
Étain :		
— Minerai et en pains, saumons, barres et débris.....		Exempt
— battu, laminé et en feuilles.....	100 kilogr.	6 »
Cadmium brut.....		
Mercure natif.....		
Bismuth (Étain de glace).....		
Antimoine :		
— Minerai.....	id.	
— métallique ou Régule.....	100 kilogr.	6 »

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.	
		fr.	c.
Nickel.....	Même régime que le Cuivre.		
— allié d'autres métaux (Argentan), en lingots ou masses brutes.....	100 kilogr.	4	»
— battu, laminé et étiré.....	id.	10	»
Manganèse (Mineral).....	Exempt.		
Arsenic métallique.....	id.		
OUVRAGES EN MÉTAUX.			
Fonte :			
— en coussinets pour chemins de fer.....	100 kilogr.	»	60
— Fonte ouvree :			
— polie ou tournée, étamée, émaillée ou vernisée, même garnie d'autres métaux.....	id.	4	60
— non polie, ni tournée, etc.....	id.	4	»
Fer :			
— Fer simple, de seconde fabrication.....	id.	11	55
— Ancres, Canons, Enclumes, Martinets, Socs de charrue.....	id.	8	»
— Fer-blanc ouvré, même avec de petites garnitures d'autres métaux.....	id.	15	»
— Fer ouvré garni d'autres métaux.....	id.	13	85
Acier :			
— Acier ouvré.....	id.	23	20
— Aiguilles à coudre.....	id.	57	75
— Plumes métalliques, en métal autre que l'or et l'argent.....	id.	57	75
— Hameçons de toute espèce.....	Même régime que l'acier ouvré.		
— Coutellerie pour les arts et les métiers, et Coutellerie avec les manches en bois commun, non garnis.....	100 kilogr.	9	25
— Coutellerie avec les manches de toute autre matière.....	Même régime que la mercerie.		
— Instruments de chirurgie, de précision, de physique et de chimie (pour laboratoire).....	100 kilogr.	10	»
Armes :			
— Baïonnettes.....	id.	23	10
— Canons de fusil.....	la pièce.	1	15
— Canons de pistolet.....	id.	»	40
— Fusils de calibre.....	id.	2	30
— Canons de fusils de chasse.....	id.	3	45
— Pistolets de mesure.....	id.	1	70
— Lames de sabre :			
— ordinaires.....	100 kilogr.	27	70
— dorées ou damasquinées.....	la pièce.	»	50
— Sabres et Épées :			
— avec poignée d'acier.....	id.	2	60
— avec poignée d'argent.....	id.	6	95
— avec poignée d'argent doré.....	id.	10	40
— avec poignée d'autre métal.....	id.	1	75
— avec poignée d'autre métal doré ou argenté.....	id.	3	45
Métaux divers :			
— Outils en fer, en acier ou en fer et acier, pour les arts, les métiers et l'agriculture.....	100 kilogr.	9	25
— Objets en fonte et fer.....	Régime de la matière dominante.		
— Toiles métalliques en fer et en acier.....	100 kilogr.	15	»

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.	
		fr.	c.
Métaux divers (<i>suite</i>) :			
Id. au 1 ^{er} octobre 1864.	100 kilogr.	10	»
— Toiles en fil de cuivre ou laiton.....	id.	13	85
— Cuivre ou laiton ouvré :			
— non ferré.....	d.	23	»
— Id. au 1 ^{er} octobre 1864.....		20	»
— ferré.....	id.	17	30
— doré ou argenté.....	id.	100	»
— Bronze ouvré :			
— en cloches, canons et gros objets.....	id.	17	30
— Objets divers non dorés.....	id.	50	»
— Objets divers dorés.....	id.	100	»
— Ouvrages en zinc :			
— Tuyaux et autres Ouvrages grossiers.....	id.	6	95
— autres.....	id.	8	»
— dorés.....	id.	57	75
— Ouvrages en plomb de toute sorte.....	id.	6	»
— Id. au 1 ^{er} octobre 1864.....	id.	3	»
— Caractères d'imprimerie neufs.....	id.	5	95
— Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine.....	id.	17	30
— Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (Argentan).....	id.	100	»
— Ouvrages en métaux plaqués sans distinction de titre.....	id.	100	»
— Ouvrages en métaux dorés ou argentés non dénommés.....	id.	100	»
— Ouvrages et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.....	la valeur.	5 pour 100.	
Horlogerie :			
— Montres simples :			
— à boîte d'or.....	la pièce.	2	30
— à boîte de tout autre métal.....	id.	1	15
— Montres à répétition et carillon.....	id.	4	60
— Horloges de table, Horloges pour voyages et en tableaux.....	id.	3	50
— Carillons à musique.....	id.	3	»
— Mouvements :			
— de montre.....	id.	»	35
— d'horloges de table, d'horloges pour voyages, pour tableaux et pour pendules.....	100 kilogr.	57	75
— d'horloges de clocher.....	id.	23	10
— Cages de pendules en albâtre, bronze, cristal ou bois.....	Même régime que les Ouvrages de la matière dont elles sont formées.		
— Fournitures d'horlogerie.....	100 kilogr.	57	75
MACHINES ET MÉCANIQUES.			
Machines et Mécaniques non dénommées.....	par 100 fr. de la valeur.	1	15
Le Gouvernement italien se réserve la faculté de dénommer dans le Tarif les Machines non dénommées et de les assujettir à des droits spécifiques qui, en tous cas, ne pourront dépasser les droits établis dans le Tarif français.			
Pièces détachées de machines.....	Même régime que les machines.		
Peignes à tisser et Broches.....	100 kilogr.	5	75
Ressorts pour carrosserie et autres.....	id.	15	»

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.
Cartes à carder et leurs Garnitures.....	100 kilogr.	fr. c. 5 75
Or battu en feuilles.....	le kilogr.	9 25
Argent —	id.	4 60
Sucres		
— raffinés.....	100 kilogr.	28 85
— non raffinés.....	id.	20 80
Voitures et Wagons :		
— pour voyageurs.....	la pièce.	10 » plus 5 p. 100 de la valeur.
— pour marchandises.....	id.	5 » plus 5 p. 100 de la valeur.
La Tabletterie et les Ouvrages en ivoire sont compris dans la Mercerie.		
Peaux :		
— brutes.....	Exemptes.	
— vernies et maroquinées.....	100 kilogr.	80 »
— teintées, de mouton.....	id.	45 »
— tannées :		
— en 1863.....	id.	40 »
— au 1 ^{er} janvier 1864.....	id.	25 »
— au 1 ^{er} janvier 1865.....	id.	15 »
— Autres préparées de toute sorte :		
— en 1863.....	id.	20 »
— au 1 ^{er} janvier 1864.....	id.	15 »
— Gants.....	la valeur.	5 pour 100.
— Ouvrages en peau et en cuir.....	100 kilogr.	50 »
Futailles vides, neuves ou vieilles, montées ou démontées :		
— cerclées en bois.....	Exemptes.	
— cerclées en fer.....	la valeur.	10 pour 100.
Bois :		
— Feuillards et Merrains.....	Exemptes.	
— de construction brut, scié ou simplement équarri..	id.	
— de construction en éclisses, pour caisses, boîtes, tamis, etc.....	id.	
— Avirons.....	id.	
— Echelas et Perches.....	id.	
— Meubles en bois commun, vernissés ou plaqués, sculptés ou non, même garnis de métal, simples ou rembourrés.....	la valeur.	10 pour 100.
— Ustensiles et Ouvrages divers en bois.....	id.	id.
— Bâtiments, barques et bateaux.....	Exemptes.	
INDUSTRIES TEXTILES.		
Lin et chanvre :		
— brut ou peigné.....	Exempt.	
— Fils de lin ou de chanvre :		
— simples :		
— écrus, lessivés ou blanchis.....	100 kilogr.	11 55
— teints.....	id.	23 10
— retors :		
— écrus, lessivés ou blanchis.....	id.	23 10
— teints.....	id.	34 65
— Tissus de lin ou de chanvre :		
— unis, ayant moins de 6 fils en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres; écrus ou blanchis..	id.	23 10

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.
		fr. c.
Lin et chanvre (<i>suite</i>). — Tissus de lin ou de chanvre (<i>suite</i>) :		
— de 6 fils en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres et au-dessus, écrus, blanchis ou mélangés de blanc.	100 kilogr.	57 75
— teints ou fabriqués avec des fils teints :		
— ayant moins de 6 fils.	id.	38 »
— au-dessus.	id.	90 »
— imprimés.	le kilogr.	1 15
— Coutils. Linge damassé, Batiste, etc.	Comme les Tissus.	
— Tulles et Dentelles de lin.	le kilogr.	9 25
— Bonneterie, Passementerie et Boutons.	Comme les Tissus.	
— Rubanerie de fil écreu, blanchie ou teinte.	le kilogr.	» 80
	Comme l'étoffe principale	
— Vêtements, Lingerie, et Articles non dénommés.	dont ils sont formés.	
— Tissus de lin ou de chanvre mélangés de laine ou de coton.	Régime de la matière dominante.	
— Tapis de pieds.	le kilogr.	» 40
Jute (Fils et tissus de).....	Même traitement que les Fils et Tissus de chanvre. — <i>A partir du 1^{er} janvier 1864, mêmes droits que ceux du Tarif francobelge.</i>	
Phormium tenax.....	Même régime que le Lin et le Chanvre.	
Crin :	Exempt.	
— brut de toute nature.	100 kilogr.	3 »
— frisé et Cordes.	id.	4 »
— Ouvrages grossiers.		
— Tissus de crin :		
— pour tamis.	id.	25 »
— autres.	id.	40 »
Cotons :	Exempt.	
— en laine ou en masse.	100 kilogr.	5 75
— en feuilles cardées ou gommées (Ouate).		
— Fils de coton :		
— écrus simples :		
— du n° 45 et au-dessous.	id.	11 55
— au-dessus.	id.	23 10
— écrus, retors de tout numéro.	id.	28 85
— blanchis ou teints, de toute qualité ou numéro.	id.	34 65
— Tissus de coton :		
— écrus ou blanchis.	id.	46 20
— teints.	id.	69 30
— de fils teints.	id.	86 60
— imprimés.	id.	115 50
— brodés en lin, coton ou laine, Gazes et Mouselines brodées ou brochées.	id.	232 »
Le Gouvernement italien se réserve la faculté de remanier le Tarif des Fils et des Tissus de coton. En tous cas, on ne pourra dépasser, pour les qualités inférieures, les droits du Tarif conventionnel français; et pour les qualités supérieures, 25 centimes le kilogramme pour les Fils, et 90 centimes le kilogramme pour les Toiles.		
— Velours de coton de toute espèce.	id.	85 »
— Tapis de coton, de pieds.	id.	23 10
— Tulles, Dentelles et Blondes.	le kilogr.	2 30

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.
		fr. c.
Coton (<i>suite</i>) :		
— Tissus de coton (<i>suite</i>) :		
— Vêtements, Lingerie et autres Articles non dénommés.....		Même régime que l'étoffe principale dont ils sont formés.
— Tissus de coton mélangés de lin ou de laine.....		Régime de la matière dominante.
Laine :		
— Laines en masse et Bourre de laine.....	Exemptes.	
— Laines en masse teintées.....	100 kilogr.	3 45
— Fils de laine :		
— de toute espèce.....	id.	46 20
— teintés.....	id.	69 30
— Tissus de laine.....	la valeur.	15 pour 100.
— Id. au 1 ^{er} octobre 1866.....	id.	10 pour 100.
Toutefois, l'importateur aura la faculté de payer, au lieu des droits <i>ad valorem</i> susindiqués, le droit spécifique de 1 fr. 60 c. par kil-gramme pour les Tissus de laine.		
L'importateur devra faire son option entre les droits à la valeur et les droits spécifiques, au moment même de la déclaration en douane.		
— Feutres à doublage, pour semelle et à filtrer.....	100 kilogr.	5 75
— Feutres pour chapeaux.....	id.	17 30
— Couvertures de bourre de laine, de lambeaux et lisières de drap.....	id.	57 75
— Couvertures de bourre de laine de toute autre qualité.....	le kilogr.	1 80
— Tapis de laine.....	id.	1 "
— Bonneterie et Passementerie de laine.....		Même régime que les tissus.
— Rubanerie de laine ou poil, même mélangé de fil ou coton.....	le kilogr.	2 30
— Dentelles de laine.....	id.	2 30
— Châles, mouchoirs, Cravates et autres Articles à la pièce :		
— Valant 50 francs au moins.....	id.	3 45
— de valeur supérieure, même mélangés de soie ou bourre de soie, ou brodés.....	id.	3 45 plus 5 p. 100 de la valeur.
— Vêtements et tous autres Ouvrages non dénommés.....		Comme l'étoffe principale.
— Vêtements et tous autres Ouvrages vieux.....		La moitié du droit.
Les poils et Tissus de chèvre, d'alpaca, de vigogne et de chameau, purs ou mélangés de laine, suivront le même régime que les Poils, Fils et tissus de laine, quelle que soit la proportion du mélange.		
Les Tissus de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, mélangés de coton ou d'autres filaments quelconques, payeront les mêmes droits que les Tissus de laine pure, pourvu que la laine domine en poids dans le mélange.		
Soie :		
— Soie en cocons grège ou moulignée.....	Exempte.	
— Bourre de soie et Déchets de soie en masse ou filés.....	id.	
— Soie et Bourre de soie teintées.....	le kilogr.	2 "
— Id. au 1 ^{er} octobre 1866.....	id.	Exemptes.
— Tissus de soie pure :		
— en 1863.....	id.	9 "

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.	
		fr.	c.
Soie (suite).			
— Tissus de soie pure (suite) :			
— au 1 ^{er} janvier 1865.....	le kilogr.	6	»
— au 1 ^{er} janvier 1868.....	id.	3	»
— Tissus de bourre de soie ou de bourre et de soie :			
— en 1863.....	id.	8	»
— au 1 ^{er} janvier 1865.....	id.	6	»
— au 1 ^{er} janvier 1868.....	id.	3	»
Les Tissus mélangés payeront le droit de la matière dominante en poids; toutefois, lorsqu'ils contiendront plus de 12 pour 100 et jusqu'à 50 pour 100 de soie ou de bourre de soie, ils seront soumis à un droit de 3 fr. par kilogramme.			
— Rubans de soie ou de bourre de soie :			
— Velours :			
— en 1863.....	id.	9	»
— au 1 ^{er} janvier 1865.....	id.	7	»
— au 1 ^{er} janvier 1868.....	id.	5	»
— autres :			
— en 1863.....	id.	9	»
— au 1 ^{er} janvier 1865.....	id.	8	»
— mélangés.....	la valeur.	10 pour 100.	
— Foulards écus, imprimés ou teints.....	le kilo.r.	3	»
— Passenterie, Bonneterie, Couvertures et Tapis.....	Comme les Tissus.		
— Tulles et Dentelles.....	la valeur.	5 pour 100.	
— Tissus, Passenterie et dentelles avec or ou argent :			
— fin.....	le kilogr.	11	55
— faux.....	id.	3	50
— Vêtements et tout autre Article non dénommé.....	Même régime que l'étoffe principale dont ils sont formés.		
PRODUITS CHIMIQUES.			
Iode.....	100 kilogr.	2	»
Brôme.....	id.	2	»
Acides :			
— sulfurique.....	id.	1	»
— nitrique.....	id.	1	»
— benzoïque.....	Exempt.		
— borique.....	id.		
— gallique.....	id.		
Jus de citrons, d'oranges et leurs variétés.....	id.		
Oxydes :			
— de fer.....	100 kilogr.	2	»
— de zinc, gris ou blanc.....	id.	2	»
— d'étain.....	id.	2	»
Safre et autres composés de cobalt.....	id.	1	»
Chlorure de potassium.....	id.	2	»
Carbonates de potasse et cendres végétales.....	id.	»	50
Nitrate de potasse.....	Exempt.		
Sulfate de potasse.....	100 kilogr.	»	50
Lies de vin.....	Exemptes.		
Borax brut.....	Exempt.		
Nitrate de soude.....	id.		
Soude de varech.....	id.		
Noir d'os et Os, calcinés blancs.....	100 kilogr.	2	»
Phosphates naturels.....	Exempt.		
Sulfate de magnésie.....	100 kilogr.	1	»

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.
		fr. c.
POTERIES.		
Poterie grossière de terre et de grès commun :		
— Carreaux, Briques et Tuiles.....	Exempts.	
— Tuyaux de drainage et autres.....	id.	
— Carreaux enduits ou vernissés.....	100 kilogr.	» 90
— Creusets, Jarres à huile, Fourneaux, même incrustés de faïence et autres Ouvrages grossiers..	id.	1 15
— Poterie en terre et en grès commun.....	id.	3 45
Poterie de faïence et de grès fin :		
— Carreaux pour pavés.....	id.	2 »
— Ouvrages divers :		
— blancs.....	id.	8 »
— dorés, peints ou coloriés.....	id.	12 »
Porcelaine :		
— blanche.....	id.	15 »
— id. au 1 ^{er} octobre 1854.....	id.	12 »
— dorée, peinte ou coloriée.....	id.	25 »
ARTICLES DIVERS.		
Fleurs artificielles et leurs fournitures.....	le kilogr.	{ 5 » plus 5 p. 100 de la valeur.
Objets de mode.....	id.	id.
Tresses en paille :		
— de toute sorte.....	100 kilogr.	5 »
— pour cordages.....	id.	2 »
Chapeaux de paille.....	Exempts.	
Mercerie :		
— commune :		
— — de bois.....	100 kilogr.	40 »
— — Autre.....	id.	50 »
— fine.....	id.	100 »
Les Boutons et la Brosserie fine suivent le même régime.		
Instruments de musique :		
Orgues pour église.....	id.	10 »
— portatives.....	la pièce.	4 »
Pianos.....	id.	{ 7 » plus 5 p. 100 de la valeur.
Autres instruments.	id.	» 50
Epingles.....	100 kilogr.	50 »
Caoutchouc et gutta-percha :		
— ouvrés.....	id.	28 85
— en passementerie et rubans.....	id.	115 50
— en fils et en courroies pour machines et mécaniques.	id.	4 60
Toiles cirées pour emballages, pour ameublements, tentures et autres usages.....	la valeur.	10 pour 100.
Cire à cacheter.....	id.	id.
Cirage de toute sorte.....	100 kilogr.	4 »
Encre à écrire ou à imprimer.....	id.	11 55
Filets de pêche.....	id.	13 85
Poissons d'eau douce :		
— frais.....	Exempts.	
— préparés.....	100 kilogr.	4 60
Épices préparées (sauces).....	id.	25 »

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.	
		fr.	c.
Fromages :			
— de pâte dure.....	100 kilogr.	4	»
— de pâte molle.....	id.	3	»
		2	»
Bière.....	l'hectolitre.	en sus du droit de consommation	
Cidre.....	id.	3	30
Mélasse.....	100 kilogr.	6	95
Eaux-de-vie et alcools :			
— en futailles, simples de 22 degrés et au-dessous....	l'hectolitre.	5	»
— en futailles simples, au-dessus de 22 degrés.....	id.	10	»
— en futailles composés (liqueurs).....	id.	15	50
— en bouteilles, simples.....	la bouteille.	»	10
— en bouteilles composés.....	id.	»	15
Ardoises.....	Exemptes.		
Plumes :			
— à écrire, brutes ou apprêtées....	id.		
— à lit de toute sorte, Duvets et autres.....	100 kilogr.	11	55
Cire brute, jaune, blanche et ouvrée.....	la valeur.	3 pour 100.	
Lait.....	Exempt.		
Beurre :			
— frais ou fondu.....	id.		
— salé.....	100 kilogr.	2	»
Miel.....	id.	5	»
Oreillons.....	Exemptes.		
Poissons de mer :			
— frais, secs, salés ou fumés.....	100 kilogr.	4	60
— marinés ou à l'huile.....	id.	10	»
Graisses :			
— de poisson.....	id.	3	75
— de toute sorte et Dégras de peaux.....	id.	1	»
Blanc de baleine et de cachalot.....	id.	2	»
Fanons de baleine bruts.....			
Peaux de chiens de mer.....	Exemptes.		
Corail brut, taillé non monté.....			
Drogueries : Cantharides desséchées, Civettes, Musc, Castoréum, Ambre gris, Fruits à distiller, Storax, Styrax, Sarcocolle, Kino et autres sucres végétaux desséchés, Racines médicinales de toute espèce, Herbes, Fleurs, Feuilles et Écorces médicinales, Agaric (amadou), Kermès minéral, Extrait de quinquina, Camphre brut et raffiné, Praiss, Anis vert.....	100 kilogr.	2	»
Eponges :			
— ordinaires.....	id.	20	»
— fines.....	id.	50	»
Os, Sabots de bétail et Dents de loup.....	Exemptes.		
Cornes de bétail :			
— brutes.....	Exemptes.		
— préparées.....	100 kilogr.	3	»
Résines :			
— ordinaires :			
— d'exsudation et de combustion.....	id.	1	»
— épurées.....	id.	2	»
— exotiques et Gommés-résines, Baumes.....	id.	2	»
Jus de réglisse.....	id.	4	»
Liège :			
— brut.....	Exempt.		
— ouvré.....	100 kilogr.	10	»

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.
		fr. c.
Bois de teinture même moulus.....		
Joncs et Roseaux bruts.....		
Écorces à tan de toute sorte, même moulues.....		
Sumac moulu.....	Exempts.	
Betteraves.....		
Pommes de terre.....		
Houblon.....	100 kilogr.	2 50
Graines à ensementer.....	Exempts.	
Fruits :		
— et Graines oléagineuses.....	Exempts.	
— verts de table.....	id.	
Oranges, Citrons et leurs Variétés.....	id.	
Fruits :		
— secs et tapés.....		
— confits, Cornichons et Concombres.....	100 kilogr.	8 "
Olives et Picholines, Câpres.....	id.	3 "
Légumes salés ou confits au vinaigre.....		
Racines de chicorée :		
— vertes.....	id.	" 25
— sèches.....	id.	1 "
Plantes alcalines.....	Exempts.	
Marbres et Albâtres de toute sorte :		
— bruts, équarris, ébauchés et pulvérisés.....	id.	
— sciés en planches de 16 centimètres et plus d'épais- seur.....	100 kilogr.	1 "
— autrement sciés, sculptés, moulés ou polis.....	id.	1 50
Ecaussines et autres Pierres de construction :		
— brutes, taillées ou sciées.....	Exempts.	
— sculptées ou polies.....	100 kilogr.	" 50
Pierres gemmes de toute sorte.....	Exempts.	
Agates et autres Pierres de même espèce, ouvrées.....	la valeur.	10 pour 100.
Meules et Pierres à aiguiser.....		
Chaux et Plâtre.....	Exempts.	
Graphite et Plombagine.....		
Crayons :		
— simples, en pierres sciées ou taillées.....	100 kilogr.	1 "
— composés, à gaine de bois.....	la valeur.	10 pour 100.
Parfumerie.....	id.	id.
Moutarde :		
— en graines.....	Exempte.	
— liquide ou composée.....	100 kilogr.	5 "
Chicorée brûlée ou moulue.....	id.	5 "
Bougies de toute sorte :		
— en cire.....	Régime de la Cire ouvrée.	
— d'acide stéarique.....	100 kilogr.	10 "
Chandelles de suif.....	id.	5 "
Colle de poisson.....	id.	11 50
Extraits de viandes.....	Exempts.	
Chocolat et cacao simplement broyé.....	100 kilogr.	35 "
Eaux minérales (cruches et bouteilles non comprises).....	Exempts.	
Papier :		
— blanc et de pâte de couleur de toute qualité.....	100 kilogr.	10 "
— peint ou doré, et pour tenture.....	id.	25 "
— grossier pour enveloppe et brouillard.....	id.	8 "
Cartons de toute espèce.....	id.	8 "
Livres :		
— en langues italienne, mortes ou étrangères.....	Exempts.	
— reliés en velours ou autrement.....	le kilogr.	1 "
Gravures, Lithographies et Étiquettes.....	Exempts.	
Cartes géographiques.....	id.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.	
Musique gravée.....	100 kilogr.	fr. 15	c. »
Objets de collection hors de commerce.....	Exempts.		
Statues modernes :		Exemptes.	
— en marbre ou en pierre.....		id.	
— en métal, de grandeur naturelle au moins.....	100 kilogr.	40	»
Bimbeloterie.....			
Vannerie :			
— grossière.....	id.	5	»
— fine.....	id.	20	»
— Nattes.....	id.	2	»
Parasols et Parapluies :			
— en soie.....	la pièce.	1	»
— d'autre étoffe.....	id.	»	50
— (Fournitures pour).....	100 kilogr.	20	»
Balais communs.....	Exempts.		
Bois de chêne et de noyer.....	100 kilogr.	1	50
Bitume de toute sorte.....	Exempt.		
Amidon.....			
Soufre brut, épuré ou sublimé.....			
Huiles fines :			
— d'olive.....	100 kilogr.	3	»
— de sésame, d'arachide, de pavot et autres non dé-	id.	6	»
— de lin, de chènevis, de palme, de coco, de noix, de			
poisson et autres, non comestibles ni combus-	id.	5	75
tibles.....	Exempts.		
Essences volatiles d'orange et leurs variétés.....	le jeu.	»	10
Cartes à jouer.....	id.	»	40
Tarots.....	100 kilogr.	3	»
Cordes et Câbles.....			
Riz en grains.....			
Pâtes d'Italie.....			
Sangsues.....			
Champignons et Truffes.....	Exempts.		
Gibier.....			
Viande fraîche.....			
Volaille.....			
Manne.....	100 kilogr.	2	»
Mules et Mulets.....	par tête.	5	»
Eau de la Chartreuse.....	Exempts.		
Racines de réglisse.....			

A l'égard des articles tarifés spécifiquement à leur importation en Italie et tarifés à la valeur à leur importation en France, le Gouvernement italien se réserve la faculté de remplacer ces droits spécifiques par des droits à la valeur qui ne pourront être supérieurs à ceux fixés pour l'importation en France desdits articles.

Cette réserve n'est pas applicable aux tissus de laine.

Signé : DROUYN DE LHUYS, E. ROUHER,

Signé : NIGRA, SCIALOJA.

Tarif C annexé au traité de commerce (ART. 3).

DROITS DE SORTIE DE FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.
Peaux brutes.....	»	Exemptes.
Oreillons.....	»	id.
Os de toute espèce et Cornes de bétail.....	»	id.
Tourteaux de graines oléagineuses.....	»	id.
Engrais	»	id.
Soies :		
— en cocons.....	»	id.
— teintes de toute sorte.....	»	id.
— à coudre.....	»	id.
Bourre de soie filée.....	»	id.
Chiffons de laine sans mélange.....	»	id.
Chardons cardères.....	»	id.
Noir animal.....	»	id.
Meules.....	»	id.
Bois de noyer.....	»	id.
Autres chiffons et Drilles de toute espèce.....	100 kilogr.	12 ^f 0 ^e
Pâte à papier.....	id.	4 »
Vieux cordages goudronnés ou non.....	id.	4 »

Signé : DROUYN DE LHUYS, E. ROUHER,

Signé : NIGRA, SCIALOJA.

Tarif D annexé au Traité de commerce. (ART. 3).

DROITS DE SORTIE D'ITALIE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	Bases.	Droits.
Charbon de bois.....	»	Exempts.
Bois à brûler.....		
Bois de toute espèce, brut, équarri ou scié, ou ouvré.....		
Armes de toute qualité.....		
Huiles d'olive.....	100 kilogr.	1 ^f » ^e
Soufre brut.....	id.	1 »

Signé : DROUYN DE LHUYS, E. ROUHER,

Signé : NIGRA, SCIALOJA.

Décrets impériaux faisant suite au Traité de commerce.

Ports et bureaux ouverts à l'importation des tissus italiens
taxés à la valeur.

(Décret du 29 janvier 1864.)

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, etc.,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860 et les Conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ,

Vu nos décrets des 9 septembre, 9 décembre 1861 (art. 2), 8 janvier, 15 février, 23 novembre 1862 ; 15 avril, 16 juillet 1863, fixant les ports et bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais et belges taxés à la valeur,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus italiens taxés à la valeur.

Art. 2. Les ports de Toulon et de Cette sont ouverts à l'importation et à l'acquittement des tissus purs ou mélangés anglais, belges ou italiens taxés à la valeur.

Art. 3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 janvier 1864.

Signé : NAPOLÉON.

Restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation
des marchandises d'origine italienne.

(Décret du 20 janvier 1864.)

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, etc.,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les Conventions annexes du 12 octobre et du 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu le 1^{er} mai 1861 entre la France et la Belgique ;

Vu le Traité de commerce conclu le 17 janvier 1863 entre la France et l'Italie ;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 (art. 1^{er}) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine italienne.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 janvier 1864.

Signé : NAPOLEON.

Surtaxes applicables aux marchandises d'origine et de manufacture italiennes importées, dans les conditions du Traité conclu le 17 janvier 1863 entre la France et l'Italie, autrement que par terre ou par navires français ou italiens.

(Décret du 20 janvier 1864.)

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, etc.,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 20 janvier 1864, portant promulgation du Traité de commerce conclu le 17 janvier 1863 entre la France et l'Italie,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les marchandises d'origine et de manufacture italiennes inscrites dans le Traité conclu le 17 janvier 1863 entre la France et l'Italie, importées autrement que par terre ou par navires français ou italiens, seront soumises :

1^o A une surtaxe de 25 centimes par cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée, ou lorsqu'elles sont taxées à moins de 3 francs par cent kilogrammes ;

2^o Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de 3 francs et au-dessus par cent kilogrammes.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des

finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 janvier 1864.

Signé : NAPOLEON.

Les navires belges chargés, venant des possessions britanniques en Europe, sont assimilés, pour les droits de tonnage, aux navires français, anglais et italiens, venant des mêmes possessions.

(Décret du 20 janvier 1864.)

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, etc.,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 20 janvier 1864, portant promulgation de la Convention de navigation conclue le 13 juin 1862 entre la France et l'Italie;

Vu l'échange des ratifications opéré le 19 janvier 1864;

Vu l'article 13 de ladite Convention;

Vu l'article 18 du Traité de navigation conclu entre la France et la Belgique le 1^{er} mai 1861,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les navires belges venant des Possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français, anglais et italiens venant des mêmes Possessions.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 janvier 1864.

Signé : NAPOLEON.

Application à l'Angleterre et à la Belgique du bénéfice du Traité conclu le 17 janvier 1863 entre la France et l'Italie.

(Décret du 20 janvier 1864.)

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, etc.,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les Conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année;

Vu le Traité de commerce conclu le 1^{er} mai 1861 entre la France et la Belgique ;

Vu le Traité de commerce conclu le 17 janvier 1863 avec l'Italie,
Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions du Traité de commerce conclu le 17 janvier 1863 avec l'Italie sont applicables à l'Angleterre et à la Belgique.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 janvier 1864.

Signé : NAPOLEON.

Droit à l'importation des houilles crues ou carbonisées.

(Décret du 27 janvier 1864.)

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, etc.,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 2, § 2, du Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le droit à l'importation des houilles crues ou carbonisées (coke) par navires français et par terre, est fixé à 12 centimes les cent kilogrammes, décimes compris, à partir du 4 février 1864.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 janvier 1863.

Signé : NAPOLEON.

**Circulaire de la Direction générale des Douanes
et des Contributions indirectes.**

(23 janvier 1864.)

Je transmets avec la présente sept décrets relatifs à la Convention de navigation et au Traité de commerce conclus entre la France et le royaume d'Italie.

En me référant à ces divers actes, je me borne à appeler spéciale-

ment l'attention du service sur les dispositions qui peuvent comporter des explications.

CONVENTION DE NAVIGATION¹.

Droits de navigation.

L'article 2 assimile aux navires français les bâtiments italiens venant directement du royaume d'Italie, avec chargement ou sans chargement, de tout port quelconque, pour toutes les taxes de navigation, droits de tonnage, d'expédition, droits sanitaires et autres incombant à la coque des navires.

L'article 11 les exempte des droits de tonnage : 1° lorsque, passant d'un de nos ports dans un autre pour y compléter leur déchargement ou leur chargement, ils justifient avoir payé ces droits dans le port de prime abord ; 2° en cas de relâche forcée ou volontaire, non suivie d'opérations de commerce.

Venant des Possessions britanniques en Europe, avec ou sans chargement, les navires italiens n'acquitteront, comme les bâtiments français, que le droit de tonnage de 1 franc par tonneau, plus les décimes (art. 13).

Les paquebots-poste appartenant à l'État, frétés ou subventionnés par le Gouvernement italien, continueront à être traités conformément aux clauses de la Convention du 4 septembre 1860.

Ces dispositions sont résumées dans un tableau qui fait suite à la présente circulaire.

Surtaxes de pavillon.

L'article 6 affranchit des surtaxes de pavillon les produits de toute nature et de toute origine importés directement d'Italie par navires italiens ; mais ces surtaxes restent dues, d'après l'article 5, sur les marchandises importées par bâtiments italiens d'ailleurs que du royaume d'Italie.

Intervention des courtiers.

Suivant ce qui a été réglé pour l'application du Traité franco-sarde du 5 novembre 1850 et de la Convention consulaire franco-italienne du 26 juillet 1862, l'immunité inscrite dans l'article 10 ne dispense pas les capitaines italiens de recourir au ministère des courtiers et autres officiers publics, quand l'intervention de ces agents est prescrite par nos lois.

Pêches.

Il est fait réserve, à l'article 8, des privilèges accordés à la pêche nationale.

1. Voir la Convention de navigation, *Archives* de 1863, t. III, p. 18.

Cabotage. — Escales.

L'article 12 admet les navires *à vapeur* italiens à faire soit la navigation d'escale, soit le cabotage, entre les ports français de la Méditerranée, y compris ceux de l'Algérie.

Pour le cabotage, cette disposition s'étend aux transports entre les ports français de la Méditerranée, d'une part, et ceux de l'Algérie, d'autre part, comme au cabotage effectué entre ports français de la Méditerranée ou entre ports algériens.

Quant aux escales, les bâtiments *à vapeur* italiens expédiés du royaume d'Italie à destination de France ou d'Algérie pourront en effectuer dans un port étranger intermédiaire, tel que Monaco, Civita-Vecchia, Tunis, etc. Ils auront la faculté d'y débarquer des marchandises et d'y embarquer d'autres produits, même des produits similaires de ceux qu'ils auraient chargés au départ, sans perdre, à leur arrivée dans nos ports, le bénéfice du transport direct et de l'exemption des droits de tonnage ; ils seront aussi affranchis des surtaxes de pavillon pour la partie de leur cargaison prise dans le royaume d'Italie. Il est entendu qu'ils devront se munir dans chaque port d'escale d'un manifeste ou état de chargement comprenant les marchandises qu'ils auront prises en ce port et certifié par l'agent consulaire de France.

L'article 9, consacrant une facilité déjà autorisée par notre législation générale, permet aux bâtiments italiens, *soit à vapeur, soit à voiles*, de compléter leur déchargement ou leur chargement dans plusieurs ports français. Les navires *à vapeur* pourront combiner ces opérations avec le cabotage entre des ports de la Méditerranée ou de l'Algérie, sous les conditions imposées aux navires français qui se livrent à la navigation mixte.

Dispositions de navigation spéciales à l'Algérie.

Aux termes de l'article 14, § 1^{er}, les navires italiens employés à l'intercourse entre le royaume d'Italie et l'Algérie jouiront, dans les ports de notre Possession, d'une réduction de 50 p. 0/0 sur le taux général des droits de tonnage. Bien que la perception de ces droits en Algérie soit aujourd'hui scindée, on ne tiendra compte, pour l'application de la disposition dont il s'agit, que de la provenance du bâtiment. Ainsi, un navire italien venu du royaume d'Italie ne payera, à la sortie comme à l'entrée, que la moitié du droit de tonnage, quelle que soit sa destination ultérieure ; réciproquement, il acquitterait le droit intégral, au départ comme à l'arrivée, si, venu d'un pays tiers, il repartait à destination de l'Italie.

Le même article, § 3, réduit de moitié la patente des pêcheurs de

corail. Cette réduction ne deviendra applicable qu'au fur et à mesure du renouvellement des patentes.

L'article 13, relatif aux navires italiens venant des Possessions britanniques en Europe, n'est pas applicable en Algérie.

D'un autre côté, les surtaxes de pavillon sont maintenues à l'égard des produits importés du royaume d'Italie en Algérie sous pavillon italien.

TRAITÉ DE COMMERCE.

Le Traité de commerce étend au royaume d'Italie l'application du Tarif accordé à la Grande-Bretagne et à la Belgique, sous les conditions énoncées dans nos Traités avec ces deux Puissances. De plus, il stipule de nouveaux dégrèvements sur un certain nombre d'articles ; ce sont : l'huile d'olive, les oranges, citrons et leurs variétés, le riz en grains ou en paille, la manne, le jus d'orange, le jus et les racines de réglisse, le marbre blanc statuaire, le gibier et la volaille, les sangsues, les truffes et les champignons, l'acide gallique.

Pour les dispositions générales (justifications d'origine, de transport ou de valeur, expertises, préemptions, régime des produits non originaires, etc.), le service se reportera aux instructions transmises au sujet des Traités franco-anglais et franco-belge.

L'Administration publiera d'ailleurs prochainement un nouveau Tableau des droits qui comprendra le Tarif conventionnel franco-italien. En attendant, le service prendra pour guide le Tableau A, annexé à la nouvelle Convention.

Importations par navires tiers. — Restrictions d'entrée et d'emballage.

Importés par navires tiers, les produits du royaume d'Italie seront admis au bénéfice du Traité, sous le paiement des surtaxes afférentes, dans les cas analogues, aux marchandises anglaises ou belges.

Ils seront également assujettis aux mêmes restrictions d'entrée et d'emballage ; mais les bureaux de Cette et de Toulon sont ajoutés à ceux déjà ouverts à l'importation des tissus taxés à la valeur.

Matériaux, Bois, etc., importés en Algérie.

D'après l'article 16 de la Convention franco-sarde du 5 novembre 1850, l'exemption est aujourd'hui accordée en Algérie aux bois à construire, matériaux, etc., d'origine italienne, importés par navires français ou italiens. Bien que cette clause n'ait pas été reproduite dans le nouveau Traité, elle continuera à recevoir son effet.

Extension à la Belgique et à l'Angleterre de quelques dispositions du Traité.

En conformité de nos Traités avec la Grande-Bretagne et la Bel-

gique, il y a lieu, d'une part, d'étendre à ces deux États le bénéfice des modifications de Tarif consenties en faveur de l'Italie; d'autre part, d'assimiler au pavillon français, comme va l'être le pavillon italien, les navires belges arrivant avec chargement des Possessions britanniques en Europe.

Pavillon et produits de Monaco.

Des arrangements conclus en 1851 et en 1854 avaient assimilé le pavillon de Monaco au pavillon sarde, et étendu aux fruits et aux huiles d'olive de la Principauté les modérations de droits accordées aux produits similaires du Piémont. On avait assigné à la durée de ces concessions la même limite qu'aux Conventions de navigation et de commerce du 5 novembre 1850 et du 14 février 1852, entre la France et la Sardaigne. Elles cesseront, en conséquence, d'être appliquées à dater du jour où notre Traité avec le royaume d'Italie sera mis en vigueur. Dès ce moment, les produits et le pavillon de la Principauté de Monaco rentreront dans le droit commun.

Date d'application.

Les décrets qui consacrent les nouvelles dispositions seront appliqués dans les délais ordinaires de promulgation. J'invite les directeurs des douanes à en informer immédiatement le service et le commerce.

Le Conseiller d'État, Directeur général des douanes
et des contributions indirectes.

Signé : BARBIER.

Tableau des droits de navigation applicables aux navires italiens.

NATURE DES DROITS		DROIT DE TONNAGE.		DROIT D'EXPÉDITION.		DROIT D'ACQUIT.	
ET NAVIGATION		TITRES	QUOTITÉ du droit.	TITRES	QUOTITÉ DU DROIT.	TITRES	QUOTITÉ du droit.
à laquelle les navires sont employés.		de perception.		de perception.		de perception.	
Navires arrivés des ports du royaume d'Italie, chargés ou sur lest.....	T. 13 juin 1862....	Par tonneau. —	Exempts	T. 13 juin 1862....	Exempts.	Par navire. —	T. 13 juin 1862....
Navires arrivés ayant déjà acquitté les droits des Possessions britanniques en Europe, chargés ou sur lest, dans tout autre cas.....	L. 2 juillet 1836.... T. 13 juin 1862....	1 f » c	Exempts	D. M. 19 brum. an X. L. 27 vend. an II... T. 13 juin 1862....	(de 5 tonneaux et au-dessous... 2 f » c de 5 tonn. excl. à 150 ton incl. de 150 ton excl. à 300 ton incl. de plus de 300 t. 115 »	L. 27 vend. an II... T. 13 juin 1862....	Exempts
Navires arrivés d'ailleurs que du royaume d'Italie ou des Possessions britanniques en Europe, chargés ou sur lest, sur lest, repartant sans avoir fait aucune opération de commerce ayant déjà acquitté les droits dans un autre port français.....	T. 13 juin 1862....	Exempts	Exempts	T. 13 juin 1862....	Exempts.	Exempts.	T. 13 juin 1862....
Droits de tonnage, d'expédition et d'acquit, dans tout autre cas....	L. 27 vend. an II... L. 14 floréal an X..	3 f 75 c	Exempts	D. M. 19 brum. an X. L. 27 vend. an II... T. 13 juin 1862....	(de 5 tonneaux et au-dessous... 2 f » c de 5 tonn. excl. à 150 ton incl. de 150 ton excl. à 300 ton incl. de plus de 300 t. 115 »	L. 27 vend. an II... T. 13 juin 1862....	Exempts
Paquebots-poste appartenant à l'Etat ou fretés ou subventionnés par l'Etat.....	Conv. 4 sept. 1860.	Exempts	Exempts	Conv. 4 sept. 1860.	Exempts.	Conv. 4 sept. 1860.	Exempts
Navires à vapeur effectuant le cabotage entre les ports français de la Méditerranée, y compris ceux de l'Algérie.....	T. 13 juin 1862....	Exempts	Exempts	T. 13 juin 1862....	Exempts.	T. 13 juin 1862....	Exempts
Navires en relâche forcée, de quelque lieu qu'ils viennent.....							
Droit de passe-port.....	Navires de tout tonnage, sans distinction de la nature de la navigation.....			L. 27 vendémiaire an II.	1 f » c	Par acte.	
Droits de permis et de certificats.....	Navires venant d'Italie ou y allant.....			L. 27 vendémiaire an II.	» 50	id.	
	Dans tout autre cas.....			T. 13 juin 1862.	1 f » c	id.	

**Protocole de la Conférence tenue au Foreign-Office
le 13 octobre 1863¹.**

Présents: les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de Danemark.

Par le protocole du 3 août, le plénipotentiaire de Russie s'est réservé d'annoncer à sa Cour l'intention de S. M. le roi Georges I^{er} de porter le titre de Roi des Hellènes, au lieu de celui de roi des Grecs, mentionné aux articles 1, 9 et 11 du Traité du 13 juillet.

Le plénipotentiaire de Russie a déclaré aujourd'hui que sa Cour adhère à ce changement de titre qui a obtenu déjà l'assentiment des deux autres puissances garantes.

En conséquence, il est convenu d'un commun accord de substituer aux articles 2, 9 et 12, le titre de Roi des Hellènes à celui de Roi des Grecs.

Les plénipotentiaires ont cru devoir constater en outre l'adhésion unanime de leurs Cours à un second changement de rédaction indiqué ci-après:

Le décret du 18/30 mars 1863, cité à l'article 1^{er}, étant émané de l'Assemblée nationale seule, il est convenu d'omettre dans le texte du susdit article la mention du « Sénat » dont les fonctions législatives avaient cessé à l'époque où les vœux de la nation hellénique ont appelé le prince Guillaume de Danemark au Trône de la Grèce.

Les plénipotentiaires réunis en conférence ont constaté par le présent protocole les changements apportés, d'ordre de leurs Cours, aux articles 1, 2, 9 et 12, depuis l'échange des ratifications du traité signé à Londres le 13 juillet.

Messieurs les représentants des Cours de France, de la Grande-Bretagne, et de Russie, à Athènes, seront invités à porter ce protocole à la connaissance du Gouvernement Hellénique.

Signé: Baron GROS.

RUSSELL.

BRUNNOW.

BILLE.

1. Voir le précédent protocole. *Archives*, même volume, p. 160.

TROISIÈME PARTIE.

DOCUMENTS RELATIFS AU MEXIQUE¹.

Résolution de l'assemblée des notables mexicains, prise le 10 juillet 1863 à l'unanimité des 226 membres présents.

Art. 1^{er}. La nation adopte pour forme de Gouvernement la Monarchie tempérée héréditaire avec un Prince catholique.

Art. 2. Le Souverain prendra le titre d'Empereur du Mexique.

Art. 3. La Couronne impériale du Mexique est offerte à S. A. I. le Prince Ferdinand-Maximilien, archiduc d'Autriche, pour lui et ses descendants.

Art. 4. Dans le cas où, par des circonstances qu'on ne peut prévoir, l'archiduc Ferdinand-Maximilien ne prendrait pas possession du Trône qui lui est offert, la nation mexicaine s'en remet à la bienveillance de S. M. Napoléon III, Empereur des Français, pour qu'il désigne un autre Prince catholique à qui la Couronne sera offerte.

A la suite de ce décret, on lit dans le *Moniteur universel* du 15 août 1863 :

Dans la séance du 11, l'assemblée des notables a décrété la formation d'une régence chargée de gouverner le pays au nom du nouvel Empereur, jusqu'au moment de son arrivée. La régence se compose des trois membres du triumvirat précédemment élu par la junte supérieure du gouvernement, de M. le général Almonte, de Mgr. l'archevêque de Labastida et de M. le général Salas.

1. Voir les documents publiés précédemment sur le Mexique dans les *Archives diplomatiques* :

1861, t. IV, p. 323, 399.

'862, t. I^{er}, p. 279 à 305; — 424 à 428.

t. II, p. 30, 188,

t. III, p. 152 à 162; — 173, 178 à 454.

t. IV, p. 7 à 151; — 163.

1863, t. II, p. 78.

L'assemblée a ensuite voté des actions de grâces à l'Empereur et à l'Impératrice des Français, et décidée que les statues de Leurs Majestés, seraient érigées dans la salle du congrès. La séance s'est terminée par des votes de remerciements à l'adresse de M. le général Forey, de l'armée française, et de plusieurs autres personnages qui se sont distingués par des services rendus à la cause de l'intervention.

Discours prononcé par M. Gutierrez de Estrada, président de la députation mexicaine, en offrant au château de Miramar, le 3 octobre 1863, au nom de l'assemblée des notables, la Couronne impériale du Mexique à l'Archiduc Ferdinand-Maximilien d'Autriche.

Prince,

A peine rendue à la liberté par la puissante main d'un monarque magnanime, la nation mexicaine nous a envoyés vers Votre Altesse Impériale, objet aujourd'hui de ses vœux les plus purs, comme aussi de ses plus chères espérances.

Nous ne nous appesantirons pas sur les longues tribulations que le Mexique a souffertes ; cruelles infortunes, connues de tous, et qui ont fini par en faire un théâtre de désolation et de ruine !

Pas de moyens auxquels nous n'ayons recouru, pas de tentatives, Prince, que nous n'ayons faites pour sortir d'une situation pleine d'angoisses dans le présent et de menaces dans l'avenir ; pour franchir, en un mot, le cercle fatal où le pays s'était placé en adoptant, avec une crédule inexpérience, les institutions républicaines, si contraires à sa constitution naturelle, à ses mœurs, à ses traditions ; institutions qui ont pu faire la grandeur et l'orgueil d'un peuple voisin, mais qui n'ont été, sans interruption pour nous, qu'une source de tristes épreuves et de mécomptes désespérants.

Près d'un demi-siècle, Prince, s'est écoulé pour le Mexique au sein de stériles souffrances et d'intolérables humiliations, sans éteindre pourtant en nous tout esprit de vie et tout espoir.

Remplis d'une inébranlable confiance dans le régulateur et le souverain arbitre des sociétés, nous n'avons cessé de solliciter avec ardeur et d'attendre avec conviction un remède à nos malheurs toujours croissants.

Vaine n'a pas été cette foi, et visibles sont aujourd'hui les voies providentielles par lesquelles nous avons été conduits à l'ère nouvelle qui frappe d'étonnement, par son imprévu, les intelligences les plus élevées.

Maître, une fois encore, de ses destinées, intruit de ses er-

reurs par ses maux, le Mexique fait dans ce moment un suprême effort pour les réparer. Il transforme ses institutions, convaincu que celles qu'il adopte lui seront plus propices encore qu'au temps où il formait la colonie d'une monarchie européenne, surtout s'il lui est donné de placer à leur tête un Prince catholique, qui joint à son mérite supérieur et reconnu cette noblesse de sentiments, cette énergie de volonté, cette rare et haute abnégation, privilège de ceux que Dieu choisit, à l'heure décisive de la désorganisation sociale et des périls publics, pour sauver et régénérer les peuples.

Monseigneur, le Mexique attend beaucoup, je le répète, de l'esprit des institutions qui l'ont régi pendant trois siècles et qui lui avaient, même en s'effaçant, légué un splendide héritage que nous n'avons pas su conserver sous la république démocratique.

Mias, si grande qu'elle puisse être, notre foi dans l'efficacité des institutions monarchiques ne deviendra complète que si elles sont personnifiées au Mexique dans Votre Altesse Impériale.

Un Souverain, sans d'éminents dons d'intelligence et de caractère, peut faire le bonheur de son peuple, quand ce Prince n'est que la continuation d'une antique monarchie. Mais il lui faut des qualités tout exceptionnelles quand il est le premier d'une série de rois, en un mot le fondateur d'une dynastie et l'héritier d'une république.

Sans vous, Prince, croyez-en des lèvres qui n'ont jamais flatté ni trompé, nos efforts seraient impuissants à tirer la patrie de l'abîme où elle est encore; les vues généreuses du grand Souverain dont l'épée nous a délivrés et dont le bras nous soutient à la dernière heure demeurerait stériles.

Avec vous, Prince, exercé déjà à la science difficile du gouvernement, les institutions seront ce qu'il faut qu'elles soient pour garantir l'indépendance et le bonheur de votre nouvelle patrie; car elles auront pour bases cette liberté féconde, parce qu'elle est vraie, dont l'alliance avec la justice est la première condition, et non cette liberté fausse qui ne s'est fait connaître à nous que par ses ravages et ses excès. Ces institutions, avec les modifications que conseille la prudence et qu'exige l'esprit des temps, donneront ainsi d'inébranlables fondements à notre indépendance nationale.

Ces vœux, ces sentiments, ces espérances, nourris dès longtemps par les vrais amis du Mexique, sont aujourd'hui parmi nous sur toutes les lèvres, dans toutes les âmes; et en Europe même, quelles que soient les sympathies ou les résistances, il n'est qu'une voix à l'égard de Votre Altesse Impériale et de son Auguste compagne, placée si haut par ses mérites et ses vertus, et qui bientôt, en partageant à la fois et votre Trône et nos cœurs, n'aura besoin que d'être connu pour se voir adorée de tous les Mexicains.

Interprètes des aspirations et des intimes souhaits de la patrie, nous venons, en son nom, vous offrir, Monseigneur, la Couronne du Mexique, qu'un décret solennel de l'assemblée des notables, déjà consacrée par l'adhésion de tant de provinces, et qui le sera bientôt, nous l'espérons, par la nation entière, vous décerne librement et spontanément. Nous ne pouvons oublier, Prince, que cet acte s'accomplit, par une heureuse coïncidence, au jour où le Mexique vient de célébrer l'anniversaire de l'entrée triomphale à Mexico de l'armée nationale qu'abritait le drapeau de l'indépendance et de la monarchie, personnifié dans un archiduc d'Autriche, les infants d'Espagne faisant défaut.

Que Votre Altesse Impériale exauce, en les acceptant, nos prières et nous accorde la joie d'annoncer la bonne nouvelle à un pays qui l'attend avec tant de désir et d'anxiété. Bonne nouvelle, Monseigneur, non-seulement pour nous, Mexicains, mais encore pour la France, dont le nom reste à jamais inséparable de notre gratitude et de notre histoire; pour l'Angleterre et l'Espagne, qui ont commencé cette œuvre réparatrice à la convention de Londres, après avoir été les premières à reconnaître sa justesse et à proclamer sa nécessité, et enfin pour l'auguste maison d'Autriche, que d'anciens et glorieux souvenirs rattachent au nouveau continent.

Nous ne saurions, d'ailleurs, nous dissimuler, Prince, toute la grandeur d'abnégation dont a besoin Votre Altesse Impériale, et dont elle témoignera en agréant comme un devoir envers la Providence (qui ne fait pas en vain les Princes, et ne les dote pas en vain de grandes qualités), et dans toutes les conséquences qu'elle entraîne, une tâche si ardue, en s'arrachant à cette Europe, centre et foyer de la civilisation du monde.

Oui, Prince, cette Couronne que vous apporte notre amour est aujourd'hui lourde à porter; mais elle sera bientôt enviable, grâce à la vertu de vos sacrifices, à vos nobles efforts, à notre ardent concours, à notre loyauté et à notre gratitude inaltérables.

Car si nos erreurs ont été profondes, et notre décadence accablante, nous sommes, Monseigneur, les fils de ceux qui, aux noms vénérés de : religion, roi et patrie, ces trois grandes choses dont la liberté est sœur, n'ont reculé devant aucune entreprise, si grande qu'elle pût être, subissant les plus rudes adversités avec une impassible constance.

Tels sont les sentiments et les vœux que le Mexique renaissant nous a chargés d'exposer respectueusement à Votre Altesse Impériale et Royale; au digne rejeton de la puissante dynastie qui compte parmi ses gloires d'avoir importé la civilisation chrétienne sur ce même sol où nous aspirons, Prince, à vous voir, dans ce siècle déjà mémorable

à tant de titres, implantant l'ordre et la vraie liberté qui sont les heureux fruits de cette civilisation.

L'entreprise est grande, mais plus grande est encore notre confiance dans la Providence ; et elle doit l'être en voyant ce dont nous venons d'être témoins à Mexico et ce qui se passe à Miramar dans ce glorieux jour.

**Réponse de l'Archiduc Maximilien à la députation mexicaine ,
reçue le 3 octobre 1863 au château de Miramar.**

Messieurs, je suis vivement touché du vœu émis par l'assemblée des notables de Mexico, dans sa séance du 10 juillet, et que vous êtes chargés de me communiquer.

Il est flatteur pour notre Maison que les regards de vos compatriotes se soient tournés vers la famille de Charles-Quint dès que le mot de monarchie a été prononcé.

Quelque noble que soit la tâche d'assurer l'indépendance et la prospérité du Mexique, sous l'égide d'institutions à la fois stables et libres, je n'en reconnais pas moins, en parfait accord avec S. M. l'Empereur des Français, dont la glorieuse initiative a rendu possible la régénération de votre belle patrie, que la monarchie ne saurait y être rétablie sur une base légitime et parfaitement solide que si la nation tout entière, exprimant librement sa volonté, vient ratifier le vœu de la capitale. C'est donc du résultat des votes de la généralité du pays que je dois faire dépendre, en premier lieu, l'acceptation du Trône qui m'est offert.

D'un autre côté, comprenant les devoirs sacrés d'un Souverain, il faut que je demande en faveur de l'Empire qu'il s'agit de reconstituer les garanties indispensables pour le mettre à l'abri des dangers qui menaceraient son intégrité et son indépendance.

Dans le cas où ces gages d'un avenir assuré seraient obtenus et où le choix du noble peuple mexicain, pris dans son ensemble, se porterait sur moi, fort de l'assentiment de l'auguste chef de ma famille, et confiant dans l'appui du Tout-Puissant, je serais prêt à accepter la Couronne.

Si la Providence m'appelait à la haute mission civilisatrice attachée à cette Couronne, je vous déclare dès à présent, Messieurs, ma ferme résolution de suivre le salutaire exemple de l'Empereur mon frère, en ouvrant au pays, par un régime constitutionnel, la large voie du progrès basé sur l'ordre et la morale, et de sceller par mon serment, aussitôt que le vaste territoire sera pacifié, le pacte fondamental avec la nation. Ce n'est qu'ainsi que pourrait être inaugurée une politique

nouvelle et vraiment nationale, où les divers partis, oubliant leurs anciens ressentiments, travailleraient en commun à rendre au Mexique la place éminente qui lui semble destinée parmi les peuples, sous un gouvernement ayant pour principe de faire prévaloir l'équité dans la justice.

Veuillez, Messieurs, rendre compte à vos concitoyens des déterminations que je viens de vous énoncer en toute franchise, et provoquer les mesures nécessaires pour consulter la nation sur le gouvernement qu'elle entend se donner.

**Lettre du général Neigre, commandant la place de Mexico
à l'archevêque Labastida.**

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE MEXICO.

Mexico, le 16 janvier 1864.

A Sa Grandeur Mgr. l'Archevêque de Mexico.

Monseigneur, un fait d'une extrême gravité vient d'être porté à ma connaissance: des écrits incendiaires, qui m'ont été remis, sont glissés sous les portes de certaines maisons et répandus clandestinement dans le public. Les auteurs de ce Manifeste coupable exaltent de vils intérêts matériels que répudie notre sainte religion et font appel aux plus détestables passions contre l'armée de S. M. l'Empereur, qui vient arracher le Mexique au désordre, rendre la protection aux pasteurs des âmes et la plus grande liberté à leur saint ministère; ils oublient ainsi que ces prélats, dont ils prétendent se faire l'organe, et qu'ils représentent comme humiliés et délaissés, ne furent jamais entourés de plus de respect et de vénération.

J'aime à croire, Monseigneur, que Votre Grandeur ignore ces manœuvres criminelles; je viens donc les lui signaler et lui adresser une prière dans l'intérêt de l'ordre et de la paix publique: puisque c'est au nom de la religion catholique, dont nous, Français, sommes les fils aînés, puisque c'est au nom des prélats, que nous couvrons de nos respects, qu'un infime parti s'agite pour troubler le repos de la nation, dites à ce parti, Monseigneur, que nous surveillons et que nous connaissons ses menées, et que, d'accord avec le gouvernement légitime du pays, les armées de la France maintiendront la tranquillité; dites-lui que s'il nous répugne toujours d'employer des moyens violents de répression, nous saurions cependant, si les circonstances nous en faisaient un pénible devoir, faire rentrer dans l'ombre, d'où ils osent lancer leurs diatribes, ces véritables ennemis du Mexique.

Veillez leur dire cela, Monseigneur, et s'ils s'arrêtent devant votre parole évangélique, Votre Grandeur aura rendu un grand service à l'humanité, et, à défaut de leur reconnaissance, elle aura la nôtre.

Daignez agréer, Monseigneur, l'assurance de ma considération la plus respectueuse.

Le général, commandant supérieur,

Signé : Baron NEIGRE.

Réponse de M. Labastida,

A M. le général baron Neigre, commandant militaire, etc.

J'ai l'honneur, en réponse à votre honorée du 16 du présent mois, de vous assurer, en ce qui concerne certains écrits incendiaires répandus dans la ville, que je n'en ai eu, ni n'en ai point encore connaissance jusqu'à cette heure; il serait néanmoins nécessaire que je les eusse lus pour pouvoir y répondre; je vous serai donc très-obligé de vouloir bien m'en adresser un exemplaire.

Là se terminerait ma lettre, si vous ne parliez dans la vôtre de certaines assertions, qu'indépendamment des susdits écrits, vous mettez à la charge du clergé mexicain; or, il serait indispensable de rectifier ces assertions, dans le cas où elles ne seraient pas exactes.

Il est un fait avéré et de notoriété publique, c'est que nous avons tous protesté contre ces deux *individus qui ont la prétention d'être un gouvernement*, et contre les circulaires du 9 novembre et du 15 décembre de l'année dernière, en déclarant *catégoriquement* que l'Eglise, dans la plénitude de ses immunités, de ses droits, supporte aujourd'hui les mêmes attaques que celles qu'elle a eues à supporter pendant le gouvernement de Juarez, que jamais elle ne s'est vue persécutée avec plus d'acharnement; d'après la position que l'on vient de nous faire, nous nous trouvons dans une position pire qu'à cette époque.

Votre Excellence voit que, dans l'exercice de leur saint ministère, les pasteurs des âmes jouissent de la plus grande protection et de la liberté la plus complète, qu'ils n'ont jamais été entourés de plus de respect et de vénération.

Votre Excellence voit donc par là que ces deux documents (notre protestation et votre lettre) représentent, quant à la position de l'Eglise et à ses pasteurs, deux propositions entièrement contradictoires; que de ces deux propositions, l'une est nécessairement vraie, et l'autre nécessairement fausse.

D'après l'exposé des faits et les déductions de la logique, il résulterait que nous, prélat mexicain, nous nous trouvons, selon votre

assertion, dans l'alternative de désavouer ces écrits, ou de nous rétracter.

Nous ne saurions nous rétracter, car nous avons parlé avec vérité, réclamé avec justice, et agi avec droit, et nous avons conscience que l'on nous a placé dans la douloureuse nécessité de le faire.

Je vois, d'après ce que me dit Votre Excellence, qu'elle est mal renseignée sur la situation de l'Église mexicaine, et je suis persuadé que si les faits, les intérêts débattus, et les motifs qui ont déterminé notre conduite lui étaient connus, elle nous aurait rendu justice dans l'opinion qu'elle s'en serait formée.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence un exemplaire de ma protestation.

Recevez, etc.

PELAGIO ANTONIO.

Archevêque de Mexico.

Cette correspondance a été motivée par un écrit clandestin répandu à Mexico et saisi par la police. En voici le texte :

Mexicains ! les circonstances où nous nous trouvons nous font un devoir de vous dire aujourd'hui que le temps des phrases banales, rebattues et vides de sens est passé. Instruits par les faits nous vous parlerons avec le cœur.

Passez en revue les événements qui se sont accomplis en ces derniers temps. Vous avez pu en comprendre la portée, et vous comprendrez qu'en tolérant plus longtemps aux affaires des hommes qui ne se sont élevés qu'à l'abri des noms sacrés de religion et de patrie, serait de votre part un acte d'ignominie et une preuve que votre cœur est étranger aux sentiments que ces mots inspirent.

Il est un fait qui pour chacun de vous a aujourd'hui toute la force de l'évidence, c'est que des régents nommés par l'assemblée des notables ont montré qu'ils n'avaient d'autre but, d'accord avec les intervenants (les Français), que de s'emparer du pouvoir ; aussi les premiers ont-ils foulé aux pieds tous leurs devoirs, et les seconds ont-ils violé les promesses les plus solennelles. Ils n'ont ni les uns ni les autres accompli leurs promesses.

Qui aurait pu penser que les premiers pas des uns et des autres conduiraient au soutien des lois infâmes appelées *lois de réforme*, décrétées par la démagogie ? Qui de vous se serait imaginé que tant de sang aurait été versé, tant de victimes immolées en pure perte ? que les hommes qui ont escamoté le pouvoir méconnaîtraient le vrai parti de la religion et de la patrie, et qu'ils en viendraient à éliminer les personnes respectables de ce parti, à les traiter avec mépris et à les menacer même des châtimens les plus sévères ? Qui aurait pu croire qu'ils pousseraient le cynisme et l'audace jusqu'à embrasser le programme du parti déchu, et protéger les lois qui ont jeté tant de mépris et d'outrage sur les ministres et les vierges du Seigneur ? (Lois de nationalisation des biens de mainmorte.)

Quel est celui de vous, si médiocrement organisé que soit son intelligence, qui n'ai pas compris que les généraux-régents de l'intervention sont les *ennemis les plus acharnés de la religion et de l'ordre* ?

Si vous considérez les faits qui se sont accomplis et s'accomplissent encore sous vos yeux, que voyez-vous ? Les temples du Seigneur convertis en casernes, en magasins, en écuries ; les détenteurs des biens de l'Église en possession de

ces biens, les ministres et les vierges méprisés ; enfin notre illustre archevêque poursuivi sans relâche dans sa double qualité de membre de la régence et de prélat de l'Eglise mexicaine, par la seule raison que, comprenant seul ses devoirs politiques et religieux, il eut assez de dignité pour protester contre les projets iniques et infâmes des hommes qui, se disant du parti de l'ordre, ont usurpé la direction des affaires, et, une fois maîtres du pouvoir, ont mis à exécution le programme *hérétique de la démagogie*.

Aucun des faits que nous vous signalons n'est faux ni exagéré. Ces faits sont tellement publics qu'aucun de vous ne saurait en ignorer l'existence. Aussi, convaincus que vous comprendrez quel sort tragique on nous réserve, nous les défenseurs de la religion, de l'ordre et de l'indépendance, nous ne perdons pas un moment pour vous exciter à vous arracher à la léthargie de l'inaction, et à mettre en œuvre tous les moyens d'action dont vous disposez pour renverser tous les ambitieux qui, sous le titre mensonger de partisans de l'ordre, ne sont autre chose que des *Suisses spéculateurs*, uniquement occupés de leur intérêt personnel, et qui, pleins de dédain pour le bonheur du peuple, et foulant aux pieds les uns leurs devoirs, les autres leurs promesses, s'entendent pour vous conduire comme un vil troupeau dont le prix aurait été payé par les *Puros*, ces *impies*, dont le programme a été accepté tout entier et dépassé même par celui de l'intervention.

Vous devez être bien convaincus de ces vérités ; aussi nous ne doutons pas de votre concours. Vous savez ce que vaut le parti conservateur.

Levons-nous et renversons par un suprême effort cette tyrannie détestée qui nous opprime !

Décret déclarant nuls les contrats passés avec Juarez, pour l'achat de terrains au Mexique.

Département des affaires étrangères. — Palais impérial à Mexico, le 4 mars 1864.

La régence de l'empire étant informée que plusieurs individus, parmi ceux qui venant de l'étranger sont entrés sur le territoire de l'empire par les ports du Pacifique ont la prétention de se rendre propriétaires de riches parties de terrains au moyen de contrats passés avec Benito Juarez, a arrêté que l'on publierait de nouveau par la voie de la presse le décret du 23 juillet dernier, en pleine vigueur, qui déclare nuls tous les contrats passés ou qui seraient passés avec B. Juarez, ces contrats affectant des propriétés et des droits appartenant à la nation, que le gouvernement impérial revendiquera et fera valoir en quelque temps que ce soit.

Le chef de la section de la chancellerie,
J. H. MANERO.

DÉCRET.

Département des finances et du crédit public. — Palais de la régence de l'Empire. — Mexico, le 23 juillet 1863.

La régence de l'empire à tous les habitants fait savoir :
Qu'elle a tenu à bien de décréter ce qui suit :

Art. 1^{er}. Sont déclarés nuls et sans effet les contrats passés avec l'ex-gouvernement de Benito Juarez depuis sa sortie de la capitale, et tous ceux qui seront passés à l'avenir, de quelque nature qu'ils soient.

Art. 2. Les intéressés dans les susdits contrats n'auront droit à réclamer ni indemnité, ni dommages-intérêts, ni la restitution des sommes ou des effets qu'ils auront livrés.

Art. 3. Il leur sera fait en outre application des peines dont ils seront passibles, selon le délit commis et la nature des contrats qu'ils auront passés.

Art. 4. Les individus qui, en qualité de fonctionnaires ou agents du même gouvernement, interviendront dans les contrats ci-dessus mentionnés, seront également punis selon les circonstances.

Le présent décret sera publié et affiché aux fins de son exécution.

Fait au palais impérial à Mexico, le 23 juillet 1863.

JEAN N. ALMONTE.

JOSÉ M. DE SALAS.

JUAN B. ORMAECHEA.

Discours prononcé au château de Miramar le 10 avril 1864, par M. S. M. Gutierrez de Estrada, président de la députation mexicaine, en offrant, d'après le vote national, la Couronne impériale du Mexique à S. A. I. et R. l'archiduc Maximilien d'Autriche.

Prince, la députation mexicaine est heureuse de se retrouver en votre auguste présence, et elle ressent une joie profonde du motif qui l'y ramène.

Nous avons à vous informer, Monseigneur, au nom de la régence de l'empire, que le vote des notables qui vous avait déferé la couronne, ratifié par l'enthousiaste adhésion de l'immense majorité du pays qui consacre l'unanime acclamation de cette assemblée, des autorités municipales et des corporations populaires, est ainsi devenu par sa valeur numérique un vote véritablement national.

A ce titre, et appuyés sur les promesses du 3 octobre 1863 qui ont fait naître dans le pays tant d'espoir et de confiance, nous venons solliciter de Votre Altesse Impériale l'acceptation du trône mexicain. Il est destiné à devenir par vous, Monseigneur, un principe d'union et une source de prospérités pour un peuple soumis jusqu'à ce jour à de si douloureuses épreuves.

Elles ont été telles, qu'il eût infailliblement succombé sous le poids de tant d'infortunes, sans le secours d'un grand empire européen,

sans les éminentes qualités et l'admirable abnégation de Votre Altesse Impériale, sans la liberté d'action, enfin, qu'elle a trouvée dans les sentiments élevés de l'Empereur, son auguste frère, chef si justement respecté de l'illustre maison d'Autriche.

Honneur et gratitude à ces deux princes ! Honneur et gratitude aussi à la glorieuse nation qui, à la voix de son souverain, n'a point hésité à verser son sang pour notre rédemption politique, en créant ainsi, entre l'un et l'autre continent, une confraternité nouvelle pour l'histoire ; cette histoire ne nous ayant montré jusqu'alors, dans les Européens, que des dominateurs.

Honneur et gratitude à cet empire, aussi puissant que généreux, qui, associant un intérêt français à tous les intérêts du monde, a eu, en quelques années, malgré de passagers obstacles, la fortune et la gloire de planter les bannières de la France, redoutées toujours, bien que toujours sympathiques, aux confins du lointain empire de la Chine et aux limites reculées du lointain empire mexicain ! Honneur et gratitude à un tel peuple et à de tels princes ! c'est le cri de tout véritable Mexicain.

En conquérant l'amour des peuples, vous avez appris, Monseigneur, l'art difficile de les gouverner. Aussi, après tant de luttes, notre patrie, qui ressent un immense besoin d'union, vous devra-t-elle un jour l'inappréciable bienfait d'avoir approché et concilié les cœurs mexicains, que les malheurs publics et l'entraînement des passions aveugles avaient séparés et divisés, mais qui n'attendent que votre précieuse influence et l'exercice de votre autorité paternelle pour se montrer pénétrés des mêmes sentiments.

Pour voir réaliser ces bienfaits, le Mexique met en vos mains, avec une confiance filiale, le pouvoir souverain et constituant qui doit régler ses futures destinées et assurer son grand avenir, vous promettant, à cette heure d'alliance solennelle, un amour sans borne et une fidélité inébranlable. Il vous les promet parce que, catholique et monarchique par une tradition séculaire et non interrompue, il trouve en Votre Altesse Impériale, digne rejeton de l'empereur Charles-Quint et de l'impératrice Marie-Thérèse, la personnification et le symbole de ces deux grands principes, bases de son existence première, et sous l'égide desquels, avec les institutions et les moyens que le cours des temps a rendus nécessaires pour le gouvernement des sociétés, il peut prendre un jour le rang élevé qui lui convient parmi les nations. — *In hoc signo vinces.*

Ces deux grands principes, catholique et monarchique, qui furent introduits au Mexique par le peuple noble et chevaleresque qui en fit la découverte et qui l'arracha aux erreurs et aux ténèbres de l'idolâtrie ; ces principes qui nous firent naître à la civilisation assureront

cette fois encore notre salut, vivifiés comme ils l'ont été, par notre indépendance, et comme ils le sont aujourd'hui par les espérances qui s'attachent au naissant empire.

Dans ce jour, qui ne serait point un jour de bonheur s'il ne l'était aussi de justice, notre pensée se reporte involontairement vers les temps historiques et vers les glorieux monarques parmi lesquels ont marqué les ancêtres de Votre Altesse Impériale.

A leurs heures d'allégresse, en effet, les peuples, comme les individus, ont le devoir de saluer avec une reconnaissante affection leurs pères qui ne sont plus, — et c'est une gloire à laquelle nous aspirons, Prince, de faire briller à tous les yeux cette juste reconnaissance, au moment où notre heureuse fortune frappe tous les regards.

En vous manifestant, Prince, nos vœux et nos espérances, nous ne disons pas et ne voulons pas dire que l'entreprise soit facile. Jamais ne le fut ni ne le sera la fondation d'un empire. Nous dirons seulement que les difficultés d'aujourd'hui seront demain votre gloire; nous dirons encore que, dans l'œuvre qui s'accomplit, se montre visiblement le doigt de Dieu.

Lorsque, — les temps venus, — nos espérances seront satisfaites et nos prédictions accomplies; quand le Mexique apparaîtra prospère et régénéré, alors, en songeant que la France envoya, pour nous sauver, ses valeureux bataillons jusqu'aux cimes de l'Anahuac et jusqu'aux plages du Pacifique, en des jours où l'Europe était remplie elle-même d'alarmes et de périls, ni le Mexique, ni l'Europe, ni le monde, ni cet autre monde qui nous survivra et qui s'appelle l'histoire, ne pourront douter que notre salut, obtenu contre toutes les probabilités humaines, n'ait été l'œuvre de la Providence, et Votre Altesse Impériale l'instrument choisi par elle pour l'accomplir.

Mais en songeant à notre patrie mexicaine, nous ne saurions oublier, Prince, qu'il y aura, à l'heure de nos joies, de profondes tristesses. Nous comprenons, et nos sympathies y répondent, que cette patrie autrichienne, et surtout Trieste, votre séjour préféré, vous regretteront quand vous n'y serez plus; mais elles se consoleront bientôt par la pensée de vos bienfaits et le reflet de votre gloire.

Après avoir eu l'inappréciable fortune d'entendre Votre Altesse Impériale nous faire espérer son acceptation définitive, daignez nous accorder, Monseigneur, l'honneur insigne et le bonheur ineffable d'être, entre les Mexicains, les premiers qui vous saluent, au nom de la régence et du pays, comme le souverain du Mexique, l'arbitre de ses destinées et le dépositaire de son avenir.

Le Mexique entier, qui aspire avec une indicible impatience à vous posséder, vous accueillera sur son heureux sol avec un cri unanime de reconnaissance et d'amour.

Mais pour des âmes comme la vôtre, Prince, cet éclatant spectacle qui, pour d'autres, serait une récompense, ne fera qu'accroître votre courage. La récompense viendra plus tard, et elle sera providentielle comme l'œuvre accomplie.

Il n'en est pas de plus enviable que celle qu'éprouvera Votre Altesse Impériale en voyant le Mexique heureux et respecté. Elle ne saurait ressentir de joie plus pure, ni d'orgueil plus légitime que d'avoir fondé sur le sol volcanisé des Montézumas un brillant empire qui unira promptement, pour sa splendeur et votre gloire, à ce que peut offrir de plus parfait l'organisation européenne, la féconde et bienheureuse influence de cette sève native, toute particulière, dont le ciel a si généreusement doté notre terre américaine.

Une dernière conviction couronne en nous, Prince, tant d'heureux présages : c'est que le Mexique, qui vous acclame au delà des mers, et le monde entier qui vous regarde ne tarderont point à s'apercevoir que Votre Altesse Impériale n'a pas eu en vain sous ses yeux, dès son enfance, sur l'arc de triomphe qui fait face au palais de ses ancêtres, cette inscription bien digne d'eux, et qui frappe le voyageur :

Justitia regnorum fundamentum.

La justice est le fondement des empires.

Réponse de l'archiduc Maximilien.

Un mûr examen des actes d'adhésion que vous êtes venus me soumettre me donne l'assurance que la résolution des notables de Mexico, qui vous conduisit la première fois à Miramar, est confirmée par l'immense majorité de vos compatriotes, et que je puis à bon droit me considérer comme l'élu légitime du peuple mexicain. La première condition exprimée dans ma réponse du 3 octobre est donc remplie.

Les garanties dont le futur empire a besoin pour pouvoir se consacrer en paix à la première de ses missions : établir sur de fermes bases l'indépendance et le bien du pays, sont maintenant assurées, grâce à la magnanimité de l'Empereur des Français, qui, pendant le cours des négociations, s'est montré constamment animé d'un esprit de loyauté et de bienveillance dont je conserverai toujours le souvenir.

Le chef auguste de ma famille a, de son côté, donné son assentiment à ce que je prisse possession du trône qui m'est offert.

Je puis donc remplir la promesse éventuelle que je vous avais

donnée il y a six mois, et je déclare solennellement par ces présentes qu'avec l'aide du Tout-Puissant j'accepte la couronne des mains de la nation mexicaine qui me la remet.

Le Mexique, suivant les traditions de ce nouveau continent si plein de force et d'avenir, a usé du droit de se donner un gouvernement en harmonie avec ses vœux et ses besoins. Il a placé sa confiance dans un descendant de cette même maison d'Hapsbourg qui, il y a trois siècles, a implanté sur son sol la monarchie chrétienne.

Cette confiance me touche, et je ne la trahirai pas. J'accepte le pouvoir constitutif que me confère la nation dont vous êtes les organes, et toutefois je ne le conserverai que tant qu'il sera nécessaire pour faire régner au Mexique un ordre régulier et y fonder des institutions sages et libérales. Ainsi que je vous l'ai déclaré, Messieurs, dans mon allocution du 3 octobre, je m'empresserai de mettre la monarchie sous l'égide des lois constitutionnelles aussitôt que le pays sera complètement pacifié. La force du pouvoir exécutif est, à mes yeux, assurée par la précision ainsi que par l'établissement bien déterminé de ses limites; aussi mon intention est-elle, pour l'exercice de mon gouvernement, de fixer celles qui peuvent en garantir la stabilité. Nous prouverons, j'en ai la ferme espérance, qu'une liberté bien entendue se concilie le mieux du monde avec le règne de l'ordre.

Je saurai respecter l'une et faire respecter l'autre. Avec la même vigueur je tiendrai haut le drapeau de l'indépendance, ce symbole de la grandeur future.

Je réclame le concours de tous les Mexicains qui aiment leur patrie pour m'aider à accomplir ma belle mais difficile mission. L'union nous rendra forts, nous procurera la paix et la prospérité.

Mon Gouvernement n'oubliera jamais la reconnaissance qu'il doit au Prince illustre dont l'appui bienveillant a provoqué la renaissance de notre beau pays.

En partant pour ma nouvelle patrie, j'ai l'intention de m'arrêter à Rome pour y recevoir des mains du Saint-Père ses bénédictions si précieuses pour tous les souverains, et qui le sont doublement pour moi qui suis appelé à fonder un nouvel empire. »

Le Président de la députation a exprimé en ces termes à l'Empereur les sentiments de reconnaissance de la nation mexicaine :

C'est avec une émotion sans pareille et une joie ineffable que nous recueillons Sire, au nom de la nation Mexicaine, le *oui* solennel que vient de prononcer Votre Majesté. Cette acceptation entière et absolue, si ardemment désirée et si anxieusement attendue, est le prélude et doit être, avec l'aide de Dieu, la consécration du salut du Mexique, de sa reconnaissance prochaine et de sa future grandeur.

A pareil jour, nos enfants élèveront au Ciel leurs actions de grâces pour cette délivrance miraculeuse.

Un dernier devoir nous reste à remplir, celui de mettre à vos pieds, Sire, l'amour du Mexique, sa reconnaissance et son hommage de fidélité.

**Convention conclue le 10 avril 1864 entre la France
et le Mexique.**

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et celui de S. M. l'Empereur du Mexique, animés d'un désir égal d'assurer le rétablissement de l'ordre au Mexique et de consolider le nouvel empire, ont résolu de régler par une convention les conditions du séjour des troupes françaises dans ce pays, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Charles-François-Édouard Herbet, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, conseiller d'État, directeur au ministère des Affaires étrangères, grand-officier de son Ordre impérial de la Légion-d'honneur, etc.,

Et S. M. l'Empereur du Mexique, M. Joaquin Velasquez de León, son ministre d'État sans portefeuille, grand-officier de l'ordre distingué de Notre-Dame de Guadalupe, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. Les troupes françaises qui se trouvent actuellement au Mexique seront réduites le plus tôt possible à un corps de 25 000 hommes, y compris la légion étrangère.

Ce corps, pour sauvegarder les intérêts qui ont motivé l'intervention, restera temporairement au Mexique dans les conditions réglées par les articles suivants.

Art. 2. Les troupes françaises évacueront le Mexique au fur et à mesure que S. M. l'Empereur du Mexique pourra organiser les troupes nécessaires pour les remplacer.

Art. 3. La légion étrangère au service de la France, composée de 8000 hommes, demeurera néanmoins encore pendant six années au Mexique, après que toutes les autres forces françaises auront été rappelées conformément à l'article 2. A dater de ce moment, ladite légion passera au service et à la solde du Gouvernement mexicain. Le Gouvernement mexicain se réserve la faculté d'abréger la durée de l'emploi au Mexique de la légion étrangère.

Art. 4. Les points du territoire à occuper par les troupes françaises, ainsi que les expéditions militaires de ces troupes, s'il y a lieu, seront déterminés de commun accord et directement entre S. M. l'Empereur du Mexique et le commandant en chef du corps français.

Art. 5. Sur tous les points où la garnison ne sera pas exclusivement composée de troupes mexicaines, le commandement militaire sera dévolu au commandant français.

En cas d'expéditions combinées de troupes françaises et mexicaines, le commandement supérieur de ces troupes appartiendra également au commandant français.

Art. 6. Les commandants français ne pourront intervenir dans aucune branche de l'administration mexicaine.

Art. 7. Tant que les besoins du corps d'armée français nécessiteront tous les deux mois un service de transports entre la France et le port de Vera-Cruz, les frais de ce service, fixés à la somme de 400 000 francs par voyage (aller et retour), seront supportés par le Gouvernement mexicain et payés à Mexico.

Art. 8. Les stations navales que la France entretient dans les Antilles et dans l'océan Pacifique enverront souvent des navires montrer le drapeau français dans les ports du Mexique.

Art. 9. Les frais de l'expédition française au Mexique à rembourser par le Gouvernement mexicain sont fixés à la somme de 270 millions pour tout le temps de la durée de cette expédition jusqu'au 1^{er} juillet 1864. Cette somme sera productive d'intérêts à raison de 3 pour 100 par an.

A partir du 1^{er} juillet, toutes les dépenses de l'armée mexicaine restent à la charge du Mexique.

Art. 10. L'indemnité à payer à la France par le Gouvernement mexicain, pour dépense de solde, nourriture et entretien des troupes du corps d'armée à partir du 1^{er} juillet 1864, demeure fixée à la somme de 1000 francs par homme et par an.

Art. 11. Le Gouvernement mexicain remettra immédiatement au Gouvernement français la somme de 66 millions en titres de l'emprunt au taux d'émission, savoir : 54 millions en déduction de la dette mentionnée dans l'article 9, et 12 millions comme à compte sur les indemnités dues à des Français en vertu de l'article 14 de la présente convention.

Art. 12. Pour le paiement du surplus des frais de la guerre et pour l'acquittement des charges mentionnées dans les articles 7, 10 et 14, le Gouvernement mexicain s'engage à payer annuellement à la France la somme de 25 millions en numéraire. Cette somme sera imputée : 1^o sur les sommes dues en vertu desdits articles 7 et 10 ; 2^o sur le montant, en intérêts et principal, de la somme fixée dans l'article 9 ; 3^o sur les indemnités qui resteront dues à des sujets français en vertu des articles 14 et suivants.

Art. 13. Le Gouvernement mexicain versera, le dernier jour de chaque mois, à Mexico, entre les mains du payeur général de l'armée,

ce qu'il devra pour couvrir les dépenses des troupes françaises au Mexique, conformément à l'article 10.

Art. 14. Le Gouvernement mexicain s'engage à indemniser les sujets français des préjudices qu'ils ont indûment soufferts et qui ont motivé l'expédition.

Art. 15. Une commission mixte, composée de trois Français et de trois Mexicains, nommés par leurs Gouvernements respectifs, se réunira à Mexico dans un délai de trois mois pour examiner et régler ces réclamations.

Art. 16. Une commission de révision, composée de deux Français et de deux Mexicains, désignés de la même manière, siégeant à Paris, procédera à la liquidation définitive des réclamations déjà admises par la commission désignée dans l'article précédent, et statuera sur celles dont la révision lui aura été réservée.

Art. 17. Le Gouvernement français remettra en liberté tous les prisonniers de guerre mexicains dès que l'Empereur du Mexique sera entré dans ses États.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

Fait au château de Miramar, le 10 avril 1864.

Signé : HERBET. JOAQUIN VELASQUEZ DE LEON.

Décrets de l'Empereur Maximilien, relatifs à l'emprunt mexicain.

MAXIMILIEN, Empereur du Mexique, à tous présents et à venir salut :

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est institué à Paris une Commission des finances du Mexique, composée d'un Commissaire du Gouvernement impérial mexicain, d'un Commissaire français et d'un Commissaire anglais, représentant les porteurs de titres de la dette extérieure mexicaine.

L'un de ces trois Commissaires, désignés par nous, prendra le titre de Président de la Commission.

Art. 2. Cette Commission est chargée d'établir un Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire mexicain; un double de ce Grand-Livre sera transmis à la Trésorerie impériale à Mexico.

Les arrérages des titres de rentes de la dette extérieure seront payés à Paris et à Londres aux frais de la Trésorerie du Mexique, chez les banquiers désignés par le Gouvernement, et à un change fixe calculé à raison de 5 fr. 40 cent. par piastre et de 25 fr. 20 cent. par livre sterling.

Art. 3. Seront inscrits de droit sur le Grand-Livre de la dette publique extérieure mexicaine les bons anglais émis en 1851, sous la dénomination de *Mexican three per cent new consolidated stock*, au capital nominal de 10 millions 241 650 liv. st., portant intérêt à 3 pour 100, payables les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet, et auxquels ont été affectés des prélèvements sur les droits de douane, en vertu d'un acte du Gouvernement mexicain en date du 14 octobre 1850.

Art. 4. Toute inscription de rente annuelle sur le Grand-Livre ne pourra être faite par la Commission des finances qu'en vertu d'actes authentiques du Gouvernement impérial insérés dans la *Gazette officielle* de Mexico et déposés aux archives de la Commission où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Art. 5. Tous les titres nouveaux portant extrait d'inscription de rente sur le Grand-Livre seront au porteur, imprimés en anglais, français ou espagnol ; ils seront signés par le Ministre du Mexique à Paris ou tout autre représentant du Gouvernement mexicain spécialement délégué, et ils seront revêtus du sceau des armes de l'Empire.

Leur émission ne pourra avoir lieu s'ils ne sont revêtus du visa pour contrôle de la Commission instituée par l'article 1^{er} du présent décret.

Seront soumis aux mêmes formalités les certificats délivrés aux souscripteurs des emprunts qui seraient négociés jusqu'au paiement intégral du capital représenté par le certificat.

Art. 6. La Commission des finances du Mexique à Paris est également chargée :

1° De surveiller les contrats d'emprunt ; faire à sa diligence, effectuer les versements par les souscripteurs ;

2° De donner aux fonds appartenant au Gouvernement mexicain les destinations prévues par les contrats et actes authentiques.

3° De régler tout compte d'intérêts, Commission de banque, etc.

Nous donnons à l'effet des présentes au Président de cette Commission nos pleins pouvoirs et la faculté de nous représenter en tant que besoin sera.

Donné en notre palais de Miramar, le 10 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Vu notre décret impérial du 10 avril, instituant à Paris une Commission des finances du Mexique,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

M. le comte de Germiny, Sénateur, ancien Ministre des finances de S. M. l'Empereur des Français, Gouverneur honoraire de la Banque de France, désigné par son Gouvernement comme Commissaire représentant les porteurs français de la dette extérieure mexicaine, est nommé Président de la Commission des finances du Mexique à Paris.

Donné en notre palais de Miramar, le 10 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Voulant donner un témoignage de fidélité aux engagements contractés par les Gouvernements qui nous ont précédé, et pourvoir à l'exécution de ces engagements en même temps que nous assurer les ressources nécessaires à la marche des services publics de notre Empire.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'Empire du Mexique contracte un emprunt au capital nominal de 8 millions de livres sterling, ou 201 600 000 francs.

Il sera inscrit au Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire mexicain des titres de rentes annuelles 6 pour 100, s'élevant à 12 millions 096 000 francs par an, ou 480 000 liv. st. au change de 25 fr. 20 cent.

Ces titres seront au porteur, et les intérêts en seront payés par semestre, le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année, à Londres et à Paris, aux frais de la Trésorerie impériale, chez les banquiers accrédités à cet effet par le Gouvernement mexicain, pour le premier paiement devoir avoir lieu le 1^{er} octobre 1864.

La Commission des finances du Mexique à Paris réglera, d'accord avec les banquiers soumissionnaires de l'emprunt, le nombre et la quotité des titres qui donneront lieu à la répartition de l'inscription dont il s'agit.

Art. 2. Il sera attaché à cette émission un fonds d'amortissement de 1 pour 100 du capital nominal de l'emprunt, qui commencera à recevoir son exécution dans cinq années, c'est-à-dire à partir du 1^{er} avril 1869.

L'amortissement fonctionnera sur les places de Londres et de Paris, par rachats successifs, aux cours cotés aux Bourses de ces deux villes.

Art. 3. Le prix d'émission est fixé à 63 francs par chaque 6 francs de rente, au capital nominal de 100 francs.

Une souscription publique sera ouverte à Londres et à Paris, à la diligence des banquiers soumissionnaires de cet emprunt, qui pourront déterminer la quotité de rentes annuelles réservées à cette souscription.

Art. 4. Chaque souscripteur sera tenu de payer, au moment de sa souscription, 13 francs par chaque 6 francs de rente souscrite, le surplus, soit 50 francs, sera exigible en cinq termes égaux échéant de deux mois en deux mois, le premier devant avoir lieu le 15 juin 1864, et le dernier le 15 février 1865.

Il sera bonifié aux souscripteurs qui viendront se libérer par anticipation un escompte calculé au taux de 6 pour 100 l'an.

Les versements devront être effectués dans les quinze jours qui suivront l'échéance d'un terme; passé ce délai, les souscripteurs en retard devront payer des intérêts de retard au taux d'émission de l'emprunt.

A défaut de paiement d'un terme échu dans le délai d'un mois, le montant du certificat d'emprunt deviendra exigible en totalité, et la vente pourra en être opérée sans mise en demeure préalable.

Art. 5. Sur le produit de l'emprunt, il sera versé à la Caisse des dépôts et consignations de France une somme de 24 millions 192 000 fr., pour être affectée à la garantie du paiement des intérêts échéant les 1^{er} octobre 1864, 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1865, et 1^{er} avril 1866, sans préjudice des stipulations déterminées par l'article 4 de notre décret en date du 10 avril courant.

La Commission des finances veillera à ce que ces fonds soient remis en temps utile aux banquiers chargés du paiement des coupons d'intérêts.

Art. 6. La Commission des finances du Mexique, à Paris, est chargée de l'exécution des dispositions qui précèdent.

Donné en notre palais de Miramar, le 11 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Vu la Convention passée avec le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera inscrit au Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire mexicain des titres de rentes annuelles 6 pour 100 s'élevant à 6 millions 600 000 francs par an, ou 261 905 liv. st. au change de 25 fr. 20.

Ces titres seront de même nature que ceux créés en représentation de l'emprunt de 8 millions de livres sterling ou 201 millions 600 000 fr., contracté en exécution du décret du 11 avril courant, et les intérêts en seront payés à Londres et à Paris aux mêmes époques et conditions.

Art. 2. Les inscriptions créées en vertu du présent décret seront remises à la disposition de S. Exc. M. le Ministre des finances de S. M. l'Empereur des Français, qui donnera bonne et valable quittance de la somme de 66 millions applicables aux stipulations de la Convention diplomatique en date du 10 avril.

Art. 3. Sont applicables aux rentes créées en exécution du présent décret, les dispositions du troisième paragraphe de l'article 1^{er} de l'article 2 et du premier paragraphe de l'article 5 du décret en date du 11 avril 1864, ce dernier concernant le versement à la Caisse des dépôts et consignations de France d'une somme afférente à la garantie du paiement des intérêts pendant les deux premières années.

Art. 4. La Commission des finances du Mexique à Paris est chargée de l'exécution des dispositions qui précèdent.

Donné en notre palais de Miramar, le 11 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Vu le décret impérial de ce jour concernant l'émission d'un emprunt au capital nominal de 200 millions de francs.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Est et demeure approuvée, pour recevoir sa pleine et entière exécution, la Convention passée le 20 mars 1864,

Entre le comte François Zichy, conseiller actuel intime de S. M. I. R. A. l'Empereur d'Autriche, notre représentant muni à cet effet de nos pleins pouvoirs.

Et MM. Glyn, Mills et C^e, banquiers à Londres, lesquels sont et demeurent chargés de l'emprunt de 8 millions de livres sterling aux conditions déterminés par notre décret de ce jour, et aux clauses stipulées dans ladite Convention.

Art. 2. Des expéditions de cette Convention seront déposées à Paris, aux archives de la Commission des finances du Mexique, laquelle, aux termes de notre décret impérial du 10 avril, est chargée d'en surveiller l'exécution.

Donné en notre palais de Miramar, le 11 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Vu l'article 3 de notre décret impérial en date de ce jour, qui reconnaît les engagements envers les porteurs de titres de la dette extérieure du Mexique, résultant de l'acte du Gouvernement du 14 octobre 1850, et ordonne l'inscription sur le Grand-Livre de la dette extérieure de l'Empire des bons anglais émis en 1851 sous la dénomination de *Mexican three per cent new consolidated stock*, et portant intérêt à 3 pour 100.

Attendu qu'il est dû à ce jour vingt et un coupons d'intérêts semestriels aux porteurs desdits bons échus du 1^{er} janvier 1854 au 1^{er} janvier 1864 compris,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt coupons semestriels d'intérêts échus du 1^{er} janvier 1854 au 1^{er} juillet 1863 dus aux porteurs des bons mexicains émis en 1851 seront consolidés en nouveaux titres d'une dette extérieure 3 pour 100, au cours de 60 francs.

En conséquence, il sera attribué à chacun des porteurs desdits bons savoir :

Classe A, pour 10 bons ancien 3 pour 100 de 100 liv. st., 5 bons 3 pour 100 nouveau de 100 liv. st. de capital nominal.

Classe B, pour 10 bons ancien 2 pour 100 de 150 liv. st., 7 bons 1/2 3 pour 100 nouveau de 100 liv. st. de capital nominal.

Classe C, pour 10 bons anciens 3 pour 100 de 250 liv. st., 12 bons 1/2 3 pour 100 nouveau de 100 liv. st. de capital nominal.

Classe D, pour 10 bons ancien 3 pour 100 de 500 liv. st., 25 bons 3 pour 100 nouveau de 100 liv. st. de capital nominal.

Art. 2. Il sera inscrit, à cet effet, au Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire mexicain une somme de 153625 liv. st. de rente annuelle, divisée en un nombre de titres au porteur égal à celui de l'émission de 1851. Ces titres porteront jouissance d'intérêts payables à Londres tous les six mois, et dont le premier terme de paiement aura lieu le 1^{er} juillet 1864.

A la diligence de la Commission des finances mexicaines, les titres créés en vertu du présent décret devront être mis à la disposition des ayants droits dans un délai de trois mois au plus tard à partir de ce jour.

Art. 3. Les intérêts représentés par le coupon échu le 1^{er} janvier 1864, sur les bons anglais de 1851, seront payés aux intéressés lors de la remise des nouveaux titres, au moyen des prélèvements effectués, aux termes de l'acte du 14 octobre 1850, sur le produit des douanes du Mexique perçu jusqu'au 1^{er} janvier 1864. En cas d'insuffisance, le complément des fonds nécessaires sera payé par le Trésor impérial.

Art. 4. Sur le produit de l'emprunt au capital nominal de 8 millions de livres sterling, en émission, une somme de 921 760 liv. st., ou la valeur en monnaies françaises, sera déposée à la Caisse des dépôts et consignations de France, pour être affectée, pendant les deux premières années, au paiement des intérêts des bons de la dette extérieure anglaise 3 pour 100 émise en 1851, et des titres 3 pour 100 créés en vertu de l'article 2 qui précède.

A la diligence de la Commission des finances du Mexique, ces fonds seront remis en temps utile à la disposition des banquiers chargés du paiement des coupons échéant les 1^{er} juillet 1864, 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1865, et 1^{er} janvier 1866.

Art. 5. La Commission des finances du Mexique, à Paris, est chargée de l'exécution des dispositions qui précèdent.

Donné en notre palais de Miramar, le 11 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Le Prince de LA TOUR D'AUVERGNE
AMBASSADEUR
DE FRANCE À LONDRES

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1864

III

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

BAVIÈRE — SUISSE.

Juillet 28 } 1862.
Septembre 1 }

Déclarations entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du Royaume de Bavière, concernant l'assistance réciproque des malades et l'inhumation des personnes qui sont décédées.

Déclaration du Conseil fédéral suisse du 28 juillet 1862.

Le Conseil fédéral suisse

Au nom des Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Schwyz, Unterwalden-le-Bas, Glaris, Soleure, Bâle-Campagne, Appenzell Rh. Int., Grisons, Argovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel, est convenu avec le Gouvernement du Royaume de Bavière d'appliquer les principes suivants, relativement à l'assistance de ressortissants de l'autre partie contractante qui sont tombés malades et à l'inhumation de ceux qui sont décédés.

§ 1. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à pourvoir à ce que sur son territoire les ressortissants de l'autre partie contractante qui doivent être secourus et soignés, soient traités à l'égal de ses propres ressortissants jusqu'à ce que leur retour dans l'État d'origine puisse s'effectuer sans danger pour leur santé ou celle d'autres personnes.

§ 2. La bonification des frais résultant des dispositions du § 1 ou de l'inhumation, ne peut être réclamée de la part des caisses de l'État, des communes ou autres caisses publiques de l'État auquel appartient la personne secourue.

§ 3. Pour le cas où la personne secourue ou d'autres tiers obligés sont en état de rembourser les frais, le recours demeure réservé contre ces derniers.

Les Gouvernements contractants s'engagent aussi réciproquement, sur la proposition de l'autorité respective, à prêter l'appui admissible aux termes de la législation du pays, afin que ceux qui ont supporté les frais soient remboursés dans une mesure équitable.

§ 4. Tous les Cantons de la Suisse qui n'ont pas participé à la présente convention sont libres d'y adhérer.

Cette accession s'effectuera moyennant une déclaration ratifiant la convention, que le Conseil fédéral communiquera au Gouvernement royal de Bavière.

La présente déclaration ayant été échangée contre une déclaration conforme du Ministère royal de Bavière des Affaires étrangères, sera publiée et exécutoire dans les Cantons prénommés de la Confédération suisse.

Berne, le 28 juillet 1862.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération,

(L. S.) *Signé : STÄMPFLI.*

Le Chancelier de la Confédération,

SCHIESS.

Déclaration de la Bavière du 1^{er} septembre 1862.

Le Gouvernement du Royaume de Bavière

Est convenu avec le Conseil fédéral suisse, au nom des Cantons suisses de Zurich, Berne, Lucerne, Schwyz, Unterwalden-le-Bas, Glaris, Soleure, Bâle-Campagne, Appenzell Rh. Int., Grisons, Argovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel, d'appliquer les principes suivants relativement à l'assistance de ressortissants de l'autre partie contractante qui sont tombés malades et à l'inhumation de ceux qui sont décédés.

§ 1. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à pourvoir à ce que sur son territoire les ressortissants de l'autre partie contractante qui doivent être secourus et soignés, soient traités à l'égal de ses propres ressortissants jusqu'à ce que leur retour dans l'État d'origine puisse s'effectuer sans danger pour leur santé ou celle d'autres personnes.

§ 2. La bonification des frais résultant des dispositions du § 1 ou de l'inhumation, ne peut être réclamée de la part des caisses de l'État, des communes ou autres caisses publiques de l'État auquel appartient la personne secourue.

§ 3. Pour le cas où la personne secourue ou d'autres tiers obligés sont en état de rembourser les frais, le recours demeure réservé contre ces derniers.

Les Gouvernements contractants s'engagent aussi réciproquement, sur la proposition de l'autorité respective, à prêter l'appui admissible aux termes de la législation du pays, afin que ceux qui ont supporté les frais soient remboursés dans une mesure équitable.

§ 4. Tous les Cantons de la Suisse qui n'ont pas participé à la présente convention sont libres d'y adhérer.

Cette accession s'effectuera moyennant une déclaration ratifiant la convention, que le Conseil fédéral communiquera au Gouvernement royal de Bavière.

La présente déclaration, après avoir été échangée contre une déclaration conforme du Conseil fédéral suisse, sera publiée et exécutoire dans les États du Royaume de Bavière.

Munich le 1^{er} septembre 1862.

*Le Ministère d'État et des Affaires étrangères de Sa Majesté
le Roi de Bavière,*

En absence du Ministre d'État royal des Affaires
étrangères,

(L. S.) *Signé* : **BARON DE PELKHOVEN,**
Conseiller d'État royal.

PAYS-BAS — SUISSE.

4 et 30 août 1862.

**Déclarations entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas, concernant l'exemption réciproque du
service militaire.**

Déclaration du Conseil fédéral suisse du 4 août 1862.

Le Conseil fédéral suisse

Déclare : qu'ensuite de la Convention conclue par son intermédiaire

entre tous les Cantons de la Confédération et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Les sujets néerlandais qui séjournent pendant un temps plus ou moins long dans un des Cantons suisses ne doivent y être astreints à aucun *service militaire* quelconque, non plus qu'à une prestation correspondante pour cette exemption.

En foi de quoi la présente déclaration a été dressée, revêtue des signatures et du sceau usités et échangée contre une déclaration réciproque du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas.

Berne le 4 août 1862.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération,

(L. S.) *Signé : STÄMPFLI.*

Le Chancelier de la Confédération,

Signé : SCHIESS.

Déclaration des Pays-Bas du 30 août 1862.

Le Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Pays-Bas

Déclare : qu'en vertu de l'article 15 de la loi Néerlandaise du 19 août 1861, et par suite de la déclaration du Conseil fédéral suisse, signée à Berne, le 4 août 1862, déclaration en échange de laquelle la présente sera remise audit Conseil, les Suisses qui séjournent pendant un temps plus ou moins long dans le Royaume des Pays-Bas, ne sont pas astreints à y satisfaire à la milice nationale, ni à aucune prestation résultant de cette exemption.

La Haye, le 30 août 1862.

Le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

(L. S.) *Signé : P. VANDER MAESEN DE SOMBREFFE.*

NOTE. La note accompagnant la déclaration ci-dessus renferme l'observation que l'exemption du service militaire ne s'étend pas dans les Pays-Bas à la *Schuttery*, — *garde bourgeoise*, — dans laquelle les étrangers doivent servir. Il ne s'agit cependant pas d'un service militaire proprement dit, mais uniquement du concours au maintien de la tranquillité et de l'ordre à l'intérieur.

ITALIE — SUISSE.

Août 11 — Septembre 10, 1862.

Déclarations entre le Conseil fédéral et le Gouvernement du Royaume d'Italie, touchant l'extension des traités conclus avec le Royaume de Sardaigne à toutes les provinces du Royaume d'Italie actuel, en date du 11 août et du 10 septembre 1862.

Déclaration du Conseil fédéral suisse, en date du 11 août 1862.

Le Conseil fédéral suisse, étant convenu avec le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie des dispositions suivantes rendues obligatoires par des déclarations réciproques à échanger à ce sujet;

En vertu de l'autorisation de l'Assemblée fédérale en date du 21 juillet 1862,

Déclare : que les Traités internationaux conclus antérieurement entre la Confédération suisse et le Royaume de Sardaigne, savoir : concernant l'établissement et l'abolition des droits d'aubaine, du 16 mars 1816 (1); l'extradition de malfaiteurs, du 28 avril 1843 (2); l'établissement et le commerce, du 8 juin 1851 (3), pour autant qu'ils sont encore en vigueur, seront applicables à toutes les provinces du Royaume d'Italie actuel.

En foi de quoi, la présente Déclaration a été signée par le Président et le Chancelier de la Confédération suisse et scellée du sceau du Conseil fédéral, à *Berne* le 11 août 1862.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération :

(L. S.) *Signé STÄMPFLI.*

Le Chancelier de la Confédération :

Signé SCHIESS.

Déclaration du Gouvernement royal d'Italie, du 10 septembre 1862.

Le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie et celui de la Confédération suisse, ayant jugé utile de constater par l'échange d'une déclaration que les Traités internationaux conclus antérieurement entre le Royaume de Sardaigne et la Confédération, doivent recevoir leur application dans toutes les provinces qui forment aujourd'hui le Royaume d'Italie, ainsi que dans tous les cantons de la Suisse, le sous-

1. Voir Martens, N. R. IV, 214.

2. Ce Traité ne se trouve pas dans Martens. Voir Solar de la Marguerite, Recueil des Traités de la Maison de Savoie, t. VI, 270.

3. Voir Solar de la Marguerite, t. VII.

signé Ministre Secrétaire d'État pour les affaires étrangères de Sa Majesté le roi d'Italie déclare au nom du Gouvernement de Sa Majesté que les Traités internationaux ci-après désignés, savoir :

Celui du 16 mars 1816 concernant l'établissement, et portant abolition des droits d'Aubaine ;

Celui du 28 avril 1843 sur l'extradition des malfaiteurs, et celui du 8 juin 1851 concernant l'établissement et le commerce ;

Pour autant qu'ils sont encore en vigueur, seront applicables à toutes les Provinces du Royaume d'Italie.

Fait à *Turin*, le dixième jour du mois de septembre l'an mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) *Signé* Jacques DURANDO.

ITALIE — SUISSE.

Août 11 — Septembre 10, 1862.

Déclarations entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du Royaume d'Italie touchant l'extension de l'abolition des droits d'aubaine entre la Suisse et la Sardaigne à toutes les provinces du Royaume d'Italie actuel, en date du 11 août et du 10 septembre 1862.

Déclaration du Conseil fédéral suisse, du 11 août 1862.

Le Conseil fédéral suisse étant convenu avec le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie des dispositions suivantes rendues obligatoires par des déclarations réciproques à échanger à ce sujet ;

En vertu de l'adhésion prononcée par tous les Cantons de la Confédération suisse,

Déclare : que les citoyens du Royaume d'Italie peuvent prendre possession et disposer d'un héritage qui leur est échu en vertu de la loi ou d'un testament dans un canton quelconque de la Confédération suisse, à l'égal des citoyens du Canton même, sans être soumis à d'autres conditions ou à des conditions plus onéreuses que ceux-ci.

En foi de quoi, la présente déclaration a été signée par le Président et le Chancelier de la Confédération suisse et scellée du sceau du Conseil fédéral, à *Berne* le 11 août 1862.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération :

(L. S.) *Signé* STÄMPFLI.

Le Chancelier de la Confédération :

Signé SCHIESS.

Déclaration du Gouvernement royal d'Italie, du 10 septembre 1862.

Le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie étant convenu avec le Conseil fédéral suisse des dispositions suivantes destinées à assurer aux citoyens des deux Pays la faculté de prendre possession et disposer des biens qui leur seraient échus dans l'autre, le soussigné Ministre secrétaire d'État pour les affaires étrangères de Sa Majesté le roi d'Italie déclare au nom du Gouvernement de Sa dite Majesté,

Que les citoyens de la Suisse peuvent prendre possession et disposer d'un héritage qui leur est échu en vertu de la loi ou d'un testament dans une province quelconque du Royaume d'Italie à l'égal des sujets italiens, sans être soumis à d'autres conditions ou à des conditions plus onéreuses que ceux-ci.

Fait à *Turin*, le dixième jour du mois de septembre l'an mil huit cent soixante-deux.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

(L. S.) *Signé* Jacques DURANDO.

NOTE. Les deux déclarations ci-dessus ont été échangées le 5 novembre 1862 à *Turin* entre le Chargé d'affaires suisse à *Turin*, M. A. *Tourte*, et M. *Melegari*, Secrétaire général du ministère italien des Affaires étrangères.

BELGIQUE — SUISSE.

Décembre 11, 1862.

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce, entre la Confédération suisse et le Royaume de Belgique, conclu le 11 décembre 1862¹.

La Confédération suisse et S. M. le Roi des Belges, animés du désir de maintenir et de resserrer les liens d'amitié qui existent heureusement entre les deux pays, et d'accroître par tous les moyens à leur disposition, les relations commerciales de leurs citoyens respectifs, ont résolu de conclure un Traité d'amitié, d'établissement et de commerce réciproque, et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir :

Le Conseil fédéral suisse, le sieur Frédéric *Frey-Hérosée*, Colonel fédéral, Membre du Conseil fédéral suisse, Chef du Département du Commerce et des Péages, et

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Roger Helman de *Grimberghe*,

1. Ratifié par la Suisse le 22 mai 1863 et par la Belgique le 28 mai 1863.

Chevalier de son Ordre, Commandeur de nombre de l'Ordre d'Isabelle d'Espagne, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, son Chargé d'affaires près la Confédération suisse,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1. Il y aura entre la Suisse et la Belgique paix perpétuelle et liberté réciproque d'établissement et de commerce.

Les Belges seront reçus et traités dans chaque Canton de la Confédération suisse, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourraient l'être, à l'avenir, les ressortissants des autres Cantons. Les Suisses jouiront en Belgique des mêmes droits et avantages que les Belges en Suisse. Conformément à ce principe et en dedans de ces limites, les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement sur les territoires respectifs et en se conformant aux lois du pays, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, exercer toute profession ou industrie, louer et occuper les maisons, magasins, boutiques et établissements qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que pour toutes ou quelques-unes de ces opérations lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations que celles qui pèsent sur les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des nations les plus favorisées. Ils seront, les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, leurs effets ou marchandises; ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Enfin ils ne payeront point, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux ou sur les

citoyens de la nation la plus favorisée, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, en matière de commerce et d'industrie, les citoyens de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les citoyens d'une des deux parties contractantes, résidant ou établis dans les territoires de l'autre, qui voudront retourner dans leur pays ou qui y seront renvoyés par sentence judiciaire, par mesure de police légalement adoptée et exécutée, ou d'après les lois sur la mendicité et les mœurs, seront reçus en tout temps et en toute circonstance, eux et leurs familles, dans le pays dont ils sont originaires et où ils auront conservé leurs droits conformément aux lois.

Art. 3. Les citoyens de chacune des deux Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre partie, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des Tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom, choisis parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions d'après les lois du pays. Enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont accordés aux nationaux, et ils seront soumis aux mêmes conditions.

Les sociétés anonymes, commerciales, industrielles ou financières, légalement autorisées dans l'un des deux pays, seront admises à ester en justice dans l'autre, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits que les particuliers.

Art. 4. Les citoyens de chacune des deux Parties contractantes auront, sur les territoires de l'autre, liberté pleine et entière d'acquérir, de posséder par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession *ab intestat* ou de toute autre manière, toute espèce de propriété mobilière ou immobilière dont les lois du pays permettent la possession aux nationaux et d'en disposer.

Leurs héritiers et représentants peuvent leur succéder et prendre possession de cette propriété par eux-mêmes ou par des fondés de pouvoirs agissant en leur nom, d'après les formes ordinaires de la loi, à l'instar des citoyens du pays.

Dans l'absence des héritiers ou des représentants, la propriété sera traitée de la même manière que celle d'un citoyen du pays serait traitée dans des circonstances semblables.

A tous ces égards, ils ne payeront de la valeur d'une telle propriété aucun impôt, contribution ou charge autre ou plus forte que ceux auxquels sont soumis les citoyens du pays.

Dans tous les cas il sera permis aux citoyens des deux Parties contractantes d'exporter leurs biens, savoir : les citoyens suisses du territoire belge et les citoyens belges du territoire suisse, librement et sans être assujettis lors de l'exportation à payer un droit quelconque en qualité d'étrangers, et sans devoir acquitter des droits autres ou plus forts que ceux auxquels les propres citoyens du pays seront eux-mêmes tenus.

Art. 5. Les citoyens de chacune des deux Parties contractantes qui se trouvent dans les territoires de l'autre, seront affranchis de tout service militaire obligatoire, tant dans l'armée et la flotte que dans la garde nationale ou civique, ou les milices ; ils seront également exempts de toute prestation pécuniaire ou matérielle imposée par compensation pour le service personnel, tout comme des réquisitions militaires, excepté pour les logements et les fournitures pour le militaire en passage, selon l'usage du pays, et à demander également aux citoyens et aux étrangers.

Art. 6. En temps de paix comme en temps de guerre, il ne pourra dans aucune circonstance être imposé ou exigé pour les biens d'un citoyen de l'une des deux Parties contractantes dans les territoires de l'autre, des taxes, droits, contributions ou charges plus forts qu'il n'en serait imposé ou exigé pour la même propriété, si elle appartenait à un citoyen du pays, ou à un citoyen ou un sujet de la nation la plus favorisée.

Il est d'ailleurs entendu, qu'il ne sera perçu ni demandé d'un citoyen de l'une des deux Parties contractantes, qui se trouve dans le territoire de l'autre Partie, aucun impôt que ce soit, autre ou plus fort que ceux qui sont ou qui pourront être imposés ou levés d'un citoyen du pays, ou d'un citoyen ou sujet de la nation la plus favorisée.

Art. 7. Il sera loisible aux deux Parties contractantes de nommer des Consuls pour résider dans les territoires de l'autre. Mais avant qu'un Consul puisse agir en cette qualité, il devra être reconnu et admis dans la forme ordinaire par le Gouvernement auprès duquel il est délégué, et chacune des deux Parties contractantes pourra excepter de la résidence de Consuls des places spéciales, selon qu'elle le jugera nécessaire.

Les Consuls de chacune des deux Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou qui pourront être accordés aux Consuls de la même catégorie et du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 8. Les deux Parties contractantes s'engagent à traiter les citoyens respectifs dans tout ce qui touche l'importation, l'entrepôt, le transit et l'exportation de tout article d'un commerce légal, sur le

même pied que les citoyens du pays, ou que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée, dans tous les cas où ces derniers jouiraient d'un avantage exceptionnel non accordé aux nationaux.

Art. 9. Aucune des deux Parties contractantes ne pourra exiger pour l'importation, l'entrepôt, le transit ou l'exportation des produits du sol ou des manufactures de l'autre, des droits plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés sur les mêmes articles, étant les produits du sol ou des manufactures de tout autre pays étranger. Les droits d'entrée à payer en Belgique sur les produits d'origine ou de manufacture suisse seront donc, dès l'entrée en vigueur du Traité actuel, réduits au taux accordé à la nation la plus favorisée et perçus d'après les mêmes règles et sous les mêmes conditions.

Toutefois, par dérogation provisoire et pendant deux années, à compter du jour de la mise en vigueur du présent Traité, le nouveau régime sera appliqué de la manière suivante aux produits d'origine suisse ci-après dénommés :

Le droit sur les étoffes de laine mélangées de coton sera de 22 1/2 pour 100 pendant la première année et de 20 pour 100 pendant la seconde. Pendant la durée du régime transitoire, l'importateur pourra, à son choix, payer 180 francs par 100 kilog. ou les droits stipulés ci-dessus.

Le droit sur les tissus de coton imprimés sera de 150 francs par 100 kilog.

Les fils de coton payeront les droits fixés par l'Arrêté royal du 1^{er} septembre dernier, ci-annexé.

La Confédération suisse s'engage à son tour à réduire dès l'entrée en vigueur du Traité actuel, et au taux suivant, les droits d'entrée sur les articles ci-après énoncés et de provenance belge :

Bouteilles ordinaires de verre, vert ou brun. 1 f. 50 les 100 kil. bruts.

Poterie commune, vases et cruches de grès. 1 f. 50 » » » »

Armes de toute espèce. 4 f. — » » » »

Papier à imprimer, collé ou non, papier à écrire et à lettres, uni. 7 f. — » » » »

Couvertures en coton, communes, sans aucun

travail à l'aiguille ou de passementerie. 4 f. — » » » »

Le droit d'entrée sur les bougies stéariques sera de 20 francs par 100 kilog. bruts, à compter du 1^{er} janvier 1864 et de 16 francs à compter du 1^{er} juillet 1864.

La Confédération suisse s'engage de plus à ne pas élever les droits de consommation perçus dans les cantons sur les eaux-de-vie et liqueurs de provenance belge, au-dessus du taux actuel pendant toute la durée du présent Traité.

Art. 18. Aussi longtemps que les tarifs applicables en vertu du pré-

sent Traité constitueront un régime de faveur pour de certains objets ou des marchandises, l'importateur devra justifier l'application des taux réduits en présentant à la douane respective soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par les chefs de service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par un agent consulaire appartenant au pays de réception et siégeant dans le pays d'expédition.

Il est entendu toutefois que ces justifications d'origine ne pourront être exigées, de part et d'autre, que pour autant et aussi longtemps qu'elles seront imposées dans l'un ou l'autre pays à l'égard des marchandises de même nature provenant de la nation la plus favorisée.

Art. 11. La Confédération suisse s'engage à ne pas élever, pendant la durée du présent Traité, à l'égard de la Belgique des droits d'entrée, de sortie et de transit, tels qu'ils sont établis dans le tarif des péages actuellement en vigueur en Suisse, et modifiés, pour quelques produits, dans l'article 9 qui précède.

Ne sont pas exclues toutefois les rectifications du tarif suisse qui constituent des simplifications sans augmentation du droit, et spécialement la réunion des huiles grasses qui figurent maintenant dans deux classes différentes, dans une seule classe moyenne à taxer à un droit qui ne doit pas dépasser 1 franc par 100 kilogrammes.

Le Gouvernement belge s'engage de son côté :

- 1) à ne pas élever, pendant le même laps de temps, sur les produits d'origine ou de manufacture suisse, les droits fixés dans le tarif annexé au Traité franco-belge du 1^{er} mai 1861¹ ;
- 2) à ne pas élever, à l'égard de la Suisse, les droits de sortie fixés par le même Traité ;
- 3) à maintenir le régime de libre transit actuellement en vigueur.

Ne sont pas exclues toutefois les modifications que le Gouvernement belge pourrait être dans le cas d'apporter à son tarif des droits d'entrée, en vertu de la faculté qui lui est réservée par les articles 5 à 10 du Traité franco-belge du 1^{er} mai 1861.

Réciproquement la Suisse pourra user dans les mêmes conditions de la faculté réservée à la Belgique par les articles 5 à 10 du Traité franco-belge².

Les deux Parties contractantes s'engagent de plus, pour le cas où l'une d'elles accorderait dorénavant à une troisième Puissance quelque faveur en matière de commerce ou de douane, à étendre en même temps et de plein droit cette faveur à l'autre Partie contractante.

Il est entendu qu'aussi longtemps que le tarif général des douanes

1. Voir *Archives* 1861, t. III, p. 161.

2. Voir *id.*, p. 163 à 165.

actuellement en vigueur en Belgique sera maintenu, il sera loisible aux importateurs de marchandises suisses d'en réclamer l'application, en mentionnant leur option dans leurs déclarations en douane ; mais le Gouvernement belge se réserve de son côté le droit de modifier ou d'abolir ledit tarif général quand il le jugera à propos.

Art. 12. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Belgique par des commis voyageurs de maisons suisses, ou importés en Suisse par des commis voyageurs de maisons belges seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements et on les simplifiera autant que possible.

Article 13. Les stipulations du présent Traité seront exécutoires dans les deux États dès le quinzième jour après l'échange des ratifications. Le Traité restera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord dans ce Traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 14. Le présent Traité sera soumis à l'assentiment des Chambres législatives de la Belgique et de la Suisse, et les ratifications en seront échangées à Berne dans les six mois à dater de la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait par duplicata à Berne, le onze décembre mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) *Signé* : F. FREY-HEROSÉE. (L. S.) *Signé* : GRIMBERGHE.

Déclaration.

Le Plénipotentiaire suisse déclare que le Conseil fédéral suisse s'efforcera de procurer le plus tôt possible et sous titre de réciprocité à la Belgique les avantages résultant d'un Traité qui existe entre le canton de Genève et la France, et d'un concordat conclu entre différents cantons pour ce qui concerne la garantie de la propriété littéraire et artistique. Il maintiendra dorénavant la Belgique dans la po-

sition de la nation la plus favorisée, pour tout ce qu'il arrêtera dans cette matière avec des Gouvernements étrangers.

Berne, le 11 décembre 1862.

(L. S.) *Signé* : F. FREY-HEROSÉE.

Déclaration.

Les Plénipotentiaires belge et suisse s'étant réunis à l'effet de procéder à la signature du Traité d'établissement et de commerce qu'ils ont conclu sous la date de ce jour, ont arrêté de commun accord, qu'il reste bien entendu qu'il n'est pas dérogé par ledit Traité aux dispositions de l'article 8 du Traité de commerce, non plus qu'à celle de l'article 14 du Traité de navigation conclus entre la Belgique et la France le 1^{er} mai 1861 ¹.

Ils sont convenus, en outre, que, à partir de la mise en vigueur du présent Traité, la taxe de 12 francs par 100 kil. qui grève la gobeletterie unie ou moulée à l'entrée en Belgique, sera remplacée par un droit de 10 pour 100 *ad valorem*, et que le parchemin, soumis à un droit de 30 francs par 100 kilog. sera libre à l'entrée dans le même pays.

Berne, le 11 décembre 1862.

(L. S.) *Signé* : F. FREY-HEROSÉE. (L. S.) *Signé* : GRIMBERGHE.

NOTE. Les ratifications du présent Traité et des deux déclarations annexées à celui-ci, ont été échangées à Berne le 3 juin 1863.

ARRÊTÉ ROYAL BELGE.

Léopold, Roi des Belges, à tous présents et à venir, Salut,

Vu l'art. 2 de la loi qui approuve le Traité de commerce et de navigation conclu le 23 juillet 1862, entre la Belgique et le royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande;

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires étrangères et des finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} octobre 1862, les droits d'entrée sur les fils de coton d'origine britannique seront réglés ainsi qu'il suit :

1. Voir *Archives* 1861, t. III, p. 164 et 200.

MESURANT AU DEMI-KILOGRAMME.			BASE.	Quotité jusqu'au 1 ^{er} octobre 1863.	Quotité jusqu'au 1 ^{er} octobre 1864.	Quotité à partir du 1 ^{er} octobre 1864.
FILS DE COTON écrus et blanchis.	simples	20,000 mètres ou moins	100 kil.	22	20	15
		20,000 à 30,000.	—	30	25	20
		30,000 à 40,000.	—	45	35	30
		40,000 à 65,000.	—	60	50	40
		plus de 65,000 mètres ¹ .				
	tors	20,000 mètres ou moins	—	27	25	15
		20,000 à 30,000.	—	35	30	20
		30,000 à 40,000.	—	50	40	30
		40,000 à 65,000.	—	65	55	40
		plus de 65,000 mètres ¹ .				
	ourdis	20,000 mètres ou moins	—	32	30	25
		20,000 à 30,000.	—	40	35	30
		30,000 à 40,000.	—	55	45	40
		40,000 à 65,000.	—	70	60	50
		plus de 65,000 mètres ¹ .				
FILS DE COTON teints	simples	20,000 mètres ou moins	—	37	35	25
		20,000 à 30,000.	—	45	40	30
	tors ou	30,000 à 40,000.	—	60	50	40
		40,000 à 65,000.	—	75	65	50
	ourdis	plus de 65,000 mètres ¹ .	—			

Art. 2. Nos Ministres des Affaires étrangères et des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Lœken, le 1^{er} septembre 1862.

LÉOPOLD.

Par le Roi,
Le Ministre des affaires étrangères,
CH. ROGIER.

Le Ministre des finances,
FRÈRE-ORBAN.

Tarif annexé au Traité de commerce conclu le 1^{er} mai 1861 entre la Belgique et la France.

A Droits à l'entrée en Belgique².

B Droits à la sortie de Belgique³.

Pour le minerai de fer actuellement prohibé, la libre exportation prendra cours à partir du 1^{er} janvier 1862.

1. Les fils de plus de 65,000 mètres au demi-kilog. ne payeront qu'un droit de balance de 10 centimes par kilogramme, qui continuera d'être applicable après le 1^{er} octobre 1864.

2. Archives, 1861, t. III, p. 171.

3. Voir id., p. 187.

quina, fruits à distiller, gingembre non confit, glaces (eaux congelées), gomme du Sénégal, de la Barbarie et autres, herbes, fleurs, feuilles et écorces médicinales, ipécacuanha, jalap, jus de citron et de limon, kermès minéral, kino et autres sucres végétaux desséchés, magnésie, manne, marc de raisin, musc, opium, preiss, quinquina jaune et autres, racines médicinales de toute espèce, rhubarbe, salsepareille, sarcocolle, séné, storax et styrax, tartre de vin, et tous autres produits assimilés aux drogueries.

BELGIQUE — SUISSE.

Décembre 17, 1862.

Convention de Poste entre la Suisse et la Belgique, conclue le 17 décembre 1861 et ratifiée le 4 mars 1863.

Le Conseil fédéral suisse et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir d'améliorer, au moyen d'une nouvelle convention, le service des correspondances entre leurs États respectifs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le Conseil fédéral suisse, M. le Docteur Guillaume *Næff*, membre du Conseil fédéral, Chef du Département des postes de la Confédération suisse, et

Sa Majesté le Roi des Belges, M. Rogier-Helman de *Grimberghe*, Chevalier de Son Ordre, Commandeur de nombre de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, Chevalier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare d'Italie, Chargé d'Affaires de Son Gouvernement près la Confédération suisse,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre l'Administration des postes de la Confédération suisse et l'Administration des postes de Belgique un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises, de journaux et d'imprimés de toute nature, originaux des États respectifs ou provenant des pays auxquels les Administrations des postes des deux parties contractantes servent ou pourraient servir d'intermédiaires par la suite.

A moins qu'une indication contraire ne soit énoncée par l'envoyeur à la suscription, les correspondances de toute nature, adressées de Suisse en Belgique ou de Belgique en Suisse seront invariablement comprises dans les dépêches closes que les Offices des postes des deux pays échangeront en vertu de la présente convention.

Art. 2. Les lettres, les échantillons, les journaux et imprimés dont il est fait mention à l'article précédent, seront transportés en dépêches closes soit par l'intermédiaire des postes de France, soit par l'inter-

médiaire des postes de l'Allemagne en vertu des conventions conclues ou à conclure entre la Suisse et la Belgique d'une part, et les Gouvernements des pays susmentionnés d'autre part.

Art. 3. Les frais résultant du transport entre la frontière de la Confédération suisse et la frontière de Belgique des dépêches désignées dans les deux articles précédents, seront supportés en parties égales par l'Administration des postes de la Confédération suisse et l'Administration des postes de Belgique.

Art. 4. Il est entendu toutefois que les frais de transit des correspondances expédiées en dépêches closes de part et d'autre, c'est-à-dire, des Cantons suisses pour la Belgique et de Belgique pour ces Cantons, seront acquittés par celle des deux Administrations qui aura obtenu des Administrations intermédiaires des conditions de prix plus avantageuses, et que celle des deux Administrations qui aura soldé la totalité de ces frais, sera remboursée de la moitié par l'autre Administration conformément aux stipulations de l'article 3 précédent.

Art. 5. Le prix de port dont l'Administration des postes de la Confédération suisse et l'Administration des postes de Belgique auront à se tenir compte réciproquement sur les lettres que ces deux Administrations se livreront de part et d'autre, sera établi, lettre par lettre, d'après l'échelle de progression suivante :

Seront considérées comme lettres simples celles dont le poids n'excède pas 10 grammes.

Les lettres pesant de 10 à 20 grammes supporteront deux fois le port de la lettre simple, celles de 20 à 30 grammes, trois fois le port, et ainsi de suite en ajoutant de 10 en 10 grammes ou fraction de 10 grammes un port simple.

Art. 6. Les personnes qui voudront expédier des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la Suisse pour la Belgique, soit de la Belgique pour la Suisse, pourront à leur choix en payer le port d'avance jusqu'à destination ou en laisser le port à la charge du destinataire.

Art. 7. La taxe à percevoir pour toute lettre ordinaire adressée de l'un des deux États dans l'autre est fixée, savoir :

- 1° A quarante centimes par port simple pour les lettres affranchies ou non affranchies expédiées par la voie des postes de France.
- 2° A trente centimes par port simple pour les lettres affranchies expédiées par la voie des postes d'Allemagne.
- 3° A quarante centimes par port simple pour les lettres non affranchies également expédiées par la voie des postes d'Allemagne.

Les deux Administrations des postes de Suisse et de Belgique utiliseront l'une ou l'autre des voies indiquées au présent article, à moins

que l'expéditeur n'ait spécifié lui-même sur l'adresse celle de ces deux voies que sa lettre doit suivre.

Dans le cas où le droit de transit français subirait une réduction, les Administrations des postes des deux pays réduiront de commun accord la taxe des lettres mentionnées sous le n° 1 du présent article, ainsi qu'aux articles 15 et 16 ci-après.

Art. 8. Les dispositions des articles 5, 6 et 7 précédents sont applicables aux échantillons de marchandises qui, à la demande des envoyeurs, seront acheminés par la voie des postes de France.

Art. 9. Des lettres chargées pourront être expédiées de la Suisse pour la Belgique et de la Belgique pour la Suisse, et autant que possible à destination des pays auxquels les Administrations des postes de la Suisse et de la Belgique servent ou pourront servir d'intermédiaires.

Toute lettre chargée qui sera adressée de Suisse en Belgique ou de Belgique en Suisse supportera au départ, en sus de la taxe ordinaire fixée pour l'affranchissement d'une lettre du même poids, un droit fixe de 40 centimes.

Quant à la taxe des lettres chargées à destination des pays auxquels les deux Administrations servent ou pourront servir d'intermédiaires, elle sera le double de celle des lettres ordinaires.

Art. 10. Tout paquet contenant des journaux, des ouvrages périodiques, des livres brochés ou reliés, des brochures, des papiers de musique, des photographies, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés qui sera expédié de Suisse en Belgique ou de Belgique en Suisse, devra être affranchi jusqu'à destination.

La taxe d'affranchissement des journaux et des ouvrages périodiques expédiés soit par la voie des postes de France, soit par la voie des postes d'Allemagne, sera perçue à raison de *cinq* centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

La taxe d'affranchissement des livres brochés ou reliés, des brochures, des papiers de musique, des photographies, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés sera perçue, savoir :

A. A raison de *cinq* centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, lorsque ces objets seront expédiés par la voie des postes d'Allemagne.

B. A raison de *dix* centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes pour ceux des dits objets dont l'expédition aura lieu par la voie des postes de France.

Art. 11. Pour jouir des modérations de port accordées par l'article 10 précédent, les imprimés devront être affranchis jusqu'à desti-

Art. 19. Il est formellement stipulé que les échantillons de marchandises qui feront partie des dépêches closes admises à transiter à travers les territoires suisse et belge aux conditions de prix déterminées par les articles 17 et 18 précédents ne pourront être accompagnés d'une lettre, ni porter d'autre écriture à la main que l'adresse de leur destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Art. 20. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut ainsi que celui des feuilles d'avis et d'autres pièces de comptabilité relatives au service de poste ne sera pas compris dans la pesée des lettres, des échantillons et des imprimés.

Art. 21. L'expéditeur d'une lettre chargée soit de la Suisse pour la Belgique, soit de la Belgique pour la Suisse pourra demander qu'il lui soit donné avis que ces objets ont été reçus par le destinataire. A cet effet il payera d'avance pour la transmission de l'avis un droit de poste de 20 centimes. Ce droit de 20 centimes sera acquis entièrement à l'office expéditeur.

Art. 22. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux Administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, payera à l'envoyeur, à titre de dédommagement, une indemnité de *cinquante francs* dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt des chargements; passé ce terme, les deux Administrations ne seront tenues, l'une envers l'autre, à aucune indemnité.

Les Administrations des postes de Suisse et de Belgique supporteront par moitié le paiement de l'indemnité mentionnée au présent article lorsque la perte d'une lettre chargée aura eu lieu sur le territoire de l'un des pays par l'intermédiaire desquels les dites Administrations échangeront leurs dépêches.

Art. 23. Les correspondances de toute nature mal adressées ou mal dirigées, seront sans aucun délai réciproquement renvoyées pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'office destinataire.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence, seront respectivement livrés ou rendus chargés du port qui aurait dû être payé par le destinataire.

Art. 24. Les lettres ordinaires ou chargées, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises échangés à découvert entre les deux Administrations des postes de Suisse et de Belgique, qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés de part et d'autre, à la fin de chaque mois.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte, seront rendus

pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des Administrations respectifs, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes, lorsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'office correspondant

Art. 25. Les deux Administrations n'admettront à destination de l'un des deux pays dans l'autre, ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucune lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayés, soit des bijoux ou effets précieux, ou tout autre objet passible des droits de douane.

Art. 26. L'échange de mandats de poste et de lettres contenant des valeurs déclarées sera admis entre les deux États dans le cas où le Gouvernement belge recevrait de la Législature les pouvoirs nécessaires à cet effet. Les prix et conditions de cet échange seront réglés de commun accord entre les Administrations des postes des deux pays et entreront de plein droit en vigueur le jour dont ces Administrations conviendront.

Art. 27. Les Administrations des postes de Suisse et de Belgique désigneront d'un commun accord les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux pays pour l'autre insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste; elles régleront également la direction des correspondances transmises réciproquement et tout ce qui a trait à la liquidation de la comptabilité réciproque, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures de détail désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux Administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux Administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 28. Les Administrations des postes de Suisse et de Belgique dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances et des dépêches closes qu'elles se

livreront réciproquement en vertu des dispositions de la présente convention.

Ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par celle des deux Administrations qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les deux mois qui suivront le mois auquel le compte se rapportera.

Art. 29. Sont abrogées à partir du jour de la mise à exécution de la présente convention toutes les stipulations ou dispositions antérieures concernant les relations postales entre la Suisse et la Belgique.

Art. 30. La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux parties conviendront, et elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une d'elles ait annoncé à l'autre, mais douze mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant ces douze derniers mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Administrations des postes des deux pays après l'expiration dudit terme.

Art. 31. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, en double original, le dix-septième jour du mois de Décembre de l'an de grâce mil huit cent soixante et deux.

(L. S.) *Signé* : NÆFF.

(L. S.) *Signé* : GRIMBERGHE.

ESPAGNE — PAYS-BAS.

Décembre 31, 1862.

Convention entre l'Espagne et les Pays-Bas pour garantir les droits de la propriété littéraire et artistique dans les deux pays, signée à La Haye, le 31 décembre 1862.

S. M. la Reine d'Espagne et S. M. le Roi des Pays-Bas, également animés du désir d'étendre, dans leurs États respectifs, la jouissance du droit de propriété pour les ouvrages scientifiques et littéraires qui pourront être publiés pour la première fois dans l'un des deux, ont jugé à propos de conclure dans ce but une convention spéciale, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine d'Espagne, don Rafael *Jabat*, Chevalier de l'Ordre de Saint-Jacques et de Saint-Jean de Jérusalem, Commandeur de l'Ordre

de Charles III et du Lion Néerlandais , etc., etc., son Ministre Résident près la Cour de S. M. le Roi des Pays-Bas.

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, Jonkheer Paul vander Maesen de Sombreff, Chevalier Grand'Croix de l'Ordre du Nichan Iftihar de Tunis, son Ministre des Affaires étrangères, et le Sieur Johan Rudolph Thorbecke, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, Chevalier Grand'Croix des Ordres de Charles III d'Espagne, de l'Aigle rouge de Prusse et de Léopold de Belgique, son Ministre de l'Intérieur, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1^{er}. A partir de l'époque à laquelle, conformément aux stipulations de l'article 14 ci-après, la présente Convention deviendra exécutoire, les auteurs d'œuvres scientifiques ou littéraires, auxquels les lois de leur pays garantissent actuellement ou garantiront à l'avenir le droit de propriété ou d'auteur, et leurs ayants cause, auront la faculté d'exercer ce droit sur le territoire de l'autre pays pendant le même espace de temps et dans les mêmes limites que s'exercerait dans cet autre pays le droit attribué aux auteurs d'ouvrages de même nature, qui y seraient publiés, de telle sorte que la reproduction ou la contrefaçon dans l'un des deux États des œuvres scientifiques ou littéraires publiées dans l'autre sera, pour autant qu'il n'est pas dérogé auxdites lois par la présente Convention, traitée de la même manière que le serait la reproduction ou la contrefaçon d'ouvrages de la même nature, originaires publiés dans cet autre État, et que les auteurs de l'un des deux Pays auront devant les tribunaux de l'autre la même action et jouiront des mêmes garanties contre la contrefaçon et la reproduction non autorisée, que celle que la loi accorde ou pourrait accorder par la suite aux auteurs de ce dernier pays.

Art. 2. La protection stipulée par l'article premier, ne sera acquise qu'à celui qui aura fidèlement observé les lois et règlements en vigueur dans le pays de production par rapport à l'ouvrage pour lequel cette protection sera réclamée.

Un certificat délivré par le Ministre du Commerce, de l'Instruction et des Travaux publics à Madrid ou par celui de l'Intérieur à la Haye, servira à constater, que les formalités voulues par les lois et règlements ont été remplies.

Art. 3. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée par l'article premier, en ce qui concerne leur reproduction ou contrefaçon dans l'autre État.

Il est bien entendu que le présent article n'a pas pour objet d'accorder soit à l'auteur, soit au premier traducteur d'un ouvrage le

droit exclusif de traduction, mais seulement de protéger le traducteur par rapport à sa propre traduction.

Art. 4. Pour sauvegarder, toutefois, les droits légitimes des auteurs d'ouvrages scientifiques ou littéraires, il sera permis de poursuivre et de punir en Espagne tous ceux qui traduiraient des ouvrages néerlandais en toute autre langue que la langue espagnole, et dans le royaume des Pays-Bas, tous ceux qui traduiraient un ouvrage espagnol en toute autre langue que la langue néerlandaise.

Art. 5. Les auteurs et traducteurs, de même que leurs fondés de pouvoir légitimes ou leurs ayants cause dans l'un ou l'autre pays, ne pourront jouir de la protection stipulée dans les articles qui précèdent, ni réclamer les droits de propriété dans l'un des deux pays, à moins que l'ouvrage n'ait été enregistré de la manière suivante :

1° Si l'ouvrage a été publié pour la première fois en Espagne il devra être enregistré au Ministère de l'Intérieur, à la Haye.

2° Si l'ouvrage a été publié pour la première fois dans le royaume des Pays-Bas, il devra être enregistré au Ministère du Commerce, de l'Instruction et des Travaux publics à Madrid.

Les ouvrages pourront être présentés à la Légation d'Espagne à la Haye et à la Légation des Pays-Bas à Madrid pour être enregistrés aux Ministères respectifs.

Les Légations délivreront une pièce qui justifiera de la présentation. Le délai qui pourrait survenir dans l'enregistrement aux Ministères respectifs, ne portera aucun préjudice aux intéressés, puisque ceux-ci n'acquerront le droit de propriété qu'à dater de l'expédition du certificat en question.

Les auteurs qui voudront jouir de la faculté d'envoyer leurs ouvrages aux Légations respectives, enverront auxdites Légations, en même temps que leurs ouvrages, la somme fixée par le présent article, pour la formalité de l'enregistrement.

On n'accordera la susdite protection qu'après qu'il aura été délivré gratuitement dans un des endroits désignés selon les circonstances, un exemplaire de la meilleure édition ou de celle qui serait en meilleur état, afin qu'il puisse être déposé à l'endroit désigné d'avance dans chaque pays, à savoir.

En Espagne, à la Bibliothèque Nationale.

Dans les Pays-Bas, à la Bibliothèque Royale de la Haye.

Toutefois la formalité de l'enregistrement et du dépôt devra être accomplie dans le terme précis de trois mois, à partir du jour de la première publication de l'ouvrage dans l'autre pays. Quant aux ouvrages publiés par livraisons, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Le certificat expédié conformément aux lois espagnoles et qui prou-

vera l'enregistrement de tout ouvrage dans le Pays, conférera dans toute l'étendue du Royaume des Espagnes en Europe, le droit exclusif de reproduction. Une copie certifiée de l'enregistrement au Ministère de l'Intérieur à la Haye sera valable pour les mêmes fins dans toute l'étendue du royaume des Pays-Bas en Europe.

A l'époque de l'enregistrement d'un ouvrage dans l'un des deux pays, on expédiera un certificat ou une copie mentionnant la date exacte à laquelle l'enregistrement a eu lieu.

Le prix de l'enregistrement d'un ouvrage suivant les dispositions du présent article n'excédera pas la somme de 5 réaux de vellon en Espagne, ni de 60 centimes dans les Pays-Bas, et tous les autres frais du certificat d'enregistrement n'excéderont pas la somme de 25 réaux de vellon en Espagne et de 3 florins dans les Pays-Bas.

Les stipulations du présent article ne peuvent être étendues aux articles de journaux et recueils périodiques, lesquels seront protégés contre la reproduction ou la traduction illicite par un avertissement de l'auteur. Mais si un article ou un ouvrage publié pour la première fois dans un journal ou recueil périodique était reproduit en forme séparée, il serait en ce cas soumis aux dispositions du présent article.

Art. 6. Nonobstant les stipulations des articles 1, 2, 3 de la présente Convention, les articles extraits de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu que l'origine en soit indiquée. Toutefois, cette faculté ne saurait être comprise comme s'étendant à la reproduction dans l'un des deux pays des feuillets de journaux ou des articles de recueils périodiques, publiés dans l'autre, dont les auteurs auraient déclaré d'une manière évidente dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître qu'ils en interdisent la reproduction. Cette dernière disposition ne sera pas applicable aux articles de discussion politique.

Art. 7. Sont interdites l'importation, la vente et l'exposition dans l'un ou l'autre des deux pays de toute contrefaçon d'ouvrages jouissant du privilège de protection contre la contrefaçon en vertu des articles 1, 2, 3 et 6 de la présente Convention, que ces contrefaçons soient originaires du pays où l'ouvrage a été publié, ou bien de toute autre contrée étrangère. L'importation sera considérée comme contrefaçon. Le produit de l'amende sera dans le cas prévu par cette dernière stipulation, attribué au fisc de l'État dans lequel la peine aura été prononcée.

Art. 8. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, les ouvrages contrefaits seront saisis et les individus qui se seront rendus coupables de ces contraventions seront passibles, dans chaque pays, de la peine et des poursuites qui sont ou seraient pres-

crites par les lois de ce pays contre le même délit commis à l'égard de tout ouvrage ou production d'origine nationale.

Art. 9. La présente Convention ne pourra faire obstacle à la libre continuation de la vente dans les États respectifs des ouvrages qui auraient été publiés en contrefaçon, en tout ou en partie, avant la mise en vigueur de ladite Convention ; par contre, on ne pourra faire aucune nouvelle publication dans l'un des deux États des mêmes ouvrages ni introduire de l'étranger des exemplaires autres que ceux destinés à remplir les expéditions ou souscriptions précédemment commencées.

Art. 10. Pour faciliter l'exécution de la présente Convention, les deux hautes parties contractantes s'engagent à se communiquer les lois et règlements actuellement existants, ainsi que ceux qui pourront être ultérieurement établis dans les États respectifs à l'égard des droits d'auteur pour les ouvrages protégés par les stipulations de la présente Convention.

Art. 11. Les stipulations de la présente Convention ne pourront en aucune manière porter atteinte au droit que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve expressément de surveiller et de défendre, au moyen de mesures législatives ou de police intérieure, la vente, la circulation et l'exposition de tout ouvrage ou de toute production à l'égard desquels l'un ou l'autre pays jugerait convenable d'exercer ce droit.

Art. 12. Rien dans cette Convention ne sera considéré comme portant atteinte au droit de l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après les lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances sont ou seraient déclarés être des contrefaçons ou des violations du droit d'auteur.

Art. 13. Les hautes parties contractantes ont déclaré en même temps que l'emploi de la langue française, dont elles se sont servies d'un commun accord dans la présente Convention, ne peut et ne doit, en aucun cas, porter atteinte au droit qu'elles ont respectivement de se servir de leur propre langue dans le texte des stipulations internationales.

Art. 14. La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt possible après l'échange des ratifications. Avis préalable sera donné dans chaque pays par le Gouvernement respectif du jour fixé pour sa mise en vigueur, et les dispositions de cette Convention seront applicables uniquement aux ouvrages ou articles publiés après ledit jour.

Cette Convention restera en vigueur pour l'espace de quatre ans à dater du jour où elle sera mise à exécution, et si douze mois avant l'expiration du terme mentionné de quatre ans aucune des deux par-

ties n'exprime le désir de voir terminer ses effets, elle restera en vigueur pour une année encore, et ainsi successivement d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année après avis d'une des deux parties réclamant la dénonciation.

Les hautes parties contractantes se réservent néanmoins la faculté d'introduire, d'un commun accord, à la présente Convention toute modification qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base et dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

Art. 15. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans un délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, le trente et unième jour du mois de décembre de l'an de grâce mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) Signé : RAFAEL JABAT.

(L. S.) Signé : P. vander MAESEN
DE SOMBREFF.

(L. S.) Signé : THORBECKE.

PAYS-BAS — SUISSE.

Janvier 19, 1863.

Traité entre la Confédération suisse et le Royaume des Pays-Bas, concernant l'établissement des Consulats suisses dans les Indes néerlandaises, conclu le 19 janvier 1863 et ratifié le 18 avril 1863.

S. M. le Roi des Pays-Bas, voulant resserrer les liens d'amitié existant entre le royaume des Pays-Bas et la Confédération suisse et assurer aux relations de commerce si heureusement établies entre les deux États, le développement le plus ample possible, a, pour atteindre ce but et pour satisfaire au désir exprimé par le Conseil fédéral suisse, consenti à admettre des Consuls suisses dans les principaux ports des colonies néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une Convention spéciale, qui déterminât d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces Consuls dans lesdites colonies.

A cet effet, le Conseil fédéral a nommé : M. Frédéric Frey-Hérosée, colonel fédéral, membre du Conseil fédéral suisse, chef du département du commerce et des péages.

S. M. le Roi des Pays-Bas a nommé : M. Henry Faesy, chevalier de

l'ordre du Lion néerlandais, commandeur de l'ordre de la Couronne de chêne, son Consul général près la Confédération suisse,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Des Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls suisses seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas qui sont ouverts aux navires de toutes nations à l'effet de protéger le commerce de leurs nationaux et de leur prêter, en cas de besoin, aide et assistance.

Ils sont sujets aux lois tant civiles que criminelles du pays où ils résident, sauf les exceptions que la présente Convention établit en leur faveur.

Art. 2. Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls suisses, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, doivent produire une commission en due forme au Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas.

Après avoir obtenu l'exequatur, qui sera aussi promptement que possible contresigné par le Gouverneur de la colonie, lesdits fonctionnaires consulaires de tous grades auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement, en accordant l'exequatur, se réserve la faculté de le retirer ou faire retirer par le gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Art. 3. Lesdits fonctionnaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de la Confédération suisse, avec l'inscription : *Consulat général, Consulat (ou Vice Consulat) suisse*.

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra, d'une manière quelconque et sous aucun prétexte, les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Art. 4. Les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Toute demande à adresser au Gouvernement Néerlandais devra avoir lieu par la voie diplomatique. En cas d'urgence, le Consul général, Consul ou Vice-Consul peut faire lui-même la demande au Gouverneur de la colonie, en prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne pourrait être adressée aux auto-

rités subalternes, ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Art. 5. Les passe-ports délivrés ou visés par les fonctionnaires consulaires de tout grade ne dispensent nullement de se munir de tous les actes requis par les lois locales pour voyager ou s'établir dans les colonies.

Au Gouverneur de la colonie est réservé le droit de défendre le séjour de la colonie ou d'ordonner la sortie de l'individu auquel serait délivré un passe-port.

Art. 6. Lorsqu'un ressortissant suisse vient à décéder, sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités néerlandaises chargées selon les lois de la colonie de l'administration de la succession en donneront avis aux fonctionnaires consulaires suisses afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. 7. Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls qui ne sont point ressortissants suisses, qui, au moment de leur nomination, ne sont point établis comme habitants dans le royaume des Pays-Bas ou ses colonies et qui n'exercent aucune fonction, profession ou commerce, outre leurs fonctions consulaires, sont, pour autant qu'en Suisse les mêmes faveurs seraient accordées aux Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et, de plus, de toutes les impositions publiques ou municipales qui seraient considérées être d'une nature personnelle. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls qui ne seront point indigènes, ou sujets reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient, conjointement avec leurs fonctions consulaires, une profession ou un commerce quelconque, sont tenus de supporter et de payer, comme les sujets Néerlandais et autres habitants, les charges, impositions et contributions.

Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls, sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires, conférées par le Conseil fédéral suisse, sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être.

Art. 8. Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls suisses jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les colonies Néerlandaises qui pourraient par la suite être accordées aux agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 9. La présente Convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu à Berne, dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à rester en vigueur pendant encore une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berne, le dix-neuvième jour du mois de janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante-trois.

(L. S.) *Signé* : F. FREY-HÉROSÉE.

(L. S.) *Signé* : FAESY.

Déclaration du Conseil fédéral au Ministère néerlandais, relativement à une rectification à introduire dans l'article 7 du Traité consulaire conclu le 19 janvier 1863 avec les Pays-Bas, en date du 7 août 1868.

Le Conseil fédéral suisse déclare que, dans la première phrase de l'article 7 du Traité conclu le 19 janvier 1863 entre la Confédération suisse et le royaume des Pays-Bas concernant l'établissement de Consulats suisses dans les Indes néerlandaises, il faut remplacer les mots « ressortissants suisses » par les mots « sujets des Pays-Bas. »

Il déclare, de plus, que cette rectification sera insérée dans le Recueil des lois de la Confédération.

Berne, le 7 août 1863.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération :

Signé : C. FORNEROD.

Le Chancelier de la Confédération :

Signé : SCHIESS.

BADE — SUISSE.

Mars 27, 1863.

Convention entre la Confédération suisse et le Grand-Duché de Bade, fixant les prescriptions en matière de péages, sur la ligne ferrée de Wiesenthal, entre Bâle et la frontière badoise, conclue le 27 mars 1863, ratifiée par la Suisse le 10 juin 1863 et par Bade le 17 juin 1863.

La construction d'un embranchement de chemin de fer de Bâle à

Wiesenthal, prévue à l'article 35 du Traité du 27 juillet 1852, ayant été effectuée,

Le Conseil fédéral suisse, d'une part, a désigné M. le docteur G. *Bischoff*, secrétaire d'État du canton de Bâle-Ville, et M. Jean-Charles *Meyer*, lieutenant-colonel fédéral et secrétaire général des péages, et

Le Gouvernement grand-ducal de Baden, d'autre part, M. Auguste *Nicolay*, conseiller au ministère grand-ducal, M. Charles *Schmidt*, conseiller secret des finances, et M. Antoine *Burg*, conseiller grand-ducal des postes, commissaires avec mandat d'arrêter les dispositions relatives aux péages de ce chemin de fer, lesquels ont convenu de ce qui suit :

Art. 1^{er}. La ligne tendant de Bâle à la frontière badoise près Lör-rach est route permise en matière de péages pour l'union douanière. Les wagons de chemin de fer peuvent la parcourir en tout temps sans empêchement et sans plombage quelconque des wagons ou des colis.

Est excepté de la disposition ci-dessus le transport d'effets de voyageur et de marchandises s'effectuant exclusivement entre la ville de Bâle et Riehen, pour lesquels il ne doit y avoir ni révision ni contrôle de péage.

Art. 2. Pour la circulation entre Bâle et Riehen il y aura l'arrangement suivant :

L'Administration grand-ducale badoise d'exploitation établira dans l'une des deux halles de sortie, sur la désignation de laquelle elle doit s'entendre avec le Gouvernement du canton de Bâle-Ville, des salles d'attente où auront à se rendre les voyageurs qui vont à Riehen et ne veulent se soumettre à aucun contrôle de péage. Quant aux voyageurs qui n'ont aucun bagage ou qui préfèrent soumettre leurs effets à la visite douanière, ou les remettre à l'Administration grand-ducale d'exploitation, ils ont libre accès dans les salles d'attente communes.

Les voyageurs de la première catégorie ne peuvent monter que dans les wagons désignés pour la communication avec Riehen. Les mêmes wagons sont aussi affectés à l'usage de tous les voyageurs qui, partant de Riehen, veulent faire le trajet de la ligne de Wiesenthal, en montant ou en descendant.

Art. 3. En règle générale, les employés aux péages du Grand-Duché ne porteront leur uniforme que lorsqu'ils accompagneront les trains.

Art. 4. A la demande d'employés du Grand-Duché, les agents de police suisses stationnés à Riehen prêteront main-forte comme ils le feraient à la réquisition d'employés suisses, sans qu'il en résulte aucuns frais pour l'Administration grand-ducale.

Art. 5. Les agents de police suisses en service et les employés aux péages suisses qui seraient chargés d'accompagner un train jouiront

de la franchise de transport sur le chemin de fer entre Bâle et Riehen.

Art. 6. Les bureaux de chemin de fer et de péages badois à Bâle et à Riehen sont tenus d'accepter des monnaies suisses pour autant que faire se peut.

Art. 7. La présente Convention est provisoirement conclue jusque fin 1865; à partir de cette époque elle demeurera en vigueur aussi longtemps que l'une des deux parties ne la dénoncera pas; il est fixé à cet effet un délai de douze mois.

Art. 8. La ratification des dispositions qui précèdent est réservée aux deux Gouvernements.

Les Commissaires fondés de pouvoir ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Ainsi fait à Bâle le 27 mars mil huit cent soixante-trois.

(L. S.) Signé : G. BISCHOFF, D^r.

(L. S.) Signé : A. NICOLAY.

(L. S.) Signé : J. MEYER.

(L. S.) Signé : C. SCHMIDT.

(L. S.) Signé : A. BURG.

BELGIQUE — FRANCE.

Avril 11, 1863.

Déclaration signée, le 11 avril 1863, entre la France et la Belgique, pour la taxe des Dépêches télégraphiques.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, désirant assurer aux deux Pays les avantages d'un tarif uniforme, pour l'échange de leurs dépêches télégraphiques, et accroître le nombre de celles-ci par une modération de taxes, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté dans ce but les dispositions suivantes :

La taxe de la dépêche de vingt mots sera uniformément fixée à trois francs pour toutes les correspondances échangées entre les deux Pays, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination. Chaque série de dix mots ou fraction de série de dix mots en sus sera taxée de moitié du prix de la dépêche simple.

Le montant de la taxe sera partagé dans la proportion des deux tiers pour la France et un tiers pour la Belgique.

Les dispositions consacrées par la déclaration du 14 décembre 1858, pour la taxe des dépêches échangées entre bureaux frontières, sont maintenues.

Le présent arrangement aura la même durée que la convention

signée à Berne, le 1^{er} septembre 1858, et entrera en vigueur à partir du 1^{er} mai 1863.

Fait à Paris, le 11 avril 1863.

(*L. S.*) Signé : DROUYN DE LHUYS. (*L. S.*) Signé : FIRMIN ROGIER.

BELGIQUE — PAYS-BAS.

Mai 12, 1863.

Traité conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, le 12 mai 1863, pour régler le régime des prises d'eau à la Meuse.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs,

Il est à la connaissance des Chambres belges que depuis plusieurs années les prises d'eau que la Belgique opère à la Meuse, pour l'alimentation des canaux et des irrigations de la Campine, sont l'objet de vives plaintes de la part des Pays-Bas, et que cette question avait fini par dégénérer en grave dissentiment entre les deux gouvernements.

Les griefs des Pays-Bas étaient multiples. Ils portaient principalement sur les points suivants :

1^o La quantité d'eau que, pour ses besoins exclusifs, la Belgique puise à la Meuse, est si abondante, que le régime du fleuve se trouve sérieusement altéré, au détriment du batelage ;

2^o L'exagération de ces prises d'eau provoque, dans le canal de Maestricht à Bois-le-Duc, mais surtout dans la traverse de Maestricht, où le canal est resserré entre les ouvrages de fortifications, une rapidité de courant telle que la navigation ne s'y exerce qu'avec une extrême difficulté ;

3^o La Belgique a détourné de leur cours, pour les absorber dans le canal de la Campine et les employer aux irrigations, différents ruisseaux qui ont leur écoulement naturel en Néerlande ;

4^o Les eaux qui ont été utilisées aux irrigations en Belgique viennent inonder les terres du Brabant septentrional et y occasionnent des dégâts considérables.

Le Gouvernement des Pays-Bas invoquait d'ailleurs, à l'appui de ses réclamations, et pour contester à la Belgique le droit d'agir comme elle l'a fait, le texte et l'esprit des traités intervenus entre les deux pays.

Il serait inutile, ou tout au moins inopportun, en présence de la convention qui est soumise à la législature et dont l'objet est précisé-

ment de prévenir désormais pareille discussion, d'entrer ici dans l'examen du point de droit que soulève l'interprétation des Traités, et sur lequel la Belgique n'était pas d'accord avec les Pays-Bas. La question de fait semble ici dominante. A ce point de vue, le Gouvernement n'a pu méconnaître que, dans une certaine mesure, il n'eût été porté préjudice à la Néerlande, et dans son désir d'entretenir avec un pays voisin, auquel tant d'intérêts nous lient, des rapports de loyale amitié, il s'est constamment montré disposé à satisfaire à toutes les plaintes dont le fondement lui serait prouvé.

Or, il était équitable que certains travaux fussent entrepris à la Meuse, en aval de Maestricht, tendant à rétablir, dans le mouillage du fleuve, l'équilibre rompu par les prises d'eau importantes faites à Liège et à Hocht.

Il était équitable encore que ces prises fussent réglées de manière à éviter autant que possible l'inconvénient sérieux de la rapidité du courant qu'elles déterminent surtout au passage de Maestricht. Cette double amélioration du fleuve et du canal qui court parallèlement ne touche d'ailleurs pas la Hollande seule ; elle intéresse presque au même degré le batelage belge, qui n'a pas cessé, de son côté, de faire entendre ses doléances.

Quant au détournement des ruisseaux et quant aux inondations dans le Brabant septentrional, c'étaient des faits matériels incontestables et appelant par conséquent un prompt redressement.

A la suite d'une longue correspondance échangée entre les deux Gouvernements, une Commission fut instituée, dès le mois de février 1856, pour aviser à un arrangement. Cette Commission n'aboutit pas, non plus qu'une autre nommée en 1858. Les négociations étaient sur le point d'être reprises par une troisième Commission, en 1859, lorsque diverses circonstances, et spécialement l'ouverture, sur cette affaire, d'une enquête parlementaire dans les Pays-Bas, en amenèrent la suspension. Une Convention fut enfin signée le 21 septembre 1861, mais celle-ci n'ayant pas reçu l'adhésion de la seconde Chambre néerlandaise, le Gouvernement n'eut point à la soumettre à la ratification de la législature belge.

Ce dernier incident venait compliquer une situation déjà difficile. La Belgique, convaincue d'avoir fait déjà, par le premier traité, tout ce que la justice lui commandait pour la réparation du dommage qui lui était imputé, ne pouvait consentir à augmenter ses sacrifices sans stipuler une nouvelle compensation équivalente ; cette compensation, elle ne pouvait la rencontrer que dans un traité dont on aurait élargi les bases. La Hollande se trouvait dans une position analogue. N'obtenant pas, par la première Convention, toutes les concessions qu'elle recherchait, elle était conduite pour les obtenir à augmenter le chiffre

de son concours pécuniaire. Le rejet par la Chambre néerlandaise du traité de 1861 eut donc ces conséquences d'amener la Belgique, sous peine de perpétuer un conflit regrettable en se refusant à toute transaction ultérieure, à demander plus en donnant plus; d'amener la Hollande, sous peine de l'engager dans une négociation sans issue, à donner plus en demandant plus. Et comme les deux pays, indépendamment du but politique qu'ils poursuivaient, à savoir le retour à une parfaite harmonie dans leurs rapports, attachaient chacun plus de prix aux améliorations matérielles qu'ils avaient en vue, qu'à la dépense qu'il leur en coûterait pour se les assurer, il fut possible de s'entendre sur certains principes qui présideraient à un arrangement nouveau. C'est cet arrangement qui fait l'objet du traité que le Gouvernement a déferé à la législature. On peut caractériser celui-ci en disant que, dissemblable du premier, il sauvegarde la dignité de l'une et de l'autre Haute Partie contractante, et qu'il est permis dès lors de l'examiner sans préoccupation du passé.

Toute l'économie du présent traité réside dans le développement qui sera donné aux travaux projetés à la Meuse, et dans la construction d'une rigole d'alimentation en aval de Maestricht, qui sera substituée aux autres prises d'eau fonctionnant aujourd'hui, et qui aura pour corollaire l'élévation du niveau de flottaison du bief désormais unique de Maestricht à Loozen.

En développant les travaux à la Meuse, on atteint cet important résultat, de pouvoir attribuer à la Belgique un volume d'eau supérieur à celui qui lui était dévolu en vertu de la Convention de 1861, tout en établissant cependant le régime de la Meuse dans des conditions meilleures que celles qui étaient prévues à cette époque. En modifiant d'autre part de la manière indiquée l'alimentation des canaux et des irrigations situés au-dessous de Maestricht, on fait disparaître les difficultés exceptionnelles auxquelles le batelage est assujéti dans la traversée de cette ville, et les difficultés de même nature, moins grandes il est vrai, réelles toutefois, qu'il rencontre sur tout le parcours du canal depuis Liège, mais principalement depuis Maestricht jusqu'à Loozen.

Les Pays-Bas, en ce qui les concerne, obtiennent ainsi une satisfaction plus complète que par le Traité de 1861 sur deux points essentiels pour eux, l'amélioration de la navigation sur le canal par la diminution du courant, l'amélioration plus sensible de la navigation sur le fleuve par l'exécution de travaux plus importants que ceux projetés en 1861.

Mais il n'échappera pas aux Chambres que cet intérêt de la navigation n'est pas exclusivement un intérêt néerlandais, et que le batelage belge y est engagé presque à un égal titre que le batelage de nos voisins; nous devrions dire le batelage et l'industrie belges, car, que les

transports s'effectuent par les nationaux de l'un ou de l'autre pays, il n'est pas douteux que l'industrie de la Belgique ne soit appelée à recueillir les bienfaits de toutes les mesures qui tendront à faire arriver ses produits plus facilement, c'est-à-dire à plus bas prix, sur les lieux de consommation.

Ce qui a toutefois fixé l'attention spéciale du Gouvernement, comme répondant à notre intérêt fondamental, c'est la quantité d'eau qui serait garantie à la Belgique pour le service de ses canaux propres et de son agriculture. A cet égard, la comparaison avec la Convention conclue il y a deux ans est fort satisfaisante. Aux termes de cette Convention, il était attribué à la Belgique 5 $\frac{2}{3}$ mètres cubes d'eau par seconde, du 1^{er} mai au 31 octobre, et 7 mètres cubes, du 1^{er} novembre au 30 avril. A cette quantité venait se joindre celle provenant de la prise de Hocht. Mais le volume d'eau, donné par la prise de Hocht, était non-seulement variable, mais précaire. Il dépendait et du niveau de la Meuse, et du niveau du canal ; la prise de Hocht était d'autant moins productive que la sécheresse était plus grande, c'est-à-dire que le besoin d'eau pour la Campine se faisait le plus vivement sentir. Par le nouveau traité, le volume à puiser à la Meuse sera de 10 mètres cubes par seconde dans quelque saison que ce soit, lorsque le niveau du fleuve se trouvera au-dessus de l'étiage, et, lorsqu'il se trouvera au-dessous, de 7 $\frac{1}{2}$ mètres, du 15 octobre au 20 juin, et de 6 mètres, du 21 juin au 15 octobre. Les irrigateurs de la Campine sont assurés par là de pouvoir suivre leurs opérations, même dans l'hypothèse des circonstances atmosphériques les plus défavorables, et l'État est assuré, de son côté, de pouvoir alimenter non-seulement les canaux déjà existants dans la Campine, mais encore le canal décrété de Turnhout par Saint-Job, à Anvers. Les Chambres se féliciteront avec le Gouvernement que ce résultat ait pu être réalisé par une combinaison qui procure d'autre part aux Pays-Bas les avantages qu'ils poursuivaient. La position de la Belgique est donc meilleure, mais elle ne l'est pas aux dépens de ses voisins.

Il suit de ces rapides indications, que la réclamation de 1863 est plus large, et partant, plus complète pour les deux hautes Parties contractantes que celles de 1861. Sans doute celle-ci pouvait être amplifiée dans le sens de ce qui vient d'être fait : aucune de ses dispositions n'était obstatif à celles du dernier Traité ; mais ce Traité réalise ce que l'autre ne contenait qu'en germe. C'est pour ce motif que chacune des Hautes Parties intervenantes a pu y adhérer sans se contredire, et y a trouvé des satisfactions ou que le Traité antérieur ne lui donnait point, ou qu'il ne lui donnait qu'insuffisantes. Le Gouvernement belge n'a donc pas hésité dans sa marche. Il demeure convaincu qu'en outre du résultat moral, de l'apaisement d'un dissentiment fâcheux, il a

obtenu, par la nouvelle Convention, un résultat matériel qui justifie l'augmentation de la dépense à laquelle il s'oblige.

Dans la Convention de 1861, la dépense totale était fixée à 500 000 florins, dont $\frac{4}{5}$ à charge de la Belgique, et $\frac{1}{5}$ à charge des Pays-Bas. Dans la Convention présente, les frais de construction de la nouvelle rigole d'alimentation étant évaluée à 550 000 florins, et ceux des travaux à entreprendre à la Meuse à 900 000 florins, la dépense totale est de 1 450 000 florins. La Belgique interviendrait pour deux tiers dans les travaux de la Meuse, pour une moitié dans la construction de la rigole, soit ensemble 875 000 florins. La part des Pays-Bas serait d'un tiers dans les travaux de la Meuse, d'une moitié dans la construction de la rigole, soit ensemble, sur pied des évaluations, 575 000 florins.

Prise en elle-même, la charge que s'imposerait la Belgique serait-elle en équitable proportion avec les résultats que la Convention leur offre?

Résumons ces résultats :

La Belgique s'assurerait, à titre permanent et légal, elle verrait consacrer comme un droit, ce qui lui a été contesté jusqu'ici et considéré comme un abus;

Il lui serait garanti dans l'avenir une quantité d'eau supérieure à celle dont elle a joui dans le passé ou dont elle jouit dans le présent. L'État aurait donc toute sécurité quant au service de ses canaux, les particuliers quant au service de leurs irrigations.

Les améliorations apportées à la navigation sur le canal de Liège à Maestricht, et principalement sur le *Zuid-Willemsvaart* depuis Maestricht jusqu'à Loozen, profiteraient dans une large mesure au batelage et à l'industrie belges.

Il en serait de même des améliorations apportées au régime de la Meuse.

Enfin, il serait mis définitivement un terme à des discussions avec un pays voisin, lesquelles avaient revêtu un caractère de véritable aigreur. A quelque point de vue qu'on se place, il semble que nous nous trouvions en présence d'une solution heureuse donnée à des difficultés graves et en quelque sorte invétérées. Le Gouvernement nourrit l'espoir que les Chambres sanctionneront le Traité qui leur est soumis, et qui emprunte aux circonstances un caractère de sérieuse importance.

Le Ministre des affaires étrangères,
CH. ROGIER.

TRAITÉ.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, désirant régler d'une manière stable et

définitive le régime des prises d'eau à la Meuse, pour l'alimentation des canaux de navigation et d'irrigations, ont résolu de conclure un Traité dans ce but, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Adelphe-Alexandre-Félix baron *Du Jardin*, Commandeur de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, commandeur du Lion Néerlandais, Chevalier Grand-Croix de la Couronne de Chêne, Grand-Croix et Commandeur de plusieurs autres ordres, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas ;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, messire Paul Van der *Maesen de Sombreff*, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre du Nichan Iftihar de Tunis, son Ministre des Affaires étrangères; le sieur Jean-Rudolphe *Thorbecke*, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre du Lion néerlandais, Grand-Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique et de plusieurs autres Ordres, son Ministre de l'Intérieur, et le sieur Gérard-Henri *Betz*, son Ministre des Finances.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. Il sera construit sous Maestricht, au pied du glacis de la forteresse, une nouvelle prise d'eau à la Meuse, qui constituera la rigole d'alimentation pour tous les canaux situés en aval de cette ville, ainsi que pour les irrigations de la Campine et des Pays-Bas.

Art. 2. L'écluse n° 19, à Hocht, sera supprimée et remplacée par une nouvelle écluse à établir dans le *Zuid-Willems-vaart*, en amont de la rigole stipulée à l'art. 1^{er}.

La partie du canal comprise entre l'écluse de Hocht et la nouvelle écluse sera élargie et approfondie de manière à offrir la même capacité et le même tirant d'eau que la partie du bief comprise entre l'écluse n° 19, à Hocht, et l'écluse n° 18, à Bochoolt.

Art. 3. Le niveau de flottaison de la partie du canal entre Maestricht et l'écluse n° 18, à Bochoolt, sera élevé de manière à ce que l'écoulement des quantités d'eau désignées dans les art. 4 et 5 du présent Traité puisse avoir lieu sans que la vitesse moyenne du courant, mesurée dans l'axe du canal, dépasse en maximum de 25 à 27 centimètres par seconde.

Art. 4. La quantité d'eau à puiser à la Meuse est fixée comme suit :

A. Lorsque la hauteur des eaux de la Meuse se trouve au-dessus de l'étiage de cette rivière, dix (10) mètres cubes d'eau par seconde.

B. Lorsque ces eaux sont à l'étiage ou au-dessous, sept et demi (7 1/2) mètres cubes par seconde, du quinze (15) octobre au vingt (20) juin, et six (6) mètres cubes du vingt-et-un (21) juin au quatorze (14) octobre.

La hauteur de l'étiage variant actuellement entre les côtes de 30 à 40 centimètres au-dessus du zéro de l'échelle du pont de Maestricht,

correspond à un minimum de tirant d'eau entre Maestricht et Venloo de soixante-dix (70) centimètres.

Dans le courant de l'année, après la ratification du présent Traité, il sera placé à l'embouchure de la nouvelle prise d'eau à construire près de Maestricht, du côté de la Meuse, une échelle où sera marquée de commun accord une cote correspondant à la hauteur de l'eau à l'échelle dudit pont indiquant alors l'étiage.

En conséquence de ce qui précède, il ne sera plus fait usage de la prise d'eau à la Meuse, à Hocht, à partir de l'achèvement de la rigole mentionnée à l'art. 1^{er}.

Art. 5. Sur le volume de dix (10) mètres cubes d'eau, puisé à la Meuse à Maestricht, il sera attribué aux canaux et aux irrigations des Pays-Bas, deux (2) mètres cubes par seconde à déverser par l'écluse n° 17, à Loozen.

Cette quantité de deux (2) mètres cubes sera réduite à un et demi (1.50) mètre cube, aussitôt que le volume d'eau puisé à Maestricht sera diminué, conformément à ce qui est stipulé à l'article précédent.

Il sera loisible au Gouvernement des Pays-Bas d'augmenter le volume d'eau à puiser à la Meuse à Maestricht, sans que toutefois par là la vitesse du courant dans le canal puisse excéder les limites fixées à l'article 3.

Ce surplus sera également déversé par l'écluse n° 17, à Loozen.

Art. 6. Le Gouvernement belge s'engage à rejeter dans les canaux de navigation du quinze (15) mai au quinze (15) juillet au moins, les eaux provenant des irrigations effectuées en Belgique, soit au moyen de machines, soit par un canal collateur, ou par tout autre moyen propre à atteindre le but indiqué.

Toutefois, si la construction d'un canal collateur ou de tout autre ouvrage sur le territoire néerlandais était jugée nécessaire, le Gouvernement des Pays-Bas se réserve l'approbation des plans et la surveillance de l'exécution et de l'entretien qui seront à la charge du Trésor belge.

Les ruisseaux ou courants d'eau qui seront traversés par ces ouvrages conserveront leurs cours naturels.

Si dans la suite le Gouvernement des Pays-Bas désirait faire usage du collateur, soit pour l'alimentation des canaux, soit comme voie de navigation, cette question fera l'objet de négociations ultérieures.

Art. 7. Le Gouvernement belge laissera ou rendra à leur cours naturel les ruisseaux et courants d'eau qui, ayant leur source en Belgique, se dirigent vers le territoire néerlandais.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour prévenir, autant que possible, les chômages des canaux de Liège à l'écluse n° 17, à Loozen.

Aucun abaissement des niveaux de flottaison ordinaires de ces canaux ne pourra avoir lieu qu'après entente préalable entre les deux Gouvernements.

Art. 9. Dans le but d'améliorer la navigabilité de la Meuse entre Maestricht et Venloo, les Hautes Parties contractantes feront exécuter, dans cette partie de la rivière, pendant neuf années consécutives commençant en 1864, les travaux indiqués dans le tableau et la note explicative joints au présent Traité, jusqu'à concurrence d'une somme de 100 000 florins par an.

Un tiers de cette somme sera payé par les Pays-Bas et deux tiers par la Belgique. Les projets définitifs de ces travaux à exécuter annuellement seront dressés de commun accord par les fonctionnaires désignés à cet effet, et soumis à l'approbation des deux Gouvernements.

Les travaux projetés et arrêtés conformément à ce qui précède seront exécutés par les soins des agents du Gouvernement sur le territoire duquel ils seront situés.

L'entretien de ces travaux, après leur achèvement, sera à la charge du Gouvernement sur le territoire duquel ils sont établis.

Art. 10. La construction de la nouvelle prise d'eau à Maestricht, mentionnée dans l'art. 1^{er}, ainsi que l'exécution des travaux nécessaires pour satisfaire aux stipulations de l'art. 2, auront lieu à frais communs.

Les projets de ces travaux seront arrêtés et exécutés de la manière indiquée dans l'art. 9 pour les travaux de la Meuse.

Toutefois, il est entendu que le total des dépenses à la charge du Gouvernement belge, d'après les stipulations des art. 9 et 10, n'excédera pas la somme de 900 000 florins.

Art. 11. Si, dans la suite, le Gouvernement des Pays-Bas jugeait utile d'exécuter ou de laisser exécuter des travaux rendant nécessaire l'augmentation du volume d'eau à puiser à la Meuse à Maestricht, tel qu'il est fixé dans le présent Traité, le concours du Gouvernement belges mesures nécessaires pour assurer l'écoulement des eaux par le *Zuid-Willemsvaart* sera réglé entre les deux Gouvernements.

Art. 12. Par extension des dispositions de l'art. 10 de la Convention du 8 août 1843, aucun ouvrage qui serait de nature à modifier le courant, et par là à nuire à la rive opposée, ne pourra être construit à une distance de moins de 150 mètres du *Thalweg* de la Meuse, là où elle forme limite, que de commun accord entre les deux Hautes Parties contractantes.

Art. 13. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire exécuter les ouvrages indiqués aux art. 1^{er}, 2 et 6 avant le premier janvier 1866, ou plus tôt si faire se peut.

Immédiatement après l'achèvement de ces ouvrages, il sera donné suite aux stipulations des art. 3, 4, 5, 6 et 7.

Jusqu'à cet achèvement, l'alimentation des canaux et des irrigations aura lieu conformément à ce qui s'est fait pendant les deux dernières années.

Art. 14. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à La Haye dans le délai de quatre mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye, le 12 mai 1863.

(L. S.) *Signé* : BARON DU JARDIN. (L. S.) *Signé* : P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

(L. S.) *Signé* : THORBECKE.

(L. S.) *Signé* : G.-H. BETZ.

BELGIQUE — FRANCE.

Juillet 1, 1863.

Convention conclue, le 1^{er} juillet 1863, entre la France et la Belgique, pour l'établissement d'un chemin de fer direct entre Lille et Tournay.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, animés du désir de procurer à leurs sujets respectifs de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une Convention pour l'établissement d'un chemin de fer direct de Lille à Tournay, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, *M. Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'Ordre Impérial de la Légion-d'honneur, grand-croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi des Belges, *M. Firmin Rogier*, grand officier de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, grand officier de l'Ordre Impérial de la Légion-d'Honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement Français s'engage à assurer, dans les limites des conventions intervenues entre ledit Gouvernement et la

Compagnie des chemins de fer du Nord, l'exécution du chemin de fer de Lille à la frontière belge, dans la direction de Tournay.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage, dans les limites de la convention intervenue, le 6 février 1863, entre lui et MM. *P. Schaken* et *A. Bruneau*, à assurer l'exécution dudit chemin dans la portion comprise entre Tournay et la frontière française.

Art. 2. Le point de jonction des deux chemins de fer français et belge et les conditions de leur raccordement à la frontière seront déterminés, de commun accord, entre les deux Gouvernements, dans le délai d'un an, au plus tard, à partir de la date de la présente Convention.

Toutes les autres dispositions concernant le tracé du chemin, ainsi que l'emplacement des stations à l'intérieur de chaque territoire, demeurent réservées à l'appréciation de chacune des Hautes Parties contractantes.

Art. 3. Les voies de fer et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport, seront organisés, de part et d'autre, de manière à assurer l'exploitation avec des locomotives et à permettre de franchir sans obstacle la frontière dans un sens comme dans l'autre.

Les Ingénieurs des deux pays, chargés de la construction et de la surveillance des chemins de fer dont il s'agit, se communiqueront les détails des projets respectifs et se maintiendront en rapport pendant l'exécution des travaux.

Art. 4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux pays, de un mètre quarante-quatre centimètres au moins et de un mètre quarante-cinq centimètres au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis, dans chacun des deux États, de telle sorte qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 5. Dans chacun des deux pays, les acquisitions de terrains seront effectuées, les terrassements et les ouvrages d'art seront exécutés conformément aux clauses du cahier des charges de la concession.

Art. 6. Les travaux de construction seront poussés de manière à arriver en même temps à l'achèvement des chemins de fer sur les deux territoires.

Dans tous les cas, l'exploitation devra s'ouvrir sur chacun d'eux, au plus tard, le 1^{er} juillet 1865.

Art. 7. Les conditions de l'exploitation internationale seront concertées ultérieurement sous l'approbation des Gouvernements respectifs.

Art. 8. Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des

deux pays, soit pour le prix des transports, soit pour le temps d'expédition; et les transports à effectuer d'un territoire vers l'autre ne seront pas moins favorablement traités, quant au temps et aux prix d'expédition, que ceux qui s'effectuent dans l'intérieur des limites respectives de chaque territoire.

Art. 9. Toutes les mesures de police de la douane, auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la voie qui fait l'objet de la présente Convention, seront réglées par un accord ultérieur entre les deux Gouvernements, de manière à faciliter les rapports des deux pays et à favoriser le transit.

Les deux Gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations frontières des deux pays; le tout sans préjudice de l'application des lois et règlements de chaque État pour le parcours sur son territoire.

Art. 10. Lors de l'ouverture des deux chemins de fer, les Hautes Parties contractantes s'entendront sur les changements que le nouveau mode de communication pourrait nécessiter dans le service et le transport des correspondances postales, ainsi que dans le service des communications télégraphiques.

Art. 11. Toutes les fois que les administrations des chemins de fer de l'un et de l'autre État ne parviendront pas à s'entendre, soit sur les différents points prévus dans la présente Convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité du service et la prospérité du commerce de transit, les deux Hautes Parties contractantes interviendront pour prescrire les mesures nécessaires.

Art. 12. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 1^{er} juillet de l'an de grâce 1863.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LÉHYS. (L. S.) *Signé* : FIRMIN ROGIER.

FRANCE — PAYS-BAS (LUXEMBOURG).

Août 31, 1863.

Déclaration signée entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, le 31 août 1863, pour la Taxe des Dépêches télégraphiques.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, désirant assurer à la France et au Grand-Duché de Luxembourg les avantages d'un tarif uniforme pour l'échange de leurs dépêches télégraphiques, et accroître le nombre de celles-ci par une modération de taxes, les dispositions suivantes ont été, dans ce but, arrêtées d'un commun accord.

La taxe de la dépêche de vingt mots sera uniformément fixée à trois francs pour toutes les correspondances échangées entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination. Chaque série de dix mots ou fraction de série de dix mots en sus sera taxée de moitié du prix de la dépêche simple.

Le montant de la taxe sera partagé dans la proportion des deux tiers pour la France et un tiers pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Les dispositions consacrées par la déclaration du 1^{er} février 1863, pour la taxe des dépêches échangées entre bureaux frontières, sont maintenues.

Le présent arrangement aura la même durée que la Convention signée à Bruxelles, le 30 juin 1858, et entrera en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1863.

En foi de quoi, nous, Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, dûment autorisé à cet effet, avons signé le présent acte, pour être échangé contre une Déclaration correspondante de la part du Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg.

Fait à Paris, le 31 août 1863.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

ESPAGNE — RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

Septembre 21, 1863.

**Traité conclu entre l'Espagne et la République Argentine,
le 21 septembre 1863.**

Sa Majesté la Reine des Espagnes, d'une part, et S. Exc. le Président^t de la République Argentine, d'autre part, animés du désir d'écarter les difficultés suscitées pour l'exécution de l'article 7 du traité de reconnaissance, paix et amitié conclu à Madrid le 9 juillet 1859, et tenant en compte que le rétablissement de l'unité argentine, heureusement menée à bien en vertu de la réincorporation de la province de Buenos-Ayres, rend nécessaire la modification du même article, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté Catholique D. Manuel Pando Fernandez de Pinedo Alava y Davila, marquis de *Miraflores*, etc., grand d'Espagne de première classe, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, grand cordon de la Légion d'honneur de France et de l'ordre de Léopold de Belgique, grand-croix de l'ordre de Pie IX et des États pontificaux, du Christ de Portugal, etc., sénateur du royaume, ancien ambassadeur, président du conseil des ministres et son premier secrétaire d'État, etc.

Et S. Exc. le Président de la république Argentine, don Mariano *Balcarce*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près des Cours de Paris, Londres et Turin, nommé avec le même caractère près la Cour de Madrid, etc., etc.; qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme sont convenus de modifier ledit traité et de le laisser modifié dans les termes suivants :

Art. 1^{er}. Sa Majesté Catholique reconnaît comme nation libre, souveraine et indépendante, la République ou Confédération Argentine, composée de toutes les provinces mentionnées dans sa Constitution fédérale en vigueur et des autres territoires qui lui appartiennent légitimement ou lui appartiendraient plus tard; et usant de la faculté compétente, conformément au décret des cortès générales du royaume du 4 décembre 1836, renonce en toute forme et pour toujours, pour soi et ses successeurs, à la souveraineté, droits et actions qui lui appartenait sur le territoire de ladite République.

Art. 2. Par la haute interposition de Sa Majesté Catholique, et comme conséquence naturelle du présent traité, il y aura oubli absolu et complète amnistie pour tous les sujets de Sa Majesté et

citoyens de la République Argentine, quel que soit le parti qu'ils aient suivi durant les dissensions heureusement terminées par la présente stipulation.

Art. 3. Sa Majesté Catholique et la République Argentine conviennent que les sujets et citoyens respectifs des deux nations conservent leurs droits expéditifs et libres pour réclamer et obtenir justice et pleine satisfaction pour les dettes contractées *bona fide* entre eux, comme aussi qu'il ne leur sera mis, de la part de l'autorité publique, aucun obstacle aux droits qu'ils peuvent alléguer en raison de mariage, héritage par testament ou *ab intestat*, ou tout autre titre d'acquisition reconnu par les lois du pays dans lequel aurait lieu la réclamation.

Art. 4. La Confédération Argentine considérant que, en même temps qu'elle acquiert les droits et privilèges correspondant à la couronne d'Espagne, elle contracte tous ses devoirs et obligations, reconnaît solennellement comme dette consolidée de la République, aussi privilégiée qu'aucune autre, conformément à ce qui est établi spontanément dans ses lois, toutes les dettes de quelque classe qu'elles soient contractées par le Gouvernement espagnol et ses autorités, dans les anciennes provinces d'Espagne qui forment actuellement ou constitueront ultérieurement le territoire de la République Argentine, évacué par celles-ci le 25 mai 1810. Seront considérées comme preuves des dettes, les états des livres de compte des administrations de l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres ou des administrations spéciales des provinces qui constituent et forment dorénavant la République Argentine, de même que les conventions et certificats originaux ou copies légalisées, et tous les documents qui, quelle que soit leur date, fassent foi selon les principes de droit universellement reconnus, moyennant qu'ils soient signés par des autorités espagnoles résidant dans le territoire. La qualification de ces crédits se fera en entendant les parties intéressées, et les sommes qui seraient admises d'après cette liquidation et reconnues comme de légitimes paiements produiront l'intérêt légal à partir d'un an après l'échange des ratifications du présent Traité, quoique la liquidation ait lieu postérieurement.

Ne formeront pas partie de cette dette les sommes que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique aurait dépensées après la complète évacuation du territoire argentin par les autorités espagnoles.

Art. 5. Quoique les luttes et désaccords heureusement terminés n'aient été ni tenaces ni désastreux dans l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres, et qu'il soit à présumer, par conséquent, que les séquestres et confiscations de propriétés de sujets espagnols ou de citoyens argentins aient été insignifiants, Sa Majesté Catholique et la République Argentine, désirant éviter tout dommage, s'engagent solennellement à ce que tous les biens meubles et immeubles, bijoux,

argent et autres effets de toute espèce qui auraient été séquestrés ou confisqués à des sujets espagnols ou à des citoyens de la République Argentine, durant la guerre soutenue en Amérique ou après elle, et se trouveraient encore au pouvoir des gouvernements respectifs au nom desquels aurait été fait le séquestre ou la confiscation, seront immédiatement restitués à leurs anciens maîtres ou à leurs héritiers ou légitimes représentants, sans qu'aucun d'eux n'ait d'action pour rien réclamer, en raison des produits que lesdits biens ou valeurs auraient pu ou dû rendre durant le séquestre ou la confiscation. Il ne pourra être réclamé ni par l'une ni par l'autre partie pour les dégradations ou améliorations causées dans ces biens par le temps ou par le hasard durant le séquestre ou la confiscation; mais les anciens maîtres et leurs représentants devront payer au Gouvernement respectif toutes améliorations faites d'œuvre humaine dans lesdits biens ou effets après le séquestre ou la confiscation, de même que ledit Gouvernement devra leur payer toutes les dégradations provenant de telle œuvre dans l'époque mentionnée. Et ces indemnités réciproques se feront de bonne foi et sans contestations judiciaires, au jugement amiable d'experts ou d'arbitres nommés par les parties ou de tiers qu'ils choisiraient en cas de désaccord.

Aux créanciers dont traite cet article, dont les biens auraient été vendus ou aliénés d'une manière quelconque, on donnera l'indemnité afférente dans ces termes et à leur choix, soit en papier de la dette consolidée de la classe la plus privilégiée dont l'intérêt commencera à courir un an après l'échange des ratifications du présent Traité, soit en terres de l'État.

Si l'indemnité se réalisait en papier, il sera donné à l'intéressé par le Gouvernement respectif un titre de crédit contre l'État, titre qui jouira d'un intérêt depuis l'époque fixée dans le paragraphe précédent, bien que ce titre ait été délivré postérieurement, et si l'indemnité s'effectuait en terres publiques après l'année qui suivrait l'échange des ratifications, on ajouterait à la valeur des terres données en indemnité des biens perdus une quantité de terres supplémentaires, calculée équivalente au rendement des premières, si celles-ci avaient été livrées dans l'année qui aurait suivi ledit échange, de manière que l'indemnité soit effective et complète en se réalisant. Pour l'indemnité, tant en papier qu'en terres de l'État, on aura égard à la valeur qu'avaient les biens confisqués lors du séquestre ou de la confiscation, en procédant toujours de bonne foi et d'une manière amiable et conciliatrice. Sa Majesté Catholique, pour sa part, s'engage à effectuer une égale reconnaissance et paiement respectif aux créances de la même espèce appartenant à des citoyens argentins en Espagne.

Art. 6. Quel que soit le point où sont établis les sujets espagnols ou

les citoyens de la République Argentine qui, en vertu des articles 4 et 5 de ce Traité, auraient à faire quelque réclamation, ils devront la présenter précisément dans le terme de quatre ans, comptés depuis le jour où sera publiée dans la capitale de la République la ratification du présent Traité avec une relation succincte des faits appuyés par des documents authentiques qui justifient la légitimité de la demande.

Passé lesdits quatre ans, on n'admettra de nouvelles réclamations de cette nature sous aucun prétexte.

Art. 7. Afin d'établir et de consolider l'union qui doit exister entre les deux peuples, les deux parties contractantes conviennent que pour déterminer la nationalité d'Espagnols et d'Argentins, on observera respectivement dans chaque pays les dispositions consignées dans la Constitution et les lois.

Les Espagnols nés dans les domaines actuels de l'Espagne, qui auraient résidé dans la République Argentine et adopté sa nationalité, pourront recouvrer la leur primitive si cela leur convient, les présents dans le délai d'un an, les absents dans le délai de deux ans.

Passé ce terme, la nationalité de la République sera réputée définitivement adoptée.

La simple inscription sur la matricule des nationaux qui devra s'établir dans les légations et consulats de l'un et l'autre État sera une formalité suffisante pour faire constater la nationalité respective.

Les principes et les conditions qu'établit cet article seront également applicables aux citoyens argentins et à leurs fils dans les domaines espagnols.

Art. 8. Les sujets de Sa Majesté Catholique dans la République Argentine et les citoyens de la République en Espagne pourront exercer librement leurs métiers et professions, posséder, acheter et vendre en gros et en détail toute espèce de biens et propriétés, meubles et immeubles, faire sortir du pays intégralement leurs valeurs, en disposer de leur vivant ou à leur mort, et succéder par testament ou *ab intestat*, le tout conformément aux lois du pays, dans les mêmes termes et sous les mêmes conditions et droits dont usent ou useraient les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Les sujets espagnols ne seront pas soumis dans la Confédération Argentine, ni les citoyens de cette République en Espagne, au service de l'armée ou milice nationale. Ils seront également exempts de toute charge ou contribution extraordinaire ou emprunt forcé; et dans les impôts ordinaires qu'ils payeront à raison de leur industrie, de leur commerce ou de leurs propriétés, ils seront traités comme les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 10. En tant que Sa Majesté Catholique et la République Argentine ne concluent pas un Traité de commerce et de navigation, les

hautes parties contractantes s'obligent réciproquement à considérer les sujets et citoyens des deux États pour le règlement des droits pour les productions naturelles et industrielles, effets et marchandises qu'ils importeraient ou exporteraient des territoires respectifs, de même que pour le paiement des droits de port, dans les mêmes termes que ceux de la nation la plus favorisée. Toute exemption et toute faveur ou privilège qui, en matière de commerce, douanes ou navigation serait concédé par l'un des États contractants à toute autre nation, sera de fait extensif aux sujets de l'autre État, et ces avantages seront de jouissance gratuite, si la concession a été faite gratuitement, ou, dans d'autres cas, avec les mêmes conditions qui auraient été stipulées, ou au moyen d'une compensation accordée par convention mutuelle.

Art. 11. Le présent traité, tel qu'il est exposé en onze articles, sera ratifié, et les ratifications s'échangeront dans cette Cour dans le délai d'un an, ou plus tôt s'il se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique et de la République Argentine, l'avons signé en duplicata et scellé avec nos sceaux respectifs à Madrid, le 21 septembre 1853.

(L. S.) *Signé* : Le marquis

DE MIRAFLORES.

(L. S.) *Signé* : MARIANO BALCARCE.

Les ratifications respectives ont été échangées à Madrid le 20 juin 1864.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

BADE.

**Discours prononcé le 20 avril 1864, par le Prince Guillaume,
à l'ouverture de la première Chambre de Bade.**

De tout temps cette chambre a accompli le devoir de prendre une part sérieuse à tous les événements concernant le pays. Or deux événements de grande importance pour toute l'Allemagne viennent de se passer dans l'intervalle. L'un est le glorieux combat que les premiers vaisseaux allemands ont eu à soutenir, le 18 mars, contre une flotte ennemie supérieure en force, l'autre est le fait d'armes accompli, le 18 du mois, par les troupes prussiennes, et qui sera dorénavant inscrit en lettres d'or dans les annales de l'histoire militaire de la Prusse et de l'Allemagne.

Le 18 du mois, l'armée prussienne a remporté une brillante et glorieuse victoire sur l'armée de l'ennemi de la patrie tout entière. Cette victoire est le fruit de la manière habile dont les troupes ont été conduites et du dévouement héroïque de ces dernières; aussi a-t-on réussi à chasser les ennemis, et Dieu veuille que cela soit pour toujours. Cet événement, dont nous ne saurions trop remercier la Providence, a une portée d'autant plus grande qu'il a eu lieu avant la réunion des conférences qui, sur un sol hostile à l'Allemagne, doivent décider des destinées des Duchés. Donc poussons des cris de joie en l'honneur de ce glorieux fait d'armes, mais exprimons aussi notre douleur et nos sympathies pour les grandes pertes que cette gloire a coûtées. Paix aux cendres de tous les braves qui sont morts pour la patrie !

BRÉSIL.

**Discours de l'Empereur , à l'ouverture des Chambres ,
le 3 mai 1864.**

Augustes et très-dignes représentants de la Nation !

C'est toujours avec une vive joie que je vois réunies les Chambres en assemblée générale.

Je vous annonce avec plaisir que je m'occupe du mariage des princesses mes filles bien-aimées et chéries, que j'espère voir s'effectuer dans la présente année.

Dans aucune partie de l'empire l'ordre n'a été troublé : l'état de la santé publique est en général satisfaisant.

Le Gouvernement britannique ayant accepté la médiation offerte par celui de Sa Majesté Très-Fidèle, dans la pensée d'aider au rétablissement des relations diplomatiques entre le Gouvernement du Brésil et celui de la Grande-Bretagne, le Gouvernement brésilien a accepté aussi cette offre si gracieuse, dans l'espoir que cette affaire arrivera bientôt à la solution désirée.

Les relations internationales de l'Empire avec les autres puissances demeurent inaltérables.

La guerre civile continuant malheureusement à déchirer la république orientale de l'Uruguay et les plaintes que suscitent les préjudices faits aux droits et aux légitimes intérêts de nos compatriotes qui y résident ne cessant de s'accroître, le Gouvernement du Brésil a pensé que, sans rompre la neutralité qu'il lui convient de garder dans les dissensions intérieures de la république voisine, il était de son devoir d'envoyer à Montevideo une mission spéciale pour obtenir du Gouvernement de l'État oriental la satisfaction due à nos réclamations et des mesures efficaces pour la réalisation des garanties que les propres lois de cet État promettent à ceux qui habitent ce territoire.

La réforme de la loi du 3 décembre 1841, de l'amélioration du sort de la magistrature ainsi que la réforme de la législation hypothécaire et de la loi de la garde nationale, sont des nécessités de jour en jour plus vivement senties.

Il est indispensable d'améliorer la législation électorale et d'organiser d'une manière convenable l'administration des provinces et des municipalités.

La marine de guerre réclame comme mesure urgente une loi de promotion.

Un système de recrutement approprié aux circonstances actuelles et un code militaire en rapport avec les justes exigences de la disci-

pline, sont les bienfaits que la nation attend sous peu de ses représentants.

Dans l'ordre des intérêts matériels, un point digne de votre attention particulière, c'est le prolongement du chemin de fer de Don Pedro II.

Les revenus publics se sont accrus, mais ils n'arrivent pas à équilibrer la recette avec la dépense de l'État sans l'adoption de mesures efficaces que j'attends de votre zèle pour le bien de notre patrie. Le Gouvernement met dans l'emploi des deniers publics la plus sévère économie.

Augustes et très-dignes représentants de la nation, je compte sur l'efficacité de nos efforts pour la prospérité du Brésil : la première session de la présente législature est fermée et la seconde session est ouverte.

ESPAGNE.

Communication faite à la Diète germanique, le 18 février 1864, par M. de Rascon, Ministre d'Espagne près la Confédération germanique, relativement à la reconnaissance des insurgés de Saint-Domingue, comme belligérants.

La direction du soulèvement qui a éclaté l'an dernier dans l'île de Saint-Domingue contre la domination légitime de la mère-patrie espagnole et qui est fomenté au dehors, — direction qui s'est arrogé le nom de Gouvernement, — a fait faire par ses agents des démarches auprès d'un certain Gouvernement, pour obtenir de celui-ci la reconnaissance comme *partie belligérante*, et se trouver à même en conséquence de délivrer perfidement des lettres de marque et se livrer à des actes de piraterie, notamment contre des navires de commerce espagnols.

Le Gouvernement espagnol est fermement décidé à réprimer énergiquement par tous les moyens dont il dispose et dès sa première manifestation, une tentative aussi criminelle, qui porte atteinte à l'honneur de son pavillon et met en péril le commerce de ses sujets, comme aussi les intérêts des nations étrangères qui placent leurs marchandises sous la protection du pavillon espagnol.

Pour ces raisons, le ministre des affaires étrangères, M. d'Arrazola, a prévenu récemment de cette résolution tous les Gouvernements amis de l'Espagne, par une note-circulaire exposant exactement l'état des choses représenté ici. Le ministre a déclaré en même temps que le

Gouvernement espagnol ne voyait absolument dans les insurgés de Saint-Domingue que des rebelles et ne leur reconnaissait d'autre caractère que celui de rebelles.

Mais précisément à cause de cela le Gouvernement espagnol ne considérerait les expéditions dirigées par les rebelles contre la sûreté des vaisseaux espagnols ou de la propriété espagnole en général, quelle que fût d'ailleurs la nature de ces expéditions et quelque nom qu'on leur donnât, que comme des actes de piraterie et, en conséquence, exécuterait avec une inflexible rigueur, constamment et partout, relativement aux vaisseaux, aux chargements et aux équipages de semblables expéditions, les lois pénales en vigueur contre les pirates et adoptées d'après les principes du droit des gens qui régissent cette matière.

Par un procédé de cette nature, conforme au droit le plus strict et protégeant les intérêts de ses sujets, de même que ceux de toutes les nations maritimes, le Gouvernement espagnol croit accomplir consciencieusement, sous ce rapport aussi, un des devoirs qui lui incombent.

ÉTATS CONFÉDÉRÉS.

Manifeste du Congrès des États confédérés d'Amérique relatif à la guerre actuelle avec les États-Unis, 10 juin 1864.

Le Congrès des États confédérés d'Amérique, reconnaissant sa responsabilité vis-à-vis de l'opinion du monde civilisé, de la grande loi de la philanthropie chrétienne et du suprême arbitre de l'univers, à l'occasion de la part qu'il a été forcé de prendre dans les tristes scènes de guerre et de carnage que notre continent a offertes depuis trois ans aux yeux de l'humanité affligée, croit que le moment est venu de déclarer les sentiments, les principes et les desseins qui ont inspiré et inspirent encore sa conduite.

Le Congrès a toujours et profondément déploré la nécessité qui l'a contraint à prendre les armes pour la défense de nos droits et des libres institutions léguées par nos ancêtres. Il ne désire rien tant que le retour de la paix, dès que l'ennemi, en mettant un terme à la guerre impie qu'il nous fait, nous permettra de jouir tranquillement de la protection de ces droits héréditaires et de ces institutions populaires. La série de succès signalés qu'il a plu au Dieu Tout-Puissant d'accorder à nos armées, sur presque tous les points envahis de notre territoire, depuis l'ouverture de la campagne actuelle, nous permet d'exprimer le désir de la paix dans l'intérêt de la civilisation et de l'humanité, sans crainte de voir méconnaître nos motifs ou attribuer notre déclaration à un

sentiment pusillanime qui nous ferait douter de nos moyens pour soutenir notre cause. Les nombreux et désastreux échecs, précurseurs d'une ruine finale, qui ont déjà éprouvé l'armée gigantesque dirigée contre la capitale de la Confédération, sont une suite des mêmes succès providentiels en notre faveur. Si nous les signalons, ce n'est pas dans un esprit de vaine gloire, mais pour reconnaître humblement la protection divine qui a daigné nous les départir.

Le monde peut le voir maintenant. Un peuple de huit millions d'hommes habitant un territoire si vaste, pourvu de moyens si divers, de facilités si nombreuses que la nature lui a prodigués pour sa défense, un peuple décidé à sacrifier son bien-être, ses forces physiques, sa fortune, la vie même, plutôt que de subir la honte de perdre l'indépendance et la liberté des États qui l'ont vu naître, ne pourra jamais être conquis. Nos adversaires eux-mêmes ne commencent-ils pas à sentir que le sang humain a coulé assez longtemps, que tant de larmes, de sang et de trésors ont été prodigués en pure perte, qu'un voile de deuil a couvert leur territoire aussi bien que le nôtre? ne se voient-ils pas plus exposés que nous à une catastrophe financière, à la banqueroute, sans parler de la perte de leurs libertés par suite du despotisme qu'a engendré l'état de guerre contre les libertés d'un autre peuple de frères? Voudront-ils, en prolongeant de gaieté de cœur une lutte sans issue, faire de ce continent si longtemps et si fièrement vanté comme la terre favorite de la liberté et du Gouvernement du peuple par le peuple, comme l'asile de la paix et de la haute civilisation, le théâtre de la lutte la plus prodigue de sang et la moins motivée dont le monde ait jamais eu le spectacle, d'un retour virtuel à la barbarie des anciens temps, et de la destruction de la liberté constitutionnelle par un pouvoir illégal et usurpé?

Telles sont les questions qu'il appartient à nos adversaires de décider pour eux-mêmes. Notre désir, à nous, est d'être déchargés devant le tribunal du monde, aussi bien que devant la justice divine, de toute responsabilité quant à l'origine et à la prolongation d'une guerre aussi contraire à l'esprit du siècle qu'aux traditions et aux principes reconnus du système politique américain.

Quelle que soit l'opinion qui ait dominé ailleurs, tous les partis ont toujours été d'accord sur notre continent que le Gouvernement, pour être légal, doit être basé sur le consentement des gouvernés. Nous avons été forcés de rompre notre connexion fédérale avec nos précédents associés, à cause de leurs agressions contre les principes fondamentaux de notre traité d'union avec eux; et en agissant ainsi nous avons exercé un droit consacré par la grande charte de la liberté américaine, — le droit d'un peuple libre, lorsqu'un Gouvernement devient destructeur du but pour lequel il a été établi, de retourner aux prin-

cipes originaux et d'instituer de nouvelles garanties pour sa sécurité. L'indépendance séparée des États n'a jamais été abandonnée, et la prétention d'appliquer à des communautés indépendantes ainsi constituées et organisées les règles ordinaires pour comprimer des sujets rebelles et les réduire à l'obéissance, était un solécisme dans toute la force du mot aussi bien qu'un outrage fait aux principes du droit public.

La guerre faite aux États confédérés était donc tout à fait une guerre d'agression. De notre côté elle a été tout à fait une guerre défensive. Nés libres et descendants d'ancêtres pleins de bravoure, nous n'avions d'autre alternative que de nous lever pour la défense de nos foyers envahis, de nos autels souillés, de nos libertés et de nos droits nationaux violés et des institutions écrites qui les gardent et les protègent. Nous ne sommes pas intervenus et nous ne désirons intervenir en aucune façon à l'égard de la paix intérieure et de la prospérité des États en armes contre nous, ou du libre développement de leurs destinées dans une forme quelconque, ou de la ligne politique qu'ils jugent convenable d'adopter pour eux-mêmes. Tout ce que nous demandons, c'est une égale immunité pour nous-mêmes, et qu'on nous laisse tranquilles dans la libre jouissance de ces droits inaliénables de vie, de liberté et de bonheur, que nos ancêtres communs ont déclaré être l'héritage de tous les membres du compact social.

Qu'ils s'abstiennent de toute agression contre nous et la guerre est finie. S'il y a des questions qui ont besoin d'être aplanies par des négociations, nous avons toujours été disposés et sommes encore disposés à entrer en communication avec nos adversaires dans un esprit de paix, d'équité et de franchise virile. Forts de la conviction, de la justice de notre cause, du dévouement de nos soldats citoyens et de toute la masse de notre peuple, et surtout de la protection du ciel, nous ne craignons pas d'avouer que nous avons le sincère désir d'avoir la paix à des conditions compatibles avec notre honneur et la sécurité permanente de nos droits, et que nous aspirons ardemment à voir le monde rétabli une fois de plus dans ses bienfaisantes recherches d'industrie et ses relations mutuelles si nécessaires à son bien-être, et qui ont été si gravement interrompues par l'existence de cette guerre d'Amérique, si contraire aux lois de la nature.

Mais si nos adversaires ou ceux qu'ils ont placés au pouvoir, sourds à la voix de la justice et de la raison, manquaient aux lois de la prudence et de l'humanité en s'abandonnant à une confiance présomptueuse et aveugle dans leurs forces et dans leurs mercenaires noirs et étrangers, et se décidaient à prolonger indéfiniment la lutte, que sur eux retombe la responsabilité d'une décision si fatale pour eux-mêmes et si contraire aux intérêts et au repos de l'humanité.

Quant à nous, nous n'avons pas de crainte dans le résultat. La supposition la plus sauvage qui jamais soit sortie d'une imagination désordonnée ne serait rien en comparaison de l'extravagance qui rêverait la conquête de huit millions d'hommes, résolus unanimement à mourir libres plutôt que de vivre esclaves, alors qu'ils ont appris à connaître leurs adversaires par l'esprit sauvage et destructeur qui a présidé à la guerre faite contre eux et par les aveux, marqués au coin de la démence, des partisans du servage pis que le servage égyptien, qui les atteindrait dans le cas d'une défaite.

Après avoir ainsi fait connaître nos dispositions, nos principes et notre but, nous livrons notre cause au jugement éclairé du monde, aux calmes réflexions de nos adversaires eux-mêmes et à l'arbitrage solennel et juste du ciel.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE M. SEWARD ET M. DAYTON, A PROPOS DE LA RÉOLUTION DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DU 4 AVRIL 1864, RELATIVE AU MEXIQUE.

M. Seyward à M. Dayton.

Washington, le 7 avril 1864.

Monsieur, je vous envoie copie d'une résolution passée à l'unanimité par la Chambre des Représentants le 4 de ce mois. Elle affirme l'opposition de ce corps à la reconnaissance d'une monarchie au Mexique. M. Geoffroy n'a pas perdu de temps pour me demander l'explication de cette démarche. Il est à peine nécessaire, après ce que je vous ai déjà écrit avec une entière franchise pour les informations de la France, de dire que cette résolution traduit sincèrement le sentiment unanime du peuple des États-Unis relativement au Mexique. Cependant c'est une question distincte et tout autre de savoir si les États-Unis peuvent juger nécessaire ou convenable de s'exprimer dans la forme adoptée à présent par la Chambre des Représentants. C'est une question pratique et purement exécutive, et sa décision appartient constitutionnellement, non à la Chambre des Représentants, ni même au Congrès, mais au Président des États-Unis. Vous prendrez donc note que la déclaration de la Chambre des Représentants est sous forme de résolution commune; avant d'acquiescer le caractère d'un acte législatif, elle doit recevoir : 1^o la sanction du Sénat; 2^o l'approbation du Président des États-Unis, ou, en cas de dissentiment, l'assentiment renouvelé des deux Chambres du Congrès, qui doit être exprimé par une majorité des deux tiers de chaque corps.

Sans doute le Président reçoit la déclaration de la Chambre des Représentants avec le profond respect auquel elle a droit, comme une exposition de ses vues sur un grave et important sujet; mais il vous ordonne d'informer le Gouvernement français qu'il n'a nullement dessein à présent de se départir de la politique que ce gouvernement a suivie jusqu'ici en ce qui touche la guerre existant entre la France et le Mexique. Il est à peine nécessaire de dire que la Chambre des Représentants a agi d'elle-même, et non sur aucune communication du département exécutif, et que les Français seraient prévenus en temps raisonnable de tout changement à ce sujet que le Président peut juger, dans l'avenir, convenable d'adopter.

Je suis, etc.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 22 avril 1864.

Monsieur, je suis allé voir M. Drouyn de Lhuys hier au ministère des affaires étrangères. Les premiers mots qu'il m'a adressés quand je suis entré sont ceux-ci : « Nous apportez-vous la paix ou la guerre? » Je lui ai demandé à quoi il faisait allusion, et il m'a dit vouloir parler spécialement des résolutions récemment passées par le Congrès relativement à l'invasion du Mexique par les Français et à l'établissement de Maximilien sur le trône de ce pays. Je lui répondis que je ne pensais pas que la France eût le droit d'inférer que nous étions sur le point de lui faire la guerre, d'aucun point contenu dans ces résolutions; qu'elles ne signifiaient rien de plus que ce qui avait été constamment marqué au gouvernement français depuis le commencement; que j'avais toujours représenté à ce gouvernement que tout acte d'intervention de sa part dans la forme du gouvernement mexicain serait considéré avec mécontentement dans notre pays, et qu'il ne pouvait s'attendre à ce que nous nous hâtions de reconnaître un gouvernement monarchique établi sur les fondements d'une république qui était notre proche voisine; que j'avais des raisons de croire que vous aviez tenu le même langage au ministre de France aux États-Unis.

Il ne nia pas cette allégation, mais il a évidemment regardé la résolution en question comme une démarche sérieuse de notre part, et l'on me dit que les chefs sécessionnistes ont fondé de grandes espérances sur cette résolution comme moyen de fomentier de mauvais sentiments entre la France, d'autres pays et nous-mêmes. M. Mason et son secrétaire sont allés à Bruxelles pour conférer avec M. Dudley

Mann, qui est leur commissaire dans cette ville. M. Slidell, dit-on, devait se rendre en Autriche, mais il n'est pas encore parti.

Je suis, etc.

Signé : W. L. DAYTON.

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 2 mai 1864.

Monsieur, aussitôt après le reçu de votre dépêche n° 525, j'ai fait demander à M. Drouyn de Lhuys une entrevue spéciale, qu'il m'a accordée pour samedi dernier. Je lui dis alors que je savais que le Gouvernement français avait ressenti quelque inquiétude de la résolution récemment passée par la Chambre des Représentants relativement au Mexique; que, d'autant plus que je venais de recevoir copie de cette résolution avec les vues du Président des États-Unis, je le priais, s'il l'avait pour agréable, de me permettre de lui lire votre dépêche contenant ces vues. Il y consentit, et comme c'était la manière la plus courte et la plus satisfaisante de suivre mes instructions, je lui lus toute cette partie de votre dépêche qui a trait à ce sujet, constatant en même temps qu'à mon avis c'était une preuve remarquable de la franchise et de l'empressement du Président.

Quand j'eus fini de lire, M. Drouyn de Lhuys exprima sa satisfaction. Après m'avoir fait quelques questions sur le résultat de la démarche du Sénat quand une résolution était déposée sur le bureau, l'entretien se termina. L'extrême émotion manifestée par le Gouvernement français, quand il a d'abord connu la résolution de la Chambre des Représentants, s'est calmée, au moins en très-grande partie.

Je suis, etc.

Signé : W. L. DAYTON.

M. Seward à M. Dayton.

Département d'État. Washington, le 9 mai 1864.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 22 avril. Ce que vous avez dit à M. Drouyn de Lhuys au sujet de la résolution de la Chambre des Représentants, relative au Mexique, est entièrement approuvé. Le Sénat n'a pas encore pris la résolution en considération. M. Corwin devait quitter Vera-Cruz le 3 de ce mois, en vertu d'un congé d'absence que ce département lui a accordé le 3 août dernier.

Je suis, etc.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Seward à M. Dayton.

Département d'État, Washington, le 21 mai 1864.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 2 mai et d'approuver vos démarches y relatées.

Nous vous apprenons que M. Corwin, notre ministre plénipotentiaire au Mexique, est à la Havane, en route pour les États-Unis, où il revient en congé d'absence.

Je suis, etc.

Signé : W. H. SEWARD.

FRANCE.

Circulaire de M. Drouyn de Lhuys, aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, au sujet du vote de la Chambre des Représentants des États-Unis, du 4 avril 1864, relative au Mexique, 7 mai 1864.

Paris, 7 mai 1864.

M. Dayton est venu me lire une dépêche que lui a adressée le secrétaire d'État de l'Union, pour dégager la responsabilité du Gouvernement de Washington, et bien établir qu'un vote de la Chambre des représentants ou du Sénat, ou même des deux Chambres, s'il se recommande naturellement à son attention, ne saurait cependant l'obliger à modifier sa politique et lui enlever sa liberté d'action. M. Seward ne voit aucune raison de suivre, dans la question mexicaine, une autre ligne de conduite que celle qu'il a adoptée jusqu'ici; et, si ces dispositions venaient à se modifier, nous serions informés directement et en temps utile de cette résolution et de ses motifs.

J'ai répondu à M. Dayton que rien, dans l'opinion du Gouvernement de l'Empereur, ne justifierait ce changement; que notre confiance dans la sagesse et les lumières du cabinet américain était trop grande pour que nous lui supposions aucune idée de compromettre, par des actes irréfléchis, les véritables intérêts des États-Unis. En exprimant à M. Dayton toute la satisfaction que causaient au Gouvernement de l'Empereur les assurances qu'il était chargé de me donner, j'ai ajouté que je pensais, en effet que, au point de vue des États-Unis eux-mêmes, le choix ne pouvait être douteux entre l'établissement à Mexico d'un état de choses stable et régulier, et la perpétuité d'une anarchie dont ils avaient les premiers éprouvé et signalé les graves inconvénients.

La réorganisation d'une immense contrée, appelée, avec le retour de l'ordre et de sa sécurité, à jouer un rôle économique important dans le monde, devrait être, principalement pour les États-Unis, une source réelle d'avantages; puisque c'était un marché nouveau qui s'ouvrait pour eux, et dont, plus que d'autres, à raison de leur proximité, ils seraient appelés à profiter.

La prospérité du Mexique répondait donc à leurs intérêts les mieux entendus, et je ne croyais certainement pas que le Gouvernement de Washington pût méconnaître cette vérité.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

GRANDE-BRETAGNE.

Acte de renonciation du Prince de Galles, pour lui et ses descendants, à la succession au Trône des Duchés de Cobourg et Gotha, acte communiqué à la Diète des deux Duchés, 19 avril 1863.

Nous, Albert, Édouard, prince royal de la Grande-Bretagne et d'Irlande, etc., faisons savoir qu'ayant reconnu l'adhésion donnée par notre père, mort en Dieu, à la loi du 1^{er} mars 1855 sur la maison de Saxe-Cobourg-Gotha et la loi fondamentale décrétée par lui le 3 mai 1852 pour les duchés de Cobourg et de Gotha, nous avons vu que le désir de notre père, mort en Dieu, était que sa postérité renonçât complètement au droit de succession au trône des duchés de Cobourg et de Gotha. En conséquence, nous avons l'intention de réaliser ce vœu paternel, ce qui jusqu'ici ne nous était pas permis, vu notre minorité; nous voulons le réaliser d'une manière aussi complète que possible, et par là ajouter, selon nos forces, à la prospérité du royaume de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, ainsi qu'à celle des duchés de Cobourg et de Gotha, tout en donnant à nos frères un témoignage de notre amour fraternel.

Nous renonçons donc pour nous et pour nos héritiers à tout droit quelconque de succession au trône des duchés de Cobourg et de Gotha et des provinces y attenantes, en faveur de nos frères bien-aimés les princes Alfred-Ernest-Albert, Arthur-William-Patrick-Albert et Léopold-Georges-Duncan-Albert et de leurs successeurs mâles, et nous voulons que ce droit de succession au trône des duchés de Cobourg et de Gotha et des provinces y attenantes, passe sur la tête de nos bien-aimés frères et de leurs successeurs mâles. Dans le cas toutefois où nos frères bien-aimés et leur lignée mâle s'éteindraient avant nous et

notre branche mâle, nous nous réservons, pour nous et nos successeurs mâles, ce droit de succession au trône des duchés de Cobourg et de Gotha et des provinces y attenantes, conformément aux dispositions de ladite loi du 1^{er} mars 1855 et de celle du 3 mai 1852. Nous avons fait faire un double de cet acte de renonciation, l'avons signé et y avons apposé notre sceau.

Donné au Château de Windsor, le 19 avril 1863.

Signé : ALBERT-ÉDOUARD.

Nous, Léopold I^{er}, roi des Belges, etc., etc., déclarons ici que S. A. R. Albert-Édouard, prince royal de Grande-Bretagne et d'Irlande, etc., etc., ayant daigné, — par un acte donné le 19 avril dernier au château de Windsor, — renoncer à tout droit quelconque de succession au trône des duchés de Cobourg et de Gotha, et des provinces y attenantes, en faveur de ses frères et de leurs successeurs mâles, avec les réserves voulues, nous a donné communication de cet acte en notre qualité de tuteur légal, comme prince de Saxe-Cobourg-Gotha, et comme tel nous déclarons, au nom de nos pupilles, que nous reconnaissons de tous points l'acte donné par le prince Albert-Édouard, le 19 avril de cette année, au château de Windsor.

Donné à Lacken, le 25 mai 1863.

Signé : LÉOPOLD.

DÉPÊCHES RELATIVES A LA RETRAITE DE SIR JAMES HUDSON DE LA LÉGATION DE TURIN.

N^o 1. — Le comte Russell à sir J. Hudson.

Foreign-Office, 10 septembre 1863.

Par suite du désir que vous avez exprimé de résigner vos fonctions de ministre à la cour du roi d'Italie, S. M. la Reine a jugé à propos de vous témoigner son approbation de vos longs et laborieux services, en vous conférant le grade de grand'croix de l'Ordre du Bain. Les lords de la trésorerie ont été autorisés par Sa Majesté à vous accorder la pension à laquelle vous avez droit, d'après la durée de vos services dans une mission de première classe.

J'éprouve, de mon côté, la satisfaction de songer que la politique du gouvernement italien a trouvé en vous un représentant intelligent et digne des plus grands éloges. Aussi, nul n'a obtenu un plus haut degré de confiance que vous de la part du Gouvernement et du peuple italien.

Pendant tout le temps que j'ai eu l'honneur de tenir les sceaux du

Foreign-Office, la plus cordiale entente a régné entre nous sur toutes les affaires relatives au service public.

Il n'a donc fallu rien moins que votre désir de renoncer à la mission où vos efforts ont été couronnés d'un succès si digne de mémoire, pour me décider à proposer une autre personne à la Reine pour la représenter à Turin. S'il se fût trouvé une vacance dans quelque une des grandes ambassades, j'aurais demandé à la Reine l'autorisation de vous l'offrir. Le cas n'existant pas et le poste que vous occupez étant un de ceux qui commandent une constante vigilance et sont une cause de perpétuelle sollicitude, j'ai cru à regret qu'il était de mon devoir de conseiller à la Reine de donner son consentement à votre retraite.

En conséquence, je vous expédie vos lettres de rappel en vous priant de les présenter, s'il se peut, au Roi en personne. Vous l'assurerez qu'il trouvera toujours dans le Gouvernement britannique un ferme et sincère soutien de l'indépendance de l'Italie et des droits légitimes de son Roi.

Signé : RUSSELL.

N^o 2. — Sir J. Hudson au comte Russell.

Turin, le 4 octobre 1863.

Mylord, en me référant à ma dépêche particulière du 30 du mois dernier, j'ai l'honneur de vous instruire que j'ai eu aujourd'hui une audience du Roi et lui ai remis mes lettres de rappel. J'ai dit à Sa Majesté que j'avais ordre de Votre Seigneurie de l'assurer qu'Elle trouverait toujours dans le Gouvernement britannique un ferme et sincère soutien de l'indépendance de l'Italie et des droits légitimes de son Roi.

Sa Majesté m'ayant demandé la raison pour laquelle je quittais sa cour, j'ai répondu que je me regardais comme obligé par un engagement avec Votre Seigneurie à prendre ce parti. Une promotion m'ayant été offerte en mars 1862, j'avais obtenu, lui dis-je, la permission de la refuser et de continuer à résider auprès de la cour de Turin jusqu'au jour où j'aurais droit à ma pension.

Le Roi a bien voulu m'exprimer sa satisfaction pour la manière dont je me suis acquitté de mes fonctions diplomatiques auprès de sa Cour.

Il ne me reste qu'à demander à Votre Seigneurie de déposer aux pieds de notre gracieuse Souveraine mes remerciements pour les marques de faveurs dont Elle a daigné accompagner ma retraite du service public.

Permettez-moi, Mylord, de vous témoigner ma reconnaissance pour.

la confiance que vous avez mise en moi et pour la bienveillance dont vous avez sans cesse entouré ma mission, bienveillance qui, en m'allégeant le poids du fardeau et en soulageant l'anxiété inséparable des affaires, a puissamment contribué au bien du service public.

Signé : JAMES HUDSON.

N° 3. — Le comte Russell à M. Elliot.

Foreign-Office, 10 octobre 1863.

Je remarque, dans la dépêche de sir James Hudson du 4 courant, le passage qui suit :

« Sa Majesté (le Roi) m'ayant demandé la raison pour laquelle je quittais sa cour, j'ai répondu que je me considérais comme obligé par un engagement avec Votre Seigneurie à prendre ce parti. Une promotion m'ayant été offerte en mars 1862, j'avais obtenu, lui dis-je, la permission de la refuser et de continuer à résider auprès de la cour de Turin jusqu'au jour où j'aurais droit à ma pension. »

Voici comment les choses se sont passées :

En 1860 ou 1861 le bruit courut qu'il était question de nommer sir J. Hudson à une ambassade. Ce bruit n'était pas fondé. L'intention indiquée n'existait pas.

En mars 1861, j'eus un motif pour supposer qu'une ambassade importante pourrait bientôt devenir vacante. En cherchant des yeux un personnage à recommander à la Reine pour remplir un poste difficile et de grande responsabilité, je ne vis personne qui fût plus capable et plus digne d'une promotion que sir James Hudson. Mais, par égard pour lui, je crus devoir le consulter préalablement. Il se trouva que, tout en étant disposé à accepter une ambassade, il ne se souciait pas de quitter Turin.

L'affaire en resta là.

Aucun engagement n'a eu lieu entre sir Hudson et moi, et je ne me suis jamais attendu à le voir résigner ses fonctions autrement que quand il le trouverait à sa convenance. Aussi lorsqu'au printemps de cette année, il m'annonça son intention de se retirer, j'en conclus qu'après plus de trente ans de service public il éprouvait le besoin de quitter un poste laborieux et plein de soucis.

Je n'ai jamais pensé que sir Hudson fût lié par un engagement envers moi, et jusqu'à ces derniers temps je n'imaginais pas qu'il pût se croire obligé de la sorte. Voilà ce que vous pouvez répéter à tous ceux à qui il plaira de vous demander la cause de la retraite de sir Hudson. Vous adresserez, de plus, une copie de la présente dépêche à sir Hudson.

Signé : RUSSELL.

N^o 4. — M. Elliot au comte Russell.

Turin, le 11 octobre 1863.

Mylord, comme il résultait d'une dépêche particulière de sir J. Hudson en date du 4 courant, qu'il avait dit au Roi que la raison pour laquelle il quittait son poste était l'engagement pris par lui envers Votre Seigneurie pour le temps où sa pension lui serait due, j'ai cru convenable d'assurer le Roi, dans le cours de la conversation, que sir Hudson s'était complètement trompé en croyant que vous aviez l'intention de le retirer de l'ambassade de Turin.

J'ai informé le Roi que Votre Seigneurie avait transmis officiellement à sir James Hudson l'entière approbation du Gouvernement de la Reine pour sa conduite pendant le temps où il l'a représenté à la cour d'Italie, et que c'était avec beaucoup de regret que vous aviez consenti à la demande qu'il a faite de se retirer.

Signé : H. G. ELLIOT.

DIFFÉREND ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE JAPON AU SUJET
DE L'ASSASSINAT DE M. RICHARDSON.

Le lieutenant-colonel Neale au vice-amiral Kuper.

Yokohama, 14 décembre 1863.

Monsieur, c'est avec la plus grande satisfaction que je me trouve en mesure de vous annoncer officiellement que les demandes que j'ai adressées au prince de Satsuma, en conséquence des instructions du Gouvernement de Sa Majesté, ont enfin été acceptées et exécutées, en tant que la chose ait été praticable ou possible.

L'indemnité exigée (25 000 livres) a été payée à la légation britannique ici, et quant à l'arrestation et à la punition des auteurs de l'assassinat de M. Richardson, j'ai l'honneur de joindre à ma dépêche, pour votre information, une copie de l'engagement écrit par lequel le prince de Satsuma, par l'intermédiaire de ses agents, s'engage à faire opérer des recherches pour retrouver les coupables et à les faire exécuter en présence des fonctionnaires de S. M. Britannique, lorsqu'ils seront arrêtés. Vous remarquerez que deux fonctionnaires du Tycoon ont été témoins à cet engagement.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler les extrêmes difficultés, les obstacles, les épisodes et les incidents que nous avons traversés dans

l'exécution des instructions qui nous ont été adressées pour cette affaire.

Nous sommes restés d'accord pendant neuf mois, dans l'exécution de ces instructions, et il ne me reste plus qu'à espérer que le résultat de nos efforts sera vu avec satisfaction et approuvé par le Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.

Signé : EDWD. SH. JOHN NEALE.

Les Agents du Prince de Satsuma au lieutenant-colonel Neale.

Yokohama, 11 décembre 1863.

L'argent demandé par le Gouvernement britannique ayant été payé par les agents de Shimadzu Awadzi no Kami, branche de la famille de Satsuma, nous promettons ce qui suit :

Les individus qui, pendant l'automne dernier et au huitième mois (14 septembre 1862), ont tué et blessé vos compatriotes à Namamugi, sur le Tokaido, se sont enfuis de cette place, et, quoique nous ayons fait d'actives recherches pour les retrouver, nous n'avons pas pu découvrir le lieu de leur retraite.

Et comme il s'est aussi passé quelque temps, il n'est pas possible de déclarer avec certitude s'ils sont encore en vie, mais nous prendrons des mesures pour les faire rechercher activement et, dès qu'ils seront arrêtés nous les ferons exécuter en la présence des fonctionnaires de votre pays.

Nous signons ceci comme une promesse pour l'avenir.

Signé : SIKENSO KONOSHO,
Agent diplomatique du Prince de Satsuma.

IWASTA SADZIMON,
Ministre actif de Satsuma.

Ont signé comme témoins :

UKAI TAITSI,
Fonctionnaire du département des affaires étrangères
du gouvernement du Tycoon.

SAITO KINGO,
Secrétaire adjoint.

Le comte Russell au lieutenant-colonel Neale,

Foreign-Office, 16 mars 1864.

Monsieur, j'ai à vous exprimer la satisfaction du Gouvernement de Sa Majesté au sujet du règlement des conditions exigées du prince de Satsuma.

J'ai, etc.

Signé : RUSSELL.

CORRESPONDANCE RELATIVE A L'ÉMIGRATION CIRCASSIENNE,
COMMUNIQUÉE AU PARLEMENT EN JUIN 1864.

Une dépêche du consul Dickson, en date du 22 février, annonce que l'émigration a commencé, et que les souffrances et les maladies des émigrants sont effroyables.

Sir H. Bulwer au comte Russell.*(Extrait)*

Constantinople, 3 mai 1864.

Ce serait une bonne chose, heureuse pour la Turquie et pour l'Europe, que de coloniser, au moyen de ces courageux fugitifs, cette partie des territoires ottomans qui s'étend de la mer Noire vers Erzeroum. Cette contrée est en face de celle qu'ils viennent de quitter et elle y ressemble ; là ils pourraient trouver le terme de leurs misères. Ce n'est pas tout : convertis en une sorte de colonie militaire, ils pourraient donner de nouvelles ressources à l'armée turque, qui enlève trop d'hommes à la population agricole ottomane. De plus, il y a en ce moment, et précisément en cet endroit, un grand travail à accomplir. La population circassienne pourrait y être d'une grande utilité.

Votre Seigneurie sait combien une route de Trébizonde à Erzeroum est nécessaire. Les derniers événements en rendent la construction encore plus urgente ; les Circassiens rendraient donc les services suivants à l'empire ottoman : ils lui créeraient des ressources immédiates pour son armée, ils soulageraient sa population agricole, et ils achèveraient une œuvre essentielle, non-seulement pour l'empire turc, mais encore pour les intérêts du monde.

La dépense serait lourde pour les finances de la Turquie qui commencent un peu à s'alléger. Elle serait de 1 million 500 000 liv. st., intérêts 100 000 liv. st. On pourrait former dans ce but des comités à Paris et à Londres, avec la garantie des douanes de Trébizonde. Aali-Pacha et Fuad-Pacha approuvent ce projet qui a aussi l'approbation de M. de Moustier.

Dans une dépêche en date du 11, sir H. Bulwer dit que les Turcs n'obtiendront pas cette somme sans donner des garanties ; mais si le but de cette entreprise est expliqué, et qu'on l'accueille favorablement, la Turquie sera dans une pareille position que si elle se bornait à demander l'argent.

D'une dépêche de lord Cowley, il résulte que M. Drouyn de Lhuys approuve le projet.

Voici une dépêche venant de Saint-Petersbourg :

Lord Napier au comte Russell.

Saint-Petersbourg, le 23 mai 1864.

Il est évident que le Gouvernement russe a depuis longtemps pris la résolution bien arrêtée de chasser à tout prix de leurs villages les montagnards encore en armes. Le système suivi a été de faire avancer lentement, mais sûrement, les établissements et les postes de troupes et de Cosaques dans les vallées qui déversent leurs eaux au nord dans le bassin du Kouban, en dépossédant pas à pas les indigènes jusqu'aux endroits les plus inaccessibles. Les habitants riverains de ces cours d'eau ont été poussés jusqu'aux vallées qui s'ouvrent au nord dans la mer Noire, et ils ont emmené avec eux à la côte les habitants sauvages et isolés de ces régions.

La politique de la Russie, bien que tenace, n'a pas été délibérément sanguinaire. On ne désirait pas exterminer la population, on voulait seulement l'éloigner. Des tentatives répétées ont été faites pour négocier une soumission générale et une émigration. Les propositions de l'administration russe n'ont pas été absolument sans succès. Sur le côté droit du Kouban, sur une étendue de 150 milles environ de l'ouest à l'est, une partie des Schapsongs, des Bjedouchoffs et des Abadzekhes a été colonisée avec quelque succès dans trois établissements. Les Abadzekhes à eux seuls ont une population de plus de 30 000 âmes. C'est donc une erreur de supposer que tous ces peuples, ou même la grande majorité d'entre eux, ont préféré l'émigration en Turquie.

Cependant les Oubyks sont demeurés complètement sourds aux propositions des Russes. Lorsque l'Empereur a été dans le Caucase l'année dernière, il a visité la frontière de cette tribu, et il en a reçu une députation. Ils lui ont demandé d'être maintenus en possession de leur territoire, et ils ont promis de vivre en paix et en termes de bon voisinage avec les Russes. L'Empereur, dit-on, considérant leurs habitudes invétérées de déprédation et la difficulté de les forcer à tenir leurs engagements, leur a donné le choix entre la guerre, l'émigration au Kouban ou l'émigration en Turquie. Ils ont choisi la guerre, et le sort des armes leur ayant été contraire, ils ont préféré se confier à la générosité d'une puissance mahométane plutôt qu'à celle de la Russie.

Les Turcs ont grandement contribué à ce résultat par les encouragements qu'ils ont donnés naguère à l'émigration. Ils ont découvert depuis les inconvénients de cette manière d'agir, et, alors qu'il était trop tard, ils ont demandé au Gouvernement russe de retarder et de régulariser le mouvement dû à leurs instigations.

Quoi qu'il en soit, l'unanimité et la précipitation avec laquelle les tribus se sont portées vers le rivage a probablement pris par surprise les Russes et les Turcs. Dès que l'Empereur a été informé des souffrances endurées par les émigrants, il a écrit par le télégraphe au grand-duc Michel d'envoyer des agents sur les lieux et d'aviser aux moyens de procurer du soulagement à ces malheureux. Au lieu d'envoyer des agents, le grand-duc y est allé de sa personne et il y a passé toute la quinzaine dernière.

Les derniers rapports sont datés de Svialec-Doush (Saint-Esprit), près Gagri, et il paraît que la détresse des Circassiens sur le territoire russe a été beaucoup exagérée. Le grand-duc affirme qu'ils ont des provisions de bouche, que des distributions de pain leur sont faites, et que leur état sanitaire est loin d'être aussi mauvais qu'on l'avait dit. Il n'y a point eu d'épidémie parmi eux.

C'est surtout pendant leur voyage et après leur arrivée à Trébizonde que les émigrants ont souffert, parce que là il y a une trop grande agglomération d'hommes, et puis aussi parce que les ordres du Sultan pour leur venir en aide ont été mal appliqués.

Le grand-duc a été autorisé à appeler à son aide tous les navires de guerre qui se trouvent dans la mer Noire, ainsi que tous les navires marchands disponibles, pour le transport des personnes qui ont toujours la volonté de quitter le pays. Cependant une certaine réaction a commencé, et il s'est manifesté des dispositions à rester et à accepter l'établissement sur le sol russe.

D'après les dernières dépêches du consul russe à Trébizonde, il paraît que le nombre des morts parmi les émigrants dans cette ville est d'environ 40 par jour. D'après les informations du ministère de la guerre, le nombre total des émigrants ne peut pas excéder 100 000.

Instructions du Gouvernement Britannique aux Gouverneurs des Colonies, relativement aux prises faites par les croiseurs fédéraux ou confédérés, amenées dans les eaux anglaises, 2 juin 1864.

Downing Street, 2 juin 1864.

Monsieur, je juge bon de vous communiquer les décisions prises par le Gouvernement de Sa Majesté relativement aux prises faites par

les croiseurs fédéraux ou confédérés et amenées dans les eaux anglaises. 1° Si une prise faite par un vaisseau de guerre de l'un ou l'autre des belligérants est amenée dans les eaux soumises à la juridiction de Sa Majesté, avis sera donné par le gouverneur, aux capteurs, de partir et d'éloigner la prise. 2° Un vaisseau qui aura été réellement et de bonne foi et ouvertement converti en vaisseau de guerre ne sera pas jugé être une prise et ne sera pas soumis à cette règle. 3° Si une prise est amenée dans les eaux soumises à la juridiction de Sa Majesté, par suite du mauvais temps ou de quelque autre nécessité inévitable, le gouverneur peut lui permettre de rester tout le temps jugé nécessaire. 4° Si la prise n'est pas éloignée dans le délai prescrit par le gouverneur, celui-ci peut la détenir jusqu'à ce que Sa Majesté ait fait connaître son bon plaisir. 5° Si une prise a été faite par suite de quelque violation du territoire ou des eaux territoriales de Sa Majesté, le gouverneur peut la détenir jusqu'à ce que Sa Majesté ait fait connaître son bon plaisir. — Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas jugé nécessaire d'ajouter quelque chose aux instructions déjà données relativement aux cargaisons, à savoir que les ordres de Sa Majesté s'appliquent aux cargaisons de toutes sortes qui peuvent être amenées par des vaisseaux armés ou corsaires de l'un ou l'autre des belligérants dans les eaux anglaises comme aux vaisseaux capturés eux-mêmes. Ils ne s'appliquent pas cependant à certains articles qui peuvent avoir fait partie de la cargaison, s'ils ont été apportés dans le territoire soumis à la juridiction anglaise, non par des vaisseaux armés ou par des corsaires de l'un ou l'autre des belligérants, mais par d'autres personnes qui peuvent en avoir acquis la propriété par quelques transactions avec les capteurs. Ces règles sont le guide de l'autorité exécutive, elles ne doivent en aucune façon influencer sur les procès devant les tribunaux.

Signé : EDWARDS CARDWELL.

Dépêche de M. Ch. Murray, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Dresde, au comte Russell au sujet de la nécessité, pour les voyageurs anglais se rendant en Saxe, d'être munis de passe-ports, 2 juin 1864.

Dresde, 2 juin 1864.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie qu'un grand et fréquent inconvénient résulte pour cette mission du nombre de voyageurs se prétendant (je ne dis pas faussement) être sujets anglais. Ils demandent ici des passe-ports, mais en étant entièrement dépourvus

de toute preuve quelconque de leur nationalité, autre que leur asser-tion personnelle. Ceci tient surtout, à ce que je crois, à l'opinion ac-créditée en Angleterre qu'en Allemagne, généralement, mais surtout en Saxe, on n'exige pas de passe-ports. Ceci est vrai en ce qui touche le passage dans le pays; mais les règlements de police défendent toute résidence ou même un court séjour à Dresde, à moins qu'un passe-port ne soit déposé au bureau de police.

Beaucoup de voyageurs se rendent en Autriche par Dresde et ils ne sont pas porteurs de passe-ports, on les renvoie invariablement à Bodenbach, station limitrophe de Bohême. On les force alors de re-tourner à Dresde et de demander des passe-ports, et, fréquemment, n'ayant aucun moyen de prouver qu'ils ne sont pas Américains ni autres que des sujets anglais, on les retient ici jusqu'à ce que l'on ait pu envoyer d'Angleterre les papiers justificatifs nécessaires.

Comme le moment s'approche où l'on peut s'attendre à voir affluer, ainsi qu'à l'ordinaire, les voyageurs anglais, je me permettrai de faire observer à Votre Excellence qu'on leur épargnerait beaucoup d'embarras, de même qu'aux missions de Sa Majesté, si l'on informait le public, par la voie du Foreign-Office, qu'il convient, si même il n'est pas absolument nécessaire, que toutes les personnes se munis-sent de passe-ports avant d'aller en Allemagne.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : CH. A. MURRAY.

GRÈCE.

**Proclamation du Ministère Dilljianni-Christidès, en prenant
le pouvoir, 18 mars 1864.**

Le Conseil des Ministres aux Hellènes.

Concitoyens!

Au moment où va se clore la carrière de la secousse, suite inévi-table de la révolution qui sauva la nation, et que va s'inaugurer la période du rétablissement de l'ordre légal, personne n'ignore combien sont difficiles et délicats les devoirs des hommes qui assument le Gouvernement des affaires publiques.

La patrie a pleinement le droit d'exiger de ceux qui tiennent en main le gouvernail de l'État la réalisation de ses aspirations légitimes qui lui ont coûté d'immenses sacrifices; la patrie a voulu et veut la sincère application des lois, le développement des libertés nationales

et l'affermissement du trône constitutionnel, sous la sauvegarde duquel elle a toujours entendu placer sa fortune, son présent et son avenir.

Pour atteindre ce but, il faut bien des moyens ; d'abord il faut que l'ordre soit établi sur des bases solides, et pour cet objet, ceux qui se chargent du gouvernement du pays doivent se préoccuper sans délai, et d'une manière toute particulière, de rétablir l'ordre dans l'armée, qui, comme le monde sait, a rendu tant de services à la patrie, d'organiser en même temps la garde nationale, cette autre force de la nation, laquelle, dans des circonstances critiques, n'a pas moins rendu de services signalés à la cause publique, et d'introduire un moment plus tôt l'économie la plus sévère dans le service de l'État.

Appelés par la confiance de Sa Majesté au gouvernement des affaires du pays, nous n'avons pas hésité à obéir à la volonté du Roi, pénétrés des exigences de l'époque et du poids de notre responsabilité.

Nous essayerons de remplir notre tâche difficile, nous appuyant moins sur notre faiblesse que sur l'appui de la nation ; sans cela tout est impossible ; avec cela tout sera couronné de succès.

Le guide inséparable de notre conduite sera la fidèle et loyale application des lois ; nous serons pénétrés d'un respect sans bornes pour les libertés constitutionnelles ; nous ferons preuve de la plus grande impartialité dans le choix des personnes.

Athènes, le 6/18 mars 1864.

Signés : Le Président C. CANARIS, TH. P. DILJIANNI,
A. COUMONDROUS, TH. A. ZAIMIS, D. CHRISTIDÈS, P. CORONÉOS.

Ce Ministère est le onzième depuis la révolution d'octobre 1862, mais le premier depuis l'avènement de George I^{er}.

Programme du nouveau Ministère de Grèce, 29 avril 1864.

Concitoyens,

Appelés par Sa Majesté le Roi au gouvernement de l'État, nous ne dissimulons pas la gravité du mandat qui nous a été confié et nous emploierons tous nos efforts pour répondre à la confiance de notre auguste souverain.

Nous regardons notre royauté constitutionnelle comme une condition indispensable de notre bien-être et de la grandeur de notre chère patrie, et pleins d'une ferme confiance dans les intentions sincères de notre jeune Roi, nous marcherons avec le courage qu'inspire la con-

viction d'une parfaite confiance entre le peuple et son souverain. C'est par cette confiance, concitoyens, que les nations font des progrès et qu'elles sont heureuses.

Pour conduire à bonne fin notre tâche, nous regardons comme indispensable la coopération de l'Assemblée nationale. Nous sommes sûrs d'avoir son appui, et nous servirons sincèrement les véritables intérêts de la patrie.

Nous croyons non-seulement comme un vœu général, mais aussi comme un besoin de la patrie la réunion des Sept-Iles à notre mère commune le plus tôt possible. Nous ne cesserons d'y coopérer avec zèle, et nous ferons tout notre possible pour hâter le rapprochement de ce jour heureux, où les représentants de nos frères ioniens siègeront dans l'Assemblée nationale.

L'affermissement de l'ordre public, le respect des lois, leur fidèle et impartiale exécution, l'encouragement de la garde nationale, une bonne organisation de l'armée et le développement du travail et de l'esprit entreprenant du pays par des moyens efficaces seront l'objet principal de nos soins.

Athènes, 17/29 avril 1864.

Signé : Z. I. BALBI, Président; P. CALLIGAS,
J. PAPAZAFIROPOULOS, A. D'AVGUE-
RINOS, G. ZIMBRACAKI, M. C. CANARIS.

MEXIQUE.

Décret nommant le général Almonte, lieutenant de l'Empire.

10 avril 1864.

MAXIMILIEN, empereur du Mexique.

Vu le mérite et les qualités du général D. Juan N. Almonte, je le nomme mon lieutenant dans le Gouvernement de l'Empire pendant tout le temps qui doit s'écouler jusqu'à mon arrivée sur le territoire mexicain. La régence nommée par la junte supérieure du Gouvernement devra, par conséquent, cesser ses fonctions à partir du jour de la réception de ce décret.

Mon Ministre d'État, D. Joaquin Velasquez de León, est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné au château de Miramar, le 10 avril 1864.

Signé MAXIMILIEN.

**Proclamation du général Almonte, lieutenant de l'Empereur,
aux Mexicains, 20 mai 1864.**

Mexicains : Nos malheurs publics, que nous en étions venus à regarder comme incurables, ont enfin attiré sur nous la bonté du Très-Haut. C'est ainsi que nous ont été inspirées les grandes et fécondes pensées qui seules peuvent sauver les peuples, et qu'une grande nation nous a prêté son concours puissant et généreux pour nous aider à accomplir l'œuvre de la régénération de notre malheureux pays. Cette grande nation, la France, s'est proclamée devant le monde notre protectrice et notre amie ; en portant ici son glorieux drapeau, reconnu partout comme le symbole de la justice, de l'ordre et de la liberté bien entendue, elle a convoqué autour de ce drapeau tous les Mexicains à qui leur patriotisme devait inspirer le désir d'établir un gouvernement national qui offrît ces précieuses garanties. Les doutes et les hésitations des uns, la mauvaise foi des autres, la nécessité de sacrifier toutes les passions au désir de la paix et de la concorde, enfin les dures épreuves qu'a traversées le sentiment national n'ont plus de raison d'être ; un jour d'allégresse sans partage a lui pour nous, et il nous est donné, au milieu de la joie profonde et sincère qui nous anime, de lever les mains au ciel pour lui rendre grâces de nous avoir conduits au but où tendaient nos vœux les plus ardents.

Vous connaissez déjà d'une manière publique et officielle que l'Empereur Maximilien a accepté définitivement le trône que nous lui avons offert ; cet acte solennel, en mettant un terme à nos inquiétudes et à nos dangers, nous fait entrer dans une voie normale et régulière qui, si nous savons faire preuve de sagesse et de patriotisme, assure la grandeur et la prospérité du Mexique. La confiance dont vous m'avez honoré jusqu'à ce jour, l'estime aussi imméritée que me témoigne notre Souverain en me confiant la Lieutenance de l'Empire jusqu'à sa prochaine et heureuse arrivée, me permettent d'espérer que vous êtes convaincus que fidèle à mes antécédents, le nouveau pouvoir qui vient d'être déposé entre mes mains continuera à être dirigé par moi vers le but qui n'a cessé d'être celui de toutes mes pensées et de mes vœux les plus ardents, le bien public.

Cette confiance m'autorise aussi à vous conjurer de montrer, comme sujets, autant de bonne volonté et de loyauté que vous êtes certains d'en trouver dans l'illustre prince à qui nous avons confié l'exercice du pouvoir souverain.

Mexico, le 20 mai 1864.

Le lieutenant de l'Empire, général de division,
Signé : JUAN N. ALMONTE.

Proclamation adressée par l'Empereur Maximilien au peuple mexicain, affichée et distribuée par ordre de Sa Majesté le 29 mai 1864, à son arrivée à la Vera-Cruz.

Mexicains ! Vous m'avez appelé ! Votre noble nation, par une majorité spontanée, m'a désigné pour veiller dorénavant sur vos destinées ! Je me rends avec joie à ce touchant appel.

Quelque pénible qu'il m'ait été de dire adieu pour toujours à mon pays natal et aux miens, je l'ai fait, persuadé que, par vous, le Tout-Puissant m'a chargé d'une noble mission : celle de vouer toute ma force et mon cœur à un peuple qui, ayant glorieusement assuré son indépendance, veut aujourd'hui jouir des fruits de la civilisation et du vrai progrès.

La confiance dont nous sommes animés, vous et moi, sera couronnée de succès, pourvu que nous restions toujours unis pour défendre courageusement les grands principes, seuls fondements vrais et durables des États modernes : l'administration d'inviolable et d'immuable justice, d'égalité devant la loi ; l'accès de toute carrière et de toute position sociale ouvert à chacun ; la complète liberté individuelle bien comprise, entraînant avec elle la protection de la personne et de la propriété ; le plus grand développement possible des richesses nationales, l'amélioration de l'agriculture et de l'industrie, l'établissement de voies de communication pour un commerce étendu, enfin, un libre essor du savoir dans toutes ses applications à l'intérêt public. La bénédiction du Seigneur, et par elle le progrès et la liberté ne nous manqueront assurément pas, si tous les partis, se laissant diriger par un gouvernement fort et honnête, s'unissent pour réaliser le but que je viens d'indiquer, et si nous continuons à être animés du sentiment religieux par lequel notre belle patrie s'est toujours distinguée, même dans les temps les plus malheureux.

Le drapeau civilisateur de la France, élevé si haut par son noble Empereur, à qui vous devez le rétablissement de l'ordre et de la paix, représente les mêmes principes. C'est ce que disait encore, il y a peu de mois, le chef de ses troupes, comme le précurseur d'une nouvelle ère de félicité.

Tout pays qui a voulu avoir un avenir est devenu grand et fort en suivant cette voie. Unis, loyaux et fermes, Dieu nous donnera la force pour atteindre le degré de prospérité auquel nous aspirons.

Mexicains ! l'avenir de votre beau pays est entre vos mains : quant à moi, je vous apporte de la bonne volonté, de la loyauté et la ferme intention de respecter vos lois, tout en les faisant respecter avec une autorité inébranlable.

Dieu et votre confiance font ma force, le drapeau de l'indépendance est mon symbole; ma devise, vous la connaissez déjà : « L'équité dans la justice. » J'y resterai fidèle toute ma vie. — A moi de tenir le sceptre avec conscience et l'épée de l'honneur avec fermeté. A votre impératrice la tâche si enviable de consacrer au pays tous les nobles sentiments d'une vertu chrétienne et toute la douceur d'une mère dévouée.

Unissons-nous pour atteindre le but commun, oublions les mauvais jours du passé, ensevelissons les haines des partis, et l'aurore de la paix et d'un bonheur mérité se lèvera radieuse sur le nouvel Empire.

Signé MAXIMILIEN.

Lettre de l'Empereur Maximilien au Président de la Commission des finances, le 6 juillet 1864.

Mon cher ministre Velazquez de Leon,

Animé d'une ardente sollicitude pour la prospérité de cet empire, qui a confié ses destinées à notre direction, nous avons compris tout d'abord combien il importait d'instituer des commissions composées de personnes sincèrement désireuses du bien du pays et dotées de connaissances spéciales, qui se consacrent avec zèle à l'étude de ses besoins et de ses éléments de richesse et proposent les réformes qu'elles jugeront convenable d'apporter dans les diverses branches de l'administration publique.

Si chacune de ces branches, comme partie constitutive de l'organisation d'un État contribuant à la prospérité générale, mérite un examen approfondi, il est incontestable que les finances doivent par leur importance occuper, dans ce travail, la première place.

En conséquence, nous avons résolu que vous seriez chargé de convoquer immédiatement une Commission qui sera présidée par vous et s'occupera avec toute l'assiduité possible d'étudier minutieusement la situation actuelle du trésor, de manière à signaler les causes qui, indépendamment des malheurs de la guerre civile, ont contribué à faire que les revenus du pays sont restés au-dessous de ses dépenses. La Commission s'occupera aussi de reviser les projets d'impôts qui ont été soumis à notre approbation; les réformes réclamées par le système actuel devront être adoptées avec prudence, de manière à éviter les inconvénients qui pourraient provenir de la suppression d'impôts qui ont reçu la consécration du temps et de la coutume.

Comme le meilleur système d'impôts est celui qui est basé sur les

circonstances particulières, les nécessités et les coutumes d'un pays, il convient de n'emprunter aux autres nations d'autres règles que celles dont l'application ne peut pas soulever de graves difficultés, en se rappelant que le perfectionnement de leur système de finances est dû à leurs progrès et au développement graduel de leur prospérité.

La Commission n'oubliera pas qu'il y a un grand avantage à ce que l'intervention de l'autorité ne pèse pas sur les agents de la richesse publique; dans cette vue, elle devra éviter les formules et formalités inutiles. C'est ainsi que les populations, dont l'activité ne saurait être féconde si elle subit des entraves, ne s'apercevront de l'action du gouvernement que par la protection qu'il leur donnera, par le maintien de l'ordre et par le respect de la propriété.

Les impôts sur le commerce extérieur forment la branche de revenu la plus considérable; ils se relient en même temps d'une manière directe aux relations de l'Empire avec les puissances amies.

Le règlement de cette branche des contributions sera donc l'objet d'études sérieuses. A cet égard la Commission compte dans son sein des personnes qui au soin de l'intérêt personnel joignent la connaissance pratique des besoins de l'agriculture et de l'industrie; elle cherchera donc à concilier avec ces besoins les divers intérêts du pays, dans lequel abondent en si grande profusion les éléments de richesse.

Nous avons vu que les impôts sur le commerce intérieur forment une branche importante du système actuellement en vigueur. La Commission étudiera avec soi les règlements concernant l'*alcabala* et la division du pays en *suelos de adeudo*; au cas où il serait démontré que ces règlements imposent des entraves au commerce, elle proposera la réforme douanière qui lui paraîtra le plus convenable.

Après avoir adopté une base pour les impôts ordinaires et calculé leurs produits, ce qui se fera séparément pour les contributions générales, locales et municipales, la Commission s'occupera des contributions éventuelles et extraordinaires, ventes de terrains vagues, emprunts et autres.

L'étendue et la valeur de ces terrains ne peut être déterminée faute de renseignements. Dans cette situation, la colonisation du pays par des familles industrielles ne saurait encore être entreprise et favorisée. La Commission nous soumettra le règlement et le plan qui paraîtront le plus propres à réunir des éléments d'information exacte.

En ce qui concerne les emprunts, elle réunira tous les renseignements nécessaires sur les biens appartenant à la nation, biens qui servent à augmenter la garantie morale offerte aux souscripteurs.

Le Mexique, comme tous les pays qui ont traversé une longue suite de vicissitudes et de terribles épreuves, s'est vu dans la nécessité de

contracter des dettes. Ces dettes résultent d'emprunts ou d'indemnités réclamées par des sujets de nations amies pour rescision de contrats et dommages soufferts par suite de l'état de révolution dans lequel se trouvait le pays. La Commission s'occupera d'une manière toute spéciale de l'examen de ces réclamations et du règlement des dettes intérieure et extérieure.

Elle examinera également, en vue des améliorations à adopter, les contrats et ordonnances des mines, ainsi que les contrats de fermage des monnaies et de vente d'édifices publics.

Les entreprises de voie ferrées, les concessions de lignes télégraphiques, et en général tous les grands travaux à entreprendre, affectent directement les finances de l'État. En effet, d'un côté ils exigent des impôts momentanés, de l'autre ils contribuent à l'accroissement des revenus en augmentant la facilité des voies de communication, en développant la richesse publique, en multipliant les transactions commerciales et la consommation. La Commission, après s'être rendu compte de ce qui a été fait à ce sujet, cherchera les moyens de développer cette branche de la fortune publique en signalant les réformes utiles et les travaux qu'il convient d'entreprendre.

Le règlement du service postal est de la plus haute importance dans l'état actuel, et jusqu'à ce que les voies ferrées s'étendent sur le vaste territoire de l'Empire et mettent les populations en contact les unes avec les autres.

La Commission règlera le système des monnaies et des poids et mesures.

Elle formera un règlement pour le payement régulier des soldes et pensions.

Enfin, après avoir réparti les impôts sur une base équitable et proportionnelle qui ne puisse paralyser les sources de la richesse publique, après avoir arrêté le chiffre des charges publiques avec toute l'économie possible, la Commission pourra établir un budget de recettes et des dépenses, lequel sera divisé par chapitres. Elle proposera en même temps les modèles nécessaires pour tous les documents relatifs au budget.

Il nous paraît superflu de rappeler à la Commission combien il importe d'établir un juste équilibre entre les ressources et les charges du Trésor, afin d'éviter un déficit. Elle devra toutefois proposer un moyen de couvrir le déficit qui peut être occasionné par quelque dépense extraordinaire ou imprévue.

Les comptes de perception et d'emploi des fonds publics devront être soumis au contrôle d'un tribunal composé de personnes joignant à une probité reconnue les connaissances nécessaires. La Commission proposera un plan d'organisation et de règlement pour ce tribunal,

lequel sera libre de toute tutelle ou ingérence de quelque nature que ce soit.

La Commission se réunira le 1^{er} août. Elle sera composée d'habitants notables de cette ville que nous choisirons, et de délégués représentant, dans chaque département, les différentes classes de la population. Pour le choix de ces derniers, les préfets politiques convoqueront immédiatement les électeurs en prenant pour base les matrices du commerce et des mines et les rôles de contribution, comprenant les noms des agriculteurs et des industriels. L'autorité ne se mêlera du reste en rien de cette élection, qui devra se faire avec la plus entière liberté.

Afin de faciliter la marche des travaux, la Commission se subdivisera en sections ou sous-commissions, lesquelles rédigeront des rapports sur les questions qu'elles seront appelées à étudier. Elles auront le droit de demander aux bureaux tous les renseignements qu'elles jugeront propres à éclairer leurs travaux.

Comme le règlement des finances de l'État est de la plus haute importance, il convient de procéder sans perte de temps en cette matière, dans l'intérêt non-seulement du Trésor, mais du grand nombre de personnes dont les capitaux et le bien-être sont compromis. Vous convoquerez donc immédiatement ceux des membres de la Commission qui se trouvent dans la Capitale, afin que les travaux soient poussés avec toute l'activité possible dans le courant du mois qui s'écoulera d'ici à la date fixée pour la réunion générale.

Palais de Mexico, le 6 juillet 1864.

Signé : MAXIMILIEN.

PÉROU.

Note de M. Mariano José Sanz, Ministre du Pérou à Londres, à M. de Bille, Ministre du Danemark à Londres, pour protester contre la prise par les Danois du navire hambourgeois *Albertine*, portant un chargement de guano de Callao à Hambourg, 30 mai 1864.

Londres, le 30 mai 1864.

Monsieur le Ministre,

En date du 24 avril dernier, j'ai appris par MM. Mutzenbecher fils, agents de la Compagnie de la consignation pour la vente du guano du Pérou en Allemagne, que l'escadre danoise avait pris le 19 du même mois, dans la mer du Nord, la frégate hambourgeoise *Albertine*, en voyage de Callao à Hambourg, portant un chargement de guano du

Pérou, de 600 tonneaux de registre. Dans une communication du 24 mai, ils m'ont informé aussi que le tribunal de prises de Copenhague a condamné le susdit chargement, sans autre fondement essentiel que de n'avoir aucune preuve que le chargement, au lieu d'être la propriété du Pérou, à son départ de Callao, n'eût point été vendu avant sa capture.

Cette manière de procéder n'est pas en harmonie avec la solennelle adhésion donnée par le Royaume de Danemark au traité de Paris de 1856, dans lequel on a établi que la propriété neutre est libre à bord d'un vaisseau ennemi.

Le 22 du mois dernier, j'ai certifié, au revers de connaissance d'embarquement du susdit chargement, qu'il était la propriété du Pérou. Une telle attestation méritait d'être acceptée, et, ayant été faite après le 19 avril, elle mettait en évidence que, quand la capture fut effectuée, l'article contenu appartenait au gouvernement du Pérou. Cependant elle n'a pas été prise en considération par le tribunal danois, avec offense de mon caractère public.

En outre, suivant les instructions déterminatives communiquées par le Gouvernement du Pérou à ses consignataires en Allemagne, ainsi qu'à ceux des autres pays, ils ne peuvent jamais vendre le guano que dans des dépôts établis, et par conséquent on ne pouvait pas vendre le chargement avant la capture de l'*Albertine*.

De ce que je viens de dire il résulte que le jugement du tribunal danois repose sur un faux fondement, qu'il s'écarte des règles du droit des nations, et qu'il contient une offense gratuite au Pérou ; par suite, je proteste contre ledit jugement, sauvegardant les droits que je représente par la valeur du chargement et par les dommages et préjudices qui en suivront ; et je vous prie de communiquer ce protêt au Gouvernement du Danemark, pour les effets légaux.

Je suis bien contrarié d'être obligé de m'adresser à vous pour la première fois, à propos d'un objet si peu agréable ; mais j'espère que vous saurez apprécier que j'y suis forcé par une nécessité inévitable de ma position officielle.

En même temps, agréez, Monsieur le Ministre, etc.

Signé : MARIANO JOSE SANZ.

RUSSIE.

Note-Circulaire du Prince Gortchakoff aux représentants de S. M. l'Empereur de Russie, près les Puissances signataires du Traité de Paris, au sujet des biens conventuels entre les Saints-Lieux et le Gouvernement Moldo-Valaque, 15 juillet 1863.

Saint-Pétersbourg, 15 juillet 1863.

Vous connaissez la sollicitude avec laquelle, lors des Conférences de Paris, les Puissances ont cherché les moyens pour préparer les voies à une solution équitable du différend qui subsiste depuis si longtemps déjà au sujet des biens conventuels entre les Saints-Lieux et le Gouvernement moldo-valaque.

C'est dans ce but que le Protocole 13 avait décidé que les Parties intéressées seraient invitées à s'entendre entre elles au moyen d'un compromis et que, dans le cas où elles n'y parviendraient pas dans le délai d'un an, il serait statué par voie d'arbitrage. Ce délai d'un an devait, aux termes du Protocole 13, commencer à courir un mois après le jour où le prince Couza aurait reçu son investiture.

Deux ans se sont passés depuis, et la question, loin d'être résolue, n'a fait que se compliquer davantage, grâce surtout, il faut le dire, au mauvais vouloir que le Gouvernement moldo-valaque n'a cessé d'opposer à toutes les tentatives d'amener un arrangement à l'amiable. Le prince Couza, il est vrai, a fini, après de longues tergiversations, par se conformer à la demande que la Porte lui avait adressée au nom des Puissances garantes, de désigner des délégués qui, avec les représentants des Saints-Lieux, devaient s'entendre sur les conditions du compromis recommandé par le Protocole susmentionné. Mais les délais accordés par les Puissances garantes se sont écoulés sans que les délégués moldo-valaques se soient présentés une seule fois aux réunions fixées pour les délibérations.

Dès lors il ne restait plus qu'à procéder au second mode de solution prescrit par le Protocole 13 : à l'arbitrage. La Porte, après s'être entendue à ce sujet avec les représentants des grandes Puissances, a adressé il y a quelques semaines une lettre vizirienne au prince Couza pour l'engager à former, de concert avec les patriarches, une Commission arbitrale dont la durée était fixée à six mois.

C'est au moment où l'on était en droit de s'attendre à apprendre le résultat de cette démarche faite au nom de toutes les Puissances garantes signataires du Traité de Paris, que le baron d'Offenberg vient de m'informer des discussions qui ont eu lieu dans l'Assemblée de Bucharest sur la question des couvents dédiés.

Vous verrez par le rapport d'Offenberg que j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint en copie, accompagné de deux annexes, que, loin de contredire les orateurs de la Chambre qui contestaient aux monastères grecs tout droit de propriété sur les biens conventuels et aux Puissances garantes celui d'intervenir dans cette question, les ministres du prince Couza ont déclaré, au contraire, que c'était l'État qui était le propriétaire des biens possédés par les couvents grecs, et que toute mesure qui serait prise dans cette cause en dehors du Gouvernement moldo-valaque motiverait de sa part une protestation formelle.

Dans cet état de choses, il nous semble urgent de poser, d'un commun accord, une limite aux velléités d'empiétement du Gouvernement moldo-valaque, et rien, à notre avis, ne serait mieux fait pour amener ce résultat qu'une démarche collective des agents des Puissances garantes à Bucharest, afin qu'il ne restât au Gouvernement princier aucun doute sur l'identité des vues et le parfait accord qui règne entre elles sur cette question déjà trop longtemps débattue. Car si les Principautés ont tenu jusqu'à présent si peu de compte des Protocoles des Conférences de Paris, ce n'est, comme le prouvent les discussions soulevées dernièrement à l'Assemblée législative, que parce qu'elles se bercent de l'illusion que plusieurs des Puissances signataires de ces actes favorisent leurs tendances spoliatrices à l'égard des biens conventuels.

Une déclaration nette et précise paraîtrait de toute nécessité pour détruire cette illusion et faire rentrer les Principautés dans la voie légale. Il y va de la dignité des Puissances garantes.

Or, le prince Couza ayant déjà reçu l'invitation de la Porte de procéder à la formation d'une Commission arbitrale, il serait fort désirable que les agents des Puissances garantes à Bucharest fussent autorisés maintenant à appuyer auprès du Gouvernement princier, par une démarche collective et énergique, cette demande de la Cour suzeraine. En même temps ils devraient être appelés à lui déclarer que le délai de six mois fixé pour les travaux de ladite Commission commençant à courir depuis le jour de la communication à l'hospodar de la lettre vizirienne précitée, on procéderait après l'expiration de ce terme selon la teneur du Protocole 13, qui dit : « Dans le cas où les arbitres ne parviendraient pas à s'entendre, ils choisiront un surarbitre ; s'ils se trouvaient également dans l'impossibilité de pouvoir s'entendre pour le choix de ce surarbitre, la Sublime-Porte se concerterait avec les Puissances garantes pour le désigner. » A notre avis, ils devraient y ajouter que si, contre toute attente, le Gouvernement moldo-valaque s'obstinait à ne pas désigner des arbitres, les Puissances signataires se saisiraient de la question en se réservant d'indi-

quer pour la solution du différend tel mode qu'elles jugeraient le plus convenable.

Je vous invite à exposer ces considérations à M. le Ministre des affaires étrangères. Je me flatte de l'espoir que M. de Bismark partagera aussi notre conviction que le moment est enfin venu d'exiger que le Gouvernement moldo-valaque remplisse scrupuleusement les stipulations d'un acte international qui forme la base de son existence politique, et que ce résultat ne saurait être obtenu que par une démarche simultanée et collective de toutes les Puissances garantes.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

SAXE.

Discours prononcé par le Roi à la Clôture des Chambres.

23 août 1864.

Messieurs des États!

Les travaux de la onzième session ordinaire des États sont terminés. Si, sur le champ de la législation, ils n'ont pas été si productifs que la session précédente, plusieurs questions législatives assez importantes ont néanmoins été résolues, et, par l'autorisation que vous avez donnée au Gouvernement, le dernier obstacle qui s'opposait à la mise en vigueur du Code civil a été levé.

Par la formation de Commissions intérimaires pour plusieurs projets de lois qui ont dû être ajournés par défaut de temps, vous avez assuré l'examen complet et approfondi de ces projets et rendu possible, à la prochaine session, une plus prompte expédition des affaires.

Mon Gouvernement n'omettra pas d'ailleurs d'agir en vue du développement ultérieur d'une législation commune à toute l'Allemagne.

Je reconnais avec gratitude que les États ont profité de la situation prospère des finances du pays pour accorder des crédits abondants pour des besoins réels. A leur tête sont les grandes augmentations accordées à toutes les classes de fonctionnaires de l'État, qui ont porté remède à un défaut depuis longtemps senti et amélioré la position difficile de beaucoup de personnes.

Pour d'autres buts aussi, pour l'Église et l'école, pour l'amélioration et l'extension des institutions sanitaires, pénitentiaires, de bienfaisance, pour l'augmentation de la solde du militaire et pour la répartition plus juste des prestations militaires, enfin pour l'augmentation du réseau des chemins de fer, vous avez voté avec un empressement digne d'éloge de nombreux et importants crédits.

Je suis particulièrement satisfait de m'être trouvé d'accord avec les États pour les mesures que j'ai prises dans deux questions importantes relatives à toute l'Allemagne, dans le règlement des rapports commerciaux et l'affaire des duchés de Schleswig-Holstein. En ce qui concerne la première, la conclusion d'un traité avec la Prusse et les autres États du nord de l'Allemagne, auquel vous avez donné votre approbation prompte et décidée, a assuré pour toutes les éventualités l'avenir commercial de la Saxe, Il y a lieu d'espérer, et ce sera l'objet de mes constants efforts, que le Zollverein, dont les résultats sont si féconds, sera maintenu dans toute son extension, et que non-seulement les relations commerciales avec l'Autriche aussi seront assurées dans leur situation actuelle, mais se développeront davantage dans le sens de l'union nationale.

Dans l'affaire du Schleswig j'ai été guidé dans mes actes par ma conviction juridique et les considérations pour l'honneur de l'Allemagne. L'appui moral que vous m'avez donné a été pour moi de la plus grande valeur.

Grâce aux victoires glorieuses des armées des deux grandes Puissances allemandes, à l'heureuse et honorable conduite des négociations, dans lesquelles la Confédération germanique comme telle a paru, pour la première fois, comme puissance européenne autonome, cette affaire a pris depuis une tournure qui permet d'espérer qu'elle recevra bientôt une solution favorable dans le sens du droit et des vœux de l'Allemagne.

Si, dans cette circonstance, il a été douloureux pour moi qu'il ait dû être refusé à nos excellentes troupes de participer à ces actions glorieuses, j'ai d'autre part la satisfaction de voir qu'on est obligé de leur reconnaître la gloire moins éclatante mais non moins précieuse d'une discipline inébranlable et du rigoureux accomplissement du devoir dans des circonstances difficiles, qui ne témoignent pas moins des vraies qualités du soldat que la bravoure sur le champ de bataille. Ce témoignage, je le dois à ma brave armée.

Puisse le ciel, à l'avenir, encore prendre notre petite et notre grande patrie sous sa sainte protection.

SUISSE.

**Rapport présenté en avril 1864 à la haute Assemblée fédérale
par le Conseil fédéral suisse sur sa gestion pendant l'année
1863.**

DÉPARTEMENT POLITIQUE.

I. AFFAIRES EXTÉRIEURES.

A. *En général.*

Les rapports de la Suisse avec les autres États n'ont pas cessé d'être des plus satisfaisants.

Commencée sous des auspices pacifiques, l'année a continué de même en ce qui touche notre pays. Aucun incident grave, aucun événement extraordinaire n'est venu troubler le développement naturel de nos relations internationales.

Les correspondances, les communications de diverses sortes, écrites et verbales, les cas fréquents où il y a lieu d'agir pour la protection et les intérêts de nos ressortissants au dehors, les demandes qui émanent quelquefois d'étrangers en résidence ou en passage en Suisse, n'ont rien présenté cette année de saillant ou d'exceptionnel. La plupart de ces affaires n'offrent aucun intérêt général. Le Conseil fédéral est toujours parti du principe qu'il n'y avait pas lieu d'admettre la voie diplomatique dans les cas qui sont du ressort de la justice ordinaire; il a procédé de même pour les Suisses à l'étranger.

Nous nous bornerons à mentionner dans le cours de ce Rapport les questions de nature politique, ou celles qui ont donné lieu à des tractations de quelque importance ou au moins d'une certaine durée.

L'*insurrection* dont le *royaume de Pologne* a été le théâtre a éveillé des préoccupations au milieu du repos dont jouissait l'Europe. Quelques Puissances ont fait parvenir au Gouvernement russe des observations sur l'émotion et les dangers occasionnés par ces troubles prolongés. Les Gouvernements de France et d'Angleterre ont fait remettre au Conseil fédéral la copie des communications qu'ils ont adressées à ce sujet à leurs représentants à Saint-Pétersbourg. Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a exprimé, à ce propos, au nom de son Gouvernement, la demande que le Conseil fédéral se joignît à la démarche des Puissances ou en adressât une dans le même sens.

Le Conseil fédéral répondit négativement. Il remercia le Ministre d'Angleterre de sa communication, mais il ajouta, en ce qui concerne l'attitude à prendre par la Suisse en présence de la guerre qui a éclaté et des dangers que le soulèvement de la Pologne peut amener pour

l'Europe, que, dans sa manière de voir, il ne saurait y avoir le moindre doute sur l'état de l'opinion publique de la Suisse.

Aussi, tout en désirant vivement que les démarches généreuses des Puissances européennes, associées aux intentions libérales et à la sagesse du Gouvernement impérial de Russie, parviennent à mettre fin à une guerre désastreuse et à fonder un état de choses définitif qui réponde aux aspirations nationales de la Pologne et aux conditions de la paix générale, le Conseil fédéral ne pouvait, en regard de la neutralité perpétuelle de la Suisse, prendre part à des démarches qui seraient en dehors de sa politique traditionnelle comme de sa règle constante en matière de relations extérieures.

Cette réponse mit fin à ces ouvertures, qui ne furent pas renouvelées.

Dans le même temps à peu près, l'envoyé suisse à Turin reçut communication d'une notice, émanant du Ministère italien de l'intérieur, adressée à celui des affaires étrangères et qui fut remise à notre Ministre à titre d'information. Elle *concernait un mouvement qui devait être organisé par le parti de l'action* et dont les préparatifs s'élevaient, croyait-on, tant en Suisse qu'en Italie. Le Conseil fédéral appela sur cet objet l'attention des Gouvernements des Grisons et du Tessin, les chargeant de surveiller et de signaler ce qui pourrait survenir à la frontière de contraire aux relations internationales. Le Gouvernement italien fit, par l'entremise de sa légation, de nouvelles communications au Conseil fédéral portant qu'il « résultait d'informations assez positives que le parti d'action faisait des préparatifs « en Suisse pour tenter un mouvement insurrectionnel dans la Vénétie et que dans les cantons des Grisons et du Tessin il était question « d'organiser des noyaux de volontaires assez nombreux pour faire, « à un moment donné, irruption dans le Tyrol italien, etc. » Le Conseil fédéral fut, en même temps, informé par le Gouvernement des Grisons, que des troupes italiennes avaient été dirigées sur la Valtelline et accumulées à la frontière suisse. Le Gouvernement autrichien, de son côté, appuyé sur les mêmes informations, fit au Conseil fédéral des communications analogues.

Les Gouvernements des deux Cantons mis en cause procédèrent à des perquisitions qui n'ont pas conduit sur la trace des faits qu'on supposait s'y passer.

Le Conseil fédéral a répondu en conséquence aux cabinets de Vienne et de Turin par des Notes du 22 et 24 avril; il a donné l'assurance qu'il ne s'était rien passé et ne se passait rien dans les deux Cantons qui fût de nature à inspirer des inquiétudes; que la Suisse, ayant le pouvoir et la volonté de faire respecter son territoire, ne permettrait pas, d'ailleurs, qu'un parti étranger quelconque en abu-

sât dans des intérêts qui ne la concernent pas. Quant aux troupes envoyées dans la Valteline en nombre inusité et qui ne laissaient pas que de produire une certaine inquiétude à la frontière, le Conseil fédéral exprimait l'espoir que comme ce fait se rattachait probablement aux menées qui devaient avoir lieu sur territoire suisse, tout rentrerait dans son état normal après les déclarations loyales qu'il venait de donner.

Cet incident n'eut pas d'autre suite. Le Gouvernement italien expliqua les mesures militaires qu'il avait prises comme une précaution bien naturelle, alors qu'il faisait appel aux relations de bon voisinage avec la Suisse, pour lui signaler le danger qu'il croyait exister sur son territoire; que, du reste, ces mesures s'étaient bornées à l'envoi d'un seul bataillon de troupes nouvelles.

L'insurrection polonaise se maintint toute l'année, et l'on comprend que *la position de nos concitoyens qui se trouvent en grand nombre dans le Royaume de Pologne* y soit devenue critique et dangereuse. Ils ont fait représenter au Conseil fédéral le besoin d'une protection spéciale, inquiétés comme ils l'étaient au milieu des conflits qui se répétaient presque journellement. Il est à remarquer que nos compatriotes n'ont pas cessé de se rendre en Pologne, même depuis que l'insurrection y a éclaté. Ils ont su par leur conduite prudente et en s'abstenant de prendre part à des événements qui leur sont étrangers, échapper aux périls de la situation. Le Conseil fédéral n'en crut pas moins devoir faire tout ce qui dépendait de lui pour aider et appuyer cette classe de concitoyens. Il fit, par exemple, examiner la question de savoir s'il n'y aurait pas avantage de posséder en Pologne un Consulat suisse qui pourrait rendre de grands services par ses conseils et ses directions en se faisant auprès des autorités civiles et militaires l'interprète des réclamations fondées, en veillant en général sur les intérêts des Suisses et en se tenant toujours prêt à faire pour eux ce que les circonstances pourraient réclamer. Mais le Gouvernement russe, à qui le Conseil fédéral s'adressa à cet effet, fit savoir qu'il n'était point disposé à augmenter le nombre des Consulats étrangers en Pologne, et la question dut en rester là.

En revanche, le Gouvernement répondit affirmativement aux recommandations qui lui furent faites par le Conseil fédéral en vue d'obtenir sa protection en faveur des nombreux Suisses qui demeureraient étrangers à la politique, vaquant paisiblement à leurs occupations, ne cesseraient pas d'être l'objet de la sollicitude des autorités impériales, et qu'il portera à leur connaissance la demande du Conseil fédéral, en les recommandant chaleureusement à leur attention. Le texte de cette lettre ayant été publié, nous nous bornerons à cette mention.

L'ouverture de la session législative eut lieu en France le 5 novembre. L'Empereur Napoléon prononça, à cette occasion, un discours qui eut un grand retentissement, déclarant que les traités de 1815 avaient cessé d'exister, et proclamant un congrès comme le moyen légitime et le plus conforme aux idées de l'époque, de rétablir une situation stable et régulière. Ce discours devait faire supposer qu'une invitation, conçue dans le même esprit, serait prochainement adressée aux Puissances.

En effet, le 6 novembre, l'Ambassadeur de France remit au Président de la Confédération une *lettre de l'Empereur Napoléon datée du 4, invitant la Suisse à se faire représenter à une réunion de Souverains et d'États convoqués à Paris*. Le texte de cette lettre a été publié, nous nous abstenons de la reproduire. L'Ambassadeur donna, en même temps, lecture d'une circulaire du Ministre des Affaires étrangères de France contenant divers éclaircissements et exprimant l'attente que la Suisse ne resterait pas en dehors du congrès.

Le Conseil fédéral examina mûrement ce qu'il convenait de faire.

Ce n'est pas la première fois qu'il était question de la réunion d'un congrès européen. En 1859, après la paix de Zurich, on en avait déjà parlé. Le Conseil fédéral demanda, alors dans la prévision de sa réunion, à être admis à ses délibérations, en tant qu'elles auraient pour objet des questions intéressant la Suisse. Cette démarche se justifiait complètement, puisqu'il devait selon toute vraisemblance, être question d'intérêts touchant à la Suisse à propos de la situation particulière des provinces neutralisées de la Savoie qui auraient fait partie de la Confédération italienne.

Mais le projet n'aboutit pas. L'idée de la Confédération italienne fut abandonnée, la situation changea entièrement de face, et la cession de la Savoie et de Nice à la France en fut une des premières conséquences.

Le Conseil fédéral dirigea sur ce fait toute son attention et ses efforts tendirent constamment à obtenir pour la Suisse les garanties nécessaires. Il en appela aux États signataires des traités. Il demanda, le 19 mars 1860, *qu'il ne fût pris aucune décision définitive sans sa coopération*. Dans des communications postérieures, il s'appliqua plus ouvertement encore à faire ressortir la nécessité d'une réunion des Puissances pour régler la question avec la participation de la Suisse.

L'Assemblée fédérale approuva les démarches du Conseil fédéral par arrêté du 28-29 mars 1860.

Dans ses communications des 5 et 9 avril de la même année aux signataires des traités de Vienne, le Conseil fédéral renouvela la demande de la convocation de conférences, et les Envoyés extraordinaires qu'il délégua auprès de quelques Puissances furent chargés

de tenir le même langage. En juillet 1860 et 1861, l'Assemblée fédérale se déclara d'accord avec cette manière de faire.

En regard de ces précédents et la même question étant encore à attendre une solution, l'attitude à prendre n'était pas douteuse : le Congrès proposé, la Suisse ne pouvait, après avoir elle-même sollicité une réunion des Puissances, s'abstenir d'y prendre part.

Mais même sans tenir compte des faits que nous venons de rappeler, il est des considérations qui devenaient déterminantes.

La position de la Suisse, par l'appel qui lui a été adressé, était bien différente de celle qui lui a été assignée dans les négociations du siècle. Invitée aujourd'hui à l'égal des grands États, engagée à se faire représenter au même titre, c'est un précédent qu'elle ne devait point laisser passer sans en prendre acte.

Elle avait d'ailleurs là une occasion favorable d'être présente alors que les grands intérêts de l'ordre social européen allaient être mis en cause, et elle pourrait veiller au maintien de ses droits comme à la défense de ses réclamations particulières.

L'acceptation avait donc des avantages, et il était d'ailleurs possible de l'accompagner de réserves et de conditions propres à prévenir des inconvénients, en se mettant à couvert pour les éventualités.

Un refus eût entraîné vraisemblablement des conséquences fâcheuses et qui se seraient incontestablement fait sentir jusque dans d'autres domaines étrangers à la politique.

Et comme la plupart des chefs d'État avaient répondu affirmativement, laissant à leurs Gouvernements le soin de débattre les détails, la Suisse se serait, par un refus, presque isolée ou attachée de fait à une politique qui n'est pas nécessairement la sienne.

Ainsi, le Conseil fédéral décida de se prononcer dans le sens d'une adhésion au congrès.

Mais en le faisant, il ne perdit pas de vue le devoir de maintenir intacte la position de la Suisse.

Il fallait donc que l'adhésion fût accompagnée de réserves propres à sauvegarder nos droits et nos intérêts.

Ces réserves devaient être principalement les suivantes :

- a. Que le Congrès fût réellement européen, c'est-à-dire que toutes ou presque toutes les Puissances y fussent représentées, la Suisse ne pouvant s'associer à une réunion qui n'aurait pas un caractère général ;
- b. Que chaque État demeurât libre d'accepter ou de ne pas accepter les résolutions qui pourraient intervenir, ces résolutions n'étant pas des lois, mais reposant sur le libre consentement des parties ;
- c. Qu'il fût bien énoncé, en ce qui concerne les actes de 1815, que

la Suisse ne saurait les envisager comme ayant cessé d'exister, là où ils n'ont pas subi d'atteintes ou de modifications ;

d. Que la question de la Savoie neutralisée encore pendant fût rappelée.

A part les points qui précèdent et qui étaient nécessaires, la Suisse n'avait pas à s'engager dans des intérêts qui ne la concernent pas, sa neutralité devant, à cet égard, lui servir de règle de conduite.

Ce qui précède une fois admis, il s'agissait de choisir les formes les plus convenables pour en faire communication.

Le Conseil fédéral s'est arrêté à l'idée de diviser sa réponse, de se borner, dans une lettre à l'Empereur Napoléon, à annoncer l'assentiment de la Suisse à l'idée du Congrès, en désignant, d'une manière générale, le terrain sur lequel elle entendait se placer ; puis, dans une dépêche adressée au Ministre de la Confédération suisse et devant être remise en copie au Ministre des affaires étrangères de France, d'exposer et de développer, autant qu'il était besoin pour la circonstance, les réserves et les conditions dans le sens de ce qui vient d'être dit.

Ces deux actes ayant été publiés, nous y renvoyons.

Il s'agissait, en outre, de savoir s'il n'y avait pas une communication immédiate à faire aux Puissances, quoiqu'aucune ouverture n'eût été faite par elles à la Suisse au sujet du Congrès. L'affaire dont il s'agit étant essentiellement européenne, et les Puissances garantes des traités ayant à se prononcer sur les questions intéressant la Suisse ; comme il était probable aussi qu'il y aurait, si le congrès se réunissait, une entente pour la fixation d'un programme, il importait que nos réserves fussent sans délai portées à la connaissance des Puissances. Le Conseil fédéral s'est donc arrêté à l'idée de faire tenir aux Puissances signataires des actes du Congrès de Vienne et au royaume d'Italie une copie de la dépêche adressée à son Ministre, en se réservant pour le cas où le Congrès s'ouvrirait d'envoyer encore, soit une note circulaire, soit un mémoire complet sur les objets qui intéressent la Suisse.

Enfin, la dernière question qui a été examinée par le Conseil fédéral est celle de la compétence, c'est-à-dire de savoir s'il pouvait prendre ces déterminations de son chef, ou s'il devait les soumettre préalablement à la délibération des Chambres.

Il est incontestable que les dispositions de l'article 90, §§ 6, 8 et 9 de la Constitution fédérale, impliquent pour le Conseil fédéral le droit de faire représenter la Suisse à des négociations internationales, moyennant que les attributions de l'Assemblée fédérale (art. 74, §§ 5, et 6) soient intégralement respectées. Ainsi, par exemple, toute résolution à adopter définitivement, tout traité à conclure doivent être

soumis à la ratification de l'Assemblée fédérale. Elle doit, de plus, être consultée en cas d'événements graves, de nature à avoir des conséquences d'une grande portée.

Mais, outre ces principes généraux, il y avait, dans le cas particulier, des pouvoirs spéciaux donnés par les arrêtés de l'Assemblée fédérale et notamment par celui du 19 juillet 1861, ainsi conçu : « Le Conseil fédéral est invité à ne pas cesser de vouer toute son attention à l'affaire de Savoie, comme question encore pendante, et à reprendre en temps opportun les négociations dans le sens d'une défense énergique des droits et des intérêts de la Suisse. »

Enfin, des motifs de convenance ne permettaient pas d'ajourner trop une réponse et, dans l'état de la question, il ne paraissait pas même désirable de nantir l'autorité supérieure et de provoquer une délibération expresse de sa part.

Le Congrès n'eut pas lieu.

A la date du 16 décembre, l'Ambassadeur de France remit au Conseil fédéral une nouvelle note datée du 8 du même mois, dans laquelle le Gouvernement Impérial constate quels ont été les résultats de la proposition du congrès : la plupart des Souverains ont adhéré sans réserve ; quelques États ont accompagné leur adhésion de certaines restrictions, en demandant qu'un programme fût formulé à l'avance ; une seule Puissance, l'Angleterre, a refusé. Ce refus a rendu impossible un Congrès général ; le Gouvernement français prend acte des bonnes dispositions qui lui ont été témoignées, et annonce aux Souverains et États qui se sont associés à ses intentions qu'il est prêt à entrer avec eux dans la voie d'une commune attente.

La tractation ultérieure de cette question rentre dans l'exercice de 1864.

Ainsi, dans la dépêche officielle qui a été adressée au Ministre de la Confédération suisse à Paris, et qui a été communiquée au Gouvernement français et aux principaux États de l'Europe, le Conseil fédéral a rappelé les demandes de la Suisse, relativement à la Savoie neutralisée, et il a constaté qu'elles étaient toujours à l'état de question pendante.

Il n'a pas manqué non plus dans les négociations qui ont eu lieu avec la France, pour la conclusion d'un traité de commerce, de maintenir le même point de vue, s'abstenant de ce qui aurait pu porter atteinte au *statu quo*, ou faire préjuger la question. Elle est ainsi demeurée intacte, comme elle est d'ailleurs, par sa nature toute politique, distincte de l'ordre d'intérêts sur lesquels ont porté les négociations avec la France.

La plupart des États de l'Europe ont entrepris, ces dernières années, la révision de leurs traités et de leur législation commerciale. Un

esprit libéral a présidé en général à cette œuvre, dont un des effets doit être de donner de nouvelles garanties à la paix par la multiplication des relations commerciales et industrielles et par l'augmentation des points de contact entre les peuples. La Suisse est aussi entrée dans cette voie, et le Conseil fédéral n'a négligé ni les occasions, ni les moyens en son pouvoir pour entamer des négociations ou poursuivre celles qui étaient commencées.

L'année 1863 a vu la ratification du traité d'amitié, de commerce et d'établissement avec la Belgique. Le traité avec les Pays-Bas n'est point devenu définitif. Celui avec la France a été poussé aussi loin que les circonstances l'ont permis. D'autres négociations se sont préparées. Le côté politique de ces tractations étant le seul qui rentrait dans cette partie du rapport, cette simple mention suffit ici à notre but.

B. En particulier.

Avec l'AUTRICHE.

Le rapport de gestion de 1862 donne des informations sur des négociations projetées avec le Gouvernement I. R. d'Autriche au sujet de *diverses questions de justice, de police, de voisinage, de commerce et de relations générales* ; à cette occasion, nous faisons observer que les résultats ultérieurs de ces négociations seraient mentionnés plus tard. Bien que nous eussions désiré voir se poursuivre et se terminer cette affaire à laquelle nous n'avons cessé de vouer notre attention, nous ne sommes cependant pas en mesure d'enregistrer un progrès, dès cette époque. Ce n'est qu'en ce qui concerne la ligne de ceinture autour du lac de Constance que l'envoyé I. R. a fait, sous la date du 19 mars, des ouvertures sur les conditions auxquelles le Gouvernement autrichien consentirait à reprendre les conférences interrompues en 1858. Cette perspective ne s'est pas réalisée, il est vrai, en 1863 ; toutefois, à en croire des communications reçues par une autre voie, et en présence des résultats auxquels on est parvenu en Suisse, au moyen de la concession du canton de St-Gall, approuvée le 22 décembre par les Chambres fédérales, on peut espérer une prochaine réalisation de cette assurance ; dans ce cas, nous pourrions à l'exécution de l'arrêté fédéral rendu à l'occasion de l'approbation de cette concession, en ce qui touche la jonction d'autres lignes.

Le 20 décembre 1861, nous avons proposé à l'Autriche d'aplanir la *difficulté territoriale* à la frontière près de Finstermunz, en reconnaissant comme appartenant à la Suisse le territoire jusqu'au Schergenbach, avec une réserve quant à l'établissement d'une route. Notre chargé d'affaires à Vienne a reçu le 20 avril 1863, du Gouvernement I. R. la réponse qu'il ne pouvait accepter cette proposition, mais de-

vait insister pour que la crête principale de la montagne traversant le territoire en litige formât dorénavant la limite; ainsi, à partir de Martinsbruck en aval, l'Inn ne formerait plus la frontière, celle-ci serait reportée sur un territoire qui appartient naturellement à la Suisse, et dont la propriété civile est presque exclusivement en mains suisses. Après ces ouvertures, nous n'avons pu pour le moment nous trouver engagés à poursuivre les négociations; nous avons jugé plus opportun de les suspendre, en attendant une occasion plus favorable.

Notre intervention au sujet du *raccordement de la route de la Basse-Engadine à celle de Finstermunz près de Martinsbruck*, a eu un meilleur succès. Nous avons annoncé dans un précédent rapport que nous avions invité le Gouvernement des Grisons à fournir de plus amples renseignements sur la direction dans laquelle devait s'effectuer le raccordement. Ce canton désirait qu'il se fît, en suivant la rive droite de l'Inn, près de Hochfinstermunz. Mais la commune de Nauders fit des représentations et insista pour que la route de communication fût dirigée sur cette localité. Malgré ces représentations, le Gouvernement Impérial a, ainsi qu'il ressort d'une note adressée à notre chargé d'affaires, en date du 31 décembre 1863, maintenu la direction inférieure, en donnant à la Lieutenance d'Insbruck l'ordre de faire dresser et élaborer les plans de détail dans cette hypothèse. En adoptant cette direction, on laisse intacte la question de la frontière, et pour ce qui concerne l'établissement d'une meilleure communication entre la vallée de Samnaun et l'Engadine, d'un côté la direction proposée par les Grisons assure déjà de notables améliorations, tandis que, de l'autre, le canton des Grisons se montre disposé à concourir de tous ses moyens à l'établissement d'une communication entre les deux vallées situées exclusivement sur le territoire suisse.

Avec l'ESPAGNE.

Dans le courant de l'année dernière, notre Consul général à Madrid a négocié et conclu une Convention pour l'amélioration des correspondances postales, que vous avez approuvée le 15-22 décembre, et dont les ratifications seront échangées dès que les dispositions d'exécution auront été arrêtées entre les Administrations de postes respectives.

D'autre part, les négociations commencées en vue d'une Convention pour l'extradition, ont été suspendues l'année dernière; nos propositions du 9 octobre 1862 sont encore sans réponse de la part de l'Espagne.

Donnant suite à nos représentations du 25 août 1862, le Gouvernement espagnol a soumis à la décision du Conseil d'État la question

des *arriérés de pension et de solde* des régiments suisses capitulés, datant des années 1804-1828 ; cette décision qui nous est parvenue le 5 novembre 1863, par une note du Ministre d'État, marquis de Miraflores, confirme purement et simplement la résolution du Ministère des Finances ; elle part d'un point de vue que nous n'avons cessé de repousser comme absolument dénué de fondement, savoir que notre Chargé de pouvoir en traitant directement avec l'Administration des Finances au lieu de procéder par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères, a enlevé à la réclamation son caractère international, et l'a transformée en une question qui appartient désormais purement au domaine de l'Administration intérieure, d'où il suit que les Autorités espagnoles ont exclusivement le droit de prononcer, et qu'en vertu de leur décision les réclamants suisses ont été traités et jugés d'après les lois espagnoles. Il est évident qu'une pareille argumentation tombe comme dénuée de tout fondement, devant un examen impartial de l'affaire ; car les réclamations dont il s'agit étaient déjà reconnues dans toute leur portée à l'époque de la dissolution des régiments ; elles reposent sur un traité international, la capitulation du 2 août 1804, et n'ont pu être déplacées ou dénaturées par une simple question de forme. De plus, la marche suivie par notre fondé de pouvoir spécial qui lui a été tracée par un décret royal du 17 avril 1863, lequel a été rendu à la suite de nos sollicitations directes et répétées, et a ouvert la voie des négociations proprement dites pour la liquidation des arriérés de pension ; l'art. 6 de ce décret est conçu comme suit :

Qu'il doit être donné au Ministre d'État connaissance de ces dispositions pour les communiquer au Président du Conseil fédéral suisse, afin qu'il nomme, comme il l'a offert, un délégué qui, muni des antécédents et documents qui seront à la disposition des intéressés qui auraient quelque réclamation pendante, *s'adresse aux Directions générales de comptabilité et de la dette publique et autres bureaux du Gouvernement*, y prenne connaissance du résultat des liquidations finales qui doivent se pratiquer et se rende compte de tout ce qui est relatif à cette affaire, etc.

Notre fondé de pouvoir devait d'autant moins hésiter à suivre cette voie que le décret mentionné reconnaissait expressément le caractère international des arriérés liquidés depuis, provenant des années 1828-1849 comme reposant sur la capitulation du 2 août 1804. Les arriérés se montent à environ 2 500 000 fr., et datant du service actif de 1828, reposent sur cette même capitulation ; ils rentrent dans la même catégorie de la dette publique espagnole ; ils doivent être établis dans la même mesure et acquittés comme les premiers, sinon au comptant du moins en bons de la dette publique portant intérêt, et non, comme

l'entendait la décision de la direction de la dette publique, du 9 décembre 1859, mentionnée dans notre dernier rapport de gestion, en bons d'amortissement, sans intérêts et presque sans valeur. C'est en suivant la même voie que notre fondé de pouvoir a mené à bonne fin les réclamations postérieures à 1828, bien moins considérables sans doute; la facilité relative de cette liquidation ne permettait pas de supposer, — car notre bonne opinion de la loyauté des hommes d'État espagnols aurait répugné à l'admettre, — que les autorités chercheraient à accumuler tant de difficultés et d'argumentations inadmissibles, à l'occasion des réclamations antérieures à 1828. La circonstance que les intérêts d'autres troupes étrangères datant de la même période, ont été depuis longtemps liquidés, et que les régiments suisses sont seuls en retard, ainsi qu'un antécédent de l'année 1834, ne saurait qu'éveiller des réflexions pénibles.

Quelque peu satisfaisante que soit aujourd'hui la situation de cette affaire, en dépit de nos efforts et du concours aussi actif qu'intelligent de notre Consul général à Madrid, nous n'abandonnons cependant pas l'espoir de surmonter les difficultés et d'arriver à un résultat satisfaisant. Nous ne cesserons de vouer toute notre attention à cet objet, et nous ne laisserons échapper aucune occasion de reprendre, au moment opportun, les négociations actuellement suspendues, pour faire reconnaître et régler les prétentions de ressortissants suisses, si justement et honorablement acquises, mais trop longtemps méconnues.

Avec la FRANCE.

Le 7 janvier 1863, nous avons soumis à votre ratification le Traité que nous venions de conclure avec la France, relativement à la vallée des Dappes. Nous vous avons exposé l'origine et la marche des négociations qui ont précédé l'arrangement. Au Traité lui-même, était joint un Protocole qui portait que le Plénipotentiaire suisse avait réservé pour son pays la faculté de porter le Traité à la connaissance des Puissances signataires de l'acte du Congrès de Vienne, pour autant qu'il y était dérogé à l'article 75 dudit acte et que le Plénipotentiaire de France avait adhéré à cette réserve.

Le 23 et le 28 janvier, vous avez accordé votre ratification, non-seulement au Traité, mais au Protocole qui l'accompagnait.

Le 20 février 1863, il a été procédé à l'échange des ratifications et le Traité est entré en vigueur le même jour.

Le Protocole ayant été ratifié par vous comme le Traité, on avait pensé qu'il convenait d'échanger aussi pour le Protocole des ratifications comme pour le Traité. Mais le Gouvernement français ayant donné une déclaration officielle constatant qu'il approuvait l'adhésion

donnée par son Plénipotentiaire à la réserve consignée au Protocole, cette manière de procéder nous a paru satisfaisante.

Le 12 décembre 1862, après la signature du Traité, le Conseil fédéral avait décidé de le porter préalablement à la connaissance des Puissances signataires de l'acte du Congrès de Vienne.

Le Traité étant maintenant ratifié et les ratifications étant échangées, il importait de faire une nouvelle communication aux Puissances, conformément au Protocole ci-dessus mentionné.

En conséquence, le 9 mars 1863, nous leur avons transmis le Traité ratifié, en leur disant que comme cet arrangement touchait aux dispositions de l'acte du Congrès de Vienne, en tant qu'elles concernent la Suisse, le Conseil fédéral le portait à leur connaissance, ne doutant pas qu'elles ne vissent l'arrangement d'un œil favorable.

Les réponses qui nous sont parvenues, ainsi que le texte de notre lettre sont joints à ce rapport comme annexes.

Le Traité une fois entré en vigueur, il s'agissait de régler les différents points relatifs à son exécution.

Il fallait d'abord pourvoir à ce qu'il fût publié et dûment porté à la connaissance des intéressés. C'est ce qui a été fait par le Gouvernement vaudois. Nous avons en outre demandé au Gouvernement français qu'il fît répandre le Traité parmi les habitants français de la frontière intéressée.

En vertu de l'article 3 du Traité, les habitants des parties du territoire qui passent d'un État à l'autre ont un délai d'une année pour l'exercice du droit d'option quant à leur nationalité. Nous avons proposé au Gouvernement français d'arrêter en commun le mode à employer pour cette option.

Il y avait enfin lieu de procéder à la délimitation, puis à l'exécution de l'article 4 concernant l'amélioration et la rectification du chemin par les Landes.

Le Traité a prévu dans les articles relatifs à l'établissement de la nouvelle frontière une délimitation faite par des Commissaires et reçue dans un procès-verbal définitif qui devait faire partie de celui dressé par les Commissaires suisses et français, pour la délimitation de la frontière entre le canton de Vaud et la France et signé le 16 septembre 1825.

Par lettre du 27 avril, le Gouvernement français a annoncé la nomination de ses Commissaires dans la personne de MM. Smet, chef d'escadron d'état-major, et Berguet, capitaine d'état-major. Le Conseil fédéral a, de son côté, désigné en qualité de Commissaires MM. C. Pillichody, capitaine d'artillerie, géomètre-ingénieur, à Yverdon, et F. Burnier, membre de la Commission topographique vaudoise, à Morges, qui se sont acquittés de leur tâche à notre entière satisfaction.

Nous leur avons donné, après nous être entendus avec le Conseil d'État du canton de Vaud, une instruction détaillée, portant en résumé qu'ils devaient, conjointement avec les Commissaires français, déterminer exactement sur les lieux la nouvelle ligne frontière, résultant du Traité du 8 décembre, en tenant compte autant que possible des circonstances locales et de la division des propriétés, poser les bornes et dresser procès-verbal de leurs opérations. Ils devaient suivre autant que les circonstances le permettraient le mode de procéder adopté dans la délimitation de 1825. Ils devaient faire rapport chaque fois qu'il s'élèverait dans le cours des opérations quelque difficulté. Ils étaient autorisés à appeler le personnel nécessaire, etc.

L'opération a été de plus longue durée qu'on ne l'avait supposé d'abord.

A la première réunion de la Commission mixte qui eut lieu à Lausanne, le 16 juin, les Commissaires français annoncèrent avoir deux demandes à présenter.

D'après la direction générale indiquée sur la carte jointe au Traité, la maison *de la Cure*, située à droite de la bifurcation des routes de Saint-Cergues et de la Faucille, devait appartenir à la Suisse.

La première demande des Commissaires français a été que la nouvelle ligne frontière fût tracée de telle sorte que la Cure restât sur le territoire de l'Empire. Ce bâtiment est la propriété des fabriques de deux paroisses françaises, de là l'intérêt mis à le conserver sur France. Le moyen d'y arriver, suivant eux, devait être d'opérer une légère dérivation de la route de Saint-Cergues de façon à la reporter un peu plus au sud.

La seconde demande des Commissaires français était de pouvoir conserver une bande de terrain dépendant actuellement de la commune du Bois-d'Amont, et sur laquelle se trouvent des fromageries et des chalets; en compensation de cette cession, on aurait pris pour la Suisse une portion équivalente sur le territoire de la commune des Rousses.

Après avoir entendu le Conseil d'État du canton de Vaud, et tout en regrettant que ces demandes n'aient été présentées qu'au dernier moment et lorsque les opérations allaient commencer sur le terrain, nous avons donné à nos Commissaires les instructions suivantes :

1° De consentir à un tracé de la frontière qui laisse la Cure sur territoire français; à cet effet, la route de Saint-Cergues serait rectifiée de façon à faire dévier légèrement de la Cure le point de bifurcation des deux routes; la route de Saint-Cergues devra appartenir entièrement à la Suisse et la nouvelle frontière partira toujours de l'intersection des deux routes. La rectification de la route sera opérée entièrement aux frais du Gouvernement français.

2° En ce qui concerne le deuxième point, vu qu'il est expressément dit dans le Traité qu'on doit avoir égard, dans la fixation du tracé, aux circonstances locales et à la division des propriétés, c'est-à-dire aux intérêts des communes et des particuliers; que le plan annexé au Traité n'a indiqué la nouvelle frontière que d'une manière générale; qu'il est dit, par contre, positivement que le territoire cédé par la France doit s'étendre jusqu'à la limite de la vallée de Joux, nous avons chargé nos Commissaires de tenir compte autant que possible de cette demande, bien entendu que le territoire total cédé par la France sera toujours l'équivalent de celui cédé par la Suisse.

Nos conditions ne furent pas immédiatement acceptées. Sur le premier point notamment, les Commissaires français proposèrent une modification au tracé de la route de Saint-Cergues par le sud de la Cure, et si la déviation par le nord était préférée, ils demandaient que la correction se fit alors aux frais de la Suisse. Mais la direction sud ne pouvait être admise par nous, parce qu'elle aurait modifié, d'une manière désavantageuse pour la circulation, l'embranchement de la route de Saint-Cergues avec celle de la Faucille. Et, quant aux frais de cette correction, comme elle ne se ferait que pour satisfaire aux convenances de la France, et sur sa demande expresse, il était clair qu'ils ne pouvaient incomber à la Suisse.

En ce qui concerne le changement de la limite au-dessus du Bois-d'Amont, le Gouvernement français demandait qu'on la rapprochât le plus possible de la frontière actuelle, en prenant le long de celle-ci une bande très-étroite, dès la borne 199 environ, jusqu'à ce qu'on eût dépassé les fromageries et les chalets. Mais cette forme de tracé s'éloignait tellement de la ligne figurée, d'une manière générale, sur le plan joint au Traité, que nous ne pûmes l'admettre et nous maintenîmes notre instruction sur ce point comme sur le précédent.

Après avoir consulté leur Gouvernement, les Commissaires français annoncèrent qu'ils acceptaient le tracé proposé par nous au-dessus du Bois-d'Amont; mais, quant à la Cure, ils faisaient l'offre de contribuer pour une somme de 5000 francs seulement aux frais de rectification de la route de Saint-Cergues suivant la direction au nord. Le Conseil d'État du canton de Vaud que nous entendîmes fut d'avis d'accepter l'arrangement proposé et nous lui donnâmes effectivement notre assentiment.

Les Commissaires dressèrent sur cette base un projet de délimitation qui nous fut soumis et que nous approuvâmes. Les opérations purent commencer immédiatement sur le terrain : nous renvoyons aux actes pour ce qui concerne leur détail et les décisions particulières que nous avons été fréquemment appelés à prendre.

Les Commissaires s'occupèrent aussi, en même temps que de la

délimitation, du règlement de la question relative au chemin des Landes, lequel, en vertu du Traité, doit être amélioré et rectifié par la France dans le délai de deux ans. Nous chargeâmes d'abord nos Commissaires d'opérer avec le concours de l'ingénieur cantonal une reconnaissance du terrain pour arrêter d'une manière générale la direction de la route et ses points extrêmes. Nous les chargeâmes, en outre, de demander aux Commissaires français de faire étudier, le plus tôt possible, un projet par les ingénieurs de leur pays, afin que le plan et les conditions de la correction de cette route pussent être arrêtés et fixés en même temps que la nouvelle ligne frontière. Les Commissaires convinrent des points suivants : direction générale de la route, d'après un tracé arrêté par eux ; sa largeur fixée à cinq mètres, y compris les accotements, sa construction d'après le type admis pour cette largeur par l'Administration française ; les pentes ne devant pas dépasser en général le 5 pour 100, avec un maximum de 7 pour 100 sur de faibles longueurs ; les rayons des courbes ne devant pas être inférieurs, en général, à 20 mètres, mais pouvant exceptionnellement atteindre 15 mètres. Nous approuvâmes le tracé et les conditions qui précèdent en demandant, en outre, qu'il fût dressé un Protocole spécial de ces conditions, à moins que les plans eux-mêmes ne fussent présentés avant le terme de la délimitation.

Enfin, la ligne frontière fut piquetée et reconnue, avec le concours du Gouvernement vaudois, les bornes furent plantées et numérotées, et les pièces et procès-verbaux de la délimitation furent signés par les Commissaires des deux pays.

Le 16 décembre, les Commissaires suisses nous transmirent :

La carte de la nouvelle frontière, dès le Bois-d'Amont à la Valse-rine, signée par les deux parties, dressée en deux doubles, dont un entre les mains des Commissaires français pour leur Gouvernement ;

Le procès-verbal d'abornement, daté de Lausanne le 12 décembre 1863, et un volume du procès-verbal annexé, avec les plans pour la construction de la route des Landes et pour la correction de la route de Saint-Cergues aux Rousses, le tout signé par les Commissaires des deux pays et dressé en deux doubles, dont l'un pour le Gouvernement français.

Ces actes concernaient la clôture des opérations de la délimitation, y compris le règlement de la correction du chemin des Landes.

Nous leur avons donné notre approbation le 29 décembre et nous en avons prévenu le Gouvernement français, en lui proposant d'échanger une déclaration constatant la ratification des deux Gouvernements, afin que les deux États pussent, dès ce moment, prendre possession des portions de territoire qui leur sont attribuées par le Traité.

Quant aux frais de la délimitation, ils ont été de deux sortes, communs aux deux parties et particuliers à chacune d'elles. Les premiers ont été supportés par les deux pays à parts égales; les seconds sont demeurés, en ce qui concerne la Suisse, dans les limites du budget.

Ainsi qu'il est dit plus haut, nous avons proposé au Gouvernement français d'arrêter le mode à employer pour l'exercice du droit d'option.

Plus tard, nous avons fait dresser par nos Commissaires un recensement nominatif complet du nombre et de la nationalité des habitants du territoire cédé à la Suisse.

Enfin, le 30 novembre, le Gouvernement français nous communiqua le projet d'instruction proposé par le préfet du Jura et exposant d'après quelles formalités il pensait que devait être réglée pour les habitants des territoires cédés de part et d'autre l'option de nationalité. Il nous demandait si ce projet avait l'assentiment de la Suisse.

Après avoir consulté le Conseil d'État vaudois, nous avons répondu au Gouvernement français que nous n'avions pas d'objection à faire contre le mode qu'il avait adopté, et nous lui communiquâmes en même temps le projet de publication que nous venions d'adopter, pour être notifié aux habitants de la partie de la vallée des Dappes cédée à la France. A la date du 31 décembre, le Ministre des affaires étrangères de France nous annonça qu'il n'avait pas d'objection à présenter contre notre mode de publication.

Les autres parties du Traité recevront successivement leur exécution. D'après les avis qui nous sont parvenus, le poste de douaniers français a déjà, dans le courant de septembre, été retiré du Bois-d'Amont et transporté ailleurs, ce qui fait que les communications entre la vallée de Joux et Saint-Cergues, par le chemin des Landes, ont été dès ce moment libres, conformément à l'art. 5 du Traité.

Outre l'objet qui vient d'être mentionné, nos relations avec la France n'ont pas été moins nombreuses qu'à l'ordinaire.

Vous nous avez adressé l'année dernière, à propos des *passé-ports*, l'invitation suivante :

« Le Conseil fédéral est invité à faire des démarches suivies et pressantes pour obtenir de la France la suppression du visa des *passé-ports* et la conclusion de l'arrangement particulier prévu à l'article 8 du Traité du 18 juillet 1828, touchant l'exploitation des forêts voisines des frontières. »

Nous n'avons point perdu de vue cet objet. Nous n'avons rien négligé de ce qui pouvait dépendre de nous pendant les négociations sur le Traité de commerce pour obtenir un résultat satisfaisant. Nous ne croyons pas opportun de présenter aujourd'hui un rapport sur cette affaire; nous nous réservons de le faire, lorsque nous vous soumet-

trons le résultat de nos négociations sur les Traités qui sont actuellement en voie d'élaboration et de remaniement entre les deux pays.

La non-exécution de l'article 8 du Traité du 18 juillet 1828, concernant l'adoption d'un arrangement sur l'exploitation et la protection des forêts de la frontière, avait donné lieu à de fréquentes réclamations de notre part. Cet arrangement a même été rappelé dans un article spécial du Traité sur la vallée des Dappes. Si les négociations entamées avec la France aboutissent, elles embrasseront en même temps le règlement de cet objet.

Dans le placement des bornes entre Vouvry et la Chapelle d'Abondance, il ne s'agissait, ainsi qu'il est dit dans le dernier rapport de gestion, pas tant d'une difficulté territoriale que du simple rétablissement de bornes précédemment existantes, à quelle occasion la ligne frontière a toutefois été tracée plus distinctement et la description des limites plus exacte; il ne nous a donc pas paru nécessaire de présenter une communication spéciale aux Conseils, estimant que l'approbation de notre part du procès-verbal du 27 août 1856 et 15 août 1862 était suffisante. Le Gouvernement français a évidemment envisagé la chose au même point de vue, puisque son délégué n'a pas même réservé la ratification du Ministère. En conséquence, nous en avons, le 17 août, donné connaissance au Gouvernement du Valais et à notre Envoyé à Paris, moyennant quoi l'affaire a été définitivement réglée.

Quelques cas présumés ou réels, mais sans importance, de violation de territoire sont survenus le long de la frontière française, comme il s'en est présenté sur d'autres points. Ils ont été réglés, ici comme ailleurs, sans la moindre difficulté, des explications satisfaisantes ayant été données chaque fois par le pays qui était l'objet de la réclamation, ou celle-ci n'ayant pas été poursuivie.

Il est un petit nombre de cas qui ont donné lieu à de plus longues correspondances. Ainsi, le fait que des soldats français traversaient quelquefois, isolément mais en armes, le territoire suisse, et le fait que des militaires genevois traversaient aussi parfois le territoire français avec leurs armes, a donné lieu à un échange de communications qui ont établi que ces irrégularités ne s'étaient commises qu'à la suite d'erreur, ou en non-observation d'ordres positifs. Les deux Gouvernements ont pris des mesures pour empêcher le retour de ces faits et l'occasion de ces plaintes.

Dans le courant de novembre dernier, des scènes regrettables eurent lieu à Moillesullaz, une agression fut dirigée de nuit par des individus peu recommandables, venus de Savoie, contre le Bureau des péages suisses et des actes de violence furent commis contre des personnes appartenant à l'Administration. D'autre part, on se plaint

de ce que la frontière avait été franchie par nos gardes, il est vrai dans des circonstances qui les déchargent entièrement. Nous fîmes porter ces faits à la connaissance du Gouvernement français, en lui demandant que les auteurs en fussent punis et astreints à fournir une indemnité pour les dommages qu'ils avaient causés. Le Conseil fédéral reçut de l'Ambassade de France la réponse que les auteurs de ces scènes inconvenantes seraient poursuivis par la justice et que des mesures seraient prises pour en prévenir le retour; qu'au surplus, cette affaire n'avait pas la gravité qu'on lui avait d'abord donnée et que surtout elle n'avait aucun caractère politique, ce qui seulement eût pu lui donner de l'importance. A une déclaration qui nous parut inspirée par le désir d'éviter tout démêlé et portant en elle un vrai caractère d'impartialité, nous répondîmes immédiatement que nous envisagions l'affaire comme terminée.

ITALIE.

Déjà en 1862 nous avons reconnu l'opportunité d'une révision fondamentale du Traité de commerce conclu en 1851 entre la Suisse et la Sardaigne et étendu depuis aux autres parties de l'Italie réunies à l'ancien Royaume, et nous avons chargé notre Envoyé à Turin de faire à cet égard des ouvertures au Gouvernement royal; dans le courant de 1863, on s'est déclaré de part et d'autre disposé à ouvrir aussitôt que possible les négociations proprement dites, et cela à Berne. Il n'y a toutefois pas encore été donné suite, parce que les instructions pour le fondé de pouvoir italien manquaient encore.

Les négociations relatives aux difficultés territoriales entre les Grisons et le Tessin d'une part et l'Italie d'autre part, sont encore pendantes, bien qu'en 1863 il ait été procédé par des Commissaires à une reconnaissance de tous les points litigieux, laquelle a été suivie d'un arrangement pour la limite entre les Grisons et l'Italie. Cette Convention attend toutefois encore l'adhésion du Gouvernement Italien à une fixation plus précise de la ligne frontière dans le val de Lei, adhésion en vue de laquelle nous avons fait les démarches nécessaires. Dès qu'elles auront abouti, nous ne manquerons pas de soumettre la Convention à votre approbation. En ce qui concerne les points relatifs à Cravairola et Craveggia encore contestés entre le Tessin et le Piémont, les Délégués respectifs n'ont pu tomber d'accord, et il faudra attendre un moment plus opportun pour la solution de ces difficultés. Les membres de la Commission étaient, de la part de la Suisse : M. le colonel Delarageaz, Conseiller national, avec M. l'ancien Conseiller des États P. C. Planta pour la frontière des Grisons, et M. le Conseiller national Battaglini pour la frontière tessinoise; de la part de l'Italie :

MM. Charles Brunet, membre du Parlement, le marquis Charles Colli di Felizzano, colonel à l'état-major général, et M. J. Nicolao, secrétaire de 1^{re} classe au Ministère des Finances.

Pour ce qui regarde la liquidation des réclamations de pensions provenant du ci-devant service militaire napolitain, il suffira de mentionner ici que le Gouvernement d'Italie y a prêté les mains de la manière la plus loyale. Les détails de la conduite de cette affaire sont exposés dans la partie du rapport concernant le Département militaire.

Une des questions les plus importantes entre la Suisse et l'Italie a trouvé sa solution par le Traité de Turin, du 30 novembre 1862, sur le partage des biens épiscopaux, Traité qui a été ratifié par les Conseils législatifs, le 28/31 juillet 1863, et dont les ratifications ont été échangées le 17 septembre à Berne, et nous avons pris les dispositions nécessaires en vue de l'exécution. Les tractations ultérieures rentrent toutefois dans l'exercice de 1864.

Ici se présente une question qui, bien que ne se rattachant pas matériellement à celle des Évêchés, y appartient néanmoins par sa nature : nous voulons parler du Collégium Helveticum à Milan, fondé par le cardinal Borromée. Des difficultés se sont élevées à plusieurs reprises quant à l'exercice des droits résultant de cette fondation pour les Cantons intéressés et se sont reproduites en dernier lieu, à l'occasion du séquestre mis sur les biens épiscopaux dans le Tessin. Cette circonstance et le désir se justifiant au point de vue politique de procurer aux Cantons intéressés la jouissance de cette fondation dans les établissements du pays, nous engagèrent à nous occuper des moyens d'obtenir le rachat des places gratuites dans le séminaire majeur de Milan. Notre proposition a rencontré des dispositions favorables, tant de la part des Cantons que de celle du Gouvernement Italien. Le décès de notre Envoyé, M. Tourie, et l'interruption de la représentation diplomatique à Turin ont toutefois causé une suspension des négociations, lesquelles seront reprises en temps opportun. En attendant, la jouissance des places gratuites continue à être assurée aux Cantons.

ÉTATS DE L'ÉGLISE.

Les intérêts matériels de l'Église dans le Canton du Tessin étant réglés par l'exécution du Traité de Turin, le moment est venu de résoudre, de concert avec le Saint-Siège, la question relative à l'Administration ecclésiastique des parties de pays détachées des évêchés lombards.

La Note du Chargé d'affaires apostolique du 2 janvier 1862, mentionnée dans le dernier rapport de gestion, fait, il est vrai, pressentir

de grandes difficultés, et les observations suggérées au Chargé d'affaires papal par la conclusion de l'acte de partage et ses stipulations ne justifient que trop ces appréhensions, en ce que le Gouvernement du Saint-Siège a cherché à étendre son influence sur des objets de nature exclusivement politique et a élevé des prétentions qui ont dû être repoussées ou écartées comme absolument inadmissibles et contraires à la dignité de l'État. La question des biens séculiers étant une fois définitivement réglée, celle des intérêts spirituels trouvera, nous l'espérons du moins, une solution satisfaisante, d'autant plus que le Saint-Siège témoigne le plus vif intérêt pour le bien spirituel de la population des territoires détachés et prêterait sans doute volontiers et sincèrement les mains à une entente conforme aux intérêts des deux parties.

M. le Chargé d'affaires s'efforce constamment de faire prévaloir l'autorité du Saint-Siège dans des affaires qui peuvent et doivent relever exclusivement des Administrations cantonales. Preuve en est la circonstance qu'il n'a pas été tranquilisé par notre décision dans la cause du prêtre Perucchi (v. Rapp. de gestion de 1862, p. 14) et que revenant sur cet objet, il a, dans une Note du 12 février, cherché à motiver et justifier son prétendu droit d'immixtion dans les questions ecclésiastiques du pays, en sa qualité de représentant du Chef suprême de l'Eglise catholique, et fini par proposer la conclusion d'un concordat comme étant le meilleur moyen de prévenir de futures interventions. Par des motifs faciles à comprendre, nous n'avons pas cru devoir entrer en matière ni répondre à ces propositions, et cela à plus forte raison que, jusqu'à ce jour, la nécessité ou même l'opportunité d'un pareil concordat n'a, autant que nous sachions, jamais été signalée en Suisse.

En ce qui concerne l'incorporation, demandée par Berne, de l'ancienne partie du Canton à l'évêché de Bâle, M. le Chargé d'affaires a répondu enfin, le 18 mai 1863, à notre demande du 10 mars 1862, que rien ne s'opposait à l'ouverture des négociations à ce sujet, et qu'il avait reçu les instructions nécessaires.

Nous en donnâmes communication à l'autorité bernoise, laquelle nous a fait savoir, vers la fin de l'année seulement, que, dans son opinion le moyen le plus convenable d'arriver à une prompt solution serait d'ouvrir des conférences à Berne, sous la direction d'un membre du Conseil fédéral, et qu'elle attendait nos dispositions ultérieures. Après une invitation adressée en conséquence à M. le Chargé d'affaires, cet objet est entré dans l'exercice de l'année courante, pendant laquelle nous espérons le voir arriver à bonne fin.

Dans notre dernier rapport de gestion, nous avons eu occasion de présenter des communications détaillées sur la marche et le résultat

des négociations qui ont eu lieu jusqu'alors dans le but d'arriver à une liquidation de la masse des anciens militaires suisses au service de Rome, par laquelle il serait tenu juste compte de leurs réclamations; nous avons en même temps fait mention de la mission donnée à notre Consul général à Rome de s'employer auprès des ci-devant chefs de régiments, demeurant à Rome, pour les engager à accélérer le règlement de cette affaire en prêtant leur coopération commandée par leurs devoirs envers d'anciens subordonnés. M. le Consul général Hotz, s'acquittant de cette mission, ne s'est pas borné à réclamer le concours des officiers, mais il a renouvelé de précédentes démarches auprès du Gouvernement pontifical.

En ce qui concerne cette dernière réclamation, ce Gouvernement annonça fin janvier 1863 qu'il avait donné à son Chargé d'affaires en Suisse les instructions nécessaires en vue d'un arrangement convenable. Ces instructions ont été maintenues, et nous avons dû abandonner l'espoir d'amener le Gouvernement du Saint-Siège à une manière de voir plus conforme à nos idées de droit. D'ailleurs la teneur des instructions données au Chargé d'affaires qui nous a été communiquée par le Consulat général, savoir :

- 1° que les deux tiers de la masse résultant au dernier trimestre seront payés aux militaires suisses qui auraient leurs livrets régulièrement clos ;
- 2° Que les intéressés les plus nécessiteux qui ne possèdent plus leurs livrets de masse, recevront une quote-part transactoire dont la fixation est laissée à M. le Chargé d'affaires ;

donnait à ce dernier l'occasion et la latitude, avec un peu de bon vouloir, d'arranger cette affaire d'une manière assez équitable. Aussi n'hésitâmes-nous pas à mettre, par note du 9 octobre 1863, toutes les pièces à sa disposition, avec cette réserve expresse que nous ne le faisons qu'eu égard à la pressante sollicitation des intéressés, pour la plupart dans le besoin, sans préjudice du point de droit revendiqué et toujours encore maintenu par le Conseil fédéral.

Cette résolution nous était en outre suggérée par les considérations suivantes :

La loi du 7 janvier 1852, servant de base aux enrôlements, ne prévoit, d'après l'extrait qui nous en a été communiqué, que le cas du licenciement, mais non le cas ici survenu de la dissolution amenée par des événements de guerre. D'après le droit civil, on ne pourrait en faire découler une obligation formelle du Gouvernement romain, telle qu'elle est commandée par la morale et les notions générales du droit. Les colonels des régiments interpellés par le Consul général avaient aussi donné à entendre qu'ils ne pourraient coopérer à la liquidation

qu'après y avoir été appelés par le Gouvernement, et qu'ils le feraient volontiers; il serait d'ailleurs presque impossible d'établir exactement le compte de chaque militaire, puisque les livrets de masse n'ont pas été clos à la fin du trimestre, et, qu'à la suite de marches nombreuses et prolongées, l'équipement de la troupe avait beaucoup souffert, ce qui ne laisserait pas de nécessiter de forts décomptes.

La communication des listes nominatives et des livrets de masse, était, dans ces circonstances, l'unique moyen de procurer une solution, et nous jugeâmes devoir d'autant moins nous arrêter aux scrupules précédemment existants, qu'après de tels antécédents, on peut admettre que le service romain ne tentera plus personne.

M. le Chargé d'affaires nous a, par note du 21 octobre, donné l'assurance qu'il s'occupera de la clôture des livrets de masse qui lui ont été remis, et soumettra à la décision du Ministère pontifical des armes, les autres réclamations non accompagnées de pièces à l'appui.

A l'occasion de ces réclamations de masse, il nous reste à ajouter que le règlement de compte pour le 2^e régiment étranger, dissous en 1848 à Rimini, a été achevé par le Gouvernement pontifical et que la dette en faveur des officiers et soldats est liquidée.

PAYS-BAS.

Le Traité de commerce et d'établissement conclu avec le Gouvernement des Pays-Bas et approuvé par vous dans la session de janvier 1863 n'a pu, ainsi que nous vous en avons informés le 6 juillet, être échangé, la deuxième Chambre néerlandaise ayant rejeté le projet de loi du Gouvernement, eu égard à la position juridique des Israélites en Suisse. D'un autre côté, il a été procédé, d'après votre autorisation du 3/5 février 1862, à l'échange des ratifications de la convention conclue le 19 janvier 1863, par laquelle sont réglés l'établissement et les droits de consulats suisses dans les colonies néerlandaises.

En ce qui concerne la convention, mentionnée dans notre dernier rapport de gestion, pour l'exemption réciproque des charges militaires des citoyens de l'un des États établis dans l'autre, les informations recueillies à ce sujet ont constaté, il est vrai, que la dite *Schutterij* est une institution comprenant tous les habitants établis, qu'ils soient citoyens du pays ou étrangers, institution qui impose à ceux qui sont astreints à ce service des charges plus fortes que celles d'une simple garde civile et a beaucoup d'analogie avec notre landwehr.

Eu égard à la question du Traité de commerce encore pendante, et vu la circonstance qu'il n'est parvenu aucune réclamation de la part des intéressés, et qu'il ne s'agit ainsi guère d'un service réel-

lement onéreux, nous avons jugé ne pas devoir proposer aux hauts États de résilier la convention avant qu'une nouvelle demande n'en ait été faite.

En attendant, nous chercherons à nous procurer tous les renseignements désirables sur le caractère de cette institution, pour en faire usage, le cas échéant, à la reprise éventuelle des négociations sur les questions d'établissement et de commerce.

REPRÉSENTANTS DE LA SUISSE A L'ÉTRANGER.

Dans la *représentation de la Suisse à l'étranger*, le décès, arrivé le 18 avril 1863, de notre Envoyé à Turin M. Abraham Tourte, de Genève, a laissé une vacance à laquelle il n'a pas été pourvu l'année dernière, notamment aussi par le motif que, tout en étant convaincus de l'utilité et même de la nécessité d'un représentant diplomatique de la Confédération à la Cour de Turin, nous devions tenir, avant tout, à connaître les vues existant à cet égard au sein des Conseils législatifs. Comme cette occasion ne se présentait que lors de la discussion du budget pour 1863, nous avons en conséquence laissé ce poste vacant. Cela pouvait avoir lieu avec d'autant moins d'inconvénient que les affaires courantes n'ont nullement souffert, le Consul général à Turin, M. Geisser, les ayant gérées d'une manière qui mérite toute reconnaissance et ne laisse rien à désirer.

CONSULATS SUISSES A L'ÉTRANGER.

Pour ce qui concerne les *Consulats suisses à l'étranger*, nous avons à mentionner ce qui suit :

A *Alger*, le Consul M. Rodolphe Bieler a été remplacé par M. Eugène Joly de Granges, Canton de Vaud.

Les représentants de la Suisse à *Liverpool*, le Consul M. Emmanuel Zwilchenbart, et le Vice-Consul Rodolphe Zwilchenbart ont demandé leur démission et l'ont obtenue avec remerciements pour leurs longs et fidèles services. Il a été repourvu à ces postes par la nomination de M. Charles-Isaac Forget, de Genève, aux fonctions du Consul, et de M. Edmond Pictet, aussi de Genève, à celles de Vice-Consul.

Sur la proposition du Consul général à Saint-Pétersbourg, M. Adolphe Glinz, de Saint-Gall, lui a été adjoint en qualité de Vice-Consul.

Le *Consulat pour le VII^e arrondissement de l'Amérique du Nord* étant devenu vacant par le décès, mentionné dans notre dernier rapport de gestion, du Consul M. Constant Rilliet, nous avons jugé convenable de transférer de Highland à *Saint-Louis* la résidence du Consulat, qui avait été placé à Highland, à défaut d'une personne capable dans le dit centre de l'Ouest. Nous avons réussi à trouver pour les fonctions

de Consul à cette résidence un titulaire de mérite dans la personne de M. Jules Laué de Wildegg. Le Vice-Consul M. le Dr Felder à Highland, qui y avait géré les affaires du Consulat depuis le décès de M. Rilliet, ayant demandé sa démission, a été remplacé par M. Paul Guye des Verrières.

M. Théophile Keller, de Weinfeldén, étant rentré en Europe, a demandé et obtenu sa démission de Vice-Consul à *Rio-Janeiro*.

Faisant application de la convention consulaire avec les Pays-Bas, plus haut mentionnée, nous avons érigé un consulat général pour les *Indes néerlandaises* avec résidence de *Batavia*, île de Java, aux fonctions duquel a été appelé M. Conrad Sonderegger, de Wald, Canton d'Appenzell R.-E.

L'exécution de la *Convention consulaire avec le Brésil*, du 26 janvier 1861, avait rencontré quelques difficultés relatives à l'application de l'article 9 concernant la liquidation des successions. Dans le but d'y mettre un terme, nous avons donné les instructions suivantes à notre Consul général à Rio-Janeiro qui, à cette occasion, comme en général, a fait preuve d'habileté et de dévouement :

1. Toutes les successions de Suisses décédés au Brésil seront liquidées par les Consulats suisses compétents et d'après les lois suisses. Les prétentions contraires élevées par des autorités brésiliennes seront absolument écartées.

2. En extension des dispositions de l'article 15 du règlement consulaire, les Consulats et Vice-Consulats suisses au Brésil ont à tenir un compte séparé des fonds provenant des successions déposées entre leurs mains en vertu de l'article 9 cité de la Convention, et à rendre, tous les trois mois, au Consul général à Rio-Janeiro, un compte exact des fonds et de la gestion, et, si possible, à déposer immédiatement dans des banques ou caisses publiques les sommes réalisées.

A ce propos, eu égard à des faits déplorables qui ne sont que trop connus, la question devait naturellement se présenter de savoir s'il n'y aurait pas lieu de demander des titulaires des Consulats, au Brésil, des garanties suffisantes et de quelle manière cette garantie devait être donnée. Cette question est encore en délibération.

La mission qui avait été confiée à l'Envoyé suisse, au Japon, a, malgré l'empressement et l'appui des autorités néerlandaises qui méritent toute notre reconnaissance, rencontré des difficultés telles que nous avons dû rappeler le personnel de la Légation et conférer, le 30 décembre, à M. le Dr Rodolphe Lindau, de Prusse, qui avait déjà prêté son concours pour les préliminaires, la qualité de Consul suisse pour le Japon, avec pouvoir de reprendre en temps utile et de les mener à bonne fin les négociations pour la conclusion du traité de

commerce qu'on a en vue. La cause de cet insuccès doit, sans aucun doute, en être cherchée dans la situation d'un pays qui se débat au milieu de la transition d'un isolement absolu et exclusif au grand courant du commerce universel, et qui lutte entre les habitudes et les traditions séculaires et les conséquences inévitables de son initiation à de nouveaux rapports politiques et mercantiles. Ici les qualités personnelles de notre Envoyé ne pouvaient être d'aucune influence décisive et bien moins encore d'une influence fâcheuse; loin de là, pour être justes, nous ne saurions que rendre hommage à l'activité et à l'habileté de notre Représentant M. Humbert, en regrettant que ses efforts n'aient pas conduit au résultat qui était le but de la mission.

Les affaires du *Consulat général de Washington* ont acquis une extension qui donne une importance exceptionnelle à ce poste, tant par la circonstance que cette place est le siège du Gouvernement de l'Union, que par les relations devenant toujours plus nombreuses entre la Suisse et le pays, but de l'émigration de tant de nos ressortissants. Ce qui y a aussi contribué pour une grande part, c'est la personne du titulaire M. John Hitz des Grisons, dont les relations multiples avec les hommes d'État les plus marquants de l'Amérique du Nord ont valu au Consul général tous les avantages et toute l'influence d'un représentant diplomatique, sans que sa position ait entraîné pour son pays les charges d'une telle représentation. Depuis que la guerre civile, désolant les États-Unis, a appelé sous les drapeaux un nombre très-considérable de Suisses établis, l'action du Consul général résidant au siège du Gouvernement de l'Union a nécessairement dû être mise extraordinairement à réquisition par les requêtes et réclamations de tout genre qu'il fallait faire valoir, par les informations à fournir, etc.; partout où cela était possible, M. Hitz, avec un inaltérable dévouement, n'a pas cessé de prendre en main les intérêts de ses compatriotes, il n'a reculé devant aucun effort, alors qu'il s'agissait de faire admettre les Suisses malades et blessés dans les hôpitaux de Washington. Une preuve de son activité se trouve, entre autres, dans les listes nominatives de Suisses au service, qui dans le temps ont été publiées dans la *Feuille fédérale*¹. Les affaires s'accrurent aussi alors à tel point que, tandis que la première année de sa gestion (1853) n'accusait qu'une trentaine de numéros, le chiffre des pièces parvenues et expédiées l'année dernière s'est élevé à près de deux mille. Évidemment les forces d'un seul n'auraient pas suffi à la peine. M. Hitz se vit obligé de recourir à la coopération de son fils déjà établi ailleurs, et c'est en juste appréciation de tels services que, par

1. Voir *Feuille fédérale* de 1862, t. III, p. 278; et de 1863, t. II, p. 643.

décision du 29 juillet 1863, vous avez alloué au Consulat général une indemnité extraordinaire pour les années de guerre de 1862 et 1863.

PERSONNEL DE LA REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE ÉTRANGÈRE.

Le personnel de la représentation diplomatique étrangère près la Confédération n'a pas subi de changement l'année dernière.

L'exéquatur d'usage a été accordé aux *Agents consulaires* suivants :

Pour la *Belgique*, M. Charles Sergoyne en qualité de Vice-Consul à Bâle, en remplacement de M. Auguste Heussler, démissionnaire.

Pour la *France*, M. Paul-Edmond Blache, agent Vice-Consul à Bâle, en remplacement du vicomte de Villoutrey rappelé.

Pour la *Grande-Bretagne* : M. William Larkins-Reynolds, Vice-Consul à Genève.

Pour les *États-Unis de l'Amérique du Nord* : M. Charles-H. Upton, Consul à Genève, en remplacement de F. Cosby.

Pour le *Wurtemberg* : M. Hugo Brodhag, Consul à Genève.

II. RAPPORTS INTÉRIEURS.

Nous avons la satisfaction de pouvoir mentionner de nouveau pour 1863, que l'intervention de l'Autorité fédérale n'a pas été nécessaire pour le maintien de l'ordre public, bien que dans le courant de cette année la vie politique ait été chez plusieurs Cantons extraordinairement agitée à l'occasion de la révision des constitutions et d'élections. Notre attention a été à diverses fois appelée sur l'éventualité de manifestations graves tendant à comprimer l'expression d'opinions divergentes. Toutefois notre confiance dans le bon esprit du peuple suisse n'a pas été trompée et la nation a prouvé qu'elle sait apprécier les bienfaits de la liberté d'action et de volonté que lui assure le développement incessant et calme de nos institutions politiques, et qu'elle voit en cette liberté la plus sûre garantie contre des manifestations violentes.

ANNEXES.

Note du Conseil fédéral aux Puissances signataires de l'acte du Congrès de Vienne du 20 mars 1815, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Espagne, Portugal et Suède.

En rappelant sa communication préliminaire du 12 décembre dernier, le Conseil fédéral suisse a l'honneur de remettre à S. E. etc., pour en faire part au Gouvernement....., le traité relatif à la Vallée

des Dappes, conclu le 8 décembre 1862 entre la Confédération suisse et S. M. l'Empereur des Français, et, depuis lors, ratifié et échangé.

Comme cette transaction touche aux dispositions de l'acte du Congrès de Vienne, en tant qu'elles concernent la Suisse, le Conseil fédéral s'est expressément réservé, dans un protocole séparé accompagnant le traité, de porter celui-ci à la connaissance des hautes Puissances, signataires de l'acte du Congrès, la convention devant revêtir le caractère de partie intégrante du droit international européen.

Le Conseil fédéral ne doute pas que les hautes Puissances ne voient cet arrangement d'un œil favorable, d'autant plus qu'elles ont, dans le temps, par notes du 19 novembre 1815 et du mois de septembre 1818, expressément témoigné à la Suisse le désir que la question des Dappes se réglât par voie d'entente amiable avec la France.

Le Conseil fédéral a l'honneur d'offrir à Son Excellence les assurances de sa haute considération.

Berne, le 9 mars 1863.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération,

C. FORNEROD.

Le Chancelier de la Confédération,

SCHIESS.

Réponses des Puissances nommées ci-dessus.

a. DU PORTUGAL.

Lisbonne, le 31 mars 1863.

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 9 du courant, pour me faire part de la ratification du Traité conclu le 8 décembre dernier entre la Confédération suisse et S. M. l'Empereur des Français.

En vous priant d'agréer mes remerciements de cette communication, je m'empresse de vous annoncer que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas laisser de s'associer aux sentiments des Puissances signataires du Traité de Vienne, sur la manière de voir comme la question des Dappes a été réglée entre la France et la Suisse.

Je saisis cette occasion pour offrir à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

DUC DE LOULÉ.

b. DE LA PRUSSE.

Berne, le 11 avril 1863.

Le soussigné a l'honneur d'annoncer à S. E. M. le Président de la Confédération *Fornerod* la réception de la note du 9 du mois passé qu'il a bien voulu lui adresser concernant le Traité relatif à la vallée des Dappes, conclu le 8 décembre dernier entre la Confédération suisse et S. M. l'Empereur des Français, et il ajoute que Son haut Gouvernement, auquel il s'est empressé de transmettre cette note, a pris connaissance de son contenu.

Le soussigné saisit avec plaisir cette occasion de réitérer à Son Excellence l'assurance de sa haute considération.

KAMPTZ.

c. DE LA RUSSIE.

Le Soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, s'étant empressé de porter à la connaissance de son Gouvernement la note du 9 mars dernier, par laquelle le haut Conseil fédéral a bien voulu lui communiquer le texte du Traité conclu entre la Confédération helvétique et la France concernant la vallée des Dappes, vient d'être chargé d'informer S. E. M. *Fornerod*, Président de la Confédération suisse, que le Cabinet Impérial a appris avec une véritable satisfaction, que ce litige a été résolu par une entente amicale entre les deux parties intéressées.

Le Ministère de S. M. l'Empereur, tout en remerciant S. E. M. le Président de la communication en question, lui offre en même temps ses félicitations sur l'aplanissement définitif d'un différend, qui à plusieurs reprises a compliqué d'une manière regrettable les rapports des deux États limitrophes.

C'est avec un vif et sensible plaisir, que le Soussigné s'acquitte de la commission qui vient de lui être donnée, de faire part à M. le Président des dispositions exprimées par le Cabinet Impérial à ce sujet, et il saisit en même temps cette occasion pour réitérer à Son Excellence l'expression de sa haute considération.

Berne, le 4/16 avril 1863.

A. OZEROFF.

b. DE LA SUÈDE.

Le Soussigné, Ministre d'État et des Affaires Étrangères, a l'honneur d'accuser réception de la Note que S. E. M. le Président de la Confédération Suisse lui a adressée en date du 9 du mois dernier,

pour lui faire part du Traité conclu le 8 décembre 1862 entre la dite Confédération et S. M. l'Empereur des Français, concernant la vallée des Dappes.

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Suède et de Norvège qui voit toujours avec le plus vif plaisir tout ce qui peut contribuer au bonheur et à la prospérité de la Confédération Suisse, la félicite sincèrement d'être entrée avec le Gouvernement Français dans un arrangement qui paraît offrir toutes les garanties désirées de régler, à la satisfaction mutuelle des hautes Parties contractantes, une question restée depuis si longtemps en litige; et c'est en se rendant le fidèle interprète de ces sentiments que le Soussigné saisit cette occasion de renouveler à S. E. M. le Président les assurances de sa haute considération.

Stockholm, le 16 avril 1863.

LE COMTE DE MANDERSTROEM,
Ministre d'État et des affaires étrangères de S. M. le Roi
de Suède et de Norvège.

e. DE LA GRANDE-BRETAGNE.

Berne le 18 avril 1863.

Excellence, en réponse à la dépêche de Votre Excellence, datée du 9 du mois passé, dont copie a été transmise au Gouvernement de Sa Majesté avec une copie de la convention ratifiée concernant la vallée des Dappes, j'ai été chargé par le Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires étrangères de remercier Votre Excellence de cette communication.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

E. A. J. HARRIS.

f. DE L'AUTRICHE.

Berne, le 22 avril 1863.

Le Soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Autriche, s'est empressé de transmettre au Ministère I. R. des Affaires étrangères l'honorée note avec annexe, du 9 mars dernier, par laquelle il a plu au Conseil fédéral Suisse de lui communiquer, pour être remis à son Gouvernement, le Traité conclu le 8 décembre dernier entre la France et la Suisse, concernant la vallée des Dappes. Il a été en conséquence chargé et a l'honneur d'informer M. le Président de la Confédération, en le remerciant de cette communication, que Son haut Gouvernement en a pris connaissance.

Le Soussigné saisit cette occasion de lui renouveler les assurances de sa considération très-distinguée.

MENSSHENGEN.

Il n'est parvenu de la part de l'Espagne que la lettre ci-après du Ministre de cette Puissance en Suisse.

Bruxelles, le 20 mars 1863.

Monsieur le Président, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la communication qu'elle a bien voulu m'adresser en date du 9 courant, me transmettant un exemplaire du traité entre la Confédération et la France, concernant la vallée des Dappes, conclu le 8 décembre dernier.

Je ne doute pas, M. le Président, que mon Gouvernement regardera avec intérêt une Convention qui règle à l'amiable les différends qui étaient survenus entre la Confédération Suisse et la France à propos de cette importante question.

Je m'empresserai de transmettre à Madrid le traité sus mentionné, et tout en remerciant Votre Excellence, je la prie de vouloir agréer les assurances de ma plus haute considération.

GOELLO DE PORTUGAL.

TROISIÈME PARTIE.

CONFLIT DANO-ALLEMAND (SUITE)¹.

**Lettre du Grand-Duc d'Oldenbourg au Duc Frédéric
d'Augustenbourg, 20 novembre 1863.**

Très-gracieux seigneur, votre lettre m'est parvenue hier au soir. Les nobles sentiments que vous y exprimez, cher cousin, ne peuvent que donner plus de prix à la grande confiance que vous me témoignez. Soyez fermement convaincu que, de même que je l'ai fait jusqu'ici, j'emploierai dorénavant tous mes efforts et toutes mes forces à sauvegarder et à défendre les droits du Schleswig-Holstein. J'envisage cette tâche comme un devoir sacré de tous les membres de notre maison; et la circonstance que l'Allemagne tout entière considère comme un bien national les anciens droits du Schleswig-Holstein ne peut que rendre nos devoirs plus sacrés. Je suis donc entièrement pénétré de la grande responsabilité qui pèse sur moi dans cette crise sérieuse. C'est précisément ce sentiment de responsabilité qui m'oblige de vous rappeler que sur un des points les plus importants, mes convictions bien fondées quant à mes droits, diffèrent des vôtres. Je vous ai déjà dit cela sans détour dans ma lettre du 20 février 1859, et je regrette profondément d'avoir, dans un moment aussi critique, à vous opposer des vues contraires aux vôtres et de ne pouvoir vous prêter une adhésion et un appui absolus.

Il n'existe entre nous aucune divergence d'opinion sur les droits du Schleswig-Holstein vis-à-vis du Danemark, ainsi que sur ce fait que le roi Chrétien IX n'a aucun droit de monter sur le trône du Schleswig-

1. (Voir *Archives*, 1864, t. I, p. 272 et suivantes.)

— — t. II, p. 102 et suiv.

— — t. III, p. 5 et suiv.

Holstein. J'ai moi-même protesté contre son avènement au trône dans les duchés, comme vous voudrez bien vous en convaincre par la Note ci-jointe. A mes yeux aussi le Gouvernement du roi Chrétien dans le Schleswig-Holstein est une usurpation que l'Allemagne ne doit pas tolérer, et c'est à cette fin que tend la motion que j'ai faite au sein de la Diète germanique et qui devait logiquement avoir un séquestre pour conséquence.

Quant à vos droits et à ceux de votre maison, il me faut, hélas ! déclarer ouvertement et sans réticences que c'est précisément là le point où mes opinions, cher cousin, diffèrent des vôtres. Pour ma part, je puis m'exprimer d'autant plus librement à ce sujet que, en ma qualité de membre de la branche cadette de la maison des Gottorp, je n'ai moi-même encore en ce moment, comme vous savez, aucun droit à la succession, mais seulement un droit éventuel qui ne peut avoir de validité que dans un avenir éloigné, d'après l'ordre de succession de la maison des Gottorp.

Vous savez, en revanche, que le défunt empereur Nicolas, lors de la conclusion du protocole de Varsovie et du traité de Londres, s'est laissé guider par l'opinion que, dans le cas qui se présente actuellement, le droit de succession dans les duchés revient au premier-né de la branche aînée des Gottorp, et j'ai la ferme conviction que cette opinion est fondée de tous points. M'est-il donc possible, cher cousin, d'appuyer les prétentions que vous élevez dans ce moment relativement à la succession dans les duchés, ou seulement d'approuver ces prétentions ? Il me faudrait alors agir contre mes propres convictions et les devoirs qui m'incombent en ma qualité de membre de la famille des Gottorp et par mes relations de famille avec l'empereur de Russie.

Ces éclaircissements suffiront pour vous convaincre que je ne puis donner à mon ministre près la Diète germanique les instructions pour qu'il reconnaisse le vôtre. J'espère que la parfaite sincérité avec laquelle j'ai répondu à votre confiance n'ébranlera en aucune façon cette confiance qui m'est si précieuse.

Oldenbourg, 20 novembre 1863.

**Note de M. le baron de Beust au comte Russell, en date
du 1^{er} juin 1864.**

Londres, 1^{er} juin 1864.

Monsieur le comte, en tâchant d'exposer en notre réunion d'hier la situation telle qu'elle est et d'expliquer aux plénipotentiaires des

puissances neutres le point de vue auquel il faudra se placer pour arriver à une appréciation juste et équitable des concessions que la Confédération germanique pourrait faire dans l'intérêt de la paix, il m'a semblé que je provoquais un sentiment de surprise, et c'est ce qui m'engage aujourd'hui à préciser, une fois de plus, ma pensée, la plume à la main, et à reprendre le fil de mon argumentation, afin d'écarter tout malentendu dans une discussion où il importe, avant tout, de bien nous entendre.

J'ai cru devoir rappeler, en principe, le fait que de tout temps et incontestablement un autre ordre de succession avait été considéré comme légalement établi dans le royaume de Danemark proprement dit, et dans les duchés de Schleswig et Holstein; j'ai ajouté que, d'après ce même ordre de succession, le souverain légitime du Holstein devait être regardé comme le souverain légitime du Schleswig après l'extinction de la branche royale dont Frédéric VII était le dernier représentant.

Pour prouver que le fait allégué ne repose nullement sur une hallucination allemande, mais s'est trouvé également apprécié ailleurs, j'ai cité la Note que lord Palmerston a adressée le 23 mai 1848 à M. de Bunsen, pièce dont la minute se retrouvera facilement dans les cartons du Foreign-Office et dont j'ai l'honneur d'annexer un extrait. C'est, autant que je sache, la Note dans laquelle lord Palmerston a pris l'initiative de la suggestion d'un partage du Schleswig, idée à laquelle on est revenu : *Post tot discrimina verum*.

J'ai rappelé aussi que la question qui nous préoccupe maintenant avait déjà, en 1846, préoccupé le cabinet de Copenhague, puisque Chrétien VIII, dans sa fameuse patente, avait essayé de la résoudre, sans toutefois y réussir. Or, il est évident qu'aux yeux de la Confédération germanique, qui n'a jamais accepté le traité de 1852 (destiné également à résoudre le problème non résolu par la patente de 1846), le duc de Holstein, quel qu'il soit, est *ipso jure* et *ipso facto* duc de Schleswig.

Tant que ce duché se trouvait au pouvoir d'une puissance étrangère, la question de savoir si la Confédération devait, oui ou non, prendre les armes pour aider le duc de Holstein à faire valoir ses droits sur le Schleswig, était réservée à la décision de la Diète. Mais aujourd'hui que ce dernier duché est au pouvoir des troupes allemandes, cette question se trouve écartée et vidée par les faits, et l'opinion publique, pénétrée qu'elle est de l'inséparabilité constitutionnelle des deux duchés, ne comprendrait guère que l'on pût se dessaisir d'un territoire non fédéral, mais appartenant de droit à un membre de la Confédération en faveur d'un souverain étranger. C'est avec l'opinion publique telle qu'elle est, que le Plénipotentiaire doit comp-

ter, son mandat le place dans l'impossibilité de l'ignorer, et je croirais manquer de bonne foi et manquer en même temps aux égards dus à mes collègues, si je voulais laisser planer un doute sur les limites dans lesquelles ma modération et mon désir d'aplanir les difficultés existantes se trouvent nécessairement enfermés.

Pour arriver à une paix solide et durable, les concessions auxquelles je pourrais être appelé à souscrire, devront être présentées dans une forme que l'opinion publique de l'Allemagne peut accepter, dans une forme qui ne soit pas en opposition directe avec les idées qui dominent les gouvernements et les gouvernés, sinon toute concession de ma part ne serait qu'illusoire et pourrait m'être justement reprochée comme un leurre du jour où la Diète se refuserait à couvrir ma responsabilité par sa ratification. La franchise qui est dans mes habitudes est donc, en cette occasion, un devoir auquel je ne faillirai pas. Ce que je désire avant tout, c'est que nous n'allions pas à la fois dans deux directions différentes. Si nous prenons le droit pour base, je ne saurais assez répéter que, aux yeux de l'Allemagne, le roi Chrétien IX n'a pas l'ombre d'un droit à faire valoir sur le duché du Schleswig, depuis le jour où la Confédération, comme elle l'a fait, a refusé de le reconnaître comme duc de Holstein. Ce prince ne saurait donc céder une partie de ce duché à la Confédération ou à qui que ce soit, ce serait au contraire la Confédération ou un de ses membres qui, pour un intérêt d'un ordre européen, pourrait être amené à lui rendre une partie du territoire occupé en ce moment par des troupes allemandes.

C'est pour mieux atteindre le but que nous nous proposons réciproquement pour arriver enfin à une paix solide et durable, que l'Allemagne pourrait consentir à se dessaisir de la partie du Schleswig renfermant une population en sa majorité danoise. Le principe des nationalités n'est pas dans nos traditions, ce n'est pas nous qui le mettons en avant. Mais puisque le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de concert avec le Gouvernement Impérial de France, a proposé de consulter les populations, je ne pense pas qu'il existe cette fois-ci pour l'Allemagne des raisons majeures de s'y opposer. Le vœu des populations allemandes, dans les deux duchés, est acquis d'avance à la solution que l'Autriche, la Prusse et la Confédération viennent de proposer dans la Conférence, et une fois le principe du vœu populaire adopté, il sera juste, je dirai plus, il sera indispensable de l'appliquer à la population soi-disant danoise, et de faire sanctionner, par un vote librement et loyalement obtenu, les délimitations qui seraient jugées convenables.

On arriverait ainsi à s'entendre sur une frontière qui laisserait l'élément danois en dehors de l'État nouveau, auquel le duché de

Lauenbourg serait réuni à titre d'équivalent. Je me hâte d'ajouter que dans l'opinion de la Diète la question de succession, dans le Lauenbourg, peut être considérée comme douteuse, mais nullement comme décidée en faveur de Sa Majesté Danoise. Quant à l'engagement de ne pas nous immiscer dans les affaires intérieures du royaume du Danemark, une fois que la ligne de démarcation sera fixée et acceptée, rien ne s'oppose à ce que nous y souscrivions; nous le ferons avec d'autant plus de plaisir que nous verrions dans un pareil engagement une garantie de paix et un moyen de couper court à toutes les complications futures. Mais il évident qu'un pareil engagement deviendrait ou impossible ou illusoire avec des arrangements abandonnant une population toute allemande au Danemark.

Tel est, monsieur le comte, l'ordre d'idées que j'ai tâché de faire valoir et qui devra me guider nécessairement dans les négociations épineuses dont je suis chargé.

Dans ces limites que la logique des faits et la force des choses m'ont tracées, vous me trouverez toujours prêt à concourir avec vous dans tout ce qui pourrait servir à aplanir les difficultés de détail qui s'opposent encore à l'œuvre de pacification sur la base acceptée, en principe, par les plénipotentiaires allemands.

Signé : BEUST.

**Déclaration faite par les Plénipotentiaires danois à la séance
de la Conférence du 2 juin 1864.**

Lorsqu'à l'époque de la conclusion du traité de Londres, le roi actuel du Danemark accepta le choix fait de lui comme successeur au roi alors régnant, la résolution de Sa Majesté fut dictée surtout par le ferme espoir que l'Europe saurait maintenir ce qu'elle avait reconnu et consenti par ce traité solennel. Sa Majesté ne voulut pas apporter par un refus un obstacle à ce que l'intégrité de la monarchie Danoise reçût une garantie ultérieure de stabilité, et il savait que par suite des renonciations et des sacrifices faits par ceux qui avaient des droits, en acceptant l'offre faite, il ne compromettait les droits de personne.

Depuis, les choses ont changé, et Sa Majesté a été forcée de subir un cruel désappointement. Malgré ses propres efforts et ceux de son peuple dévoué, son seul appui pour la réalisation d'une œuvre à laquelle toute l'Europe avait concouru, Sa Majesté a été forcée d'admettre la possibilité de la non-réalisation de ses espérances.

S'il doit en être ainsi, si les puissances de l'Europe veulent laisser

de côté le traité de Londres, Sa Majesté, pour éviter la reprise des hostilités, ne s'opposera pas à une cession territoriale, pourvu, toujours, qu'il obtienne non-seulement la paix, mais aussi une existence parfaitement indépendante et autonome pour ce qui lui restera de ses États, et à la condition que la destinée future des territoires cédés ne sera pas fixée sans son consentement.

Le Gouvernement danois accepte donc, en principe, la proposition faite à la dernière séance par le comte Russell pour le rétablissement de la paix entre le Danemark et les deux grandes puissances.

Mais, afin que la paix qui est ardemment désirée puisse être réelle, il faut qu'elle soit conclue sous toutes les conditions qui seront nécessaires pour assurer au Danemark l'indépendance à laquelle il a droit, indépendance politique que le traité de Londres lui garantissait, et pour la conservation de laquelle le peuple danois n'a pas hésité à s'engager seul dans une lutte inégale et sanglante contre des forces bien supérieures aux siennes.

Les plénipotentiaires danois se sentent obligés de faire observer, dès à présent, qu'aux sacrifices que l'on veut imposer au Danemark, il est des limites que le Gouvernement danois ne peut pas franchir.

La nouvelle frontière du Danemark est pour lui une question vitale. Il est nécessaire qu'il possède une frontière en rapport avec ses intérêts militaires et commerciaux, et cette frontière doit être assurée par des garanties suffisantes.

Il est un autre point sur lequel le Gouvernement danois réserve toute sa liberté. C'est seulement à certaines conditions spéciales que S. M. le roi de Danemark consentira à la cession du duché de Lauenbourg. Ce duché a été acquis dans le temps par le roi de Danemark, en échange d'une partie de la Poméranie, pour servir d'équivalent au royaume de Norvège, sacrifié pour le rétablissement de la paix de l'Europe, et il est essentiellement étranger à la dispute qui a causé la querelle actuelle.

Enfin, les plénipotentiaires danois doivent réclamer pour leur Gouvernement pleine et entière liberté de reprendre la position qu'il a invariablement maintenue jusqu'ici sur les bases du traité de Londres, dès qu'il verra que l'abandon conditionnel de cette position n'amène pas un arrangement équitable et juste pour remplacer les dispositions de ce traité.

**Déclaration adressée par le Prince Frédéric de Hesse
au comte Russell, le 18 juin 1864.**

Votre Excellence a reçu vers le milieu de février, en date de Francfort, la communication que sir Alexandre Malet a eu la bonté de vous transmettre en mon nom. Les Conférences de Londres ayant commencé à la fin d'avril et durant encore, je me permets de communiquer de nouveau ma manière de voir à Votre Excellence.

Lorsque le 18 juin 1851 je renonçai aux droits que j'avais sur le royaume de Danemark, sur le duché de Lauenbourg, sur le comté de Plœn, sur le bailliage de Bramstadt, sur le comté de Randzau, je ne l'ai fait que pour contribuer au maintien de l'intégrité de la Monarchie Danoise; telle a été certainement la seule condition sous laquelle je pouvais consentir à un pareil sacrifice. Mais il est clair aujourd'hui que ma condition n'est pas accomplie; le Traité de Londres est loin d'être exécuté.

Christian IX, bien que roi de Danemark en vertu du Traité de Londres de 1852, n'est pas reconnu légitimement, malgré ce Traité, comme Duc de Schleswig et de Holstein. Il suit de là qu'au cas et dans le moment où les puissances réunies dans la Conférence cesseraient de reconnaître comme base du droit le Traité de Londres dans toute son étendue, les conditions de ma renonciation ne seraient pas remplies, et tous mes droits renaîtraient dans leur entière plénitude. Alors je prierais Votre Excellence, comme président, de soumettre ma déclaration aux membres réunis de la Conférence, car alors je serais obligé de protester solennellement devant l'Europe et d'invoquer son aide pour rentrer dans mes droits.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME,
Prince de Hesse.

Bade, 18 juin 1864.

**Lettre adressée le 19 juin 1864 par l'Empereur de Russie au
Grand-Duc d'Oldenbourg, mentionnée dans la déclaration d'Ol-
denbourg à la Diète germanique dans la séance du 22 juin.**

Monsieur mon cher frère et cousin, je m'empresse de saisir l'occasion pour réitérer expressément à Votre Altesse Royale que je confirme sur tous les points la déclaration faite par mon ambassadeur auprès de S. M. Britannique et consignée dans le procès-verbal de la séance de la conférence de Londres du 2 juin 1864, déclaration ayant pour but de constater qu'animé du désir de faciliter, en tant qu'il dé-

pend de moi, les arrangements à prendre entre l'Allemagne et le Danemark pour le rétablissement de la paix, je cède à vous, le chef de la branche aînée de la maison de Holstein-Gottorp, tous mes droits héréditaires dans les duchés de Holstein et de Schleswig, réservés expressément dans le protocole de Varsovie du 28 mai (5 juin) 1851, et remis en vigueur par l'invalidation des bases les plus essentielles du Traité de Londres de 1852. Aussitôt que je serai de retour dans mes États, je me réserve de vous faire parvenir à ce sujet un acte revêtu de toutes les formalités d'usage.

« Je prie Votre Altesse Royale d'agréer l'assurance de ma haute considération et de l'affection inaltérable avec laquelle je suis, monsieur mon frère et cousin, de Votre Altesse Royale, le bon frère et cousin.

Kissingen, le 7/19 juin 1864.

Signé : ALEXANDRE.

Déclarations données par M. de Bismark dans les séances du 18 et du 22 juin de la Conférence de Londres sur le blocus des ports de la Baltique.

Conformément aux communications que le Gouvernement Prussien a adressées à diverses reprises aux Cabinets des puissances neutres sur l'illégalité des blocus Danois, nous sommes chargés de faire observer que si lors de la reprise du blocus des ports Poméranien, le Gouvernement Danois ne se conforme pas rigoureusement à la disposition de la déclaration de Paris du 16 avril 1856 concernant l'efficacité des blocus, et que par suite une des dispositions de ce grand acte international se trouve méconnue de nouveau impunément, ou même avec l'assentiment tacite des autres puissances signataires, par une des puissances belligérantes, les autres articles de la dite déclaration perdent à bon droit toute signification, et que le Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse ne se croira plus obligé de les respecter vis-à-vis du Danemark.

Le blocus des ports de Cammin, Swinemunde, Wolgast, Greifswalde, Stralsund et Barth a été décidé par le Gouvernement Danois en février dernier et il a été signifié qu'il commencerait à partir du 15 mars; mais il n'a été exécuté que le 11 avril et jusque-là des navires sous pavillon neutre ou Prussien ont pratiqué ces ports pour l'entrée et la sortie. Plus tard, cet état de choses s'est à peine modifié, car devant la plupart des ports en question on n'a pu apercevoir aucun navire ennemi. Sans doute, on en a vu quelques-uns à Swinemunde à la fin

de mars et au commencement d'avril, mais du 15 avril au 19 mai, il ne s'est montré là aucun navire ennemi à l'horizon.

Les bâtiments Danois se sont bornés à se poster au nord et à l'est de l'île de Rugen, ordinairement à la hauteur du promontoire d'Arcona, et à poursuivre les bâtiments marchands qui de l'ouest s'approchaient des côtes de Poméranie. A Swinemunde et à Stralsund, les navires de la marine royale de Prusse ont croisé constamment devant les ports, de façon que les bâtiments marchands ont pu entrer sans danger, et il est prouvé authentiquement que, du 18 mars au 2 avril, 14 bâtiments Prussiens et neutres sont entrés dans le seul port de Swinemunde sans avoir été arrêtés par des navires Danois.

Compte-rendu officiel de la séance du 23 juin de la Diète germanique.

Plusieurs Gouvernements présentent des requêtes ou formulent des déclarations.

Relativement à la question Schleswig-Holsteinoise, le Gouvernement d'Oldenbourg fait savoir à la diète que l'empereur de Russie ayant cédé au grand-duc d'Oldenbourg les droits de succession qui reviennent à Sa Majesté Impériale, — comme au chef de la ligne aînée des Gottorp, ensuite de la rupture du traité de Londres de 1852, droits expressément réservés pour ce cas dans le protocole de Varsovie de 1851, — Oldenbourg est décidé à ne rien négliger pour faire valoir ses droits de succession dans le Duché de Holstein et le Duché de Schleswig indissolublement uni au Holstein par droit d'hérédité, lesquels droits ont été cédés à S. A. R. le Grand-Duc, premier représentant de la ligne cadette des Gottorp, laquelle descend du duc Pierre-Frédéric-Louis d'Oldenbourg.

Le Gouvernement d'Oldenbourg, se réservant en même temps de fournir par la suite des éclaircissements sur la question schleswig-holsteinoise, dans le but de motiver les droits de succession qui ont été cédés au Grand-Duc, proteste contre toute conséquence qui pourrait découler des prétentions soulevées par le duc Frédéric de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Augustenburg.

Les derniers rapports de M. de Beust sont soumis ensuite à l'assemblée fédérale et la commission militaire présente un rapport.

La Diète germanique vote finalement des fonds pour des réparations dans les casernes de la garnison fédérale de Francfort.

**Note de M. de Bille, ministre de Danemark près la Cour
d'Angleterre, au comte Russell, le 24 juin 1864.**

Légation du Danemark, 24 juin.

Milord, par la note de Votre Excellence, en date du 14 juin, j'ai été invité à faire savoir si, au cas où les hostilités recommenceraient le 26 courant, et où le blocus des ports allemands serait rétabli par les vaisseaux de guerre danois, il en serait donné avis, et si les navires marchands anglais auraient le temps de quitter les ports que l'on se proposerait de bloquer. Je me suis empressé de soumettre la note de Votre Excellence à mon Gouvernement, et j'ai aujourd'hui l'honneur de vous informer en réponse :

1° Que si les hostilités doivent se renouveler le 26, on rétablira immédiatement le blocus des ports de Cammin, de Swinemunde, Wolgast, Greifswalde, Stralsund, Barth, Dantzig et Pillau dans la Baltique, ainsi que le blocus des ports et des baies ou passes dans les duchés de Slesvig et du Holstein, lequel a été levé conformément aux clauses de la suspension des hostilités, le 12 mai.

2° Que les vaisseaux neutres qui, après le renouvellement de la guerre, essaieraient de pénétrer dans aucun des ports bloqués, ne seraient pas néanmoins exposés à être capturés, à moins qu'ils n'eussent préalablement reçu avis du rétablissement du blocus, soit par la voie ordinaire, soit par l'entremise des vaisseaux de l'escadre de blocus elle-même, et qu'un court, mais suffisant espace de temps, eût été accordé pour quitter les ports bloqués aux vaisseaux neutres qui, au moment du rétablissement du blocus, pourraient se trouver dans ces ports.

Signé : E. BILLE.

**Message du Roi Christian, lu par M. Monrad à l'ouverture
du Rigsraad, le 25 juin 1864.**

Nous, Chrétien IX, envoyons au Rigsraad notre salut royal.

La situation critique où se trouve le pays et les dépenses extraordinaires que la guerre a déjà entraînées et que sa continuation pourrait encore exiger nous ont imposé la nécessité de convoquer dès à présent le Rigsraad, afin que vous approuviez les dispositions qu'a prises notre Gouvernement, et que vous donniez votre consentement aux mesures destinées à créer les ressources qui sont indispensables.

Ce n'est pas nous qui avons provoqué la guerre. Nous avons la conscience d'avoir fait tout ce qui était en notre pouvoir pour l'éviter.

Nous avons été attaqués par un ennemi supérieur, sous prétexte que nous n'avions pas observé les arrangements de 1851-1852.

Avant l'ouverture des hostilités, nos adversaires ont refusé d'accepter une conférence, pour y traiter à l'amiable avec les autres signataires du traité de Londres; et ce n'est qu'après s'être emparés de la plus grande partie de la péninsule qu'ils ont consenti à sa réunion, mais en déclarant qu'ils ne se regardaient plus comme liés par les transactions de 1851-1852.

« Pendant le peu de temps qu'a duré notre règne, nous avons déjà appris par une amère expérience combien peu les droits les plus évidents pèsent aujourd'hui dans la balance politique de l'Europe, et comment un roi et son peuple peuvent être abandonnés à eux-mêmes dans la lutte la plus inégale. C'est pourquoi lorsque l'Angleterre, appuyée par toutes les puissances neutres qui siègent dans la conférence de Londres, nous a demandé de renoncer à toute la portion de territoire appartenant à la monarchie danoise, et qui est située au sud de la Schlei et du Dannewirke, nous nous sommes résigné à subir ce sacrifice si douloureux pour nous. Ce sacrifice n'a pas été accepté par les puissances allemandes. Nous ne pouvons sacrifier davantage; aux exhortations qui nous en ont été faites, nous avons répondu par un *non*, dans la ferme conviction que notre refus est aussi celui du peuple danois.

« Puisse Dieu changer les dispositions des puissances qui tien nent entre leurs mains le destin de l'Europe! Qu'il fasse au moins que la sympathie de l'une d'elles se traduise en une coopération efficace!

« Sur ce, nous assurons le Rigsraad de notre grâce et de notre faveur royale.

Signé : CHRISTIAN R.

Contre-signé : MONRAD.

**Communications du Ministère de la marine du Danemark,
relatives au blocus, 25 et 28 juin 1864.**

Le ministère de la marine notifie par la présente que des dispositions ont été faites pour bloquer aussitôt que possible tous les ports et toutes les embouchures de la côte orientale des Duchés de Slesvig et de Holstein, à l'exception toutefois des îles d'Als et d'Arroe, ainsi que des autres places actuellement soumises à l'autorité du Roi.

Le blocus sera levé successivement pour chaque place aussitôt qu'elle sera rentrée sous l'autorité du Roi, éventualité dont il sera immédiatement donné avis au public.

Ministère de la marine, Copenhague, le 25 juin 1864

Signé : O. LUTKEN.

Le ministère de la marine notifie par la présente que des dispositions ont été faites pour bloquer aussitôt que possible les ports suivants :

Pillau, Dantzig, Colberg, Cammin, Swinemunde, Wolgast, Greifswalde, Stralsund et Barth.

Une communication à cet effet a été remise aux représentants des Puissances neutres accréditées près la cour du Roi, et sera également délivrée par les pilotes à tous les bâtiments qui réclameront leur assistance, en passant par le Sund et les Belts.

Ministère de la marine, Copenhague, le 25 juin 1864.

Signé : O. LUTKEN.

Le ministère de la marine notifie par la présente que le blocus des ports prussiens de Colberg, Cammin, Swinemunde, Wolgast, Greifswalde, Stralsund et Barth est effectué le 27 courant et que le blocus des ports de Holstein et de Slesvig, mentionnés dans la notification du 25 courant, est également effectué le 26 courant.

Ministère de la marine, Copenhague le 28 juin 1864.

Signé : O. LUTKEN.

Dépêche identique de M. de Bismark aux Cours de Londres, de Paris, de Saint-Petersbourg et de Stockholm, 28 juin 1864.

Berlin, le 28 juin 1864.

Monsieur, lorsque le Gouvernement du Roi prit part à la Conférence, il était animé du vif désir de mettre un terme, par une paix solide et durable, au sanglant conflit qui a éclaté entre les deux grandes Puissances allemandes d'une part, et le Danemark de l'autre. Ferme et résolu à donner à l'Allemagne la légitime satisfaction que son honneur et ses intérêts avaient le droit d'exiger, nous cherchâmes toutefois en même temps une solution qui ne fût pas dangereuse pour l'équilibre du nord de l'Europe. Nous exprimions la conviction énergique que le sang de nos braves soldats ne pouvait pas avoir été versé inutilement; mais, en même temps, nous ne voulions pas étendre la lutte au delà du but que nous avions fixé dès le commencement.

Notre attitude au sein de la Conférence a toujours été conforme à ces principes. Nous aurions été disposés à accepter une combinaison qui, tout en assurant aux Duchés une existence politique particulière, aurait cependant maintenu un lien dynastique entre eux et le Danemark proprement dit. Un pareil arrangement n'ayant obtenu l'assentiment ni du Gouvernement Danois ni des Puissances neutres, nous

dûmes chercher une autre base. Lorsque nous demandâmes ensuite que les Duchés fussent constitués en État indépendant sous un souverain propre, nous étions disposés à céder au Danemark une partie du Schleswig, lors même que la réunion de tout ce Duché au Holstein a toujours été demandée avec un zèle égal par ces pays mêmes et l'Allemagne tout entière. Nous aurions fait une concession réelle et importante en consentant à ce qu'une partie du Schleswig fût incorporée au Danemark, vu que ce sont précisément ces tentatives d'incorporation malgré des engagements pris, qui ont envenimé le conflit entre l'Allemagne et le Danemark et suscité le différend actuel.

Lorsque enfin on reconnut l'impossibilité de tomber d'accord sur une ligne équitable de démarcation et que l'Angleterre proposa de recourir aux bons offices d'une puissance amie, nous avons déclaré accepter cette proposition, d'autant plus qu'elle était conforme aux dispositions du traité de Paris. Ce furent les Plénipotentiaires danois qui, dans la séance du 22 juin, firent échouer par un refus catégorique cette dernière tentative de réconciliation; ce furent également les Plénipotentiaires danois qui, dans la même séance, refusèrent de consentir à la prolongation de la suspension d'armes que demandaient les Plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche.

Nous devons établir solennellement ces faits, car ils prouvent que si les Conférences de Londres n'ont pas abouti au résultat voulu, c'est le Cabinet de Copenhague qui en est essentiellement cause. Si l'œuvre de paix est interrompue et la reprise des hostilités imminente, les Puissances allemandes ne sauraient en être responsables. Cette responsabilité retombe entièrement sur le Danemark qui a refusé les dernières offres de médiation et toute prolongation de la suspension d'armes.

Nos Plénipotentiaires sont chargés de faire une déclaration en ce sens à l'ouverture de la séance du 25. Vous, Monsieur, veuillez de votre côté avoir l'obligeance de vous en référer à ce qui s'est passé à la Conférence de Londres pour démontrer clairement la part que chacun a prise aux événements accomplis. Rappelez au Gouvernement près lequel vous êtes accrédité, combien, jusqu'au dernier moment, la modération de notre attitude a été grande, et comment nous avons continuellement été disposés à faire cesser une guerre que les actes de félonie du Danemark ont seuls provoquée, et que l'opiniâtreté de cet État nous a forcés de continuer jusqu'à présent.

Agrez, etc.

Signé : DE BISMARCK.

Le Cabinet de Vienne a adressé aux Cours désignées ci-dessus une dépêche identique.

Note identique de M. Drouyn de Lhuys aux Agents diplomatiques de la France à l'étranger, relativement aux travaux de la Conférence de Londres et à la nouvelle reprise des hostilités.

Extrait.

Paris, le 28 juin 1864.

Nous n'avons point fermé les yeux sur les difficultés que présentait cette négociation. Aussi, avant qu'elle s'ouvrît, avons-nous fait tous nos efforts pour obtenir que la Conférence se réunît dans les conditions les plus propres à faciliter sa tâche. Nous eussions désiré notamment qu'un armistice véritable fût préalablement conclu pour toute la durée des délibérations, et que la discussion eût une base déterminée d'avance. Les parties n'ont pu s'entendre sur ces deux points, et bien que cette première difficulté nous ait dès lors inspiré des doutes sur l'issue des Conférences, nous n'en avons pas moins secondé sincèrement cette tentative de conciliation. Le Plénipotentiaire de l'Empereur a, en conséquence, été chargé d'appuyer ou de suggérer toutes les propositions qui paraissaient de nature à opérer un rapprochement.

Le point de départ de la discussion devait naturellement être recherché avant tout dans les arrangements de 1852. Nous nous sommes donc demandé d'abord s'ils ne pouvaient pas, sous la condition d'être remaniés de manière à mieux atteindre leur but, servir de base à une transaction équitable, et c'est en ce sens que le Représentant de la France s'est exprimé au début des négociations. Lorsque l'impossibilité de maintenir la discussion sur ce terrain ayant été reconnue, le Gouvernement anglais a fait la proposition d'un arrangement qui attribuait la partie méridionale de Slesvig au Holstein accru du Lauenbourg, nous n'avons pas hésité à nous rallier à cette combinaison. Elle avait à nos yeux l'avantage de tenir compte du sentiment national des populations allemandes du Slesvig, et de laisser au Holstein, agrandi par cette annexion, le droit de décider lui-même de son sort. En prêtant notre appui aux Plénipotentiaires anglais, nous agissions en parfaite conformité avec les principes de notre droit public, et nous eussions été heureux d'une transaction qui nous semblait acceptable pour les deux parties. Les Puissances allemandes n'ont pas cru devoir y adhérer. Elles réclamaient pour le tracé de la frontière une ligne de démarcation qui eût assuré à l'Allemagne la possession des districts mixtes, tandis que le Danemark persistait à ne pas ajouter ce nouveau sacrifice à ceux qu'il consentait à faire en abandonnant le Slesvig méridional, ainsi que le Holstein et le Lauenbourg. Quand toutes les autres combinaisons mises en avant ont été épuisées,

nous avons formulé un dernier avis. Nous avons suggéré l'idée d'appeler les populations qui restaient l'objet du litige à exprimer elles-mêmes leur sentiment, et à fournir ainsi à la Conférence les données nécessaires pour tracer de la manière la plus équitable la ligne de démarcation. Nous n'avons pu prévenir la rupture des négociations, et le différend se trouve de nouveau livré au sort des armes.

L'opinion se montre vivement émue de la reprise des hostilités et elle envisage avec inquiétude les conséquences que peut entraîner une lutte aussi inégale. Nous ne saurions, quant à nous, méconnaître la portée d'événements qui touchent si directement aux intérêts de toutes les Puissances maritimes dans le Nord et à ceux mêmes de l'équilibre dans cette partie de l'Europe. Nous faisons les vœux les plus sincères pour que les dangers qui peuvent en résulter, soient évités ; et guidés par les mêmes sentiments qui nous ont servi, jusqu'ici, de règle de conduite, désirant persévérer dans l'attitude d'impartialité que nous avons adoptée, nous voulons espérer qu'il ne surgira aucune complication assez grave pour nous mettre dans la nécessité d'embrasser une autre politique.

Protestation adressée le 28 juin 1864 par le Prince de Noer, oncle du duc Frédéric d'Augustenbourg, à M. le baron de Kübeck, président de la Diète germanique.

Lorsqu'en 1852, l'initiative de la Russie amena la conclusion du Traité de Londres, j'ai réservé solennellement les droits du Schleswig-Holstein et les miens propres, en présence de la tentative qui était faite de changer arbitrairement l'ordre de succession dans les Duchés et de porter atteinte à leur indépendance. Les événements qui ont été la conséquence de ce Traité n'en ont que trop prouvé la nullité, ainsi que je l'avais déjà démontré dans mes deux protestations de 1853.

La semaine dernière, quand la Conférence réunie à Londres crut devoir discuter des projets tendant à détacher une portion du Schleswig pour l'enchaîner contre son gré au royaume de Danemark, j'ai de nouveau considéré comme un devoir sacré de réserver les droits de mon pays et de ma maison. J'espérais alors que les Puissances, autant par un sentiment de justice qu'en réfléchissant aux conséquences qu'un démembrement arbitraire des Duchés pourrait avoir pour leurs propres couronnes, résoudraient la question du Schleswig-Holstein de la manière dont elle aurait été résolue s'il n'y eût eu ni Traité de Londres ni de ces prétendues raisons d'utilité et de convenances politiques auxquelles on avait cru devoir sacrifier le droit et la justice.

Tandis que l'Allemagne regrette l'insuccès de la Conférence, la Russie cherche, une fois de plus, à entraver la solution de cette question. Je n'ai pas besoin de prouver que les revendications qu'élève auprès de la Confédération le grand duc d'Oldenbourg en vertu des prétendus droits à lui cédés par la Russie, sont aussi peu fondées que l'étaient les titres du Prince que le Traité de Londres a voulu imposer aux Duchés. Après que tant d'hommes d'État et tant de juriconsultes éminents se sont prononcés, je n'ai pas besoin non plus de démontrer de nouveau le droit qu'ont les Duchés de rester unis et indivis, dans leur intégrité, ainsi que le droit de succession immédiat de la maison de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Augustenburg, dont le chef actuel est le duc Frédéric VIII et dont je suis le plus proche agnat de la ligne cadette.

Bien que convaincu que la sérénissime Confédération germanique reconnaîtra ces droits dans toute leur plénitude, je me crois néanmoins tenu de déposer aujourd'hui devant le pouvoir central de l'Allemagne la même protestation que j'ai déjà adressée aux Puissances étrangères.

J'ai la ferme confiance que le peuple allemand tout entier, de toutes les classes et de toutes les opinions, qui a puisé dans l'évidence de ses droits et dans la conviction de leur inviolabilité la force de rester uni vis-à-vis de l'immixtion de l'étranger, m'aidera à les sauvegarder auprès de la sérénissime Confédération germanique.

FREDÉRIC-AUGUSTE.

Prince de Schleswig-Holstein Noer.

Paris, le 28 juin 1864.

**Protestation de M. de Beust contre le résumé des travaux de la
Conférence, adressée le 29 juin 1864 au comte Russell.**

Londres, 29 juin 1864.

Monsieur le Comte,

La clôture de la Conférence a mis fin aux rapports officiels que j'ai été heureux d'entretenir avec Votre Excellence. Quelque vifs que soient mes regrets de les voir terminer par un résultat de nos délibérations si peu conforme au but que l'on s'était proposé, je pense cependant qu'en déblayant le terrain, la Conférence n'a pas été entièrement stérile. Veuillez me permettre de réclamer, une dernière fois, votre attention pour une communication que je suis dans le cas de vous adresser avant de quitter Londres.

Aux termes du protocole de la séance de clôture, les Plénipotentiaires allemands se sont réservé le droit et la faculté de répondre au

résumé dont lecture fut faite et qui se trouve annexé au protocole. Je demande donc à profiter de cette faculté, désirant surtout prouver à Votre Excellence que je ne me suis pas trop avancé en disant, au sujet de ce travail, que je ne pourrais ni le trouver complet ni en partager les appréciations. Profondément convaincu que Votre Excellence, en le soumettant à la Conférence d'abord et ensuite au Parlement anglais, n'a eu en vue que d'appeler sur nos discussions un jugement impartial et éclairé, je ne doute pas qu'elle ne m'approuve de vouloir contribuer à mieux atteindre ce but.

Qu'il me soit donc permis de suivre les développements du résumé, les protocoles à la main.

Passant en revue les événements qui ont précédé la réunion de la Conférence, le résumé rappelle que l'occupation militaire du Holstein s'est accomplie sans coup férir; le roi de Danemark, dit-on, devait reconnaître l'autorité de la Confédération germanique « en qualité de duc de Holstein. » Mais plus loin le résumé, arrivant au récit de la guerre qui s'était engagée par terre et par mer entre les deux Puissances allemandes et le Danemark, fait mention de la capture « des navires marchands des Puissances allemandes. »

Il sera juste de rappeler le fait que le Danemark n'a pas seulement capturé les navires marchands des deux Puissances belligérantes, mais encore ceux des autres États allemands; ce qui ferait penser que, dans cette circonstance, Sa Majesté danoise ne s'est pas considérée comme duc de Holstein. C'eût été au moins ne pas faire preuve d'un sentiment de fédéralisme bien prononcé que de s'emparer du bien des confédérés avec lesquels on se trouve en état de paix. Au reste, la question de savoir si ces actes, contraires au droit des gens, ne constituent pas un cas de guerre pour la Confédération, pour avoir été ajournée en vue de la Conférence, n'en sera pas moins remise à l'ordre du jour par le fait même de la reprise des hostilités.

Je n'ai que peu de mots à ajouter au récit qui concerne les négociations sur la suspension des hostilités pendant les premières séances. Il s'agit seulement de compléter l'appréciation de la conduite des deux partis. Puisque le résumé juge conforme « à un esprit de stricte équité » de relever les considérations qui ont déterminé le Danemark à refuser un armistice et à ne consentir qu'à une suspension des hostilités pour la durée d'un mois, restriction que le résumé déclare expressément avoir été nuisible pour la négociation elle-même, ne devait-on payer un juste tribut d'éloges à la modération et à l'abnégation des Puissances allemandes? N'avaient-elles pas par les mêmes raisons un intérêt saillant à préférer un armistice et ne se trouvaient-elles pas dans la position avantageuse d'avoir accepté une proposition d'armistice émanée du Gouvernement britannique? Et, cependant, elles

se sont accommodées du consentement tardif des Plénipotentiaires danois à une proposition rejetée d'abord par eux-mêmes.

J'arrive à la discussion de la question principale et en premier lieu à ce qui s'est passé dans la séance du 12 mai. D'après le résumé j'ai constaté que la validité du Traité de 1852 n'a jamais été reconnue par la Confédération. Qu'il me soit permis de rappeler que je ne me suis pas borné à citer ce fait que le résumé qualifie de doctrine ; mais que j'ai soutenu de plus *qu'il fallait vider la question de la validité du Traité avant de discuter de nouvelles combinaisons*. Il me semble que la Conférence, en adoptant cette « doctrine, » se serait trouvée sur un terrain moins hérissé de difficultés que celui où elle a continué à marcher.

Car à quoi, je vous le demande en conscience, monsieur le Comte, à quoi pouvait servir la réserve de revenir sur un Traité répudié par la Confédération, déchiré pour l'Autriche et la Prusse par la guerre, déclaré « impuissant » par une des Puissances neutres, « invalide » par une autre, reconnu enfin par le Gouvernement britannique insuffisant à satisfaire aux exigences de la situation ? N'était-ce pas arrêter et neutraliser cet élan vers une solution pacifique qui, pendant plusieurs semaines, a paru dominer la Conférence et faisait espérer qu'elle aboutirait ! Et cette réserve a-t-elle empêché le Traité de 1852 de mourir ? Car c'est là le résultat positif de la Conférence, et je suis heureux de le constater, n'en déplaise à la main paternelle qui a rédigé le résumé.

Arrivé à la séance du 17 mai, le résumé cite le texte d'une déclaration que j'ai faite pour prévenir la Conférence que la majorité de la Diète de Francfort ne consentirait pas à un arrangement quelconque rétablissant l'union entre le Danemark et les Duchés. Cette déclaration est même reproduite deux fois, et je n'ai qu'à me féliciter de l'importance que l'on semble y attacher.

Pourquoi faut-il que l'auteur du résumé, si attentif à quelques-unes de mes paroles, en ait passé d'autres sous silence qui, dans ma pensée, étaient tout aussi importantes et que je vais rappeler tout à l'heure ?

Nous voici arrivé à la séance du 28 mai. Après avoir cité le texte de la proposition faite par tous les Plénipotentiaires allemands demandant la réunion des Duchés sous le sceptre du prince héréditaire d'Augustenbourg, et après avoir énuméré les objections de M. le Plénipotentiaire de Russie et constaté le refus des Plénipotentiaires danois de la discuter, le résumé nous apprend que la proposition allemande s'étant trouvée ainsi écartée, le Gouvernement britannique a jugé à propos de faire la proposition du partage du Schleswig. Les choses ne se sont nullement passées ainsi, et je regrette d'avoir à faire observer qu'ici le résumé est non-seulement incomplet, mais positivement inexact.

Il résulte du protocole que M. le comte Apponyi ayant donné lecture de la déclaration collective des Plénipotentiaires allemands, Votre Excellence a immédiatement après donné lecture de la proposition anglaise, et qu'alors la discussion s'est ouverte à la fois sur toutes les deux. Le résumé substitue donc les séduisantes couleurs d'une imagination féconde à la simple vérité, en prétendant que deux combinaisons mises en avant le 17 et le 28 mai *venant d'être écartées l'une après l'autre*, les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne *ont pensé* que le moment était arrivé où il fallait ne plus tarder à ouvrir aux belligérants une voie de transaction. Il est très-essentiel de rétablir ici des faits dans toute leur exactitude.

Les Plénipotentiaires allemands, après avoir fait connaître à la Conférence, en forme courtoise de proposition, l'accord qui s'était établi entre les deux grandes Puissances et la Confédération sur la question dynastique et territoriale, n'ont ni retiré ni abandonné cette base, mais ils se sont prêtés à la concilier autant que possible avec la proposition anglaise, qu'ils devaient accueillir comme un premier pas vers une entente et non comme un ultimatum.

Cette appréciation s'est trouvée depuis entièrement justifiée par les explications que MM. les Plénipotentiaires anglais ont données à ce sujet aux Plénipotentiaires danois dans l'avant-dernière séance sur la nature de cette proposition.

C'est la question des frontières qu'on a dès lors discutée dans l'espoir de se rapprocher, mais sans que le programme que renferme la déclaration allemande du 28 mai ait jamais été abandonné. Ce n'est qu'en passant que je ferai remarquer le soin que l'auteur du résumé a mis à relever les objections de M. le Plénipotentiaire de Russie contre la proposition allemande et à supprimer les répliques que ces objections ont provoquées.

La séance du 2 juin, à en juger par le résumé, n'aurait été remplie que par une déclaration lue par MM. les Plénipotentiaires danois, une déclaration dont M. le Plénipotentiaire de Russie a donné lecture et d'un discours de ce membre de la Conférence. Cependant le protocole de la même séance rend compte d'une discussion qui n'était pas sans intérêt. Les données fournies par M. le premier Plénipotentiaire de Prusse sur la question de la succession dans le Lauenbourg étaient faites pour mériter un peu plus d'attention, car elles rehaussent l'esprit de conciliation dont les Plénipotentiaires allemands se sont montrés animés en acceptant le Lauenbourg comme un équivalent pouvant être offert par le Danemark.

On y trouve encore les détails d'une discussion sur la question de frontière qui démontrent combien il était difficile de s'entendre en prenant comme point de départ des convenances politiques, militaires

et commerciales au lieu d'un principe, celui de la nationalité effleuré déjà alors et positivement formulé par moi dans la séance suivante. Il y avait dans tout cela en effet un peu moins de sentiment, mais un peu plus d'intérêt pratique.

Les séances des 6, 9 et 18 juin, dont le résumé ne se rappelle que pour citer quelques traits de la discussion sur les frontières, avaient fourni matière à des explications assez importantes. Le Plénipotentiaire de la Confédération mettant, dans les termes les plus précis, à toute cession de territoire schleswigéois au profit du Danemark, la condition absolue du consentement des populations, fut amené dans le courant de la discussion à expliquer les raisons pour lesquelles le Duché de Schleswig, se trouvant au pouvoir des Puissances alliées, appartenait de droit non au Roi de Danemark, mais au duc de Holstein.

Il me semble que le refus des Puissances neutres d'adopter cette manière de voir fondée en droit et soutenue par l'opinion publique de toute l'Allemagne, n'était pas une raison de passer ce débat sous silence.

Un juge impartial ne pourra s'empêcher d'y puiser au moins la conviction que l'Allemagne, en refusant de rendre le Schleswig au Danemark, n'est pas poussée par un esprit de convoitise ni de conquête et que l'offre de faire dépendre le sort futur des populations de leur propre choix était une preuve de son désintéressement, en même temps qu'elle constituait un véritable sacrifice. Ce ne sera certes pas l'Allemagne qui aura à regretter l'insuccès des efforts faits dans la séance suivante par M. le premier Plénipotentiaire de la Prusse et par moi pour faire adopter cette base de transaction.

Nous arrivons au dernier épisode de la Conférence, la proposition de l'arbitrage. Vous voudrez bien vous souvenir, monsieur le Comte, de la raison qui m'a obligé de refuser un arbitrage sans appel, c'était, je l'avais déjà constaté préalablement, que pour l'Allemagne il s'agit d'une question de droit et nullement d'un objet de convoitise ou d'une conquête. Le résumé n'en dit rien et je tiens à le constater.

Après avoir mis votre patience à l'épreuve, monsieur le Comte, par des réclamations, il m'est bien agréable de pouvoir terminer par une adhésion. Les derniers mots du résumé, en citant une déclaration du premier Plénipotentiaire du Danemark, signalent « la difficulté invincible devant laquelle se sont arrêtés les travaux de la Conférence, » ils indiquent d'où venait « l'obstacle. » J'ai appris à le connaître, et je suis heureux de voir, — c'est le résumé qui nous l'a dit, — que les Puissances neutres ont fait des efforts persévérants pour le surmonter.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : BEUST.

Dépêche de M. Monrad au comte de Moltke-Hvitfeld à Paris sur les résultats de la Conférence de Londres.

Copenhague, le 30 juin 1864.

M. le comte, la Conférence de Londres s'est dissoute sans nous avoir rendu la paix. Les Cabinets neutres n'ont pas réussi à ramener les Puissances alliées à une appréciation plus juste de leurs devoirs envers le système politique européen. Nous avons reculé, jusqu'à leurs dernières limites, les conditions qui sont indispensables à l'existence d'un État danois indépendant et autonome. Mais rien n'a pu satisfaire les vues ambitieuses des Puissances allemandes.

La ligne de conduite que nous avons tenue au sein de la Conférence, a été marquée au coin, depuis le commencement jusqu'à la fin, du désir le plus sincère d'en arriver à une composition, dût-elle même n'être obtenue qu'au prix du sacrifice de droits incontes-
tables.

Quand la Conférence a trouvé une suspension d'armes nécessaire pour le succès des négociations, nous avons subi une trêve, conclue au moment le plus défavorable pour nous, et à des conditions qui, très-onéreuses en elles-mêmes, devaient devenir intolérables par suite de la manière arbitraire dont les autorités militaires ennemies allaient les interpréter. Dans les négociations, nous avons vu les Puissances alliées écarter d'un ton de maître toute discussion sur les engagements qui avaient été pris de part et d'autre en 1851—1852, et pourtant c'étaient ces mêmes engagements que les alliés avaient allégués devant l'Europe comme le motif et le but unique de la guerre. Le Traité de Londres et le principe de l'intégrité de la monarchie danoise que l'Europe entière avait reconnu comme un élément indispensable du système européen, nous les avons vu rejeter par les puissances alliées, quoiqu'elles se fussent, vis-à-vis des autres Puissances, formellement obligées à respecter ce Traité et le principe qu'il a consacré. Abandonnant enfin toute réserve et non contentes de nous enlever le Holstein et le Lauenbourg, elles ont encore réclamé le duché de Slesvig, qu'elles prétendent confisquer au profit de l'Allemagne, en vertu du droit du plus fort, et c'est tout au plus si elles auraient voulu consentir à nous laisser une partie minime de cette ancienne province de la couronne danoise.

Il en a coûté au Gouvernement du Roi de se résigner à suivre pas à pas ces exigences toujours croissantes. Car, confiant dans la justice de notre cause et dans l'autorité du droit public, il avait affronté une lutte des plus inégales dans l'espoir de trouver, dans les conseils de l'Europe, l'appui que nos armes seules ne pourraient pas nous donner.

Et il en a coûté personnellement au Roi qui avait accepté la couronne sur la foi du Traité de Londres et qui aujourd'hui s'est vu condamné à discuter le partage du pays, qui avait cru trouver en lui et dans sa dynastie la garantie certaine de son intégrité.

Mais quelque douloureux que fussent ces sacrifices, ils ont été supportés. « Si réellement les Puissances de l'Europe veulent abandonner le Traité de Londres, — tel a été le langage des plénipotentiaires du Roi, — Sa Majesté, pour éviter la reprise des hostilités, ne s'opposera pas à une cession territoriale, pourvu toutefois qu'elle obtienne par là non-seulement la paix, mais aussi une existence indépendante et parfaitement autonome pour ce qui lui restera de ses États. » Dans cette supposition, ils avaient indiqué la ligne de Eckernförde-Frédéricksstadt comme la frontière. Mais vis-à-vis d'une proposition adoptée par les Cabinets neutres, le Gouvernement danois s'est encore décidé à reculer la ligne jusqu'à la Schlei, point proposé par l'Angleterre, afin de réunir par cette acceptation, autour du Danemark, l'imposante unanimité des quatre Puissances neutres. La cession de territoire à laquelle nous avons ainsi consenti dans l'intérêt de la paix était considérable. Elle amoindrisait la monarchie de plus d'un quart de son territoire et elle enlevait au Danemark des avantages militaires et maritimes du plus grand prix, pour augmenter dans la même mesure les moyens d'action et de conquête de l'Allemagne. Plus loin nous ne pourrions pas aller dans la voie des concessions sans sacrifier l'existence même du Danemark.

Mais tous les efforts tentés par les Cabinets neutres et tous les sacrifices offerts par nous sont restés inutiles devant l'obstination des alliés. Nous sommes sortis de la Conférence en reprenant notre position antérieure sur le Traité de Londres, et encore une fois nous nous voyons en proie à une guerre où nous luttons pour notre existence, invoquant en notre faveur un acte européen et un principe général du droit public. De leur côté, les Puissances alliées proclament le droit du plus fort et prétendent, au mépris de la réprobation du reste de l'Europe, mettre à néant un État dont l'unique tort consiste à ne pas vouloir se soumettre à leur domination.

Voilà le triste résultat auquel la tentative de la Conférence a abouti, mais tout en le constatant, j'ai en même temps un devoir plus agréable à remplir.

Pendant le cours des négociations, chaque fois que le Gouvernement du Roi a fait un pas nouveau dans la voie des concessions, les Puissances neutres et surtout le Cabinet anglais, tout en nous engageant à faire ce pas, ont justement apprécié la grandeur du sacrifice que nous faisons d'un droit incontestable.

La proposition d'armistice que lord Russell mit en avant, impliquait

le maintien des avantages maritimes que nous avons conquis, en compensation de ceux que les alliés conservaient à terre. Le ministre des affaires étrangères d'Angleterre a constamment reconnu la pleine justice de notre demande que les engagements de 1851—52 fussent pris pour base des délibérations. Lord Russell n'a pas oublié que le Traité de Londres était dû surtout à l'initiative de l'Angleterre, et c'est avec toute la force d'une logique irréfutable que lord Russell a fait valoir que la Prusse et l'Autriche avaient contracté des obligations envers leurs cosignataires en prenant part à cet acte. Et lorsque enfin le Cabinet anglais est entré dans la discussion sur l'abandon du Traité de Londres, lord Russell a déclaré qu'il n'était pas, « de la compétence des Puissances neutres de renoncer au Traité solennel par lequel elles avaient reconnu l'intégrité de la monarchie danoise, à moins de pouvoir poser la base d'une paix solide et durable, » et à ce titre il a reconnu que « la nouvelle ligne de frontière ne devrait pas être tracée plus au nord que l'embouchure de la Schlei et la ligne du Danevirke. » Il y a plus, quand les plénipotentiaires du Roi ont fait pressentir que nous ne pourrions pas consentir à une prolongation de la suspension d'armes, à moins d'avoir l'assurance que la proposition anglaise deviendrait la base des délibérations ultérieures, lord Russell déclara que le Gouvernement ne ferait lui-même aucune proposition et n'adhérerait à aucune proposition qui serait faite par une autre puissance et qui tendrait à tracer une ligne de délimitation plus septentrionale, sans s'être assuré d'avance du consentement du Gouvernement danois. Ce fut sur la foi de cet engagement que les plénipotentiaires du Roi acceptèrent la prolongation de la suspension d'armes.

C'est donc pas à pas que nous avons suivi les conseils des Puissances neutres et spécialement ceux du Cabinet anglais. Nous avons accepté en tout point la proposition dont ce Cabinet a pris l'initiative, et en même temps que nous en avons fait notre ultimatum, lord Russell a engagé son Gouvernement à la maintenir invariablement.

Et quoiqu'il nous soit impossible de concilier en tout point cet engagement de lord Russell avec sa dernière proposition tendant à charger une Puissance impartiale du soin de fixer la ligne de démarcation, nous n'en sommes pas moins convaincus que le ministre anglais, en tentant cette démarche, n'a pas entendu se mettre en contradiction avec sa promesse antérieure.

La reprise des hostilités trouve encore toujours le Danemark sans alliés sur les champs de bataille. Mais la justice de notre cause a déjà rallié autour de nous la sympathie des Cabinets et les vœux des nations. Nous sommes en droit d'espérer que ces sentiments ne permettront pas que la ruine du Danemark s'accomplisse, et nous aimons à croire que les Gouvernements qui nous ont témoigné un intérêt si actif

dans les négociations, ne nous abandonneront pas dans une guerre si inégale et si injuste.

Veuillez lire cette dépêche à Son Excellence M. Drouyn de Lhuys et lui en laisser copie.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : D. G. MONRAD.

Mémoire du comte de Bernstorff et de M. de Balan, Plénipotentiaires de Prusse à la Conférence, au comte Russell, 30 juin 1864.

Londres, 30 juin 1864.

Les soussignés, Plénipotentiaires de Prusse à la Conférence qui vient d'être close, n'ont pu examiner qu'après la dernière séance le résumé des délibérations, qui a été joint aux actes de la Conférence par MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et qui forme une annexe du dernier Protocole.

Les soussignés ont trouvé dans ce document plusieurs lacunes et quelques inexactitudes par rapport à leurs propres déductions et déclarations, qu'il leur importe de constater dans l'intérêt d'une appréciation juste et impartiale de la marche des négociations pendant la durée de la Conférence.

Ils ont rédigé, à ce sujet, le Mémoire ci-joint, auquel ils prient S. Exc. M. le comte Russell de vouloir bien donner, ainsi qu'à la présente Note, la même publicité qu'aux protocoles de la Conférence et à leurs annexes.

Les soussignés, etc.

Signé : BERNSTORFF,
BALAN.

MÉMOIRE.

A la page 2 du Résumé, l'insuffisance des pouvoirs dont les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes se trouvaient munis au commencement de la Conférence, est mentionnée avec un ton de reproche. On n'en saurait reconnaître la justesse. La Conférence ayant été ouverte expressément sans base et sans suspension d'armes, les conditions de cette dernière ne pouvaient être réglées dans la première séance. Ce n'est pas la faute des Plénipotentiaires allemands si elles ne l'ont pas été dans la seconde. Ils y ont explicitement formulé les conditions sous lesquels leurs Gouvernements consentiraient soit à une simple suspension d'armes, soit à un armistice.

Le Danemark a rejeté l'une et l'autre. Lord Russell a alors proposé,

de son côté, des conditions d'armistice. Les Puissances allemandes les ont encore acceptées. Le Danemark les a rejetées et est revenu sur la suspension d'armes aux conditions qu'il avait rejetées dans la séance précédente. Par un excès de condescendance, les Puissances allemandes y ont encore adhéré, malgré le terme si court d'un mois sur lequel le Danemark a insisté.

Ces faits, constatant les dispositions conciliantes des Puissances allemandes, sont d'une grande portée. Ils sont cependant effacés par la manière dont le Résumé, à la page 3, les représente.

Le mérite assigné, page 4 du Résumé, à la Conférence d'avoir offert aux belligérants et « procuré au commerce un intervalle de sécurité et de repos, » est plus que contestable au point de vue de la Prusse. Son armée et son commerce ont trouvé une si courte suspension d'armes plutôt onéreuse qu'avantageuse.

Passant ensuite à la discussion sur la validité du Traité de Londres du 8 mai 1852, le Résumé signale bien ce qui a été dit à ce sujet par les Plénipotentiaires des Puissances neutres et du Danemark; mais quant à ceux des Cours allemandes, il dit seulement que leurs développements ont mis au grand jour une divergence complète d'opinion entre les membres de la Conférence.

L'équité aurait exigé que le Résumé eût rendu au moins ce que le premier Plénipotentiaire de Prusse a dit dans la séance du 12 mai, et dont le Protocole de cette séance fait mention en ces termes :

« M. le comte de Bernstorff répond que le Traité de Londres n'a pas été conclu, à proprement parler, entre toutes les Puissances qui l'ont signé, mais entre le Danemark et chacune des autres Puissances, qui, par cette raison, n'ont échangé de ratifications qu'avec le Danemark. Il demande donc quel est l'engagement que les Puissances ont pris envers le Danemark. C'est de reconnaître à l'avenir un nouvel ordre de succession que S. M. le Roi de Danemark avait l'intention d'introduire. Mais cet ordre de succession n'a point été introduit d'une manière légale pour les duchés, puisque ni les États des duchés, ni les agnats, ni la Confédération germanique n'y ont consenti. L'objet de l'engagement n'existe point en réalité, puisqu'on ne peut supposer que les Puissances se soient engagées à reconnaître à l'avenir quelque chose d'illégal. »

En relevant cette omission, il est utile de rappeler ici que les Plénipotentiaires de Prusse, entendant toujours citer de nouveau la dépêche du 30 janvier comme preuve que le Gouvernement aurait reconnu à cette époque la validité du Traité de Londres, se sont vus obligés de faire une déclaration explicite à ce sujet, qui se trouve consignée dans le Protocole de la dixième séance du 18 juin.

À la page 7, le Résumé qualifie la proposition des Plénipotentiaires

allemands, c'est-à-dire « l'indépendance politique complète des duchés étroitement unis par des institutions communes, de tellement vague qu'aucun membre de la Conférence ne peut en saisir la portée. » Ce reproche a été catégoriquement décliné dans la Conférence par les Plénipotentiaires des Puissances allemandes, et le Résumé lui-même prouve que la manière dont ils ont formulé leur proposition n'a pas été aussi intelligible qu'on paraît vouloir le faire croire; car il rend exactement la pensée des Cours de Vienne et de Berlin, en disant qu'il s'agissait de rendre les duchés « complètement indépendants sous le rapport politique et administratif; de laisser subsister un lien dynastique entre les duchés et la monarchie danoise; mais de subordonner ce lien dynastique à la décision que la Diète de Francfort porterait sur la validité des titres du roi Chrétien IX en sa qualité de duc de Holstein. »

Mais il ne serait pas juste de dire que cette dernière réserve soit la cause pour laquelle les Plénipotentiaires danois auraient déclaré le programme allemand entièrement inadmissible. Au contraire, M. de Quaade et M. Krieger ont expressément déclaré à différentes reprises, et notamment dans la séance du 17 mai (voir Protocole, n° 5), que, quand même la question dynastique serait décidée en faveur du roi Chrétien, l'indépendance des duchés étroitement unis, telle que les Puissances allemandes le demandaient, n'en serait pas moins inadmissible.

Si les Plénipotentiaires allemands ont hésité à spécifier les différentes garanties qui auraient dû assurer l'indépendance politique des duchés, et si cette réserve ne leur a valu de la part des Plénipotentiaires des Puissances neutres que le reproche, articulé dans le Résumé, d'avoir été trop vagues, ils ont lieu d'espérer que même les Plénipotentiaires danois ont mieux apprécié cette réserve, en l'attribuant à de justes motifs de délicatesse.

A la page 12, le Résumé a omis le dernier alinéa de la déclaration de M. l'Ambassadeur de France, faite dans la séance du 28 mai, et citée jusque-là mot pour mot. Cet alinéa est ainsi conçu :

« Quant à la désignation du Souverain sous l'autorité duquel le nouvel État devrait être placé, le Gouvernement de l'Empereur n'a aucun parti pris. Il donnerait volontiers son appui à toute combinaison qui serait conforme au vœu des populations loyalement consultées. »

Il importe, au point de vue prussien, de constater que le principe de ne décider de la destinée des duchés qu'en conformité du vœu des populations — principe que les Plénipotentiaires de Prusse ont été dans le cas de faire valoir plusieurs fois, et en dernier lieu par leur déclaration du 18 juin (p. 19 du Résumé, en bas) — a été énoncé déjà

de la manière précitée, dans la séance du 28 mai, par M. le Plénipotentiaire de France.

A la page 13, le Résumé, après avoir cité *in extenso* les déclarations par lesquelles les Plénipotentiaires des Puissances neutres ont exprimé leur assentiment à la proposition anglaise de séparer du royaume du Danemark le Holstein et la partie méridionale du Schlesvig jusqu'à la Schlei, se borne à dire :

« MM. les Plénipotentiaires allemands ont accepté le principe du plan de lord Russell, en réservant à leurs Cours le droit de faire des contre-propositions sur les différentes questions de détail dont se compose l'arrangement proposé.

« MM. les Plénipotentiaires du Danemark se sont chargés de porter ce projet à la connaissance de leur Cour, ne doutant point de l'attention sérieuse avec laquelle il serait accueilli.

« Cette attente a été justifiée. »

Ici le Résumé est de nouveau fort incomplet. C'est par oubli sans doute qu'il s'abstient de mentionner plus en détail la seconde déclaration que les Plénipotentiaires allemands ont faite dans la séance du 28 mai. Pour réparer cet oubli, il suffit de citer le Protocole. « M. le comte de Bernstorff, y est-il dit, prenant alors la parole, déclare que les Plénipotentiaires allemands n'ont, comme de raison, pas d'instructions pour se prononcer d'une manière définitive sur les détails de la proposition qu'ils viennent d'entendre de la part de MM. les Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique. Mais connaissant l'esprit de conciliation qui anime leurs Gouvernements respectifs, et qui répond à celui qui a guidé le Gouvernement anglais dans son désir de trouver une base qui puisse servir de compromis entre les points de vue opposés des Puissances belligérantes, ils croient pouvoir déclarer, dès à présent, que ni l'Autriche et la Prusse, ni la Confédération germanique, ne se refuseront à prendre en sérieuse considération un projet de transaction qui puisse servir à faire atteindre le but que leurs Plénipotentiaires ont désigné dès le commencement comme celui qu'ils ont en vue, c'est-à-dire d'assurer une pacification solide et durable.

Sous ce rapport, la ligne de démarcation proposée ne saurait cependant remplir le but, puisque le principal sujet de plainte et d'agitation pour la plus grande partie des populations du Schlesvig continuerait non-seulement de subsister, mais serait même infiniment aggravé par leur séparation d'avec le reste des duchés et leur incorporation dans le royaume de Danemark.

« Les Plénipotentiaires allemands doivent donc réserver à leurs Gouvernements de faire des contre-propositions à cet égard.

« Pour ce qui concerne le duché de Lauenbourg, ils se permettront

de faire observer que la question de succession y est également regardée comme douteuse. Mais comme, en effet, les droits que la Couronne de Danemark peut y faire valoir sont moins contestés que dans les deux autres duchés, les Puissances allemandes seraient probablement disposées à le considérer comme un objet de compensation pour une partie du territoire septentrional du duché de Schlesvig. »

Cette déclaration n'est pas seulement une preuve de l'esprit de conciliation, dont les Plénipotentiaires allemands se sont montrés animés, mais il est nécessaire de la connaître pour comprendre la déclaration danoise de la séance prochaine, à laquelle le Résumé rend un si éclatant hommage.

A la page 15, une omission non moins caractéristique mérite d'être relevée. De toute la discussion qui a rempli la séance du 2 juin, le Résumé ne mentionne que les observations par lesquelles M. l'Ambassadeur de Russie a pris à tâche de mettre hors de cause le roi Chrétien IX et son Gouvernement, en soutenant qu'il serait injuste de faire retomber sur son règne la responsabilité de griefs qui ne sont nullement son ouvrage.

Par un nouvel oubli, incompatible avec les règles de l'équité, le passage suivant n'a pas trouvé de place dans le Résumé :

« M. le comte Apponyi fait observer qu'il ne s'agit nullement de la personne du Roi, mais seulement du système poursuivi par le Gouvernement danois dans les duchés, et M. le comte de Bernstorff ajoute que l'incorporation du Schlesvig a été sanctionnée sous le règne actuel. »

C'est, en effet, par la sanction de la malencontreuse Constitution du 18 novembre 1863 que Sa Majesté Danoise a inauguré son règne. Les conseils de suivre une autre voie ne lui avaient pas manqué.

A la page 18, le Résumé, en mentionnant la ligne d'un point au nord de Flensbourg à Hoyer, « que les Plénipotentiaires de Prusse, dans un but de conciliation, se sont montrés prêts à recommander à leur Gouvernement, » omet de nouveau une partie essentielle du texte du Protocole, qui, en indiquant cette ligne, ajoute (p. 10 du Protocole 7), « et qui comprendrait les îles Frisonnes dans la partie du duché à réunir à l'Allemagne.

A la page 20 du Résumé, la réponse des Puissances allemandes à la dernière proposition anglaise qui se rattache à la déclaration du Congrès de Paris, relative à une médiation, est très-incomplètement rendue. Voici la fin de cette réponse, que le Résumé supprime :

« Un arbitrage ne serait, du reste, ni conforme à la déclaration de Paris, qui n'a en vue qu'un recours aux bons offices d'une Puissance amie, ni ne répondrait aux termes mêmes de la proposition anglaise. »

Une dernière lacune reste à signaler. Le Résumé, en citant aux

pages 21 et 22 la « suggestion » française, de faire voter les districts mixtes par communes pour fixer la frontière, a oublié de mentionner que les Plénipotentiaires de Prusse se sont déclarés prêts à prendre cette dernière proposition pacifique *ad referendum*, tandis que les Plénipotentiaires danois, en s'y refusant, ont, ainsi que le Résumé le dit, « indiqué l'obstacle que les efforts les plus persévérants des Puissances neutres n'ont pas été à même de surmonter. »

**Dépêche du comte Russell à sir A. Paget, à Copenhague,
6 juillet 1864.**

Foreign-Office, 6 juillet 1864.

Monsieur, l'envoyé danois à Londres m'a remis une dépêche qu'il a reçue de l'évêque Monrad et dont je vous envoie copie.

Le Gouvernement de Sa Majesté sympathise avec le Roi et le peuple danois dans la cruelle épreuve qu'ils sont obligés de traverser. Le Gouvernement de sa Majesté reconnaît la justice de beaucoup de reproches adressés par le Gouvernement danois aux Puissances qui, après avoir signé le traité de Londres, l'ont violé, et sous prétexte d'exécution fédérale dans le Holstein et d'occupation temporaire du Slesvig, ont, en réalité, renversé l'autorité du roi dans ces duchés.

Mais il est d'une importance urgente pour le Danemark que le Gouvernement danois regarde bien en face la situation actuelle.

Lorsque, pendant la Conférence, les Plénipotentiaires danois ont déclaré aux Plénipotentiaires de Sa Majesté que la ligne de frontière proposée par les Puissances allemandes ne pouvait pas être acceptée par le Danemark, les Plénipotentiaires de Sa Majesté se sont sentis obligés de leur demander si le Danemark pensait obtenir de la guerre de meilleures conditions.

En conséquence, la possession de Düppel et d'Alsen, que le Plénipotentiaire prussien et le Plénipotentiaire autrichien proposèrent de recommander à leurs Gouvernements de laisser au Danemark, si le Danemark voulait accepter une ligne de frontière au nord de Flensbourg, est maintenant hors de question.

Quelques jours de guerre ont fait disparaître tout espoir de voir se renouveler la proposition du comte de Bernstorff. La dernière partie de la dépêche de l'évêque Monrad exprime l'espérance que les Puissances qui ont montré un si grand intérêt pour le Danemark pendant les négociations, ne l'abandonneront pas pendant la guerre. Il est vrai que les Puissances neutres, mues par le vif désir de préserver l'indépendance du Danemark, et par le courage montré par cette brave

nation dans une lutte aussi inégale, se sont efforcées d'obtenir pour le Gouvernement danois les conditions de paix que pouvaient permettre la supériorité manifeste de l'Autriche et de la Prusse et les projets de l'Allemagne.

Mais je demande à rappeler au Gouvernement Danois que le Gouvernement de Sa Majesté, tout en ne voulant pas, de concert avec les autres puissances neutres, presser le Gouvernement danois d'accepter des conditions que le Gouvernement jugeait incompatibles avec la sûreté et l'honneur du Danemark, ne s'est jamais engagé et ne pouvait pas s'engager à soutenir le Danemark par la force des armes ou à imposer à l'Allemagne des conditions suggérées dans la Conférence. Vous lirez cette dépêche au Ministre des affaires étrangères et vous lui en laisserez copie.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

Protestation du duc Charles de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg contre les prétentions du Grand-Duc d'Oldenbourg, 7 juillet 1864.

Haute Assemblée fédérale allemande.

S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg a fait savoir à la Diète germanique, dans sa séance du 23 juin, que l'empereur de Russie lui a cédé les droits de succession appartenant à Sa Majesté en vertu de l'annulation du traité de Londres en date de 1852 et garantis expressément par le protocole de Varsovie en date de 1851. Son Altesse Royale a accepté avec reconnaissance cette cession des droits de succession de la branche aînée des Gottorp sur les duchés de Holstein et de Schleswig.

A cet avis est jointe la déclaration que le Gouvernement grand-ducal ne négligera rien pour faire valoir les droits de succession à la souveraineté héréditaire et inaliénable du Holstein et du Schleswig cédés à S. A. R.

Enfin, opposition a été faite aux prétentions élevées sur la succession des duchés par une autre branche de la Maison de Schleswig-Holstein, et cela, immédiatement après la mort du roi Frédéric VII de Danemark.

La manière de voir exprimée dans la déclaration du Gouvernement grand-ducal relativement à la question de succession et les prétentions affichées dans cette déclaration compromettent les droits de succession éventuelle pour moi et ma Maison aux duchés, car elle est une dénégation des droits de ma Maison, droits qui ne sauraient être écartés ou modifiés.

Aussi longtemps que les traités de Londres de 1852 ont été en vigueur, j'ai pensé que ce n'était pas à moi à faire valoir ces droits. Maintenant encore que ces traités sont mis de côté, mon intention n'est pas de revendiquer pour moi et ma Maison un droit incontestable de succession aux duchés.

J'ai, au contraire, l'intime conviction, — et en cela je suis fort de l'assentiment des historiens et des jurisconsultes allemands, — qu'à la branche aussi à laquelle appartient ma Maison, le droit de primogéniture concède la préférence. Enfin, comme premier représentant de la branche cadette, j'envisage également de mon devoir de protester devant la haute Assemblée fédérale contre des prétentions compromettant les droits de ma Maison, et de déclarer solennellement que les droits de ma Maison sont antérieurs à ceux des Gottorp.

Tœplitz, 6 juillet 1864.

CHARLES,
duc de Schleswig-Holstein-
Glücksbourg.

FIN DU TROISIÈME VOLUME DE LA QUATRIÈME ANNÉE.

F. AMYOT.

TABLES DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME DE LA QUATRIÈME ANNÉE.

(1864)

I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
(a) Traités, Conventions, Protocoles, etc., etc.....	467
(b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc.....	469

II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) Traités, Conventions, Protocoles, etc., etc.....	471
(d) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc.....	477

I

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

(a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

1862

	Pages.
Juillet.... 28. <i>Bavière, Suisse.</i> Déclarations échangées concernant l'assistance réciproque des malades et l'inhumation des personnes qui sont décédées.....	331
Août.... 4. <i>Pays-Bas, Suisse.</i> Déclaration concernant l'exemption réciproque du service militaire.....	323
— 11. <i>Italie, Suisse.</i> Déclaration touchant l'extension des Traités conclus avec le royaume de Sardaigne à toutes les provinces du royaume d'Italie actuel.....	325
— 11. <i>Italie, Suisse.</i> Déclaration touchant l'extension de l'abolition des droits d'aubaine entre la Suisse et la Sardaigne à toutes les provinces du royaume d'Italie actuel.....	326
— 30. <i>Pays-Bas, Suisse.</i> Déclaration concernant l'exemption réciproque du service militaire.....	323
Septembre 1. <i>Bavière, Suisse.</i> Déclaration concernant l'assistance réciproque des malades et l'inhumation des personnes qui sont décédées.....	321
— 10. <i>Italie, Suisse.</i> Déclaration touchant l'extension des Traités conclus avec le royaume de Sardaigne à toutes les personnes du royaume d'Italie actuel.....	325
— 10. <i>Italie, Suisse.</i> Déclaration touchant l'extension de l'abolition des	

		1862	Pages.
	droits d'aubaine entre la Suisse et la Sardaigne à toutes les provinces du royaume d'Italie actuel.....		326
Septembre.	24. <i>Bade, Suisse.</i> Convention pour l'exécution et en extension de l'article 16 du Traité de 1852, sur la continuation du chemin de fer badois par le territoire suisse.....		233
Novembre	30. <i>Italie, Suisse.</i> Convention concernant la séparation de la mense épiscopale de Côme.....		239
Décembre	11. <i>Belgique, Suisse.</i> Traité d'amitié, d'établissement et de commerce.....		327
—	17. <i>Belgique, Suisse.</i> Convention de poste.....		337
—	31. <i>Espagne, Pays-Bas.</i> Convention pour garantir les droits de la propriété littéraire et artistique.....		344

		1863	
Janvier...	17. <i>France, Italie.</i> Traité de commerce.....		247
—	19. <i>Pays-Bas, Suisse.</i> Traité concernant l'établissement de consulats suisses dans les Indes-Néerlandaises.....		349
Février...	1. <i>France, Pays-Bas (Luxembourg).</i> Déclaration relative à l'échange des télégrammes entre la France et le Luxembourg.....		148
—	1. <i>France, Pays-Bas.</i> Arrangement relatif aux droits d'entrée des alcools.....		149
Mars.....	27. <i>Bade, Suisse.</i> Convention fixant les prescriptions en matière de péages sur la ligne ferrée de Wiesenthal entre Bâle et la frontière badoise.....		352
Avril.....	11. <i>Belgique, France.</i> Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.....		354
Mai.....	12. <i>Belgique, Pays-Bas.</i> Traité pour régler le régime des prises d'eau à la mense.....		355
Juin.....	4. <i>Principautés Unies, Sexbré.</i> Convention d'extradition.....		150
Juillet...	1. <i>Belgique, France.</i> Convention pour l'établissement d'un chemin de fer direct entre Lille et Tournay.....		363
—	13. <i>Danemark, France, Grande-Bretagne, Russie.</i> Traité relatif à l'accession du roi George au trône de Grèce.....		157
Août.....	31. <i>France, Pays-Bas, (Luxembourg).</i> Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.....		366
Septembre	21. <i>Espagne, République Argentine.</i> Traité pour l'exécution du Traité d'amitié du 9 juillet 1859.....		367
Novembre	28- <i>Perse, Turquie.</i> Convention pour l'établissement d'une ligne télégraphique.....		144
Décembre	9. <i>Grande-Bretagne, Turquie.</i> Convention au sujet de la prolongation de la ligne télégraphique de Bagdad à Bassorah.....		146

		1864	
Janvier...	20. <i>France.</i> Décret relatif aux restrictions d'entrées et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine italienne.....		288
—	20. <i>France.</i> Décret relatif aux surtaxes applicables aux marchandises d'origine et de manufactures italiennes importées autrement que par terre ou par navires français ou italiens.....		289
—	20. <i>France.</i> Décret assimilant par les droits de tonnage les navires belges venant des possessions britanniques en Europe aux navires français, anglais et italiens venant des mêmes possessions.....		290
—	20. <i>France.</i> Décret appliquant à la Belgique et à la Grande-Bretagne, le bénéfice du Traité conclu le 17 janvier 1863 avec l'Italie.....		290
—	23. <i>France.</i> Circulaire de la direction générale des douanes et des contributions indirectes au sujet du Traité conclu le 17 janvier 1863 avec l'Italie.....		291
—	27. <i>France.</i> Décret relatif au droit à l'importation des houilles crues ou carbonisées par navires français et par terre.....		291

1864

		Pages.
Janvier....	29. <i>France</i> . Décret désignant les ports et bureaux ouverts à l'importa- tion des tissus taxés à leur valeur.....	288
Mars.....	29. <i>France, Grèce, Grande-Bretagne, Russie</i> . Traité pour la mise à exécution des stipulations touchant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.....	152
Avril....	10. <i>France, Mexique</i> . Convention pour régler les conditions de séjour des troupes françaises au Mexique.....	312
—	10. <i>Autriche, Danemark, France, Confédération germanique, Grande- Bretagne, Prusse, Russie, Suède et Norvège</i> . Protocole.....	5
—	25. Protocole 1 ^{er} de la conférence de Londres relative aux affaires du Danemark.....	7
Mai.....	4. Protocole n° 2.....	10
—	9. Protocole n° 3.....	14
—	12. Protocole n° 4.....	17
—	14. Protocole n° 5.....	25
—	28. Protocole n° 6.....	34
Juin....	2. Protocole n° 7.....	44
—	6. Protocole n° 8.....	58
—	9. Protocole n° 9.....	62
—	18. Protocole n° 10.....	80
—	22. Protocole n° 11.....	101
—	25. Protocole n° 12.....	117
—	30. <i>France, Suisse</i> . Traité de commerce.....	162
—	30. <i>France, Suisse</i> . Traité pour l'établissement des Suisses en France et des Français en Suisse.....	215
—	30. <i>France, Suisse</i> . Convention pour la garantie réciproque de la pro- priété littéraire, artistique et industrielle.....	217
—	30. <i>France, Suisse</i> . Convention sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes.....	227
—	30. <i>France, Suisse</i> . Protocole final.....	230
—	30. <i>France, Suisse</i> . Déclaration relative aux passe-ports.....	231

(b) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1863

Août....	19. <i>Grande-Bretagne</i> . Renonciation du prince de Galles à la succession au trône des duchés de Cobourg et Gotha.....	352
Mai.....	23. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Napier au comte Russell au su- jet de l'émigration circassienne.....	383
Juillet...	10. <i>Mexique</i> . Résolution de l'assemblée des notables offrant la cou- ronne impériale à l'archiduc Maximilien.....	298
—	15. <i>Russie</i> . Circulaire du prince Gortchakoff aux agents de la Russie à l'étranger, au sujet des biens conventuels entre les Saints-Lieux et le gouvernement Moldo-Valaque.....	402
Sept. 10, Oct. 4, 10, 11.	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêches relatives à la retraite de sir James Hudson de la légation de Turin.....	383
Octobre..	3. <i>Mexique</i> . Discours de M. Gutierrez de Estrada, chef de la députa- tion mexicaine, chargée d'offrir la couronne impériale à l'archi- duc Maximilien.....	299
—	3. <i>Mexique</i> . Réponse de l'archiduc Maximilien.....	302
Novembre	20. <i>Confédération germanique</i> . Lettre du grand-duc d'Oldenbourg au duc Frédéric d'Augustenbourg.....	436
Décembre	11. <i>Japon</i> . Lettres des agents du prince de Satsuma annonçant les me- sures prises pour rechercher et punir les assassins de M. Ri- chardson.....	387

1863

	Pages.
Décembre 14. <i>Grande-Bretagne</i> . Note du colonel Neale à l'amiral Kuper pour lui annoncer que le gouvernement japonais a payé l'indemnité réclamée pour l'assassinat de M. Richardson.....	387
— 31. <i>Suisse</i> . Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1863.....	406

1864

Janvier... 16. <i>Mexique</i> . Lettre du général Neigre, commandant la place de Mexico à l'archevêque de La Bastida.....	303
— 16. <i>Mexique</i> . Réponse de l'archevêque de La Bastida.....	304
Février... 18. <i>Espagne</i> . Communication faite à la Diète Germanique, par Mme Rascon, ministre d'Espagne à Francfort au sujet de la reconnaissance des insurgés de Saint-Domingue comme belligérants.....	374
Mars..... 4. <i>Mexique</i> . Proclamation du décret du 23 juillet 1863, déclarant nuls les contrats passés avec Juarez pour acquisition de terrains.....	306
— 16. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Russel au colonel Neale pour lui exprimer sa satisfaction au sujet du règlement des conditions exigées du Japon pour l'assassinat de M. Richardson....	389
— 18. <i>Grèce</i> . Proclamation du nouveau ministère.....	392
Avril..... 7. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Dépêche de M. Seward à M. Dayton, contenant des observations sur le vote du 4 avril de la chambre des représentants relatif au Mexique.....	370
— 10. <i>Mexique</i> . Décret nommant le général Almonte, lieutenant de l'empire.....	394
— 10. <i>Mexique</i> . Discours de M. Gutierrez de Estrada, offrant après le vote national la couronne impériale à l'archiduc Maximilien.....	307
— 10. <i>Mexique</i> . Réponse de l'archiduc Maximilien acceptant la couronne.....	310
— 10, 11. <i>Mexique</i> . Décrets de l'empereur Maximilien relatifs à l'emprunt mexicain.....	314
— 29. <i>Bade</i> . Discours d'ouverture de la chambre.....	372
— 22. <i>États-d'Unis d'Amérique</i> . Dépêche de M. Dayton à M. Seward rendant compte d'une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys au sujet du vote du 4 avril de la Chambre des représentants relatif au Mexique.....	379
— 29. <i>Grèce</i> . Programme du nouveau ministère.....	393
Mai..... 2. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Réponse de M. Dayton à la dépêche de M. Seward du 7 avril, relative au vote du 4 avril de la chambre des représentants au sujet du Mexique.....	380
— 3. <i>Brésil</i> . Discours d'ouverture des Chambres.....	373
— 7. <i>France</i> . Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents de la France à l'étranger, au sujet du vote du 4 avril de la chambre des représentants des États-Unis relatif au Mexique.....	381
— 9. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Dépêche de M. Seward à M. Dayton pour lui accuser réception de sa dépêche du 22 avril.....	380
— 20. <i>Mexique</i> . Proclamation du général Almonte, lieutenant de l'empire.....	395
— 21. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Dépêche de M. Seward à M. Dayton, approuvant ses démarches auprès de M. Drouyn de Lhuys relatées dans sa dépêche du 2 mai.....	381
— 29. <i>Mexique</i> . Proclamation de l'empereur Maximilien à son arrivée à la Vera-Cruz.....	396
— 30. <i>Pérou</i> . Note de M. Mariano José Sanz, ministre à Londres à M. de Bille, ministre de Danemark pour protester contre la prise par les Danois du navire hambourgeois <i>Albertine</i> , portant un chargement de guano de Callao à Hambourg.....	400
Juin..... 1. <i>Saxe</i> . Note du baron de Beust au comte Russell.....	437
— 2. <i>Grande-Bretagne</i> . Instructions aux gouverneurs des colonies relatives aux prises faites par les croiseurs fédéraux ou confédérés, amenées dans les eaux anglaises.....	390

1864

		Pages.
Juin.....	2. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de M. Murray au comte Russell au sujet des passe-ports en Saxe.....	391
—	2. <i>Danemark</i> . Déclaration des plénipotentiaires à la conférence de Londres.....	440
—	10. <i>États Confédérés</i> . Manifeste du congrès relatif à la guerre actuelle avec les États-Unis.....	375
—	18. <i>Confédération germanique</i> . Déclaration du prince Frédéric de Hesse au comte Russell.....	442
—	19. <i>Russie</i> . Lettre de l'empereur Alexandre au grand-duc d'Oldenbourg.....	442
—	18, 22. <i>Prusse</i> . Déclaration de M. de Bismark sur le blocus des ports de la Baltique.....	443
—	23. <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu de la séance de la Diète.....	444
—	24. <i>Danemark</i> . Note de M. de Bille au comte Russell au sujet du blocus.....	445
—	25. <i>Danemark</i> . Message du roi à l'ouverture du Rigsraad.....	445
—	25, 28. <i>Danemark</i> . Communications du ministère de la marine au sujet du blocus.....	446
—	28. <i>Prusse</i> . Dépêche de M. de Bismark aux cours de Londres, Paris, Saint-Petersbourg et Stockholm.....	447
—	28. <i>France</i> . Circulaire de M. Drouyn de Lhuys au sujet de la conférence de Londres.....	449
—	28. <i>Confédération germanique</i> . Protestation du prince de Noer, oncle du duc Frédéric d'Augustenbourg, au baron de Kübeck.....	450
—	29. <i>Saxe</i> . Protestation de M. de Beust contre le résumé des travaux de la conférence de Londres adressée au comte Russell.....	451
—	30. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Monrad au comte de Moltke-Hvitfeld à Paris, sur les résultats de la conférence de Londres.....	456
—	30. <i>Prusse</i> . Mémoire du comte de Bernstorff et de M. de Balan, plénipotentiaires à la Conférence de Londres, adressé au comte Russell.....	459
Juillet....	6. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Russell à sir A. Paget à Copenhague.....	464
—	6. <i>Mexique</i> . Lettre de l'empereur Maximilien au président de la commission des finances.....	397
—	7. <i>Confédération germanique</i> . Protestation du duc Charles de Schleswig-Sonderbourg-Glücksbourg, contre les prétentions du grand-duc d'Oldenbourg.....	465
Août....	23. <i>Saxe</i> . Discours de clôture des Chambres.....	404

II

TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

	Pages.
1864, Avril....	20. <i>Danemark, France, Confédération germanique, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Suède et Norvège</i> . Protocole... 5

AUTRICHE (*Suite*).

			Pages.
1864, Avril.....	25.	Protocole 1 de la Conférence de Londres relative aux affaires du Danemark	7
Mai	4.	— Protocole n° 2.....	10
—	9.	— Protocole n° 3.....	14
—	12.	— Protocole n° 4.....	17
—	17.	— Protocole n° 5.....	25
—	28.	— Protocole n° 6.....	34
Juin.....	2.	— Protocole n° 7.....	44
—	6.	— Protocole n° 8.....	58
—	9.	— Protocole n° 9.....	62
—	18.	— Protocole n° 10.....	80
—	21.	— Protocole n° 11.....	101
—	25.	— Protocole n° 12.....	117

BADE.

1862, Septembre	24.	<i>Suisse</i> . Convention pour l'exécution et en extension de l'article 16 du traité de 1852 sur la continuation du chemin de fer badois par le territoire suisse.....	233
1863, Mars.....	27.	<i>Suisse</i> . Convention fixant les prescriptions en matière de péage sur la ligne ferrée Wiesenthal entre Bâle et la frontière badoise.....	352

BAVIÈRE.

1862, Septembre	1.	<i>Suisse</i> . Déclaration concernant l'assistance réciproque des malades et l'inhumation des personnes qui sont décédées.	321
-----------------	----	---	-----

BELGIQUE.

1862, Décembre.	11.	<i>Suisse</i> . Traité d'amitié d'établissement et de commerce....	327
—	17.	<i>Suisse</i> . Convention de poste.....	337
1863, Avril.....	11.	<i>France</i> . Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.	354
Mai.....	12.	<i>Pays-Bas</i> . Traité pour régler le régime des prises d'eau à la Meuse.....	355
Juillet....	1.	<i>France</i> . Convention pour l'établissement d'un chemin de fer direct entre Lille et Tournay.....	363

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1864, Avril.....	20.	<i>Autriche, Danemark, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Suède et Norvège</i> . Protocole.....	5
—	25.	Protocole 1 de la Conférence de Londres relative aux affaires du Danemark.....	7
Mai.....	4.	— Protocole n° 2.....	10
—	9.	— Protocole n° 3.....	14
—	12.	— Protocole n° 4.....	17
—	17.	— Protocole n° 5.....	25
—	28.	— Protocole n° 6.....	34
Juin.....	2.	— Protocole n° 7.....	44
—	6.	— Protocole n° 8.....	58
—	9.	— Protocole n° 9.....	62
—	18.	— Protocole n° 10.....	80
—	22.	— Protocole n° 11.....	101
—	25.	— Protocole n° 12.....	117

DANEMARK.

1863, Juillet....	13.	<i>France, Grande-Bretagne, Russie</i> . Traité relatif à l'accession du roi Georges au trône de Grèce.....	157
-------------------	-----	---	-----

DANEMARK (Suite).

		Pages.
1864, Avril.....	20. <i>Autriche, France, Confédération germanique, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Suède et Norvège.</i> Protocole.....	5
—	25. Protocole 1 de la Conférence de Londres relative aux affaires du Danemark.....	7
Mai.....	4. — Protocole n° 2.....	10
—	9. — Protocole n° 3.....	14
—	12. — Protocole n° 4.....	17
—	28. — Protocole n° 5.....	25
—	28. — Protocole n° 6.....	34
Juin.....	2. — Protocole n° 7.....	44
—	6. — Protocole n° 8.....	58
—	9. — Protocole n° 9.....	62
—	18. — Protocole n° 10.....	80
—	22. — Protocole n° 11.....	101
—	25. — Protocole n° 12.....	117

ESPAGNE.

1862, Décembre	31. <i>Pays-Bas.</i> Convention pour garantir les droits de la propriété littéraire et artistique.....	344
1863, Septembre	31. <i>République Argentine.</i> Traité pour l'exécution du traité d'amitié du 9 juillet 1857.....	367

FRANCE.

1863, Janvier...	17. <i>Italie.</i> Traité de commerce.....	247
Février...	1. <i>Pays-Bas.</i> Déclaration relative à l'échange de télégrammes entre la France et le Luxembourg.....	148
—	1. <i>Pays-Bas.</i> Arrangement relatif aux droits d'entrée des alcools.....	
Avril.....	11. <i>Belgique.</i> Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	
Juillet...	1. <i>Belgique.</i> Convention pour l'établissement d'un chemin de fer direct entre Lille et Tournay.....	363
—	13. <i>Danemark, Grande-Bretagne, Russie.</i> Traité relatif à l'accession du roi Georges au trône de Grèce.....	
Août.....	31. <i>Pays-Bas (Luxembourg).</i> Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	
1864, Janvier...	20. Décret impérial relatif aux restrictions d'entrées et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine italienne.....	
—	20. Décret impérial relatif aux surtaxes applicables aux marchandises d'origine et de manufactures italiennes importées autrement que par terre ou par navires français ou italiens.....	83
—	20. Décret impérial assimilant pour les droits de tonnage les navires belges venant des possessions britanniques en Europe aux navires français, anglais et italiens venant des mêmes possessions.....	
—	20. Décret impérial appliquant à la Belgique et à la Grande-Bretagne le bénéfice du Traité conclu le 17 janvier 1868 avec l'Italie.....	9
—	23. Circulaire de la direction générale des douanes et des contributions indirectes au sujet du Traité conclu le 17 janvier 1863 avec l'Italie.....	
—	27. Décret impérial relatif au droit à l'importation des houilles crues ou carbonisées par navires français ou par terre....	

FRANCE (Suite).

		Pages.
1864 Janvier....	29. Décret impérial désignant les ports et bureaux ouverts à l'importation des tissus taxés à leur valeur.....	288
Mars....	29. Grèce, Grande-Bretagne, Russie. Traité pour la mise à exécution des stipulations touchant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.....	152
Avril....	10. Mexique. Convention pour régler les conditions de séjour des troupes françaises au Mexique.....	312
—	20. Autriche, Danemark, Confédération germanique, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Suède et Norvège. Protocole..	5
—	25. Protocole 1 de la Conférence de Londres relative aux affaires du Danemark.....	7
Mai.....	4. — Protocole n° 2.....	10
—	9. — Protocole n° 3.....	14
—	12. — Protocole n° 4.....	17
—	17. — Protocole n° 5.....	25
—	28. — Protocole n° 6.....	34
Juin....	2. — Protocole n° 7.....	44
—	6. — Protocole n° 8.....	58
—	9. — Protocole n° 9.....	62
—	18. — Protocole n° 10.....	80
—	22. — Protocole n° 11.....	101
—	25. — Protocole n° 12.....	117
—	30. Suisse. Traité de commerce.....	162
—	30. Suisse. Traité pour l'établissement des Suisses en France et des Français en Suisse.....	215
—	30. Suisse. Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle.....	217
—	30. Suisse. Convention sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes.....	227
—	30. Suisse. Protocole final.....	230
—	30. Suisse. Déclaration relative aux passe-ports.....	231

GRANDE-BRETAGNE.

1863, Juil et.	13. Danemark, France, Russie. Traité relatif à l'accession du roi Georges au trône de Grèce.....	157
Décembre.	9. Turquie. Convention au sujet de la prolongation de la ligne télégraphique de Bagdad à Bassorah.....	146
1864, Mars....	29. France, Grèce, Russie. Traité pour la mise à exécution des stipulations touchant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.....	152
Avril....	20. Autriche, Danemark, France, Confédération germanique, Prusse, Russie, Suède et Norvège. Protocole.....	5
—	25. Protocole 1 de la Conférence de Londres relative aux affaires du Danemark.....	7
Mai.....	4. — Protocole n° 2.....	10
—	9. — Protocole n° 3.....	14
—	12. — Protocole n° 4.....	17
—	17. — Protocole n° 5.....	25
—	28. — Protocole n° 6.....	34
Juin....	2. — Protocole n° 7.....	44
—	6. — Protocole n° 8.....	58
—	9. — Protocole n° 9.....	62
—	18. — Protocole n° 10.....	80
—	22. — Protocole n° 11.....	101
—	25. — Protocole n° 12.....	117

GRÈCE.

		Pages.
1864, Mars.....	29. <i>France, Grande-Bretagne, Russie.</i> Traité pour la mise à exécution des stipulations touchant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce	152

ITALIE.

1862, Septembre	10. <i>Suisse.</i> Déclaration touchant l'extension des Traités conclus avec le royaume de Sardaigne à toutes les provinces du royaume d'Italie actuel.....	325
—	10. <i>Suisse.</i> Déclaration touchant l'extension de l'abolition des droits d'aubaine entre la Suisse et la Sardaigne à toutes les provinces du royaume d'Italie actuel.....	326
Novembre	30. <i>Suisse.</i> Convention concernant la séparation des biens de la mense épiscopale de Côme.....	239
1863, Janvier...	17. <i>France.</i> Traité de commerce	247

MEXIQUE.

1864, Avril.....	10. <i>France.</i> Convention pour régler les conditions de séjour des troupes françaises au Mexique.....	312
------------------	---	-----

PAYS-BAS.

1862, Août.....	30. <i>Suisse.</i> Déclaration concernant l'exemption réciproque du service militaire.....	323
Décembre.	31. <i>Espagne.</i> Convention pour garantir les droits de la propriété littéraire et artistique	344
1863, Janvier...	19. <i>Suisse.</i> Traité concernant l'établissement de consulats suisses dans les Indes Néerlandaises.....	349
Février...	1. <i>France.</i> Arrangement relatif aux droits d'entrée des alcools.	149
—	1. <i>France.</i> Déclaration relative à l'échange des télégrammes entre la France et le Luxembourg.....	148
Mai.....	12. <i>Belgique.</i> Traité pour régler le régime des prises d'eau à la Meuse.....	355
Août.....	31. <i>France.</i> Déclaration entre la France et le Duché de Luxembourg pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	366

PERSE.

1863, Novembre	28. <i>Turquie.</i> Convention pour l'établissement d'une ligne télégraphique.....	144
----------------	--	-----

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

1864, Juin.....	4. <i>Serbie.</i> Convention d'extradition.....	150
-----------------	---	-----

PRUSSE.

1863, Avril.....	20. <i>Autriche, Danemark, France, Confédération germanique, Russie, Suède et Norvège.</i> Protocole	5
—	25. Protocole 1 de la Conférence de Londres relative aux affaires du Danemark.....	7
Mai.....	4. — Protocole n° 2.....	10
—	9. — Protocole n° 3.....	14
—	12. — Protocole n° 4.....	17
—	17. — Protocole n° 5.....	25
—	28. — Protocole n° 6.....	34
Juin.....	2. — Protocole n° 7.....	44
—	6. — Protocole n° 8.....	58
—	9. — Protocole n° 9.....	62
—	18. — Protocole n° 10.....	80

PRUSSE (*Suite*).

			Pages.
1864 Juin.....	22.	— Protocole n° 11	101
—	25.	— Protocole n° 12.....	117

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

1863, Septembre 21.	<i>Espagne</i> . Traité pour l'exécution du Traité d'amitié du 9 juillet 1859.....	367
---------------------	--	-----

RUSSIE.

1863, Juillet....	13.	<i>Danemark, France, Grande-Bretagne</i> . Traité relatif à l'accession du roi Georges au trône de Grèce.....	157
1864, Mars.....	29.	<i>France, Grèce, Grande-Bretagne</i> . Traité pour la mise à exécution des stipulations touchant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.....	152
Avril.....	20.	<i>Autriche, Danemark, France, Confédération germanique, Grande-Bretagne, Prusse, Suède et Norvège</i> . Protocole...	5
—	25.	Protocole 1 de la Conférence de Londres relative aux affaires du Danemark.....	7
Mai.....	4.	— Protocole n° 2.....	10
—	9.	— Protocole n° 3.....	14
—	12.	— Protocole n° 4.....	17
—	16.	— Protocole n° 5.....	25
—	28.	— Protocole n° 6.....	34
Juin.....	2.	— Protocole n° 7.....	44
—	6.	— Protocole n° 8.....	58
—	9.	— Protocole n° 9.....	62
—	18.	— Protocole n° 10.....	80
—	22.	— Protocole n° 11.....	101
—	25.	— Protocole n° 12.....	117

SERBIE.

863, Juin.....	4.	<i>Principautés-Unies</i> . Convention d'extradition.....	150
----------------	----	---	-----

SUÈDE ET NORWÈGE.

1864, Avril.....	20.	<i>Autriche, Danemark, France, Confédération germanique, Grande-Bretagne, Prusse, Russie</i> . Protocole.....	5
—	25.	Protocole 1 de la Conférence de Londres relative aux affaires du Danemark.....	7
Mai.....	4.	— Protocole n° 2.....	10
—	9.	— Protocole n° 3.....	14
—	12.	— Protocole n° 4.....	17
—	17.	— Protocole n° 5.....	25
—	28.	— Protocole n° 6.....	34
Juin.....	2.	— Protocole n° 7.....	44
—	6.	— Protocole n° 8.....	58
—	9.	— Protocole n° 9.....	62
—	18.	— Protocole n° 10.....	80
—	23.	— Protocole n° 11.....	101
—	25.	— Protocole n° 12.....	117

SUISSE.

1862, Juillet....	28.	<i>Bavière</i> . Déclaration concernant l'assistance réciproque des malades et l'inhumation des personnes décédées.....	321
Août.....	4.	<i>Pays-Bas</i> . Déclaration concernant l'exemption réciproque du service militaire.....	323
—	11.	<i>Italie</i> . Déclaration touchant l'extension des Traités conclus	

SUISSE (*Suite*).

		Pages.
	entre le royaume de Sardaigne à toutes les provinces du royaume d'Italie actuel.....	325
1862 Août.....	11. <i>Italie</i> . Déclaration touchant l'extension de l'abolition des droits d'aubaine entre la Suisse et la Sardaigne à toutes les provinces du royaume d'Italie actuel.....	326
Septembre 24.	<i>Bade</i> . Convention pour l'exécution et en extension de l'article 16 du traité de 1852 sur la continuation du chemin de fer badois par le territoire suisse.....	233
Novembre. 30	<i>Italie</i> . Convention concernant la séparation des biens de la messe épiscopale de Côme.....	229
Décembre. 11.	<i>Belgique</i> . Traité d'amitié, d'établissement et de commerce..	327
—	17. <i>Belgique</i> . Convention de poste.....	337
1863, Janvier...	19. <i>Pays-Bas</i> . Traité concernant l'établissement de consulats suisses dans les Indes Néerlandaises.....	349
Mars.....	27. <i>Bade</i> . Convention fixant les prescriptions en matière de péage sur la ligne ferrée de Wiesenthal entre Bâle et la frontière badoise.....	352
1864, Juin.....	30. <i>France</i> . Traité de commerce.....	162
—	30. <i>France</i> . Traité pour l'établissement des Suisses en France et des Français en Suisse.....	215
—	30. <i>France</i> . Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle.....	217
—	30. <i>France</i> . Convention sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes.....	227
—	30. <i>France</i> . Protocole final.....	230
—	30. <i>France</i> . Déclaration relative aux passe-ports.....	251

TURQUIE.

1863, Novembre. 28.	<i>Perse</i> . Convention pour l'établissement d'une ligne télégraphique.....	144
Décembre. 9.	<i>Grande-Bretagne</i> . Convention au sujet de la prolongation de la ligne télégraphique de Bagdad à Bassorah.....	146

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

BADE.

1864, Avril.....	20. Discours d'ouverture de la Chambre.....	372
------------------	---	-----

BRÉSIL.

1864, Mai.....	3. Discours d'ouverture des Chambres.....	373
----------------	---	-----

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1863, Novembre. 20.	Lettre du grand-duc d'Oldenbourg au duc Frédéric d'Augustenbourg.....	436
1864, Juin.....	18. Déclaration du prince Frédéric de Hesse au comte Russell.	442
—	23. Compte rendu de la séance de la Diète.....	444
—	28. Protestation du prince de Noer oncle du duc Frédéric d'Augustenbourg au baron de Kubeck.....	450
Juillet....	7. Protestation du duc Charles de Schleswig-Sonderbourg-Glücksbourg contre les prétentions du grand-duc d'Oldenbourg.....	465

DANEMARK.

864, Juin.....	2. Déclaration des plénipotentiaires à la Conférence de Londres.	440
—	24. Note de M. de Bille au comte Russell au sujet du blocus....	445

DANEMARK (*Suite*).

		Pages.
1864 Juin.....	25. Discours du roi à l'ouverture du Rigsraad.....	445
—	25-26. Communication du Ministère de la marine au sujet du blocus.....	446
—	30. Dépêche de M. Monrad au comte de Moltke-Hvitfeld à Paris sur les résultats de la Conférence de Londres.....	456

ESPAGNE.

1864, Février...	18. <i>Saint-Domingue</i> . Communication faite à la Diète germanique par M. de Rascon ministre d'Espagne à Francfort au sujet de la reconnaissance des insurgés de Saint-Domingue comme belligérants.....	374
------------------	--	-----

ÉTATS CONFÉDÉRÉS.

1864, Juin.....	10. Manifeste du Congrès relatif à la guerre actuelle avec les États-Unis.....	375
-----------------	--	-----

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

1864, Avril.....	7. Dépêche de M. Seward à M. Dayton contenant ses observations sur le vote du 4 avril de la Chambre des représentants relatif au Mexique.....	378
—	22. Dépêche de M. Dayton à M. Seward rendant compte d'une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys au sujet du vote du 4 avril de la Chambre des représentants relatif au Mexique.....	379
Mai.....	2. Réponse de M. Dayton à la dépêche du 7 avril de M. Seward, relative au vote du 4 avril de la Chambre des représentants au sujet du Mexique.....	380
—	9. Dépêche de M. Seward à M. Dayton pour lui accuser réception de sa dépêche du 22 avril.....	380
—	21. Dépêche de M. Seward à M. Dayton approuvant ses démarches auprès de M. Drouyn de Lhuys relatives dans sa dépêche du 2 mai.....	381

FRANCE.

1864, Mai.....	7. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents de la France à l'étranger au sujet du vote du 4 avril de la Chambre des représentants des États-Unis relatif au Mexique.....	381
Juin.....	28. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys au sujet de la Conférence de Londres.....	449

GRANDE-BRETAGNE.

1863, Avril.....	19. Renonciation du prince de Galles à la succession au trône des duchés de Cobourg et Gotha.....	382
Mai.....	23. Dépêche de lord Napier au comte Russell au sujet de l'émigration circassienne.....	390
Novembre.	10, 11. Dépêches relatives à la retraite de sir James Hudson de la légation de Turin.....	383
Décembre.	14. <i>Japon</i> . Note du colonel Neale à l'amiral Kuper pour lui annoncer que le gouvernement Japonais a payé l'indemnité réclamée pour l'assassinat de M. Richardson.....	387
1864, Mars.....	16. Dépêche du comte Russell au colonel Neale pour lui exprimer sa satisfaction au sujet du règlement des conditions exigées du Japon pour l'assassinat de M. Richardson.....	389
Juin.....	2. Instructions aux gouverneurs des colonies relatives aux prises faites par les croiseurs fédéraux ou confédérés, amenées dans les eaux anglaises.....	390

	Pages.
1864, Juillet.... 2. Dépêche de M. Murray au comte Russell au sujet des passe-ports en Saxe.....	491
Juillet.... 6. Dépêche du comte Russell à sir A. Paget à Copenhague....	464

GRÈCE.

1864, Mars..... 18. Proclamation du nouveau Ministère	392
Avril..... 27. Programme du nouveau Ministère	393

JAPON.

1863, Décembre. 11. Lettre des agents du prince de Satsuma concernant les mesures prises pour rechercher et punir les assassins de M. Richardson.....	388
---	-----

MEXIQUE.

1863, Juillet.... 10. Résolution de l'Assemblée des notables du Mexique offrant la couronne impériale à l'archiduc Maximilien.....	298
Octobre .. 3. Discours de M. Gutierrez de Estrada, chef de la députation mexicaine chargée d'offrir la couronne impériale à l'archiduc Maximilien.....	299
— 3. Réponse de l'archiduc Maximilien à la députation mexicaine.	302
1864, Janvier... 16. Lettre du général Neigre, commandant la place de Mexico à l'archevêque de la Bastida.....	303
— 16. Réponse de l'archevêque de Mexico à la lettre du général Neigre du même jour.....	304
Mars..... 4. Proclamation du décret du 23 juillet 1863 déclarant nuls les contrats passés avec Juarez pour acquisitions de terrains au Mexique.....	306
Avril..... 10. Discours de M. Gutierrez de Estrada offrant, après le vote national, la couronne impériale du Mexique à l'archiduc Maximilien	307
— 10. Réponse de l'archiduc Maximilien à M. Gutierrez de Estrada, acceptant la couronne impériale du Mexique.....	310
— 10 et 11. Décrets de l'empereur Maximilien relatifs à l'emprunt mexicain	314
— 10. Décret nommant le général Almonte lieutenant de l'Empire.	394
Mai..... 20. Proclamation du général Almonte, lieutenant de l'Empire...	395
— 29. Proclamation de l'empereur Maximilien à son arrivée à la Vera-Cruz	396
Juillet.... 6. Lettre de l'empereur Maximilien au président de la commission des finances	397

PÉROU.

1864, Mai..... 30. Lettre de M. Mariano José Sanz, Ministre à Londres, à M. de Bille, Ministre de Danemark, pour protester contre la prise par les Danois du navire hambourgeois <i>Albertine</i> portant un chargement de guano de Callao à Hambourg..	400
---	-----

PRUSSE.

1864, Juin..... 18-22. Déclaration de M. de Bismark sur le blocus des ports de la Baltique	443
— 28. Dépêche de M. de Bismark aux cours de Londres, Paris, Saint-Petersbourg et Stockholm sur l'issue de la Conférence de Londres.....	447
— 30. Mémoire du comte de Bernstorff et de M. de Balan, plénipotentiaires à la Conférence de Londres, adressé au comte Russell	459

RUSSIE.

		Pages.
1863, Juillet....	15. Circulaire du prince Gortchakoff aux agents de la Russie à l'étranger au sujet des biens conventuels entre les Saints-Lieux et le gouvernement moldo-valaque.....	402
1864, Juin.....	19. Lettre de l'empereur Alexandre au grand-duc d'Oldenbourg.	442

SAXE.

1864, Juin.....	1. Note du baron de Beust au comte Russell.....	437
Juin.....	29. Protestation de M. de Beust adressée au comte Russell contre le résumé des travaux de la Conférence de Londres.....	451
Août.....	23. Discours de clôture des Chambres.....	404